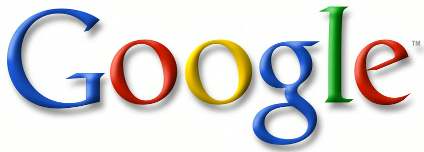

Google

2 vols sd

vols

£40

PK 3 80
2 vols sd

2 vols

£40

HISTOIRE
DE LA
CAMPAGNE DE 1794
EN ITALIE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION
DE LA
SECTION HISTORIQUE DE L'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE

HISTOIRE
DE LA
CAMPAGNE DE 1794
EN ITALIE

PAR

G. FABRY

CAPITAINE AU 101e RÉGIMENT D'INFANTERIE
DÉTACHÉ A LA SECTION HISTORIQUE DE L'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL DE L'ARMÉE

TEXTE



PARIS
LIBRAIRIE MILITAIRE R. CHAPELOT & Cie
IMPRIMEURS-ÉDITEURS
30, Rue et Passage Dauphine, 30

1905

PRÉFACE

Tout travail d'histoire est toujours forcément incomplet, puisqu'il dépend des sources que l'auteur a eues à sa disposition ; chaque jour des documents inconnus viennent renouveler des questions que l'on croyait épuisées, les éclairer d'un jour nouveau (1). A plus forte raison en est-il de même pour la présente étude, et nous nous permettons de réclamer beaucoup d'indulgence de ceux de nos camarades militaires qui voudront bien jeter un coup d'œil sur ce volume. En le lisant, qu'ils se rappellent que les registres d'ordres et archives de l'état-major français ont été perdus, et qu'il ne subsiste rien de ceux de l'état-major piémontais ; il était donc difficile de suivre de près les actes du commandement.

Nous avons négligé les mémoires de certains auteurs qui se rapportent à cette période, parce que les faits y sont absolument dénaturés et inventés. C'est ainsi que Roguet nous donne le texte d'un soi-disant discours de Bonaparte au gouverneur de Saorge le 29 avril (2). Or, le 28 au soir, la place était déjà évacuée par M. de Saint-Amour (3), qui fut fusillé pour cet abandon, et nous dûmes y entrer sans aucune résistance.

A en croire le même auteur, Bonaparte « aurait établi, avec

(1) On me permettra de citer un exemple personnel ; au moment où ce travail était fini, M. de Costa m'a communiqué une lettre écrite par Eugène Costa blessé mortellement à l'affaire de la Saccarella. Elle est de la plus haute importance, en ce qu'elle explique comment les Piémontais ont eu le temps de garnir ce poste ; ce document émane d'un témoin oculaire, il a été écrit sur l'heure et sans prétention, il est indiscutable. Or il apprend, qu'arrivés à portée de fusil du poste, les Français de Fiorella se sont arrêtés à boire et à manger. Voir *Addenda*.

(2) Roguet, *Mémoires*, tome I, page 211.

(3) Journal d'un officier du régiment des gardes, 176.

autant de tact que d'intelligence, des rapports fréquents et presque intimes auprès de tous les adjudants-majors des demi-brigades et des chefs les plus capables. Ce qu'il conseillait si bien, il pouvait le faire exécuter très facilement. Il avait dans ses mains les principaux agents des corps et connaissait le fort et le faible de chacun » (1).

Pour apprécier la valeur de ce témoignage, il suffit de s'en rapporter à la lettre du 2 juin où Masséna se plaint de ce que Bonaparte ait fait opérer un mouvement de quelques canonniers à Oneille sans l'en avertir, à celle du 20 juin où il exprime son étonnement à Dumerbion de ce qu'il ait confié le commandement de la côte à Villemalets sans l'en prévenir.

Les généraux de la Révolution qui avaient gagné leur grade sur les champs de bataille par le libre suffrage de leurs frères d'armes, en présence de l'ennemi, avaient une trop haute idée de leur responsabilité pour tolérer qu'aucune autorité intermédiaire s'interposât entre eux et leurs subordonnés. D'ailleurs il existe un document indiscutable, c'est la lettre du 20 juin où Masséna se révèle tout entier. Croit-on qu'un général de division qui, menacé du tribunal révolutionnaire, répondait en pleine terreur à son général en chef : « Heureusement notre correspondance existe... Je ne crains point d'être jamais traduit devant le tribunal révolutionnaire pour négligence ou l'oubli de mes devoirs » ; croit-on, dis-je, que ce divisionnaire aurait supporté l'ingérence d'un général de brigade, et surtout d'artillerie ? Les généraux de cette grande époque vraiment républicaine et militaire ignoraient certaines compromissions ; leurs actes parlaient assez.

Cette campagne soulève une autre question : quelle a été l'influence de Bonaparte ? Les plans du 20 mai et du 20 juin sont de lui, ceci est hors de doute, mais a-t-il traduit les idées des représentants ou faut-il y voir l'expression de ses propres conceptions ? Les documents ne permettent pas d'élucider ce point ; toutefois il est remarquable de constater que, dès l'instant où il aura été chargé du commandement, rien ne subsistera plus de ces projets compliqués où l'on prétendait déterminer à l'avance le rôle de chaque colonne, alors qu'à la guerre tout dépend uniquement des circonstances du moment, des mouvements de l'ennemi.

Dans ces plans, il est un autre point sur lequel nous attirerons l'attention ; dans le premier on veut faire tomber Demont et Château-Dauphin ; dans le second, on entrevoit le siège de Coni après l'enlè-

(1) Roguet, *Mémoires*, tome I, page 213.

vement de ces deux places. Au contraire, Masséna avait une autre idée grande et féconde que Bonaparte réalisera en 1796, c'était d'enlever Ceva et Mondovi presque privés de défenseurs, opération qui séparait les deux armées alliées ; dans toutes ses lettres, il réclame une offensive énergique, et seuls les ordres précis de Dumerbion arrêteront nos troupes qui, à la vue des plaines du Piémont, gagnaient d'elles-mêmes du terrain en avant.

Quelle part convient-il d'attribuer dans ces projets aux auteurs antérieurs, et l'état-major de l'armée d'Italie possédait-il à cette époque les ouvrages de Saint-Simon, de Maillebois etc. ? Pour cette période, aucun document ne nous fournit de renseignements à ce sujet, mais il est certain que leurs œuvres étaient connues bien avant l'arrivée de Bonaparte en 1796 ; car le 30 octobre 1795 Gauthier écrivait à Berthier :

« Je vous prie, mon cher général, de me renvoyer par la poste, ou toute autre voie, l'atlas de la carte de Borgognio qu'on a mis par erreur dans les cartes du général Kellerman, et qui m'est absolument indispensable ; il m'a été prêté par un particulier à Nice.

« Je vous renverrai en échange l'atlas des cartes relatives aux mémoires de Maillebois qui appartient, je crois, à votre général, et qu'on m'a laissé en place de celui de Borgognio ; je vous réitère ma prière à cet égard » (1).

De l'étude des documents publiés dans ce volume, il ressort, pour tout lecteur non prévenu, que toute la responsabilité a pesé sur Masséna ; c'est à lui qu'est uniquement dû l'enlèvement du col Ardente et de Saorge.

L'année suivante, alors que le cabinet topographique s'occupera de retracer l'histoire de ces campagnes et lui demandera de fournir une relation de ce glorieux fait d'armes, dédaigneux de sa gloire, il remettra à un moment plus favorable le soin d'y satisfaire (1) ; pour l'instant, il avait mieux à faire, l'ennemi était prêt à attaquer et il fallait le battre. Aussi leur adressait-il, en réponse, la lettre suivante :

Masséna aux membres composant le cabinet topographique.
19 juin 1795 (A G).

« J'ai reçu hier, citoyens, votre lettre en date du 13 prairial dernier ; en conséquence je m'occuperai le plus promptement possible du travail que vous me demandez. Je vous préviens cependant que, commandant en chef les trois divisions de l'aile droite de l'armée,

(1) Gauthier à Kellerman, 30 octobre 1795 (A G).

et l'ennemi paraissant faire depuis un mois de sérieuses dispositions pour nous attaquer, je suis continuellement à cheval pour nous mettre en mesure de le bien recevoir et même de le prévenir dans ses attaques. D'un autre côté, une partie des renseignements les plus utiles pour rédiger un recueil exact des principaux faits et événements militaires qui ont eu lieu dans la dernière campagne, et particulièrement pour la conquête des postes de Saorge et d'Ormea, sont consignés dans ma correspondance, dont je ne suis pas dans le moment saisi, ne pouvant porter dans les montagnes tous mes papiers précieux. Au reste je ne perdrai pas de vue cet objet important, et je ferai en sorte de répondre à la confiance que le cabinet historique et topographique a en moi.

P. S. — Je vais, pour me procurer tous les matériaux nécessaires, inviter le chef de brigade Clausade à me donner tous les renseignements qui sont de son ressort ».

Les documents qui, au point de vue français, forment la base de notre récit, sont actuellement la propriété du prince d'Essling, qui a bien voulu nous les communiquer et nous autoriser à les reproduire; nous lui en exprimons ici notre vive reconnaissance. D'autres volumes exposeront la fin de la campagne de 1794 et celle de 1795, et la publication intégrale de la correspondance de Masséna mettra tout officier à même de se former une *idée véritable* de ce grand homme de guerre.

Dans ce travail, comme dans les précédents, j'ai tenu à reproduire tous les documents que j'ai pu rencontrer, de manière à mettre tout lecteur à même de contrôler les conclusions que j'ai essayé d'en tirer. Je me suis soigneusement abstenu de toute hypothèse, et m'en suis tenu littéralement aux textes.

Les archives de Breil ont procuré une partie des documents relatifs à l'armée piémontaise, malheureusement beaucoup de pièces ne sont qu'analysées (1). Nous avons pu compléter cette source de renseignements par la correspondance du général Dellera, et par le journal d'un officier au régiment des gardes, conservés à la bibliothèque de Sa Majesté le roi d'Italie à Turin.

La bibliothèque de S. A. R. le duc de Gênes possède un manuscrit important pour notre sujet : le journal du 2e bataillon du régiment de Mondovi. Il a été publié avec le précédent dans les *Mémoires sur la campagne de 1794 en Italie* (2).

(1) Le colonel Krebs et M. Moris ont été les premiers à les utiliser dans leur ouvrage *Campagne des Alpes* 1794-1796 qui m'a été du plus grand profit.

(2) Paris, Chapelot, 1904.

La communication des papiers de M. de Revel aurait jeté une vive lumière sur toute cette période, à en juger par les extraits cités dans les mémoires de Thaon de Revel ; mais les démarches que nous avons faites pour nous les procurer ont été infructueuses.

Nous avons encore utilisé la correspondance de M. d'Hauteville avec les ambassadeurs et leurs rapports, ainsi que les registres de la cour où sont recopiées les dépêches du roi. Ces documents se trouvent aux Archives d'État à Turin.

Celles du ministère des affaires étrangères d'Autriche nous ont communiqué la correspondance de M. de Gherardini et de M. de Girola ainsi que de l'archiduc Ferdinand et les instructions de l'empereur à l'archiduc.

Les Archives de la guerre d'Autriche ont eu l'extrême amabilité de nous envoyer le mémoire de de Vins.

La correspondance de Tilly se trouve aux Archives du ministère des affaires étrangères de France.

Les Archives nationales et celles du génie nous ont procuré plusieurs documents.

A tous ces différents dépôts, nous avons trouvé auprès de chacun l'accueil le plus aimable, et les dispositions les plus libérales pour mettre à notre disposition les documents qui y sont conservés ; nous leur en exprimons toute notre gratitude.

Toutefois cet ensemble de documents est encore bien loin d'être complet, et nous accueillerions avec la plus grande reconnaissance toute indication qui nous mettrait à même de le compléter.

Afin de permettre de suivre les opérations, nous avons reproduit sept feuilles de la carte sarde au 1/50.000 que le gouvernement italien a bien voulu nous autoriser à publier. Il a même eu l'extrême obligeance de nous adresser la photographie de la carte de Vinadio d'après l'original déposé à Florence.

Les quatre croquis, où sont dessinés les ouvrages piémontais construits sur la ligne de l'Authion à Saorge en 1794, sont tirés d'un mémoire de Wagner qui appartient au Comité du génie.

Le plan de Ceva et celui de Roccavion se trouvent aux Archives des cartes du Ministère de la guerre.

FABRY.

EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS

(A G)	signifie	Archives de la guerre à Paris.
(A ad)	—	Archives administratives au ministère de la guerre.
(A E)	—	Archives du ministère des affaires étrangères à Paris.
(A N)	—	Archives nationales à Paris.
(A M)	—	Archives Masséna chez le prince d'Essling.
(A Gén.)	—	Archives du génie à Paris.
(A B)	—	Archives de Breil à Breil.
(A E T)	—	Archives d'état à Turin.
(P D)	—	Papiers Dellera. Bibliothèque de Sa Majesté le roi d'Italie à Turin.
(K K A E)	—	Archives du ministère des affaires étrangères à Vienne.
(K K A)	—	Archives de la guerre à Vienne.

HISTOIRE DE LA CAMPAGNE DE 1794 EN ITALIE

CHAPITRE PREMIER

I. Premières résolutions de la cour de Turin après la prise de Toulon. — II. Négociations secrètes avec les agents français. — III. Premières résolutions de l'Empereur en ce qui concerne la défense de l'Italie. — IV. Rapports de l'Angleterre avec le Piémont. — V. Conduite des alliés envers Gênes. — VI. Négociations avec l'Empereur. — VII. Situation intérieure du pays.

I

La nouvelle de la reprise de Toulon par l'armée française s'était répandue à Turin dans les derniers jours de 1793, apportée par des lettres écrites à des négociants ; elle était confirmée le 1er janvier par un rapport de Revel (1), celui-ci venait de débarquer à Oneille avec le corps piémontais qui avait pris part au siège. Sans entrer dans aucun détail, il se bornait à dire « qu'avant d'évacuer Toulon les Anglais avaient incendié l'arsenal et mis le feu à la flotte française, et que les troupes avaient soutenu dans cette rencontre la réputation de bravoure qu'elles avaient acquise dans les actions précédentes » (2).

Diverses versions circulaient sur les causes qui avaient amené cet échec; les uns l'attribuaient aux mauvaises mesures adoptées, et à la mésintelligence qui régnait entre les alliés; elle était telle que, lors de l'évacuation, on aurait oublié les Napolitains qui, de ce fait, auraient subi des pertes considérables. Les Anglais reprochaient hautement aux Espagnols de s'être opposés aux dispositions qui « auraient pu rendre le port de Toulon à jamais inutile à la France ». Il est certain qu'une telle destruction aurait laissé la puissance navale britannique sans contrepoids dans la Méditerranée, et que, la marine française détruite, celle de l'Espagne aurait eu son tour.

(1) Commandant du corps piémontais détaché à Toulon.
(2) Le roi à de Front, 1er janvier.

D'autres au contraire accusaient les Anglais d'avoir agi avec préméditation pour ne pas rendre cette ville à Louis XVII sans avoir porté un coup mortel à notre grand port militaire (1). Comme on le verra plus loin, cette dernière opinion rencontrera une grande créance dans tous les pays et même en Angleterre.

Deux dépêches de M. de Cossila, chargé d'affaires de Piémont à Gênes, en date du 28, venaient compléter les premiers renseignements; elles rendaient compte de la sensation que cette défaite avait produite à Gênes, elles en prévoyaient les suites et envisageaient les moyens d'y remédier; à son avis la république ne s'opposerait pas au passage des Français sur son territoire. Ces lettres n'ont pas été retrouvées, mais il est facile d'en apprécier le contenu par la réponse du ministre des affaires étrangères piémontais, M. d'Hauteville.

« Il est permis de déduire de votre rapport, que la partialité de Gênes pour les Français, le parti prépondérant qui s'est formé dans le gouvernement en leur faveur, la faiblesse même et la lenteur de ce dernier à mettre en œuvre des moyens de défense doivent nous faire tenir pour certain que cette ville ne fera aucune opposition, lorsque les Français voudront se frayer un passage vers le Piémont et l'Italie à travers son territoire, et ce projet des Français imaginé de longue haleine, approuvé par la Convention et préparé pour l'exécution par Tilly (2) pourrait avoir lieu plus rapidement encore qu'on ne le pense, étant donnée la nécessité dans laquelle se trouverait l'armée de Provence de se chercher en Italie un appui qui va lui manquer » (3).

Le consul d'Autriche à Loano partageait les mêmes craintes que le chargé d'affaires de Piémont à Gênes; son opinion méritait d'autant plus d'être écoutée qu'il ne pouvait être soupçonné d'exagérer le péril afin d'entraîner son gouvernement à faire un grand effort dans la péninsule.

Après avoir exprimé la crainte que le manque de ressources ne déterminât les Français à agir de suite, il ajoutait en ce qui concernait Gênes.

« Pendant que nous sommes exposés d'un côté à l'invasion de la masse désespérée des brigands, nous appréhendons de l'autre que la populace de la Rivière de Gênes, en qui consiste toute la force militaire de la république, ne reçoive dans ses états l'ennemi sans

(1) Gherardini à Thugut, 4 janvier, page 1.
(2) Ministre de France à Gênes.
(3) D'Hauteville à Cossila, 1er janvier.

résistance pour deux raisons : la première, parce que la plus grande partie étant des misérables sans ressource désirent peut-être en ce moment cette invasion par l'uniformité de leurs sentiments à ceux des sans-culottes, et la seconde parce que le reste des habitants, qui ont une médiocre fortune à ménager, par la crainte des dommages et de tout perdre, recevront les ennemis sans hostilités pour les avoir ainsi plus pacifiques dans leurs états » (1).

Rendues libres de leurs mouvements les armées des Alpes et d'Italie allaient évidemment passer à l'offensive et tenter l'invasion de la péninsule. Dès le 1er janvier, Tilly en parlait « ouvertement » à Gênes ; il faisait monter à 50.000 hommes les troupes destinées à l'expédition et prenait des mesures qui annonçaient « qu'il la regardait comme sûre » (2).

Les actes mêmes des Français semblaient donner consistance à ces paroles.

A en croire des avis reçus de Vintimille, 60 soldats conduits par un officier y avaient déjà fait leur apparition ; il n'avait consenti à se retirer qu'avec beaucoup de peine, et en disant qu'il reviendrait en forces pour faire route vers le Piémont.

D'autres officiers français « étaient venus depuis examiner le passage de Vintimille et la disposition des lieux tout le long de la rivière vers le marquisat de Dolceacqua ». Ces reconnaissances pouvaient être considérées comme la préparation immédiate d'un mouvement par la Corniche ; aussi l'ambassadeur était-il invité à s'assurer de leur véracité avec le plus grand soin (3).

Toutes ces mauvaises nouvelles produisaient une espèce de panique à Turin ; elle était encore augmentée par les manœuvres des agioteurs ; ceux-ci faisaient répandre par leurs émissaires des bruits sinistres : le col de Raus était déjà pris, 30.000 Français marchaient sur Savone et les Génois avaient accordé aux Français le passage par leur territoire pour attaquer le Piémont et la Lombardie. Ces manœuvres réussissaient. La pistole d'or montait de 24 à 30 livres, l'argent se cachait (4) et les billets de crédit tombaient dans un tel discrédit, qu'on ne trouvait plus à les changer qu'avec perte, même contre de la petite monnaie (5). Des mouvements populaires se produisaient dans la ville ; quelques jours plus tard l'hôtel de la mon-

(1) De Negri à Gherardini, ambassadeur de Vienne à Turin, 29 décembre.
(2) Hauteville à de Brème, ambassadeur de Piémont à Vienne, 1er janvier. — Le roi à de Front, 1er janvier.
(3) Hauteville à Cossila, traduction, 1er janvier.
(4) Gherardini à Thugut, 4 janvier, page 1.
(5) Hauteville à de Front, ambassadeur de Piémont à Londres, 4 janvier.

naie et différentes maisons de banquiers étaient menacés d'incendie et le gouvernement était obligé de prendre un édit contre les agioteurs (1).

Avant d'envahir le Piémont les armées françaises rencontraient le territoire de Gênes. La cour de Turin, exactement renseignée, ne conservait aucune illusion sur la valeur de cet obstacle, sur l'importance que les représentants prêteraient à la fiction de la neutralité de cet état.

« On ne doit point s'attendre, écrivait d'Hauteville, que les Génois prennent les moyens de faire respecter cette neutralité ; cette nouvelle a complété le triomphe du parti jacobin, et il est certain que les Français seront bien reçus s'ils se présentent au passage de Vintimille, sous prétexte que la République n'est pas en état de leur résister » (2).

Le 4 janvier, il était encore plus affirmatif : « Il est comme impossible que les Génois prennent aucune mesure pour faire respecter leur neutralité ; ils sont bien éloignés d'être dans cette intention » (3).

Les renseignements que l'on recevait de tous côtés « augmentaient de plus en plus les craintes d'une invasion française » ; ils la faisaient même supposer plus prochaine qu'elle n'était en réalité ; à les en croire, le 8 janvier, 5.000 patriotes de l'armée de Toulon étaient déjà entrés à Nice et on en attendait encore 15.000 (4).

Le Piémont était donc menacé directement, mais le danger qu'il courait s'étendait à toute l'Italie ; une fois la barrière des montagnes forcée, aucun obstacle naturel sérieux ne s'opposait plus à nos progrès.

Pour jouer ce rôle protecteur, de quelle force disposait ce royaume ?

D'après des états remis (5) par M. d'Albarey à l'archiduc Ferdinand, le Piémont aurait entretenu 60.000 hommes, chiffre qui se serait réduit à 35.000, défalcation faite des non-valeurs (6), et encore les Autrichiens doutaient-ils que ces 35.000 hommes existassent réellement. L'effectif de son armée ne permettait donc pas au Piémont de se charger à lui seul de défendre la longue crête des

(1) Gherardini à Thugut, 10 janvier, page 10.
(2) Hauteville à de Brême, 1er janvier.
(3) Hauteville à de Brême, 4 janvier.
(4) Hauteville à de Brême, 8 janvier.
(5) Dans l'impossibilité de se procurer la situation des troupes piémontaises au 1er janvier, on en est réduit à cette indication.
(6) D'Hauteville à d'Albarey, 3 avril et d'Albarey à d'Hauteville, 4 avril.

Alpes du Saint-Bernard à Ormea contre 100.000 Français libres de choisir leur point de rupture. On en était convaincu à Turin.

Mais dans sa lutte contre la France, le roi de Sardaigne n'était pas isolé.

D'un côté, une convention, conclue avec l'Autriche, assurait au roi l'appui d'un corps auxiliaire dont la force montait à 7.000 hommes (1).

D'autre part, le 23 avril 1793, il avait signé un traité d'alliance avec l'Angleterre par lequel il s'engageait à entretenir 50.000 hommes sous les armes « pendant tout le cours de la présente guerre ». Par contre l'Angleterre lui accordait un subside de 100.000 livres sterling par an, payable de trois mois en trois mois d'avance ; elle promettait « d'envoyer dans la mer Méditerranée une flotte respectable de vaisseaux de guerre pour être employée selon que les circonstances le permettraient contre les forces navales que l'ennemi pourrait avoir dans cette partie. »

A la paix, elle garantissait au Piémont l'intégrité de son territoire (2).

Par les termes mêmes du traité, l'Angleterre se désintéressait donc absolument des opérations sur terre.

Du reste, la ruine partielle du port de Toulon avait rempli presque complètement le but que poursuivait l'Angleterre ; cet événement pouvait amener les conséquences les plus graves pour le Piémont. Il était à craindre qu'au parlement anglais, l'opposition n'en tirât avantage pour renverser le cabinet ; si Pitt réussissait à triompher de ses attaques, on avait à redouter que l'Angleterre, « n'étant plus en possession de Toulon et renonçant entièrement aux projets de conquête qu'elle avait eus en Provence, ne prît moins d'intérêt à ce qui regardait l'Italie » (3).

Le Piémont trouvait dans l'Angleterre un allié naturel contre les prétentions de l'Autriche au cas où cette dernière voudrait faire payer son appui par de trop grands sacrifices ; on s'en rendait parfaitement compte à Milan, et le 28 janvier l'archiduc Ferdinand écrira à son neveu : « Malgré l'alliance, l'Angleterre travaillera toujours sous main à empêcher l'agrandissement de la maison d'Autriche en Italie » (4).

Dès le 1er janvier, le roi chargeait M. de Front de réclamer l'as-

(1) *Journal militaire autrichien*, année 1834, page 21.
(2) Solar, *Traités publics de la maison royale de Savoie*, tome III, 536.
(3) Le roi à de Front, 1er janvier. D'Hauteville à de Front, 10 janvier.
(4) Archiduc Ferdinand, gouverneur de Lombardie, à l'Empereur, 28 janvier. Supplément, page 11.

sistance immédiate de l'Angleterre : l'intérêt même de cette puissance lui commandait de ne pas laisser écraser le Piémont, « puisque les Français n'ayant plus de marine dans la Méditerranée, elle allait se trouver dans le cas de pouvoir s'emparer de tout le commerce du Levant » (1).

L'Angleterre, avec sa flotte maîtresse de la mer, avait toute facilité de gêner les approvisionnements de l'armée française, en bloquant le port de Gênes, ce grand marché où les Français se procuraient leurs subsistances; mais pour leur tenir tête, l'appui d'une grande puissance continentale était nécessaire.

Pour l'obtenir, M. de Front devait réclamer les bons offices de l'Angleterre à Vienne ; à cet effet ses instructions lui prescrivaient de faire valoir que les intérêts du Piémont se liaient étroitement à ceux de l'Empereur.

« Il n'est plus question maintenant d'un renfort de troupes pour faire des conquêtes, mais il s'agit de la défense réciproque des états respectifs, car quoique ceux du roi soient les plus exposés, la cour de Vienne ne saurait se dissimuler que, si une fois les Français étaient en Piémont, il ne lui serait guère possible d'empêcher qu'ils ne pénétrassent dans le Milanais. En coopérant donc à la défense des états du roi, elle défend les siens ». D'après cette considération, M. d'Hauteville espérait que l'Empereur ne refuserait pas de fournir un renfort de troupes en faisant abstraction pour le moment des conditions « auxquelles il se serait prêté dans un autre temps, puisque ce n'était plus le même cas » (2).

L'Autriche entretenait bien un corps de troupes dans le Milanais; mais consentirait-elle à le renforcer et à le joindre à l'armée piémontaise ? Les chefs des différentes armées seraient-ils indépendants l'un de l'autre ou soumis à une autorité supérieure ?

Si le général de Vins conservait le commandement de l'armée piémontaise, ce dont on pouvait douter après les événements de la campagne passée, l'empereur lui accorderait-il le droit de disposer librement du corps de Lombardie ? En cas d'affirmative, que deviendrait M. de Stain (3), dont l'inimitié avec de Vins et avec l'archiduc était connue ?

D'un autre côté, la situation générale des affaires ne permettait guère à l'Autriche de déployer de grands efforts sur ce théâtre de guerre. A l'ouest, Wurmser venait d'être battu à Wissembourg ; son armée avait été forcée de repasser le Rhin. Cet échec était déjà

(1) Le roi à de Front, 1er janvier.
(2) D'Hauteville à de Front, 4 janvier.
(3) Commandant le corps autrichien de Lombardie.

connu à Turin le 13 janvier (1) ; il était donc douteux que l'empereur fût en état de renforcer son armée d'Italie. D'Hauteville le prévoyait. « Il est fort à craindre, écrivait-il le 16, que l'empereur, pour réparer les pertes que son armée a faites de ce côté-là, et regagner le terrain qu'elle a perdu, ne se trouve pas en état d'envoyer dans le Milanais le renfort de troupes que les circonstances exigent » (2).

L'espoir d'être efficacement soutenu par l'Autriche était donc bien faible, pourtant il était de la plus haute importance de provoquer les explications de cette cour, d'être au courant de ses intentions ; jusqu'au moment où l'on serait fixé sur les secours qu'on avait à en attendre, il était impossible d'arrêter définitivement un plan de défense.

Le 6 janvier, le roi Victor Amédée réunissait un congrès pour délibérer sur la situation ; étaient présents : le prince de Piémont, MM. de Graneri, d'Hauteville, de Cravanzana et de Salmour.

« Les moyens de concilier les prétentions de Mgr le duc de Chablais et du duc d'Aoste, à qui son rang de capitaine général, si S. A. R. l'exigeait, donnait le droit de commander indépendamment l'armée, la conduite à tenir vis-à-vis de l'Autriche, la nécessité ou l'inutilité de rendre à M. de Vins sa pleine autorité » furent l'objet de ses délibérations.

M. de Graneri soutint avec force qu'on devait s'entendre avec la France. Avec une rare clarté, il prévoyait le sort futur de son pays. « Qu'avons-nous, disait-il, à espérer ou à craindre de la maison d'Autriche ? rien à espérer et tout à craindre. Il est prouvé, que ni ses forces, ni celles de toute l'Europe, pourront dompter la France qui oppose l'esprit, l'union et la vigueur à la discorde et à la mollesse. La France sera République, et au moment où elle touchera à ce but, toutes les puissances vaincues ou fatiguées s'empresseront de la reconnaître. La France voudra garder les conquêtes au delà des monts et, s'il est vrai que la maison d'Autriche pense à nous défendre efficacement, elle prétendra d'être récompensée des secours qu'elle nous a donnés aux dépens de nos provinces. Notre destinée sera donc dans ses mains, et nous aurons autant à craindre l'ami que l'ennemi de notre existence politique ».

Le roi refusait même de discuter cet avis ; par deux fois il rappelait que l'on était réuni uniquement pour « trouver les moyens de faire la guerre et de la faire le mieux possible ».

La question de commandement n'était pas non plus résolue ;

(1) D'Hauteville à de Front, 13 janvier.
(2) D'Hauteville à de Brême, 16 janvier.

désireux de ménager à la fois et les princes de sa maison et les généraux autrichiens, le roi proposait de partager son pays « en quatre départements dont les commandements seraient confiés à Mgr le duc d'Aoste, au duc de Chablais qui aurait sous ses ordres M. de Saint-André, ou général de Vins, et à Mgr le duc de Montferrat » ; le roi se serait rendu sur le point le plus menacé.

Ce parti était évidemment le pire de tous ; par avance, on pouvait prévoir les rivalités qui ne tarderaient pas à s'élever entre ces quatre pouvoirs égaux. A en croire M. de Gherardini, le projet du roi rencontrait une vive opposition. Le prince royal de Piémont recommandait lui-même le choix du général de Vins comme généralissime.

M. de Salmour soutenait « sans ménagement » qu'on perdait le pays en le confiant aux princes et « qu'il ne fallait pas se départir des conseils de M. de Vins et des généraux allemands ».

M. de Cravanzana se rangeait à son avis.

Au contraire, le comte Graneri représentait avec énergie le parti contraire. « Il disait que les princes de la maison de Savoie ne devaient pas être assujettis à des étrangers qui les traitaient avec hauteur, et que c'était impolitique de livrer le Piémont aux généraux de l'empereur ».

Le roi se déclarait prêt à rendre son commandement au général de Vins ; toutefois les ménagements à garder envers le duc d'Aoste et le duc de Chablais l'empêchaient de prendre un parti définitif. « Quant à moi, disait-il, je m'arrange à tout, mais Aoste et Chablais sont durs à plier ».

Le prince de Piémont lui-même ne parvenait pas à vaincre l'indécision du roi et « à le déterminer à écrire un billet à M. de Vins dans lequel il lui aurait rendu explicitement et sans aucune restriction ou dépendance son ancien emploi et son influence dans l'armée ». Le roi ordonnait seulement à M. de Cravanzana d'inviter « le général de Vins aux congrès militaires qui se tiendraient à l'avenir » (1).

Tout l'intérêt de ce conseil se serait donc limité à discuter le choix d'un général. Telle est du moins la version de M. de Gherardini ; mais l'on a de puissants motifs de croire qu'il était mal renseigné ; les questions traitées avaient une autre importance, et celle du commandement, s'il en fut question, comme il était vraisemblable, ne fut qu'accessoire et n'a pu avoir l'ampleur que lui prête l'ambassadeur autrichien.

(1) Gherardini à Thugut, 13 janvier, Vivenot *Quellen*, IV, 27.

Au début du congrès, M. d'Hauteville lut un mémoire où étaient très exactement exposés les sujets soumis à sa délibération ; or, il n'y était nullement question du choix du général.

Il montrait nettement le péril qui menaçait le Piémont. Il était possible et même très probable que l'armée des républicains vînt « en tout ou grande partie, traversant le comté de Nice, se jeter sur Vintimille et Dolceaoqua pour longer par la Corniche la rivière de Gênes, s'emparer d'Oneille et tenter de pénétrer en Piémont par les voies que cette route peut offrir, même pendant l'hiver, sans attendre la belle saison ».

Le ministre montrait Gênes prêt à appuyer les Français ; les forces du Piémont étant insuffisantes pour leur résister, « il en venait de conséquence absolue la nécessité d'employer toutes les voies possibles pour se procurer des secours étrangers », et par suite de faire appel à l'empereur.

Ces préliminaires posés, le mémoire examinait s'il ne conviendrait pas de prévenir les Français en les devançant sur le territoire de Gênes « soit au passage de Vintimille, soit ailleurs où il serait jugé plus sûr de pouvoir les arrêter ».

La violation du territoire génois aurait vraisemblablement pour conséquence de jeter les Génois dans les bras de la France et de les déterminer à se déclarer contre la coalition. Au cas où l'on adopterait ce grave parti, malgré ses inconvénients, fallait-il se concerter avec l'empereur dont l'intervention éviterait peut-être cette fâcheuse éventualité ; ou était-on assez fort pour agir seul ?

M. d'Hauteville passait ensuite à la véritable question, à la conduite à tenir envers la cour de Vienne. Du moment où l'on sollicitait son concours, établirait-on d'avance un plan d'opérations « en y indiquant le nombre des troupes nécessaires pour son exécution, celui que le roi pourrait y fournir, et celui que l'empereur devrait y contribuer » ? ou s'en tiendrait-on à réclamer cet appui « simplement et génériquement », les autorités autrichiennes de Lombardie ayant reçu ordre de se concerter « promptement » avec le Piémont sur les moyens de résistance à employer ?

Une intervention immédiate de l'empereur, faisant occuper sur le territoire génois les positions jugées « nécessaires », aurait eu le grand avantage de l'engager irrévocablement. Tâcherait-on de l'y déterminer ?

Quelles que fussent les résolutions adoptées, le roi écrirait-il à l'empereur pour les lui faire connaître, et ne profiterait-on pas de l'occasion pour confier cette lettre à un officier instruit ? il porte-

rait à Vienne le plan d'opérations qu'on aurait cru utile de proposer, et le discuterait.

Ce mémoire avait le rare mérite de considérer la question dans toute son ampleur ; on n'y envisageait que la guerre, il est donc bien douteux que, contrairement au but de la réunion, un ministre ait entrepris d'y parler de paix (1).

Toutefois, on n'osait se ranger au parti rigoureux de se saisir des débouchés sur le territoire de Gênes ; il est vrai que les forces du Piémont n'étaient peut-être pas suffisantes pour tenter seul une telle mesure ; l'on subordonnait sa propre conduite aux dispositions de l'Autriche.

Le 10 janvier, Amédée III s'adressait directement à l'empereur pour lui exposer la situation périlleuse où il se trouvait. De tous côtés on annonçait « la très prochaine effectuation d'une entreprise de cette armée [de Toulon] contre l'Italie ». Cette offensive était surtout dirigée contre le Piémont et le Milanais. Les Génois montraient depuis la reprise de Toulon « une partialité ouverte » pour les Français et, en se présentant en grandes forces, ces derniers y trouveraient « aide et faveur ». « Le parti jacobin dominait dans le conseil et parmi le peuple au point qu'une révolution dans son gouvernement était très à craindre aux premières approches d'une armée française ».

Les forces du Piémont, épuisées par les campagnes précédentes, n'étaient pas capables de lui résister ; à ce sujet, le roi prenait occasion de rappeler que, si les efforts tentés précédemment n'avaient pas été couronnés de succès, ils avaient au moins eu pour résultat « de contenir les Français au delà des Alpes ». En d'autres termes, c'était dire à l'Autriche qu'en 1792 et 1793 on avait, étant presque isolé, couvert ses possessions du Milanais.

Pour satisfaire à cette tâche en 1794, le roi réclamait le concours d'un corps autrichien ; il demandait, en outre, que l'archiduc reçût au plus tôt à Milan l'ordre de se concerter avec lui « sur les dispositions à donner de bon accord pour préparer, et au besoin d'exécuter d'abord les mouvements des troupes qui sont destinées de part et d'autre à concourir à la défense commune des Etats respectifs ».

Au cas où les forces de l'armée alliée y suffiraient, il indiquait comme mesure préparatoire d'occuper le passage de Vintimille, opération qui interdirait aux Français de se prolonger le long de la rivière de Gênes.

La cause du Piémont était commune à l'Autriche, et le roi faisait

(1) Mémoire lu par M. d'Hauteville, page 3.

valoir avec force cette considération puissante ; du sort de son royaume dépendait non seulement celui de l'état de Milan, mais de toute l'Italie ; une fois la neutralité génoise violée et l'armée française entrée dans le cœur de son pays, il serait bien difficile « qu'on pût l'arrêter dans ses projets d'invasion ultérieure dans les états voisins » (1).

M. de Brême était chargé de remettre cette lettre à l'empereur et de pénétrer les intentions définitives du cabinet autrichien ; comme moyen d'action pour convaincre M. de Thugut « que ce n'étaient pas les seuls rapports du ministre piémontais à Gênes qui inspiraient ces craintes, mais que de tous côtés on regardait cette invasion comme sûre et imminente », on lui expédiait en même temps divers rapports, entre autres ceux du consul britannique à Loano. De plus on lui faisait savoir que le roi avait ordonné la réunion d'un conseil de guerre où serait arrêté un plan de défense (2).

Par suite de la rivalité existant entre le comte de Saint-André (3) et le général de Vins, celui-ci s'était plaint à plusieurs reprises d'être mis à l'écart et de voir ses avis sans effet. Du moment où l'on désirait l'appui des Autrichiens, il importait d'inspirer confiance à l'empereur, de l'assurer que ses intérêts ne seraient pas sacrifiés ; à cet effet, M. de Brême était prévenu que M. de Vins « interviendrait » et « que son avis serait certainement le plus prépondérant ».

Le 11, M. d'Hauteville pressait encore M. de Brême d'obtenir l'ordre de mise en marche du corps autrichien ; il se flattait même de l'espoir que l'ignorance où l'on était à Vienne de la perte de Toulon était la seule cause du retard apporté à le donner.

Après l'avoir informé que le gouvernement de Milan n'avait encore aucune instruction, il lui disait : « Il paraît que le ministère autrichien s'endort ou qu'il croit d'être en état de défendre le Milanais quand même le Piémont serait envahi, mais j'attribue cet engourdissement à ce qu'il ignorait encore la reprise de Toulon qui rend le danger beaucoup plus urgent ». Du reste, les événements sur le Rhin devaient servir de leçon au cabinet autrichien, le décider à s'entendre avec le Piémont ; l'échec des campagnes précédentes n'avait-il pas été causé « par le peu d'accord qui avait régné jusqu'ici dans le concert des puissances coalisées » ? (4).

Il nous est très difficile d'apprécier ce qu'il y avait de fondé dans

(1) Le roi à l'empereur, 10 janvier, page 8.
(2) Hauteville à de Brême, 10 janvier.
(3) Général piémontais qui avait commandé l'armée piémontaise à la fin de 1793. Voir au chapitre II les causes de cette inimitié.
(4) Hauteville à de Brême, 11 janvier.

ce grief et si vraiment le Piémont avait témoigné peu de confiance au général de Vins ; le 5 mars, M. d'Hauteville reconnaîtra lui-même que les propos qui « s'étaient tenus dans le temps à la cour et dans la ville au sujet des mauvais succès des opérations du général de Vins n'avaient effectivement pu à moins que de produire quelque aigreur (1) » entre les deux cours. Les rapports étaient tellement tendus, qu'en secret, le général avait demandé à plusieurs reprises de quitter le commandement du corps auxiliaire (2).

Les mesures prises par le roi de Piémont allaient faire disparaître ces griefs. De Vins refusait de consentir au projet de partager le Piémont en quatre grands commandements sans l'examiner ; il représentait « que le roi avait eu la bonté de l'appeler au commandement en chef de ses armées ; qu'en cette qualité, et toutes les fois que S. M. aurait donné de nouveau ses ordres que tous les généraux dussent dépendre de lui, il était prêt à le servir avec tout le zèle possible ». Dans le cas contraire, il demanderait son rappel ; jusqu'à ce moment il se tiendrait prêt à faire marcher le corps autrichien où besoin serait (3).

Le roi rassemblait alors un nouveau congrès ; la relation de l'ambassadeur autrichien est notre seule source d'information pour connaître ce qui s'y passa.

Le prince de Piémont ayant interrogé tous ceux qui étaient présents sur la question principale de savoir « si les princes étaient en état de commander l'armée », M. de Graneri se prononça pour l'affirmative. Mais M. de Salmour, leur ancien précepteur, « assura sur son honneur qu'ils n'avaient point les qualités nécessaires pour être chargés d'une tâche si importante et que LL. AA. RR. avaient encore besoin d'apprendre et de se former ».

M. de St-André ayant avancé que le duc de Chablais était en état de commander le corps chargé de la défense du comté de Nice, M. de Salmour rappela sa mauvaise santé qui « l'avait obligé de quitter l'armée l'année passée dans les moments le plus intéressants », et il fut d'avis « de se confier entièrement au général Colli qui avait, avec tant de succès, défendu cette province jusqu'au moment présent ».

Le prince de Piémont ayant alors démontré les obstacles qui empêchaient « de confier la direction des affaires au général de

(1) Hauteville à de Front, 5 mars.
(2) L'empereur à l'archiduc, 7 février. Supplément, page 15.
(3) Gherardini à Thugut, 21 janvier, Vivenot, *Quellen*, tome IV, 61.

Vins ». M. de Graneri appuya sur cette impossibilité avec la dernière vigueur et il termina en soutenant « que le roi n'aurait jamais dû et ne devait pas confier ses intérêts, ni donner plein pouvoir à un général de l'empereur ».

Le prince de Piémont le réfuta. Au dire de l'ambassadeur autrichien, il fit sentir « qu'il fallait se convaincre que faute d'éducation le pays n'offrait pas des sujets capables pour se passer des étrangers ; que lorsqu'on a besoin de leur direction et de leurs services, il ne fallait pas les maltraiter, et se venger sur eux des revers que la présomption seule avait causés; que le roi devait entièrement se reposer sur l'expérience et les lumières du général de Vins, le soutenir avec toute son autorité... ; qu'il connaissait trop la sagesse de son oncle et de ses frères pour douter un instant qu'ils ne reconnaissent eux-mêmes qu'ils n'ont pas l'expérience nécessaire pour diriger les affaires de la guerre ni commander une armée..., qu'il fallait enfin sans cesse recourir à l'amitié et à la bonté de l'empereur dont l'appui seul pouvait sauver le pays des désordres qui le menaçaient ».

Durant toute la séance le roi était resté « tout à fait passif ». Il décidait alors « que les princes serviraient comme volontaires sous les ordres du général de Vins qui serait le commandant en chef de l'armée ; il ne devait dépendre que des ordres et des instructions immédiates » qu'il lui adresserait (1). Cette résolution était prise avant la réception du courrier apportant la lettre de l'empereur (2).

Le 19 février le général de Vins recevait donc le commandement de toutes les forces piémontaises (3).

L'ambassadeur avance que cette nomination produisit beaucoup de satisfaction dans l'armée ; ceci semble peu probable. L'opinion des officiers piémontais était certainement contre de Vins : M. de Costa le traite de « toujours lent et dédaigneux » (4) ; M. de Malaussena lui reproche, après avoir supporté l'affront d'être privé du commandement général à la fin de 1793, « de s'être rabaissé aux bassesses de l'intrigue pour le recouvrer » ; puis, l'ayant obtenu d'avoir prétexté « les infirmités, les malaises pour descendre du rôle de commandant à celui de conseiller » (5). Si le général

(1) Gherardini à Thugut, 3 février, Vivenot, *Quellen*, IV, 67.

(2) Le 5 février M. d'Hauteville charge M. de Rossy de le faire remarquer à Thugut. — Hauteville à Rossy, 5 février.

(3) Le roi à de Vins, 19 février, page 27.

(4) *Mémoires sur la campagne de 1794*, page 233.

(5) Passage d'un brouillon de M. de Malaussena cité par Krebbs et Morris, *Campagne dans les Alpes de 1794-1796*, page 110.

de Vins avait pu commander réellement, on aurait obtenu ainsi l'unité de commandement; mais, comme nous le verrons plus tard, sa mauvaise santé le mit dans la nécessité de quitter Turin au début des opérations. Le seul avantage qui résultait de cette mesure était de témoigner de la confiance à l'empereur, et, comme le général de Vins était autrichien, de faciliter la réunion des corps autrichien et piémontais sous un même chef.

A Milan, le discours où l'héritier présomptif de la couronne « avait témoigné sa confiance dans un général autrichien » avait causé une vive satisfaction ; le 4 février, l'archiduc Ferdinand le signalera à son neveu, et par la même occasion il considérera dès lors « ce petit malentendu » entre les deux cours comme aplani et la nomination du général de Vins, en qualité de généralissime, comme certaine (1).

II

Dans le discours que Gherardini prête à M. Graneri, celui-ci avait exprimé la crainte que son pays ne fût abandonné par les grandes puissances et réduit à payer les frais de la guerre. Cette appréhension était d'autant plus justifiée que des bruits de négociation avec la République française circulaient dans toute l'Europe. Chaque puissance, soupçonnant son alliée, se tenait prête à agir de même à la première occasion favorable. Le 22 janvier, M. d'Hauteville en faisait mention à M. de Front.

« On prétend qu'en attendant cette époque [l'ouverture des débats du parlement] le cabinet de Londres aurait entamé quelques ouvertures avec des agents secrets de la Convention Nationale, et cela serait d'autant moins improbable que l'on nous assure que les cours de Vienne et de Berlin en avaient fait autant de leur côté (2) ».

Dans toutes les cours, on doutait que la Prusse, n'ayant plus rien à gagner à la guerre, consentît à user ses forces pour un objectif qui ne lui rapporterait aucun avantage matériel immédiat. Toutefois, M. d'Hauteville considérait ces soupçons comme « très vagues », mais la raison qu'il en donnait mérite d'être rapportée. « La France, écrivait-il, n'a pas encore une forme de gouvernement stable ou à sa tête de personne ou de magistrat qui soit capable d'inspirer con-

(1) L'archiduc à l'empereur, 4 février. Supplément page 11.
(2) Hauteville à de Front, 22 janvier.

fiance aux cours étrangères et qui ait une autorité suffisante pour traiter (1) ». Le ministre entrevoyait donc la possibilité de la paix dès que la France aurait un gouvernement régulier ; lorsqu'un si faible obstacle s'oppose seul à l'ouverture des négociations, il est bien près d'être levé.

En réalité, le Piémont en avait assez de la guerre ; de son côté, il ne demandait pas mieux que de mettre un terme aux hostilités.

Le parti qui désirait l'entente avec la République devait même avoir déjà une certaine influence puisque M. de Graneri osait dire publiquement devant l'ambassadeur d'Angleterre, M. de Trevor, « que, s'il était à la tête des affaires étrangères, il trouverait encore les moyens de s'arranger avec la France et de faire les affaires de son maître » (2).

Des pourparlers ont certainement existé au commencement de janvier entre Tilly et M. de Cossila ; malheureusement on est très mal renseigné sur les propositions qui y furent débattues. Les archives françaises ne contiennent qu'une seule lettre de Tilly relative à ce sujet. A l'en croire, M. de Cossila lui aurait fait proposer une entrevue « ayant à lui communiquer à l'insu des alliés de son maître des choses de la plus grande importance ».

Tilly aurait d'abord exigé que cette demande lui fût faite par écrit, mais M. de Cossila ayant fait observer les conséquences fâcheuses qui, en cas d'échec, pourraient en résulter pour sa cour, si la France révélait cette démarche, il se contentait d'exiger que la réunion eût lieu chez lui. Le sujet en était grave puisque, suivant l'intermédiaire, il était question d'accorder aux Français le passage à travers le Piémont pour venir tomber sur les Autrichiens, tandis que l'armée du roi « ne ferait qu'une fausse défense » ; ceux-ci n'étaient-ils pas soupçonnés, sous prétexte de défendre ce pays, de vouloir uniquement s'emparer du Tortonais et de l'Alexandrin (3).

Aucun détail sur ce qui se passa dans cette réunion n'est parvenu jusqu'à nous. Comme du côté italien, les dépêches de M. de Cossila pour cette période sont également perdues, on en est réduit à en chercher les traces dans les réponses de M. d'Hauteville.

Il en résulte que, d'après M. de Cossila, l'initiative serait venue de Tilly ; celui-ci ayant manifesté l'intention d'avoir une conférence avec le ministre piémontais le 8, M. d'Hauteville l'autorise à l'accepter.

(1) Hauteville à Cossila, 22 janvier (traduction).
(2) Gherardini à Thugut, 10 janvier, page 10.
(3) Tilly aux représentants, 6 janvier, page 6.

« Quoique je ne sache à quoi attribuer son désir de vous parler, lui mande-t-il, je ne serai pas moins curieux d'apprendre ce qu'il aura eu à vous dire, dans le cas où vous auriez cru vous prêter, comme homme privé, à ce désir de sa part, conférence dont il ne peut naître d'engagement ni d'un côté ni de l'autre et qui, si elle ne peut produire rien de bon, ne peut du moins rien faire craindre de mauvais (1) ».

M. de Cossila parlerait donc en son nom et non comme représentant du Piémont, c'était là une simple fiction ; il était bien évident qu'il ne se serait pas porté à une telle démarche sans l'approbation de sa cour.

Le fait était d'autant plus significatif, qu'il ne s'agissait plus, comme entre Bernstorff et Grouvelle, de négociations conduites par l'intervention d'un tiers, mais que les agents des deux puissances en guerre allaient se trouver en contact (2).

M. d'Hauteville attachait certainement à cette entrevue une grande importance, car en apprenant le 11 janvier qu'elle ne s'est pas encore produite il invite formellement M. de Cossila à la provoquer. « Il me semble voir que, d'après cette même lettre, le motif pour lequel cette conférence n'aurait pas eu lieu, est celui de la maladie de Tilly, ce qui vous aurait obligé à vous rendre chez lui. La cause ayant été telle, je veux croire que lorsqu'elle cessera vous trouverez moyen de vous prêter à sa demande, sans que cette entrevue soit trop publique et significative. Je suis vraiment anxieux de savoir quel est l'objet de cet empressement de sa part, quel est son langage sur les affaires dont il veut parler et quelles sont ses ouvertures dans l'état actuel des choses » (3).

Entre temps les deux ministres s'étaient déjà rencontrés ; d'Hauteville croyait que Tilly aurait présenté des propositions fermes ; il semble au contraire qu'il aurait demandé quelles étaient les intentions du roi ; or à Turin on se refusait absolument à entrer dans cette voie ; le 15, d'Hauteville en expédiait l'ordre formel. « Véritablement, je m'imaginais que d'après les avances faites par Celli, le chargé d'affaires de France avait quelque chose d'important à vous communiquer et qu'il avait fait signe à ce dernier pour l'amener à des démarches auprès de vous en vue de propositions, non de votre part, Sa Majesté n'en ayant aucune à faire à la France qui, sans provocation ou autre motif suffisant, a occupé son territoire, mais

(1) Hauteville à Cossila (traduction), 8 janvier.
(2) Voir Sorel. *L'Europe et la Révolution française*, tome III, pages 31 et suivantes.
(3) Hauteville à Cossila, traduction, 11 janvier.

bien de la part de Tilly. Au reste, il ne peut plus être question d'une nouvelle conférence avec Tilly et vous pouvez rester tranquille ; il vous importe peu d'écouter ces déclamations. Le langage des Jacobins de Paris nous étant déjà connu, vous ferez bien du reste de ne rien laisser transpirer de cette visite et de cette conférence avec Tilly. Vous tâcherez de savoir s'il s'en vante et ce qu'on en dira » (1).

Au cas où le bruit de cette rencontre serait parvenu aux oreilles des ministres d'Angleterre et d'Autriche il y avait là pour ces puissances un prétexte de refuser ces secours qu'elles accordaient avec tant de peine; on comprend donc que d'Hauteville ait été inquiet au sujet de sa divulgation et qu'il ait tenu à y couper court aussitôt.

Pourtant malgré cet ordre si absolu de tout rompre, il est certain que l'on n'avait pas perdu tout espoir d'aboutir.

Les pourparlers continuèrent secrètement ; au lieu d'avoir lieu avec Tilly les entrevues s'effectuèrent avec Garat, dont le caractère inofficiel leur donnait moins d'éclat. Le 5 février, une longue instruction était expédiée à M. de Cossila. Il semble que le Piémont aurait alors consenti à ouvrir des pourparlers ; mais avant tout il avait de grandes précautions à prendre afin que le secret en fût conservé. Peut-être était-ce un piège du gouvernement français uniquement destiné à le compromettre avec les alliés ou à ralentir les mesures de défense. M. d'Hauteville attachait donc la plus grande importance à ce que M. de Cossila conservât toujours à ces entretiens un caractère privé ; il devait déclarer formellement qu'il ignorait les intentions de sa cour « dont il n'avait jamais eu et ne pouvait avoir la moindre instruction à ce sujet » et qu'il parlait « d'après ses propres vues en simple particulier ». Ce premier point acquis, il tâcherait de faire savoir que jamais le roi ne ferait de propositions de paix à un ennemi qui l'avait assailli « injustement sans déclaration de guerre » ; pourtant « désirant contribuer en particulier au bien de l'humanité », il consentirait à écouter les propositions qui lui seraient faites pour conclure un traité de paix.

Dans une négociation secrète, la personne de l'intermédiaire acquiert un grand poids ; aussi M. de Cossila s'efforcerait-il de connaître la valeur morale de Garat, l'importance que l'on pouvait attacher à ses paroles, et surtout de qui il tenait ses pouvoirs, car la France étant divisée en deux partis « qui se disputaient virtuellement la supériorité exclusive », « celui qui promettait aujourd'hui n'était pas sûr d'atteindre le lendemain » (2).

(1) D'Hauteville à Cossila (traduction), 15 janvier.
(2) D'Hauteville à Cossila (traduction) 5 février, page 18.

A deux reprises, il est encore question des négociations avec la France. Le 12 février, M. d'Hauteville renvoie M. de Cossila à l'instruction du 5 (1) ; le 19, il se réserve « le moment voulu » de lui donner des instructions ; jusque-là « il ne faut pas quant à présent répondre » à l'intermédiaire « ou tenter une démarche quelconque, et surtout il ne convient pas de faire quoi que ce soit par écrit dont les Français puissent facilement abuser pour troubler l'harmonie qui doit exister entre les alliés » (2).

III

Contrairement à l'opinion de M. d'Hauteville on connaissait à Vienne, dès le 6 janvier, la prise de Toulon ; elle y avait soulevé une émotion considérable dont l'ambassadeur se faisait l'écho. « On porte différents jugements sur la cause de cet événement qui semble à bien du monde être le résultat d'un plan calculé de la part des Anglais et des Espagnols, plutôt que celui de la prépondérance des forces françaises. En effet, si l'on observe d'une part que les alliés avaient plus de 20.000 hommes dans Toulon, et que l'on fasse attention de l'autre à la nullité des tentatives faites contre cette place par plusieurs grands généraux de l'Europe, on doit être fort surpris qu'il y ait réussi aux patriotes de s'en emparer de vive force dans deux fois vingt-quatre heures.

« Les Anglais auraient dit, et c'est l'avis de bien du monde ici, que dès qu'ils ne pouvaient pas occuper la Provence par défaut de forces suffisantes à cela, la possession de Toulon leur devenait à plusieurs égards onéreuse, vu surtout le peu de disposition de l'intérieur pour se soumettre à leur domination, laquelle leur aurait été, sans cela, contestée par l'épée ; que d'ailleurs, en conservant cette place pour la rendre à la paix à la monarchie française, ils manquaient, aux termes des engagements pris, leur principal objet, celui de détruire les vaisseaux français, leur arsenal et les autres attirails de ce département de la marine royale. Que le seul moyen de réussir était par conséquent celui de se dégager de leur promesse, laissant derechef occuper Toulon par les patriotes.

« Il fallait aussi il est vrai pour cela oublier totalement les intérêts de l'Italie et surtout du Piémont et de la Lombardie autrichienne, puisqu'il était évident qu'en évacuant Toulon l'armée patriote qui

(1) D'Hauteville à Cossila, 12 février.
(2) D'Hauteville à Cossila, 19 février (traduction).

l'assiégeait, acquérait la liberté de se porter vers l'Italie et d'augmenter par là l'ennemi que nous avons en face, d'une façon à lui donner une supériorité décidée ; mais ce risque ne pouvait pas contre-balancer les avantages que le parti susdit leur présentait » (1).

Ce jugement de M. de Brême était certainement passionné, mais il était bien évident pour tout le monde que, la marine française détruite, les Anglais avaient rempli leur but ; l'occupation de Toulon n'avait plus d'intérêt pour eux, et le maintien d'une garnison dans cette place n'aurait eu d'autre résultat que de l'user peu à peu et de leur causer des frais considérables.

Dans toute la longue période qui s'étend de 1792-1815, ce sera le seul objectif de l'Anglelerre, au Texel, à Copenhague, à Lisbonne, à Anvers, partout, détruire les flottes, sans jamais risquer ses contingents, et laisser, après les avoir lancées contre la France, les puissances continentales à sa merci. A la vérité l'Angleterre s'engagera en Espagne ; cet appui coûtera à cette puissance ses colonies. Et mettant en avant la cause de la liberté de l'Europe, elle poursuivra unique- ment son rêve de domination maritime universelle, tandis que sur le continent elle maintiendra à peu près le *statu quo*.

M. de Brême jugeait avec une perspicacité remarquable la politique anglaise dans cette affaire ; les sentiments qu'il prête au chevalier Eden, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, sont en réalité ceux dont M. de Front montrera la prédominance à Londres. « Il envisage plutôt les deux autres événements que je viens de mentionner (2) comme une des vues du cabinet britannique, dont en effet le principal objet dans cette guerre ayant toujours été de ruiner la marine française et de tenir en attendant ses escadres de l'Océan et de la Méditerranée en échec, pour que le pavillon britannique rencontrât moins d'obstacle dans ses expéditions aux Indes orientales et occidentales, on ne s'est jamais occupé à Londres du projet de diminuer la puissance territoriale de la France en Europe que comme d'une vue secondaire à laquelle on a renoncé sans répugnance du côté du midi, tout au moins, dès que le ministère s'est convaincu de l'impossibilité de rassembler assez de moyens pour y réussir. »

M. de Brême n'avait pas attendu les instructions de sa cour pour s'informer des mesures que le cabinet autrichien comptait adopter à la suite de la reprise de Toulon : l'ambassadeur d'Angleterre,

(1) De Brême à d'Hauteville, 6 janvier.

(2) Le siège de Dunkerque, la destination d'un corps de troupes pour la Vendée « ce qui ne pouvait être que très onéreux au plan de campagne particulier des troupes impériales ».

M. Eden, dont l'influence était fort grande à Vienne, en ayant parlé à M. de Thugut, avait obtenu l'assurance que les 5.000 hommes destinés pour Toulon allaient recevoir l'ordre d'accélérer leur marche « pour se rendre à la portée de renforcer les troupes de Piémont si le besoin l'exigeait ».

Espérer couvrir l'entrée de l'Italie en ajoutant un si petit corps à celui qui s'y trouvait, c'était avouer que l'on ne croyait pas à un péril sérieux ou que l'on était hors d'état de s'y opposer.

L'ambassadeur concluait de ce faible effort que l'Autriche était résolue à agir seule et à n'associer le Piémont « à ses mesures que pour autant que la défense des passages les plus voisins pourrait l'exiger » (1).

Les premiers renseignements reçus de Milan furent loin de contribuer à calmer les appréhensions ; il semblait même que l'on n'eût pas obtenu à Toulon le faible résultat de détruire la flotte française ; à ce sujet les rapports se contredisaient. Celui de Gherardini, en date du 4 janvier, portait qu'à l'exception des bois de construction qui étaient sous l'eau, de cinq vaisseaux et de quelques frégates tout était détruit (2) ; au contraire, l'archiduc mandait le même jour « que les nouvelles arrivées de Nice à Gênes disaient presque tout sauvé » (3). Toutefois il prenait soin d'ajouter que ce n'était vraisemblablement que des hâbleries de Tilly destinées à donner plus de puissance au parti français.

En effet le 10, Gherardini pouvait expédier un état qui confirmait sa dépêche du 4 ; il en résultait que cinq vaisseaux seulement étaient restés en bon état ; les autres étaient ou brûlés ou mis hors de service (4).

Ce renseignement se confirmait peu après.

Dans le mois de février, on apprenait avec certitude par des charpentiers revenus de Toulon, où ils avaient été employés à la réfection des navires, « que seuls quatre vaisseaux de ligne, cinq frégates et quatre petits bâtiments avaient pu être réparés » et que le bois manquait (5).

Ainsi donc, la voie de mer était fermée pour longtemps aux convois français. Mais si l'on était délivré de toute inquiétude à cet égard, il n'en était pas de même au sujet du concours éventuel de l'Autriche.

A la réception des ordres de son roi, M. de Brême se rendait auprès

(1) De Brême à d'Hauteville, 6 janvier.
(2) Gherardini à Thugut, 4 janvier, page 1.
(3) L'archiduc à l'empereur, 4 janvier. Supplément, page 1.
(4) Gherardini à Thugut, 10 janvier, page 10, état expédié avec le rapport du 10.
(5) Archiduc à l'empereur, 22 février. Supplément page 27.

de Thugut pour lui exposer la mission dont il était chargé et lui proposer de se mettre d'accord pour adopter une marche commune; il le trouvait très mal disposé. « Il commençait par me témoigner avec beaucoup de vivacité sa surprise de ce qu'on voulût se concerter avec l'empereur pendant qu'on traitait à Turin M. de Vins de la façon la plus étrange, qu'on lui avait ôté le commandement de l'armée, et qu'on poussait la méfiance envers cette cour ici jusqu'à supposer que le susdit général eût reçu des instructions secrètes contraires à nos progrès, et que son inaction pendant l'été et son entreprise successive sur Gillette n'eussent été que la suite d'une conduite malicieuse et rusée de sa part, et il finit par me témoigner qu'il n'y avait guère lieu, après de tels préalables, de se concerter ensemble; qu'on nous laissait par conséquent l'usage et le libre emploi de 8.000 Autrichiens que l'empereur avait accordés au roi, que nous eussions à penser avec cela à nous défendre, et que d'ici l'on continuerait à s'occuper, comme on le faisait, du salut de la Lombardie, l'empereur ayant même déjà rassemblé à cet effet toutes les troupes qui s'y trouvaient dans le voisinage de Pavie pour être plus à portée des débouchés qu'il y aurait à garder, si les Français faisaient mine de vouloir passer soit par Vintimille soit par Novi. »

Cette réponse était nette; elle représentait le point de vue autrichien: se limiter à la défense de la Lombardie.

Les instructions de M. de Brême le mettaient à même de repousser les reproches de Thugut. La réunion du conseil de guerre où M. de Vins serait appelé avec voix prépondérante était la meilleure preuve de la confiance dont jouissait ce général auprès du roi. D'ailleurs les questions personnelles devaient céder devant la gravité des circonstances. Il montrait aussi facilement, même en adoptant le rôle séparé que l'Autriche voulait attribuer aux deux armées, l'impérieuse nécessité de s'entendre, puisqu'il était impossible de défendre l'entrée de la Lombardie aux Français, « sans s'occuper des défilés soit du côté de Vintimille, que de Novi, qui se trouvaient dans les états du roi, et que pour cela faire il fallait donc se concerter ensemble ».

Thugut refusait de se rendre à la justesse de cette remarque; « il reprenait sur-le-champ qu'il ne croyait pas que nous fussions dans l'intention de nous opposer à ce qu'on vînt sur notre territoire nous rendre le service de prévenir l'irruption d'un ennemi qui nous menaçait des plus grands malheurs ».

En résumé, le rôle du Piémont se serait borné « à la défense des passages qui conduisaient en Piémont depuis le col de Tende jusqu'au Saint-Bernard ». Ce projet avait l'avantage de « rétrécir de

beaucoup » la ligne de défense et d'être « moins coûteux ». Mais pour l'adopter, il fallait être assuré que la gauche de la ligne serait suffisamment défendue et que le front est des Alpes ne serait pas tourné par le sud-est ; à moins d'avoir cette sûreté la cour de Turin ne pouvait consentir à se limiter à la défense de sa droite en dégarnissant complètement sa gauche, virtuellement destinée à être tournée.

Sans exprimer cette crainte, M. de Brême se contentait de dire que « l'intérêt commun ne lui paraissait pas combiné en tous points également » avec le projet autrichien. Il demandait alors à M. de Thugut si c'était son dernier mot « ayant ordre d'accélérer le plus tôt possible le retour de son courrier ». Thugut l'invitait à attendre la réponse de l'empereur à la lettre du roi (1).

Le langage du ministre présageait par avance ce qu'elle allait être. Les agents autrichiens avaient exposé avec force dans tous leurs rapports l'importance de la chute de Toulon et des conséquences qui en résulteraient ; aussitôt l'archiduc avait insisté sur la nécessité de ne pas perdre un instant pour y remédier. Laissé sans instructions, il se gardait soigneusement d'engager la décision impériale mais il se préparait à agir dès qu'elle lui parviendrait. A cet effet il envoyait à Turin le colonel Simbschen « afin de bien s'informer de l'état de défense et des moyens à employer ». Cet officier, qui jouissait de l'entière confiance impériale, lui avait été adressé afin de rendre compte de la situation des forces autrichiennes en Lombardie et des dispositions à adopter pour la défense de cette province. Après avoir vu, par lui-même, l'état des choses à Turin, il serait parfaitement en état de mettre son souverain à même de se décider en pleine connaissance de cause. De l'avis de l'archiduc une résolution s'imposait : l'entente avec le roi de Sardaigne. « Je ne puis que dire et répéter sur ce point, écrivait-il, qu'un plan est nécessaire et qu'il doit être convenu d'avance avec le roi de Sardaigne..... Il n'y a pas de temps à perdre » (2).

En outre du péril français, il fallait tenir compte du parti qu'adopterait la république de Gênes ; comme l'exposait très justement l'archiduc, le flanc de la ligne de défense alliée appuyé à cet état n'était plus assuré : « on avait un côté de plus à défendre vers le Génois », et cette situation méritait que l'on y portât une « attention plus particulière ».

Le danger s'annonçait comme prochain (3). D'après certains

(1) De Brême à d'Hauteville, 24 janvier.
(2) Archiduc à l'empereur, 4 janvier. Supplément page 1.
(3) Gherardini à Thugut, 8 janvier, page 7.

dires « Tilly avait même notifié ministériellement l'entrée de 50.000 Français par l'état de Gênes en Piémont et en Lombardie ». L'archiduc n'ajoutait point foi à ce rapport, mais il était convaincu qu'au cas où cette invasion se réaliserait « les Génois et la République ne feraient qu'une faible résistance, pour les formes, à leur passage ; et les particuliers et la population génoise se joindraient à eux et leur fourniraient le nécessaire ». Aussi, pour être prêt à tout événement, l'archiduc réclamait-il immédiatement 2.000 Croates en dehors des quatre bataillons de renfort déjà annoncés (1).

Les rapports de l'ambassadeur autrichien à Turin n'étaient pas plus rassurants ; il représentait la situation comme plus mauvaise qu'elle n'était réellement, et, faisant abstraction de l'armée piémontaise, il écrivait « que le seul obstacle réel que les Français rencontreraient en Italie serait celui que les troupes de Milan leur opposeraient » (2).

L'empereur était préparé à ces demandes de secours ; M. de Gherardini l'avait exactement tenu au courant des rapports de M. d'Hauteville avec M. de Trevor ; il savait que l'Angleterre appuierait fortement les démarches faites à Vienne par le Piémont pour que l'Autriche vînt le soutenir avec des forces sérieuses (3).

Dans le but de diminuer les charges qui allaient lui incomber, il projetait d'y faire contribuer les puissances de la péninsule. On exposera dans un chapitre séparé la conduite que tint le gouvernement impérial envers la République de Gênes et les efforts qu'il fit pour qu'elle défendît sa neutralité. Disons seulement ici que le 15 janvier M. de Thugut remettait à M. de Balbi (4) une note où il sommait la République de se déclarer. A peu près à la même époque, l'empereur donnait à connaître ses premières intentions concernant la défense de l'Italie. Ainsi que Thugut en avait averti M. de Brême, il comptait faire appel aux puissances de l'Italie, sans grand espoir de succès, et confier à de Vins le commandement de toutes les troupes autrichiennes ; de cette manière on mettrait fin aux tiraillements qui existaient entre lui et le général Stain. Bien qu'averti de la mauvaise volonté de ce dernier, l'empereur, en souvenir des services rendus, se contentait « de le faire engager sous main à demander son changement ».

L'archiduc appuyait vivement le choix de de Vins comme généralissime, jugeant sa nomination « très essentielle » pour le bien

(1) Archiduc à l'empereur, 14 janvier. Supplément page 4.
(2) Gherardini à Thugut, 8 janvier, page 7.
(3) Gherardini à Thugut, 10 janvier, page 11.
(4) Chargé d'affaires de Gênes à Vienne.

du service impérial. « Sans cela, outre la guerre avec les Français, on en aurait une continue non moins destructive... entre les deux commandants ». L'année précédente, Stain avait exercé le commandement du corps de Lombardie et de Vins celui du corps autrichien joint à l'armée de Piémont ; il en était résulté une animosité ouverte entre eux. Stain n'avait cessé de blâmer tout ce que faisait de Vins ; il avait même été jusqu'à refuser d'envoyer des « recrues *dressées* » aux bataillons de guerre ; on leur avait expédié toutes les nouvelles recrues qui n'avaient fait qu'embarrasser les régiments. Même au point de vue moral, les charges les plus graves pesaient sur lui ; il était tellement décrié que « son éloignement relèverait d'abord l'opinion publique en faveur des moyens de défense de la maison d'Autriche en Italie ».

L'archiduc était chargé des négociations à mener avec les princes d'Italie ; comme il en prévoyait l'échec, cette commission lui était peu agréable et il jugeait absolument inutile de s'adresser à eux : Gênes et Venise probablement ne voudraient ni joindre leurs troupes ni donner d'argent ; Parme, Modène et Lucques n'avaient pas de troupes ; la Toscane et les états de l'Eglise avaient à peine de quoi subvenir en troupes et en argent à leurs propres besoins (1).

Cette dernière dépêche parvenait trop tard pour exercer de l'influence sur la réponse officielle de l'empereur à la lettre du roi, mais auparavant le colonel Simbschen, de retour de Milan à Vienne, l'avait mis au courant de l'état des choses dans la péninsule (2).

Le 27 janvier M. de Brême recevait son audience de départ. L'empereur se déclarait convaincu du danger que couraient l'Italie et le Piémont, et il parlait d'y réunir une armée de 50.000 à 60.000 hommes sous le commandement du général de Vins. En réalité, pour le moment, on dirigeait en Lombardie quatre bataillons, deux mille Croates et quelque cavalerie. Sur la question décisive de la réunion des deux armées, l'empereur se contentait de répondre qu'il « avait autorisé l'archiduc de Milan à s'occuper définitivement de ce qu'il croirait nécessaire à l'objet de la défense de l'Italie ». Toutefois cette assurance n'était pas répétée dans sa lettre au roi.

Le Piémont avait parlé de mettre en ligne 50.000 hommes ; en faisant appel aux autres puissances d'Italie, on arriverait à 100.000.

Une telle armée était évidemment, non seulement en état de tenir tête aux Français, mais même de les battre. En fait, elle n'existait pas ; l'ambassadeur piémontais reconnaissait lui-même

(1) Archiduc à l'empereur, 21 janvier. Supplément, page 4.
(2) Ce rapport n'existe plus. Vivenot, Quellen, page 51.

qu'il faudrait bien du temps pour atteindre le contingent fixé par sa cour ; quant à l'appui des autres puissances d'Italie, le Piémont s'en souciait peu. Naples paraissant disposé à fournir un corps auxiliaire, d'Hauteville écrira le 22 janvier « qu'il ne servirait guère qu'à faire nombre, à en juger par la contenance que les soldats napolitains avaient eue devant l'ennemi à Toulon » (1). Cette opinion ne lui était pas particulière, l'archiduc lui-même ne se montrera pas désireux d'avoir des troupes italiennes « dangereuses à employer devant l'ennemi hormis dans quelque garnison » et aurait préféré recevoir des secours en argent (2).

Cet état de choses ne pouvait avoir échappé au gouvernement autrichien. Cependant il était résolu à se limiter à la défense de la Lombardie ; prévoyant même le cas où les Français déboucheraient en Italie, il considérait Mantoue comme seul point lui offrant une bonne position pour se concentrer « et couvrir en même temps le Modenois et la Toscane, quitte à reconquérir après cela la Lombardie quand on serait assez en force pour attaquer l'ennemi en plaine ». Afin d'éviter de faire déclarer la république de Gênes en faveur des Français, on n'avait pour le moment aucune intention de violer son territoire (3).

Le Piémont était donc averti ; dans la crise qui menaçait son existence, il n'avait à compter que sur lui seul. M. de Brême résumait en ces termes les intentions de la cour de Vienne telles qu'il les comprenait à la suite de l'audience : « On voudrait, pour le moment au moins, qu'un chacun agisse de son côté, confiant aux Autrichiens la défense des passages de Vintimille et de Gênes et aux troupes de Votre Majesté celle de la ligne qui s'étend depuis le col de Tende jusqu'au delà du Saint-Bernard ». En arrière se tiendrait un corps formé par les Autrichiens et le contingent des princes d'Italie, le tout sous les ordres d'un général autrichien. M. de Brême, à travers le vague habituel et la forme des paroles diplomatiques, avait parfaitement reconnu les intentions du cabinet autrichien et renseigné sa cour. L'on comprend donc que l'archiduc ait vu remplacer avec joie ce diplomate avisé par M. de Castelalfer (2).

Le même jour, l'empereur écrivait au roi ; sa lettre était la confirmation du rapport de M. de Brême ; sans rien préciser, il s'en tenait à des termes généraux sur les secours qu'il pouvait lui fournir. Toutes les troupes autrichiennes disponibles dans le Milanais avaient

(1) D'Hauteville à de Brême, 22 janvier.
(2) Archiduc à l'empereur, 28 janvier. Supplément, page 7.
(3) De Brême au roi, 27 janvier, page 15.

ordre de se rassembler sur les frontières du duché pour y former un corps d'armée. Sa tâche principale serait « d'observer les débouchés et passages du territoire de Gênes, afin de se transporter sans délai là où les circonstances et le développement des vues de l'ennemi pourraient l'exiger, supposé que les Français vinssent à pénétrer dans la Rivière du Ponent ».

L'empereur promettait bien d'augmenter ce corps « autant qu'il lui serait possible » mais il ne faisait pas connaître à combien s'élèveraient les renforts tirés de ses Etats ; en outre, il ferait appel aux autres princes d'Italie pour concourir à la défense commune.

En même temps, il exprimait la ferme conviction que l'armée piémontaise appuyée par le corps auxiliaire autrichien suffirait à la défense des Etats piémontais « du côté de Nice et de la Savoie », surtout dans ce moment où les neiges couvraient en partie ce front(1).

L'impuissance des princes d'Italie était trop connue pour qu'on pût se leurrer à Turin de l'espoir d'en recevoir le moindre accroissement de forces ; même s'ils s'y prêtaient, bien du temps s'écoulerait avant que leurs contingents eussent rejoint ; comme nous l'avons vu, l'archiduc ne comptait nullement sur cette ressource.

Sur la question des renforts autrichiens, l'empereur s'était réservé ; surtout il avait omis de répondre sur l'entente à établir entre les deux armées ; d'après les termes employés, il ne pouvait y avoir doute, l'armée autrichienne se contenterait uniquement de couvrir le Milanais contre une invasion débouchant du territoire de Gênes.

La réponse de l'empereur était attendue avec une vive impatience à Turin, vu l'urgence des circonstances ; dès le 27 janvier, M. d'Hauteville s'impatientait de ne l'avoir pas reçue (2). Voyant les troupes autrichiennes demeurer immobiles en Lombardie, il doutait qu'elle fût favorable. « Je crains beaucoup, écrivait-il, que par une suite des principes qu'elle [l'Autriche] a adoptés à notre égard elle ne se borne uniquement à prendre des mesures pour la seule défense du Milanais, à moins qu'on ne se laisse maîtriser et subir la loi qu'elle voudrait dicter » (3). Il avait deviné juste, car trois jours plus tard l'archiduc conseillera à l'empereur de faire payer son appui par la rétrocession d'une partie du Milanais (4).

En recevant la dépêche du 21 où M. de Brême rendait compte de son entrevue avec Thugut, M. d'Hauteville, remarquait aussitôt que le

(1) L'empereur au roi, 27 janvier, page 17.
(2) D'Hauteville à de Brême, 29 janvier.
(3) D'Hauteville à de Front, 25 janvier.
(4) Archiduc à l'empereur, 28 janvier. Supplément, page 10.

ministre autrichien n'avait parlé « que des mesures à prendre pour la défense de la Lombardie autrichienne ». « J'en tire la conséquence, répondait-il, que l'on ne doit guère s'attendre que la cour de Vienne soit disposée à prendre des concerts avec nous pour une défense combinée et mutuelle » (1).

Le même jour il faisait part de ses noirs pressentiments à M. de Front, c'était le Piémont qui allait ressentir « le contre-coup » de la reprise de Toulon (2).

La décision de la cour de Vienne, quoique prévue, n'en excitait pas moins un vif mécontentement à Turin ; une note préparée par M. d'Hauteville en vue d'un congrès tenu après l'avoir reçue est un témoignage des inquiétudes qu'elle provoquait. A partir de ce moment on y était fixé sur les résolutions de l'empereur. Les forces autrichiennes agiraient en Italie « suivant sa seule volonté, sans se concerter là-dessus ni avec le roi ni avec aucune autre puissance intéressée » et indépendamment des dispositions adoptées par le roi « pour la défense particulière de ses propres Etats ». De cette façon l'Autriche se rendait « l'arbitre du sort de l'Italie ».

Le rôle du Piémont se réduirait à défendre les Alpes du Saint-Bernard à Tende « sans aucune ingérence ni dans la défense des débouchés de la rivière de Gênes ni du reste de l'Italie » (3).

Si tel était véritablement le projet de l'Autriche et qu'il fût mis à exécution, le Piémont était ramené au rôle de puissance non alliée mais subordonnée.

Toutefois le gouvernement de Turin ne laissait rien paraître de ses véritables sentiments, même à ses ambassadeurs ; le 5 février, M. d'Hauteville écrivait à M. de Front : « La réponse que l'empereur a faite au roi ne développe point le plan qu'il peut avoir adopté pour la défense de l'Italie, mais par les propos que M. le baron de Thugut a tenus au marquis de Brême, on est comme assuré que la cour de Vienne songe sérieusement à concerter les mesures les plus propres à prévenir l'invasion dont on est menacé de la part des Français » (4).

A M. de Gherardini, le roi déclarait qu'il avait « toujours été persuadé des sentiments sincères et de la générosité de la maison d'Autriche » et, en le congédiant, lui prenant les mains, il lui disait « avec les larmes aux yeux, qu'il attendait de la magnanimité de S. M. l'Empereur la consolation de ses vieux jours et le

(1) D'Hauteville à de Brême, 1er février.
(2) D'Hauteville à de Front, 1er février.
(3) Note de d'Hauteville, 8 février, page 21.
(4) D'Hauteville à de Front, 5 février.

repos de sa famille, qui ne s'était jamais trouvée dans un état si cruel et qui n'avait d'autre espoir que dans la protection et le secours de la maison d'Autriche à laquelle il confiait son existence et tous ses intérêts ; qu'il ne croyait pas même de commettre une bassesse en parlant de la sorte à Votre Majesté dont il connaissait la grandeur et la générosité de sentiment ».

L'ambassadeur a-t-il vraiment ajouté foi à ces marques de confiance, cru à la sincérité de la satisfaction du roi ? Pourtant la déclaration de l'empereur était bien loin de satisfaire à ce que Victor Amédée le chargeait d'exposer à sa cour. Avec une armée réduite d'un tiers, des finances à peine en état « de fournir aux besoins de la campagne », le Piémont était incapable de défendre avec ses seules forces la barrière des Alpes « de Nice au Saint-Bernard » ; des renforts autrichiens lui étaient indispensables. La cour d'Autriche, ajoutait-il, « ne saurait assez se convaincre de cette vérité, que si l'on n'empêchait pas à l'ennemi le passage des Alpes, on ne serait plus à même de l'arrêter au Tessin, comme on voudrait peut-être faire croire, et qu'il faudrait alors abandonner tout le Piémont, la Lombardie et se retirer derrière le Pô et à Mantoue pour défendre le Tyrol ». En terminant, le roi assurait qu'il avait toujours la même confiance dans le général de Vins et « qu'il ne dépendrait désormais que de ses conseils » (1).

En consentant à s'en remettre à un général autrichien du soin de défendre son pays, il semblait que le roi eût aplani la principale difficulté qui empêchait de réunir toutes les forces agissantes sous un même chef.

A juste titre ce commandement unique tenait fort à cœur au roi. Le 12 février, M. d'Hauteville résumait dans une note tous les motifs qui devaient y déterminer la cour d'Autriche. Si les Génois livraient la forteresse de Savone, il était inutile de laisser un corps se morfondre aux pieds de l'Apennin ; il devenait libre et on pouvait l'employer contre les débouchés des Alpes lors de la fonte des neiges. Au contraire, si les Génois appelaient les Français, il était indispensable qu'une partie de ce corps vînt s'y opposer par Ormea.

Enfin si la République faisait respecter sa neutralité, un corps de troupes placé dans la vallée de Dolceaqua ou seulement à Ormea, suffirait « pour se répondre que lés Français tenteraient inutilement d'avancer le long de la rivière ». Le reste de l'armée autrichienne concourrait alors à la défense des vallées ou formerait un corps de

(1) Gherardini à Thugut, 5 février. Vivenot, Quellen, tome IV, 73.

réserve. Or tous ces mouvements ne pouvaient s'exécuter que par l'ordre du général commandant les forces du Piémont.

En même temps, d'Hauteville revenait sur l'importance de fermer le territoire de Gênes aux Français d'une manière ou de l'autre, ce qui aurait l'avantage de raccourcir la ligne de défense et d'enlever à l'ennemi son centre de rapprovisionnement (1).

IV

Mais avant de rapporter les négociations longues et laborieuses qui vont s'engager relativement à cette question du commandement du corps autrichien et de son emploi, il nous faut connaître l'appui que l'Angleterre était prête à fournir au Piémont non seulement par ses propres moyens mais par ceux qu'elle obtiendrait de l'empereur.

Ses subsides lui donnaient occasion de faire entendre sa voix dans les conseils du cabinet autrichien ; mais il ne semble pas que son influence fût alors prépondérante. « Elle est réciproque, écrivait le 6 janvier M. de Brême, en raison de l'intérêt que l'un et l'autre ont de se ménager pour s'entr'aider dans leurs intérêts fonciers ». Un peu plus loin, il ajoutait même : « Il est vrai de dire que depuis quelque temps c'est le cabinet de Vienne qui paraît avoir acquis l'ascendant prépondérant sur ces négociations » (2).

Dans presque toutes ses dépêches, M. d'Hauteville revient sur l'importance qu'il attache à l'intervention de l'Angleterre pour vaincre la prétendue mauvaise volonté du cabinet de Vienne. Lorsque la reprise de Toulon pouvait faire craindre que l'Angleterre se désintéressât des événements de la péninsule, M. de Starhemberg n'avait-il pas été jusqu'à se plaindre à lord Grenville, du peu d'utilité dont le Piémont avait été jusqu'à ce moment, pour diminuer l'intérêt que l'Angleterre lui portait (3).

Le 1er février, il rappelait encore à l'ambassadeur que le moment était décisif et que l'Angleterre devait « agir puissamment » sur le cabinet autrichien (4).

Le Piémont pouvait compter sur l'appui le plus décidé de l'Angleterre auprès de l'empereur, puisque dans ce cas cette puissance ne risquait rien et laissait son allié supporter tout le fardeau de la guerre.

(1) Mémoire de d'Hauteville, 12 février, page 23.
(2) De Brême à d'Hauteville, 6 janvier.
(3) D'Hauteville à de Front, 25 janvier.
(4) D'Hauteville à de Front, 1er février.

En ce qui la regardait directement, elle ne semblait pas aussi désireuse de s'engager. Sa flotte la mettait à même de dominer complètement la mer. Dès le mois de janvier, M. d'Hauteville tentait d'utiliser cette circonstance favorable. Après avoir fait part à l'amiral Hood des mauvaises dispositions des Génois à l'égard du Piémont et de la situation générale des affaires il lui représentait les avantages que l'on retirerait de la possession des îles Sainte-Marguerite. « Le peu de bonté des fortifications rendrait l'entreprise facile et la garde en serait aisée étant maître de la mer ». De ce point, facile à fortifier, « on commandait presque la grande route de Nice » et le chemin dans la rivière de Gênes était si près que, par un temps favorable, des bâtiments de guerre l'intercepteraient sans peine, et l'on rendrait certainement impraticable aux Français le transport de leur artillerie par mer. Il lui demandait surtout d'arrêter les convois de grains qui allaient de Gênes à Nice (1). « Sans ses secours, ajoutait-il, loin de troubler la République et de menacer l'Italie, la famine eût chassé les Français de Nice, et le port de Villefranche offrirait un abri commode à la flotte anglaise ». En outre, il lui signalait les nombreux convois d'approvisionnement de toute espèce qui ne cessaient de se rendre librement à Nice. M. d'Hauteville attachait peut-être trop d'importance aux ressources tirées de Gênes en croyant que leur privation nous aurait empêchés de rester à Nice ; pourtant, comme on le verra plus loin, le Midi de la France fut, pendant l'hiver de 1794, nourri par des achats venant de ce port, et il est certain que l'interruption de ce commerce nous aurait énormément gênés. Il est donc difficile de découvrir les motifs qui ont décidé l'Angleterre à laisser continuer ce trafic. Nous ignorons la réponse de l'amiral, mais il est indiscutable que les arrivages de blé venant de Gênes ne cessèrent pas.

La flotte anglaise ne réussit jamais à interdire les communications par mer avec la France. Le 25 janvier, M. d'Hauteville prétendra que les envois de munitions expédiés de Gênes ont été poussés à un tel point que l'arsenal manque des approvisionnements nécessaires à la défense de la ville (2).

En désespoir de cause l'archiduc songera à établir à Oneille une croisière de dix chaloupes canonnières napolitaines, car les navires anglais à cause de leur tirant d'eau ne pouvaient approcher de la côte (3) ; l'empereur consentira trop tard à cette mesure pour qu'elle ait pu être efficace. Aucun obstacle ne fut mis à la hardiesse de nos

(1) D'Hauteville à l'amiral Hood, pièce justificative, voir page 13.
(2) D'Hauteville à de Brême, 25 janvier.
(3) Archiduc à l'empereur, 4 mars, Supplément, page 29.

marins ; le 27 mars, M. de Girola signalera la multitude des corsaires qui infestent la mer et molestent le commerce (1) ; à en croire l'archiduc, beaucoup de ces navires étaient même gênois avec des patentes de Tilly (2).

A la veille d'ouvrir une nouvelle campagne, la situation financière était très difficile (3) ; en outre, la récolte avait été très « médiocre et même nulle dans plusieurs provinces ». L'avoine surtout faisait défaut ; aussi, en janvier, le roi prescrivait-il de diminuer la ration de cette denrée aux chevaux et d'augmenter celle de fourrage ; la pénurie était telle que le 14 janvier M. d'Hauteville demandait à l'archiduc d'établir les stab dragons en quartiers d'hiver en Lombardie jusqu'au renouvellement des hostilités (4).

Seule l'Angleterre pouvait aider le Piémont à sortir de cette crise. Se basant sur les exemples de 1736 et de 1742, M. d'Hauteville invitait le 4 janvier M. de Front à sonder lord Grenville et à tâcher d'obtenir par anticipation deux quartiers des subsides que l'Angleterre par son traité avait accordés au Piémont. « Cette entrée de fonds produirait immédiatement une baisse dans le change et ralentirait les tristes effets de l'agiotage ».

En même temps l'ambassadeur mettrait ce ministre au courant de la démarche tentée à Vienne pour obtenir un corps de renfort et lui demanderait de l'appuyer. La correspondance de M. de Trévor attestait que l'on ne s'émouvait pas inconsidérément.

Le 13, M. d'Hauteville avouait l'épuisement de son pays. « Les hommes manquaient à moins de faire des levées forcées, et principalement l'argent ». Pourtant il n'osait prescrire à M. de Front de réclamer positivement un subside additionnel de l'Angleterre « vu les circonstances trop critiques où les mauvais résultats des opérations » avaient mis cette puissance elle-même, et il réservait de le faire après l'issue des débats du parlement d'Angleterre (5).

A Turin, on attendait l'ouverture des Chambres avec la plus vive impatience. Il était évident que l'opposition prendrait occasion de l'échec des opérations de l'année 1793 pour attaquer le ministère et tenter de le renverser ; en cas de réussite c'était la rupture du traité d'alliance avec le Piémont.

(1) Girola à Thugut, 27 mars.
(2) Archiduc à l'empereur, 25 mars. Supplément, page 37.
(3) Hauteville à de Front, 4 janvier.
(4) Hauteville à l'archiduc, 14 janvier, pièce justificative, voir page 11.
(5) Hauteville à de Front, 13 janvier.

D'après les bruits répandus, la principale critique serait dirigée contre la non-exécution des conditions du traité; « entr'autres, on accusait le Piémont de n'avoir pas rempli la stipulation de l'entretien des 50.000 hommes » (1).

La lutte serait vive, et malgré la supériorité bien connue du ministère, M. de Front ne pouvait en prévoir le résultat. Son succès était une question vitale pour le Piémont car à l'existence du ministre anglais était attachée « la continuation de la guerre » (2).

Les dépêches de l'ambassadeur étaient assez inquiétantes. Il n'était pas aisé de rendre « la sensation » que la prise de Toulon avait produite dans la nation. Pourtant comme l'avait déjà supposé M. de Brême, cet échec était loin d'être ressenti bien vivement par tout le monde. « Il y a des personnes, écrivait M. de Front, qui considérant que, surtout après la moins bonne réussite de nos efforts pour la délivrance de Nice, il aurait été impossible aux Anglais de soutenir Toulon, ne regarderaient pas comme un très grand malheur la perte de cette place, si elle a été précédée de la perte, de la destruction totale de l'arsenal et des vaisseaux français et par conséquent de la marine française dans le sud. » D'après ses renseignements, cette opinion était partagée par une partie du ministère (3).

Bientôt le bruit se répandait dans le public que cette destruction était loin d'être aussi complète qu'on l'avait espérée. « Une partie considérable des vaisseaux, entre autres un de 130 canons, aurait été sauvé de l'incendie ainsi que les arsenaux et une partie des provisions navales qu'ils contenaient ». L'Angleterre avait donc échoué dans son plan de ruiner pour toujours la marine française et « le seul motif de consolation qu'elle put avoir dans le désastre de Toulon » lui échappait ; en même temps on apprenait l'échec des armées alliées sur le Rhin. Toutes ces « nouvelles affligeantes » avaient fait concevoir « les plus grandes alarmes » parmi les partisans du ministère. Lord Grafton, chef de l'opposition, sans aller jusqu'à proposer de conclure la paix avec la France, « annonçait l'intention de faire une motion pour engager le roi de la Grande-Bretagne à retirer toutes ses forces du continent et à se borner à n'avoir, jusqu'au rétablissement d'un gouvernement quelconque en France, aucune communication avec elle » (4).

(1) De Front à d'Hauteville, 28 janvier.
(2) De Front à d'Hauteville, 5 février.
(3) De Front à d'Hauteville, 3 janvier.
(4) De Front à d'Hauteville, 7 janvier.

Il était bien difficile d'admettre qu'une grande puissance se déjugeât aussi rapidement, surtout après une défaite comme la perte de Toulon qui, même si elle n'était pas voulue, la touchait plus dans son orgueil que dans ses intérêts vitaux. Cette communication inspirait cependant de grandes craintes à M. d'Hauteville quelque peu probable qu'en fût l'adoption (1).

Entre temps, des lettres reçues par des marchands vinrent diminuer ses inquiétudes ; bien loin de parler de paix, elles témoignaient « que le vœu de la nation en général était que l'on déployât les plus grands moyens pour pousser la guerre » (2).

Dès l'ouverture de la session, il fut évident que le parti ministériel obtiendrait une majorité écrasante ; après de très longs débats, l'adresse au roi était votée à la Chambre des lords par 87 voix contre 12 ; aux communes par 270 contre 59.

Le ministère repoussait facilement les attaques dirigées contre lui par Shéridan et Fox. Suivant l'habitude des orateurs, Shéridan avait accusé les généraux d'être cause de la fatale issue de la campagne. Il n'y avait « aucun sarcasme ni genre de ridicule qu'il n'eût jeté sur le ministère, sur ses agents dans les cours étrangères, sur les généraux, sur les amiraux, les rendant tous responsables des derniers revers de la campagne, et entre autres lord Hood qu'il a dit mériter autant de fois une punition capitale qu'il avait laissé de vaisseaux dans le port de Toulon » Le 22, Fox s'était exprimé avec violence au sujet du traité conclu avec le Piémont ; il l'avait qualifié « de plus absurde, ridicule, extravagant, impolitique et sans exemple que l'Angleterre ait jamais conclu », et il en avait demandé une seconde communication. Pitt lui avait répondu que ce traité serait produit lors de la discussion des subsides.

M. de Front n'élevait pas le moindre doute sur l'issue favorable de ces débats ; pourtant,s'attendant « à la plus sévère censure », il en prévoyait les conséquences fâcheuses pour son pays. « Je n'en crois pas moins, écrivait-il, que l'inquisition sévère que l'opposition va faire à cet égard, ne mette le ministère britannique dans le cas d'exiger désormais une plus stricte exécution de tous les articles de ce traité, et je crains aussi l'impression que les mauvais discours de l'opposition à cette occasion peuvent faire sur la nation dont l'opinion influe toujours sur les déterminations du ministère » (3).

Les deux cent mille livres sterling furent accordées, mais avec de grandes difficultés ; fait caractéristique, les opposants se rencon-

(1) D'Hauteville à de Front, 5 février.
(2) D'Hauteville à de Front, 15 janvier.
(3) De Front à d'Hauteville, 24 janvier.

trèrent dans le parti ministériel même. Un des députés de ce côté avait exprimé le doute que le Piémont eût entretenu 50.000 hommes sous les armes, et Pitt dut « se rendre garant de la fidélité du roi » à remplir ses engagements (1). Une partie des amis du ministère avait justifié son refus en se basant sur le peu d'utilité dont le Piémont avait été jusqu'à ce moment pour l'Angleterre. Deux membres gouvernementaux s'étaient élevés contre l'adoption du bill ; se rangeant à une opinion soutenue par Fox, ils avaient convenu « que la Chambre avait le droit de refuser les subsides, même d'un traité stipulé, et avaient proposé de changer la destination de ce subside dans l'entretien de 5.000 marins de plus » (2).

Pitt faisait rejeter cette motion ; mais, pour obtenir ces crédits, le ministère s'était engagé à fond.

La question de l'alliance résolue en principe et affirmativement, il s'agissait pour le Piémont de connaître l'appui militaire qu'il était en droit d'attendre de l'Angleterre. Comme on l'a vu précédemment, M. d'Hauteville avait vivement redouté que la prise de Toulon ne fût pour elle un motif de retirer une partie de sa flotte de la Méditerranée; mais, dès le 28 janvier, l'ambassadeur avertissait que l'escadre de l'amiral Hood y demeurerait en entier (3). Ce premier point résolu, les instructions adressées à M. de Front lui prescrivaient de traiter avec le cabinet britannique deux objets principaux. Il était chargé de réclamer ses bons offices auprès du cabinet autrichien, et d'obtenir soit une anticipation sur le payement des subsides, soit même des subsides supplémentaires.

Sur le premier point, son succès était complet. Le ministère anglais, auquel il n'en coûtait rien, était tout disposé à appuyer de toute son influence la demande d'un corps de renfort autrichien, et à recommander au gouvernement impérial de s'entendre avec le Piémont pour établir un plan commun d'opérations. Du reste on ne le prenait pas à l'improviste.

Même avant que l'ambassadeur piémontais l'eût entretenu des ordres de sa cour, lord Grenville était informé par M. Eden de l'inquiétude qui régnait à Turin et de l'intention où l'on était à Vienne « que chacun des Etats d'Italie songeât seul à sa propre sûreté ».

Le 4 février, le ministre anglais priait M. de Starhemberg de représenter à sa cour les dangers de ce plan et l'obligation où était l'armée

(1) De Front à d'Hauteville, 3 février.
(2) De Front à d'Hauteville, 7 février.
(3) De Front à d'Hauteville, 28 janvier.

impériale de former « le noyau principal et dirigeant de toutes ces petites armées dont la faiblesse impuissante n'était que trop connue ».

Il exprimait en même temps le désir que le ministre autrichien à Gênes « appuyât de toutes ses forces et de toute son autorité » la démarche faite pour sommer ce gouvernement « de se déclarer en dernier ressort, la sûreté générale exigeant sans contredit que les armées combinées entrent d'abord sur son territoire en amies ou en ennemies » (1).

Une réflexion s'impose immédiatement à l'esprit : puisque la cour de Londres était si décidée à faire violer la neutralité génoise par ses alliés, pourquoi n'exécutait-elle pas elle-même cette mesure en entrant dans le port de Gênes? Sa flotte, maîtresse de la mer, lui en donnait tous les moyens. D'autre part, puisqu'elle portait si grand intérêt au Piémont, que n'employait-elle à le secourir le corps de troupes revenant de Toulon dont la force, avec les renforts de Gibraltar, se serait élevée à 5.000. hommes. L'occupation d'Oneille par les Anglais aurait produit « les effets les plus heureux non seulement dans l'armée, mais encore dans tous les Etats du roi ». L'Angleterre aurait ainsi prouvé à tous qu'elle solidarisait complètement sa cause avec celle du Piémont, et cette mesure d'une haute portée politique avait même été réclamée par d'Hauteville (2).

Mais le ministère anglais était si éloigné de prêter la moindre aide sur terre qu'on n'osait même lui en faire la proposition. Le 13 février M. de Rossy ayant mis la conversation « avec beaucoup de circonspection » sur l'emploi de ce corps et ayant demandé à M. Eden « s'il ne lui paraissait pas utile à la cause commune d'employer ces troupes en Italie, puisque le hasard les y avait mises », l'ambassadeur anglais répondait « que, c'était là un très bon secours sans doute, mais que quant à lui, il n'osait pas parler de cela et qu'il ne savait pas ce qu'il en arriverait » (3).

Au lieu de cette opération naturelle, l'Angleterre dirigeait tous ses efforts contre la Corse, fidèle à son plan de tout rapporter à la question navale, la seule qui l'intéressât.

Le 3 février, M. de Front mettait lord Grenville au courant de la situation critique de son pays; puis après lui avoir fait sentir qu'« indépendamment des liens qui devaient exister entre l'Angleterre et le roi, il était essentiel, pour le maintien de son commerce d'Italie et du Levant, de veiller à la conservation du Piémont qui en tenait

(1) Starhemberg à Thugut, 4 février ; Vivenot, Quellen, tome IV, page 71.
(2) D'Hauteville à l'amiral Hood, janvier, voir page 14.
(3) Rossy à d'Hauteville, 13 février.

la clef », il lui demandait d'appuyer à Vienne les propositions piémontaises. En touchant à la question du commerce, l'ambassadeur se servait d'un argument déjà employé à la Chambre des communes où on l'avait estimé à un million de livres sterling.

A cette mise en demeure, lord Grenville observait qu'il n'avait pas attendu cette invitation pour agir sur la cour de Vienne; toutefois, il semblait redouter que les secours autrichiens ne fussent aussi tardifs que ceux envoyés à Toulon.

M. de Front saisissait aussitôt « l'occasion de cet épanchement de lord Grenville »; il lui représentait « que si l'empereur leur avait envoyé, la campagne passée, des renforts, Nice aurait été reprise et Toulon sauvé, et l'Italie préservée ». A quoi le ministre répondait « que cela était probable, mais qu'il fallait ensevelir tout sujet de récrimination et agir tous de concert pour la cause commune » (1).

Sur la question des subsides, l'ambassadeur éprouvait un échec complet. A la vérité, l'Angleterre entretenait 260.000 hommes, et elle était forcée, pour couvrir ses dépenses, de contracter un emprunt de 11.000.000 de livres, mais l'empereur que l'on prétendait engager en Italie n'avait-il pas d'aussi grands besoins? en outre, la mer ne le protégeait pas contre une invasion française.

Ayant été témoin des obstacles que le ministère avait eu à surmonter pour faire passer le bill concernant les subsides, M. de Front ne conservait pas le moindre espoir soit d'une anticipation de subsides, soit de crédits supplémentaires.

En recevant la dépêche du 15 janvier où M. d'Hauteville l'invitait à sonder lord Grenville sur ces deux points, il prévenait son ministre de l'impossibilité de rien tenter en ce sens. Bien des motifs devaient en dissuader.

« Vous sentez mieux que moi, écrivait-il, si dans ce moment où il [le ministère britannique] a dû faire tous ses efforts pour faire voter ces subsides auxquels l'opposition et une partie même de ses adhérents s'est opposée par le peu d'utilité dont ils ont allégué que nous sommes à l'Angleterre, il serait possible au ministre d'Angleterre de demander pour nous de nouveaux subsides et, si après l'examen minutieux que l'on a fait dans la chambre des plus petites dépenses du ministère, il oserait risquer de nous accorder ce secours sans l'approbation de la Chambre.

« Le ministère ne le pouvant pas, quand même il le voudrait, ce que j'ai même peine à croire d'après la manière péremptoire dont lord Grenville s'est expliqué du traité, toute démarche n'abouti-

(1) De Front à d'Hauteville, 5 février.

rait qu'à aliéner le ministre d'Angleterre, qu'il était d'autant plus essentiel de ménager que, prenant toujours à nous de l'intérêt, comme à un des membres de la coalition et même à une puissance qui lui est dévouée, il n'en a cependant plus un aussi vif depuis que ses projets sur le sud de la France sont échoués.

« Indépendamment de cette considération générale, il y en a une qui regarde cette même affaire, à savoir : qu'un refus, qu'il ne pourrait à moins de nous donner, d'un secours additionnel dans ce moment, nous fermerait la voie de pouvoir faire à une autre époque des démarches moins infructueuses, quoique je vous avoue que je ne vois pas encore cette probabilité. »

Comme M. de Front tentait de faire expliquer lord Grenville sur ces deux points celui-ci « rompait le discours » dès les premiers mots d'une « manière si décidée » que l'ambassadeur n'osait insister. Quant aux promesses, le ministre anglais en était prodigue. « Lord Grenville m'a confié, ajoutait M. de Front, que la cour de Vienne était fort aigrie contre nous, que l'Angleterre, en bonne et fidèle alliée, faisait tous ses efforts pour dissiper tous ces mécontentements, et surtout pour engager l'empereur à nous secourir promptement dans cette crise, qu'il était nécessaire que le nouveau ministre que le roi y enverrait mette tout le soin à concilier les choses et à éviter toute espèce de froideur » (1).

Le 11 février, à la réception de la dépêche du 22 janvier où d'Hauteville lui avait exprimé ses craintes sur les suites fâcheuses que la chute du ministère anglais entraînerait pour le Piémont, M. de Front lui répondait : « Vous pouvez juger, Monsieur, de ce qui aurait pu arriver si l'opposition eût pris le dessus, par les efforts que M. Fox a faits pour faire improuver par la chambre des communes notre traité d'alliance avec l'Angleterre, et pour nous faire ôter les subsides, surtout ayant établi la maxime, dont même les membres ministériels ont convenu, que la chambre des communes a le droit de refuser les subsides stipulés par un traité. La conservation du traité d'alliance et des subsides contre les efforts de l'opposition et même contre le sentiment de quelques membres ministériels n'est pas cependant la seule preuve du véritable intérêt que le ministre d'Angleterre nous a donné dans ce moment » ; et il rappelait les démarches du cabinet britannique auprès de celui de Vienne (2).

Ces dernières dépêches exposaient clairement la situation ; elles montraient que toute tentative ayant pour objet d'obtenir le moin-

(1) De Front à d'Hauteville, 7 février.
(2) De Front à d'Hauteville, 11 février.

dre secours pécuniaire était vouée d'avance à un échec final ; malheureusement, même dans sa dépêche du 5 février, M. de Front n'avait pas été aussi affirmatif, et il n'avait mentionné la résistance du parti ministériel que le 7, alors que les ordres de sa cour le mettaient dans l'obligation de présenter une demande d'aide pécuniaire.

En apprenant la victoire remportée par le ministère dans le vote de l'adresse et connaissant ses bonnes intentions à l'égard du Piémont, M. d'Hauteville crut que toute difficulté était aplanie.

L'opposition avait surtout fait porter les débats sur le chiffre de 50.000 hommes que le Piémont devait entretenir ; aussi, par deux fois, affirmait-il à l'ambassadeur, qu'il avait été non seulement atteint mais dépassé (1) ; le 22 il ajoutait : le roi « a fait tous ses efforts pour reconquérir le comté de Nice et se mettre ensuite en état de satisfaire à ce qui est porté dans l'article secret. Si les effets n'y ont pas répondu, ce n'est pas sa faute ».

Jugeant dès lors avoir rempli toutes les conditions du traité, pressé par le besoin d'argent, le roi ordonnait, le 26 février, à M. de Front, de « voir s'il y aurait moyen d'engager le ministère britannique à faire l'avance de deux quartiers de subsides ou ce qui aurait été encore mieux » de fournir des secours additionnels (2).

La dépêche du 7 février, de M. de Front, montrait l'erreur où l'on était tombé.

Mieux éclairé, M. d'Hauteville révoquait, le 5 mars, les ordres précédemment donnés et approuvait la conduite prudente de l'ambassadeur (3) ; mais ce contre-ordre arrivait trop tard pour empêcher cette fausse démarche. Le 8, il lui écrivait encore : « Quant à l'avance des deux quartiers de subsides, je n'ai rien à répliquer à ce que vous me mandez sur l'impossibilité où le ministre est de vous l'accorder, espérant toujours que vous saurez saisir les occasions qui se présenteront de mettre au jour la détresse de nos finances (4) ».

Les événements qui s'étaient passés à Londres étaient bien loin de faciliter les demandes de M. de Front. Le 15 février, à la chambre des communes lord Lansdowne avait fait « une violente sortie » contre le Piémont et les subsides qu'on lui accordait ; comme Fox à la chambre des communes, il avait soutenu que le Piémont « n'était d'aucune utilité » pour l'Angleterre. Lord Grenville l'avait réfuté

(1) D'Hauteville à de Front, 19 et 22 février et le roi à de Front, 26 février.
(2) Le roi à de Front, 26 février.
(3) D'Hauteville à de Front, 5 mars.
(4) D'Hauteville à de Front, 8 mars.

dans un discours de trois heures « où il avait démontré l'impossibilité de faire la paix avec un gouvernement qui avait juré la destruction des cours et des trônes de l'Europe ». En ce qui regardait le Piémont, il avait répondu « que le roi de Sardaigne était un homme rempli d'honneur et de probité, qu'il ne doutait pas qu'il répondît pleinement à l'intérêt que l'Angleterre lui portait ».

En outre, le ministère anglais avait renouvelé ses instances auprès du gouvernement impérial afin de créer « une armée combinée en Italie pour en défendre l'entrée aux Français ». A ce sujet, M. de Front informait sa cour « qu'en suite des vives insinuations de milord Grenville, M. de Starhemberg avait beaucoup appuyé auprès de sa cour pour la prompte organisation de cette armée (1) ».

Quoique convaincu de l'échec auquel il s'exposait, M. de Front ne pouvait plus reculer après la réception des dépêches de Turin du 18 et du 19 février qui contenaient « des ordres positifs ». Comme il s'y attendait, il éprouvait un refus net sur la question des crédits supplémentaires ; et ne recevait que des paroles pour celle de l'anticipation : « Je me bornerai à vous rendre compte en substance qu'après une longue discussion, ce ministre m'a répondu définitivement que quant au secours extraordinaire, il n'était pas absolument au pouvoir du ministère d'Angleterre de nous l'accorder ; que pour ce qui regarde l'anticipation des deux quartiers de subsides, je n'ignorais pas toutes les difficultés qu'il y avait à surmonter à cet égard ; que la plus forte était si la trésorerie pourrait procurer d'avance ces fonds qui n'entrent qu'à des époques fixes ; que si la trésorerie se trouvait à même de faire cette avance, il emploierait ses bons offices pour nous obtenir du roi cette avance ; bien entendu qu'elle ne tirerait pas à conséquence et ne servirait pas d'exemple pour l'avenir, mais que si malheureusement, comme il était à craindre à cause des dépenses de l'ouverture de la campagne, la trésorerie ne se trouvait pas les fonds nécessaires pour réaliser les bonnes dispositions du ministère de l'Angleterre à notre égard, cela ne lui serait pas possible Qu'au reste, il me ferait réponse sous peu de jours. Voilà, monsieur, tout ce qu'il m'a été possible d'obtenir par toutes les instances les plus fortes et les plus pressantes que je lui ai faites à plusieurs reprises dans le cours de ma conférence, à la fin de laquelle milord Grenville m'a dit que l'on espérait d'avoir enfin obtenu de l'empereur qu'il se décidât à se concerter avec nous, et à employer à la défense de nos états l'armée que l'on rassemble

(1) De Front à d'Hauteville, 21 février.

en Italie, et à concerter avec nous à cet égard ; qu'il ne dissimulait pas que le chevalier Eden à Vienne et lui-même ici avaient eu la plus grande peine à dissiper l'aigreur et les griefs de la cour de Vienne à notre égard ; que c'était uniquement par l'intérêt que S. M. britannique prend à ce qui nous regarde qu'elle a si fort insisté près de l'empereur sur ce projet de formation d'un concert de troupes autrichiennes et napolitaines avec les nôtres (1) ».

Le départ du courrier avait forcé M. de Front à se contenter de ce bref résumé ; mais dans leur conversation, le ministre anglais et lui avaient touché à deux autres sujets très délicats. Relativement à la question du commandement, lord Grenville avait déclaré tout net que « l'empereur exigeait que l'on accordât au général de Vins une autorité beaucoup plus étendue » que celle qu'il avait l'année passée (2).

Comme nous l'avons rapporté, l'opposition avait paru douter que le Piémont eût 50.000 hommes sous les armes ; aussi lorsque l'ambassadeur avait assuré que son pays avait en réalité ce nombre d'hommes présents, le ministre, tout en se déclarant persuadé de la meilleure volonté du roi de Sardaigne, s'était ouvert à lui et lui avait insinué que si le roi les payait, il était douteux d'après les rapports parvenus à Londres de diverses sources, que le nombre effectif des troupes répondît à celui des états. Du reste, il ne faisait cette observation confidentielle que pour être mis « à même de répondre à cette objection si on venait à la lui faire dans le Parlement (3) ».

Le refus d'un subside extraordinaire ne causait pas d'étonnement à Turin. D'Hauteville avait bien senti, en voyant l'acharnement avec lequel l'opposition avait combattu le traité d'alliance avec le Piémont, « qu'il n'aurait guère été possible d'obtenir du ministère anglais, l'anticipation désirée et encore moins un subside extraordinaire » (4). Le 9 avril, le roi prescrivait à M. de Front de ne pas renouveler cette tentative. « Ce serait, lui écrivait-il, indisposer une cour si bien intentionnée que de revenir à la charge sur ce subside extraordinaire ; nous n'avons par conséquent rien d'ultérieur à vous prescrire à cet égard jusqu'à ce que des circonstances plus favorables ou la suite des événements nous fournisse un motif de renouveler nos instances avec plus de succès ». Cette dernière phrase indiquait donc que l'on n'avait pas perdu tout espoir pour l'avenir.

(1) De Front à d'Hauteville, 14 mars.
(2) De Front au roi, 18 mars.
(3) De Front à d'Hauteville, 25 mars.
(4) D'Hauteville à de Front, 2 avril.
(5) Le roi à de Front, 9 avril.

Mieux instruit des détails de la réponse « péremptoire » de lord Grenville, il écrivait le 11 avril « qu'il serait inutile et même déplacé de revenir » (1) sur ce sujet.

En ce qui concerne le commandement du général de Vins, d'Hauteville donnait également les assurances les plus positives. « Quant au général de Vins, mandait-il, dont milord Grenville vous a parlé, comme ayant été la cause, par la conduite que l'on a tenue vis-à-vis de lui, d'une partie de l'aigreur que la cour de Vienne avait conçue contre nous, je puis vous assurer, et vous pourrez le répéter à ce ministre, que le roi lui a donné toute l'autorité et même plus grande que celle dont jouit un général en chef, et qu'il n'est plus question d'aucune tracasserie (2) ».

IV

Vers le sud, le Piémont et la Lombardie étaient couverts par le territoire de la République de Gênes ; si cet état se rangeait du côté des alliés ou même s'il faisait respecter sa neutralité, il nous interdisait la route de la Corniche ; il procurait ainsi aux austro-sardes le double avantage de réduire le front de leur ligne de défense et de nous contraindre à une attaque de front sur Saorge. La détermination du gouvernement de Gênes avait donc une grande influence pour l'établissement d'un plan de campagne.

Ce n'était un secret pour personne que la République de Gênes n'avait pas les moyens de s'opposer à une violation de son territoire. Le roi l'écrivait lui-même à de Front : « on ne devait point s'attendre que les Génois tentent de faire respecter leur neutralité » (3). Aussi, le 6 janvier, M. d'Hauteville avait-il envisagé dans son mémoire la question de savoir s'il convenait ou non d'aller s'emparer les premiers du débouché de Vintimille (4). Un tel parti, au point de vue militaire, présentait évidemment de très grands avantages, mais pour le réaliser on manquait de forces suffisantes, et la faiblesse de l'armée piémontaise, fatiguée par la rude campagne de 1793, ne permettait pas d'aventurer si en avant un faible corps qu'on était incapable de soutenir. D'un autre côté, une invasion du territoire de Gênes par les alliés aurait eu vraisembla-

(1) Le roi à de Front, 11 avril.
(2) D'Hauteville à de Front, 12 avril.
(3) Le roi à de Front, 1er janvier.
(4) D'Hauteville, mémoire, page 3.

blement comme effet de provoquer une offensive immédiate des Français, ce que l'on désirait éviter à tout prix.

Pour le moment, la Convention nationale n'était pas désireuse de rompre avec Gênes d'où elle tirait les blés nécessaires à l'approvisionnement du Midi. Elle en donnait une preuve certaine par le décret du 7 janvier : elle y déclarait « que le peuple génois, se reposant avec trop de sécurité et de confiance, sur la neutralité qu'il avait observée » n'avait pu repousser l'agression dirigée contre la frégate *La Modeste*, et elle rejetait tout l'odieux de cet acte sur les Anglais (1).

Ce gouvernement républicain, énergique, profondément convaincu de la grandeur et de la dignité de la France, n'avait certes pas oublié l'insulte faite à notre pavillon, mais c'était là un de ces griefs qu'il convenait de garder soigneusement jusqu'au jour où l'occasion se présenterait de l'invoquer pour en tirer vengeance.

La question était de savoir si les avantages matériels que la France tirait de Gênes étaient, par leur nature, assez importants pour faire renoncer à une marche qui prenait de flanc les positions de Saorge.

Restait encore une hypothèse : le parti populaire n'allait-il pas prendre la haute main à Gênes, proclamer la révolution et se jeter dans les bras de la France ? même si cette extrémité ne se réalisait pas, le parti aristocratique, pour se protéger contre un mouvement populaire, n'avait-il pas secrètement partie liée avec elle ? M. d'Hauteville semblait le croire ; d'après des avis secrets reçus avant la reprise de Toulon, et auxquels il ajoutait foi, la République aurait consenti à admettre 20.000 Français, et les décrets rendus par la Convention en faveur de Gênes venaient « confirmer les soupçons de quelque accord secret entre la France et la République » (2). Par son ordre, M. de Front en faisait part, le 7 janvier, à lord Grenville ; il essayait même de l'entraîner à une action immédiate en lui observant « qu'il y avait à craindre dans ce moment que l'armée qui avait conquis Toulon pût par ce passage envahir le Piémont et la Lombardie ». Il ajoutait « que quoique ces notions sur les dispositions de la République ne fussent pas absolument certaines, cependant il croyait de la dernière importance, dans l'état actuel des choses, de l'en informer au plus tôt, pour qu'il pût prendre dans sa sagesse les précautions qu'il aurait cru convenables pour prévenir des malheurs ultérieurs ».

(1) Décret du 7 janvier.
(2) De Front à d'Hauteville, 3 janvier.

Lord Grenville « paraissait donner la plus grande attention à cette ouverture confidentielle », mais pour le moment il se bornait à répondre qu'il fallait attendre les rapports de l'amiral Hood avant de prendre un parti (1).

Comme les rapports de M. de Cossila font malheusement défaut pour le mois de janvier, nous ignorons l'effet immédiat que produisit la reprise de Toulon à Gênes; toutefois il est certain qu'il fut considérable ; et l'influence de ce succès procurait une nouvelle force au parti révolutionnaire mené par Tilly.

Le 4 janvier, l'archiduc Ferdinand avertit son neveu qu'il s'augmente « à vue d'œil », puis il ajoute : « certainement si les Français ne sont retenus par d'autres considérations, les Génois, depuis la prise de Toulon, ne s'opposeront pas à leur passage, au moins efficacement » (2).

Le 11, après avoir répété que le parti jacobin à « Gênes même » s'accroît et acquiert journellement le dessus, il envisage les dangers d'une révolution ; à son avis « elle gagne journellement plus de probabilités » (3).

Les motifs exposés plus haut empêchaient la cour de Turin d'agir directement ; pour le moment, M. de Cossila recevait comme instruction « de dissimuler beaucoup de choses, afin de ne pas aigrir par trop le parti adverse qui, aujourd'hui plus que jamais, se manifestait contre le Piémont ». Mais en agissant avec prudence et modération, il ne devait pas « prêter oreille à la crainte » et ne rien sacrifier dans ses actes de ce qui convenait à la dignité d'un ministre du roi.

Fortement inquiété par les rapports de M. de Cossila, et ne pouvant agir directement, le roi décidait de s'adresser aux cours d'Espagne et de Vienne et par leur intermédiaire de tenter d'obtenir quelque chose (4).

A cet effet, M. d Hauteville écrivait le 4 janvier à M. de Brême de faire présenter au baron de Thugut les observations nécessaires « pour découvrir les mesures que sa cour comptait prendre contre l'ennemi commun et surtout par rappport aux Génois » (5). Comme on le sait, M. de Front, à Londres, avait déjà fait part à lord Grenville des craintes que causait la conduite de la République.

A Vienne, on ne perdait pas un instant. Le 15 janvier, Thugut

(1) De Front à d'Hauteville, 7 janvier.
(2) Archiduc Ferdinand à l'empereur, 4 janvier. Supplément, page 1.
(3) Archiduc Ferdinand à l'empereur, 11 janvier. Supplément, page 3.
(4) D'Hauteville à de Cossila, 1er janvier.
(5) D'Hauteville à de Brême, 4 janvier.

remettait à M. de Balbi une note très énergique où il sommait la République de faire connaître ses intentions. Etait-elle décidée, non seulement à refuser l'entrée de son territoire aux Français « mais à en défendre courageusement les passages dans tous les cas possibles » et, à cet effet, avait-elle déjà pris « les mesures les plus énergiques, les plus efficaces et les plus infaillibles » (1) ?

Le mécontentement occasionné par la conduite de la République était alors si violent qu'il paraissait convenable à M. de Balbi de justifier les actes de son gouvernement; le 28 janvier, il remettait à tous les membres résidant à Vienne une note où il démentait les bruits qui couraient « de partialité de Gênes » pour la France, « de neutralité déguisée » (2). Le Piémont « était directement désigné par les expressions de puissance limitrophe et par la mention des corsaires de Loano et d'Oneille », et certainement sa conduite était attaquée, puisque le ministre d'Espagne jugeait nécessaire une réponse de la cour de Sardaigne; au contraire, M. Eden était d'avis « de ne pas engager une guerre de plume ». Aucun des ministres n'y avait répondu (3).

Tandis que Thugut réclamait une explication positive et catégorique, le gouvernement génois ne pouvait, en réalité, prendre de parti pour l'un ou l'autre des belligérants. Seul, son commerce le touchait ; avec la France, il y avait beaucoup à gagner, de l'autre côté au contraire, la flotte anglaise, sans être en guerre ouverte, apportait les plus grands obstacles à la navigation génoise ; il en était résulté une haine violente contre eux. Un fait sur lequel on ne peut élever de doute, puisqu'il est rapporté dans une lettre de l'archiduc, nous montre à quel degré en était arrivée la violence populaire. Un navire anglais, sous le canon des forts, ayant obligé un navire génois à rentrer dans le port, on lui avait fait le signal de se retirer ; comme il n'avait pas obéi, « le peuple irrité avait forcé les canonniers de tirer à balles », et quelques instants après une chaloupe étant venue remettre un pli au consul britannique, on avait insulté et sifflé les Anglais (4).

Le 28 janvier, l'archiduc était encore plus affirmatif. « La multitude et tous en général étaient irrités au dernier point contre les Anglais et cajolés par les Français » (5). M. de Cossila signalait de même « la supériorité décidée » où se maintenaient les partisans de

(1) Thugut à Balbi, 15 janvier. Supplément, page 89.
(2) D'Hauteville à Cossila, 19 février.
(3) Rossy à d'Hauteville, 30 janvier.
(4) Archiduc à l'empereur, 25 janvier. Supplément, page 6.
(5) Archiduc à l'empereur, 28 janvier. Supplément, page 8.

la France (1). Quelques jours plus tard, il complétait ces premiers renseignements : « Ils donnent, lui répondait d'Hauteville, de nouvelles et très notables preuves sur la partialité de Gênes pour la France et de la prépondérance qu'y possède le parti jacobin, et vous montrent en outre que la République n'a pas l'intention de rompre avec l'Angleterre, et paraît au contraire vouloir contraindre celle-ci à cette extrémité. D'où l'on peut conclure qu'il y a déjà eu entente avec la France, du moins de la part du parti jacobin, pour que des mesures préventives de protection fussent prises en cas de péril » (2).

Cette disposition de l'esprit public peu favorable aux alliés s'opposait, quand même il l'aurait pu et voulu, à ce que le gouvernement génois se soumît à l'ultimatum qui lui était remis ; d'ailleurs la force effective manquait à l'Autriche pour assurer l'effet de sa note, la faiblesse du corps autrichien de Lombardie ne pouvait demeurer cachée ; au contraire, l'armée française forte, à ce qu'on disait, de 50.000 hommes, était à proximité. La prudence exigeait que Gênes gardât une complète neutralité, et supportât même les bravades de Tilly. S'il faut ajouter foi aux correspondants de l'archiduc, ses provocations auraient été sans nombre ; il aurait voulu célébrer dans une grande auberge la prise de Toulon par une fête et un grand dîner : on se bornait à interdire toute manifestation (3) ; un autre jour il manquait publiquement au doge : il était de coutume pour les ministres étrangers, lorsque celui-ci se rendait au théâtre avec les sénateurs, d'illuminer leurs loges et de les tenir ouvertes. Tilly s'y était refusé en déclarant « qu'il n'était pas dans le cas de jeter de l'encens à des souverains » (4).

Le 28 janvier, dans sa réponse à la note de Thugut du 15, le gouvernement génois assurait de sa volonté de ne se lier avec personne ; des deux partis il attendait le respect de son territoire. A l'Autriche il disait : « la République ne saurait craindre la moindre infraction de la part de la France qui n'a jamais violé le territoire génois, et qui vient de donner un nouveau témoignage de son

(1) D'Hauteville à Cossila, 25 janvier.
(2) D'Hauteville à Cossila, traduction, 29 janvier.
(3) Archiduc à l'empereur, 4 janvier. Supplément, page 1.
(4) Archiduc à l'empereur, 11 janvier. Supplément, page 3. Le fait en lui-même était vrai. Le 22 mars, Tilly explique sa conduite en disant : Qu'il a agi ainsi « en signe des sentiments que je devais à un magistrat qui, représentant la souveraineté, avait reçu à son audience, le jour même du massacre des Français, leurs assassins les Anglais et avec les Anglais les traîtres à cocarde blanche ». Tilly aux représentants, 22 mars (A E Gênes 168).

adhésion à la neutralité de Gênes par le décret de la Convention nationale » (1).

A la France, après lui avoir donné connaissance, par une note, des démarches tentées par la cour de Vienne, de sa menace d'occuper par ses troupes quelques parties du territoire génois pour arrêter les progrès des Français en cas d'invasion, il affirmait que « malgré les violations sans exemple auxquelles les vaisseaux anglais et espagnols s'étaient portés, et malgré les maux qu'ils avaient fait essuyer à la République d'une manière aussi étrange », il persisterait dans son système ; il rappelait le décret du 2 nivôse et il se flattait qu'il serait exécuté « avec cette loyauté qui est digne d'un grand peuple qui a proclamé le droit des nations ».

Outre la question de principes, les avantages que le gouvernement français retirait de Gênes devaient lui faire peser « dans sa sagesse s'il était de l'utilité de la France, s'il était de sa justice et de sa dignité de compromettre la tranquillité et la paix d'une nation amie » (2).

Telle était la réponse officielle, mais dans leur conversation avec M. de Girola, les principaux membres du gouvernement lui avaient fait comprendre qu'ils verraient avec plaisir l'Autriche occuper la première le passage de Vintimille. Ils commençaient par l'assurer que le gouvernement ne voulait « s'engager avec aucune puissance » ; pressés pour savoir s'il défendrait sa neutralité par la force, ils ajoutaient « que la cour de Vienne connaissait déjà suffisamment la situation et les sentiments de cette République sans avoir recours à d'autres interpellations ; que pour repousser un torrent de désespérés, il faudrait une nombreuse armée composée de bonnes troupes avec beaucoup de millions, ce que n'a pas la République, le Piémont étant aussi sans troupe ». Aux procédés des Anglais poussés par la cour de Turin, ils opposaient la conduite des Français « qui jusqu'à présent n'avaient pas violé la neutralité de la République et avaient sacrifié plusieurs milliers d'hommes sous Saorge plutôt que de passer sur le territoire de la République ». On pouvait donc espérer que dans leurs opérations futures ils continueraient à agir de même « encore que les Anglais leur eussent montré l'exemple contraire » (3).

(1) La réponse du 28 janvier manque, mais Thugut écrit le 3 avril que la réponse du 22 mars « ne diffère point pour le fond », Vivenot, *Quellen*, tome IV, 178.

(2) Note remise par Boccardi le 12 mars, *Giuseppe Coluci*, *La Republica de Genova e la revoluzione francese*, tome I, page 22.

(3) Girola à Wilczek, traduction, 28 janvier.

Ce langage était parfaitement correct, il concordait avec le ton de la note remise le 12 mars à Paris, mais il n'en était pas de même d'un second entretien, si M. de Girola l'a rapporté fidèlement : « Quoique l'on ne m'ait pas exactement révélé le contenu de la réponse, j'ai compris qu'elle ne serait pas concluante. En effet, dans ce gouvernement dévoué à la neutralité, il ne peut y avoir un nombre suffisant de suffrages pour décider une vaillante opposition aux Français quand ils tenteraient de passer par le territoire de cette République pour pénétrer dans le Piémont, et quand même le conseil aurait la volonté de s'y opposer, il n'y a ni forces, ni moyens de pouvoir le faire. Ces mêmes confidents m'ont aussi laissé voir que le passage de Vintimille serait beaucoup plus difficile à surmonter que les forts de Saorge et Raus, si ce passage était défendu par un fort corps de troupes bien aguerri et bien pourvu. Que du reste vous avez le droit de vous opposer avec la force à cette irruption supposée dans le territoire de la République déjà couverte par la Lombardie autrichienne; qu'il serait triste pour les Génois de bon sens que les Français fussent les premiers à occuper les lieux qui sont la clef du Piémont » (1).

En transmettant ces propos, M. de Girola concluait que le meilleur parti à prendre, serait « de prévenir les Français dans ces défilés » en n'employant que des troupes autrichiennes à l'exclusion des Piémontais haïs dans ces contrées.

En secret, malgré ses protestations, Gênes appelait donc une invasion autrichienne. La faiblesse de l'armée alliée est le seul motif qui ait empêché de l'effectuer. En entrant sur le territoire de Gênes, la Convention n'a donc fait que prévenir une manœuvre à laquelle le gouvernement de la République invitait son ennemi.

La réponse de Gênes ne causait pas d'étonnement aux puissances alliées en Italie ; l'archiduc la prévoyait. Le 25 janvier il écrivait à son neveu : « je ne crois pas que la République actuelle de Gênes se déclare pour les Français et veuille leur donner le passage, mais je crains très fort que la République même risque d'être changée par une révolution intime dans son administration et dans sa représentation » (2).

M. d'Hauteville pensait de même : « la République s'appuierait pour répondre sur sa neutralité et sur les prétendus avantages de celle-ci » (3), et l'on devait s'attendre à ce que la note expédiée à M. de Balbi fût « insignifiante » (4).

(1) Girola à Thugut, traduction, 30 janvier.
(2) Archiduc à l'empereur, 25 janvier. Supplément, page 6.
(3) D'Hauteville à de Cossila, traduction, 29 janvier.
(4) D'Hauteville à de Front, 29 janvier.

Quelle allait être la conduite de l'Autriche en recevant la note de Gênes « évasive aussi bien dans le fond que dans la tournure des phrases et des expressions » (1) ? De l'avis de M. de Girola « zélé et attaché à la maison d'Autriche » (2) et parfaitement au courant des affaires de Gênes, on ne réussirait pas à obtenir une réponse plus favorable. Le 1er février il déconseillait à sa cour toute nouvelle tentative, et il lui en détaillait les motifs.

« Il est bien difficile qu'il y ait les quatre cinquièmes des voix des conseillers pour prendre un véritable engagement pour ainsi dire d'hostilité contre les Français, si puissants et si voisins ; en effet, se flattant d'une part d'obtenir en tous cas de ceux-ci de prompts et larges secours, et irrités de l'autre des procédés rigoureux et hostiles dont usent envers cette nation les Anglais et les Piémontais, ils sont absolument opposés à ce que Sa Majesté attend des Génois. Et puis, quand bien même le résultat du vote serait pour la résistance, il est moralement impossible de trouver les moyens d'agir si l'on interdit aux troupes austro-sardes l'accès de cet état ci pour soutenir les forts qui y sont dans les passages difficiles de leurs frontières, ce qui aurait pour effet de violer la neutralité que l'on désire conserver à tout prix.

« Toutefois, en l'état de choses, j'ai suggéré dans ma dernière dépêche le parti extrême de prévenir l'entrée des Français dans cet état qu'on suppose devoir se faire du côté de Vintimille, mais avec des troupes autrichiennes seules, les piémontaises étant trop odieuses dans la rivière du Ponent, en déclarant ouvertement qu'on n'avait pas l'intention par là de violer la neutralité mais bien d'exercer préventivement un droit, celui de la meilleure défense de l'état. Il est vrai que ce passage devrait s'effectuer rapidement et avec un nombre de troupes suffisant pour soutenir le choc des Français désespérés. Il faudrait en outre donner à leurs commandants des ordres et des moyens d'attirer à eux les paysans nombreux et hardis de la rivière qui pourraient insidieusement introduire par mer l'ennemi de flanc et sur divers points, et rendre ainsi vain et dangereux le projet que mon zèle m'a suggéré en désespoir de cause » (3).

A Turin, on s'attendait bien que l'empereur ne se contenterait pas de cette réponse, « qui ne ferait qu'enorgueillir davantage les

(1) D'Hauteville à Cossila, 5 février, page 18.
(2) Archiduc à l'empereur, 28 janvier, page 8.
(3) Girola à Thugut, traduction, 1er février.

Génois qui ne se vantaient que trop d'avoir résisté à toutes les menaces de l'Angleterre » (1), mais comme on ne se sentait pas la force nécessaire pour imposer sa volonté, M. d'Hauteville y trouvait un nouveau motif de persévérer dans sa conduite prudente envers la République : dissimuler les vrais sentiments que l'on éprouvait et « agir avec circonspection envers elle pour ne pas l'indisposer tant que les circonstances ne permettaient pas une autre attitude ». C'était se garder un vieux grief qu'on liquiderait après un succès (2).

Quant aux nouvelles remontrances de l'empereur, elles ne conduiraient à rien. « Les Génois ne changeraient point de principes ni de conduite » ; c'était uniquement « perdre un temps précieux » que de négocier avec eux (3). Même après la note de l'empereur et malgré la vigilance des vaisseaux anglais, des navires génois chargés de vivres continuaient comme par le passé à se rendre à Nice.

Entre temps le parti révolutionnaire continuait à gagner de l'influence. Lors des bals du carnaval, le peuple avait profité de l'occasion pour manifester son aversion contre les Anglais en interdisant de donner des danses anglaises ; on avait dansé deux fois la carmagnole à la française. Cet incident, indice de l'esprit public, paraissait assez important pour que Girola en rendît compte à sa cour.

« Depuis les opérations faites par les Anglais dans ce port et l'attitude pour ainsi dire hostile qu'ils ont eue dans la suite envers cet état, le gouvernement s'est conduit avec beaucoup de prudence ; mais le peuple, y compris ceux qui étaient indifférents, a manifesté une grande aversion pour cette nation et s'est par contre rapproché du parti des Jacobins. Mercredi soir a eu lieu le premier bal au théâtre ; bien que par ordre du gouvernement on dût alterner les danses comme d'habitude, dès qu'on a entendu la musique attaquer les danses anglaises, elles ont été accueillies par des vociférations et des coups de sifflet, à l'instigation de certains jeunes gens, David Invrea, Félix Carega, Cambiasi et autres ; si bien que le commandant des gardes a dû céder et tolérer que l'on jouât à la place, des danses génoises qui ont été dansées avec enthousiasme par un grand nombre de personnes, toutes sans masques, vu le nouveau décret. On a également dansé deux fois la carmagnole à la française, à laquelle assistait le ministre Tilly, qui a applaudi. Demain

(1) D'Hauteville à de Brême, 1er février.
(2) D'Hauteville à Cossila, 5 février, page 19.
(3) D'Hauteville à de Front, 5 février.

doit avoir lieu la seconde fête au théâtre, et je crains qu'il ne s'ensuive quelque autre désordre, à moins que le gouvernement, inquiété de la surexcitation du parti prépondérant, ne juge préférable de permettre que l'on danse ce qu'il plaira » (1).

Le dimanche suivant, encouragé par ce premier succès, le parti jacobin allait encore plus loin ; nous laissons parler M. de Girola :

« Dimanche soir, le bal a commencé après l'opéra ; après divers menuets, certaines personnes demandèrent au colonel de garde d'autoriser à danser la carmagnole. Celui-ci répondit qu'il n'avait reçu du gouvernement sérénissime aucun ordre qui lui permît d'accéder à cette demande ; mais un grand nombre de personnes l'ayant réitérée avec instance, le susdit colonel crut devoir y consentir, à la condition que l'on ne chanterait pas les paroles dont on a pris l'habitude d'accompagner cette danse, c'est-à-dire : dansons la carmagnole ! A peine fut-elle commencée qu'on lança en l'air un bonnet de la nation française (phrygien), qui fut recueilli par MM. Mar° Cevasco et Alexandre Invrea et rejeté de nouveau en l'air par eux, aux cris répétés de : Vive la liberté !

« Ce bonnet fut pris ensuite par un officier des corps nationaux volontaires et remis au colonel de garde, qui le présenta le lendemain au palais avec son rapport. Après cela, on commença à chanter le Ça ira ! mais des voix s'étant fait entendre de tous côtés avec des marques de désapprobation et réclamant le silence, la chanson cessa de suite, pour la plus grande mortification du parti des Jacobins et de leur protecteur Tilly, qui s'attendaient peut-être en ce moment à plus d'exaltation pour faire une révolution complète. Les sénateurs du parti français très contrariés de l'affaire du bonnet et des insolences qui suivirent, quittèrent le théâtre, et, le lendemain lundi, réunis à leurs collègues sérénissimes au nombre de 21, ils décidèrent par 20 voix de suspendre ce genre de fête jusqu'à nouvel ordre. »

Toutes les tentatives de l'impresario du théâtre pour faire révoquer cet ordre furent inutiles, le gouvernement le maintint. Ces symptômes précurseurs d'une révolution « réveillaient beaucoup de nobles et de bourgeois de bon sens qui vivaient dans une indifférence complète » (2). Dès lors le gouvernement se montrait plus disposé à réprimer les moindres tentatives révolutionnaires ; chaque soir de bal des piquets de troupes étaient tenus prêts pour interdire « toute chose insolite et tout désordre ».

(1) Girola à Thugut (traduction), 8 février.
(2) Girola à Thugut (traduction), 13 février.

Le dimanche des jeunes gens ayant voulu danser la carmagnole et planter un arbre de la liberté étaient incarcérés. M. de Girola se montrait fort satisfait de cet acte de vigueur. « Cela témoigne, écrivait-il, que le gouvernement a pris maintenant des mesures plus diligentes et plus efficaces pour réprimer dorénavant toute innovation scandaleuse des partisans des Jacobins » (1).

A distance ces faits paraissent insignifiants, et l'on serait tenté de ne leur prêter aucune importance, de les considérer comme les actes de quelques gens exaltés. Les contemporains n'en jugeaient pas ainsi ; du côté français, on les signalait avec joie en les exagérant ; Haller prétendait que la carmagnole avait été dansée sur le théâtre « même en bonnet rouge et que le mouvement était très prononcé » ; le 11 février, à l'occasion des bals, l'archiduc écrit que « le mauvais esprit gagne toujours plus et se montre dans les plus grandes bagatelles, jusqu'au bal, au théâtre » (3). Le 15, à la réception du rapport de Girola en date du 13, il s'attend « à une révolution momentanée » (4). Les faits semblent lui donner raison ; trois gentilshommes pauvres ayant parlé « avec véhémence » au conseil général de Gênes contre les abus, personne ne leur répond, mais on parle de constituer une commission qui proposera « une réforme de l'actuel gouvernement » (5).

Au grand conseil, des discours sont tenus où l'on demande « un examen pour la réforme des lois de la république ». En entendant cette expression, le souvenir des débuts de la révolution et du sort de Louis XVI se présente à l'archiduc : « une révolution lui paraît inévitable ». « Restera à voir, ajoute-t-il, quel parti vaincra ou pour mieux dire quelle forme de gouvernement la révolution produira, mais je suis convaincu que les esprits sont déjà trop montés à Gênes pour éviter tout à fait une révolution » (6).

Du reste le parti jacobin est mené par Tilly qui travaille à animer les esprits par tous les moyens possibles ; une lettre circulait dans Gênes où « l'on citait et nommait tous les prétendus torts et empêchements de droit faits par le gouvernement contre les droits du peuple ». Tilly la fait imprimer à Nice, et lorsque le gouvernement génois veut faire saisir le ballot qui en contient les exemplaires, il réclame ce paquet comme son bien propre, et envoie son secré-

(1) Girola à Thugut, 20 février. Lachèze signale également ces mesures de répression, 16 février. Supplément, page 90.
(2) Haller, 16 février, page 92.
(3) Archiduc à l'empereur, 11 février. Supplément, page 17.
(4) Archiduc à l'empereur, 15 février. Supplément, page 18.
(5) Archiduc à l'empereur. Supplément, page 28.
(6) Archiduc à l'empereur, 4 mars. Supplément, page 30.

taire pour y apposer son cachet ; le gouvernement lui offre de le faire ouvrir en sa présence ; il s'y refuse et répond que ce sont des imprimés « pour éclairer la nation génoise sur ses droits et contre les abus et despotisme du gouvernement » (1).

On n'entrera pas dans le détail de cette affaire qui se terminait le 19 avril par la remise du paquet (2) ; la seule chose qui nous importe ici c'est de connaître l'impression que l'archiduc en reçoit. A son avis l'acte de Tilly est prémédité : « trouvant les esprits déjà assez disposés dans le peuple contre l'autorité », il a ordre de son gouvernement de rompre avec le gouvernement actuel, et sous prétexte d'être appelée « par le peuple souverain », l'armée française aura ainsi un prétexte d'entrer sur le territoire de la République (3).

L'archiduc poussait certainement les choses à l'extrême. Le 18 mars il revient encore sur cette éventualité d'une invasion provoquée par un appel du parti jacobin « qu'on appellera la volonté souveraine du peuple » (4).

Les craintes de l'archiduc étaient certainement très exagérées comme le prouvera l'événement ; et, ceci mérite d'être remarqué, le chargé d'affaires autrichien, qui est sur place, est loin de les partager, de les provoquer par ses rapports. Il trouve tout naturel et approuve le projet de réforme. « Tous se sont mis à songer sérieusement à faire disparaître les abus introduits dans le gouvernement, pour revenir aux lois de 1528 et 1576 en partie oubliées. On dit que dans ce but on va constituer une députation de 13 membres... ils auront à établir le plan des nouvelles lois qui devront être approuvées par les 4/5 du grand conseil. Si cela réussit, grâce à la divine providence, à un moment où le dit conseil est dans un état de vive fermentation et le peuple gâté par cette nouvelle et dangereuse maxime de liberté et d'égalité, on obtiendra ici dans le calme ce que la France essaie d'avoir dans le désordre et dans le sang » (5).

Le 6 mars, il rendra compte que les bals se sont multipliés en ville à la suite de l'interdiction de ceux du théâtre, et que le carnaval s'est terminé dans une grande allégresse sans les désordres que l'on redoutait (6).

Les rapports de l'ambassadeur piémontais devaient être moins satisfaisants et témoigner de moins de confiance dans l'énergie du

(1) Archiduc à l'empereur, 8 mars. Supplément, page 30.
(2) Note du chargé d'affaire Boccardi — Giuseppe Colucci, pages 58-62.
(3) Archiduc à l'empereur, 8 mars. Supplément, page 31.
(4) Archiduc à l'empereur, 18 mars. Supplément, page 35.
(5) Girola à Thugut (traduction), 22 février.
(6) Girola à Thugut, 6 mars.

gouvernement génois, car le 19 février M. d'Hauteville, comme l'archiduc, envisage la probabilité d'une révolution à Gênes et l'arrivée du parti jacobin au pouvoir.

« La crise dans laquelle se trouve actuellement le gouvernement de Gênes est très intéressante pour ce pays et pour ses voisins. Par son résultat, on verra si le gouvernement a encore en main la force et le courage suffisants pour triompher du parti qui voudrait sa ruine. Je crains qu'il ne soit plus temps de remédier efficacement au mal, et qu'il ne réussisse seulement à différer sa chute si les affaires politiques ne prennent une autre tournure. Du reste, d'après la partialité que montre Gênes pour la France, d'après son intérêt à en conserver l'amitié et à cause du parti formidable qui s'est formé chez elle en faveur de la constitution française, je ne sais que déduire, sinon que, contrainte de se déclarer, elle le fera en se jetant complètement dans les bras de la France sans songer aux conséquences fatales qui en résulteront pour son gouvernement actuel »(1).

La réponse de Gênes, remise par M. de Balbi à Thugut, était jugée peu satisfaisante ; celui-ci la rendait au chargé d'affaires et l'invitait à en réclamer une plus précise ; en même temps, M. de Girola recevait ordre, nous ignorons en quels termes, d'agir sur le gouvernement de la République (2).

La cour de Turin apprenait avec une vive satisfaction les procédés du cabinet autrichien avec Gênes ; peut-être son influence serait-elle suffisante pour amener la République à plus d'égards envers les alliés.

« Les nouvelles instances de Vienne, écrivait d'Hauteville, peuvent peut-être à ce sujet exciter le zèle de ceux qui ont de bonnes intentions, au grand avantage de la République, et amener une neutralité plus stricte que celle qui a été observée jusqu'à présent. Je suis persuadé que vous surveillerez les impressions produites par les demandes de Vienne ainsi que les rapports et dispositions auxquels elles donneront naissance. En attendant, comme les circonstances nous conseillent de gagner du temps, il est bon que Votre Seigneurie, de toutes les façons possibles, tâche de maintenir la meilleure harmonie qu'il se pourra avec la République en dissipant les motifs apparents de plainte qui s'y produisent. Si l'on calculait bien, et vous le savez vous-même, on verrait qui a le plus à se plaindre de nous ou de la République qui ne peut pas nous accuser de travailler à lui faire du tort, comme elle s'occupe assidûment de nous en faire... » (2).

(1) D'Hauteville à Cossila (traduction), 19 février.
(2) D'Hauteville à Cossila (traduction), 26 février.

Quelques jours plus tard, il expliquait de nouveau les motifs qui le faisaient agir :

« Les réflexions que me fait Votre Seigneurie dans ses deux lettres du 25 dernier et 1er courant sont trop justes pour que j'aie quelque chose à y redire. Il me paraît y avoir deux faits à déduire de ces lettres : le premier c'est que le parti jacobin ne laisse pas de se fortifier à Gênes, et que l'exécution de ses projets de réforme couve sous la cendre, l'autre c'est qu'il ne convient pas à la France de faire violence à la neutralité de Gênes pour ne pas se priver des vivres qu'elle reçoit de la bienveillance de celle-ci. J'en ajouterai un troisième, c'est que s'il advient un changement dans son gouvernement, il ne peut plus être question de neutralité pour la République, qui passera directement du côté de la France. Ceci posé, il est naturel que votre zèle doive être plus grand à épier les actes des Jacobins dont la plupart sont dans les vues mêmes de la France, et il convient que, de notre côté, nous continuions à dissimuler jusqu'à un certain point les offenses que nous recevons de la République et de ses sujets, afin d'éviter de plus grands ennuis de sa part et des rubriques qui pourraient amener une rupture intempestive ; cette tenue de notre côté est nécessaire jusqu'à ce que les cours de Vienne et de Londres aient pris des mesures pour imposer à la République et parer aux risques d'une telle rupture. J'espère que ces mesures ne vont plus beaucoup tarder, ayant la certitude que ces deux cours sont toutes les deux révoltées de la conduite de Gênes, et j'attends la réponse de celle-ci aux nouvelles demandes de Vienne et au manifeste de l'amiral anglais » (1).

Le tout était de gagner du temps jusqu'à l'arrivée des troupes autrichiennes, alors on emploierait un langage plus ferme ; jusque-là il fallait éviter « de provoquer par hasard un incendie intempestif » et se contenter de faire remarquer qu'on n'avait jamais « pensé à forcer la République à changer de système, mais que l'on désirait seulement une neutralité stricte et telle quelle dût être respectée aussi par les Français » (2).

Cette attitude expectante était d'autant plus indiquée que de nombreux incidents de frontière étaient venus tendre la situation entre les deux pays. Des Piémontais ayant arrêté du côté d'Oneille les courriers génois porteurs de dépêches, le gouvernement de la République avait déclaré qu'il agirait de même, ce qui avait provo-

(1) D'Hauteville à Cossila, 5 mars. Traduction.
(2) D'Hauteville à Cossila, 8 mars. Traduction.

qué une réponse très raide de M. d'Hauteville. « Le sieur Asseretto (1), écrivait-il, s'est plaint à moi d'insultes qu'ont subies les Génois de la part des sujets du roi. Je lui ai répondu que je pouvais lui présenter des plaintes analogues contre les Génois vis-à-vis des sujets du roi. Pour éviter aux deux gouvernements le fâcheux retour de semblables affaires, j'ai ajouté de plus qu'il serait bon que du côté de la République on ordonnât aux magistrats de juger dans de telles occasions avec la plus grande impartialité, de contenir les Génois dans le devoir et que, de notre côté, il serait fait de même » (2).

Renonçant à obtenir satisfaction par des moyens diplomatiques, le gouvernement génois passait alors des paroles aux faits ; il faisait sortir du port une grande quantité de corsaires battant pavillon français, mais en réalité génois, qui donnaient la chasse aux bâtiments sardes ; ceux-ci, moins nombreux et moins bien armés, étaient forcés de désarmer. Par cette mesure, il prétendait user simplement de représailles, les corsaires sardes ayant auparavant causé au commerce génois une perte de un million (3).

A ce sujet, M. d'Asseretto recevait ordre de demander audience au roi pour lui présenter un mémoire où était exposée toute cette affaire. Dans ce document, le gouvernement génois se plaignait du tribunal des prises de Borgo san Dalmazzo dont le jugement lui paraissait « suspect » et il demandait au roi de conférer à un autre tribunal la faculté de le reviser. Le roi consentait à faire examiner le mémoire, mais refusait l'audience sous prétexte qu'il n'était pas d'usage que les ministres étrangers, et surtout les chargés d'affaires qui n'étaient pas accrédités directement près la personne du souverain, traitassent d'affaires avec lui (4). En réalité on redoutait, si M. d'Asseretto « ne se maintenait pas dans les termes voulus », qu'il en résultât quelques motifs de dissension plus étendue (5).

Le 12 mars, M. d'Asseretto ayant demandé une réponse positive sur l'audience, M. d'Hauteville lui faisait savoir qu'on ne croyait pas devoir l'accorder « puisqu'il s'agissait d'affaires sujettes à discussions qu'on devait laisser à l'examen des magistrats » ; que du reste Sa Majesté avait chargé des personnes « impartiales » d'examiner ce mémoire et de lui donner ensuite « confidentiellement » leur opinion (6).

(1) Chargé d'affaires de Gênes à Turin.
(2) D'Hauteville à Cossila, 26 février.
(3) Gherardini à Thugut, 12 mars, page 35.
(4) D'Hauteville à Cossila, 1er mars, deuxième lettre.
(5) D'Hauteville à Cossila, 1er mars, première lettre.
(6) D'Hauteville à Cossila, 12 mars.

En résumé, il y avait à Gênes un parti français puissant tout prêt à provoquer une révolution avec l'appui de nos baïonnettes; à lui seul, il était incapable d'acquérir la supériorité, mais il était assez fort pour créer de sérieux embarras au gouvernement s'il voulait céder aux injonctions des alliés.

Quant aux sentiments de la population, ils n'étaient pas douteux, à plusieurs reprises elle avait manifesté sa haine contre les Anglais ; envers les Piémontais elle n'était pas mieux disposée et les différents objets de contestation survenus dans ces derniers temps n'avaient fait qu'aigrir les rapports entre les deux cours.

Pour réussir dans sa mission, M. de Girola n'avait donc pas à compter sur l'aide du ministre de Piémont ; l'Angleterre n'exerçait non plus aucune influence : le 22 février on avait encore tiré du môle un coup de canon d'avertissement à blanc sur une frégate anglaise qui poursuivait des bâtiments génois jusque dans le port. Restaient les ministres d'Espagne et de Russie. Avant d'agir, M. de Girola se concertait avec eux, et le 22 il informait Thugut qu'il allait adresser à M. de Ruzza un mémoire « sur les deux questions qu'il avait ordre de soulever, sans omettre les insinuations particulières qui pourraient influer sur l'obtention du but fixé » (1).

Le 1er mars, dès que les lettres qui l'accréditaient comme chargé d'affaires eurent été acceptées (2), il remettait au gouvernement génois un mémoire dont les termes étaient très peu mesurés (3).

Tout en se flattant d'avoir ainsi satisfait aux ordres de sa cour (4), Girola rendait compte le 6 mars qu'on courait au devant d'un échec.

« D'après ce qui a transpiré, écrivait-il, je crois que la réponse que l'on fera aussi bien à moi qu'au comte Balbi sera, à mon grand ennui, à peu près conforme à celle qui a déjà été donnée à la première interpellation, c'est-à-dire qu'il [le gouvernement gênois] n'autorisera jamais le troupes étrangères à passer ou à s'arrêter sur les états de la République ; qu'il avait déjà pris dans ce but les dispositions opportunes, et qu'il en aurait pris de plus sérieuses si les opérations des coalisés ne l'avaient pas contraint à rappeler ses forces pour sa propre défense; qu'il n'avait reçu jusqu'à présent aucun avis que les Français voulussent traverser l'état; qu'il fera tout son possible pour que cela ne se produise pas, mais qu'il ne peut en même temps se dispenser d'opérer avec

(1) Girola à Thugut, 22 février.
(2) Girola à Thugut, 1er mars.
(3) Mémoire remis au gouvernement, 6 mars. Supplément, page 92.
(4) Girola à Thugut, 6 mars.

prudence pour ne pas donner un motif de violer sa neutralité » (1).

Pourtant, le 13, il attribuait à son mémoire l'attitude plus énergique prise par le gouvernement génois contre les partisans des jacobins (2).

Il nous est impossible d'apprécier jusqu'à quel point M. de Girola avait bien saisi les ordres de sa cour Quoi qu'il en soit, l'entente avec les ministres étrangers ainsi que les termes du mémoire mécontentèrent fortement M. de Thugut (3). Le gouvernement génois, de son côté, avait été profondément blessé du ton employé à son égard ; pour faire sentir au chargé d'affaires de Vienne « une irrégularité qu'il trouvait n'avoir pas commise », il décidait de faire connaître sa résolution par M. de Balbi Mais dès le 15, exactement renseigné sur ce qui s'était passé au grand conseil, M. de Girola était en état d'avertir que la seconde note génoise « serait conforme à la précédente », et il expliquait les motifs qui empêchaient le gouvernement génois d'agir autrement. « C'est venu de la ferme conviction où il est que, s'il changeait sa conduite vis-à-vis des Français aussi bien que s'il donnait une réponse satisfaisante à Sa Majesté Impériale, cela aura le même terrible effet de porter la guerre dans cet état ». Dans la discussion qui avait eu lieu à ce sujet au grand conseil, on avait exposé avec clarté les difficultés où se débattait Gênes, difficultés qui rendaient impossible une réponse « ferme ». Si le gouvernement se déclarait en état de défendre les passages, il serait obligé, pour convaincre l'empereur, de prendre des mesures préventives de défense dont le premier résultat serait d'appeler les Français ; si, au contraire, « l'on disait la vérité », si l'on avouait « ne pas être en état de se défendre », l'empereur offrirait des troupes dont la présence amènerait certainement les Français sur le territoire de Gênes qui deviendrait le théâtre de la guerre. Au contraire, en se maintenant dans le vague, on pouvait espérer « que la France, engagée actuellement dans des affaires de beaucoup plus grande importance, ne voudrait pas perdre, en violant le territoire de Gênes, les nombreux avantages que lui procure sa neutralité ».

Au point de vue des alliés, le malheur était pour eux de ne pas avoir 50.000 hommes en Lombardie comme l'avaient observé certains membres de l'assemblée ; avec une telle force, ils auraient « fait cesser toute crainte et toute perplexité » (4).

(1) Girola à Thugut (traduction), 8 mars.
(2) Girola à Thugut, 13 mars.
(3) Thugut à Wilczek, 2 avril, Vivenot, *Quellen*, tome IV, page 161.
(4) Girola à Thugut (traduction), 15 mars.

L'ambassadeur était bien informé sur les sentiments qui régnaient dans le gouvernement, car M. d'Assereto exprimait à M. de Gherardini les mêmes idées (1).

Avant de répondre à l'Autriche, il convenait de tenir compte de ce que l'on avait à attendre ou à redouter de la France ; or les rapports de M. Boccardi (2) étaient plutôt pessimistes ; sans rien affirmer, ils laissaient peu de doute sur la violation du territoire de la République par la France. Au moment de son départ pour Paris, M. Boccardi avait été trouver Tilly ; celui-ci lui avait tenu des discours étranges dans la bouche d'un véritable républicain ; il lui avait reproché que, lorsque la Sérénissime République entretenait « à Vienne, en Angleterre et ailleurs des nobles revêtus du pouvoir de ministre, on n'avait à Paris qu'un plébéien revêtu de celui de chargé d'affaires ».

Il lui avait demandé « s'il pensait que les républicains qui n'avaient pas oublié la nomination du doge et de deux sénateurs pour apaiser Louis XIV, blessé dans son amour-propre, devaient être bien satisfaits de la nomination d'un avocat, alors que sous les yeux des gouvernants et des gouvernés génois, le sang des républicains de France avait été versé par des étrangers dans le port de Gênes », et il avait essayé de le discréditer en France en l'accusant de modérantisme (3).

En France Boccardi avait été parfaitement accueilli ; en passant à Nice il avait pu se rendre compte qu'aucun plan d'invasion n'était encore arrêté, et à Paris un agent du pouvoir exécutif l'assurait « qu'il n'y avait rien de décidé et que du reste rien ne se ferait sans son intervention » (4).

Le 7 mars au contraire, à la suite d'un entretien avec un des chefs de bureau du ministère des affaires étrangères, il écrivait : « D'après ce que j'ai pu comprendre, je crois que la France redoute que les cours de Vienne et de Turin n'envahissent l'Etat de la Sérénissime République, et d'un autre côté ne pensant pas que la République pourrait se défendre avec ses propres forces, le gouvernement aurait l'intention, au moyen d'une armée, d'empêcher l'entrée de ses ennemis dans le territoire génois » (5). Mais sur la question décisive de la neutralité génoise, il n'obtenait pas d'explication. Le ministre des affaires étrangères Deforgues se contentait de lui réclamer la

(1) Gherardini à Thugut, 14 mars, page 33.
(2) Chargé d'affaires de Gênes à Paris.
(3) Tilly au ministre, 16 germinal (A E Gênes 168).
(4) Boccardi, 28 février, Colucci, page 14.
(5) Boccardi, 7 mars, Colucci, page 18.

remise d'une note où il exposerait le point de vue génois. Du reste tout s'était passé sur le ton le plus courtois, et le ministre avait été prodigue d'affabilités (1). Deforgues ayant été emprisonné, le chargé d'affaires ne recevait pas de réponse à sa note remise le 12 mars. Le 16 avril il revenait à la charge auprès de son successeur Goujon; celui-ci lui avouait naïvement « l'inquiétude que causaient au gouvernement français les rassemblements de troupes qui se faisaient en Lombardie autrichienne et la crainte que ces préparatifs n'aient comme point de mire l'état de notre Sérénissime République. D'après l'ensemble de son entretien, j'ai eu la ferme conviction que si la France renonce à tout projet de nature à compromettre la neutralité de la Sérénissime République, néanmoins, dans sa sollicitude, elle s'opposera à tout attentat de la part des coalisés » (2).

Cette dernière dépêche ne pouvait exercer d'influence sur la détermination du gouvernement génois, il n'en était pas de même de celles du 7 et du 14 mars, surtout de la première. Son contenu avait transpiré dans le public, puisque dès le 24 M. de Girola avertissait que la France « offrait d'aller occuper d'avance par ses troupes les hauteurs et les défilés des montagnes génoises pour aider à la défense de la République de Gênes » (3). C'était bien là le sens général de la dépêche du 7. Tilly au contraire était mal informé d'après lui : le chargé d'affaires génois annonçait que la campagne était « comme résolue » et qu'à toutes ses protestations sur l'amitié de Gênes pour la France, le ministre avait répondu « par le reproche du massacre des Français, de l'enlèvement de leurs frégates, de leurs fortunes sous les yeux du gouvernement dont le silence paraissait avoir été l'aveu de toutes ces atroces révélations » (4).

A la veille d'une invasion française, le gouvernement génois ne pouvait modifier son attitude. La note remise par l'intermédiaire de M. de Balbi n'était « pas plus satisfaisante » que la précédente; sans en différer pour le fond, elle paraissait « plus sèche et plus laconique » (5).

La République rappelait que dès le début des hostilités elle avait reçu des puissances belligérantes l'assurance « qu'aucune d'elles n'entrerait en armes sur son territoire » ; en ce qui la concernait, elle assurait qu'elle ne serait jamais dans le cas de man-

(1) Boccardi, 14 mars, Colucci, page 19.
(2) Boccardi, 16 avril (traduction) Colucci, page 34.
(3) Girola à Thugut, 24 mars.
(4) Tilly au ministre des affaires étrangères (A E Gênes 188).
(5) Thugut à Wilczek, 8 avril, Vivenot, *Quellen*, tome IV, page 177.

quer à la neutralité, mais la conduite de l'Angleterre l'obligeait « à se tenir prête à se défendre » (1).

Elle justifiait ainsi les dispositions qu'elle avait ordonnées dans les premiers jours de mars « pour faire munir promptement tous les murs de la ville du côté de terre d'artillerie et de ce qui était nécessaire pour faire une solide défense » (2). Cet armement avait été poussé « avec sollicitude » et on avait même augmenté les troupes avec des déserteurs venus du Piémont (3).

Mais au dernier moment, le grand conseil refusait de consentir à un emprunt que le gouvernement lui avait proposé pour couvrir les frais d'un armement. Par ce vote on le tenait « dans l'impossibilité même de se mettre en position de s'opposer au passage des républicains frères et amis qui étaient à Menton » (4). Il aurait été plus juste de dire qu'on le rendait incapable de résister au parti qui viendrait le premier occuper en force son territoire.

Quelques jours plus tard, le gouvernement donnait une nouvelle preuve de sa ferme volonté de persévérer dans sa conduite, de ne favoriser en rien les Anglais. L'amiral Hood ayant demandé l'autorisation de faire entrer dans le port deux vaisseaux pour convoyer des navires marchands, éprouvait ce refus très net : « C'est un principe trop connu que l'on n'admet point dans un port bloqué le pavillon de la puissance belligérante qui le bloque... par conséquent le sérénissime gouvernement ne saurait les admettre à moins que le commandant n'assure sur sa parole d'honneur le capitaine du port que le blocus cesse et que le déviement du commerce de la place et du domaine de Gênes n'aurait pas lieu » (5).

En réalité, on n'avait rien obtenu de la République ; une fois de plus s'était justifiée l'appréciation de M. d'Hauteville sur le compte de ce gouvernement « incertain et inégal en apparence, mais ferme et tenace pour ce qu'il croit son intérêt, ce qui lui permet de tenir en bride les deux partis contraires » (6).

Pour faire céder le gouvernement génois, il n'y avait plus qu'à compter sur les mesures que prendrait l'Angleterre une fois l'expédition de Corse finie et sur l'arrivée « pas très lointaine » des troupes autrichiennes (7).

(1) Réponse de la République, 22 mars. Supplément, page 94.
(2) Girola à Thugut, 8 mars.
(3) Girola à Thugut, 13 mars.
(4) Archiduc à l'Empereur, 2 avril. Supplément, page 39.
(5) Réponse du secrétaire d'Etat à l'amiral Hood, 28 mars (A E Gênes 168).
(6) D'Hauteville à Cossila, 15 mars.
(7) D'Hauteville à Cossila, 26 mars.

VI

Durant la seconde moitié de janvier, les renseignements sur les Français étaient assez rassurants. D'ailleurs les succès des Espagnols allaient détourner l'orage pour un moment.

De Londres, M. de Front en faisait ressortir toute l'importance : « Je regarde dans ces circonstances, écrivait-il, cet événement comme d'autant plus heureux pour nous qu'il attirera de ce côté l'armée française qui a conquis Toulon, et que nous n'aurons pas à craindre une irruption de sa part, comme il aurait été probable sans les progrès des Espagnols dont l'armée sera renforcée d'ailleurs de toutes les troupes espagnoles qui étaient à Toulon » (1).

Bientôt l'on fut convaincu que, pour le moment, l'armée victorieuse de Toulon ne songeait pas à envahir l'Italie. C'est ainsi que, le 11 janvier, le lendemain du jour où le roi écrivait à l'empereur, d'Hauteville en donnait l'assurance positive à M. de Cossila : « Nous n'avons pas, toutefois jusqu'à présent, lui disait-il, de preuve certaine que le plan projeté d'une invasion en Italie doive être exécuté si rapidement, et il paraît même, d'après de récents avis qui nous sont envoyés de la Rivière, que nous avons de moindres raisons d'en craindre l'accomplissement » (2).

Le 15, d'Hauteville se montre encore plus rassuré. « Au sujet d'une invasion en Italie, jusqu'à présent les nouvelles de Nice et de la Rivière ne font pas mention que l'armée de Nice se soit renforcée, à part les 3.000 hommes qui y sont déjà arrivés et les 2.000 qu'on attend chaque jour ; ils composent le corps de 5.000 hommes qui était déjà parti de Nice pour renforcer Toulon et qui, de là, revient à présent à sa première destination. On sent en outre, d'après les lettres du Comité de Salut public, que celui-ci s'occupe plutôt de faire évacuer le territoire français par les alliés que de penser à des expéditions lointaines, à celle d'Italie en particulier, très difficile et de succès incertain ; et c'est pourquoi on a donné l'ordre au général Dugommier de se porter avec son armée sur les Pyrénées ».

Un tel jugement fait grand honneur au ministre ; dans cette crise si inquiétante qui menaçait l'Etat, il avait su conserver tout son sang-froid, apprécier rapidement la situation, reconnaître que pour le moment il n'y avait pas de danger immédiat, et tout en jouant du péril français auprès des puissances étrangères dans le but de

(1) De Front à d'Hauteville, 10 janvier.
(2) D'Hauteville à Cossila (traduction), 11 janvier.

les amener à secourir son pays, il avait eu soin de rassurer ses agents. Toutefois il ne se laissait pas aller à une quiétude trompeuse; dans la même lettre il continue en ces termes: « Ainsi, vous ne manquerez pas de faire très attention à tout ce qui se produira concernant l'exécution du dit projet et de nous informer de toutes les nouvelles s'y rapportant, et en particulier des mouvements que pourraient faire les troupes de Toulon vers Nice et de Nice vers Vintimille, et autres choses semblables qui pourraient fournir quelques éclaircissements ou un indice sur les projets des Français sur ce côté. De plus il s'est répandu ici le bruit que, de Nice à Vintimille et dans la direction de Vintimille, on a construit une voie capable de supporter de l'artillerie et une autre à peu près semblable dans la rivière du Ponent; il sera bon de vérifier ce fait et de nous en transmettre les résultats » (1).

L'ambassadeur, au contraire, avait besoin d'être tranquillisé; ses dépêches devaient témoigner une grande inquiétude, à en juger par les réponses du ministre. L'invasion de l'Italie ne pouvait s'effectuer à l'improviste; elle exigeait tout un ensemble de dispositions préparatoires; aussi d'Hauteville recommande-t-il le 22 janvier à M. de Cossila de déployer la plus grande activité à se tenir au courant.

« Je remarque, d'après vos lettres, que vous êtes un peu plus tranquille et c'est d'un bon augure. Toutefois les événements de ce moment exigent qu'on ne perde pas de vue un seul instant les affaires. Je me borne à vous dire qu'il est de toute opportunité que vous vous procuriez, dès aujourd'hui, une connaissance spéciale des faits qui peuvent servir de base et de preuve au projet d'invasion indiqué, projet qui demande des préparatifs, des dispositions d'hommes, de magasins, de vivres, et qu'il est impossible de cacher; il est certain que si on peut surprendre de telles dispositions, on pourra prévoir les événements qui en dépendront et y parer » (2).

Le 25, il répète encore que l'invasion de l'Italie « par suite des circonstances actuelles ne paraît pas très prochaine », mais il ne doute pas que les préparatifs qui se font à Gênes et dont on lui a vraisemblablement rendu compte « tendent à son exécution » (3).

Aucun rapport ne vient modifier cette appréciation jusqu'au milieu de février.

(1) D'Hauteville à Cossila, 15 janvier (traduction).
(2) D'Hauteville à Cossila, 22 janvier (traduction).
(3) D'Hauteville à Cossila, 25 janvier (traduction).

Le 12 février « les rassemblements de troupes qui se font à Nice ne sont point encore assez considérables pour faire craindre que les patriotes ne tentent de sitôt l'invasion qu'ils avaient en vue » (1). On redoute seulement une attaque contre la ligne des postes dans le comté de Nice.

Les renseignements, quelle qu'en fût l'origine, étaient bien précis puisque, dès le 29 janvier, on connaissait à Turin les grandes lignes de notre projet : combiner une attaque sur Saorge avec un mouvement qui, en violant la neutralité génoise, prendrait cette place à revers (2) Les alliés eurent donc tout le temps nécessaire pour s'entendre et adopter des mesures capables de s'y opposer.

Par sa lettre du 27 janvier, l'empereur avait promis la réunion d'un corps d'observation en Lombardie (3).

Toutefois, M. de Rossy, chargé de l'intérim jusqu'à l'arrivée de M. de Castel Afer, nommé ambassadeur à Vienne en remplacement de M. de Brême, ne pouvait réussir à connaître à quelle force ce corps s'élèverait. Le 6 février, après avoir rassuré d'Hauteville sur l'importance des pertes subies par l'armée de Wurmser dont l'effectif montait encore à 50.000 hommes, il l'informait qu'on faisait consister les renforts destinés à l'armée d'Italie en 2.000 Croates et 4.000 hommes. Ses renseignements provenaient de conversations ; l'archiduc Joseph aurait dit à un seigneur que « l'empereur avait ordonné à une partie de ses troupes de la Lombardie de passer immédiatement le Pô ». M. de Rossy avait alors interrogé un commis du ministère des affaires étrangères; celui-ci se bornait à une réponse très vague : « il était, à la vérité, question de faire approcher les dites troupes de la frontière génoise, mais il n'en savait pas davantage ; il imaginait seulement que si les dites troupes défendaient les gorges du côté de la Lombardie, nous pourrions plus facilement, avec les nôtres, défendre celles du Piémont, soit vers la Savoie, soit vers le comté de Nice ». Lorsque les renforts, dont une partie était déjà en marche, auraient rejoint, il estimait à 50.000 hommes l'effectif des forces autrichiennes en Piémont (4). Le 10, M. de Rossy était renseigné : le tout montait à quatre bataillons déjà arrivés en Lombardie et peut-être enverrait-on « encore 6.000 Croates si l'on pouvait s'en passer ailleurs ».

Il rendait compte en outre d'une conversation du marquis Lucchesini ; l'ambassadeur prussien lui avait rapporté qu'il « avait

(1) D'Hauteville à de Front, 12 février.
(2) D'Hauteville à de Front, 29 janvier.
(3) L'empereur au roi, 27 janvier.
(4) Rossy à d'Hauteville, 6 février.

entendu faire mention de deux armées que l'Autriche voulait avoir en Italie ; l'une pour agir, l'autre simplement d'observation » (1).

M. Eden qui, par la situation de sa cour avec celle de Vienne, avait grande chance d'être tenu au courant, n'obtenait lui-même rien de positif ; M. de Rossy l'interrogeait le 17 sur les bruits qui circulaient non seulement sur la force du corps autrichien que quelques-uns faisaient monter à 26.000 hommes y compris 5.000 à 6.000 hommes destinés à former la garnison des places de la Lombardie, mais aussi sur leur commandant (2).

La question du général de Vins tenait particulièrement à cœur à l'Autriche. Dans ses conversations avec M. de Front, lord Grenville ne lui avait pas caché qu'un des principaux griefs de cette puissance était le peu de considération dont ce général prétendait jouir à Turin. La décision du roi nommant le général de Vins « commandant général de ses troupes » était « une marque de confiance qui devait démentir et faire tomber les bruits qui s'étaient répandus qu'on était mécontent de ses services » (3). Pourtant on ajoutait peu de foi aux affirmations du cabinet de Turin et plusieurs personnes pensaient encore à Vienne que le général de Vins serait chargé du commandement du corps de Lombardie.

M. Eden semblait partager cette opinion : « Il croyait, écrivait M. de Rossy, qu'effectivement la chose était comme on me l'avait dit, et je suppose, ajoutait-il, que l'on ne sera pas fâché à Turin, car on en sera ainsi quitte de fort bonne grâce et sans être obligé d'en venir à des démarches désagréables, d'autant plus que je crois qu'il ne pourrait plus vous convenir à nul égard, soit parce que, comme je vous l'ai déjà marqué, il est trop ferme et trop exigeant, soit parce qu'ayant déplu à beaucoup de monde, il ne pourrait pas être secondé avec la chaleur et la confiance nécessaires aux opérations de la campagne ».

Sur la destination du corps autrichien, l'ambassadeur anglais n'avait aucun renseignement, mais après en avoir parlé avec le baron de Thugut, il assurait à M. de Rossy « qu'au lieu de retirer une partie des troupes d'Autriche maintenant réunies aux Piémontais ; on songeait encore à recruter ce corps avec la plus grande activité ». « M. de Thugut se flatte, ajoutait-il, que de votre côté vous ferez aussi tout ce que vous pourrez pour seconder les efforts de Sa Majesté impériale, soit en augmentant vos troupes,

(1) Rossy à d'Hauteville, 10 février. Ces chiffres sont ceux que réclamait l'archiduc.
(2) Rossy à d'Hauteville, 17 février.
(3) D'Hauteville à Rossy, 5 février.

soit en vous mettant de toute manière en état de vous défendre et de vous soutenir avec avantage du côté de la Savoie ».

Au contraire, le 16, le député de Milan prétendait savoir de source certaine que l'Autriche dirigeait 9.000 hommes de renfort sur l'Italie ; réunis aux 22.000 qui s'y trouvaient déjà, le tout formerait une armée de 30.000 hommes ; en outre on ferait passer dans le Tyrol un corps de réserve de 12.000 à 15.000 hommes tenus en seconde ligne pour renforcer les premiers en cas de besoin (1).

Tous ces rapports de l'ambassadeur n'étaient pas de nature à calmer les inquiétudes de la cour de Turin ; en réalité ils ne contenaient que des promesses. Même la question du général de Vins qu'elle croyait avoir résolue au parfait contentement de l'empereur ne l'avait pas satisfait. Dans une conférence avec M. de Thugut, M. de Rossy faisait tomber la conversation sur ce sujet : « On espérait, lui disait-il, beaucoup pour la campagne prochaine et, surtout si l'état de santé de ce général lui permettait de donner carrière à son activité ». Le chargé d'affaires comptait vraisemblablement par une invitation aussi directe être mis au courant des intentions de l'empereur, connaître s'il serait plus disposé à venir au secours du Piémont alors que son armée serait commandée par un général autrichien. Thugut « ne mordait pas à cet appât ; il répliquait que pour en assurer le succès, il fallait augmenter nos troupes, se pourvoir de bonnes milices capables de garder les gorges et passages des Alpes, et songer de bonne heure à fournir l'armée des objets nécessaires ». Un simple incident prouvait à quel point cette question du commandement avait mécontenté la cour de Vienne. M. de Kaunitz « si prudent de sa nature » avait interpellé brusquement le chargé d'affaires devant vingt personnes en lui disant que le roi avait « réintégré le général de Vins dans sa charge d'inspecteur général ». La scène avait dû être assez vive puisque de Rossy la qualifiait lui-même « d'espèce d'incartade ».

A cela l'ambassadeur avait répondu « qu'il ne s'agissait pas de réintégration, puisqu'il n'avait jamais cessé de l'être ». « Alors il ne l'était plus de fait, répliquait le prince, car on ne lui rendait plus compte des changements qui se faisaient dans l'armée et des changements de troupes, et c'est ce qui lui avait fait prendre le parti de se retirer ». M. de Rossy, sans discuter le fait en lui-même, observait, pour l'expliquer, que le général étant tombé malade, on avait craint « de le fatiguer par des rapports qui ne pouvaient pas être d'une bien grande utilité, la campagne étant finie » (2).

(1) Rossy à d'Hauteville, 17 février.
(2) Rossy à d'Hauteville, 26 février.

Le mois de février se terminait et l'on n'avait abouti à rien de positif; l'on comprend le désappointement de la cour de Turin de voir s'écouler un temps si précieux sans qu'aucune question eût été résolue.

En réalité, l'empereur avait pris son parti. Depuis l'audience impériale du 27, une nouvelle lettre de l'archiduc lui avait montré la nécessité de faire avancer le corps autrichien « comme ami ou comme ennemi » à travers les états du roi de Sardaigne, et de l'établir vers Tortone et Alexandrie. Un tel mouvement n'offrait que des avantages; il appuierait l'effet de la note remise au gouvernement génois qui avait déjà produit le meilleur effet et lui inspirerait le courage de résister aux Français. Actuellement il avait peu confiance « que le roi de Sardaigne pût défendre par ses propres forces le passage des Alpes »; les défilés franchis, l'ennemi s'unirait avec les Piémontais pour marcher contre la Lombardie et Gênes, c'était là le secret motif qui rendait en général les Génois « si peureux ». Une fois les Français installés en Piémont, « la masse de la population piémontaise très disposée déjà à la révolte et forcée par la guillotine » viendrait grossir leurs rangs; afin de leur résister, il faudrait augmenter les forces autrichiennes, surtout la cavalerie pour combattre en plaine, d'où résulterait un accroissement de dépenses. Ainsi les considérations militaires s'ajoutaient aux motifs d'économie pour commander la défense des passages des Apennins du côté de Gênes.

Le succès de cette opération dépendait de la vitesse avec laquelle on l'exécuterait; les états de la maison d'Autriche étant séparés de ceux de la République par le Piémont, il était indispensable d'établir dans ce pays des magasins d'où le corps destiné à cette mission tirerait sa subsistance. Cette mesure « de la dernière importance », Stain l'avait réclamée dès le 3 décembre 1793 sans avoir obtenu de réponse.

En terminant, l'archiduc revenait encore sur l'impossibilité où était le roi de Piémont de défendre avec ses seules forces les passages des Alpes, « vu la faiblesse de son caractère et la désorganisation dans son militaire ». Les Français auraient toute facilité pour l'écraser, et une fois maîtres du Piémont avec l'aide « de la guillotine », « ils sauraient bien faire servir toutes ces forces piémontaises contre la Lombardie ». L'armée autrichienne chargée de la défense de cette province, réduite à former un long cordon serait percée tôt ou tard; l'exemple de Wurmser était là pour le prouver.

L'archiduc faisait dépendre le sort de la Lombardie de la conservation de la barrière des Alpes dont les passages devaient être

« validement défendus » ; par conséquent il était d'avis de soutenir le Piémont, non en augmentant le corps auxiliaire, mais en constituant un corps indépendant placé vers Tortone et Alexandrie ; son chef serait autorisé « à défendre aussi le Piémont des Français, de façon que, pour ainsi dire, les troupes piémontaises seraient considérées comme dépendantes et pour ainsi dire auxiliaires de l'armée destinée à défendre l'Italie et l'entrée des Français partout où besoin sera ».

Gardant la libre disposition de ce corps, l'Autriche demeurait en état de dicter ses conditions : « le roi a besoin des secours de Votre Majesté, écrivait l'archiduc, et d'en recevoir la loi ». L'occasion était donc favorable pour obtenir la rétrocession des districts du Milanais cédés par le traité de 1743 ; mais en négociant il fallait se garder soigneusement de toute ingérence de l'Angleterre dont l'intérêt était évidemment opposé à l'agrandissement de l'empereur dans la péninsule (1).

Les propositions de l'archiduc concordaient avec les décisions de son neveu.

Le rapport du colonel Simbschen sur sa mission manque. Toutefois, d'après la dépêche de l'empereur du 7 février, il semble qu'il aurait été d'avis de conclure une nouvelle convention avec le roi ayant pour objet d'augmenter le corps auxiliaire autrichien, ce qui était absolument le contraire des intentions de la cour de Vienne.

L'empereur consentait à « s'occuper de la défense de l'Italie » mais son corps de troupes ne « se confondrait pas avec les troupes piémontaises » et il entendait garder « une entière liberté de le faire agir et opérer de la façon qu'il jugerait le plus convenable aux circonstances et à ses intérêts ».

Son rôle serait de surveiller les passages jusqu'à la Bormida ; le roi de Sardaigne « pourvoirait de son côté à la défense de son pays, à en garantir l'entrée dans la partie de Nice et le long de la chaîne des Alpes » avec l'armée piémontaise renforcée du corps auxiliaire autrichien fort de 8.000 hommes.

Afin d'ôter au Piémont tout prétexte de plainte, l'empereur ordonnait de compléter ce corps sans délai, et à cet effet il transmettait une note du colonel Simbschen où cet officier proposait de lever en Lombardie un homme par communauté.

Cette division de l'armée alliée en deux groupes devait être adoptée, écrivait l'empereur, « comme une base fixe de tous les projets d'opérations futures, excepté le cas où des propositions

(1) Archiduc à l'empereur, 28 janvier. Supplément, page 7.

bien franches, bien loyales, venant de la cour de Turin *elle-même*, sans provocation ultérieure de ma part, ouvriraient la route à des combinaisons dont il résulterait une plus grande intensité pour les intérêts respectifs ».

En prévision de la campagne qui allait s'ouvrir, l'empereur renforçait son armée par trois mille Croates, dont deux mille étaient déjà en route, ainsi que par quatre bataillons.

Nous avons vu plus haut l'importance que de tous côtés on attachait à la question du commandement. Dans son mémoire, Simbschen avait « touché clairement l'article des inconvénients et incompatibilités des deux commandants des forces en Italie » ; il avait déclaré absolument nécessaire la nomination d'un chef unique (1). L'archiduc avait vivement soutenu cette proposition ; il avait fait sentir à son neveu l'impossibilité « d'engager sous main » Stain à se retirer lorsque le canon allait parler ; toutefois, les rapports se tendaient de plus en plus entre lui et ce général ; une solution s'imposait et il croyait l'avoir trouvée en lui offrant un général commando, celui de Luxembourg par exemple, qui « le mènerait au bâton de maréchal que tant il ambitionnait » (2).

Quelle que fût l'urgence de se décider, l'empereur ne se prononçait pas encore définitivement ; il manifestait seulement l'intention de confier le commandement en chef des forces autrichiennes en Italie à son oncle qui réunirait ainsi l'autorité civile et militaire, cette dernière demeurant tout honorifique. Jusqu'à ce moment, l'archiduc n'avait eu aucune occasion de conduire les troupes ; lui-même avouait sa complète ignorance en matière militaire (3) ; d'ailleurs, sa présence était indispensable à Milan ; aussi l'empereur projetait-il de lui donner comme aide un général sur lequel il pourrait « se reposer sans inquiétude de la conduite journalière du corps d'armée et de ses opérations », qui le remplacerait à la tête des troupes et « lui adresserait ses rapports ».

Il ne pouvait être question de Stain pour un tel poste qui exigeait une mutuelle entente entre les deux autorités ; il garderait seulement le commandement du territoire sans aucune action sur les troupes. Devant cette marque de défaveur, l'empereur espérait que, blessé, Stain donnerait de lui-même sa démission. L'archiduc serait ainsi débarrassé « de ses contrariétés et de l'inconvénient de ses boutades », sans que l'on en fût venu à un éclat.

(1) Archiduc à l'empereur, 21 janvier. Supplément, page 5.
(2) Archiduc à l'empereur, 28 janvier. Supplément, page 9.
(3) Archiduc à l'empereur, 19 février. Supplément, page 22.

L'intention première de l'empereur avait été de confier la mission de confiance refusée à Stain au général de Vins ; mais entre temps, alors que l'archiduc s'efforçait de la lui faire obtenir (1), il témoignait en secret le désir d'être rappelé d'Italie.

L'empereur, ignorant encore à ce moment la décision prise par le roi de confier à de Vins la direction supérieure de l'armée piémontaise, se proposait d'y consentir en réfléchissant sur « l'excès d'animosité où la dissension paraissait avoir été portée entre lui et la cour de Turin ». A sa place, il faisait choix du prince de Waldeck.

Toutefois rien n'était encore arrêté, c'étaient de simples projets ; à Vienne, on ne croyait pas à une attaque immédiate tant que les neiges opposeraient aux Français leur barrière et, d'autre part, on savait qu'une partie de l'armée de Toulon avait marché aux Pyrénées.

Restait une deuxième question à traiter. Avant de faire avancer le corps autrichien, on voulait être assuré qu'il trouverait à Tortone et à Alexandrie des approvisionnements ; il était facile de les constituer avec des blés et de l'avoine tirés du Milanais ; il ne resterait qu'à acheter du foin sur le pays.

Le Piémont consentirait-il à fournir les emplacements nécessaires à la création des magasins et des hôpitaux ? N'y verrait il pas un moyen détourné de prendre possession de ces places ?

Les garnisons restant piémontaises, l'empereur espérait que la cour de Turin n'en prendrait aucun ombrage ; « mais si contre toute vraisemblance » elle était susceptible « d'aussi plates et misérables inquiétudes », on emploierait sous main tous les moyens propres à les dissiper. Du reste, pour le moment, l'empereur le déclarait, il ne nourrissait « aucune vue hostile contre le Piémont » ; et s'il était jamais dans le cas d'en avoir, « la supériorité de ses forces le dispenserait toujours d'employer d'aussi pitoyables ruses » (2).

Cette dépêche laissait l'archiduc dans un grand embarras ; le 21 janvier, l'empereur l'avait chargé de s'entendre avec les princes d'Italie sur les mesures à prendre pour la sûreté de l'Italie ; or, l'instruction du 7 février ne contenait rien de précis à ce sujet « n'étant que pour le prévenir confidentiellement d'avance de ses intentions pour lui seul et pour sa propre information ».

Elle laissait supposer des explications ultérieures, mais aucune ne suivit jusqu'au 1er avril ; l'archiduc n'obtenait même pas d'ac-

(1) Archiduc à l'empereur, 4 février. Supplément, page 12.
(2) L'empereur à l'archiduc, 7 février. Supplément, page 13.

cusé de réception de ses lettres. Aussi va-t-il se débattre au milieu des difficultés que lui créait cet état de choses.

Le choix du prince de Waldeck en qualité de commandant du corps de Lombardie lui causait une grande joie. Cette nomination seule lui permettait d'accepter le commandement en chef de l'armée, car son rôle se bornerait à expédier les instructions de Milan, où il resterait « comme centre des affaires ». — « Toute mon étude sera du plus parfait accord avec lui, écrivait-il, non seulement dans le fait à lui procurer tous les moyens qui dépendront de moi à l'exécution de sa tâche, mais particulièrement dans le public et à en persuader la troupe même et tous les officiers subalternes ». Au cas où cette mesure serait approuvée, il lui adresserait une lettre, dont il envoyait copie, pour l'en assurer. Sur la question du maintien de Stain, il se montrait intraitable ; il exigeait absolument son renvoi. Si ce général conservait la fonction de commandant des armées à Milan, sa seule occupation serait de critiquer tous les actes du prince, « de chercher à jeter de la défiance dans le public contre lui, et de la désunion par les insolences qu'il se permettait contre les alliés ». L'archiduc faisait même de son rappel une question personnnelle ; sa patience était à bout et il ne répondait pas, mis toujours à « nouvelle et rude épreuve », de réussir à le supporter ; si l'empereur refusait de le retirer de l'Italie, il préférerait renoncer à son commandement et aller servir sur le Rhin comme volontaire à son régiment (1).

L'archiduc était complètement opposé au projet de Simbschen de lever un homme par communauté ; il rappelait qu'une telle mesure avait été cause en 1705 et en 1758 de l'émigration de 10.000 paysans. Il préférait s'en tenir au système du racolage qui jusqu'alors avait satisfait à tous les besoins. L'année précédente, on avait obtenu 1.378 recrues au moyen de volontaires, de vagabonds et oisifs « que la police dans les villes et bourgs consignait au militaire » ; or, les régiments de Caprara et de Belgioso exigeaient pour 1794 1.310 hommes, il n'y avait donc pas de motifs d'employer le moyen extrême de cette levée. En outre la congrégation de l'état offrait 100.000 florins pour entretenir 1.000 hommes ; l'archiduc proposait de lever avec cette somme 1.000 Croates qui remplaceraient un bataillon de Belgioso retiré du corps auxiliaire ; celui-ci viendrait tenir garnison dans les places de Lombardie et fournirait le complément du bataillon en campagne. On obtiendrait ainsi le double avantage d'avoir des gens sûrs qui empêcheraient la désertion de

(1) Archiduc à l'empereur, 19 février. Supplément, pages 22-27.

Belgioso et de Caprara ; l'archiduc n'avait aucune confiance dans ces régiments formés d'hommes aussi douteux « qui, sachant la langue du pays et point militaires encore formés, désertaient à peine arrivés en campagne emportant uniforme, fusil et souvent se vendant chez l'ennemi » (1).

Les prévisions de l'empereur et de l'archiduc sur la nullité des secours à attendre de l'Italie s'étaient réalisés.

De tous les princes d'Italie, seul le duc de Modène consentait à participer à sa défense ; vu la faiblesse de son état, il lui était impossible de fournir des troupes, mais il s'engageait « au moyen de la population des montagnes très attachée à son souverain et très propre à défendre les passages dans son propre pays » à garder les défilés de ce côté ; en outre, il offrait différents secours en nature dont le principal consistait en 600 bœufs (2).

Le duc de Parme se réservait jusqu'au moment où toutes les autres puissances d'Italie se seraient mises d'accord (3).

Aucun autre état n'avait répondu ; mais on prêtait à Naples l'intention de diriger 18.000 hommes vers la Lombardie. Ce simple bruit inspirait les plus grandes inquiétudes à l'archiduc ; aucun magasin n'était préparé pour les recevoir « et leur arrivée imprévue me ferait plus peur, à moi, écrivait-il, qu'aux Français ». Ignorant si réellement la cour de Naples avait fait part de ses résolutions à Vienne, il proposait à son neveu de placer deux mille Napolitains à Oneille et six mille dans les présides de Toscane ; en s'épargnant ainsi l'entretien de dix mille hommes, Naples rendrait plus de services à la cause commune « qu'avec 18.000 hommes en Lombardie » (4).

Non seulement l'appui de l'Italie dans la lutte contre les Français se réduisait à rien, mais l'attitude de Gênes exigeait que l'on prît des précautions contre elle. Nous connaissons les craintes de l'archiduc à ce sujet, et la situation lui paraissait assez grave, à la suite des faits rapportés dans la dépêche de Girola en date du 14, pour réclamer des ordres de conduite en prévision d'une révolution (5). Précisément à ce moment, les nouvelles de France devenaient inquiétantes ; on signalait l'arrivée à l'armée de Robespierre jeune porteur, disait-on, du plan de campagne ; des fours étaient construits à Menton et on avait réuni 22.000 fusils à Nice.

(1) Archiduc à l'empereur, 19 février. Supplément, page 20.
(2) Archiduc à l'empereur, 19 février. Supplément, page 18.
(3) Duc de Parme, 7 février. Supplément, page 17.
(4) Archiduc à l'empereur, 4 mars. Supplément, page 29.
(5) Archiduc à l'empereur, 15 février. Supplément, page 18.

Cette dernière nouvelle surtout inspirait de grandes inquiétudes ; l'archiduc cherchait la destination de ces armes ; ce ne pouvait être pour la troupe puisqu'elle était armée, ni pour les « niçards » qui en avaient en grand nombre ; par conséquent ces fusils étaient réservés « à armer, dès que les Français auraient pénétré, une masse de paysans génois ou piémontais ». La situation paraissait assez sérieuse à de Vins pour renforcer la position de Saorge et envoyer le général Colli faire la reconnaissance de cette partie de la frontière.

L'archiduc insistait donc avec la plus grande énergie auprès de son gouvernement pour qu'au moins les renforts annoncés se rendissent sans délai en Italie ; non seulement il était nécessaire que la troupe « fût réunie et prête à se mouvoir aussitôt, selon les circonstances qui dépendaient, pour le moment, plus d'un instant de crise et de révolution dans le Génois que de la saison » (1) ; mais surtout il importait de détruire les bruits qui s'étaient répandus dans toute la péninsule et y avaient jeté « du doute et de l'inquiétude ». Un bataillon ayant passé par Innsbruck, on avait cru que l'empereur renonçait à s'inquiéter de l'Italie. A tous les points de vue, l'effet de cette mesure était regrettable au moment où l'on engageait des négociations avec le Piémont touchant la question des magasins et l'entrée des troupes autrichiennes sur son territoire.

Contrairement à ce que l'on semblait prévoir, l'Autriche obtenait ces deux points sans la moindre difficulté. Après en avoir conféré verbalement avec M. d'Hauteville, M. de Gherardini lui remettait, le 25 février, conformément aux ordres reçus de Thugut (2), une note où il requérait le Piémont de fournir à l'armée autrichienne dans les villes « de Tortone, Acqui, Alexandrie et autres lieux où cela paraîtrait convenable » (3), les emplacements nécessaires à la création des magasins destinés à nourrir le corps autrichien dont il était question dans la lettre de l'empereur.

L'annonce de la formation de ce corps faisait croire un moment à la cour de Turin que l'empereur « s'occupait sérieusement des moyens de ne pas laisser pénétrer les Français en Italie » (4). Le 22, on ignorait encore la force de ce détachement, mais comme M. de Rossy avait parlé dans sa correspondance de l'envoi d'un renfort de quatre bataillons et de 2.000 Croates, d'Hauteville ne cachait pas combien il jugeait ce renfort insuffisant : « Si la cour de Vienne ne fait pas défiler des forces plus considérables que

(1) Archiduc à l'empereur, 25 février. Supplément, page 27.
(2) Thugut à Gherardini, 6 février.
(3) Gherardini à d'Hauteville, 25 février, page 28.
(4) D'Hauteville à de Front, 22 février.

celles que vous me marquez, lui répondait-il, il me paraît qu'elles ne sont guère suffisantes à former une armée capable de résister aux efforts dont on est menacé de la part de l'ennemi » (1). Un seul moyen d'action restait à employer pour modifier les vues de l'empereur : l'influence de l'Angleterre ; de nouveau le roi réclamait son appui. Le 26, il ordonnait à M. de Front de redoubler ses instances auprès de lord Grenville pour obtenir qu'il appuyât les demandes du Piémont à Vienne. « Jusqu'ici, lui marquait-il, le nombre des troupes qui viennent en Italie n'est certainement pas suffisant à former une armée avec celles qui s'y trouvent déjà, qui puisse en imposer soit aux Génois, soit résister aux efforts que les Français se préparent à faire pour pénétrer de ce côté... le cabinet de Vienne attendra le moment où le mal sera sans remède » (2).

La note du 23 était-elle l'indice d'un revirement dans la politique autrichienne ? allait-elle réellement adopter des mesures vigoureuses pour la défense de l'Italie ? M. d'Hauteville tentait de provoquer sur ce point les explications de M. de Gherardini. En lui faisant connaître le consentement de son souverain aux mesures proposées, il affectait de considérer la question du commandement et de l'union des deux armées comme résolue. Le roi était persuadé, déclarait-il « que quel que fût l'objet spécial » de l'emploi des troupes autrichiennes, elles seraient dirigées et distribuées « de manière à pouvoir combiner leurs opérations » avec les siennes, et il se flattait qu'entrant dans ses états « elles dépendraient du même général en chef, M. le baron de Vins, auquel il avait confié le commandement de son armée » (3). M. de Gherardini ne possédait pas les pouvoirs nécessaires pour traiter cette question ; mais, dans une seconde note il demandait : 1° que les emplacements réclamés fussent fournis aussitôt ; 2° que le corps fût dispensé des frais de douane ; 3° qu'on permît d'acheter sur le pays, le foin, la paille, le bois et autres objets difficiles à transporter ; 4° qu'un commissaire piémontais fût nommé pour régler les mesures de détail (4).

Le 7 mars, le roi accordait le tout, un officier spécial serait désigné à cet effet ; ordre était donné aux gouverneurs de Tortone, d'Alexandrie et d'Acqui, de choisir un officier pour traiter avec l'armée autrichienne jusqu'au moment où le roi en aurait nommé spécialement un à ces fonctions (5).

(1) D'Hauteville à Rossy, 22 février.
(2) Le roi à de Front, 26 février.
(3) D'Hauteville à Gherardini, 27 février, page 30.
(4) Gherardini à d'Hauteville, 1er mars, page 31.
(5) D'Hauteville à Gherardini, 7 mars, page 32.

Du moment où un corps autrichien entrait dans ses états, le roi avait un nouveau motif d'insister pour que les deux armées fussent soumises à un même chef. L'on comprend son impatience de ne recevoir aucune réponse sur cette question fondamentale qui arrêtait toutes les dispositions. Le 1er mars, M. de Rossy était de nouveau invité à redoubler d'instances pour que le général de Vins fût choisi comme généralissime.

« Jusqu'à présent, lui écrivait-il, on ignore pareillement si le baron de Vins en aura le commandement et lui-même, à ce qu'il me paraît, n'en est pas mieux instruit. Il serait fâcheux que l'empereur jetât les yeux sur quelqu'autre général, maintenant surtout que le roi l'a confirmé dans le commandement absolu de ses troupes » (1). Le 5, après avoir approuvé la manière dont M. de Rossy avait réfuté les observations du baron Thugut et du prince de Kaunitz, il lui disait encore : « On est toujours dans l'attente de savoir si le général aura le commandement de toutes les troupes » (2).

Puisque le Piémont avait pour plaire à l'Autriche, renoncé à confier ses troupes à un chef tiré de ses propres rangs, c'était certainement le choix le plus sage.

Toutes ces hésitations à se prononcer ne témoignaient pas d'une bien bonne volonté ; peut-être encore étaient-elles l'indice que l'Autriche, faute de ressources, était incapable de soutenir la guerre en Italie. Mais en même temps on était informé par Londres de l'aigreur témoignée par le cabinet impérial contre le Piémont ; et, par diverses autres sources, on apprenait l'appel fait aux princes d'Italie sans que le Piémont en eût été informé.

En considérant tous ces faits, surtout le dernier, M. d'Hauteville en arrivait à prêter à son allié les plus noirs desseins ; il le soupçonnait de vouloir laisser écraser le Piémont pour le tenir à sa merci et lui dicter alors les conditions de son concours.

« A en juger par le mécontentement que la cour de Vienne continue à témoigner contre nous, et par les dispositions peu favorables que vous me marquez qu'elle a fait connaître au ministère anglais à nous secourir dans des circonstances aussi critiques, on serait tenté de croire que, sûre de pouvoir défendre par elle-même le Milanais, elle ne serait pas fâchée que les Français pénétrassent en Piémont pour avoir un motif ensuite, en volant à notre défense, de pouvoir plus facilement nous faire la loi et réaliser son projet de rétrocession. Si telle est son idée, il me paraît qu'elle se trompe

(1) D'Hauteville à de Rossy, 1er mars.
(2) D'Hauteville à de Rossy, 5 mars.

grossièrement, et qu'elle calcule bien mal la sûreté de ses propres états, car il n'est pas douteux que, si les Français étaient une fois maîtres d'une partie du Piémont où ils trouveraient à ravitailler et à recruter leur armée par les sans-culottes du pays, il serait bien difficile, pour ne pas dire impossible, de les empêcher de pénétrer dans la Lombardie autrichienne malgré tous les efforts qu'on pourrait leur opposer » (1).

Le ministre piémontais se rencontrait donc avec l'archiduc en supposant qu'une invasion des Français en Piémont y ferait éclater une insurrection (2).

Il nous est impossible d'apprécier ce qu'il y avait de justifié dans ces appréhensions sur la loyauté de la cour impériale ; il semble toutefois qu'à Turin, trop préoccupé de son propre péril, on ne tenait pas assez compte des difficultés multiples où se débattait l'Autriche, ayant à faire front de tous côtés. Au nord elle avait à se défier de la Prusse dont le seul but était de se faire payer son concours le plus cher possible ; d'Hauteville parlait lui-même « du louche des dispositions » de cette puissance (3) « de sa défection »(4) et il signalait une réception faite aux commissaires français venus à Francfort sous prétexte d'un échange de prisonniers. A l'est, la Russie n'était pas plus sûre, d'Hauteville la soupçonnait de s'entendre avec la Prusse. « On commence à considérer, ajoutait-il, que celle-ci (la Russie) bien loin de fournir des secours pour la cause commune cherche à profiter des circonstances pour faire naître une nouvelle guerre avec la Porte » (5).

Le roi avait immédiatement consenti à toutes les propositions qui lui avaient été remises sans obtenir le moindre éclaircissement sur la destination du corps autrichien. Il en était réduit à des hypothèses.

L'établissement de magasins à Alexandrie, Acqui et Tortone lui faisait supposer chez l'empereur le projet de ne pas laisser s'étendre plus loin l'armée qui devait s'y rassembler et de rendre ses mouvements indépendants de ceux des troupes piémontaises destinées à la défense du reste des frontières (6). Dans une lettre à l'archiduc, le roi lui montrait les inconvénients d'un tel plan ; nous ne la possédons pas, mais dans les papiers de M. d'Hauteville existe le brouillon d'une lettre à l'empereur où sont exposées les mêmes vues.

(1) D'Hauteville à de Front, 12 mars.
(2) Voir page LXVI.
(3) D'Hauteville à de Front, 14 mars.
(4) D'Hauteville à de Front, 29 mars.
(5) D'Hauteville à de Front, 1er mars.
(6) D'Hauteville à de Front, 12 mars.

Le roi observait que dans le cas où les deux armées seraient indépendantes, rien n'était plus facile à l'ennemi que de masquer l'une des deux avec un faible corps pour accabler l'autre avec la masse des forces, puis de revenir sur la seconde. Tout en maintenant le principe fondamental, posé par l'empereur, de la division en deux armées, « l'armée autrichienne étant chargée de la surveillance et de la défense des débouchés et passages du territoire de Gênes » et l'armée piémontaise couvrant le front de Savoie, le roi, pour rendre impossible la manœuvre prêtée à l'ennemi et créer la concordance des efforts, demandait que les « deux armées, réunies sous le commandement d'un même général qui pourra en diriger les mouvements et les opérations, suivent le plan de défense générale et commune concerté à l'avance, suivant que les variations des circonstances et des événements l'exigent » (1).

Le roi de Piémont décidait de tenter un dernier effort pour essayer de faire renoncer l'empereur au plan qu'il paraissait avoir adopté, « de former de ces troupes qui devaient passer en Italie une armée indépendante et qui ne dirigerait ses mouvements qu'après ceux qu'elle verrait faire aux Français du côté des états de Gênes » (2). Le 14 mars, il arrêtait d'envoyer M. d'Albarey en mission auprès de l'archiduc à Milan.

A la veille d'engager une nouvelle négociation, M. d'Hauteville en faisait part à l'Angleterre ; le 19, M. de Front recevait ordre d'exposer à lord Grenville que les démarches du cabinet de Londres n'avaient eu aucun succès jusqu'à ce moment et « n'avaient produit aucun changement dans le plan du cabinet autrichien qui, en se décidant d'envoyer des troupes dans l'Alexandrin, n'avait eu en vue que d'en former une armée séparée et indépendante de toute combinaison de mesures avec les troupes du roi pour veiller et s'opposer énergiquement à ce que les Français ne pénètrent en Lombardie du côté de la rivière du Levant » (3). Cette intervention ne pouvait se produire à un plus mauvais moment ; la situation était alors des plus tendue entre les deux cabinets ; car, le 4 mars (4) l'Angleterre avait menacé de rappeler ses troupes du continent ; mais l'empereur avait prescrit de ne pas tenir compte de ce propos, de le laisser tomber ; toutefois au cas où « cette menace serait renouvelée », son ambassadeur déclarerait que

(1) Le roi à l'empereur, page 25.
(2) D'Hauteville à de Front, 15 mars.
(3) D'Hauteville à de Front, 19 mars.
(4) Starhemberg à Thugut, 4 mars, Vivenot, *Quellen*, IV, 116.

l'Autriche se bornerait alors à défendre ses états héréditaires (1).

La mission de M. d'Albarey était des plus importantes : la cour de Turin sortant du vague diplomatique présentait des propositions formelles.

Jugeant les Génois incapables de s'opposer aux entreprises des Français, et « en supposant que cette république continuât de donner à l'empereur des réponses dilatoires », le roi était d'avis de combiner un mouvement ayant pour but d'amener les deux armées sur la rive gauche de la Roya. Cette décision avait l'avantage de trancher la question de la neutralité de Gênes ; envisagée militairement, elle raccourcissait la ligne de défense de toute la longueur de l'Apennin ; elle amenait les troupes autrichiennes en contact direct avec les troupes piémontaises et, n'ayant plus à défendre que l'entrée de la rivière, elle permettait de former avec le surplus un corps de réserve disponible pour se porter où l'on voudrait.

Aucune objection sérieuse ne s'opposait à cette mesure ; les gouvernants de cette époque n'étaient pas hommes à se préoccuper des droits de la neutralité ; au contraire, en violant le territoire de Gênes par terre, tandis que la flotte anglaise bloquait son port, on forçait la République à se déclarer, à se jeter dans les bras des alliés ; en tout cas, on en ôtait les ressources aux Français. La seule question à considérer était de savoir si l'on avait des forces suffisantes pour les y prévenir.

Comme commandant en chef à défaut du roi, M. d'Albarey proposerait le général de Vins.

Enfin, au point de vue politique, il tâcherait de savoir ce qu'était ce congrès des puissances d'Italie, provoqué par l'Autriche, et dont le Piémont était exclu (2).

Sauf les magasins d'Alexandrie et de Tortone que l'on espérait constituer très facilement et même à meilleur marché que ceux de Lombardie (3), les mesures destinées à préparer la campagne prochaine n'avaient fait aucun progrès faute « des décisions finales » de l'empereur. Ce retard faisait surtout sentir ses inconvénients dans la question du commandement. Informé par des correspondances de Vienne de la désignation du prince de Waldeck, le général de Stain en avait conçu une vive irritation. « Son humeur, ses chicanes, ses propos propres à jeter la méfiance dans le public » augmentaient chaque jour (4) ; il allait jusqu'à trouver « toute dis-

(1) Thugut à Starhemberg, 25 mars, Vivenot, *Quellen*, IV, 189.
(2) Instructions de d'Albarey et mémoire, 14 mars, page 35.
(3) Archiduc à l'empereur, 25 mars. Supplément, page 37.
(4) Archiduc à l'empereur, 18 mars, page 34.

position pour la défense de l'Italie superflue » ; il arrêtait en Carinthie la marche d'un des bataillons de Croates si impatiemment attendu, et cantonnait l'autre à Mantoue (1). S'il faut ajouter une foi complète au rapport de l'archiduc, il le prenait même directement ou indirectement comme l'objet de ses sarcasmes, « jetant le ridicule sur la commission que l'empereur lui avait donnée de traiter avec les états d'Italie ». A la suite de la mission de M. d'Albarey, il se permettait de dire dans une loge au théâtre que cet envoyé « était venu tripoter avec l'archiduc, mais que lui, Stain, promettait qu'il ferait déjà en sorte que M. de Vins n'ait pas un homme de Lombardie » (2).

L'archiduc n'a certainement rien exagéré en cette occasion. « Le ton tranchant plus que jamais » de M. de Stain frappa l'envoyé piémontais, et il lui tint en personne des propos extraordinaires sur le peu de danger que courrait l'Italie. Il était « sûr » que les magasins de Tortone et d'Alexandrie suffiraient pour contenir les Français ; d'ailleurs les opérations en Italie « ne pouvaient qu'être dépendantes des succès favorables ou contraires qu'auraient les armées de Flandre et du Rhin » (3).

La mission de M. d'Albarey mettait l'archiduc dans le plus grand embarras. Le 22, l'envoyé piémontais recevait audience ; il remettait au prince une lettre où le roi « lui faisait compliment sur les nouveaux témoignages de confiance » que l'empereur lui avait accordés. A en croire l'archiduc, « il coupait court à ce discours » et répondait au roi qu'il était dans l'attente des déterminations de l'empereur (4). Au contraire, d'après le rapport de M. d'Albarey, il était singulièrement plus explicite.

Après avoir reconnu qu'il n'avait pas les pouvoirs suffisants pour conclure, il ajoutait : « Pour faire de la bonne besogne, il faut avant tout de l'étoffe, et celle-là y est, Dieu merci, moyennant mes instances réitérées, et, si l'on veut, importunes. Pour employer cette étoffe, il faut en second lieu les pouvoirs, et ceux-ci viendront. La portion qu'il a plu à S. M. l'Empereur de m'en départir me donne une raison de me flatter qu'il m'accordera le reste. S'ils ne sont pas bien étendus d'abord, ils pourront l'être ensuite et leur étendue dépend absolument de la bonne intelligence des deux cabinets ».

Pour le moment, malgré son bon vouloir, il était complètement

(1) Archiduc à l'empereur, 24 mars. Supplément, page 36.
(2) Archiduc à l'empereur, 24 mars. Supplément, page 36.
(3) Albarey à d'Hauteville, 22 mars.
(4) Archiduc à l'empereur, 24 mars. Supplément, page 35.

enchaîné jusqu'au retour d'un courrier expédié à Vienne le mois passé. C'est ainsi que le général Colli ayant insisté pour qu'on dirigeât un ou deux bataillons de Croates vers Alexandrie, de manière à en imposer aux Génois, Stain s'y était opposé « et avait dit hautement et à lui-même qu'il ne laisserait pas passer un seul homme de plus en Piémont ». L'archiduc, pressé par Colli d'en donner l'ordre formel, n'avait pas cru devoir le faire, et il lui avait répondu « que si c'eût été avant le départ de son courrier, il aurait pris cela sur lui, mais qu'à présent il ne le pouvait plus » (1).

Cette longue conversation laissait d'Albarey dans le doute ; il n'en avait obtenu d'autre résultat que l'assurance de la bonne volonté du prince « qui n'était pas équivoque » et de son manque de pouvoirs. Les obtiendrait-il? L'envoyé penchait pour la négative sans rien affirmer. « Jusqu'ici, écrivait-il, il ne paraît avoir aucun plan, et tout ce qui lui est échappé à cet égard est assez éloigné d'une combinaison, sans y être absolument contraire, puisqu'il consiste à dire qu'ayant l'autorité il pourra pourvoir au besoin » (2).

Dans une seconde audience, l'archiduc s'exprimait plus clairement.

Son Altesse Royale est convenue, écrivait d'Albarey, « de la maxime que pour le plus grand bien de la chose, il serait à propos que le commandement fût donné à un seul général. Il est convenu aussi que l'intérêt commun, autant que le particulier, se trouvent à ce qu'on précise les dispositions qui réunissent à la plus grande sûreté l'emploi d'un corps de troupes moins nombreux et, par conséquence, moins de dépense. Mais en même temps, elle m'a déclaré qu'elle ne se flatte pas de recevoir des pouvoirs absolus sur les deux points de tout soumettre au même général et de décider de l'emploi des forces » (3).

A Milan, personne ne croyait que le prince reçût ces pouvoirs ; cette conviction était encore confirmée par les discours et les ordres du général Stain qui « parlait et agissait en maître » ; et le sentiment général était « que l'on avait donné peut-être à l'archiduc quelque espoir, mais que jamais on ne lui donnerait un plein pouvoir » (4).

Le courrier attendu tardant de plus en plus, l'archiduc perdait complètement l'espoir d'être investi du commandement général. Il avait contre lui un très fort parti dans le conseil aulique, et M. d'Al-

(1) D'Albarey à d'Hauteville, 22 mars.
(2) D'Albarey à d'Hauteville, 22 mars.
(3) D'Albarey à d'Hauteville, 25 mars, deuxième lettre.
(4) D'Albarey à d'Hauteville, 25 mars, première lettre.

barey considérait « comme un miracle » de le voir grâce à l'appui du Piémont réussir à vaincre l'opposition que rencontrait sa nomination. Persuadé de l'importance « d'agir vite », convaincu qu'il n'obtiendrait rien à Milan, l'envoyé piémontais proposait à sa cour de se rendre à Vienne.

Outre les questions à débattre contenues dans ses instructions, un autre motif y rendait sa présence indispensable. Pendant son séjour à Milan, il s'était aperçu que plusieurs officiers étaient d'avis de suivre un plan qui, en résumé, consistait à ne rien faire.

« Ils disent, écrivait-il, qu'il y a deux façons de défendre le Piémont : celle, que nous proposons, de porter les forces aux points rapprochés de l'ennemi, qu'ils appellent défense effective ; et celle de se montrer seulement avec un gros corps, qu'ils appellent d'opinion, parce que les Français, sachant qu'il y a une nombreuse armée prête à les y recevoir, n'oseraient pas s'avancer ».

Ce n'étaient pas seulement les ennemis du Piémont qui parlaient ainsi ; l'archiduc, dont les bonnes dispositions ne faisaient pas de doute, ne « pouvait se persuader que les Français veuillent enfreindre la neutralité des Génois », malgré les dépêches du général de Vins confirmées par ce que lui rapportait M. d'Albarey (1).

Sur ce point, M. d'Albarey était certainement très mal informé ; car le 25, l'archiduc transmettait à sa cour un renseignement, faux à la vérité, mais de la plus haute importance.

M. de Girola prétendait avoir appris que M. de Boccardi annonçait en chiffres de Paris « que le Comité de salut public lui avait fait l'ouverture que Sa Majesté [l'Empereur] avec le roi de Sardaigne allait attaquer Gênes, et que la France offrait *d'aller occuper d'avance par ses troupes les hauteurs et les défilés des montagnes génoises pour aider à la défense de la République* » (2).

Et le jour même où l'on supposait chez lui une parfaite quiétude, apprenant l'arrivée de renforts considérables à Nice, l'archiduc écrivait à Vienne : « Je doute toujours qu'un beau jour ils tenteront de nous prévenir dans les positions des gorges et des défilés des confins génois » (3).

Si les idées prêtées aux membres du gouvernement de Lombardie triomphaient à Vienne, c'en était fait de l'appui de l'armée autrichienne, le Piémont était abandonné à lui-même. Outre la nécessité de montrer les inconvénients d'un tel plan, M. d'Albarey

(1) D'Albarey à d'Hauteville, 29 mars.
(2) Archiduc à l'empereur, 25 mars. Supplément, page 37.
(3) Archiduc à l'empereur, 29 mars. Supplément, page 38.

avait encore à répondre aux critiques que les adversaires de l'alliance avec le Piémont présentaient pour refuser toute demande de secours. Ces critiques, nous les avons déjà entendues lors des débats du Parlement anglais : le roi de Piémont trompait ses alliés ; ou il avait effectivement 60.000 hommes, et alors ses forces étaient suffisantes, puisque l'expérience des guerres avait prouvé que 45.000 hommes suffisaient pour garder les passages tandis que 15.000 resteraient pour la défense des places ; ou il ne les avait pas, « et dans ce cas il ne faisait pas les efforts qu'il pouvait et qu'il devait faire et il n'était pas juste que l'empereur sacrifiât ses troupes et son argent pour y suppléer ». S'il en payait réellement 60.000, et qu'il n'en eût sous les armes que 30.000, c'était à lui d'y remédier. « Enfin les généraux assuraient, qu'en supposant même que le roi eût son armée comme elle paraissait dans la tabelle, à peine la campagne était-elle commencée, elle se fondait, et l'on ne pouvait plus compter que sur la moitié ».

Pour réfuter la première critique (1), il suffisait de s'en rapporter au plan du général de Vins qui exigeait une armée de 55.000 hommes.

L'état d'effectif de l'armée au 25 février montrait l'inexactitude de la seconde; il prouvait que les 60.000 hommes payés « existaient et qu'ils étaient employés aussi utilement que possible pour la défense commune, sans être suffisants » (2).

L'archiduc conseillait lui-même à M. d'Albarey de se rendre à Vienne. Le 29 mars, il convenait « qu'il fallait monter à la source pour la conclusion des deux points proposés » (3).

Le 31, il avouait à l'envoyé piémontais que l'attente du courrier n'était qu'un prétexte et que les dépêches qu'il attendait n'étaient relatives qu'à des affaires personnelles. Il était le premier à se plaindre de la fausse position où on le mettait faute d'instructions.

« Ces réponses retardées, disait-il, m'exposent à des moments bien désagréables, car que dire lorsqu'on ne peut rien dire ? Ce qui me pèse le plus toutefois, c'est que ces retards mettent de la froideur et excitent la méfiance. Comment compter sur un appui qui est si lent ? C'est comme si un vieillard caduc m'offrait son bras pour me soutenir. Je ne douterais pas de sa bonne volonté, mais de sa force, et la lenteur de ses pas me ferait craindre avec raison que sa bonne volonté ne fût rendue infructueuse. Ainsi notre lenteur vous

(1) Une note conservée dans les registres de M. Costa prouve que l'on s'était occupé de répondre à cette critique. Voir aux Addenda.
(2) D'Albarey à d'Hauteville, 1er avril.
(3) D'Albarey à d'Hauteville, 29 mars.

donne un juste motif de crainte et de méfiance dont bien me fâche » (1).

Le lendemain une dépêche de Vienne annonçait que le prince de Waldeck recevait le commandement du corps destiné à couvrir la Lombardie; il relèverait directement du conseil supérieur de guerre. En faisant part de cette mesure à M. d'Albarey, l'archiduc lui glissait « que cela annonçait décidément que Sa Majesté Impériale voulait avoir deux armées et deux généraux, que sa mission ne pouvait plus avoir en conséquence d'autre objet que celui de combiner les mouvements ».

Comme l'envoyé observait que « cette nomination ne changeait rien à la chose », l'archiduc ajoutait que la différence de grade rendait tout conflit impossible, et que la grande étendue du terrain ne permettait pas à un seul général d'exercer le commandement.

« Le trait relatif à l'impossibilité d'un seul commandement » n'échappait pas à M. d'Albarey ; par cette insinuation, le prince avait « voulu revenir de ce qu'il avait convenu » auparavant de l'utilité d'un chef supérieur unique ; c'était là un indice qu'on aurait de la peine « à emporter » ce point à Vienne (2).

La nomination du prince de Waldeck causait une grande joie à l'archiduc, et il accordait une grande importance au « point essentiel » d'avoir tiré les troupes « des griffes de M. de Stain ». « Dans le public, même civil et à plus forte raison dans le militaire », cette disposition faisait une grande sensation, la joie « était générale ». Toutefois M. de Stain ne s'avouait pas encore vaincu ; en remettant au prince le rescrit du conseil de guerre, il lui déclarait « que le prince de Waldeck était sous ses ordres... qu'il devrait dépendre en tout de lui », et il prétendait fixer l'effectif de son corps, gardant pour la défense de la Lombardie cinq des quinze bataillons qui devaient le constituer.

L'archiduc était convaincu du contraire, mais faute d'instruction définitive de l'empereur, il se contentait de lui répondre que les termes du rescrit étaient formels, que tous les chefs de corps étaient sous les ordres du prince de Waldeck et que ce général aurait correspondance directe avec le conseil supérieur de guerre.

Pour trancher ces difficultés l'archiduc s'adressait à l'empereur ; de nouveau il réclamait ses ordres, et il prévenait que M. d'Albarey, après s'être présenté à lui muni de toutes les instructions nécessaires « pour entrer en discours et détail sur le plan de cam-

(1) D'Albarey à d'Hauteville, 31 mars.
(2) D'Albarey à d'Hauteville, 1er avril.

pagne », n'ayant obtenu aucune réponse à Milan, allait se rendre à Vienne (1).

Le 1er avril l'empereur faisait enfin connaître ses intentions. Le complet échec des négociations avec les princes ne l'étonnait pas ; jamais il n'avait varié dans son opinion sur « les ressources à espérer de tant de gouvernements morcelés et si peu énergiques » ; il ne les avait engagées qu'en prévision de l'avenir, et tout en les continuant il prévoyait que les résultats en seraient peu brillants.

Ce premier point résolu, il passait à la conduite à tenir envers le Piémont ; avant de conclure aucun accord avec lui, il exigeait que le roi souscrivît à l'un des deux engagements suivants : « A la paix, ou l'on ferait deux parts égales des pays conquis sur la France du côté de l'Italie, et celle de l'Autriche serait compensée « par la rétrocession d'une partie proportionnée des districts démembrés du Milanais » ; ou l'on exigerait de la France, avant de lui rendre les territoires dont on se serait emparé, une somme d'argent considérable comme indemnité des frais de guerre ; et cette contribution serait partagée entre les deux cours.

La seconde proposition, au premier abord, paraissait très modérée, et l'empereur en vantait la générosité, car le Piémont était avec ses seules forces « notoirement hors de mesure, non seulement de reprendre les provinces qu'il avait déjà perdues, mais même de conserver celles qui lui restaient ».

Pour apprécier la valeur de cet ultimatum au point de vue piémontais, nous nous en rapporterons à un écrivain sarde (2).

« L'alternative du premier article était illusoire et dangereuse, car si l'on optait pour le premier membre, on ouvrait la voie à la perte d'une des meilleures parties des états du roi ». Or, comme l'écrivait M. de Costa avec un juste discernement du sort réservé à son pays, il était indiscutable que l'avenir de la monarchie était vers l'Italie (3).

« Le choix du second laissait les Autrichiens indifférents à ce que nous fussions, non pas conquis, mais pillés et dévastés par les Français, du moment qu'ils n'avaient plus la perspective de recouvrer une partie ou la totalité des pays détachés du Milanais, et aucune mention spéciale ne réparait à cet inconvénient en stipulant la coopération pour recouvrer les états perdus par le roi ».

Ce raisonnement est parfait, mais alors pourquoi l'Autriche

(1) Archiduc à l'empereur, 2 avril. Supplément, page 44.
(2) Général Genova de Revel. *Mémoires de Thaon de Revel*, page 216.
(3) Lettre de Revel au comte de Front, 15 juin, citée dans les *Mémoires de Thaon de Revel*, page 217.

aurait-elle fait la guerre sans en espérer aucun résultat? La maison de Savoie, dans le cours du siècle, avait assez prouvé que la politique n'est pas une question de sentiment.

Le roi ayant adopté l'un des deux membres de l'alternative, ce « qui serait constaté sans équivoque par une déclaration énoncée en termes clairs et précis », par exemple sous forme d'une lettre adressée à l'empereur, alors on traiterait de l'union à établir entre les deux armées.

Jusqu'à ce moment « les deux armées, ordonnait l'empereur, doivent demeurer entièrement séparées ; celle qui est au Piémont s'occupant de la défense des propres états du roi, et la mienne de celle des passages de la Rivière de Gênes, sans autre connexité plus intime, ni mélange entre elles que cette communication amicale qui peut exister entre deux armées qui agissent à quelque distance l'une de l'autre, mais sont réunies au fond dans le même but, celui de repousser l'invasion des Français ».

Il est assez difficile de comprendre comment deux armées pouvaient être en état d'agir en vue d'un même but sans s'entendre, surtout avec la prescription « invariable » de ne détacher ou de n'envoyer aucun corps de troupes « nommément des Croates, sous aucun prétexte quelconque » auprès des troupes piémontaises. M. d'Hauteville avait exprimé l'opinion que le but de l'Autriche était de n'accorder à son pays aucune influence sur la défense de l'Italie, de le réduire à celle des Alpes, l'empereur se rendant l'arbitre de l'Italie. Là encore il avait deviné juste. L'empereur, en effet, refusait de laisser les Napolitains concourir à la défense d'Oneille, comme l'archiduc l'aurait désiré au cas où ils rejoindraient. « C'était au roi de Sardaigne, écrivait-il, à pourvoir à la sûreté » de cette ville et à s'entendre avec l'amiral Hood sur l'emploi des 8.000 Napolitains mis à la disposition de l'Angleterre. Tout le corps fourni par le roi des deux Siciles rejoindrait l'armée autrichienne.

L'empereur laissait encore mieux voir son intention d'isoler le Piémont, de le tenir à l'écart de toute question italienne, par une dernière prescription. Sans prendre encore de décision, il invitait son oncle à faire étudier les parties de la Rivière de Gênes qu'il conviendrait de faire occuper pour barrer aux Français la route de la Corniche, le nombre de troupes à y employer ; et à lui faire savoir si cette occupation d'une partie de la rivière du Ponent favoriserait une opération contre les Français dans le comté de Nice « en cas qu'il jugeât tôt ou tard à propos d'y contribuer ». Si l'on entrait sur le territoire de la république, « cette entreprise devrait être absolument exécutée » par les troupes autrichiennes « sans aucun

mélange ni combinaison avec les troupes sardes ». La haine qui existait entre les deux peuples servait de prétexte apparent pour justifier cette disposition.

La question de commandement était enfin résolue. L'empereur donnait à son oncle l'autorité sur toutes les troupes autrichiennes destinées à agir contre l'ennemi en Italie ; à cet effet le général de Vins lui fournirait des rapports ; l'empereur adoptait un autre choix pour le commandement du corps de Lombardie, il remplaçait le prince de Waldeck par le général Wallis ; Stain exercerait le commandement du territoire dans le Milanais ; afin de prévenir toute discussion, il devrait obéir lorsque le prince jugerait bon de le couvrir par un ordre écrit.

Du reste en considération de son oncle, l'empereur lui promettait de le débarrasser « des extravagances » de ce général et de l'employer hors de l'Italie (1).

Mais, avant même que cette instruction parvînt à Milan l'invasion française allait mettre les alliés en présence du fait accompli. Dans les derniers jours de mars, en effet, la situation avait soudainement pris un caractère de gravité extraordinaire. Le 29, d'Hauteville avertissait M. d'Albarey du plan français. « Il est bien fâcheux, lui disait-il, que les instructions soient tant retardées et que même il soit incertain si elles seront assez étendues pour autoriser M. l'archiduc à se concerter avec Sa Majesté sur les points en question. La nécessité de ce concert et l'urgence de faire avancer les troupes autrichiennes à leur destination quelconque vers les frontières de la Rivière de Gênes deviennent de jour en jour plus évidentes. Par les avis reçus encore aujourd'hui du côté de Nice, nous apprenons que les Français s'y renforcent infiniment depuis quelques jours et menacent hautement plus que jamais de prévenir toute jonction de nos troupes avec celles du Milanais par une attaque générale sur tous les points de nos frontières où il est déjà possible de pénétrer. Leur dessein est surtout de commencer par s'emparer de Vintimille pour venir par Dolceacqua tourner Saorge avec une colonne, et avec l'autre s'avancer par la Rivière vers les sources du Tanaro pour entrer en Piémont » (2).

Nous ignorons quelle était l'origine de ces renseignements ; en tout cas il était difficile d'en avoir de plus exacts. M. d'Hauteville n'exprimait pas le moindre doute sur leur véracité ; mais il croyait

(1) L'empereur à l'archiduc, 1er avril, Supplément, page 38-43 et l'empereur au F.-M. Wallis, 1er avril, Quellen, IV, 176.
(2) D'Hauteville à d'Albarey, 29 mars.

que l'exécution ne serait pas aussi prompte que les Français « s'en vantaient » (1).

Peut-être espérait-il avoir le temps de recevoir une réponse des Autrichiens ; convaincu qu'il ne l'obtiendrait pas de Milan, il faisait décider par le roi d'envoyer M. d'Albarey à Vienne, au cas où il serait certain d'y trouver l'empereur, car ce monarque devait se rendre aux Pays-Bas. La correspondance d'Angleterre avait fait connaître que cette puissance « avait fortement travaillé auprès de la cour de Vienne pour la décider à entrer avec le Piémont dans des combinaisons de mesures » destinées à la défense de l'Italie ; l'on supposait ces négociations très avancées et les bases de l'arrangement déjà fixées. M. d'Albarey n'aurait donc plus qu'à conclure (2).

Cet envoyé serait porteur d'une lettre adressée à l'empereur conforme aux précédentes. Le roi y rappelait la promesse faite « de rassembler dans le Milanais une armée » dont la tâche principale « serait d'observer les débouchés de la Rivière de Gènes pour empêcher, de ce côté-là, le passage des Français » tandis que l'armée piémontaise défendrait le front de la Savoie. De nouveau, il insistait sur la nécessité de combiner les opérations des deux armées et de les réunir sous un même chef ; il proposait de confier cette haute fonction au général de Vins avec pouvoir de régler « l'emploi et les mouvements de l'armée impériale de Lombardie » (3).

M d'Hauteville était bien éloigné d'avoir une pleine confiance dans la mission de M. d'Albarey. Dans la dépêche adressée à cet officier, il présentait la situation comme tout arrangée grâce aux bons soins de l'Angleterre ; en fait il y croyait peu, comme le prouve sa correspondance avec M. de Front ; parlant à cœur ouvert à ce dernier, il lui écrivait le 2 avril : « En attendant, il ne paraît pas que les troupes autrichiennes se disposent encore d'entrer dans nos états » (4).

Sur ces entrefaites, la dépêche de M. d'Albarey en date du 1er avril, venait annoncer la nomination du prince de Waldeck au commandement du corps de Lombardie ; en même temps le général Colli ne laissait pas ignorer « tous les propos que le général

(1) D'Hauteville à d'Albarey, 2 avril : « M. de Trévor vient de me remettre un mémoire où il s'explique de manière à me faire croire que ces cours sont déjà convenues des points qui doivent servir de base aux arrangements qui devront être combinés avec nous pour un concert de mesures ».

(2) D'Hauteville à d'Albarey, 2 avril.

(3) Le roi à l'empereur, 1er avril, page 41.

(4) D'Hauteville à de Front, 2 avril.

Stain tenait » contre le Piémont, ses troupes et la mission de d'Albarey à Milan ; son témoignage confirmait donc le rapport de l'envoyé piémontais.

Afin de réfuter ces plaintes, d'Hauteville adressait à d'Albarey l'état effectif de l'armée piémontaise au 25 février. « Il se servirait du résultat de ces tabelles pour faire voir de combien on dépassait les 50.000 hommes effectifs et payés, et en même temps démontrer qu'avec tout cela, dès qu'on ne compte la force que par le nombre des fusils, il est sûr que l'on ne pouvait en compter que 30.000 ou 35.000 ». Il n'y avait dans ce fait rien d'étonnant, il se reproduisait « pour toutes les armées, surtout si on en déduisait la cavalerie et l'artillerie ».

D'accord avec l'archiduc, M. d'Hauteville considérait « comme un point essentiel » la nomination du prince de Waldeck en qualité de commandant du corps impérial qui viendrait en Piémont « avec la dépendance directe du conseil de guerre de Vienne sans que M. de Stain s'en mêlât ». Actuellement il restait seulement à faire expliquer la cour de Vienne sur les instructions données à ce général.

En écrivant à M. d'Albarey, M. d'Hauteville se montrait très satisfait ; contrairement aux paroles de l'archiduc, il s'efforçait de prouver qu'il n'y avait dans ses communications, rien de contraire aux désirs de la cour de Turin. « Les lettres de Vienne m'annoncent à peu près la même chose (que le rapport de d'Albarey du 1er) en me disant que M. de Waldeck n'aura rien à démêler avec M. de Stain, que son corps ne dépendra que de lui, mais qu'il devra seconder le général de Vins à l'occasion, ce qui se combinerait en substance avec ce que nous désirons. Comme après cela l'on me mande que l'on paraissait convaincu à Vienne que c'est au pied des Alpes qu'il faut attendre les Français, il y a toute apparence que les troupes impériales, soumises au commandement de M. de Waldeck, devant se rassembler et agir dans nos états pour défendre aux Alpes l'entrée des Français, et M. de Waldeck étant, par son grade, subordonné au général de Vins, ce sera ce dernier qui, dans la direction de leur mouvement et des opérations combinées, aura le commandement supérieur. Quant à ce que vous a dit l'archiduc que l'empereur avait apparemment décidé d'avoir deux armées et deux généraux, je crois encore pouvoir supposer que cela se vérifiera, dans ce que le corps d'armée qui viendra dans nos états, commandé par M. de Waldeck, sera séparé totalement de celui qui restera dans la Lombardie sous les ordres de M. de Stain ; et, en ce sens, notre désir que M. de Waldeck fût subordonné pour les opé-

rations aux ordres et direction de notre général de Vins ne contrarierait en rien la détermination de l'empereur; d'autant plus qu'il n'y avait aucun inconvénient que les deux corps d'armée, celui des troupes impériales dans nos états et celui des troupes du roi avec la portion des Autrichiens qui y sont déjà incorporés, eussent chacun un commandement séparé, mais qu'en même temps le général qui commande notre armée eût la direction et commandement supérieur du corps impérial de la manière que le prince de Cobourg a celui de tous les alliés en Flandre, quoique le corps de chaque puissance a un commandement à part de sa nation » (1).

C'était prendre ses désirs pour une réalité, mais on comprend naturellement que M. d'Hauteville ne voulait pas découvrir à son envoyé le fond de sa pensée, lui montrer par avance qu'il n'aboutirait à rien ; d'ailleurs les rapports de M. de Rossy auxquels il faisait allusion n'étaient pas décourageants (2). Envers M. de Front il n'était pas tenu à la même réserve ; et en lui peignant la situation sous son vrai jour, dans toute sa gravité, on avait plus d'espoir d'obtenir l'appui de la Grande-Bretagne.

Le 5 avril, il lui expliquait le motif de l'envoi de M. d'Albarey à Vienne. « Jusqu'à présent la cour de Vienne ne nous a encore rien fait connaître des arrangements qu'elle peut avoir pris avec l'Angleterre relativement à la défense de l'Italie, comme le mémoire de M. de Trevor dont je vous ai fait mention paraissait l'indiquer. Le courrier par lequel l'archiduc de Milan espère de recevoir des pouvoirs plus étendus n'était point encore arrivé. Ce retard, le silence de la cour de Vienne et l'inactivité des troupes autrichiennes rassemblées dans le Milanais dans le moment où l'on est menacé d'une vive attaque de la part de l'ennemi du côté de Saorge, ont déterminé le roi à faire continuer sa route au marquis d'Albarey jusqu'à Vienne pour y solliciter les arrangements qu'il était allé proposer à l'archiduc. Il n'est guère à espérer que ses représentations fassent changer le plan adopté par le cabinet autrichien » (3).

(1) D'Hauteville à d'Albarey, 3 avril.

(2) « Je vous ajouterai tant seulement ici que si même, l'on ne donne pas au prince de Waldeck les 20.000 Autrichiens qu'on lui a promis, il ne s'en faudra pas de beaucoup. D'ailleurs je vous confirme, monsieur, ce que je vous ai mandé lundi vers la fin de ma lettre ; que ce prince commandera son corps indépendamment de tout autre chef, mais qu'il sera peut-être chargé de combiner ses mouvements avec le général de Vins et de l'assister au besoin pour ce qui regarde sa substitution au commandement, en cas que ce dernier ne puisse pas continuer son service ». Rossy à d'Hauteville, 21 mars.

(3) D'Hauteville à de Front, 5 avril.

Pourtant, comme les instructions du prince de Waldeck, commandant du corps de Lombardie, portaient, à ce qu'on assurait, qu'il « devrait dans l'occasion seconder le baron de Vins », M. d'Hauteville n'avait pas complètement perdu l'espoir « qu'il ne serait pas tout à fait indépendant de ce dernier ».

Dans la journée du 5, un rapport de d'Albarey en date du 4 faisait connaître qu'il s'était acquitté dans une audience d'une heure et plus des ordres de sa cour expédiés par les dépêches de d'Hauteville du 2 et du 3. Non seulement l'archiduc avait approuvé le voyage à Vienne, mais il jugeait « indispensable » d'aller chercher Sa Majesté l'Empereur là où on pourrait le trouver, « de s'expliquer » et « de faire renaître sur tout une entière confiance et détruire les nuages qui s'étaient élevés » (1).

Du côté des Alpes, les événements se précipitaient, les rapports ne laissaient plus aucun doute ni sur la proximité, ni sur la direction de l'attaque.

« Les lettres que nous venons de recevoir de Saorge et de Vintimille, écrivait d'Hauteville, annoncent que les Français se renforcent considérablement du côté de Nice ; huit à neuf bataillons y sont arrivés depuis huit jours, dont quelques-uns viennent de l'armée qui était en Alsace et au Rhin. Ils tracent des camps vers Menton et tout proche du territoire génois qu'ils disent publiquement vouloir franchir au plus tôt, en commençant par s'emparer de Vintimille, d'où partie, suivant ce qu'ils répandent, viendra par Dolceacqua pour tourner Saorge, et l'autre suivra par la rivière pour pénétrer ailleurs Ils menacent d'attaquer tous nos postes en même temps ; nous avons envoyé des renforts à Saorge, et des troupes vont à Ormea et vers les sources du Tanaro pour se précautionner en attendant les Allemands ».

Il n'y avait donc plus un instant à perdre, ordre était expédié à M. d'Albarey de partir immédiatement sans attendre aucune nouvelle invitation de l'archiduc (2).

L'instruction de l'empereur était remise le 8 à l'archiduc à Mantoue, où il s'était rendu pour inspecter les troupes nouvellement arrivées ; le même jour il apprenait l'invasion des Français par Vintimille ; ainsi se trouvait réalisé cet événement qu'il avait si souvent prédit ; le Piémont et Saorge étaient pris à revers (3).

Nommé au commandement général dans une circonstance aussi

(1) D'Albarey à d'Hauteville, 4 avril.
(2) D'Hauteville à d'Albarey, 5 avril.
(3) Archiduc à l'empereur, 8 avril. Supplément, page 46.

critique, son embarras était cruel ; pour faire mouvoir les troupes, presque tout lui manquait, même le général en chef.

L'archiduc invitait aussitôt M. d'Albarey à différer son départ jusqu'à son arrivée à Milan où il retournait dans la nuit ; celui-ci était sur le point de partir pour Vienne, mais le prince « se portant garant de ce retard » et ayant prévenu que les instructions étaient arrivées, il consentait à attendre.

En en rendant compte à sa cour, il profitait de l'occasion pour exposer les véritables motifs qui, à son avis, faisaient tant tarder la maison d'Autriche à donner connaissance de ses projets. Comme M. Eden, il les trouvait dans les immenses besoins auxquels elle avait à satisfaire.

« C'est singulier, écrivait-il, comme ces Messieurs tournent autour du pot en parlant de nos instructions. Lorsqu'ils voient que leur supposition que nous puissions faire avec le petit corps auxiliaire qu'ils nous ont donné est insoutenable, ils se retournent à celle que nous n'avons pas les forces que nous disons avoir et que le roi paie ; celle-ci détruite, ils se replient sur celle qu'il n'est pas nécessaire qu'il y ait un seul général et que chacun peut défendre sa partie ; si l'on démontre la nécessité que cette défense se fasse en commun, il est naturel, disent-ils, qu'on se seconde réciproquement, mais il n'est pas nécessaire de former un plan, il suffit de pourvoir aux circonstances. Si par des preuves sans répliques, on fait connaître que ce plan est indispensable, ils soutiennent qu'il n'en faut point et s'appuient sur ce qu'il sera examiné ou par un homme de l'art qui voudra y faire des changements et le gâtera, faute des connaissances locales, ou par un simple politique, et ce sera encore pis, parce qu'il n'y comprendra goutte. Il ne faut donc chercher, à leur avis, qu'à leur procurer des pouvoirs.

« Je ne peux pas penser comme eux, et je crois qu'il faut avoir des bases fixes le plus tôt possible, et leur obtenir ensuite tous les pouvoirs. Si, par malheur, je ne vois pas juste, je vous prie, Monsieur le comte, de rectifier mon jugement, afin que je puisse mieux remplir la mission dont j'ai été honoré. Forcés dans cette dernière retraite, ils en viennent à la vraie raison, qui leur fait désirer de faire beaucoup avec peu. Dans la guerre avec le Turc, ils assurent que l'empereur a perdu 190.000 hommes. Il a dans celle-ci près de 100.000 hommes de plus ; aussi voit-on dans la Hongrie les femmes appliquées au labourage, ce qui prouve combien les hommes commencent à manquer. L'empereur ne peut plus tirer des recrues d'Allemagne à cause des 60.000 hommes qui se lèvent pour

former l'armée de l'empire ; si après cette campagne la maison d'Autriche avait besoin de 15.000 recrues seulement, elle ne saurait où les prendre. »

Il est certain que d'Albarey avait rencontré juste : comme l'Italie n'était pas à ce moment une question vitale pour l'Autriche, l'on comprend qu'elle ait préféré traîner les opérations en longueur sur ce théâtre secondaire, la victoire sur le Rhin devant décider de la guerre. Abandonnée par la Prusse, il lui était impossible d'être forte partout.

Quant au prétexte tiré du manque d'hommes, s'il est vrai qu'il ait été jamais mis en avant, rappelons que l'Autriche trouvera seule le moyen de soutenir la guerre encore pendant trois ans. Un pays ne manque jamais d'hommes, mais de volonté pour les employer, d'argent pour les entretenir. L'Autriche pouvait également objecter la question pécuniaire ; les troupes autrichiennes, en s'éloignant de leurs magasins, occasionnaient une augmentation de dépense au Trésor ; afin de remédier à cet inconvénient, pour éviter même qu'il fût allégué, d'Albarey proposait de tirer leur nourriture des magasins piémontais, sauf à la faire remplacer par les magasins autrichiens (1).

D'après l'archiduc l'envoyé piémontais exprimait la plus grande joie en apprenant les conditions mises par l'empereur à son concours : « malgré que je n'aie des instructions, aurait-il dit, je n'aurai de difficulté de répondre du consentement plénière (*sic*) et avec reconnaissance à de si généreuses propositions dès ce moment » (2).

Il se rendait à Turin (3) pour en faire part à son souverain ; le 10, la question devait lui être soumise. Mais, dès le 9, le roi avait averti M. de Front que tous les postes, « tant du côté de Saorge, que du Mont-Cenis » avaient été vivement attaqués, que le territoire génois était envahi ; cependant, les troupes autrichiennes n'avaient pas encore bougé et l'on ignorait toujours le parti que la République prendrait (4). Le temps des délibérations était donc passé ; immédiatement on adoptait la seconde proposition de l'empereur (5). Quels qu'aient été les sentiments postérieurs des Piémon-

(1) D'Albarey à d'Hauteville, 8 avril.
(2) L'archiduc à l'empereur, 16 avril, Vivenot, *Quellen*. Tome IV, page 193.
(3) On ne trouve nulle part la date du jour où d'Albarey arrivait à Turin, mais il existe dans les papiers de M. d'Hauteville une note où sont exposées les deux propositions avec la mention : *Note apportée de Milan par le marquis d'Albarey*, 10 avril 1794. D'autre part, dans sa lettre à de Front du 12, M. d'Hauteville écrit : « Je vis arriver M. d'Albarey lui-même hier après-midi ».
(4) Le roi à de Front, 9 avril.
(5) Voir page LXXXIII.

tais à cet égard, il est indiscutable que, sur le moment, les conditions impériales parurent très acceptables ; faut-il y voir une flatterie, on en attribuait la modération à l'Angleterre. Ce passage d'une lettre du roi à M. de Front en contient l'aveu formel.

« Nous ne doutons point que ce ne soit principalement aux bons offices de l'Angleterre que nous devons le changement qui s'est opéré depuis peu dans les dispositions de la cour de Vienne à notre égard, qui était éloignée de toutes combinaisons de mesures avec nous. Malgré tous les soins que vous nous mandez que le cabinet de Londres s'était donnés pour écarter le projet de rétrocession qu'elle avait mis en avant, vous aurez cependant remarqué qu'il en a encore été question dans la première des deux propositions qui nous ont été faites ; et si elle a ajouté la seconde c'est certainement aux offres du dit cabinet qu'on doit l'attribuer » (1).

Le 11, M. d'Albarey partait pour Vienne porteur d'une lettre du roi à l'empereur contenant la déclaration exigée et où il lui demandait de donner « sans délais les ordres les plus pressants » aux troupes de Lombardie de contribuer à la défense du Piémont (2).

Le lendemain, l'archiduc prévenait qu'il était revêtu de l'autorité supérieure et qu'il allait « immédiatement faire défiler » dans le Piémont les corps autrichiens les plus avancés.

Il semble qu'on eût alors le regret de s'être tant pressé d'avoir renoncé à tout agrandissement ; toutefois on s'en consolait par la pensée que la cour de Vienne verrait dans cet acte « un argument contraire aux vues d'agrandissement qu'elle pouvait supposer au Piémont » et une preuve de son empressement à concourir aux moyens de rétablir une parfaite confiance entre les deux cours (3).

VII

En résumé, le Piémont demeurait donc seul pour le moment en face de l'invasion française ; mais outre le péril extérieur, le gouvernement avait encore à envisager le péril intérieur. Certes le roi pouvait compter sur la fidélité absolue du peuple piémontais si profondément dévoué à sa maison ; néanmoins la Révolution française avait profondément ébranlé les esprits, et tout le parti révo-

(1) Le roi à de Front, 19 avril.
(2) Le roi à l'empereur, 10 avril, page 46.
(3) D'Hauteville à de Front, 12 avril.

lutionnaire n'attendait que l'apparition des troupes étrangères pour provoquer une révolution.

Le 16 mai, Mallet du Pan dénonçait ce péril avec une rare perspicacité dans une note adressée à l'ambassadeur d'Angleterre (1).

« Cette guerre, écrivait-il, n'a pas une analogie avec les guerres antérieures où l'on était sûr de la fidélité des peuples » et il envisageait la situation de l'armée, où résidait le sort du pays et de la monarchie, ayant à faire face à l'ennemi au milieu d'un peuple en révolution. Une fois le premier incendie allumé, il s'étendrait bientôt à toute l'Italie dont les peuples étaient « à un tel point d'effémination et si corrompus que la première insurrection provoquée et soutenue par l'ennemi les dévorerait tous. » Cette opinion n'est pas isolée ; à maintes reprises l'appréhension d'un soulèvement du Piémont apparaît dans la correspondance de l'archiduc (2) ; et sur le peu de résistance du peuple italien l'ambassadeur autrichien pense de même. Dès le 8 janvier 1794 avec une rare clairvoyance, prévoyant ce qui se passera deux ans plus tard, il écrit : « le peuple italien est généralement attaché à la religion et à ses princes ; mais il est aussi incapable de résister ni de se défendre, et au milieu de ce désastre il ne saurait que se livrer au désespoir et à la fuite » (3).

Même avant que l'approche des Français eût fait éclater le grand complot de mai, bien des avant-coureurs permettaient de présager l'imminence du danger.

Le 8 mars, l'ambassadeur autrichien signale l'apparition de fortes bandes (4) estimées à 1.000 hommes dans la province d'Asti ; on les croit soudoyées par Tilly ; à en juger par les mesures « promptes et rigoureuses » du gouvernement qui fait marcher contre elles deux régiments avec huit pièces de canon et deux escadrons, la situation « était vraiment critique » (5). Le 22, tout est terminé ; aidée par les paysans la troupe n'a pas de peine à les disperser (6). Pour le moment toute inquiétude était donc disparue ; mais en mai, dans un moment de crise décisive pour le pays, les agissements des révolutionnaires piémontais feront éclater un grand complot à Turin ; et à peu près à la même époque la Sardaigne chassera son vice-roi au cri de : vive le roi.

(1) Mallet du Pan, 16 mai, page 507.
(2) Archiduc à l'empereur, 28 janvier. Supplément, page 9.
(3) Gherardini à Thugut, 8 janvier, page 7.
(4) Gherardini à Thugut, 8 mars, page 33.
(5) Gherardini à Thugut, 15 mars. Supplément, page 93.
(6) Gherardini à Thugut, 22 mars, page 39.

Une telle disposition des esprits exigeait donc les plus grands ménagements ; il était bien difficile d'imposer au peuple de nouveaux impôts destinés à payer les frais de guerre. Le 4 avril, un conseil se réunissait pour délibérer sur la situation financière. D'après un exposé de M. de Graneri, on avait à parer à un déficit de 12.727.000 livres. Il proposait :

1° Une capitation de trois livres par tête répartie par les villes à raison de deux tiers sur les nobles, les négociants et les riches, et d'un tiers sur les paysans ;

2° Une nouvelle taxe sur les biens du clergé pour servir d'hypothèques aux emprunts ;

3° L'aliénation de dix millions de biens domaniaux ;

4° L'augmentation de l'emprunt de deux millions exigé des négociants du pays ;

5° Un emprunt de deux millions couvert par les maisons de banque de la Lombardie.

Le premier moyen était rejeté sur l'observation du cardinal, soutenu par le prince royal, que le peuple « qui murmurait déjà de la cherté du blé ne souffrirait pas une nouvelle charge toute légère qu'elle pourrait être » ; on décidait de faire appel aux quatre autres (1). Ils durent peu produire, car le 14 mai « les ressources en argent sont tout à fait épuisées et le crédit national entièrement détruit ». Un nouvel édit prescrit alors « un subside prompt et proportionné aux facultés de chaque individu ». On espère que cette espèce de capitation produira trois millions (2). Cette ressource était bien faible et lente à réaliser tandis que les besoins de la guerre pressaient ; pour y satisfaire, on émettait en juin quinze millions de billets ; le total du papier-monnaie en circulation s'élevait, à cette date, à 68.506.073 livres (3).

(1) Gherardini à Thugut, 4 avril, page 42.
(2) Gherardini à Thugut, 14 mai, page 491.
(3) Gherardini à Thugut, 4 juin, page 638.

CHAPITRE II

I. Motifs de l'inimitié entre Saint-André et de Vins, dispositions adoptées pour passer l'hiver. — II. Dispositions de l'armée française. — III. Réorganisation de l'armée, dispositions administratives, augmentation. — IV. Opérations jusqu'au 4 avril.

I

Pendant la campagne de 1793, le comte de Saint-André avait commandé les forces piémontaises et le général de Vins les Autrichiens; toutefois ce dernier avait le commandement supérieur. Le 1er novembre, en prévision du moment où il conviendrait de prendre les quartiers d'hiver, le roi leur envoyait le colonel Jarjaie de son état-major avec mission de s'informer des dispositions qu'ils comptaient prendre à ce moment ; par son ordre on devait partir des bases suivantes :

« 1° Y employer le moindre nombre des troupes sans abandonner, s'il était possible, les vallées de Tinée et Vésubie ;

2° Se mettre à portée de profiter des événements heureux qui pourraient arriver avant le retour de la bonne saison et de reprendre, quand il pourra convenir, les opérations tendant à procurer la défense de Nice ;

3° Enfin à rendre la défensive, à laquelle il faut se restreindre maintenant, plus sûre, moins désastreuse que possible aux troupes, et moins dispendieuse et embarrassante pour les approvisionnements (1) ».

Les opinions des deux généraux furent contraires. De Vins aurait voulu garder le terrain entre la Vésubie et la Tinée en occupant le Brec ; au contraire Saint-André fut d'avis de se replier jusqu'à Belvédère en poussant l'extrême droite jusqu'à Rimplas ; il démontrait que l'occupation du Brec présenterait certainement de grands

(1) *Mémoires de Thaon de Revel.* Lettre de de Vins à Saint-André, 1er novembre.

avantages pour la campagne suivante, mais qu'elle était impossible avec le troisième point des instructions (1).

Son plan l'emportait. Le 9, le roi approuvait d'appuyer la droite de la ligne à Rimplas ; il chargeait Saint-André de s'entendre avec Colli pour la gauche et d'arrêter la position à occuper (2).

Cet ordre plaçait Saint-André dans une position des plus fausses. Bien que chargé d'une responsabilité particulière il n'en était pas pour cela dégagé des règles de l'obéissance envers de Vins resté inspecteur général et commandant en chef. D'un autre côté Colli se fondant sur sa qualité d'autrichien refusait d'obéir à tout autre qu'à de Vins (3).

Ces dissentiments allèrent en s'aggravant ; ils en vinrent à un tel point que le 27 novembre, en présence de l'ennemi, de Vins refusait de retarder d'un seul jour la retraite des troupes impériales. Ses paroles sont à citer : « Depuis l'indépendance à mes ordres que sa Majesté le roi vous a accordée, Monsieur, vous comprendrez vous-même que je suis réduit aux seules troupes impériales que je dois tenir ensemble le plus que je puis, soit pour satisfaire à mon devoir, soit pour avoir une troupe pour couvrir la retraite des autres que l'on pourra prévoir facilement. Apparemment, Monsieur, que vous étiez déjà assuré de votre indépendance, par conséquent autorisé à ne rien faire de tout ce que j'avais conseillé.

« Vous voyez, Monsieur, que je vous parle avec la franchise d'un homme qui est réduit à vous donner des conseils ; car, si je vous commandais, ou que vous ne seriez plus à Belvédère, ou que vous y seriez avec la possibilité de vous y soutenir ».

Par la même lettre il l'informait de sa détermination de ne laisser aucune troupe impériale à Belvédère :

« Quand vous avez fait le projet à Sa Majesté de soutenir le poste de Belvédère pendant cet hiver, vous saviez la quantité de troupes que vous deviez avoir, vous ne pouviez absolument pas compter sur les troupes impériales que je ne puis absolument pas vous laisser, vu que dans le cas d'un malheur très apparent ma cour me blâmerait à double raison, en premier lieu d'avoir exposé ses troupes à un poste que je comprenais n'être pas soutenable, et en second lieu d'avoir laissé trois bataillons sans un officier ; je ne puis donc absolument vous les laisser plus longtemps » (4).

Après une dernière conférence avec Colli où celui-ci refusa déli-

(1) *Mémoires de Thaon de Revel*, page 107.
(2) Le roi à Saint-André, 9 novembre, *Mémoires de Thaon de Revel*, 109.
(3) *Mémoires de Thaon de Revel*, page 110.
(4) De Vins à Saint-André, 27 novembre, *Mémoires de Thaon de Revel*, 118.

bérément de lui obéir, Saint-André adressait au duc de Chablais une lettre dont nous nous contentons de citer les parties principales ; elle est véritablement émouvante ; en voyant les soupçons qu'elle exprime, on comprend mieux les succès des armées françaises où l'unité de direction et l'énergie vraiment révolutionnaire remplaçaient au moins la science de la guerre.

« Sa Majesté daigna m'annoncer il y a vingt jours qu'elle me confiait le commandement de la ligne de défense qu'elle voulait qu'on établît d'après les vues que j'avais eu l'honneur de lui faire proposer.

Je puis assurer Votre Altesse Royale que la saison était déjà trop avancée pour faire tous les arrangements que cet objet demandait, et qu'il n'y avait par conséquent pas un instant à perdre.

Depuis lors tout a été dans la plus grande indécision, rien ne s'est fait et chacun est resté commandant à sa partie. Il n'est pas juste, Monseigneur, que je demeure responsable de l'inaction volontaire ou irréfléchie des autres. Je prends la liberté de joindre ici des copies des lettres de MM. les généraux de Vins et Colli. Je ne doute pas que Votre Altesse Royale soit frappée de l'inconséquence du général de Vins qui voulait engager le roi à prolonger la ligne jusqu'au Var et qui trouve à présent que je serai forcé de fuir d'ici. Je ne puis l'imaginer, qu'en imaginant que ce général voulût établir un cordon si étendu dans la persuasion que l'ennemi le couperait et l'enlèverait en très grande partie pendant l'hiver, que les communications avec la vallée de Stura sont fermées. Le projet ayant manqué, on voudrait nous obliger à nous retirer au delà du col de Tende pour nous mettre dans l'impossibilité d'agir si les circonstances nous le permettaient; l'ordre donné à l'artillerie de passer la montagne le prouverait.

On travaille, Monseigneur, à faire réussir ce plan...

On diffère les déterminations du roi auquel sans doute on en cache l'urgence. Votre Altesse Royale a été témoin des sacrifices et de l'oubli que j'ai fait de tout ce qui m'était personnel ; je suis prêt à les continuer pour le service du roi, mais il m'est impossible de le trahir, et je préfère lui demander la grâce de me retirer plutôt que de concourir aux maux qui peuvent résulter de la conduite que nous tenons et en être responsable aux yeux du public » (1).

Cette fois le comte de Saint-André obtenait gain de cause ; le 8 décembre, Colli était rappelé, il prenait congé de ses troupes par un ordre du jour où il leur disait :

(1) Saint-André au duc de Chablais, *Mémoires de Thaon de Revel*, page 122.

« J'espère qu'en compatissant à ma situation malheureuse, cette armée se ressouviendra d'un général qui régrette de n'avoir pu faire tout le bien qu'il désirait, et qui n'a assurément fait de mal à personne de propos délibéré » (1).

Le comte de Saint-André arrêtait alors toutes les dispositions pour l'occupation du comté; quatorze bataillons y demeurèrent : deux de Nice, deux de Casal, deux de Suse, deux d'Acqui, deux d'Oneille, trois de grenadiers, un du corps franc n° 2, sous le commandement du général Dellera. Le 23 décembre, ce dernier remettait le commandement de l'Authion au comte de Saint-Vital et descendait aux Formagines. Le même jour Saint-André rendait compte au roi de ses actes et de ses intentions ultérieures.

« La ligne que je propose doit avoir sa droite au grand Capelet, passer sur la rive gauche de Cairos, son centre à Saorge et sa gauche sur les hauteurs de Gio et Fourcoin, tant que les Français n'enfreindront pas le territoire de Gênes. Dès cet instant, elle doit se diriger par la rive droite du vallon de la Bendola à la Tanarde et à col Ardente. Les redoutes de Marta et de la Beola doivent être gardées dans ce moment pour couvrir le vallon de Cairos et maintenir notre communication avec Raus qu'on ne peut avoir dans cette saison par les hauteurs. Ces postes, dont on doit perfectionner les fortifications, seront conservés dans la belle saison pour retarder les opérations de l'ennemi et l'obliger à conduire de l'artillerie, ce qu'il ne peut pratiquer que par l'Authion et par conséquent pas avant le mois de juin. Comme les démonstrations de l'ennemi annoncent le projet d'entrer sur le territoire de Gênes, la gauche de notre ligne depuis Saorge à col Ardente doit être préparée sans perte de temps afin de ne pas être pris au dépourvu.

On doit à la droite tenir Belvédère, tant que l'ennemi ne nous en chassera pas, pour l'obliger à être en force dans les vallées de Tinée et Vésubie et lui faire allonger son cordon.

La ligne proposée a l'avantage de couvrir le col de Sabion, le col de Tende, le grand chemin et tous les autres cols jusqu'au Tanarello, d'être susceptible d'une bonne défense et d'obliger l'ennemi, s'il veut s'avancer dans la Rivière de Gênes, à former un cordon qui demandera d'autant plus de troupes qu'il embrasse quatre heures au moins d'étendue, et de s'affaiblir par conséquent considérablement » (2).

Les troupes furent disposées de la manière suivante :

(1) Colli ordre, 8 décembre (A B 33).
(2) Saint-André au roi, *Mémoires de Thaon de Revel*, page 127.

A Belvédère : un bataillon de Mondovi, la moitié du corps franc, les volontaires de Radicati ;

A Cairos et aux Formagines : le 22 décembre, le régiment de Casal ;

A l'Authion : la compagnie Cauvin ;

A Marta : le régiment de Suse et, le 23 décembre, le 1er de grenadiers ;

A Saorge : le 22 décembre, le 1er d'Oneille ; le 23, le 9e de grenadiers et la moitié du corps franc ;

A Pigna : le 25, le 1er bataillon de Nice ;

A la Rochetta : le 22, le 2e bataillon de Nice ;

A Fontan : le 24, un bataillon d'Acqui ;

A Morion : le 26, un bataillon d'Acqui ;

A Tende : le 28, le 8e bataillon de grenadiers.

Ces régiments seraient relevés à leur tour, au mois de février ; et pour les encourager, le roi promettait aux soldats et aux sous-officiers de ces corps « un ou deux mois de plus de quartier d'hiver et plus selon les nécessités du service ».

La faiblesse des régiments avait obligé de laisser en première ligne les bataillons de grenadiers malgré les idées du temps et les intentions formelles du général de Vins, « de les réserver pour combattre à chaque occasion qui se présente, mais pas à les faire périr pendant l'hiver à des postes avancés ». Comme on devait toujours les tenir au complet, les régiments qui fournissaient à leur remplacement, se ruinaient pour réparer leurs pertes.

L'effectif total ne s'élevait pas à plus de 5.500 hommes de ligne et 1.500 miliciens (1).

II

Pendant un moment, les Piémontais avaient paru vivement redouter une attaque immédiate ; mais, à part quelques propos attribués à Tilly rien ne prouve qu'on en ait même eu l'intention (2). Dès le 28 décembre, à la nouvelle des succès remportés par les Espagnols, Dugommier avait fait retrograder vers les Pyrénées-Orientales les troupes venant de Toulouse, et il avait porté à 10.000 hommes le renfort envoyé au général Doppet ; en même temps ayant reçu de Dumerbion des rapports suivant les-

(1) Archives de Breil, pièces 87, 33 j., 57 et 62.

(2) Voir page III.

quels « l'ennemi faisait des mouvements inquiétants pour l'armée d'Italie » il l'avait renforcée de douze bataillons (1).

Quant à lui, jugeant sa tâche terminée, il réclamait un successeur à l'armée d'Italie, et il se disposait « à se rendre incessamment à la Convention où le suffrage de ses concitoyens l'avait appelé ». A la vérité les Anglais étaient encore aux îles d'Hyères d'où ils menaçaient le littoral, mais Dugommier ne leur prêtait pas d'intention hostile. « Il n'est pourtant pas à présumer raisonnablement, écrivait-il, qu'ils aient quelques projets sur nos côtes après avoir abandonné la partie où ils étaient si bien protégés », et il rassurait le général Mouret qui lui avait témoigné des craintes à ce sujet (2).

Ce n'était pas la fatigue ou la crainte de perdre une réputation si justement méritée qui décidait le vieux général à agir ainsi, mais le dégoût de voir à chaque instant ses mesures contrariées ; parlant à son camarade Dumerbion, à un militaire et par suite à cœur ouvert, il lui dévoilait le fond de sa pensée : « J'ai vu de trop près la tempête et les écueils ; il serait trop imprudent d'y rentrer après en être échappé ; le métier de général est aujourd'hui trop scabreux, et subordonné à trop de circonstances qui le maîtrisent » (3).

La Convention refusait de consentir à cette demande ; le 27 décembre, le comité prenait un arrêté nommant Dugommier général en chef par intérim près de l'armée des Pyrénées-Orientales jusqu'au rétablissement de Doppet (4).

Le même jour, un autre arrêté réglait la répartition de l'armée de Toulon :

« Article Ier. 10.000 des troupes qui ont concouru à la reprise de la ci-devant ville de Toulon, resteront dans cette ville pour y tenir garnison.

Article II. 3.000 hommes seront envoyés à Marseille, 8.000 en Corse, 5.000 à l'armée des Pyrénées-Orientales ; les 6.000 qui ont été tirés de Toulouse joindront aussi l'armée des Pyrénées-Orientales ; le surplus des forces sera envoyé à l'armée d'Italie. »

Le soin de désigner les bataillons était laissé aux représentants (5).

(1) Dugommier à Bouchotte, 28 décembre (A G) ; Pineau, *Vie de Dugommier*, 357.

(2) Dugommier au ministre et à Mouret, 28 décembre (A G) ; Pineau, 358 et 356.

(3) Dugommier à Dumerbion, 28 décembre (A G) ; Pineau, 356.

(4) Arrêté du comité, 27 décembre (A N) ; Aulard, tome IX, 694.

(5) Arrêté du comité, 27 décembre (A N) ; Aulard, tome IX, 695.

Le 15 janvier, Mouret était désigné pour prendre le commandement des troupes de Corse (1).

Dès le 27, Dugommier avait mis en mouvement douze bataillons pour renforcer l'armée d'Italie.

D'après une lettre de Dumerbion ils furent remplacés par d'autres ; le 7 janvier, il n'y a d'arrivé que le 2e de l'Aveyron et celui des Landes (2). Quoi qu'il en soit, l'armée d'Italie reçut certainement de l'armée de Toulon les 2e des 23e, 28e et 35e de ligne, le bataillon de Bausset, le 2e du Vaucluse, le 1er de Marseille, le 7e du Var, le bataillon des Landes, le 2e de l'Aveyron, le 1er de l'Ardèche, le 2e de l'Ariège, le 4e de l'Isère, le 5e des Hautes-Alpes, le 7e de l'Isère, soit quatorze bataillons.

En ôtant à l'armée d'Italie son général en chef, le comité avait négligé de lui en donner un.

Provisoirement les représentants confièrent ces fonctions à Dumerbion (3), malgré sa mauvaise santé ; en même temps ils avaient compris la nécessité de le faire seconder par un officier général plus actif, et leur choix tombait sur Masséna (4).

Le comité fut certainement informé de cette nomination, pourtant elle ne fut ni ratifiée ni révoquée. Il est curieux d'en chercher les motifs.

Le 26 janvier, le juge militaire Lafon adressait une dénonciation à Bouchotte contre le général en chef et tout l'état-major de l'armée Pour quiconque a lu une de ces rapsodies il ne s'y trouve rien de nouveau. Dumerbion « partageait ses journées entre le lit, la table et la comédie... les Piémontais eussent depuis longtemps envahi le territoire si le soldat habile à se passer de chef et vainqueur toujours par ses propres directions n'avait point dans toutes les circonstances périlleuses prévu à tout, paré à tout et rendu vaines les spéculations des officiers impérieux ». Il était responsable de l'abandon des Fourches. Le crime de Serrurier était encore plus grave. « Il avait entendu avec complaisance dans son camp des chansons on ne peut plus aristocratiques » (5).

La situation de Bouchotte était particulièrement difficile ; admettre une pareille accusation c'était condamner les représentants du peuple à l'armée, entre autres Robespierre jeune et Saliceti qu'il était difficile de faire passer pour des modérés, et à ce moment

(1) Arrêté du comité, 15 janvier (A N) ; Aulard, tome X, 256.
(2) Dumerbion à Dugommier, 7 janvier, page 59.
(3) Arrêté des représentants, 2 janvier, page 53.
(4) Arrêté des représentants, 2 janvier, page 53.
(5) Lafon à Bouchotte, 26 janvier, page 68.

Robespierre aîné était tout-puissant ; d'autre part Bouchotte n'était pas homme à laisser tomber ces dénonciations.

Il aurait été du devoir du ministre de la guerre de s'assurer de la véracité des faits allégués avant d'en faire part au comité. Bouchotte s'en tirait habilement ; en lui transmettant cette pièce, il commençait par observer que « les opinions et les actes des représentants étaient un motif pour croire qu'il existait moins de mal que Lafon le disait » ; la responsabilité des représentants était donc dégagée, « mais ils avaient pu être trompés sur quelques points »; et à ce sujet il prenait soin de rappeler qu'une autre dénonciation envoyée par les agents Brulé et Vayade « contenait à peu près les mêmes faits que ceux annoncés par Lafon » (1). Nous ignorons ce qu'en pensa le comité ; un seul fait est certain, l'armée d'Italie va demeurer jusqu'au 27 mai sans général en chef. A cette date un arrêté des représentants nomme Dumerbion général en chef provisoire de l'armée d'Italie (2) ; cette nomination est confirmée le 3 juin provisoirement (3).

Bouchotte ne s'en tenait pas là ; le 7 ventôse, les représentants prenaient un arrêté où ils réorganisaient pour ainsi dire l'état-major de l'armée d'Italie en faisant toute une série de nominations Parmi les généraux et adjudants généraux nommés par eux se trouvaient quatre nobles, Kerveguen, Dujard, Miollis et Faultrier. Bien que le 5 avril Ricord eût fourni des explications complémentaires sur Miollis « couvert de blessures et qui, dans ce moment même où il n'avait de libre que le bras gauche, avait demandé de marcher avec les braves grenadiers qu'il commandait » (4), Bouchotte attirait le 16 avril l'attention du conseil provisoire exécutif sur leur cas ; celui-ci s'en référant à l'article 9 du décret du 27 germinal (16 avril) (5) refusait de suivre le ministre dans cette voie ; il approuvait l'arrêté (6).

Masséna lui-même, le vainqueur de Saorge, n'était pas à l'abri de pareils soupçons malgré les services rendus par lui à la France. Vers le milieu du mois d'avril, un faiseur, comme il en pullulait alors, dut se vanter de l'acheter ; car le 16 avril le roi autorisait M. de Cossila à suivre cette affaire (7). Le 19 mai, Masséna en était instruit, il repoussait dédaigneusement cette accusation

(1) Bouchotte au comité, 30 janvier, page 70
(2) Robespierre jeune au comité, 27 mai, page 580.
(3) Arrêté du comité, 15 prairial (3 juin). (Arch. A D.)
(4) Ricord à Bouchotte, 5 avril.
(5) Décret du 27 germinal, Aulard, tome XII, 621.
(6) Conseil exécutif provisoire, 16 avril, Aulard, tome XII, page 624-625.
(7) Hauteville à Cossila, 16 avril, Supplément, page 98.

sans s'abaisser à fournir d'explications (1). Tilly en avait eu vent ; le 7 mai, cet agent du ministre des affaires étrangères, transmettait sérieusement cette information : « Le 24 floréal (3 mai), est parti d'ici le nommé Fiando, piémontais recommandé par nos amis de Turin, avec un passeport et une recommandation signé de moi. Il m'a dit de leur part que trois jours avant l'attaque de Saorge, l'ennemi en avait été averti par un tambour envoyé par Masséna ou Rusca, vous pouvez le questionner, je fais moi-même des informations » (2). Ce délateur devait finir comme tous les individus de cette espèce ; en août, il offrira à l'archiduc de lui vendre tous les papiers de l'ambassade (3).

Signalons également de prétendues négociations avec un aide de camp du général Dugommier qui aurait donné « l'assurance que son général réglerait les opérations offensives contre le Piémont d'une façon à ne donner aucune inquiétude au roi de Sardaigne » (4).

A la suite des tempêtes de neige qui s'étaient produites le 22 et le 23 décembre, l'armée française avait abandonné le camp de la baisse d'Argent et le poste du Tueis; cette retraite mal exécutée avait été cause de la perte de six pièces de 4 enterrées au camp de la Fougasse (5).

Malgré les ordres précis de Dumerbion il était impossible de les retirer, elles tombaient entre les mains des Piémontais ainsi que vingt-deux espingardes et beaucoup d'ustensiles de guerre (6).

Le 31 décembre, à la suite d'un conseil de guerre, on évacuait également le camp de Pietra Cava (7).

Dès le 19 septembre, on avait envisagé l'éventualité des quartiers d'hiver et le chef du génie Claussade avait remis un mémoire où il étudiait la ligne à occuper ; il y conseillait d'abandonner les postes du Moulinet et de Breil, et proposait d'occuper une ligne bordant la rive droite du Var, et passant par Malaussène, Utelle, Luceram, Sospello. Ce projet ne fut pas adopté ; le 20 janvier nos troupes sont disposées de la manière suivante (8) :

Les origines des vallées sont fortement occupées.

A gauche, celle de la Vésubie est couverte par les trois camps : de

(1) Masséna à Mallein de la Rivoire, 19 juin, page 714.
(2) Tilly aux représentants du peuple près l'armée d'Italie, 7 mai (Gênes, 168 A E).
(3) Archiduc à l'Empereur, 27 août. Vivenot, *Quellen*, tome IV, 411.
(4) Gherardini à Thugut, 12 mars, page 33.
(5) Dumerbion au comité, 7 janvier, page 59.
(6) Bulletin italien, 9 janvier, page 60.
(7) Procès-verbal, 28 décembre, page 52.
(8) Situation au 20 janvier, page 760.

Saint-Arnoux, 1.257 hommes ; du Brech, 558 hommes ; de Figaret, 482 hommes ; en arrière se trouve Utelle, 558 hommes et Levens, 763 hommes.

A droite, vers le Roya, on rencontre les trois camps de Breil, 709 hommes ; de Brouis, 2.791 hommes; de Sospello, 1.829 hommes.

Le centre est constitué par les trois camps de Moulinet, 414 hommes ; de Luceram, 873 hommes et de l'Escarène, 795 hommes.

La garnison d'Entrevaux, 1.928 hommes, forme l'extrême-gauche ; plus tard les représentants des deux armées s'entendront pour faire passer la place de Colmars à l'armée d'Italie (1).

Toute une ligne de postes borde la rive droite du Var (2).

Du côté piémontais, on n'avait ni l'intention ni les forces suffisantes pour troubler nos cantonnements ; pourtant au commencement de janvier des renseignements fournis par Tilly prêtaient à l'ennemi le projet d'occuper Vintimille et « de nous disputer les passages qui pourraient nous conduire sur l'état de Gênes et de l'état de Gênes sur celui du Piémont » (3).

Dumerbion accordait une certaine créance à ce rapport, d'ailleurs il croyait à la présence de forces considérables à Saorge, Belvédère et dans la partie de Pigna (4). Mais en dehors de leur faiblesse numérique, les motifs diplomatiques exposés dans le chapitre précédent interdisaient aux Piémontais d'adopter cette résolution si avantageuse pour eux et que tout le parti militaire réclamait. L'on peut dire que jusqu'au 1er avril, sauf des combats insignifiants d'avant-postes, le gros de nos forces jouit du plus entier repos.

Du côté de la mer on n'était pas tout à fait aussi tranquille. Les Anglais demeurés aux îles d'Hyères offraient toujours un certain danger ; partant de ces îles, il leur était facile de se livrer à l'improviste à des débarquements sur nos côtes. Comme première opération d'Hauteville conseillait à l'amiral Hood de s'établir aux îles Sainte-Marguerite (5) ; il est certain qu'au point de vue piémontais l'occupation de ces îles aurait joué un grand rôle, puisque de là on barrait la route entre Gênes et Toulon ; mais il n'entrait pas dans les vues de l'Angleterre d'immobiliser ainsi une partie de ses forces ; elle préférait les diriger sur la Corse dont la possession aurait assuré à ses flottes un point d'appui solide dans le Méditerranée.

A en croire Saliceti, il avait, d'accord avec Bonaparte et Mouret,

(1) Ricord au comité, 25 février, page 111.
(2) Situation au 20 janvier.
(3) Tilly à Dumerbion, 4 janvier, page 55.
(4) Dumerbion à Bouchotte, 11 janvier, page 61.
(5) Hauteville à l'amiral Hood, page 14.

tout préparé pour tenter de nuit un coup de main sur les îles d'Hyères et y opérer une descente « avec des mortiers pour bombarder l'escadre anglaise » (1).

Une telle opération était presque impossible; sans parler du manque de bâtiments capables de transporter de pareilles pièces, il fallait tenir compte des difficultés qu'offrirait leur débarquement et leur mise en batterie. On doit donc considérer comme une chance heureuse que les Anglais se soient décidés d'eux-mêmes à se rembarquer. Le 24 janvier, le commandant du fort Bregançon en avertissait la Convention (2).

Le général Mouret se rendait aussitôt dans ces îles avec un bataillon ; le général Bonaparte l'accompagnait et prenait toutes les dispositions nécessaires pour réarmer les batteries dont les Anglais avaient fait crever tous les canons (3).

Restait l'expédition de Corse. Le comité pressé par les lettres de Lacombe Saint-Michel qui lui dépeignait l'état presque désespéré de la Corse, désirait vivement y porter secours. Le 10 janvier il invitait formellement Saliceti à s'y rendre (4).

Mais le port de Toulon ne présentait pas de ressources suffisantes pour faire passer dans cette île les renforts qui lui étaient destinés. Le 25 janvier, un arrêté des représentants interdisait à Mouret de laisser partir aucune troupe « jusqu'à ce que les vaisseaux nécessaires au transport et convois des 6.000 hommes pour la Corse soient prêts et qu'ordre à ce sujet lui soit donné de leur part » (5).

La disparition de la flotte anglaise modifiait les projets des représentants ; le 28 janvier, ils avertissent qu'ils viennent de faire partir pour la Corse le 3e bataillon de l'Isère (6). Le 4 février, Dumerbion leur rend compte que dès la réception de leur arrêté il a donné « les ordres les plus précis pour faire préparer les bâtiments nécessaires pour transporter en Corse le bataillon des Landes; mais par la même lettre il informe que l'île de Corse est entourée de frégates et bâtiments ennemis ». Un navire français qui a tenté d'y aborder a été forcé de se faire sauter (7). Pour conduire des renforts en Corse, il fallait donc une escadre en état de repousser la croisière anglaise établie de Calvi à Saint-Florent et que l'on disait forte de trois vaisseaux et de plusieurs frégates ; à Tou-

(1) Saliceti au comité, 28 janvier, page 71.
(2) Quevilly à la Convention, 24 janvier, page 64.
(3) Mouret au comité et Bonaparte à Dupin, 29 janvier, page 73.
(4) Comité à Saliceti, 10 janvier, page 63.
(5) Arrêté des représentants, 25 janvier, page 65.
(6) Moltedo et Saliceti au comité, 28 janvier, page 72.
(7) Dumerbion aux représentants, 4 février, page 82. Cet arrêté manque.

lon, la marine se déclarait incapable de fournir deux vaisseaux et trois frégates avant un mois. D'autre part tout péril immédiat semblait avoir disparu pour la Corse ; une nouvelle lettre de Lacombe portait « que la situation actuelle de ce département ne laissait aucune inquiétude pour le moment ». Saliceti décidait alors de ne pas exposer les troupes à une perte presque certaine, et faisait débarquer le bataillon des Landes (1).

L'impossibilité de lui fournir des renforts a été évidemment, pour la Corse, un fait fâcheux ; mais au point de vue général du bien de l'armée et par suite du pays, il en est résulté l'avantage de ne pas disperser ses forces pour un but secondaire. Vaincu sur terre on perdait certainement l'île ; vainqueurs, nous devions tout naturellement la faire rentrer sous notre possession.

Plus heureuse que d'autres armées, celle d'Italie a donc pu procéder sans aucun obstacle à sa réorganisation.

III

Pendant cette période de repos on organisa l'infanterie d'après les décrets de la Convention. Le 2 frimaire (22 novembre), elle avait élevé la force du bataillon d'infanterie de 777 ou 900 à 1.067 et ordonné de remplir les cadres existant au moyen des bataillons de réquisition ; l'opération devait être terminée au 10 nivôse. Les sous-officiers et officiers des unités réquisitionnaires étaient de même incorporés sans égard aux emplois qu'ils avaient occupés provisoirement.

Tout auteur de propos tendant à exciter du trouble était réputé comme suspect et mis en état d'arrestation (2). Le 21 décembre, cette pénalité était aggravée : tout propos contre l'incorporation, s'il était suivi de quelques troubles ou s'il avait mis obstacle à la prompte exécution de la loi, était puni de mort (3). Enfin le 19 nivôse, Dubois Crancé, malgré l'opposition de Carnot et du Comité du Salut public, faisait rendre un décret ordonnant l'exécution de la loi du 21 février sur l'amalgame (4).

A l'armée d'Italie l'amalgame avait commencé le 15 septembre 1793 ; au 1er février 1794 neuf demi-brigades étaient déjà for-

(1) Saliceti et Moltedo au comité, 7 février.
(2) Décret de la Convention, 2 frimaire (22 novembre), n° 1.928.
(3) Décret de la Convention, 1er nivôse (21 décembre), n° 2.115.
(4) Jung. Dubois Crancé, tome II, 64. — *Moniteur universel* du 21 nivôse. Séance du 19, page 417.

mées (1), chacune comprenait, suivant les prescriptions de la loi, un bataillon de ligne et deux de volontaires.

C'étaient :

La 22e :	1er bataillon du 11e régiment ; Bataillon de Martigues ; 2e de Marseille.
La 83e :	1er bataillon du 42e (2) ; 4e de la Drôme ; 2e de l'Isère.
La 84e :	2e bataillon du 42e (3) ; 2e du Cantal ; 4e de Rhône et Loire.
La 99e :	1er du 50e (4) ; 4e des Bouches-du-Rhône ; Bataillon de Luberon.
La 100e :	2e du 50e (5) ; 1er des Bouches-du-Rhône ; Bataillon de Tarascon.
La 101e :	1er du 51e (6) ; 3e des Bouches-du-Rhône ; 6e des Bouches-du-Rhône.
La 102e :	2e du 51e (7) ; 3e du Var ; 6e du Var.

(1) État fourni au 4 février (A G).

(2) La 22e fut amalgamée par Macquard le 2 novembre 1793 à Beolet. Procès-verbal (A G). Elle reçut son encadrement le 11 frimaire (1er décembre) et le 26 pluviôse (14 février) an II Registre matricule du corps A. Ad).

(3) La 83e fut amalgamée à Nice le 13 nivôse, an II (2 janvier 1794), par Kerveguen. Procès-verbal (A G). Elle reçut son encadrement le 14 floréal (3 mai) et le 19 brumaire (9 novembre) (Registre matricule du corps A. Ad).

(4) La 99e fut amalgamée le 5 frimaire (25 novembre), an II (Reg. matricule du corps A. Ad). Elle reçut son encadrement le 13 floréal (2 mai) (Reg. matricule du corps A. Ad). Dumerbion au comité, 5 mai, page 420

(5) La 100e fut amalgamée le 24 frimaire (14 décembre), an II, à Nice, par Kerveguen. Procès-verbal (A G). Elle reçut son encadrement le 18 floréal (7 mai). Dumerbion au comité, page 427.

(6) La 101e fut amalgamée le 21 brumaire, an II (11 novembre 1793) (Registre matricule des officiers A. Ad).

(7) La 102e fut amalgamée par Macquard, 27 brumaire, an II (17 novembre 1793) à Beolet. Procès-verbal (A G) Elle reçut son encadrement le 1er prairial (21 mai) (Reg. matricule du corps A. Ad) et Dumerbion au comité, 22 mai, page 542.

	1er du 70e (1) ;
La 129e :	1er de l'Hérault ;
	2e de l'Hérault.
	1er du 91e (2) ;
La 165e :	1er d'Aix ;
	1er du Var.

En outre l'organisation de la 21e était commencée :

1er bataillon du 11e ;
1er de Haute-Garonne :
2e du Var.

Entre temps un arrêté avait prescrit à Dumerbion de réclamer les compagnies de grenadiers et de canonniers appartenant à des corps de l'armée d'Italie et servant dans d'autres armées, par contre il leur renverrait les leurs (3).

L'opération se continua dans le mois de février ; au 20 mars elle était terminée ; à ce moment, aux dix premières demi-brigades étaient venues s'en adjoindre cinq autres. On avait formé, en outre, une demi-brigade d'infanterie légère (4).

3e demi-brigade d'infanterie légère (5) :	3e bataillon d'infanterie légère (6) ;
	Bataillon de chasseurs révolutionnaires ;
	Bataillon de chasseurs des Alpes ;
	1er bataillon 15e d'infanterie ;
La 29e :	4e de la Sarthe ;
	14e bataillon de Fédérés.
	2e bataillon du 23e régiment (7) ;
La 46e :	4e de l'Isère ;
	6e de l'Isère.

(1) La 129e fut amalgamée au camp de Fougassé, 1er octobre, an II, par Masséna. Procès-verbal (A G). Le 5e bataillon du Puy-de-Dôme y est encadré le 17 juin, Dumerbion au comité, page 705.

(2). La 165e fut amalgamée au camp de Fougasse, 1er octobre 1793 par Masséna. Procès-verbal (A G). Elle reçut son encadrement du bataillon de Brioude le 21 juin. Dumerbion au comité, page 732.

(3) Arrêté de Ricord, 23 février, page 103.

(4) Dumerbion au comité, 20 mars, page 142.

(5) Arrêté, 16 mars, page 136. — Arrêté, 22 mars, page 146.

(6) L'amalgame eut lieu le 25 mars. Dumerbion au comité, 25 mars, page 152.

(7) L'amalgame eut lieu le 9 ventôse (27 février), an II, à Vence par d'Hilaire. Procès-verbal (A G). L'amalgame des trois compagnies de grenadiers, le 26 mars. Dumerbion au comité, page 154. L'encadrement du 3e bataillon lui est fourni le 21 mars par le 2e bataillon de réquisition de Brignolles. Dumerbion au comité, 21 mars, page 144.

La 56e : 2e bataillon du 28e ;
2e de l'Ariège ;
2e de l'Aveyron.

La 70e : 2e bataillon du 35e (1) ;
1er des Landes ;
1er de l'Ardèche.

La 166e : 2e du 91e (2) ;
5e du Var ;
9e du Var.

Les 21e, 22e, 56e et 83e demi-brigades étaient complétées et l'on travaillait à en faire autant pour la 46e. Le 30 mars ce nombre est porté à six (3). Le travail de l'organisation s'effectua avec difficulté ; au début on en avait chargé un nommé Guillot, assez inconnu qui ne parut pas ; aussi, avec l'autorisation des représentants, Dumerbion le remplaça-t-il le 7 janvier par le général Parra (4).

D'après la loi, un représentant aurait dû être chargé spécialement de suivre l'opération ; aucun n'étant désigné, le 3 février un arrêté des représentants confie cette mission à Dumerbion (5).

Enfin le 7 février le représentant Dumas est envoyé pour surveiller l'embrigadement de l'armée des Alpes et de celle de l'Italie en remplacement de du Broeucq nommé le 5 février (7). Il semble n'avoir joué aucun rôle à cette dernière, pourtant le 11 avril le général Gauthier lui adresse le tableau des embrigadements (8).

Au 5 mars l'effectif de l'armée est de 33.286 dont 20.114 disponibles et 13.172 dans les places (9).

Le 9 mars, Dumerbion est autorisé à appeler les 12 bataillons destinés à l'expédition de Corse (10).

Ce sont les 1er et 2e du 59e, le 2e bataillon de la Côte-d'Or, le 2e du mont Blanc, le 1er bataillon de chasseurs des Alpes, des chasseurs révolutionnaires, le 13e de la Drôme, le 3e bataillon de

(1) Elle reçut dans son encadrement, le 25 mars, le 4e de la montagne de Marseille. Dumerbion au comité, 25 mars, page 152, et le 15 avril, le bataillon du district de Forcalquier. Dumerbion au comité, 15 avril, page 252.

(2) L'amalgame de la 166e fut fait le 11 pluviôse, an II par Kerveguen à Nice (30 janvier). Procès-verbal (A G et Reg. matricule des officiers A. Ad). Elle reçut son encadrement le 20 et le 24 juin.

(3) Dumerbion à Bouchotte, 30 mars, page 159.

(4) Dumerbion à Dugommier, 7 janvier, page 59.

(5) Ricord (arrêté), 3 février, page 79.

(6) Comité (arrêté), 7 février, page 82.

(7) *Recueil Aulard*, tome X, page 713.

(8) Gauthier à Dumas, 11 avril, page 232.

(9) Situation au 5 mars, page 767.

(10) Arrêté des représentants, 9 mars, page 132.

l'Isère, le 1er bataillon de Haute-Loire, le 2e de la Drôme, le 1er bataillon du 10e régiment et le 3e bataillon des Basses-Alpes (1).

Les trois bataillons de ligne donnent naissance à trois nouvelles demi-brigades :

La 117e : 1er bataillon du 59e (2) ;
2e de la Côte-d'Or ;
2e de la Haute-Loire.

La 118e : 2e bataillon du 59e ;
2e de la Drôme ;
3e de l'Isère.

La 19e : 1er bataillon du 10e régiment (3) ;
2e du mont Blanc ;
3e des Basses-Alpes.

Le 9 mars le comité prescrit de détacher 6.000 hommes de l'armée des Alpes (4).

Les bataillons fournis par l'armée des Alpes au nombre de six rejoignent : le 5e du Puy-de-Dôme, fort de 1.050 hommes le 3 avril (5); le 1er de la Loire (1.178 hommes) et le 2e de la campagne de Commune-Affranchie le 5 avril (6) ; le 1er de la Vienne (1.040 hommes) le 10 (7) et le bataillon de Forcalquier fort de près de 1.100 hommes le 13 avril (8) ; le 1er de la campagne du Rhône fort de 1.050 le 17 avril (9).

A ce moment l'effectif de l'armée est monté, en y comprenant Toulon (4.639) et Marseille (4.057), à 65.181 combattants, dont 662 officiers et 21.141 hommes dans les places, 862 officiers, 21.429 soldats disponibles, 715 officiers et 20.372 à l'expédition d'Oneille (10).

(1) Dumerbion à Bouchotte, 17 mars, page 140.
(2) Son encadrement lui est fourni par les 10e, 11e, 15e de la Drôme et 2e de la Haute-Loire (Registre matricule du corps A. Ad).
(3) L'amalgame de la 19e eut lieu le 9 germinal, an II. Elle reçoit le 1er avril comme encadrement le 13e bataillon de la Drôme. (Dumerbion au comité, 31 mars, page 160), et le 20 floréal (9 mai) un détachement de la nouvelle levée du Puy-de-Dôme (Reg. matricule du corps A. Ad).
(4) Comité (arrêté), 9 mars, page 132 et Bouchotte à Déclaye, 10 mars, page 135.
(5) Dumerbion au comité, 3 avril, page 178.
(6) Dumerbion au comité, 5 avril, page 183.
(7) Dumerbion au comité, 3 avril, page 178.
(8) Dumerbion au comité, 13 avril, page 240.
(9) Dumerbion au comité, 17 avril, page 266.
(10) Situation, page 773.

L'embrigadement a été terminé le 4 avril : il a produit dix-huit demi-brigades de ligne et une d'infanterie légère.

Au 9 avril, il reste encore 31 bataillons de volontaires dont 18 d'anciens corps et 13 de réquisition (1) :

5e du Puy-de-Dôme, 3e du mont Blanc, 5e des Bouches-du-Rhône, 5e de la montagne d'Aix, de Montélimart, 2e du Vaucluse, 1er de Marseille, 6e de Beausset, 7e du Var, 5e de l'Hérault, 1er de l'Union, 9e de Lille, bataillon révolutionnaire de Barjols, 1er de la Nièvre, 2e de Luberon, 3e du Vaucluse, 1er bataillon de Gravilliers, 1er de Loir-et-Cher, 1er du Tarn, 1er de Nyons, 11e de la Drôme, 10e de la Drôme, 4e de Vaucluse, 8e de l'Isère, 6e de la montagne d'Aix, bataillon sans-culottes d'Aix, 5e de la Corrèze, bataillon révolutionnaire de Commune-Affranchie, 1er bataillon révolutionnaire de la Loire, 3e des Hautes-Alpes, 5e des Hautes-Alpes (2).

Au 20 avril, huit demi-brigades ont reçu leur encadrement (3).

L'encadrement des bataillons de réquisition produisait une désertion considérable; après en avoir écrit plusieurs fois aux municipalités sans résultats, les représentants se décidaient à prendre, le 25 mars, un arrêté d'une énergie vraiment révolutionnaire. Tous les jeunes gens de 19 à 25 ans, qui, à dater de sa publication, se trouveraient sur le territoire de l'arrondissement de l'armée (4), étaient tenus de rejoindre dans le délai d'un jour par cinq lieues, sous peine « d'être réputés lâches, et par conséquent royalistes et punis conformément aux lois » ; les membres des municipalités et comités de surveillance étaient chargés de les faire arrêter « comme traîtres à la patrie » ; les parents ou autres citoyens qui les cacheraient ou emploieraient « seraient arrêtés et poursuivis comme ennemis de la révolution » (5). Cet arrêté paraît avoir produit le meilleur effet (6) pourtant le 11 avril Gauthier signale les pertes que la désertion fait éprouver à l'armée (7).

Il est particulièrement intéressant de connaître la composition en officiers de ces corps ; malheureusement nous n'avons les procès-

(1) Dumerbion au comité, 9 avril, page 212.
(2) Sur la situation du 4 avril, se trouvent encore le 4e de l'Ardèche, le bataillon de Carpentras, le 4e de la montagne d'Aix et le bataillon sans nom ; comme ils ne figurent plus sur celle du 20, ils ont dû disparaître du 4 avril au 9.
(3) Dumerbion au comité, 20 avril, page 293.
(4) Fixé par un arrêté du Comité le 20 ventôse (10 mars). Aulard, tome XI, page 627.
(5) Arrêté, 25 mars, page 151.
(6) Ricord au comité, 22 avril, page 314.
(7) Gauthier à Dumas, page 232.

verbaux d'incorporation que pour quelques demi-brigades; nous en donnons ici le résultat :

46e demi-brigade : colonel Fiorella, capitaine de 1781, la place lui est disputée par Larcher, capitaine de 1767.

Chefs de bataillon : trois ont servi (Carteret, sous-lieutenant de 1788) ; le quatrième adjoint n'a pas servi avant 89.

Quartier-maître : 1 n'a pas servi ; 1 adjoint n'a pas servi.

Adjudants-majors : 2 ont servi ; 1 n'a pas servi.

Capitaines : 13 ont servi ; 14 n'ont pas servi.

Lieutenants : 11 ont servi ; 16 n'ont pas servi.

Sous-lieutenants : 13 ont servi ; 13 n'ont pas servi.

84e demi-brigade : colonel Briqueville, capitaine de 1785.

Chefs de bataillon : 1 a servi, Lespinasse (lieutenant de 1766) ; 2 n'ont pas servi.

Quartier-maître : 1 n'a pas servi.

Adjudants-major : 2 ont servi ; 1 n'a pas servi.

Capitaines : 15 ont servi (cinq officiers avant 89); 12 n'ont pas servi.

Lieutenants : 10 ont servi ; 12 n'ont pas servi.

Sous-lieutenants : 11 ont servi ; 12 n'ont pas servi.

102e demi-brigade : colonel Barthélemy a servi.

Chefs de bataillon : 3 ont servi (Desolmes, lieutenant en second de 1780).

Adjudant-major : 1 a servi.

Adjudants sous-lieutenants : 3 ont servi.

Capitaines : 15 ont servi ; 12 n'ont pas servi.

Lieutenants : 17 ont servi ; 10 n'ont pas servi.

Sous-lieutenants : 16 ont servi ; 10 n'ont pas servi.

118e demi-brigade : colonel Guedy, premier lieutenant de grenadiers provinciaux.

Chefs de bataillon : les 4 ont servi (Barthou, lieutenant d'artillerie, 23 juin 1771).

Adjudant-major : 1 a servi ; 2 adjoints n'ont pas servi.

Quartiers maîtres : 2 n'ont pas servi.

Adjudants sous-officiers : 2 ont servi ; 1 n'a pas servi.

Capitaines : 14 ont servi ; 13 n'ont pas servi.

Lieutenants : 16 ont servi ; 11 n'ont pas servi.

Sous-lieutenants : 12 ont servi ; 15 n'ont pas servi.

129e demi-brigade : colonel Saillet, capitaine de 1772.

Chefs de bataillon : 3 ont servi (Escale lieutenant de 1758).

Quartiers maîtres : 1 a servi; deux quartiers-maîtres adjoints n'ont pas servi.

Adjudant-major : 1 a servi.

Capitaines : 19 ont servi (9 officiers avant la Révolution) ; 8 n'ont pas servi ;

Lieutenants : 10 ont servi ; 17 n'ont pas servi.

Sous-lieutenants : 12 ont servi ; 14 n'ont pas servi.

165ᵉ demi-brigade : colonel Bérisset : soldat en 1753, officier en 1781.

Chefs de bataillon : 2 ont servi ; (Vicose, lieutenant en 1784) ; 1 n'a pas servi.

Quartiers-maîtres : 1 a servi ; 1 surnuméraire a servi.

Adjudant-major : 1 a servi ; 1 surnuméraire n'a pas servi.

Capitaines : 16 (trois officiers avant 1789) ont servi ; 12 n'ont pas servi.

Lieutenants : 12 ont servi ; 16 n'ont pas servi.

Sous-lieutenants : 13 ont servi ; 16 n'ont pas servi.

166ᵉ demi-brigade : colonel Mesange, capitaine commandant (3 juin 1779).

Chefs de bataillon : 3 ont servi ; (Ducheyrou, sous-lieutenant, 1784 ; Gezaguairi, lieutenant de canonniers, garde-côtes de Provence (1779)).

Quartiers-maîtres : 1 n'a pas servi ; 1 surnuméraire n'a pas servi.

Adjudant-major : 1 a servi ; 2 surnuméraires n'ont pas servi.

Capitaines : 14 ont servi ; 12 n'ont pas servi.

Lieutenants : 8 ont servi ; 19 n'ont pas servi.

Sous-lieutenants : 12 ont servi ; 11 n'ont pas servi.

33ᵉ demi-brigade : colonel Laissac, capitaine de 1773.

Chefs de bataillon : 4 ont servi (d'Orléans, capitaine de 1781, François, sous-lieutenant, 1786).

Quartier-maître : 1 n'a pas servi.

Adjudant-major : 1 a servi.

Adjoints : 1 a servi, 1 n'a pas servi.

Capitaines : 13 ont servi (4 officiers avant la Révolution) ; 15 n'ont pas servi.

Lieutenants : 13 ont servi ; 16 n'ont pas servi ;

Sous-lieutenants : 9 ont servi ; 21 n'ont pas servi.

Malheureusement il est impossible de se rendre compte de l'instruction aussi bien générale que professionnelle de ces officiers, les états ne portant pas de notes ; mais si l'on considère celles qui y furent inscrites en 1796, c'est-à-dire quatre ans plus tard, elle a dû être très faible ; pour nommer ces officiers l'on n'a même

pas tenu compte de l'article de la loi du 21 pluviôse (15 février) (1) portant qu'aucun militaire de l'armée ne pourrait être promu aux emplois qui viendront à vaquer « depuis le grade de caporal jusqu'à celui de général en chef » s'il ne sait lire et écrire, car à la réorganisation de l'an IV, on trouve plusieurs capitaines avec cette mention : « ne sait ni lire ni écrire ». Nous n'avons que des indications très vagues sur les principes qui ont guidé les représentants dans le choix des officiers; comme officier supérieur, on désirait autant que possible que les sujets proposés eussent servi dans les troupes de ligne ; Masséna, consulté au sujet d'un officier par Dumerbion, lui répond en effet : « Il est très brave, très intelligent, propre à en faire un officier supérieur, ayant servi assez de temps dans les ci-devant troupes de ligne » (2).

Notons enfin que l'on tenait à ce que les officiers fussent connus de leurs troupes ; le 22 mars les représentants refusent de laisser partir Dallemagne pour l'armée des Pyrénées-Orientales et le maintiennent à l'armée d'Italie (3). « Il sert depuis longtemps à l'armée d'Italie, écrivent-ils à Bouchotte, et il en a la confiance, tandis qu'un officier inconnu aux troupes n'acquiert souvent cet avantage qu'après un certain laps de temps » (4).

Dans cette période où l'immensité des besoins, l'urgence d'y satisfaire promptement, ne permettaient pas d'en référer à Paris, la personnalité des représentants acquérait une importance capitale, puisque à chaque instant leur décision devait trancher sans appel les questions en litige. Sans entrer dans de grands détails il semble donc intéressant de savoir ce que sont devenus les députés de la Convention détachés à l'armée de Toulon.

Une fois ce port repris, ils se divisent. Barras et Fréron avaient vu leur conduite vivement attaquée ; dans son rapport, Barère avait passé leur nom sous silence ainsi que celui de Moltedo ; cet oubli avait paru manquer de justice à Barras et à Fréron et ils avaient vivement protesté contre cette omission. Par la même occasion ils réclamaient leur rappel et un mois de congé « afin de rétablir leur santé altérée » (5), peut-être bien pour avoir l'occasion de se défendre. Dès lors ils disparaissent de l'armée ; tous leurs efforts se bornent à ruiner Marseille et à se déshonorer par les excès commis à Toulon ; le 23 janvier, le comité approuve leurs

(1) Arrêté portant que la loi sera exécutée à dater du 3 mars, page 121.
(2) Masséna à Dumerbion, 1er juin, page 617.
(3) Représentants, arrêtés, 22 mars, page 146.
(4) Représentants à Bouchotte, 22 mars, page 146.
(5) Barras et Fréron au comité, 5 janvier, page 55.

mesures et les invite à rejoindre (1); pourtant ce n'est que le 16 février qu'ils annoncent leur retour sous peu de jours (2), et le 19 on ignore encore au comité l'époque exacte de leur arrivée (3).

Quant à Robespierre jeune, il avait le cœur trop haut placé pour perdre son temps à des massacres; le 30 frimaire, il quittait Toulon; le 9 nivôse, il rendait compte aux jacobins des événements du siège (4). Le 6 pluviôse, à la suite d'un nouvel arrêté, il retournait à l'armée d'Italie en passant par les départements de la Haute-Saône, du Doubs et du Jura où il était autorisé à prendre toutes les mesures de salut public qu'il jugerait nécessaires (5). Il était à Nice le 3 mars sans que l'on connaisse la date précise de son arrivée (6).

Enfin le 9 mars, Saliceti, quoique désigné pour la Corse, est adjoint à ses collègues près de l'armée d'Italie (7).

Pendant tout le mois de janvier et une partie de février, Ricord est donc demeuré seul représentant à l'armée.

Le choix de Robespierre jeune était particulièrement heureux; à la veille d'entrer en Italie, il importait d'avoir dans la représentation nationale un député doué d'une énergie capable de faire respecter les convictions religieuses des Italiens que l'on désirait s'attacher; nul n'était plus capable de remplir ce rôle que Robespierre jeune et il le revendiquait hautement (8). Il est curieux de voir avec quel soin les représentants dépeignent le respect des soldats envers le culte. « Ils n'attaquent point les préjugés de vive force : le froc et la guimpe jadis si ridicules en France et maintenant anéantis se présentent avec sécurité dans les bataillons victorieux (9) ». Cette lettre est signée de Saliceti et de Robespierre jeune. Ecrivant à son frère il est encore plus explicite : « Un des grands moyens de contre-révolution était les outrages et les violences faites au culte, les émigrés avaient persuadé que nous détruisions la religion », mais « les défenseurs de la patrie se sont parfaitement conduits, ils n'ont touché à aucune image dans un pays où le pinceau de la superstition a couvert toutes les murailles » (10). Nul doute que cette con-

(1) Comité à Barras et Fréron, 23 janvier. Aulard, tome X, 400.
(2) Barras et Freron au comité, 16 février. Aulard, tome XI, 211.
(3) Comité à Maignet, 19 février. Aulard, tome XI, 273.
(4) Hammel, *Vie de Robespierre*, tome III, page 406.
(5) Comité, arrêté, 23 janvier. Aulard, tome X, 435.
(6) Arrêté du 3 mars, signé par Ricord et Robespierre, page 120. Le 27 février, les arrêtés sont signés de Ricord seul, page 115.
(7) Comité, arrêté, 9 mars, page 132.
(8) Robespierre jeune au Comité de sûreté générale, page 155.
(9) Robespierre et Saliceti au comité, 18 avril, page 272.
(10) Robespierre à son frère, 18 avril, page 273.

duite prudente n'ait concilié à notre armée beaucoup de sympathie. Nous verrons également Masséna déployer les plus grands efforts pour faire rendre des objets volés aux églises.

Au point de vue de la discipline, ils savent parler à l'armée un langage vraiment militaire, lui indiquer ses devoirs. Comme des officiers ou sous-officiers faisaient partie de comités de surveillance, un arrêté le leur défend et leur rappelle « qu'il est déraisonnable que la force armée délibère lorsque la présence de l'ennemi demande qu'elle agisse » (1).

Un autre arrêté restreint les « députations sauf pour affaire de service ou d'utilité générale qui ne pourrait se terminer sur les lieux ou par voie de correspondance », et encore elles ne devront être que d'un homme. Tout officier ou sous officier qui y contreviendra sera destitué et remplacé. Dans les considérants, ils flagellent durement, dans un langage élevé, la conduite de ceux qui s'en chargent, et qui « n'ont fréquemment d'autre but que de quitter momentanément leur poste et d'extorquer ainsi des permissions » (2).

Signalons encore deux arrêtés, l'un défendant d'accorder aucun congé à des militaires pour aller travailler à l'arsenal de Toulon s'il n'est requis par les administrateurs de la marine (3), l'autre ordonnant de faire emprisonner tout militaire qui, dans l'espace de dix jours, n'aura pas déposé sa croix de Saint-Louis, conformément au décret du 28 brumaire (4).

En même temps leur surveillance est incessante pour tout ce qui touche au bien-être des troupes ; de nombreux arrêtés en font foi. Un pain spécial est fabriqué pour les malades des hôpitaux (5) avec de la farine dont il est retiré trente livres de son par quintal. Quant au biscuit il ne doit entrer dans sa fabrication que de la farine de froment « sans y mêler ni orge ni seigle » (6). Le 4 mars, il est accordé deux pintes de vin par décade à chaque soldat cantonné ou campé sur les montagnes (7). Afin de permettre aux troupes de se procurer certains objets « que la suppression de la paie en numéraire, la rareté et l'extrême chèreté de tous les objets » leur interdisent d'acheter, il est créé pour les vivandiers un magasin où ils vont s'approvisionner (8). Les objets cédés coûtant à la

(1) Arrêté, 21 mars, page 145.
(2) Arrêté, 26 mars, page 152.
(3) Arrêté, Ricord, 22 février, page 103.
(4) Arrêté, 23 février, page 103.
(5) Arrêté, Ricord, 3 février, page 79.
(6) Arrêté, Ricord, 4 mars, page 123.
(7) Arrêté, Robespierre, Ricord, 4 mars, page 126.
(8) Arrêté, Robespierre, Ricord, 4 mars, page 123.

République « le double et quelquefois plus du prix » déterminé par la loi du maximum, un arrêté du 5 mars règle les fournitures et les matières à distribuer : le vin, l'eau-de-vie, l'huile, la chandelle, le fromage ordinaire et le lard seront seuls vendus au prix du maximum, les autres denrées avec des remises sur le prix d'achat de six pour cent à Nice, de douze sur les bords de la mer et de vingt-quatre dans les camps et cantonnements des montagnes ; les chefs de bataillons et les conseils d'administrations sont responsables du poids et de la qualité de ces achats. Il est expressément défendu aux vivandiers de vendre à d'autres qu'aux soldats de leurs bataillons; en cas de désobéissance, ils seront punis par la privation de leur place et frappés d'une amende du triple de la valeur de l'objet cédé ; le dénonciateur en recevra la moitié (1).

Les grenadiers séparés de leurs demi-brigades étaient trop souvent négligés ; un arrêté rappelle « que ces bataillons étant destinés par la nature de leur service à être hors de ligne et aux postes avancés, on doit être extrêmement attentif à ne pas leur faire désirer ce que la loi leur accorde » (2).

Un hôpital militaire à Avignon, contenant 400 malades, « est dans un dénûment absolu ». Chauvet est requis d'y envoyer « sur-le-champ » un commissaire adjoint pour en vérifier l'état et « pourvoir à ses besoins sans retard » (3).

C'est surtout au point de vue administratif que le rôle des représentants a été capital. Ils ont surveillé attentivement les diverses administrations (4) et, par une série d'arrêtés, ils se sont efforcés de pourvoir aux besoins des troupes. Le 6 pluviôse tous les ateliers de l'armée sont mis sous les ordres du citoyen le Thieullier ; chaque décade, cet agent fournira aux représentants un état faisant connaître toutes les marchandises entrées dans les magasins, celles qui en sont sorties et les effets confectionnés ; aucun vêtement ne peut être livré que confectionné, et sur la demande des commissaires des guerres ou l'ordre du représentant (5).

Le 26 février, toutes les tanneries des départements du Var, des Bouches-du-Rhône et des Alpes-Maritimes sont mises en réquisition, avec toutes les peaux qui s'y trouveront, sans aucune exception ; afin d'empêcher qu'aucune ne soit distraite des besoins de l'armée,

(1) Arrêté, Robespierre, Ricord, 5 mars, page 127.
(2) Arrêté, Robespierre jeune, Ricord, 28 mars, page 155.
(3) Arrêté, Ricord, Robespierre, 6 mars, page 128.
(4) Arrêté, Ricord, 7 février, page 83. Le payeur général fournira tous les dix jours l'état de ses paiements.
(5) Arrêté, 6 pluviôse, 25 janvier, page 65.

tous les bouchers ou entrepreneurs de boucherie, ou même les particuliers exerçant la profession de boucher fourniront à la fin de chaque mois un état indiquant « tous les abatis qui auront lieu dans leurs boucheries, avec désignation des qualité et quantité » (1).

Le 3 mars les représentants veulent se rendre compte de ce qui manque dans les magasins pour une armée de 50.000 hommes, chiffre auquel on pense que s'élèvera bientôt l'armée d'Italie. On s'aperçoit que les magasins de Nice sont vides; citons au hasard quelques chiffres : ils contiennent 44 habits, bien que Robespierre se soit plaint le 6 janvier que 30.000 redingotes annoncées ne soient pas encore arrivées de Paris (2) ; 332 paires de souliers, 502 culottes (3). Tout un ensemble de mesures plus révolutionnaires les unes que les autres ont pour objet de remédier à cette pénurie vraiment effrayante.

Le 4 mars, il est ordonné à Chauvet de faire transporter « sans délai de Toulon à Nice 20.000 paires de souliers » (4). Le même jour un autre arrêté donne à la fabrication des souliers la plus grande intensité. A cet effet tous les cordonniers des trois départements sont mis en réquisition ; bien plus, le Thieullier est maître de leurs personnes; il peut leur distribuer le travail soit dans leurs propres ateliers, soit en les rassemblant dans un atelier commun (5).

Malgré l'énergie de ces mesures, la main-d'œuvre civile ne peut couvrir les besoins, car un arrêté du 10 mars met à la disposition des tanneurs les soldats exerçant cette profession sous la responsabilité des municipalités (6).

Le magasin de Nice manquant de différents objets pour confectionner les équipements, tels que du fil de toutes les couleurs, des tricots blancs pour culottes, des moules de boutons en bois, des boutons en cuivre au type de la République, tous ces objets sont mis en réquisition dans le département des Alpes-Maritimes et les districts de Grasse et de Saint-Paul ; les municipalités les feront saisir chez les détenteurs (7).

Afin d'éviter que les différentes administrations ne se gênent mutuellement dans leurs achats avec l'étranger, il leur est défendu

(1) Arrêté, 26 février, page 112.
(2) Reg. des ordres du ministre aux divisions, 6 janvier (A G).
(3) Etat remis le 3 mars. — Voir aux situations.
(4) Arrêté, 4 mars, page 123.
(5) Arrêté, 4 mars, page 124.
(6) Arrêté, 10 mars, page 133.
(7) Arrêté, 13 mars, page 142.

de rien acheter directement ; à la fin du mois elles remettront aux représentants l'état de ce qui leur est absolument nécessaire (1).

Toutefois à la veille de se mettre en mouvement, l'armée « éprouve le plus grand besoin » de souliers ; une nouvelle réquisition de mille paires par décade est frappée sur le district de Grasse ; et, comme les matières premières font défaut, « l'agent national de ce district est autorisé à requérir des marchands et fabricants des autres districts du département du Var, la quantité de cuir de cette qualité nécessaire à la fabrication de mille paires de souliers » (2). Malheureusement aucun document ne nous permet de constater quel a été le résultat obtenu. Pour les souliers on n'a certainement pas réussi à couvrir les besoins, car le 14 avril un arrêté prescrit à Haller d'acheter tous les souliers qu'il pourra se procurer afin d'en fournir aux soldats de l'expédition d'Oneille (3).

L'armement en canons est suffisant ; au 5 mars, les magasins de Nice contiennent neuf pièces de 12 ; onze de 8 ; quatre-vingt-huit de 4 ; neuf de 3 piémontaises ; trois obusiers de 6 pouces, et assez de caissons pour leur service. L'approvisionnement en munitions d'artillerie est riche ; celui d'infanterie faible : 465.500 cartouches ; mais on a du plomb en abondance : 143.150 kilos. Les fusils au contraire manquent, on n'en a que 865 en état et 667 à réparer (4). Le 16 ventôse, Dumerbion en réclame 15.000 ; outre ce qui est nécessaire à la consommation journalière, il faut encore pourvoir les bataillons de réquisition venant de l'armée des Alpes ; le bataillon de Forcalquier n'a pas un fusil, le bataillon de la Loire n'en a que 400 dont la plupart très mauvais ou hors de service (5).

On aura la plus grande peine à armer l'encadrement ; pour en donner un exemple, sur 1.100 hommes reçus par la 101[e] demi-brigade, 200 seulement auront des fusils (6).

Afin de mettre en état les fusils abîmés, on réclame le 20 février la liste nominative de tous les ouvriers en état de travailler à la fabrication des armes (7). Le 23 mars il est défendu au corps de faire exécuter par les armuriers aucune réparation si ce n'est pour « remplacement de vis et ajustage d'autres pièces » ; toutes doivent être

(1) Arrêté, 21 mars, page 145.
(2) Arrêté, 3 avril, page 179.
(3) Arrêté, Robespierre, Saliceti, 14 avril, page 245.
(4) Situation du parc de l'armée à Nice, 3 mars, (Situations AG).
(5) Dumerbion au comité, 13 avril, page 240 ; Dumerbion au comité, 15 avril, p. 251 ; Ricord au comité, 22 avril, page 302.
(6) Masséna à Dumerbion, 2 juin, page 620.
(7) Arrêté, 20 février, page 93.

faites par l'artillerie. On veut ainsi empêcher le trafic des pièces d'armes par les mauvais citoyens qui les brisent pour les vendre en détail (1).

IV

Tant que les neiges couvraient les montagnes, elles nous interdisaient tout mouvement offensif; jusqu'aux premiers jours de février, cet obstacle avait rassuré les Piémontais sur la probabilité d'une attaque; mais la saison « étant toujours extraordinairement belle et douce », les rapports commençaient vers le 12 février, à devenir fort alarmants; ils portaient « que les passages étaient presque entièrement débarrassés de neige » (2).

Les Français n'allaient-ils pas profiter de cette occasion? on signalait de forts rassemblements à Breil et on leur prêtait l'intention d'attaquer Saorge sur trois colonnes.

Le 15 février, M. de Girola mandait de Gênes: « On a également appris de Nice que le nombre de troupes rassemblées à Villefranche, Monaco, Menton avait été porté à 30.000 hommes, que l'on y attendait d'un moment à l'autre Robespierre jeune avec le plan des opérations que l'on devait entreprendre et que trois navires étaient arrivés à Villefranche chargés de matériel du génie pour faire de nouvelles routes » (3).

Le 22 février, on savait à Gênes « que Robespierre jeune était arrivé à Nice avec le plan d'opérations à exécuter par l'armée commandée par un certain général André Masséna ». L'effectif des troupes montait à 22.000 hommes, et des barques chargées de poudre et de munitions de gros calibres étaient entrées dans le port (4).

Sur un seul point ces rapports étaient inexacts; Robespierre jeune n'était pas porteur du plan d'opérations; mais son nom suffisait pour indiquer que du moment où il se trouvait quelque part l'on passerait bientôt à l'action.

Ces divers renseignements étaient certainement venus à la connaissance du général Dellera; en prévision d'une attaque qui pouvait s'effectuer d'un moment à l'autre, il avait demandé des renforts.

Afin de lui venir en aide, de le seconder, on lui adjoignait Revel comme chef d'état-major et on lui envoyait deux régiments de ren-

(1) Arrêté, 23 mars, page 146.
(2) Gherardini à Thugut, 12 février, page 24.
(3) Girola à Thugut, 15 février. Traduction.
(4) Girola à Thugut, 12 février. Traduction.

fort. Le 20 février, le régiment de Turin se mettrait en mouvement pour se porter à Limon et à Vernant ; le 22, le régiment de Montferrat se rendrait à Tende. Ces quatre bataillons étaient mis sous ses ordres, afin de lui servir de réserve (1).

Le danger qui menaçait le Piémont d'être envahi brusquement par les Français n'avait pas échappé à son gouvernement ; en même temps qu'il s'efforçait d'obtenir la coopération des Autrichiens, il s'occupait de préparer un plan de défense.

Le moment était venu pour lui d'arrêter une ligne définitive de conduite ; la maladie empêchant le général de Vins de parcourir les montagnes, le général Colli était chargé, le 3 février, de visiter toute la ligne de Raus à Dolceacqua, de se rendre compte de l'état des choses afin de suppléer le généralissime et de lui permettre de se déterminer en toute connaissance de cause.

« Il s'assurerait si les neiges empêchaient encore les Français de rien entreprendre » ; il déciderait ou non de l'occupation du Tueis, et dans ce cas on y construirait « un ouvrage de campagne solidement environné de palissades solides et de chevaux de frise » ; enfin il reconnaîtrait l'état des troupes.

Sa reconnaissance terminée, « il remettrait au général Dellera tout ce qui devait être changé ou fait d'abord, lequel devait l'assurer par écrit si le tout pouvait être exécuté ou bien s'il croyait trouver des difficultés insurmontables qui devaient être déduites avec tout le détail nécessaire » (2). Cette instruction était communiquée à Dellera.

Le 14 février, Dellera était prévenu de l'arrivée du général Colli (3) ; le 17, en réponse à une dépêche où il réclamait des ordres, il lui était prescrit de s'adresser à ce général chargé « de satisfaire à ses demandes » (4).

Le même jour, Colli, accompagné du général Argenteau, arrivait à Tende à 1 heure de l'après-midi, il partait aussitôt pour Saorge (5).

La mission du général Colli témoignait de peu de confiance en Dellera ; après les événements de l'année passée on pouvait même la considérer comme une revanche obtenue par les généraux autrichiens sur les généraux piémontais ; alors Colli avait dû se retirer

(1) De Vins à Dellera, 14 février, page 89.
(2) De Vins à Colli, 3 février, page 81. Une copie avait été conservée dans les papiers de Dellera à Turin.
(3) De Vins à Dellera, 14 février, page 89.
(4) De Vins à Dellera, 17 février, page 92.
(5) Bulletin de renseignements, 17 février, page 92.

devant Saint André, actuellement on le chargeait d'examiner les dispositions auxquelles il s'était opposé.

Les rapports étaient poussés à un tel degré d'inimitié entre lui et Revel qu'au moment où il prendra le commandement du corps d'armée de Nice, ce dernier se retirera. En outre Colli appartenait, à en croire Revel, au parti autrichien qui aurait voulu s'en remettre à une bataille générale et décisive pour terminer la guerre.

Que se passait-il entre les deux généraux? toujours d'après le témoignage de Revel, « Colli aurait été d'avis de porter les troupes autrichiennes vers Tortone et Acqui ». Cette proposition était assez naturelle chez un général autrichien qui devait connaître les intentions de sa cour ; néanmoins à la suite des observations qui lui furent faites, « il convenait que ce n'était pas le véritable point ». Mais on peut douter de l'exactitude des autres idées qu'on lui prête ; si elles sont reproduites exactement, Colli aurait conseillé d'évacuer immédiatement toute la ligne de crêtes que tenait le corps piémontais. Ceci ressort clairement du passage (1) où Revel, parlant au nom de Dellera, répète les motifs que Saint-André avait déjà exposés pour justifier ses dispositions (2) ; Revel s'est certainement laissé emporter par son ressentiment, car bien loin d'adopter un tel plan, plus tard, Colli défendra pied à pied le débouché des montagnes. Observons en outre que M. de Costa, généralement très bien informé, soutient le contraire (3).

Connaissant les sentiments de Revel à son égard, Colli évitait soigneusement de faire usage du pouvoir qui lui avait été attribué; au lieu de donner des instructions, il se bornait à laisser une note à Dellera où il l'invitait à faire préparer des chevaux de frise et des palissades, à reconnaître le Tueis, à former un plan de défense (4).

Il ne prescrivait donc rien, s'en remettant absolument à Dellera à qui était confiée la défense de cette partie. La crainte d'être rendu responsable d'un échec à la suite de dispositions qu'il aurait prescrites ou les égards envers un camarade l'avaient-ils fait agir ? En tout cas il avait fait preuve d'une grande modération dans l'usage de l'autorité qui lui avait été confiée (5).

L'exploration du Tueis fut confiée à Revel et à Malaussena; celle-ci terminée, Dellera réclamait le 24 des ordres précis. Fallait-

(1) Thaon de Revel, *Mémoires*. Revel au roi, page 183.
(2) Voir page XCVIII.
(3) *Mémoires sur la campagne de* 1794. — M. de Costa, page 232.
(4) Colli à Dellera, 20 février, page 93.
(5) Ceci est un nouveau motif de douter de l'exactitude de Revel sur ce point particulier.

il ou non occuper en force l'Authion et en avant de cette position le poste détaché du Tueis? En réponse à l'invitation faite par Colli de lui soumettre un plan de défense, il présentait diverses observations sur l'exécution de cette mesure Quelle que fût la réponse du général en chef, le mauvais temps et la difficulté des communications à cette époque de l'année, restreignaient le nombre d'hommes à maintenir à l'Authion ; les baracons contenaient seulement le logement de 264 hommes et les huttes étaient inhabitables. Les mêmes raisons en interdisaient l'occupation aux Français ; mais en choisissant le moment, il leur était possible d'y prendre pied après avoir chassé les postes piémontais, et dès lors d'y tenir avec peu de monde, le front nord étant plus facile à défendre qu'à attaquer.

A son avis, il convenait de ne pas éveiller l'attention de l'ennemi en se montrant prématurément au Tueis ; auparavant, on devait s'établir solidement à l'Authion et y construire successivement des ouvrages pour battre les flancs de ce poste avancé. Le renforcement des différents points de l'Authion par des retranchements avait en outre l'avantage de suppléer au manque de troupes, et de leur épargner des fatigues en diminuant le nombre des postes.

On élèverait une redoute au baracon, on créerait un poste hors d'insulte en avant de l'ancien camp du corps franc, on fortifierait le château de l'Authion et l'on monterait du canon au Tueis ; la gauche surtout était particulièrement faible ; pour y remédier on placerait du monde et de l'artillerie à la Vauta. Afin d'être prêt, sans imposer de trop grandes fatigues aux troupes, Dellera voulait les rapprocher progressivement de la Beola, d'où il était facile de les diriger sur l'Authion.

Dellera s'en remettait entièrement à l'appréciation de Colli sur toutes ces propositions ; il lui abandonnait même la plus précieuse prérogative de tout chef chargé d'une responsabilité, le choix du commandant à donner au poste capital du Tueis au cas où il lui serait prescrit de l'occuper (1).

Le rapport que Dellera adressait à de Vins à la suite de la note de Colli semble avoir été bien autrement décidé, il est vrai qu'il était dû à la plume de Revel. Il y réclamait énergiquement le maintien dans le comté, pour des motifs certainement très judicieux. « Si l'ennemi occupe Belvédère, lui disait-il, il épargnera 5.000 à 6.000 hommes que 1.200 à 1.500 des nôtres tiendraient en échec en restant à Belvédère. Si la position de Saorge à Colla Ardente est

(1) Dellera à Colli, 24 février, page 106.

fortifiée, comme elle peut l'être, l'ennemi devra ou chercher à nous en déloger, ou établir un cordon très fort; s'il veut aller à Oneille et plus loin, ce cordon aura une étendue de quarante heures et plus, tandis que les deux extrémités de notre ligne ne sont pas éloignées de huit à dix heures du centre placé à Saorge (1) ».

Ce rapport, que nous ne possédons pas, était joint à une lettre du même jour où Dellera insistait auprès du général en chef sur l'urgence de prendre un parti (2); la neige fondait rapidement, les abords de l'Authion du côté du Moulinet étaient découverts, et les patrouilles françaises se montraient fréquemment dans cette direction (3). A la droite de la ligne, les bonnes dispositions du marquis de Colli, commandant dans la vallée de la Vésubie, en avaient imposé jusqu'à ce moment aux Français ; mais « pour peu qu'ils y missent de vigueur », ce faible corps ne serait pas en état de se soutenir dans sa position actuelle, d'autant plus que l'on signalait beaucoup de troupes à Utelle (4).

Le 28 février, le général de Vins approuvait le projet du général Dellera ; car, écrivait-il, « si l'on voulait s'emparer du Tueis et y faire des retranchements avant que l'on eût les flancs et les derrières bien assurés, l'on ne ferait qu'exciter l'attention de l'ennemi et certainement il viendra en forces supérieures pour nous en chasser ». Assuré de la position de l'Authion, on construirait à la gauche de la ligne une batterie « fermée par derrière » destinée à battre le flanc gauche du Tueis et à le rendre intenable pour les Français. De Vins donnerait alors ordre ou non d'y établir des troupes.

En même temps, il recommandait à Dellera d'apporter la plus grande attention à maintenir en bon état le chemin du col de Tende qui assurait sa ligne de retraite ; à la moindre plainte, on y enverrait un officier pour l'examiner et celui-ci en ferait un rapport circonstancié au généralissime (5).

(1) Revel, Rapport au nom de Dellera. *Mémoires de Taon de Revel*, page 183.

(2) Nous ne croyons donc pas, contrairement à l'opinion de Krebs et Moris, que la note *concernant la dislocation des troupes et les préparatifs nécessaires pour occuper une seconde position* ait été laissée par Colli à son départ de l'armée ; car alors cette phrase : « C'est donc ses ordres [de Colli] que j'attends pour les exécuter » (page 106) devient incompréhensible. La demande adressée par Dellera à de Vins de lui faire envoyer par Colli les ordres relatifs à la défense du Tueis et de l'Authion, ordres d'après lesquels il réglera sa conduite, ces points paraissant menacés par les Français qui se rassemblent en grand nombre, prouve à notre avis la non-existence d'instruction (voir page 108).

(3) D'après ce rapport dans une reconnaissance piémontaise poussée vers le Moulinet, un parti français aurait perdu un homme ; les Piémontais personne.

(4) Dellera à de Vins, 24 février, page 107.

(5) De Vins à Dellera, 28 février, page 119.

La relève des bataillons demeurés en première ligne allait procurer au général Dellera les forces nécessaires pour exécuter ces différents travaux et mettre à sa disposition des hommes reposés. Le 24 février, il était averti que les 1er, 8e, 9e bataillons de grenadiers, les régiments de Casal, Acqui et Suse allaient être remplacés par les régiments de Turin, Asti, grenadiers royaux, Peyer im Hof et par le 5e bataillon de grenadiers.

Le 1er de grenadiers partirait d'abord pour Carignan ; puis les 8e et 9e de grenadiers pour Turin ; à l'arrivée du 5e de grenadiers, Acqui se rendrait à Nice ; lorsque les grenadiers royaux auraient rejoint, Casal irait en quartier d'hiver, le 1er bataillon à Coni, le 2e à Saint-Salvador ; Suse attendrait Peyer im Hof et irait à Saint-Giavenno (1).

En exécution de cet ordre, le 1er bataillon de grenadiers se mettait en mouvement le 28 février ; les 8e et 9e de grenadiers le 1er mars, les autres suivraient dès que le jour d'arrivée de leur remplaçant serait connu.

Le régiment d'Oneille, le corps franc et le bataillon de Mondovi n'étaient pas relevés ; à cette occasion, Dellera croyait de son devoir d'avertir de Vins « que le 1er de Mondovi était réduit à rien, les hommes ayant filé en Piémont, et les ordres pour les obliger à joindre n'ayant pas leur effet » (2).

Le 4 mars, tout en reconnaissant l'avantage qu'il y aurait eu de procurer quelque repos à ce bataillon, de Vins informait Dellera qu'il lui était impossible d'envoyer d'autres corps à sa place : « si l'on considère l'éloignement dans lequel ce bataillon se trouve du Piémont, ajoutait-il, il ne vaut en vérité pas la peine de le faire marcher si loin dans la saison actuelle pour rester peu de semaines en quartier d'hiver » (3). Afin de le compléter, le bataillon demeuré en Piémont recevait ordre de lui faire passer tous les hommes disponibles ; le 6 mars, il ne comptait pas cent hommes au drapeau (4).

Les plaintes des bataillons non relevés continuèrent à se faire entendre jusqu'à l'ouverture de la campagne. Vers le 24 mars, le régiment d'Oneille réclamera de se reposer en Piémont. « A cette heure, répond de Vins le 28 mars, il m'est impossible d'y penser... je ne puis dans ce moment faire des projets de quartiers d'hiver » et il invite Dellera à le caserner à Saorge où les hommes « étant près

(1) De Vins à Dellera, 24 février, page 106.
(2) Dellera à de Vins, 27 février, page 116.
(3) De Vins à Dellera, 4 mars, page 126.
(4) Dellera à de Vins, 6 mars, page 129.

de leur patrie, ils n'ont aucune raison de se plaindre ». Le corps franc n'eut d'autre repos que de passer quelque temps à Tende (1).

Quant aux volontaires Pandini, presque tous sont tombés malades ; le 26 mars, Dellera est forcé de relever ce corps « qui connaît le local parfaitement et qui, commandé par un officier actif et vigilant, contribuait à le tranquilliser sur l'Authion » (2).

Différentes causes retardèrent la marche des troupes tirées du Piémont ; les grenadiers royaux traversant Moncalieri, le roi avait voulu les passer en revue ; ils arrivaient seulement le 11 mars, deux jours après l'époque fixée. Peyer im Hof quoique ayant assuré de « pouvoir marcher toutes les fois que Sa Majesté le jugerait à propos avait trouvé beaucoup de difficultés dans l'exécution ». Le 4 mars, on ignorait encore l'époque où il rejoindrait (3).

L'effectif total des troupes de relève, non compris Peyer im Hof, montait à 2.800 hommes ; les régiments entrant en quartiers d'hiver n'en comptaient que 1.900 hommes; Dellera obtenait donc un renfort de 900 hommes, de 1.900 en y ajoutant le régiment de Peyer im Hof ; en outre le régiment de Montferrat était « à portée de marcher à son secours ».

Avec ces forces de Vins jugeait, le 26 février, que Dellera était en état de résister « aux petites tentatives que pouvait faire l'ennemi », et il lui déconseillait de renforcer le marquis Colli « puisque également quand on doublerait sa force, il ne serait point en état de tenir si on l'attaquait sérieusement ». D'ailleurs les escarmouches se passant entre milices, c'était une preuve « que l'ennemi ne pensait à s'y venir encore établir ». Pressé avec vigueur le marquis de Colli se retirerait ; son rôle se réduisait donc à observer (4).

Les événements n'avaient pas permis à Dellera d'attendre une réponse à ses différents rapports. Dès le 24, « tous les avis et rapports des personnes dignes de foi, venues de Nice, s'accordaient sur le nombre considérable de recrues qui arrivaient à Nice ; déjà il en était venu au Moulinet et à Utelle qui n'étaient pas habillés » (5).

Le 25 février, il se produisait à la droite une affaire d'avant-postes ; les Français enlevaient le Pical, poste qui nous était repris de suite ; nous y perdions sept morts et vingt blessés ; les Piémontais quatre blessés seulement.

(1) De Vins à Dellera, 28 mars, page 156.
(2) Dellera à de Vins, 26 mars, page 154.
(3) De Vins à Dellera, 4 mars, page 126.
(4) De Vins à Dellera, 26 février, page 114.
(5) Dellera à de Vins, 24 février, page 107.

Enfin quatre volontaires de Lombardie ayant déserté avaient informé le commandant du Moulinet de la force et de la position des troupes de l'Authion ; ils s'étaient même offerts « pour y guider les Français ».

Nous ignorons jusqu'à quel point ce dernier renseignement était fondé. Dellera y prêtait pleine confiance. En réunissant tous ces faits, il jugeait la situation assez grave pour faire occuper l'Authion sans délai ; la compagnie Cauvin y montait avec M. de Malaussena. Le 26, les Français se faisaient voir du côté de la Carmette, ce qui donnait lieu à une légère escarmouche ; en elle-même elle était insignifiante. M. de Cauvin, avec des volontaires et des milices, suffisait par nous faire replier, tandis qu'à l'Authion Malausséna « faisait ostentation » de ce qui y était resté. Notre apparition avait pour résultat d'augmenter les appréhensions de Dellera. Tout ce qui était disponible des régiments de Nice, Mondovi et Casal cantonnés dans la vallée de Cairos marchaient à l'Authion en attendant que le 1er d'Asti y vînt aussitôt de Tende. Les troupes de Marta recevaient ordre d'aller occuper au premier signal la redoute de la Vauta ; afin d'être plus à portée, cent hommes s'avançaient jusqu'à la redoute de la Beola.

Le 27, Dellera, ayant eu avis de l'arrivée d'un bataillon français à Pietra Cava « et les neiges disparaissant des montagnes », se décidait à renforcer par le 1er bataillon d'Asti les forces en position à l'Authion et il demandait l'autorisation de rapprocher le régiment de Montferrat (2).

D'après le projet du général Dellera approuvé par de Vins, on devait se limiter à la position même de l'Authion ; néanmoins on avait fortifié le Tueis ; aussi, le 3 mars, Dellera s'excusait-il de ce que « contre ses intentions l'ingénieur qui se trouvait à l'Authion, lorsque les Français parurent au Montegas, ait fait un retranchement au Tueis ».

La situation à l'Authion s'était alors considérablement améliorée ; les soldats à qui l'on avait promis d'être relevés, lorsqu'ils auraient terminé une certaine tâche, avaient travaillé avec ardeur.

Le 3, Dellera mandait que sous peu de jours les ouvrages de la gauche et au château de l'Authion seraient hors d'insulte et les canons en batterie (3). En effet, malgré le terrain de rocaille et la gelée « on espère le 7 que le château de l'Authion et la redoute seront en état de recevoir des canons ».

(1) Dellera à de Vins, 27 février, page 116.
(2) Dellera à de Vins, 27 février, 118.
(3) Dellera à de Vins, 3 mars, page 122.

Quant à la batterie destinée à flanquer le Tueis, Dellera proposait de la fermer et d'y placer quatre pièces (1).

Un peu plus tard, il dut se produire des demandes d'explication sur le tracé de cet ouvrage ; car, le 4 avril, de Vins écrit : « Il est difficile dans l'éloignement de décider au point juste si la batterie est tournée exactement comme elle doit l'être » ; et il rappelle que le but principal de sa construction « est de battre le Tueis en tous sens » pour interdire à l'ennemi de s'y établir » (2).

Les rapports de Dellera du 24 au 27 février, surtout ce dernier, témoignaient de quelque inquiétude ; d'autre part la relève éprouvant, comme on l'a vu, certaines difficultés, de Vins recommandait le 4 mars, de « ne laisser pas partir tant de troupes sans en avoir d'autres » (3).

Les escarmouches journalières étant de simples affaires d'avant-postes, il envoyait le 4 mars, les chasseurs de Canal à Saorge ; le 10 (4) et le 13, il approuvait toutes les mesures prises par Dellera (5).

Dans les premiers jours de mars, tous les renseignements reçus à Saorge vinrent confirmer le renforcement des avant-postes français. Le 3 mars, on constate une augmentation dans le nombre de tentes à l'Agnon et à Brouis « ce qui donnait à penser qu'il y en avait aussi dans les troupes ». Les prisonniers eux-mêmes confirmaient « cette conjecture d'ailleurs si sujette à tromper ».

Cependant nous ne semblions pas désireux d'attaquer ; seuls de petits corps poussés par les avant-postes battent la campagne. Le 3 des patrouilles françaises se montrent du côté du Moulinet ; elles sont facilement tenues à distance de manière à ne pouvoir ni reconnaître ni empêcher les travaux. La situation paraît si tranquille qu'une centurie de Turin va remplacer le bataillon d'Asti à l'Authion (6).

Mais le 6 « il revient du Moulinet et de Lantosque que les Français ont le dessein de porter quatre ou cinq bataillons à Pietra Cava. On fait monter à 2.000 hommes le nombre des Français à Utelle ; il est certain qu'ils sont renforcés à Brouis et au Beolet ».

D'autre part les patrouilles françaises vers l'Authion s'accroissent ; le 5, celle qui est partie du Ventabren est plus forte qu'à l'ordinaire ; le 6, un détachement de 300 hommes s'avance en deçà de

(1) Dellera à de Vins, 6 mars, page 129.
(2) De Vins à Dellera, 4 avril, page 182.
(3) De Vins à Dellera, 4 mars, page 126.
(4) De Vins à Dellera, 10 mars, page 135.
(5) De Vins à Dellera, 13 mars, page 136.
(6) Dellera à de Vins, 3 mars, page 122.

ce mont ; à l'approche des miliciens et des volontaires piémontais, il se retire. Le général Macquart présente les faits d'une manière bien différente : les Piémontais auraient attaqué le Ventabren « assez vivement » et auraient été repoussés « jusque sous leur camp avec perte de quelques hommes tués et plusieurs blessés » (1). Cette version paraît plus vraisemblable, car Dellera « ayant des avis que les Français sont arrêtés au Ventabren » se décide à faire remonter à l'Authion le 1[er] d'Asti et une centurie du 5[e] de grenadiers, tant pour le défendre que pour activer les travaux ; en cas de mauvais temps ils ont ordre de redescendre.

Sur la droite, le lieutenant-colonel Testoris ayant rassemblé quelques milices, recevait l'ordre de se montrer dans plusieurs endroits de manière à faire croire à la présence d'un corps important dans la vallée de la Tinée et d'éclairer les mouvements des Français.

Les mesures prises par Dumerbion n'ont pas été conservées ; mais les états de situation nous donnent l'effectif au 5 et au 20 mars ainsi que les emplacements ; on peut donc se faire une idée générale de la disposition des troupes. A l'ouest dans la vallée de la Vésubie, on trouve deux rassemblements principaux, l'un à Saint-Arnoux (1.342), l'autre à Utelle (1.113) ; deux camps sont au Figaret (242) et au Blaquet (269). A l'est, quatre rassemblements principaux : Castillon (584), Sospello (1.139), Brouis (2.048), Breil (2.212).

L'espace intermédiaire est à peine surveillé : au Moulinet, on rencontre un camp de 411 hommes ; en arrière, trois autres à Luceram (663), Colla Bassa (386) et à l'Escarène (1.939) (2).

Ce dispositif ne menaçait donc pas les positions de l'Authion.

Le 20 mars, à la gauche, le camp d'Utelle a reçu un bataillon de renfort (bataillon des Landes) et compte 1.902 hommes ; Saint-Arnoux (1.538).

A la droite, Castillon est renforcé par un bataillon, le 2[e] de la Drôme, et compte 1.282 hommes ; Brouis en a 1.997 ; Breil, 2.285 ; Sospello, 665 ; ce camp a perdu les 1[er] et 2[e] bataillons de la 99[e] qui sont allés au Beolet (595).

Au centre, un détachement du 3[e] bataillon de la 22[e] tiré de l'Escarène vient au Moulinet ; ce camp compte alors 607 hommes ; l'Escarène qui a de plus perdu le 2[e] bataillon de la 56[e] passé à Colla Bassa, est réduit à 819 ; Luceram en a 702 ; Colla Bassa, 1.164 (3).

(1) Renseignements fournis par Macquard, page 350.
(2) Situation au 6 mars, voir page 767.
(3) Situation au 21 mars, voir page 769.

En résumé, dans cette période de quinze jours, on constate un très léger renforcement des avant-postes vers le nord, et deux bataillons tirés l'un, d'Antibes (bataillon des Landes), l'autre, de Saint-Tropez (2e bataillon de la Drôme), ont été portés en première ligne.

Il ne pouvait donc être question d'opérations sérieuses entre les deux armées ; les Piémontais eurent toute facilité pour occuper l'Authion et le fortifier ; tout se réduisit à des escarmouches incessantes.

Le 5 mars, les Français voulant enlever un âne et deux vaches près de la Giandola, il en résultait une vive fusillade et plusieurs coups de canon : « les Français auraient été obligés de lâcher prise » avec perte de plusieurs tués ou blessés (1).

Le même jour, le général Macquard rend compte d'une escarmouche au col de l'Agnon ; l'ennemi aurait eu quatre hommes tués ; de notre côté, on ne signalait pas de perte (2).

Vers Sospello, des milices en train de voler des mulets sont surpris dans une maison : deux se sauvent, un est tué, les autres sont fusillés après l'affaire (1).

Le 7, l'ennemi attaque à la pointe du jour le poste de la tour de Breil ; le feu dure jusqu'à 9 heures. Cette affaire aurait été assez sérieuse, puisque l'on accusait vingt morts et six chariots de blessés.

Le 9 mars, une reconnaissance de 25 Piémontais se dirige vers les avant-postes de l'avancée de Breil ; un coup de canon qui leur tue un homme suffit pour les chasser (3).

Dans la nuit du 12 au 13, des barbets viennent surprendre nos postes avancés à la droite du camp de Brouis ; signalés par une sentinelle qui leur tire un coup de fusil, ils reviennent à la pointe du jour et s'enfuient de nouveau, « tout étant disposé pour les bien recevoir ». Cette fausse alerte a tenu nos troupes sous les armes une partie de la nuit (4).

Le 12, il recommençait à neiger et le mauvais temps arrêtait pour quelques jours toute entreprise. Les travaux exécutés par les Piémontais à l'Authion leur permettaient d'y rester sans subir trop de privations. La redoute de la gauche, le château de l'Authion et la grande redoute étaient fermés ; les baracons et les huttes où les troupes couchaient étaient parquetées ; dans ces abris elles « pou-

(1) Dellera à de Vins, 6 mars, page 129.
(2) Macquard, éclaircissements, page 350.
(3) Dumerbion à la Convention, 9 mars, page 133.
(4) Dumerbion au comité, 14 mars, page 138.

vaient éprouver de l'incommodité mais non pas souffrir essentiellement » (1). Nos soldats, au contraire, qui bivouaquent au Maurigon sont forcés de battre en retraite (2). Le 13, les Piémontais veulent profiter de l'occasion pour s'établir sur ce mont ; le 15, ils s'y installent à 6 heures du matin, détruisent les retranchements élevés par nous et descendent courageusement sur le Beolet. Cette affaire est assez importante, puisque le général Lebrun est obligé d'engager deux compagnies de grenadiers de la 20ᵉ et une partie de la 99ᵉ ; elle dure de dix heures à midi ; les Piémontais se replient alors et nous reprenons le Maurigon à peine tenable « par la quantité de neige dont il était couvert et par la destruction de l'épaulement ». Les pertes montent du côté français à un tué, deux blessés et un prisonnier ; les Piémontais perdent un tué, sept à huit blessés et un prisonnier (3).

A Belvédère, le marquis Colli avait reçu divers avis portant que l'ennemi projetait de l'attaquer ; bien qu'il en doutât et que le mauvais temps « dût interrompre ce dessein si les Français l'avaient réellement », il prenait des dispositions afin de s'en assurer (4) : sur sa droite, le lieutenant-colonel Testoris avec ses milices s'acquittait habilement de la mission qu'il avait reçue de nous alarmer. On ignore les détails de ses opérations ; mais il réussissait parfaitement à nous donner le change et à faire croire à la présence de grandes forces dans cette partie.

Le 17, des avis d'Entrevaux apprennent « qu'il est sorti par la gorge de Sainte-Anne 2.000 hommes et du canon » ; d'autres venus de Malaussene, « que les Piémontais s'apprêtent à une attaque, qu'il y a un grand nombre de dragons piémontais à Roussillon, et que des troupes nombreuses sont répandues à Clans, à Maria et à val de Blore, dans le territoire de Saint-Dalmas, et 400 à 500 hommes à Ilonse et à Saint-Salvador ».

Une lettre du Broc en date du 16 donne les mêmes avis (5). Le 19, on signale un renfort de 600 hommes à Lantosque (6) ; le lendemain, le poste du Noyer en avant de Saint-Arnoux était attaqué (7) ; tous ces bruits sont occasionnés par les mouvements du colonel Testoris. Mais Dumerbion se laisse tromper, et le 20, il

(1) Dellera à de Vins, 13 mars, page 137.
(2) Dumerbion au comité, 14 mars, page 138.
(3) Explications du général Macquard, 25 ventôse, page 351. — Dumerbion au comité, page 140.
(4) Dellera à de Vins, 13 mars, page 137.
(5) Dumerbion au comité, 17 mars, page 140.
(6) Dumerbion au comité, 19 mars, page 141.
(7) Dumerbion au comité, 20 mars, page 144.

résume ainsi tous les renseignements reçus : « plusieurs avis se sont conciliés que les ennemis ont fait filer sur leur droite dans la vallée de Clans et du côté d'Entrevaux 2.000 hommes avec du canon, qu'ils ont porté à Lantosque sur leur centre 600 Suisses de la légion de Bachnam, et que leurs camps et leurs postes reçoivent depuis peu des renforts considérables » (1).

Une attaque sérieuse par la Vesubie était peu probable, pourtant en présence de ces avis qui lui paraissent positifs, Dumerbion renforce cette vallée en dirigeant de Villefranche sur le Broc, le 1er bataillon de la 83e ; le 2e va border la rive droite du Var (2).

Le 22 mars, le poste avancé de Lantosque, fort de douze hommes, est attaqué par 100 barbets, il se replie sur Figaret avec une perte de cinq tués et un blessé (3).

Le 24, le poste de Saint-Colomban est attaqué à 8 heures du soir, et l'avancée de Lantosque à 11 heures ; les Piémontais ayant trouvé nos troupes sur leurs gardes se retirent rapidement. Ils perdent environ vingt hommes tués et blessés, nous un tué et six blessés (4).

Afin de savoir ce que signifient ces escarmouches répétées et d'obtenir un peu de répit, on se décide, le 25, à opérer une forte reconnaissance sur Lantosque ; quatre compagnies de grenadiers parviennent jusqu'au couvent des capucins de Lantosque ; là, elles sont forcées de céder du terrain, jusqu'au moment où apparaissent à l'improviste sur leur flanc gauche des chasseurs venant du Blaquet qui longent le plateau de la Condamine ; renforcés en même temps par deux compagnies de grenadiers tenues en réserve pour protéger leur retraite, les grenadiers se reportent en avant « plus vigoureusement encore que la première fois. Ils auraient pénétré jusqu'à Lantosque si une pluie survenue dans le moment ne les eût obligés à revenir ». L'ennemi aurait eu environ vingt tués ou blessés. Telle est du moins la version française (4).

Le général Dellera considère au contraire cette escarmouche comme « un essai mal dirigé » (5) et s'attribue la victoire.

Sur le reste du front les escarmouches sont bien moins importantes.

(1) Dumerbion au comité, 21 mars, page 144. — Compte rendu décadaire. 30 mars, page 158.
(2) Dumerbion, compte rendu, 20 mars, page 143.
(3) Dumerbion au comité, 22 mars, page 147.
(4) Dumerbion au comité, 25 mars, page 152. Dumerbion, compte rendu, 30 mars, page 158.
(5) Dellera à de Vins, 26 mars, page 154.

Le 17, des patrouilles se rencontrent à Luceram. Les Piémontais perdent un blessé et deux prisonniers (1).

Le 20, un poste avancé de Pietra Cava, fort de treize hommes, se laisse surprendre à 2 heures du matin par quinze barbets; au lieu de se défendre, cette garde se sauvait en abandonnant ses armes; elle avait un tué et deux blessés (2). Le commandant était sévèrement puni de sa négligence.

Le 21, quatre soldats « sortis imprudemment » du camp de Brouis s'étant avancés jusqu'aux avant-postes ennemis, y occasionnent une alerte. Les Piémontais dirigent alors deux reconnaissances, l'une vers le Beolet, l'autre sur la grande tour de Breil ; nous perdons un tué et deux blessés (3).

Le 28, nouvelle reconnaissance à la tour de Breil ; nous avons un blessé (4).

Ces diverses escarmouches où les patrouilles poussaient des deux côtés jusqu'aux retranchements, avaient dû permettre de reconnaître l'état d'avancement des travaux à l'Authion.

Les interrogatoires des déserteurs nous avaient procuré des renseignements précieux sur ce qui se cachait en arrière. Nous allons les résumer par ordre de date.

Le 15 mars, un déserteur venant de Marta, rapporte qu'il y a 1.000 hommes dans ce camp ; un autre venant d'Oneille, qu'il s'y trouve un bataillon de 400 hommes (5).

Le 16, un déserteur de Saorge, que la garnison de cette place est faible (6).

Le 18, un déserteur de l'Authion, qu'il y a dans ce camp 1.500 hommes, dix pièces de canon de 8 et de 4, et que l'on attend des renforts pour attaquer (7).

Le 19, un déserteur de Marta, qu'il s'y trouve 400 hommes (8).

Le 23, un déserteur d'Oneille, qu'il y a 400 hommes dans cette place (9).

Le 26, un déserteur d'Oneille donne le même renseignement ; un déserteur de la Brigue, qu'il y a des impériaux et 200 hommes à Saorge (10).

(1) Dumerbion au comité, 18 mars, page 141.
(2) Dumerbion au comité, 21 mars, page 145.
(3) Dumerbion au comité, 22 mars, page 147.
(4) Dumerbion, compte rendu, 30 mars, page 158.
(5) Dumerbion au comité, 15 mars, page 138.
(6) Dumerbion au comité, 16 mars, page 139.
(7) Dumerbion au comité, 18 mars, page 141.
(8) Dumerbion au comité, 19 mars, page 141.
(9) Dumerbion au comité, 23 mars, page 148.
(10) Dumerbion au comité, 26 mars, page 154.

Quelque douteux que fussent ces renseignements, vu leur origine, ils s'accordaient à attribuer peu de monde aux Piémontais, ce qui était exact. Dellera l'avouait lui-même : « pas un bataillon n'était au complet, plusieurs étaient au tiers et au-dessous ». Le 2e de Peyer im Hof n'avait que 56 files, et encore de recrues « qui n'avaient jamais vu le feu »(1); nous connaissons déjà la situation du bataillon de Mondovi ; celle d'Oneille n'était pas plus brillante.

Dans l'armée piémontaise, le service des renseignements était organisé d'une manière remarquable ; on réunissait tous les renseignements obtenus aussi bien par les interrogatoires des prisonniers que par d'autres sources et on les résumait dans des rapports remis à différentes époques au général en chef. A la vérité, nous ne les possédons qu'à partir du mois de juin (2), mais il n'y a pas de motifs pour croire que ce service n'ait pas fonctionné auparavant, d'autant plus qu'il se continue de la même manière pendant toute l'année 1795, ce qui laisse supposer une organisation régulière.

Outre les rapports d'espions, de déserteurs et d'autres gens aussi sujets à caution, il y avait ceux des prisonniers : l'échange de ces derniers, commencé le 23 mars(3) à la suite d'un arrêté pris par les représentants le 8 (4), rendait à l'armée piémontaise plusieurs officiers ; aussi bien à Nice que sur leur route, ils avaient su se rendre compte de l'expédition prochaine qui se préparait ; il est étonnant qu'on ait consenti à cet échange à un moment aussi important, à la grande satisfaction du général de Vins (5). Si l'on songe en outre que l'armée française campait sur un territoire qui la veille encore appartenait au roi de Sardaigne, l'on s'étonnera moins que du côté ennemi l'on ait pu être tenu au courant, non seulement de nos moindres mouvements, mais même de nos projets les plus secrets.

Le 13, un médecin déserté de Sospello indiquait assez exactement la force de nos troupes de première ligne. « Le chirurgien dont les propos paraissent naturels et vrais, écrit Dellera, fait monter de 9.000 à 10.000 hommes le cordon ennemi qui est vis-à-vis de nous, non compris tout ce qui est en seconde ligne à Nice et dans la principauté de Monaco... Si les ennemis ont des projets de ce côté-là, leur exécution ne saurait être très prochaine. Il continue

(1) Dellera à de Vins, 26 mars, page 154.
(2) Martinel, rapport du 9 juin, page 664.
(3) Dumerbion au comité, 25 mars, page 152.
(4) Arrêté des représentants, 8 mars, page 130.
(5) De Vins à Dellera, 16 mars, page 139.

à arriver des troupes de réquisition qui ne sont pas en uniforme ; les matières premières manquent pour les habiller » (1).

Le 26 mars, Dellera apprend, on ne sait de quelle source, que les représentants ont été informés d'une soi-disante jonction d'un corps autrichien avec le corps piémontais, et qu'ils en tirent un nouveau motif pour prendre l'offensive. « Il me revient, mande-t-il, que les commissaires de la Convention s'attendent à la jonction de beaucoup de troupes autrichiennes aux nôtres, et qu'ils veulent nous attaquer auparavant ; il est trop évidemment de leur intérêt de se conduire ainsi d'après leur opinion pour ne pas l'appréhender » (2). Ces avis étaient exacts (3), et cette exactitude nous montre à quel point de perfection était arrivé le service de renseignements dans l'armée piémontaise ; comme on le verra un peu plus loin (4), vers la même date, Eymar expédiait à Saliceti une note où il insistait sur la nécessité de prévenir les secours que l'Autriche pourrait fournir au Piémont, et ce dernier adoptant cette opinion se décidera à hâter l'expédition d'Oneille.

Au quartier général de Turin, on était également assez bien renseigné sur les dispositions arrêtées par les représentants, mais on n'en croyait pas l'exécution aussi proche. Le 16 mars, de Vins prévient Dellera qu'on lui écrit « réitéremment » de la Rivière de Gênes que « les Français veulent tenter une opération contre Saorge » (5).

Le 24, à la suite d'une dépêche où Dellera a dû lui faire transmettre des avis concernant une expédition des Français qui aurait pour but de tourner Saorge, il répond : « J'ai à peu près les mêmes nouvelles que vous me mandez du côté de Nice. M. Robespierre débite de vouloir entrer dans le territoire de la République » ; toutefois il ajoute peu de créance à cette nouvelle. D'une part, ses renseignements lui signalent les troupes françaises comme étant dans un dénuement complet : « la moitié des troupes françaises doit périr dans les hôpitaux, particulièrement les sans-culottes, la mauvaise nourriture et la vie déréglée doivent nécessairement les faire périr » ; de l'autre, la violation du territoire génois les brouillerait avec la République et « les priverait par là des moyens de vivre de ce pays » (6).

(1) Dellera à de Vins, 13 mars, page 137.
(2) Dellera à de Vins, 26 mars, page 154.
(3) Saliceti au comité, 24 mars, page 149.
(4) Voir page CXLVIII.
(5) De Vins à Dellera, 16 mars, page 139.
(6) De Vins à Dellera, 24 mars, page 150.

Le 28, il refuse d'ajouter foi à des rapports fournis par des officiers piémontais venant de Nice et transmis par Dellera.

« N'en déplaise à messieurs les officiers revenus de la prison ; ils s'en sont laissé imposer par les rodomontades françaises. Dans toutes les armées l'on se donne toujours de la peine à en imposer sur la force aux officiers prisonniers, et ces messieurs y ont donné à ce que je vois en plein... Je pourrais dire à ces messieurs comment les Français font pour en imposer aux officiers prisonniers chez eux. » D'ailleurs la neige qui couvre les montagnes doit empêcher toute entreprise sérieuse (1).

Mais brusquement cette assurance disparaît. Peut-être convient-il de rechercher le motif de ce revirement subit dans l'influence de d'Hauteville, à qui Revel avait également fait part des renseignements apportés par les officiers revenus de Nice.

Le 30 mars, de Vins avertit Dellera que « tous les mouvements des ennemis à Nice et Menton et dans tous les environs font présumer une irruption prochaine tant de la part de Vintimille que du côté de Saorge ». Ce sont là les grandes lignes du plan d'attaque français.

Dès le 28, le régiment de Montferrat a été mis à la disposition de Dellera ; le 30, il est ordonné à ce régiment, au régiment de Pignerol et au 5e de chasseurs, de passer dans le comté de Nice (2). Ces premières mesures paraissent à de Vins suffisantes pour le moment ; du reste les travaux de l'Authion sont alors fort avancés et permettent d'y tenir ; bien que le temps ait été assez mauvais dans les derniers jours de mars, on a relevé les ouvrages de la cime de la Vauta, la tête des Fourches a été mise en état de défense ; mais les neiges ont empêché de rien faire à la Parpella (3).

Les renseignements parvenus à Dellera le 31 mars, constataient de même une concentration des forces françaises vers Menton et l'établissement d'un camp de 1.500 hommes à Castellar ; ils avaient d'autant plus de valeur qu'ils provenaient d'officiers rentrés des prisons de Nice. Néanmoins il refusait encore de croire à une opération sérieuse tant que les Génois conserveraient leur neutralité ; et cela avec d'autant plus de motifs que le lieutenant-colonel Testoris ne nous attribuait en tout qu'un effectif de 15.000 hommes (4).

Un peu plus tard d'autres avis très précis lui permettent de rectifier ce premier rapport, car il écrit à Cravanzana : « Le camp de

(1) De Vins à Dellera, 28 mars, page 156.
(2) De Vins à Dellera, 30 mars, page 160.
(3) Dellera à de Vins, 26 mars, prge 154.
(4) Dellera à de Vins, 31 mars, page 161.

Villars, au-dessus de Castellar, est simplement destiné à porter l'alarme de ce côté, tandis que le véritable plan consiste à envahir le territoire génois pour se porter dans le marquisat de Dolceacqua pendant qu'une colonne se dirigerait sur Oneille ». C'est à peu près le projet français. L'exécution en était prochaine, car des commissaires français étaient venus à Bordighière et à Vintimille « pour s'y rendre compte de la contenance des fours à cuire le pain », et du grain était moulu dans ce dernier endroit pour le compte des Français. Pourtant, comme on signalait des troubles à Marseille et que des troupes avaient dû s'y porter de Nice, peut-être en résulterait-il un retard de l'attaque (1).

Dans les journées suivantes, les rapports des émissaires montraient la situation comme devenant de plus en plus menaçante ; afin de juger du véritable état des choses, Revel poussait vers le sud ; il reconnaissait la vérité de ces renseignements, et constatait par lui-même que le moment de l'exécution approchait pour les Français.

« Toutes les apparences indiquent le projet de passer sur le territoire de la République. Il serait à souhaiter que le général Dellera eût quelques instructions à cet égard. J'ai bien examiné le pays dans une tournée rude que je viens de faire, et j'ai reconnu qu'il y a de superbes positions à prendre en avant de Saorge, mais qu'elles exigent beaucoup de troupes. Tout ce qui est possible avec celles qui sont présentement ici ou destinées à y venir, c'est de nous garder depuis Raus jusqu'à Col Ardente ; au delà il faut qu'on y songe, car nous serions tournés et pris à revers. On ne saurait douter que les Français attachent un grand prix à la possession de Saorge sans laquelle ils regardent comme précaire celle de tout ce qu'ils occupent dans le comté de Nice. Le hasard fit que j'arrivai à Triora en même temps que six Français qui allaient à Gênes par un chemin qui leur fait éviter la principauté d'Oneille et Loano et dont la connaissance peut donner beaucoup de lumière aux Français. Ils se disaient agents de la convention. Je sus du caporal qui les escortait et par les propos du podestat qu'ils étaient chaudement recommandés par le gouverneur de San Remo. J'espère que si nous sommes attaqués, nous garderons notre position et que les ennemis perdront beaucoup de monde s'ils s'opiniâtrent, et que les nôtres fassent médiocrement bien leur devoir ; mais si l'ennemi entreprend de tourner Saorge, obligés de ne pas dégarnir notre position sans cesse menacée, l'ennemi pourrait y réussir. Je me flatte que

(1) Dellera à Cravanzana, 31 mars, page 162.

les troupes ne seront pas oisives en Piémont et en Lombardie. Si on nous laissait écraser, on aurait sujet de s'en repentir. De la manière dont le général de Vins avait accueilli les notions apportées par nos officiers revenus de Nice, il n'y avait pas à s'attendre qu'il enverrait si tôt des renforts.

« Je me suis applaudi d'avoir eu l'honneur de vous les mander, persuadé que cela a beaucoup contribué à une détermination si nécessaire » (1).

De toute part, les alliés recevaient des informations ; en les réunissant et en les comparant, il était facile de découvrir la vérité.

Le consul autrichien de Loano écrivait le 2 avril : « L'ennemi a décidé de faire une attaque générale de tous nos postes samedi ou dimanche prochain, ou au plus tard au milieu de la semaine prochaine ; il veut tenter à tout prix de s'ouvrir un passage pour pénétrer dans le Piémont ; dans le cas où cela ne réussirait pas, il entrera dans l'état de la République de Gênes ».

Ce rapport méritait une attention particulière car il provenait, par une tierce personne, d'un aide de camp du général en chef français ; M. de Negri en répondait (3).

Une seconde dépêche démentait le bruit d'après lequel des troupes auraient été dirigées sur Marseille ; au contraire, on lui en signalait arrivant à Nice de cette dernière ville, et l'effectif total de l'armée française se serait élevé à 60.000 hommes.

En outre, il avertissait que la Convention, en prévision d'une entrée en Italie, avait fait « parvenir des ordres rigoureux aux troupes françaises de respecter, sous peine de mort, les églises, les prêtres, les moines et les femmes ».

Le même jour, l'archiduc connaissait déjà à Milan la proclamation des représentants au peuple gênois, où ils l'assuraient de la parfaite discipline de l'armée et du respect que l'on porterait à ses lois (4).

Des avis aussi précis devaient laisser peu de doute. Pourtant, quelques-uns croyaient encore que la France éviterait de passer sur le territoire de la République. Le consul de Gênes à Nice mandait à son gouvernement « que l'armée ennemie va s'augmenter jusqu'au nombre d'environ 60.000 hommes ; que plus des deux tiers sont à Menton où ils forment deux camps d'un nombre considérable de troupes ; que les commissaires de la Convention, les géné-

(1) Revel à Cravanzana, 3 avril. — *Mémoires de Thaon de Revel*, page 185.
(2) De Negri à Gherardini (traduction), 2 avril, page 177.
(3) De Negri à Gherardini, 2 avril, page 177.
(4) Archiduc à l'empereur, 2 avril, page 43.

raux et les états-majors sont divisés en deux camps : l'un voulant que l'on entre dans les états de la République pour pouvoir pénétrer dans le Piémont au moment même où l'on aura attaqué tous les partis austro-sardes du côté de Saorge ; l'autre prétendant que l'on doit respecter la neutralité de Gênes par le besoin que l'on a d'une telle ville pour toutes sortes d'approvisionnements ; mais au milieu d'une telle diversité d'opinions, on ne pouvait prévoir lequel des deux aurait prévalu ».

M. de Girola avait réussi à se procurer communication de cet avis ; en le transmettant, il ajoutait que sur l'ordre d'Haller, l'on avait créé à Port-Maurice des magasins, et il concluait « de l'établissement d'un tel dépôt à Port-Maurice, qui touche Oneille, que les Français se proposent pour première opération d'attaquer ledit lieu afin d'avoir un libre passage par la rivière du Ponent ».

En outre, il rendait compte de l'arrestation du général Hoche (1).

Le même jour, le gouverneur de San Remo informait encore la marquise de Dolceacqua qu'il ne croyait pas à une offensive des Français par le territoire de Gênes. A l'extrême droite, le marquis Colli était exactement prévenu par ses émissaires (2).

Le 6, toute erreur était enfin dissipée. « Suivant les avis du comte de Castellet, major de Nice, écrit de Revel, les Français sont en pleine marche sur le territoire de la République. Je crois qu'ils ont attaqué l'Authion, je n'en suis pas certain. Vous voyez que tandis que les puissances alliées délibèrent, les Français agissent. Quant aux forces de l'ennemi, je les crois de 30.000 hommes à peu près. Jugez comme nous serions écrasés, s'ils savaient faire. Que des troupes marchent tout de suite de ce côté et du côté d'Ormea, sans quoi nous risquerions d'être enveloppés ici... Nos postes avancés sont fortement canonnés » (3).

Ces divers documents sont concluants : jusqu'au dernier moment, de Vins ne sut se décider ; et les quatre bataillons de renfort qui vinrent joindre l'armée furent uniquement dus à l'influence personnelle de Revel sur Cravanzana. Les renseignements n'ont pas manqué à l'état-major piémontais ; dans une situation très difficile, avec des forces très inférieures, Dellera et Revel l'ont parfaitement tenu au courant des événements, et malgré leur infériorité numérique n'ont pas hésité à alarmer chaque jour nos avant-postes. Jusqu'au

(1) Girola à Thugut, 5 avril, page 189. M. de Cossila donne les mêmes renseignements dans son rapport du 5 avril.
(2) Rapport de Colli, page 194.
(3) Revel à d'Hauteville, 6 avril, Saorge, *Mémoires de Thaon de Revel*, page 186.

dernier moment ils ont parfaitement rempli leur rôle, apprécié sainement la situation ; on ne peut que louer l'activité de Revel en qui du reste de Vins avait pleine confiance (1). Il nous est donc impossible de souscrire à l'appréciation suivante : « Sa correspondance [de Dellera] dénote un caractère ordinaire, discipliné, dépourvu de toute initiative, et telle qu'en devait avoir un officier vieilli, dans l'observance minutieuse des petits détails du métier militaire de cette époque pendant de longues années de paix » (2). Du reste la surveillance de ces détails dont on parle souvent avec dédain ne constitue-t-elle pas une partie du rôle d'un brigadier ? là où elle manque ne voit-on pas bientôt l'ensemble se désagréger ?

Le 5 avril, bien que l'on n'eût plus aucun doute sur la certitude de l'invasion et sur la direction de l'attaque (3), de Vins ne se décidait pas encore à donner un ordre de mouvement aux troupes restées en quartiers d'hiver ; il se contentait d'inviter à 9 heures du soir le général Colli à partir le plus tôt possible pour aller prendre le commandement des troupes placées dans le comté de Nice (4).

Dans ces derniers temps, on avait soigneusement évité du côté français de donner l'éveil à l'ennemi par la moindre affaire d'avant-postes.

Les rapports des déserteurs tenaient le commandement français exactement au courant : ils indiquaient que l'ennemi n'avait pas reçu de renfort. Le 4 avril, on distinguait bien dix à douze tentes au Fourcoin (5), mais au dernier moment, l'interrogatoire de quatre déserteurs venus des divers camps ennemis procurait une idée assez exacte de la situation du côté piémontais et prouvait que les craintes des représentants au sujet de l'arrivée des Autrichiens ne s'étaient pas réalisées. A les en croire, il n'y avait à Turin que des milices armées ; un seul bataillon était à Saorge, un bataillon de Courten et un de Peyer im Hof à Raus ; neuf pièces de canon et peu de monde aux Fourches ; toutes les nuits les troupes se tenaient sous les armes de crainte d'être attaquées, deux paysans étant venus avertir le 2 avril « que sous peu les Français devaient attaquer et passer sur le territoire de Gênes ; enfin les Autrichiens étaient encore en quartiers d'hiver (6). Ces renseignements, quoi-

(1) De Vins à Dellera, 10 mars, page 135.
(2) Krebs et Morris, page 8.
(3) Voir page LXXXIX.
(4) St-Marsan à Colli, 5 avril, page 188.
(5) Dumerbion au comité, 4 avril, page 182.
(6) Dumerbion au comité, 6 avril, page 190.

que en partie erronés, étaient cependant précieux, ils fournissaient l'assurance que les Français ne rencontreraient pas une résistance trop énergique ; entre les mains d'une direction d'armée sachant ce qu'elle voulait, ces avis auraient amené à chercher sans perte de temps une action décisive où la supériorité du nombre aurait procuré la victoire, sans l'attendre uniquement de manœuvres.

CHAPITRE III

I. Plan de l'armée française. — II. Idées qui règnent dans l'armée piémontaise sur la défense des Alpes, projets de défense. — III. Description de l'Authion et des contreforts qui s'y rattachent.

I

La prise de Toulon avait fait concevoir les plus brillantes espérances à l'armée d'Italie : dès le 14 janvier, Bonaparte écrivait que l'on avait de « grands projets » pour elle (1).

Le 30, dans son « Système général des opérations militaires de la campagne prochaine », Carnot indiquait les opérations à exécuter par chaque armée. Devant l'armée des Alpes, s'étendait la chaîne des Alpes, barrière impossible à franchir, surtout en hiver. Au lieu de s'user dans cette partie si favorable au défenseur, Carnot proposait d'y garder la défensive, « sauf dans les gorges qui offraient quelques passages praticables à l'ennemi, comme le petit Saint-Bernard et les deux monts Cenis ». Il n'est pas douteux que le plan primordial consistait à attirer l'attention des Piémontais sur leur droite, car le 25 janvier, un arrêté du Comité avait prescrit d'attaquer ces deux cols « avec une telle supériorité de forces qu'il ne pût y avoir de doute sur le succès » (2). Maîtres de ces deux points, on pourrait faire refluer une partie de l'armée des Alpes vers celle d'Italie.

A cette dernière revenait la mission d'envahir le Piémont. Oneille serait son premier objectif ; par la prise de ce point, on coupait les communications du Piémont avec la Sardaigne et on délivrait notre commerce des entraves que ses corsaires lui causaient ; peut-être même, influencée par notre présence, la République de Gênes se déciderait-elle en notre faveur (3).

(1) Bonaparte à Gassendi, 14 janvier, page 61.
(2) Arrêté du comité, 25 janvier ; Aulard, tome X, page 457.
(3) Carnot, *Système général des opérations*, 30 janvier, page 78.

Ce premier résultat acquis, on prendrait Saorge à revers et l'on déboucherait en Piémont, sur Coni (1).

A plusieurs reprises, ce mouvement avait été envisagé. Le 18 février 1793, Kellermann était d'avis de conduire la guerre avec la dernière vigueur en Hollande et en Italie, et il montrait l'importance de Saorge au cas où l'on voudrait marcher sur le haut Tanaro ; entre nos mains cette place couvrait nos communications, elle barrait le col de Tende, principale voie d'accès d'un ennemi opérant contre le flanc gauche de nos colonnes en mouvement sur la Bochetta (2). Le 14 juillet il proposait de diriger l'armée d'Italie ou sur Alexandrie ou dans le Milanais contre les troupes autrichiennes, « marche qui nous livrerait vraisemblablement le col de Tende que les Piémontais ne suffiraient pas à défendre contre l'armée du comté de Nice ». Toutefois, en considérant l'avancement de la saison, il conseillait pour cette année de se borner à faire tomber la position de Saorge en la tournant par Vintimille et la Nervia, et de se rendre maître du col de Tende. Mais avant de tenter l'une ou l'autre de ces opérations, il réclamait que la flotte fût maîtresse de la mer vu la difficulté de faire vivre l'armée sur le littoral (3).

Peut-être Carnot a-t-il eu connaissance de ces dépêches et de bien d'autres écrits relatifs à ce plan ; mais, même sans cela, cette idée était simple et naturelle ; il suffisait de consulter une carte pour l'avoir, et rien n'était plus redouté des alliés qu'une telle manœuvre (4).

La nécessité de pourvoir aux approvisionnements de l'armée et des départements donnait une nouvelle force au projet d'offensive exposé par Carnot dans son mémoire. La situation au point de vue des approvisionnements offrait alors une certaine gravité. Au 14 février, on avait en magasin 149.900 quintaux de blé et 17.100 d'orge, capables de fournir 10.000 quintaux de farine et d'assurer des vivres à 40.000 hommes pendant trois cents jours ; des marchés étaient passés pour 50.000 quintaux et on espérait porter la production au double, par des achats journaliers auxquels avait à pourvoir Haller, directeur et régisseur des vivres de l'armée d'Italie. Mais, qu'était-ce en face des besoins. Un arrêté, en date du 1er février, l'avait chargé de remettre aux communes des Bouches-du-Rhône,

(1) Carnot ajoutait même que la prise de ce point obligerait les Anglais à évacuer la Corse, ce qui semblera très exagéré.

(2) Kellermann, note jointe à la dépêche du 18 février 1793 (A G).

(3) Kellermann, 14 juillet 1793 (A G).

(4) Voir tout le premier chapitre où l'idée que les Français prendront Saorge à revers est fréquemment exprimée.

du Var et des Alpes-Maritimes, les grains dont elles auraient besoin (1) ; cette consommation exigeait par jour 5.000 quintaux, et on s'attendait à voir les besoins du Gard et de l'Hérault s'élever à 6.000. De Montpellier à Menton, on ne fabriquait plus de pain qu'avec le blé livré par Haller ; en un mot on se trouvait en face de l'obligation de nourrir 600.000 âmes jusqu'à la prochaine récolte. Aussi, à la réception d'un arrêté où le Comité de Salut public lui prescrivait de puiser dans les départements la nourriture de l'armée, Haller démontrait-il l'impossibilité d'exécuter cette mesure. Avec le port de Gênes qui nous restait ouvert, il se déclarait capable de fournir à l'armée, mais, pour sauver le midi de la famine, il fallait s'adresser à tous les ports du Levant, payer comptant et même avoir recours aux pavillons ennemis.

Le blé, acheté au prix exorbitant de 180 livres la charge, l'orge, de 90 à 110 livres la charge, était revendu au prix du maximum, l'un de 35 livres et l'autre de 25 ; l'État subissait donc une perte immense, la consommation journalière étant de 2.000 charges. Les corsaires d'Oneille, dont les petits bâtiments rasaient facilement la côte, étaient en partie cause de l'élévation des prix ; pour s'en débarrasser, Haller insistait sur la nécessité d'une expédition dirigée contre ce port. « Si nous enlevions Oneille et Loano, ce qui serait assurément chose facile, nous aurions toutes les denrées de 15 à 20 fr. meilleur marché. Les corsaires de ces deux repaires de brigands troublent la navigation des Génois d'une manière incroyable, et la République de Gênes est sur ce point d'une indifférence bien blâmable » (2).

Cette invitation à un mouvement sur Oneille n'était pas nouvelle ; dès le 15 janvier, Haller l'avait proposée, faisant valoir qu'outre l'avantage pécuniaire, on obtiendrait celui « de donner un peu d'occupation à nos troupes qui s'ennuyaient à ne rien faire » (3).

La ruine de notre marine à Toulon nous interdisait de protéger nos convois. Le 16, en effet, apprenant que cinq navires marchands avaient été enlevés, Haller renouvelait ses observations. Les autorités « n'ont qu'un instant pour nous sauver tous, écrivait-il, s'il y a possibilité de sauver les départements. J'avais bien raison de me courroucer contre l'indifférence que l'on met à nous débar-

(1) Arrêté de Ricord, 1er février, page 79.
(2) Haller, note, 14 février, page 87.
(3) Haller aux représentants, 15 janvier (Gênes, 168, A E).

rasser de l'entrave de ce misérable Oneille. Les brigands qui y habitent ont fait un armement en règle » (1).

Le 3 mars, ces faits étaient portés à la connaissance du comité par Bouchotte ; il insistait sur l'urgence de prendre une résolution et de se décider soit à faire enlever Oneille par la division de la marine de Toulon, soit à y marcher par terre. Il ne semblait toutefois pas prévoir l'éventualité d'une violation du territoire génois, et il attendait tout du bon vouloir de la République de Gênes (2).

Au contraire, nos agents poussaient vivement à ce que l'on se rendît maître de l'état de Gênes. Le 16 février, Lachèze, à la suite des mesures prises par le gouvernement génois pour réprimer les désordres causés à l'occasion des bals, représentait le Sénat comme complètement ennemi de la France ; une partie avait même le projet de livrer aux alliés les forts de Savone et de Gavi. Dès lors, si l'on n'occupait les premiers le territoire de Gênes, on serait prévenu par l'ennemi.

Lachèze posait nettement la question : l'intérêt de nos approvisionnements exigeait qu'il ne se produisît pas « de révolution qui pourrait bouleverser tout à coup la place de Gênes et anéantir le commerce et en faire transporter ailleurs les capitaux » ; mais d'autre part, « s'il était réellement impossible d'y fixer la roue de la révolution », ne valait-il pas mieux que « cette révolution s'y fît par la présence des armées françaises que par le choc des passions intestines » ? Les Français étaient « les alliés » de Gênes ; les coalisés ses « agresseurs » ; n'était-il pas préférable « que ce fût nous qui devenions les premiers occupants plutôt que de nous laisser prévenir par nos ennemis » (3) ?

Le même jour, le Comité de Salut public avait à trancher une autre question. Le 11 février, on avait appris par une dépêche de Cacault que l'escadre anglaise avait opéré un débarquement en Corse (4) ; le 23, Saliceti faisait savoir de Toulon que les Anglais concentraient toutes leurs forces contre St-Florent, et il demandait, au cas où cette place succomberait, « s'il fallait partir, aussitôt que les vaisseaux seraient armés, pour entrer dans Calvi avec les 6.000 hommes », ou plutôt s'il ne « conviendrait pas mieux de se borner à leur envoyer des secours pour ravitailler cette place » ? Quant à lui, il penchait pour ce dernier parti.

(1) Haller, 16 février, page 91.
(2) Bouchotte au comité, 3 mars, page 121.
(3) Lachèze aux représentants du peuple, 16 fév. (AE, Gênes, 168). Supplément, page 90. Cette dépêche a dû être transmise avec la lettre de Saliceti du 26 février, voir page 112.
(4) Cacault, 11 février, page 84.

Il promettait bien d'être prêt à mettre à la voile pour la fin du mois, mais si l'on tenait compte de la croisière rigoureuse tenue par la flotte anglaise, avec une telle vigilance que, sur cinq vaisseaux chargés de vivres envoyés en Corse, trois avaient été pris ou coulés, il était évident qu'un convoi si considérable ne réussirait jamais à échapper aux navires anglais. Saliceti lui-même parlait des précautions à prendre pour éviter que l'escadre sortant de Toulon ne tombât entre les mains des Anglais, qui avaient déjà « une supériorité décidée » dans la Méditerranée. D'ailleurs rien ne pressait, la lettre de Gentily était « très rassurante » et la place de Calvi « presque inexpugnable » (1). La réponse ne pouvait être douteuse ; le comité arrêtait de ne pas faire passer immédiatement dans l'île les 6.000 hommes destinés à renforcer la garnison de Calvi ; il donnait plein pouvoir à Saliceti d'agir selon ses propres vues. Ses paroles sont à citer ; elles montrent qu'à cette date Robespierre jeune n'avait pas encore acquis toute l'influence qu'il obtiendra plus tard. Il ne doutait pas, disait-il, « que les Anglais humiliés » ne préparassent une descente en Corse, et il ajoutait : « C'est à toi, citoyen collègue, à prendre conseil de ta sagesse ; nous sommes trop loin du théâtre de la guerre pour prononcer sur le parti qu'il convient de prendre et les événements sont trop mobiles pour nous hasarder à donner des ordres basés sur eux... ; fais donc usage de ton énergie et réussis. Notre confiance n'a point d'autres bornes à t'imposer. Le mode est tout à ton choix, use de tous les moyens qui sont en tes mains » (2).

Cette dépêche du 3 ne trouvait plus Saliceti à Toulon (3). Très vraisemblablement les représentants près l'armée d'Italie et ceux de la Corse avaient dû s'entendre sur les opérations de cette armée ; Saliceti partait pour Paris afin d'exposer leurs idées (4) et d'obtenir une solution ; elle était pressante, car on redoutait d'être prévenu dans l'occupation du territoire de Gênes (5). Toutefois, il semble douteux qu'il y fût déjà arrivé le 9 mars et qu'il ait exercé la moindre influence sur la décision prise ; autrement on ne comprendrait pas qu'après ses explications l'on ait pu croire à la possibilité d'embarquer 20.000 hommes.

Le 9 mars, le comité ordonnait de détacher 6.000 hommes de Lyon, d'y adjoindre les 6.000 hommes destinés à la Corse et de

(1) Saliceti au comité, 23 février ; Aulard, XI, page 360.
(2) Comité à Saliceti, 3 mars, page 121.
(3) Moltedo, 9 mars, page 131.
(4) Saliceti et Moltedo au comité de Salut public, 26 février, page 112.
(5) Robespierre, Ricord, 9 mars, page 131.

les réunir avec quelques troupes tirées de l'armée d'Italie de manière à former une masse de 20 000 hommes. Le corps d'armée s'embarquerait à Nice et s'emparerait d'Oneille, on n'occuperait du territoire génois que ce qui serait absolument indispensable pour l'expédition. L'arrêté est signé Carnot et Prieur (1).

Ainsi le comité, avec une rare prudence politique, avait refusé de se laisser entraîner à une mesure capable de provoquer une révolution à Gênes. On avait évité, même le prétexte d'une brouille avec la République, mais il était difficile, au point de vue de l'exécution, de prendre une détermination plus impossible à remplir ; l'arrêté en effet était basé sur l'impossibilité de faire passer 6 000 hommes en Corse « à cause des forces supérieures des ennemis dans la Méditerranée », et l'on prétendait en embarquer 20.000 pour Oneille.

En outre, que penser du choix du général Hoche comme commandant de l'expédition ? Une opération à laquelle allait prendre part la majeure partie d'une armée devait naturellement être dirigée par son général en chef ; si l'on avait trop peu de confiance en ses talents, opinion qui du reste semble avoir été partagée par les représentants présents sur les lieux, on pouvait s'en remettre à un des nombreux généraux qui se battaient depuis deux ans sur ce théâtre de guerre. Il est vrai, qu'à en juger par les instructions au moins étranges qui furent adressées à Hoche, on n'avait en vue que de le retirer de son armée et de le faire arrêter au milieu de troupes qui, ne le connaissant pas, ne lui porteraient aucun attachement. Il n'est pas douteux que tel a été le seul but du comité ; dès le 20 sa décision est prise et il prescrit aux représentants à Toulon de le faire arrêter comme « traître » (2) ; ce qui n'empêche pas Bouchotte de continuer à le considérer comme le futur commandant de l'expédition et d'écrire le 24 à ces mêmes représentants : « Hoche ne peut quitter la Moselle qu'après l'arrivée de son successeur » (3). Cette considération politique ne diminue en rien la responsabilité du comité qui, au moment d'un mouvement décisif et pressé, enlève le chef d'une armée, le remplace par un autre absolument inconnu, et retarde ainsi toute action jusqu'à son arrivée. Les représentants en mission, assurés de la confiance de la Convention, sauront heureusement réparer toutes ses fautes.

Les instructions, qui suivent, données à Hoche, sont signées de Bouchotte, mais le comité les a certainement approuvées.

(1) Arrêté du comité, 9 mars, page 132.
(2) Comité aux représentants de Toulon, 20 mars· Aulard, tome XII, page 44.
(3) Bouchotte à Saliceti, 24 mars, page 150.

« Au moment du débarquement qui se fera sous la protection du feu de nos bâtiments et que le feu des batteries ennemies commencera à se ralentir, l'avant-garde formée sur le rivage prendra position pour soutenir une attaque sous la protection du feu des vaisseaux. De cette première position, les ingénieurs et artificiers instruits parcourront les points les plus à portée, examineront ceux susceptibles d'être fortifiés très promptement, et distribueront les ouvriers et travailleurs qui se mettront aussitôt à la besogne. L'armée prendra de bonnes positions autour de la place qui ne doit pas être fortifiée, et qui pourra d'autant moins résister à une attaque brusquée et vive qu'il ne pourra lui arriver aucun secours des montagnes par la mer (1) ». Saliceti a-t-il eu connaissance de cet ordre étrange ? le fait est probable, puisqu'il eut un entretien avec Bouchotte où ils convinrent des cartes et plans à lui remettre pour l'expédition (2). Le 21 on les lui expédiait de Paris; ils consistaient en un croquis de la côte sur huit à neuf lieues et en deux feuilles de relevé sur des mémoires manuscrits de la guerre de 1744 ; à ce sujet, tirant un juste profit de l'histoire du passé pour préparer l'avenir, Bouchotte appelait l'attention sur un mouvement exécuté par seize bataillons, qui avait forcé l'ennemi à évacuer sa position sans tirer un coup de fusil (3); en outre, on travaillait à des calques de la côte de Gênes ; ils étaient terminés le 24 (4), le premier envoi était parvenu le 25 (5), le second a encore dû arriver à temps.

Dans le courant de mars, les craintes d'Haller se réalisaient ; le 4 mars, un arrêté de Robespierre et de Ricord prescrivait au régisseur des vivres de reprendre avec vigueur les opérations pour extraire de l'étranger, tous les grains possibles, afin « de sauver les départements du Midi ainsi que l'armée de la famine à laquelle ils seraient exposés » si on les suspendait plus longtemps (6). Le 6 mars, les approvisionnements étaient en effet descendus à 83.650 quintaux ; sans de nouveaux envois de fonds, le service manquerait au commencement d'avril. La pénurie de numéraire, les dispositions de la commission des subsistances, la mauvaise volonté de la trésorerie (7) tout concourait à donner les plus vives inquiétudes pour l'avenir et exigeait qu'on y portât un prompt remède.

(1) Bouchotte à Hoche, 10 mars, page 134.
(2) Saliceti à Bouchotte, 14 mars, page 138.
(3) Bouchotte à Saliceti, 21 mars, page 146.
(4) Bouchotte à Saliceti, 24 mars, page 150.
(5) Saliceti à Bouchotte, 25 mars, page 150.
(6) Arrêté, Robespierre et Ricord, 4 mars, page 123.
(7) Ricord au comité, 21 avril, page 303.

Sans attendre de nouveaux ordres de Paris, Robespierre et Ricord prescrivaient à Dumerbion de tout disposer pour un mouvement sur Oneille (1), et ils l'autorisaient à appeler à Nice les bataillons destinés pour la Corse (2). En même temps ils envisageaient tout un système d'opérations où l'armée d'Italie déboucherait dans la plaine par la Lombardie tandis que l'armée des Alpes agirait contre le roi sarde (3) ; et en prévision de ces opérations futures ils réclamaient « les cartes, mémoires, campagnes, plans de places fortes des états du tyran sarde, de ceux de Gênes et de la maison d'Autriche en Italie » (4).

Les ordres étaient lancés le 10 mars (5) pour diriger douze bataillons de Toulon sur Nice ; à la suite de représentations faites par le général Mouret, commandant à Toulon, les représentants suspendaient provisoirement le départ de trois de ces bataillons (6); ils rejoignirent au dernier moment.

Tandis que tout s'organisait à Nice, on y recevait une note fort importante donnant divers renseignements sur l'esprit du gouvernement génois et sur les prétendues intentions des Piémontais de violer le territoire de cet état afin de nous devancer à Vintimille.

Un nommé Eymar informait les représentants qne le gouverneur de San Remo, ayant observé des mouvements de troupes piémontaises et la création de chemins permettant à celles-ci de conduire des canons vers Vintimille, avait proposé un plan de défense à son gouvernement, où il réclamait 5.000 à 6.000 hommes avec 40 pièces de canon.

Cette proposition soumise au petit conseil excitait les plus vives discussions entre le parti piémontais et français. « Le premier voulait défendre l'entrée des Français et s'y opposer ; le deuxième croyant cette entrée des Français juste (7) après l'événement de la Modeste, était d'avis de s'opposer uniquement à toute entreprise de la part des Piémontais, et de se montrer indifférent pour les Français » (8). On ne s'était décidé à rien, et bien que l'on eût examiné la conduite à tenir au cas où les Piémontais violeraient la neutralité, les passages restèrent libres.

(1) Arrêté, Robespierre et Ricord, page 132.
(2) Arrêté, Robespierre et Ricord, page 133.
(3) Robespierre et Ricord (analyse), 9 mars, page 131.
(4) Robespierre et Ricord, 9 mars, page 131.
(5) Dumerbion à la Convention, 10 mars, page 135.
(6) Mouret à Bouchotte, 20 mars, page 143.
(7) La traduction porte injuste, ce qui est évidemment une erreur.
(8) Note, page 89. Aucun autre document ne mentionne la tenue de ce conseil ; il semble que si de pareilles questions avaient été agitées, M. de Girola en aurait été prévenu.

Or, d'après les patriotes génois, tout devait pousser le roi de Piémont à cette entreprise qui, en mettant entre ses mains les défilés étroits du territoire de Vintimille, lui donnerait le moyen de barrer cette voie d'invasion, la seule qui fut praticable pendant l'hiver, et lui procurerait le temps de recevoir les renforts autrichiens. Ils conseillaient donc de faire occuper le plus promptement possible tous les passages et même Vintimille avant l'ennemi : « 1° pour faciliter par ce moyen l'entrée dans le Piémont ; 2° pour épargner les troupes qu'il faudrait nécessairement exposer s'il était question de chasser les Piémontais des postes qu'ils auraient occupés ; enfin pour intimider l'oligarchie du gouvernement génois qui, toujours plus mal disposé contre les Français, est d'intelligence avec le roi sarde pour faire occuper ces postes, et qui ne cesse de faire persécuter les patriotes » (1).

Cet avis concordait avec les idées des représentants ; bien que les mouvements de troupes signalés fussent faux, Saliceti en tirait un nouvel encouragement de devancer les Piémontais, un prétexte pour violer le premier la neutralité génoise. Tout retard était favorable aux alliés puisque l'on savait dès le 11 février que le roi et l'empereur « voulaient absolument remuer l'Italie pour la défense du Piémont, du Milanais » et que la cour de Naples avait promis 18.000 hommes (2). Assuré de la pleine confiance du comité, Saliceti l'informait le 24 mars, qu'après s'être entendu avec les autres représentants, il avait jugé ses ordres inexécutables ; il aurait fallu quinze jours pour fréter les navires ; au contraire la voie de terre, tout en étant plus pénible, était plus prompte et plus sûre ; en conséquence, on avait décidé de l'adopter, d'ailleurs les circonstances étaient pressantes. « De concert avec les autorités de Gênes, les Piémontais devaient nous devancer en force dans Oneille et de là menacer de pénétrer dans le département des Alpes-Maritimes du côté de Vintimille ». Il jugeait même n'avoir pas le temps d'attendre les 6.000 hommes de l'armée des Alpes. Quant au général Hoche, on savait qu'il serait arrêté dès son entrée à Nice, et l'on ignorait le moment où arriverait son successeur, nommé par le comité et totalement inconnu à l'armée. Pour le moment, ne voulant pas laisser connaître le secret du comité, Saliceti se bornait à écrire que le général Hoche rejoindrait l'armée (3).

La décision énergique des représentants leur fait le plus grand

(1) Cette pièce n'est pas datée ; elle est classée au 15 février aux archives de la guerre, mais il semble que la lettre de Saliceti du 24 mars y fait allusion.
(2) Cacault (extrait), 11 février, page 84.
(3) Saliceti au comité, 24 mars, page 149.

honneur ; à mesure que les obstacles causés par le gouvernement viennent gêner leurs dispositions, ils savent les surmonter en considérant toujours le but final, mettre l'armée en mouvement. Le mérite leur en revient tout entier ; le 24 mars, le ministre de la guerre croit encore que la marine fera l'expédition (1), et, le 6 avril, lorsque le comité est averti des modifications faites à son arrêté, il ne prend aucune disposition ni pour blâmer ni pour approuver (2).

La marche sur Oneille a-t-elle été conseillée par le général Bonaparte ? Les documents ne permettent pas de résoudre cette question ; le seul fait certain, c'est qu'il jouissait de la plus entière confiance de Saliceti : « J'ai chargé, écrivait le représentant, le général de l'artillerie Buonaparte de se rendre à Nice afin qu'à mon arrivée je trouve faites toutes les dispositions qui doivent assurer le triomphe des armes de la République dans l'expédition qui nous est confiée » (3). Par contre, l'opinion de Robespierre jeune était moins favorable au futur empereur, tout en rendant justice « à son mérite transcendant » : « il n'offre, ajoutait-il, que la garantie d'un homme de cette nation qui a résisté aux caresses de Paoli et dont les propriétés ont été ravagées par ce traître » (4). Il semble même qu'à Paris dans les bureaux de l'artillerie on nourrissait une certaine méfiance contre lui (5).

Dans cette question de l'influence exercée par Bonaparte lors du début de la campagne de 1794, nous ne prendrons aucun parti, car les documents ne nous permettent pas de délimiter la part qu'il convient de lui attribuer ; un seul point est certain : les bases du premier plan d'opérations ne sont pas de lui.

Le 26 mars, Saliceti se rendait à Nice. Très vraisemblablement on y avait déjà reçu une dépêche de Tilly. En date du 22, il transmettait divers avis fournis par des patriotes italiens amis de la France ; il en résultait que les troupes en garnison à Milan n'étaient pas augmentées et s'élevaient à 2.000 hommes d'infanterie et 150 de cavalerie ; dans l'armée piémontaise « les recrues pour les régiments allemands et suisses n'étant pas arrivées, ils étaient dans un très mauvais état » ; la cour de Turin manquait d'argent, les subsides échus dus par l'Angleterre n'étaient pas payés ; quant à la répartition des troupes, tout ce qui était disponible avait filé

(1) Bouchotte à Saliceti, 24 mars, page 150.
(2) Voir note de la page 150.
(3) Saliceti au comité, 24 mars, page 149. Voir également lettre de Maignet au comité, 4 mars. — Aulard, tome XI, page 547.
(4) Robespierre à son frère, 5 avril, page 186.
(5) Annotation sur une lettre de Bonaparte, page 67

vers Saorge et Millefourches et « il n'était plus question du camp que l'on voulait former entre Tortone et Alexandrie ». Ces derniers renseignements étaient inexacts, mais les rapports des prisonniers permettaient de les contrôler, et l'on savait que le corps du général Dellera n'avait pas été renforcé ; quand même le fait aurait été exact, il y avait là, une chance heureuse puisque l'intervalle entre les armées autrichienne et piémontaise était faiblement surveillé et que le flanc droit de nos colonnes n'était plus menacé par le camp de Tortone. Enfin Tilly annonçait l'arrivé d'un renfort de cavalerie napolitaine et, d'après des avis venus de Livourne, il était question, la Corse soumise, de faire débarquer à Oneille un corps de 6.000 hommes, mis à la disposition des Anglais par le roi de Naples, de le réunir avec les Anglais et les émigrés de Toulon « afin d'y former entre Gênes et la France une barrière insurmontable » (1). Il s'agissait donc de saisir l'occasion de tomber sur l'ennemi avant qu'il eût pris ses dispositions. Du reste, sous peu de jours, l'encadrement allait être terminé ; le 30, six demi-brigades étaient complètes, les douze bataillons tirés de Toulon rendus à leurs postes ; et, bien qu'on n'eût encore aucune nouvelle des renforts de l'armée des Alpes, on n'attendait plus que l'ordre de marcher (2). Le 30, Hoche arrivait, conformément aux instructions du comité (3) il était aussitôt arrêté (4) et partait pour Paris sous l'escorte d'un officier de gendarmerie et de deux gendarmes (5). Le 20 mars, Petit Guillaume avait été nommé pour le remplacer. Heureusement, les représentants réparaient encore une fois les fautes du gouvernement et prenaient, le 2 avril, l'arrêté suivant :

Les représentants du peuple envoyés par la Convention nationale près l'armée d'Italie et dans les départements du Midi, délibérant sur les moyens de mettre à exécution l'arrêté du Comité de Salut public du 19 du mois passé,

Arrêtent :

1° Une division de l'armée d'Italie dont la force sera de 18.000 à 20.000 hommes se portera par terre en passant par le territoire de la République de Gênes sur Oneille dont elle s'emparera ; l'armée désignée pour cette expédition sera suivie de l'artillerie nécessaire

(1) Tilly, 22 mars (A E Gênes, page 168). Cette même note transmettait l'avis venu de Livourne en date du 19.
(2) Dumerbion à Bouchotte, 30 mars, page 158.
(3) Comité, 20 mars. Aulard.
(4) Arrêté des représentants, 30 mars, page 159.
(5) Dumerbion au comité, 31 mars, page 161 ; Robespierre à son frère, 5 avril, page 186.

pour faire le siège d'Oneille, si la résistance de cette place venait à le rendre nécessaire ; à cet effet le commandement de l'artillerie est autorisé à prendre, soit par terre, soit par mer, les mesures qu'il jugera convenables au transport tant des pièces de campagne que de siège.

Le général destiné à commander cette expédition, en faisant occuper les hauteurs nécessaires pour assurer la prise d'Oneille, profitera de cette occasion pour tourner Saorge, s'il en voit la possibilité, sans nuire à la prise d'Oneille qui forme l'objet principal de cette expédition.

Les troupes de la République, en occupant le territoire de Gênes, ce qui sera indispensable à la prise et conservation d'Oneille, traiteront les Génois en amis et auront pour eux les égards commandés par l'intelligence et la bonne harmonie qui règne entre les deux nations. Tous les officiers et sous-officiers, en commençant du caporal au général en chef, demeurent responsables des désordres auxquels pourraient se livrer les malveillants qui se seraient glissés dans l'armée.

Le général en chef commandant provisoirement l armée d'Italie est chargé de tenir la main à l'exécution du présent décret » (1).

Le même jour Masséna recevait le commandement de l'expédition. Les troupes devaient être rendues le 5 avril à Sospel, Menton, Castillon, Castellar, Gorbio, Saint-Agnès, Roquebrune et Monaco ; l'état lui en était remis ainsi que celui de l'artillerie ; il lui restait à donner ordre aux différents généraux de rejoindre leurs troupes (2).

En prenant sur eux de choisir Masséna pour diriger cette opération, en donnant à ce grand homme de guerre l'occasion de déployer ses merveilleuses qualités, son indomptable fermeté, les représentants ont bien mérité de la patrie.

L'arrêté témoignait au point de vue politique d'une grande décision ; en effet, il tranchait cette question de la neutralité de Gênes devant laquelle on biaisait à Paris.

Mais en même temps on prenait toutes les mesures possibles pour rassurer cet état contre les craintes d'une révolution. Une proclamation affirmait que tout en étant forcé de faire passer des troupes sur quelques parties de son territoire, on observerait la plus scrupuleuse neutralité, en tout ce qui concernait sa constitution. « Les Français respectent les droits de tous les peuples, leurs lois, leurs usages,

(1) Arrêté des représentants, 2 avril (A M).
(2) Dumerbion à Masséna, 2 avril, page 163.

leurs opinions mêmes ; ils désirent que les peuples soient heureux, mais ils ne commandent point le bonheur... Son territoire [de la France] est la limite de sa révolution et de l'exécution de ses lois » (1).

De son côté, Masséna parlant à ses frères d'armes, leur rappelait qu'ils devaient respecter les personnes et les propriétés, observer la plus exacte discipline et traiter les Génois en frères ; si quelques-uns y manquaient « ils seraient regardés comme traîtres et ennemis de la patrie, et comme tels punis suivant la rigueur des lois » (2).

Peut-être avant de s'ébranler l'armée recevait-elle encore divers renseignements. De Pavie, on mandait, en date du 20 mars : « Le général Colli s'est arrêté dans cette ville un jour et une nuit ; il a dit qu'il était question d'un congrès à Milan de toutes les puissances de l'Italie où l'on traiterait de la formation d'une armée de 100.000 hommes. Il assure que l'armée républicaine à Nice et ses environs n'étant que de 40.000 hommes, il ne serait pas possible de pénétrer du côté de Saorge, mais que le pouvant du côté des Alpes et peut-être par le territoire de Gênes, il était indispensable d'augmenter les forces dans le Piémont » (3). Ainsi donc Colli attendait bien l'attaque sur le point où elle allait se produire. La même note parlait de la création de magasins à Tortone et de la concentration des troupes répandues en Lombardie. Or on connaissait à peu près exactement la composition et la dislocation de ce corps, dont on portait l'effectif à vingt bataillons (4). En outre un autre bulletin, en date du 31 mars, venu de Turin, mais transmis par la même occasion, portait qu'on « s'efforçait de rassembler un corps de milices pour l'envoyer à Oneille » (3). Si ces nouvelles sont parvenues avant la mise en marche des colonnes, il semble qu'il y avait là de précieuses indications et un nouveau motif de ne pas laisser à l'ennemi le temps de se concentrer.

L'armée possédait alors comme chef de bataillon du génie un médecin originaire de la Brigue, connaissant admirablement le pays. Lorsqu'il fut question de l'expédition, on s'adressa à lui ; son influence était très grande, et nous verrons les généraux le consulter dans toutes les circonstances importantes avant de prendre une décision (5) ; les Piémontais eux-mêmes étaient informés de sa pré-

(1) Proclamation des représentants, 30 mars, page 159.
(2) Proclamation de Masséna, 3 avril, page 179.
(3) Bulletin portant des renseignements de différentes dates (A E Gênes, 168).
(4) *Nouvelles politiques*, 4 avril, page 187.
(5) Masséna à Laharpe, 13 avril, page 241 ; Masséna à Rusca, 20 avril, page 299.

sence au camp français et l'appréciaient comme un guide excellent (1).

Dans son plan, le major Rusca proposait d'opérer la concentration primordiale des troupes à Menton et à Sospello, afin d'éviter de réunir un trop grand nombre de troupes sur un même point; de là le corps expéditionnaire se formerait en trois colonnes :

La première se dirigerait sur Fourcoin ;

La deuxième sur Mont-Giove ;

La troisième sur Tanarda.

Ce projet amenait les forces sur un front restreint; il laissait toute facilité, une fois ces points atteints, de se régler sur les mouvements de l'ennemi, de livrer une affaire décisive avec toutes ces forces ou de choisir un autre but. On n'engageait pas l'avenir. Ce n'était là qu'une disposition très générale à laquelle la résistance des Piémontais pouvait imposer des modifications, aussi Rusca insistait-il sur la nécessité d'être instruit :

« 1° De l'état de la Roya ;

2° Des forces de l'ennemi et de son cantonnement dans les différents endroits du marquisat de Dolceacqua et Pigna ;

3° De la force à Fourcoin et Giove ;

4° Si l'ennemi occupe Tanarda et en quel nombre ;

5° Si à Tanarda les neiges sont encore abondantes ou fondues » (2).

Rusca faisait donc entrer en ligne de compte les difficultés opposées par la nature et l'état du terrain, éléments si importants dans la guerre de montagne, et surtout les dispositions de l'ennemi.

Le grand avantage de ce plan résidait principalement dans sa simplicité; on ne poursuivait qu'un seul but, l'enlèvement de Saorge; mais, comme nous l'avons vu plus haut, l'obligation d'assurer la subsistance du Midi exigeait aussi la prise d'Oneille. Le projet de Rusca ne pouvait donc être approuvé; on adoptait un second plan où le mouvement sur Saorge était combiné avec une marche sur Oneille.

Les troupes étaient réparties en trois groupes appelés division de Saorge, division du Tanaro, division d'Oneille; les deux dernières formaient deux colonnes.

Le premier jour la division de Saorge, après avoir franchi la Roya, se diviserait en deux colonnes qui atteindraient Fourcoin et le mont Giove.

(1) Revel à Hauteville, 6 avril ; *Mémoires de Thaon de Revel*, page 185. Dellera à Cravanza, 10 avril, page 231.
(2) Rusca, plan non daté, page 172.

La division du Tanaro aurait sa première colonne à Tanarda ; la deuxième vers Monte Gordale.

La division d'Oneille : la première colonne à San Remo, la deuxième à Bordighuière. La réserve coucherait à Pigna.

Le deuxième jour, la division de Saorge enlèverait Monte Giove et serait appuyée vers la Brigue par 1.000 hommes de la première colonne du Tanaro, le restant de cette colonne occuperait Rocca Barbona. La deuxième colonne du Tanaro irait à Conio.

La division d'Oneille atteindrait avec sa première colonne Montaldo, avec la deuxième Castellaro. La réserve porterait 1.000 hommes à Tanardo ; 500 à Monte Gordale.

Le troisième jour, au cas où l'ennemi abandonnerait Saorge, ou si l'on pouvait l'attaquer avec avantage, la division de Saorge, la première du Tanaro, le camp de réserve se porteraient sur le col de Cornio ; la deuxième du Tanaro remonterait au nord vers le Tanarello ; la première division d'Oneille à Borgomaro se tiendrait prête à remplacer à Monte Grande la deuxième du Tanaro.

Le quatrième jour, toute la gauche attaquerait le col de Cornio, la deuxième du Tanaro marcherait sur Limon ; la première d'Oneille irait au Monte Grande ; la deuxième, après avoir occupé Oneille, prendrait position de manière à barrer les chemins d'Ormea et d'Albenga.

Si les Piémontais conservaient Saorge, le troisième jour, la division de Saorge resterait sur la défensive face à ce point, la première du Tanarello ferait de même face à Tanarda ; la deuxième de Monte Grande à Tanardo, la première d'Oneille à Borgomaro, la deuxième à Oneille, la réserve à Montaldo.

Le cinquième jour, la deuxième colonne du Tanaro se préparerait à marcher sur Ponte de Nava ; la première la remplacerait dans les postes à sa droite. La première colonne d'Oneille resterait à la Piève, la deuxième à Oneille, la réserve à Pizzo.

Le sixième jour, la deuxième colonne du Tanaro, la première d'Oneille et la réserve attaqueraient Ponte de Nava (1).

Les dispositions de ce plan provoquent diverses remarques. Possédant une masse de 20.000 hommes, on la dispersait dès le premier jour sur un front de 40 kilomètres (2) ; on engageait des colonnes sur toutes les directions ; le deuxième jour, 6.000 hommes marchaient sur Oneille, 3.000 venaient menacer les derrières de sa

(1) Dumerbion (instruction), 2 avril, page 163.

(2) Cette distance est mesurée à vol d'oiseau de Gio à Oneille.

garnison en occupant Monte Grande. Or on connaissait l'effectif de cette garnison, 400 hommes (1), et si l'on ne se fiait pas à ce renseignement, évidemment sujet à caution, puisqu'il provenait de prisonniers, on avait celui de Tilly, qui écrivait le 29 mars : « Les coalisés prétendent défendre Oneille contre les Français avec les émigrés toulonnais ; on prétend qu'il y en a déjà 600 rassemblés dans ce repaire de brigands. Ce sera la première curée de nos sans-culottes si nous pénétrons en Italie de ce côté » (2). Pour enlever un corps si faible, il n'était pas nécessaire de fatiguer 9.000 hommes par des marches longues et pénibles au milieu de montagnes.

La prise d'Oneille était l'opération principale dans l'esprit des représentants, puisqu'ils marchaient avec la colonne dirigée sur cette place : il était donc bien difficile d'admettre que la présence de 4.000 hommes devant Saorge, appuyée par 1.000 hommes à la Brigue, amènerait les Piémontais à évacuer les retranchements dont on connaissait la force ; peut-être aurait-on pu espérer obtenir ce résultat en joignant immédiatement les 5.000 hommes de la réserve à la première colonne du Tanaro, mais on attendait pour le faire la retraite des Piémontais ; en un mot on retardait, après le succès, une mesure capable de l'assurer.

Au cas où l'ennemi tiendrait à Saorge, la marche sur Ponte de Nava ne présentait que des désavantages, elle constituait sur notre extrême droite un groupe de 14.000 hommes séparé du reste de l'armée par 34 kilomètres (3). Pour défendre cet espace de terrain, à la vérité protégé en partie par les neiges, on disposait de 6.000 hommes sans aucune réserve en arrière. Que serait-il advenu si Colli, réunissant toutes ses forces, l'armée piémontaise était tombée sur le corps de Mont Giove, d'autant plus qu'à la suite de fausses manœuvres il fut réduit, un moment, à deux bataillons ? D'ailleurs, qu'importait l'occupation de Ponte de Nava ? Tant que les Piémontais étaient à Saorge, on ne pouvait songer à en déboucher sur Ceva. En fait, lorsque Masséna aura réuni sur ce point une partie de son corps, Colli, sans s'en émouvoir, continuera à garder tranquillement Saorge ; pour se rendre maître de cette position, il faudra ramener de la droite à la gauche une partie des forces qu'on y aura accumulées, et faire opérer aux forces demeurées à Ormea un mouvement rétrograde. En résumé, ce plan n'était pas basé sur

(1) Voir page CXXXIII.
(2) Tilly, 29 germinal (A E Gênes 168).
(3) Cette distance est mesurée à vol d'oiseau, puisqu'on ignore les itinéraires : 16 kilomètres de Ponte di Neva à Triora ; 18 de ce point à Mont Gio ; en outre, il faut tenir compte des difficultés opposées par les montagnes.

l'unique élément déterminant à la guerre, l'ennemi ; le seul résultat des fatigues énormes endurées par 20.000 hommes sera la prise d'une bourgade défendue par six compagnies.

Dans cette manière de conduire la guerre, de faire tomber des positions par des manœuvres, n'apparaît pas encore le caractère novateur et créateur de la guerre révolutionnaire qui consiste dans la recherche de la bataille et que Bonaparte lui imprimera dès son apparition.

La composition des colonnes était la suivante :

Gauche, généraux Hammel et Lebrun : 2e bataillon d'infanterie légère (500), 1er bataillon de grenadiers (750), 56e demi-brigade (2.500), 3e bataillon des Hautes-Alpes (680), 1re compagnie franche, Corse (25), guides (4) ; Total 4.459, deux pièces de 3.

Centre, Laharpe, Cervoni : 1er bataillon d'infanterie légère (500), 5e bataillon de grenadiers (750), 118e (1.755), 3e bataillon de la 46e (906), 5e bataillon des Alpes (550), 1er bataillon de la 46e (760), détachement de gendarmerie (20), détachement de chasseurs à cheval (20), guides (4) ; Total 5.275, deux pièces de 3.

Droite, Mouret, Brulé : 3e bataillon d'infanterie légère (500), 19e demi-brigade (2.375), 3e bataillon de la 101e (375), 1er bataillon de la 101e (415), 117e demi-brigade (2.181), guides (4), total : 5.850.

Réserve, François : 21e demi-brigade (2.000), 99e demi-brigade (936), 2e bataillon de la 46e (892), 3e bataillon de la 100e (312). total 4.140 ; six pièces de 4, quatre pièces de 8, quatre obusiers de six pouces (1).

Train de siège : deux pièces de 24, quatre pièces de 12, six pièces de 16, trois mortiers de 8, deux mortiers de 10. Chaque division avait à sa suite une réserve de munitions d'infanterie ; en prévision des besoins, Bonaparte en avait demandé un million le 2 avril (2).

Bonaparte avait certainement apporté la plus grande surveillance dans la constitution de cet équipage. Le 4 avril, il adressait des observations au directeur du parc sur la manière dont avait été fait le chargement des caissons de 16 et sur divers déficits existant dans les approvisionnements ; son style bref et cassant tranchait déjà avec celui des autres généraux (3). Le 5 avril on s'apercevait que les pierres à fusil manquaient à certaines caisses à cartouches qui, en arrivant de Toulon, avaient filé de suite sur Monaco sans

(1) Etat expédié par Dumerbion au comité, pages 184-185.
(2) Bonaparte à Manceaux, 2 avril, page 176.
(3) Bonaparte à Berlier, 4 avril, page 182.

avoir été visitées ; cet oubli était aussitôt réparé ; bien que 30.000 eussent été expédiées par terre et 10.000 par mer, il en partait encore dans la journée 60.000 pour le corps expéditionnaire (1).

Pour transporter les pièces, on se servit d'affûts-traîneaux et de leviers porte-corps dont le modèle avait été trouvé en 1766 pour les pièces de 4. Mais on ne peut souscrire à l'appréciation exprimée dans les *Mémoires* de Napoléon : « Aux opérations d'Oneille, d'Ormea, de Saorge, un train d'artillerie de vingt-quatre pièces suivit l'armée dans toutes ses opérations dans les montagnes ; elles furent fort utiles surtout pour l'effet moral qu'elles produisirent sur les troupes et sur l'ennemi » (2).

Au lieu de cet équipage, on emploiera seulement deux pièces de 3 ; et, bien loin de se louer de son artillerie, Masséna attribuera à sa nullité l'échec que subira son infanterie malgré sa bravoure (3).

On avait de plus imaginé une forge de campagne transportable à dos de mulets. Le matériel d'artillerie de montagne avait été perfectionné par le lieutenant-colonel d'artillerie Faultrier, sous-directeur du parc qui en avait soigné tous les détails (2).

La constitution du parc ne s'est effectuée que le 29 mars, jour où Saliceti requiert trois cents mulets de bât, deux cents mulets de trait et quatre brigades de bonnes voitures (4) ; quant aux forges, le directeur du parc du génie est autorisé le 18 avril à en requérir douze à Nice (5) ; il est donc probable que cette organisation tardive n'a pas été aussi parfaite que les *Mémoires* le laissent supposer.

Peut-on dire de plus que l'armée était suffisamment habillée, parfaitement armée et équipée ? Il est du moins certain que les effets de campement firent presque partout défaut. Mais à cette grande époque vraiment militaire, il ne serait venu à l'idée de personne de trouver dans un défaut d'organisation un motif de s'arrêter, une excuse de la défaite.

Le 3 avril, conformément à ses instructions, Masséna prescrivait aux différents généraux de se rendre à leur colonne et d'en passer une inspection générale ; ils avaient particulièrement à s'assurer si chaque soldat était porteur de quarante cartouches, de trois pierres à feu et avait touché trois jours de vivres ; des ordres étaient don-

(1) Gassendi à Andreossy, 5 avril, page 186.
(2) *Précis des opérations de l'armée d'Italie*, Correspondance de Napoléon, page 39.
(3) Masséna à Dumerbion, 27 avril, page 331.
(4) Saliceti (arrêté), 29 mars, page 158.
(5) Ricord (arrêté), 18 avril, page 267.

nés pour que dans la nuit du 4 avril toutes les troupes destinées à l'expédition fussent réunies à Menton et à Sospello (1). Celles de l'armée des Alpes commençaient alors à rejoindre : le 5e bataillon du Puy-de-Dôme arrivait à Nice fort de 1.150 hommes, ce qui permettait de faire filer sur Menton le bataillon de la 21e destiné à l'expédition.

Le 4, le rassemblement des 31 bataillons était terminé (2) ; les troupes brûlaient du désir de combattre, tout présageait un heureux succès (3).

Le 5, les 1re et 2e divisions du Tanaro se réunissaient à 11 heures du soir sur le chemin de Menton à Vintimille ; le corps de réserve à Menton même ; la division d'Oneille sur le chemin de Menton à Nice (4). Le 6, à deux heures du matin, tout le corps se mettait en mouvement.

Afin de se guider sûrement, les chefs de colonne avaient reçu des instructions où les itinéraires étaient minutieusement tracés. Il suffit de les comparer avec le plan de Rusca pour se rendre compte qu'elles sont calquées sur lui.

La division de Saorge partirait de Sospello, passerait par Olivetta, la route de Straforce, franchirait la Roya en face du village de la Trinité ; au cas où l'ennemi voudrait y résister, une colonne déboucherait par la droite en marchant vers la Brunetta. Si la division n'était pas inquiétée, elle continuerait sa marche jusqu'à la maison appelée Balaï ; de là au col d'Orin ; elle se diviserait alors en deux colonnes.

Celle de gauche suivrait le chemin des crêtes par Tramontina et l'Abeille ; à une demi-lieue de ce point trois cents hommes iraient fouiller les bois sur la gauche, trois cents autres occuperaient le mont Abellioto puis on marcherait sur la tour d'Abeille ; deux chemins qui se réunissaient au nord permettaient de tourner par l'est et l'ouest les troupes ennemies qui auraient voulu y résister.

De l'Abeille, un corps ennemi battant en retraite pouvait, par la route de Fontana, venir déboucher sur nos derrières ; afin de parer à ce mouvement, les deux sommets restaient occupés ; l'ennemi pouvait aussi se rabattre à droite sur le mont Commune et venir inquiéter la seconde colonne ; on tâcherait de lui couper le passage.

Maître de l'Abeille on gagnerait Fourcoin et l'Alpet, toujours

(1) Masséna, ordres du 3 avril, pages 180-181.
(2) Dumerbion au comité, 4 avril, page 182.
(3) Dumerbion au comité, 5 avril, page 183.
(4) Bonaparte à Andreossy, 5 avril, page 187.

par les crêtes ; ce point acquis, la communication était établie avec la deuxième colonne par le mont Commune.

La deuxième colonne passerait par Muto, Dolceacqua, le pont de Barbaira, le col de Morgi et le mont Alto ; de là elle s'emparerait de mont Commune ; sa gauche serait couverte par 300 hommes qui marcheraient à mi-pente ; une fois le mont Commune occupé, et si elle n'avait pas éprouvé de résistance, le détachement de gauche viendrait à Rocchetta par le nord et surveillerait la vallée de la Barbaira. Au cas où les forces des soldats le permettraient, le gros de la colonne pousserait jusqu'à Giove. « Arrivé là, disait l'instruction, on laissera une quantité convenable d'hommes pour garder le chemin qui, de l'Alpet, descend à Orneille, le chemin de Giove et celui de Muraton qui vont à Saorge, et le restant fera route vers Pigna pour aller renforcer la division de Tanaro. On observera cependant s'il existe avant le chemin de Giove et Muraton après la descente vers Saorge au delà du ravin dit Bendola des troupes ennemies qui puissent résister à notre force dans le cas qu'on puisse tenter la prise de Saorge de ce côté-là. »

La division du Tanaro passerait par Vintimille, Camporosso, où elle détacherait 500 hommes sur sa droite, Dolceacqua ; de ce point, un détachement de 200 hommes fourni par la réserve et marchant en tête de la colonne du Tanaro gagnerait le col d'Orin par l'Alberile afin de faciliter le mouvement de la deuxième colonne de Saorge ; celle-ci ayant atteint le col, il rejoindrait à Dolceacqua. Après une halte, la division reprendrait sa marche par Isola, Pigna, où elle enverrait un détachement de 300 hommes faire une proclamation « menaçante et rassurante en même temps » sur Buggio et le Tanardo. Dans cette dernière partie, on surveillerait à droite le chemin de Triora, à gauche très vraisemblablement le chemin qui rejoint celui du Toraggio.

Quant au corps de 500 hommes détaché à Camporosso, il couvrirait la droite de cette colonne. A cet effet, il suivrait la crête de la montagne de Vallecrossia jusqu'à Perinaldo où resteraient 100 hommes, les 400 autres continueraient leur marche par Bajardo, Castelfranco et Langan. A partir de ce point, il attendrait que le reste de la colonne fût arrivé à son niveau ou l'eût dépassé.

Ces instructions ne sont ni signées ni datées, mais à notre avis elles sont certainement officielles. En effet, elles diffèrent sur un point très important du plan signé par Dumerbion. Dans ce dernier la colonne de Saorge devait attaquer si elle prévoyait une chance de succès ; au contraire dans les instructions, après avoir occupé le mont Giove, elle se rabattait sur la droite ; son rôle consis

tait uniquement à reconnaître les forces piémontaises sur la Bendola. Or il est bien évident que du moment où l'on réunissait une partie de la colonne de Saorge à celle du Tanaro, on renonçait par le fait même à exécuter la première hypothèse envisagée par le plan, celle de marcher sur Limon ; Hammel réglera sa conduite non d'après le plan, mais en se conformant aux instructions. Masséna ne lui en fera aucun reproche, il faudrait donc admettre qu'au dernier moment il a modifié le plan d'opération.

Pour résister à l'attaque des Français, il n'y avait alors dans le marquisat de Dolceacqua que le 2e bataillon de Nice avec 400 milices à la Rochetta et à Pigna ; à Oneille, le 2e bataillon de la légion légère.

II

Avant d'indiquer les dispositions piémontaises, il a semblé intéressant de donner une légère esquisse des idées qui régnaient alors dans cette armée, sur la manière d'envisager la défense de son pays, et sur les procédés qu'on se proposait d'employer pour y satisfaire.

Le faible effectif de ses troupes interdisait au Piémont d'agir offensivement contre la France tant qu'il resterait réduit à ses propres forces ; on attachait donc une importance capitale au fait de maintenir la guerre au delà des montagnes ; de cette manière on retardait nos progrès, « on sauvait les plaines fécondes du Piémont du fléau des armées et on tenait l'ennemi dans un pays stérile » (1).

Tout retard apporté au débouché des Français dans la plaine procurait un avantage décisif pour la défense ; en effet, on supposait que l'armée française ne pourrait prendre ses quartiers d'hiver en Piémont à moins d'être maîtresse d'une place ; si elle ne réussissait à la forcer avant la chute des neiges, elle serait forcée de battre en retraite par suite de la difficulté de ses communications et de ses subsistances.

Ces opérations préparatoires procureraient le temps de discerner les directions d'attaque, de se rassembler et auraient l'avantage de ne pas faire supporter au gros des troupes les fatigues d'un cantonnement au milieu des montagnes ; car des avant-postes poussés sur les principaux cols suffisaient pour être tenu au courant. Après cette première période, commenceraient les véritables opérations.

(1) Costa de Beauregard, *Topographie militaire des Alpes, versant italien*, page 5.

Tout en gardant la défensive, on la voulait active, « le point sublime de la défensive étant continuellement de faire craindre l'offensive » (1); mais on différait absolument sur le choix des moyens. Quelques-uns recommandaient de constituer des positions choisies fortement retranchées, « qui serviraient comme de pivot à un corps d'armée autour duquel il pourrait manœuvrer sans se compromettre » (2). Ce n'est pas là une idée isolée car elle est encore exprimée avec plus de force dans un autre mémoire : « La défensive à préférer, y lit-on, est celle de la science des mouvements de troupes combinés avec quelques points forts qui servent comme de pivots autour desquels on manœuvre pour rompre les desseins de l'ennemi » (3). Au lieu de suivre ces principes si sages, on préféra former une ligne continue de postes barrant tous les passages, disposition qui avait le grand inconvénient de disperser les faibles forces piémontaises. M. de Costa l'a jugée avec une précision remarquable et l'a traitée de « muraille de Chine ».

« Où doit être prise, écrivait-il, la ligne des points de résistance dans cette partie des Alpes ? Doit-on asseoir cette ligne sur l'arête des eaux pendantes? Doit-on défendre les passages étroits des vallées ? Vaut-il mieux attendre l'ennemi au débouché de ces mêmes vallées pour le combattre dans la plaine ? Ou bien faut-il se placer sur les contreforts des montagnes ».

M. de Costa montrait alors les désavantages de ces quatre solutions. Il rejetait absolument la première « Quelqu'imposante que paraisse une chaîne de postes défensifs placés sur les cols des Hautes-Alpes, disait-il, ces positions sont aisément forcées, soit parce qu'elles sont toutes susceptibles d'être tournées, soit parce que l'âpreté du site et du climat oblige à n'y tenir que des gardes insuffisantes. Ces gardes sont pour la plupart du temps séparées les unes des autres par des obstacles impénétrables ; elles sont d'ailleurs trop distantes pour s'entre-secourir et trop souffrantes pour prendre un grand intérêt à la conservation de leurs postes ».

Un autre officier qui joua un rôle brillant dans la guerre des Alpes, M. de Malaussena, explique également la perte des cols par l'influence de ces éléments moraux. Enfermé dans les baracons, le soldat « tombe bientôt dans l'abattement... Vaincre alors est pour lui la continuité » de ses peines, et tandis que l'assaillant part du

(1) Aperçu topographique et militaire, *Mémoires sur la campagne d'Italie* de 1794, page 132.
(2) *Mémoire de la défense d'Oneille*, page 94.
(3) *Aperçu militaire sur les pays compris entre les rivières d'Ellero et de Corsaglia*, page 453.

fond des vallées bien reposé, il ne trouve pour lui résister que des soldats « transis de froid, accablés de fatigue qui ne sentent plus d'intérêt à se défendre » (1).

Défendre les vallées en occupant un étranglement n'était pas plus avantageux « car un examen plus attentif prouve presque toujours que ces défilés sont soumis à quelques hauteurs voisines et qu'on peut les tourner par les contreforts ».

Restait le parti d'attendre l'ennemi en plaine. D'après tous les ouvrages piémontais, les généraux autrichiens en auraient été partisans ; nous ne pouvons trancher la question faute de documents, mais il est certain, comme son projet de plan le prouve, que le général de Vins y était absolument opposé. Pourtant l'auteur d'un mémoire sur Oneille s'exprime ainsi : « On dit que les généraux autrichiens se flattent de battre aisément les Français en plaine ; sans douter de leur science, je crains pourtant qu'ils ne puissent rester en défaut ». Après avoir atteint l'Apennin, les Français acquerraient une hardiesse qui serait encore augmentée en voyant du sommet de ces monts la proie immense que présente l'Italie, et ne pourraient à moins de sentir les dangers de la retraite s'ils étaient vaincus ; ils se convaincraient de la nécessité de vaincre ou de périr » et « leur attaque serait des plus terribles contre des troupes composées en grande partie de réserves ou d'Allemands qui ne peuvent sentir autant d'intérêt à se défendre que les Français à les attaquer » (2).

Tout autre aurait été le système de M. de Costa. Considérant que les contreforts des Alpes « convergent entre eux comme des rayons tendant de la circonférence au centre », il proposait d'établir « sur leur extrémité la ligne des postes de résistance ». Tout le passage où il explique les avantages de cette disposition nous semble être un modèle. « Cette ligne serait plus courte et par conséquent plus forte que sur les cols : chacun des postes qui la compose aurait de plus l'avantage d'être à cheval sur deux vallées. Tous devraient être mouvants et disposés de manière à se renforcer mutuellement, au besoin en marchant par leur droite ou par leur gauche, et pour cela des communications faciles devraient être établies de l'un à l'autre. La troupe retranchée sur des points si avantageux n'en serait pas moins libre de manœuvrer et d'agir au loin, même offensivement en remontant par les arêtes vers les grandes sommités. Elle jouirait dans ces postes d'un climat tempéré et des choses

(1) Malaussena, *Journal historique*, pages 70-71.
(2) *Mémoire sur la défense d'Oneille*, pages 100-101.

nécessaires à sa subsistance. Enfin, elle n'y serait pas éloignée des réserves destinées à la renforcer, ni des magasins qui doivent la nourrir. Dans ce système, l'ennemi craindrait avec raison de s'engager dans les vallées, ou bien, s'il y pénétrait, ce ne serait qu'avec méfiance et lenteur. Il mettrait les sommets des Alpes entre lui-même et ses ressources ; la chaîne de ses communications serait sans cesse inquiétée par les hauteurs latérales dont nous demeurerions les maîtres » (1).

Dans ses propositions au roi, il est indiscutable que le général de Saint-André s'était rangé au parti de ceux qui étaient d'avis de tenir une ligne de crêtes. M. de Vins partageait cette opinion ; dans un plan remis le 15 janvier 1794, il posait comme premier principe « que chaque poste devait être muni d'une troupe suffisante pour pouvoir se soutenir, même contre les forces majeures qui viendraient les attaquer, ce qui par conséquent demandait beaucoup de troupes ».

En outre les montagnes qui séparaient les différents vallons « étant à nu, très hautes et très raides » la troupe était contrainte de se diriger « par des serpentements continuels » ce qui occasionnait une grande perte de temps, et « les postes circonvoisins, vu les sinuosités des sentiers, ne pouvaient pas arriver à temps pour se secourir mutuellement ». Les circonstances du terrain excluaient donc l'emploi des réserves. « Chaque poste, écrivait de Vins, doit être gardé par une troupe assez forte pour pouvoir se défendre et se soutenir par elle-même, n'ayant pas de secours à espérer, ce qui naturellement augmente considérablement le nombre des troupes ; car avant que la nouvelle soit annoncée de l'attaque, et avant que les soutiens de réserve ou des postes les plus près y parviennent, il arrivera toujours de deux choses l'une, ou que le poste est emporté, ou que les ennemis ont été repoussés, car dans plusieurs endroits, qu'il est inutile de citer, il faut réellement une journée pour porter la troupe d'une vallée dans l'autre ».

De Vins voulait donc être fort partout ; en admettant que la République de Gênes restât neutre, il réclamait 54.900 hommes, dont 10.770 pour le comté de Nice.

Afin de permettre d'apprécier la manière dont il entendait la défense des Alpes, nous en donnons la répartition pour la partie qui nous intéresse particulièrement.

(1) *Topographie militaire des Alpes*, Mémoire de Costa, p. 11.

Sur les hauteurs de Dolceacqua.		600 miliciens
Pour garder les sentiers et passages depuis Vintimille jusqu'à Dolceacqua.	200 sold. de ligne	
Au Fourcoin		500
Arpetta de Giove		200
Poste de Zuaine	200	
Poste d'Orneille	100	60
Saorge		400
Pont rompu		200
Marta en général avec toutes les redoutes		1.000
Beola . . . 50 milices	60	
Tête de Beola	600	
La gauche de l'Authion	800	
Centre de l'Authion	1.200	
La droite de l'Authion	600	
Le Veran	500	
Tête de Ruggier	300	
Poste du col de Raus	1.000	
Capelet de tête rouge	400	
Belvédère	1.500	

Le chiffre général suffit pour les autres vallées ; dans la vallée de la Stura, 910 milices et 8.970 hommes ; de Maira, 120 milices, 1.750 hommes ; de Belins, 1.350 hommes ; de Vraita, 2.310 ; du Pô, 250 ; de Luzerne, 1.120 milices ; de Saint Martin, 780 milices ; d'Oulx, 1.600 hommes ; de Pragelas, 2.500 hommes ; de Suse, 1.370 ; d'Aoste, 200 milices, 4.900 hommes ; au Mont-Cenis, 4.000 ; en arrière de ce cordon se tiendrait un corps de 12 000 (1).

Le Piémont n'avait pas une telle masse de troupes sous les armes, aussi ce plan fut-il sensiblement modifié A 24.000 Piémontais se joindraient 20.000 Autrichiens. « Un général autrichien commanderait toute cette armée. Les troupes légères occuperaient tous les passages des montagnes pour harceler et occuper l'ennemi placé de l'autre côté. Toutes les forteresses, châteaux de montagnes et camps situés le long des frontières piémontaises seraient pourvues de troupes, de canons et de vivres ; l'on placerait dans les forteresses des commandants supérieurs, et le tiers au moins de toute garnison serait constitué par des troupes impériales. Les garnisons des forteresses situées dans l'intérieur du pays à Turin, Novare,

(1) *Mémoire de* de Vins, 14 janvier 1794 (K K A).

Valence, Alexandrie et Tortone, seraient toujours composées en partie de troupes impériales, et ces villes fortes serviraient à l'armée de places de dépôt. Afin de remplir ce but, comme il convenait, l'armée alliée serait composée des corps suivants :

I. Le corps auxiliaire de sept bataillons et quatre escadrons, accordé par un traité particulier à la cour de Turin, serait complété jusqu'à 8.000 hommes pour garder, de concert avec les Piémontais, les cols des montagnes et les forteresses.

II. L'armée impériale de Lombardie serait portée à 20.000 hommes d'infanterie et 4.000 cavaliers ; ils se placeraient comme réserve entre Casal, Asti et Alexandrie et pousseraient de là des fractions vers Acqui, Alba et Cherasco.

III. L'armée piémontaise, en dehors des troupes légères et de celles employées aux garnisons, aurait 25.000 hommes en campagne ; 5.000 s'avanceraient au delà du col de Tende pour surveiller Nice ; afin de les secourir, 10.000 se placeraient à Borgo San Dalmazzo ; les 10.000 autres formeraient un camp entre Pignerol et Savigliano.

IV. Enfin, on rassemblerait encore dans la Lombardie autrichienne un corps d'environ 12.000 hommes. Provisoirement il fournirait seulement de faibles garnisons à la forteresse de Mantoue et au château de Milan, mais ces deux places, à partir de ce moment, seraient pourvues de tous les approvisionnements nécessaires à un long siège. Le reste, et la plus grande partie du corps, occuperait des cantonnements entre Cremone et Pavie. Si les Français menaçaient Plaisance par la Boccheta ou la vallée de la Trebbie, le corps franchirait le Pô et s'établirait entre Stradella et le Castel San Giovanni ; aussitôt que la cavalerie napolitaine attendue serait arrivée, elle serait employée pour la couverture de l'aile droite de ce corps entre Voghera et Stradella.

Quelle que soit la partie des Alpes ou des Apennins que les Français franchiront, ils rencontreront une forteresse qui les arrêtera et les forcera à un siège ou à un blocus. Pendant ce temps, le gros des troupes alliées placées en Piémont se rassemblera en peu de marches et attaquera l'ennemi avec toutes ses forces réunies. Les Alpes, dans les premiers mois de 1794, étant couvertes de neige, on ne croyait pas que l'ennemi prendrait l'offensive avant juin. Les 5.000 hommes qui seraient placés dans le comté de Nice, appuyés par les 10.000 hommes du camp de Borgo San Dalmazzo, pourraient commencer une opération offensive sur la ville de Nice » (1).

(1) *Journal militaire autrichien*, 1834, page 24.

Les idées exposées dans ce nouveau plan diffèrent absolument de celles de de Vins. L'auteur, quel qu'il soit, était de ceux qui auraient désiré s'en remettre à une grande bataille pour décider le sort de la guerre. Peut-être ce projet a-t-il été remis par Simbschen ; en tout cas il était absolument impraticable puisque l'empereur refusait de joindre ses troupes à l'armée piémontaise.

En attendant qu'un plan général fût résolu, ainsi que l'avaient demandé le roi (1) et l'archiduc (2) dès le commencement de janvier, il était une opération qui s'imposait, couvrir le flanc gauche de la ligne occupée dans le comté de Nice, car personne ne doutait que les Français, renonçant à enlever Saorge par une attaque de front, allaient le tourner (3). Ils pouvaient même tenter une opération plus décisive ; « en forçant une marche ou deux, il leur était aisé de tomber sur les derrières de Saorge et de se jeter dans le bassin de Tende, ce qui aurait coupé la retraite par la grande route de Piémont et aurait pu forcer une partie de l'armée à mettre bas les armes ». Ce projet n'a pas été imaginé après coup ; le plan remis à Masséna en contient l'idée, et l'on verra plus loin les causes qui en ont empêché l'exécution. Justement préoccupé de ce danger, un parti dans l'état-major piémontais aurait désiré l'occupation de Dolceacqua et de Vintimille par un corps important. M. de Costa, contrairement au rapport de Revel, soutient que le général Colli, à la suite de sa reconnaissance, aurait prouvé « qu'il ne fallait pas balancer à y prévenir l'ennemi » et il reproche à de Vins de n'avoir pas approuvé les propositions qui lui furent faites. « Soit de peur d'accélérer l'attaque des Français, soit par crainte de donner de l'ombrage aux Génois, la chose n'eut pas de suite. Et après avoir débattu à fond la matière, il n'en fut plus question. On trouva plus court de se reposer sur l'inviolabilité du territoire génois » (4). Il est absolument injuste de vouloir rendre le général de Vins responsable de cet état de choses puisque, dès le 10 janvier, un conseil composé absolument de Piémontais n'avait pas osé prendre cette décision. Quant à la véritable cause qui y fit renoncer, on doit la chercher dans la faiblesse des effectifs. En réalité, on se borna à laisser un bataillon cantonné à la Rochetta et à Pigna « et il fut ordonné de préparer une seconde position en arrière de la Bendola. »

Une note, malheureusement non datée ni signée, expose l'idée

(1) Le roi à l'Empereur, 10 janvier, page 8.
(2) Archiduc à l'Empereur, 4 janvier, Supplément, page 1.
(3) Voir tout le chapitre Ier.
(4) *Mémoires sur la campagne de* 1794, M. de Costa, page 232.

que l'état-major piémontais se faisait alors de la situation, et contient les instructions à suivre pour les différents cas.

Il prévoyait trois hypothèses. L'ennemi pouvait : 1° tourner le Fourcoin où appuyait la gauche piémontaise ; 2° forcer Marta ; 3° tenter les deux opérations à la fois, ce qui allait en effet se produire.

Dans le premier cas, le bataillon (1) de la Rochetta se replierait par le col de Giove, celui de Pigna par le col de Muraton, et ils iraient cantonner sur les hauteurs de la rive droite de la Bendola, partie à Casto, partie à Sainte-Croix. Le bataillon de Pigna laisserait un détachement aux granges de la Baragna, afin de surveiller le col de Muraton ; il se retirerait au château de la Baragna où serait préparé un signal pour donner l'alarme ; celui de Dolceacqua en laisserait un à la Logia qui se replierait par le pont, en faisant sauter les mines préparées à l'avance.

Les postes d'Orneille et de Zuaine viendraient à Saorge.

Les instructions insistaient particulièrement sur la nécessité de tenir sur la gauche la crête circulaire qui part de la cime de Peiramonta.

Dans la deuxième hypothèse, on se retirerait dans le vallon de Cairos et l'on s'efforcerait de défendre les crêtes de la rive gauche de ce cours d'eau ; les postes de Zuaine et d'Orneille tenteraient de gêner, autant que possible, le flanc droit de cette attaque.

Dans la troisième hypothèse, on prendrait les mêmes dispositions.

Immédiatement l'on établirait une batterie de quatre pièces pour battre la grande route, et l'on placerait les canons disponibles sur les plateaux à droite et à gauche.

La note ne détaillait pas les ouvrages à exécuter, « M. le major de Malaussena et le capitaine Maulandi connaissant tous les détails de ces dispositions » (2). Or il existe dans les papiers de Breil un mémoire où tous les ouvrages à construire sont soigneusement étudiés. Un de ces deux officiers en serait donc peut-être l'auteur. Comme il est impossible de dire si les travaux proposés ont été réellement exécutés, on se bornera à dire ici qu'on attachait la plus grande importance à Saorge et à la gauche de ce point (3).

Le 5 avril, le reste des troupes piémontaises, sous les ordres du général Dellera, était réparti de la manière suivante :

A Belvédère : un bataillon de Mondovi, une centurie d'Oneille, volontaires du comte de la Roque, 70 volontaires d'Asti et milices.

(1) La note dit les deux bataillons ; en fait il n'y en avait qu'un.
(2) Note concernant la dislocation des troupes, page 101.
(3) *Mémoires militaires sur la campagne de* 1794, pages 127-131.

A l'Authion : 5e bataillon de grenadiers, 2e bataillon de Peyer im Hof, 1er bataillon de pionniers.

A la Vauta : 2e bataillon de Montferrat.

A la Beola : 1er bataillon de Montferrat.

A la Maglia : chasseurs-carabiniers et milices.

A Marta : les 1ers bataillons des grenadiers royaux, d'Asti, d'Oneille, une centurie de Turin.

A Oneille : la compagnie des chasseurs des grenadiers royaux, la moitié du corps franc et des chasseurs de Canal.

A Saorge : le 2e bataillon des grenadiers royaux, de Turin, d'Asti, le 1er bataillon des chasseurs, le 1er de Peyer im Hof et les volontaires Pandini.

A Tende ; le 1er bataillon de Nice et la moitié du corps franc (1).

En outre, le régiment de Pignerol arrivait le 7 à la Brigue, le régiment de Belgioso à Limon (2).

III

Au moment où la période active va commencer, il semble intéressant de donner une description de la position de l'Authion et des contreforts qui en dérivent de manière à permettre au lecteur de suivre le détail des opérations (3).

Description détaillée des positions de l'Authion et de Millefourches (4). — Le massif de l'Authion au sud de la baisse de St-Véran comprend plusieurs sommets dont la réunion dessine un amphithéâtre parfait présentant son ouverture vers l'est. Le fond de cet amphithéâtre donne naissance à un petit ruisseau dirigé du nord au sud et compris entre deux crêtes très rapprochées.

L'ensemble des hauteurs limitées de toute part par des pentes très raides et dont les versants intérieurs relativement doux sont parfaitement gazonnés, constitue ce qu'on appelle le camp de l'Authion et de Millefourches.

(1) Ces emplacements ont été obtenus en combinant la pièce des archives de Breil 99 qui les donne au 8 avril et la lettre de Dellera à Cravanzana du 5 avril, voir page 187.

(2) L'effectif des colonnes françaises n'est pas indiqué ; au 4 avril, il y avait à Saint-Arnoux 1.529 hommes ; au Blaquet et à Figaret, 542 ; à Utelle, 1.408 hommes.

(3) Cette description est extraite littéralement d'un mémoire du colonel Wagner composé à la suite d'une reconnaissance faite en 1860. Il est d'autant plus intéressant qu'il signale les traces des ouvrages de l'époque.

(4) Voir la carte au 1/5.000, camp retranché de l'Authion et de Millefourches. Croquis n° 1, figure 1.

Plusieurs ouvrages dont on retrouve les traces avaient été élevés par les Austro-Sardes sur les différents sommets.

Saillant du camp retranché sur la tête de l'Authion. — Le plateau qui ferme l'amphithéâtre à l'ouest était occupé par une ligne continue AA' dont le saillant B se trouvait sur la tête de l'Authion. De ce sommet, se détache la crête de Provérière en se dirigeant vers le Donjon et vers Fougasse. C'est par là que devait arriver la principale attaque. Aussi voit-on que les moyens de défense avaient été accumulés sur ce point. La ligne y était renforcée par un petit ouvrage B d'un profil relativement fort et par plusieurs coupures barrant le chemin aux assaillants arrivant par la crête. Partout ailleurs le profil du retranchement était très faible ; en certains points, il n'y avait même pas de fossé. Il semble que l'ennemi ne cherchait là qu'à se couvrir des coups, et qu'il considérait avec raison la raideur des pentes comme un obstacle autrement sérieux que le profil du retranchement.

En arrière du saillant, se trouvait une sorte de retranchement intérieur C renfermant une construction qui, selon toute apparence, devait être le magasin à poudre.

Sommet de la Forca. — L'extrémité gauche de la ligne était appuyée à une redoute D de 20 mètres de côté et dont le fossé était creusé dans le roc. Cet ouvrage placé sur la cime de Forca est assez bien conservé. Il enfilait d'un côté les pentes au sud de la crête de Provérière et contribuait puissamment à défendre les approches du saillant ; d'un autre côté il surveillait la baisse de Provérière ou col de Millefourches.

Plateau de Millefourches. — Au sud-est de ce col, se trouve le plateau de Millefourches où les Austro-Sardes avaient élevé une redoute bastionnée E dont les escarpes en maçonneries de pierres sèches sont encore debout en certains endroits. C'est cet ouvrage qui figure dans l'histoire sous le nom de château de l'Authion et qui était garni de 8 canons. Sur le bord du plateau on remarque encore les traces d'un retranchement FF' dans l'intérieur duquel on retrouve un grand nombre de rigoles de tentes et de traces de baraques. Cette position croisait ses feux avec ceux de la redoute D pour défendre le col de Provérière et battait de revers les pentes au sud de la ligne A. Les abords du retranchement de Millefourches étaient flanqués par la redoute D à laquelle il était relié par un chemin en lacet passant par le col de Provérière

Plateau de l'Authion. — La droite de la ligne A se trouvait en retraite sur le saillant et contribuait par sa position à en défendre les approches.

On peut arriver de tout côté au camp des Fourches en suivant les nombreux ravins et les crêtes qui prennent naissance à cette position.

De Saorge on y monterait par le vallon de Cairos et la baisse de St-Véran, ou par la crête au sud de ce vallon. On y arrive de la Giandola par la Maille ; du col de Brouis et de Sospel par la crête allant du plan de Caval vers le Ventabren. On y vient de Fougasse et de Calmette par la crête de Provérière et par un sentier muletier aboutissant au col entre la Forca et le plateau de Millefourches. On y peut monter également par le vallon de l'Aiguette soit en arrivant au col de Tueis et prenant ensuite la crête de Provérière, soit en gravissant directement les pentes qui séparent la vacherie de l'Orthiguière de la pente des trois communes.

Position de Raus et de St-Véran (1). *Cime de Raus ou de Saju.* — Le col de Raus est compris entre deux hauteurs sensiblement au même niveau. Celle de droite s'appelle le mont de Raus ou de Saju. Les Sardes y avaient élevé un retranchement A (fig. 1, croquis n° 2) dont les pièces enfilaient le ravin de Graus et prenaient de revers les pentes du Capelet et de Rugger. C'est un simple épaulement sans fossé sur le bord d'une plate-forme qui paraît faite de main d'hommes.

En avant du col de Raus se trouve un petit contrefort plat dont les pentes sont très raides. C'est là et tout près du col que se trouvait le gros des forces de Raus. De nombreuses traces de baraques et de tentes se voient sur ce plateau. On y retrouve également les traces d'un retranchement qui entourait la partie saillante du camp.

Cime del Tuor, baisse de St-Véran. — Cette position était rat-

devait donc avoir un effectif de 590 soldats, comptons 42 sous-officiers, 27 officiers, tout compris 660 hommes.

Au plan de Caval et sur la crête jusqu'à la tête de Vauta il y avait 172 petites baraques et 34 grandes correspondant à un effectif d'environ 870 soldats et 90 officiers et sous-officiers.

Derrière la batterie de Parpella on voit un camp de 39 petites tentes et 49 grandes devant contenir deux compagnies formant un effectif total de 190 hommes environ.

Au fond de l'amphithéâtre se trouvaient deux petits camps ; l'un de 7 grandes tentes et une petite, l'autre d'une grande et 22 petites. Il est probable que ce sont les traces du quartier général et du piquet d'ordonnance. L'effectif total de ces deux camps devait être d'environ 130 hommes. En comptant 50 hommes pour l'occupation des ouvrages avancés sur la crête de Provérière, on peut donc, d'après ce qui précède, évaluer à 4.400 hommes environ les forces dont l'ennemi disposait pour défendre le camp de l'Authion et de Millefouches.

(1) Voir le croquis 2, figures 1 et 2.

tachée à la cime del Tuor par un chemin vers le milieu duquel se trouvait un petit poste d'observation, dans une excellente position pour surveiller les ravins en avant de Raus.

La cime del Tuor est pointue et présente plusieurs rochers à pic du côté du vallon de l'Aiguette. Les alliés en ont nivelé quelques-uns et y ont établi des postes parfaits pour observer ce vallon. Un sentier muletier reliait directement ce poste à la baisse de St-Véran, col assez ouvert et gazonné. Un sentier muletier faisant de nombreux lacets réguliers reliait ce point à la tête de l'Orthiguière.

Chemin de Raus à Saorge par la baisse de St-Véran. — Un chemin large et en pente assez douce mettait le col de Raus (2.003) en communication directe avec celui de St-Véran (1.852). Une source assez abondante placée sur le bord de ce chemin donnait de l'eau au camp.

De la baisse de St-Véran, on descendait dans le vallon de Cairos par un beau chemin dont on voit encore quelques traces. Il passait par Fromagine où était la réserve et les ambulances. Ce chemin rattrape la route de Nice à Turin entre Saorge et Fontan.

La figure 2 du croquis n° 2 donne une idée de cette position.

C'est ce chemin qui a servi à l'armement de ouvrages de Raus et de Millefourches. Une partie des troupes, les bagages et le matériel l'ont suivi lors de l'évacuation des camps.

Chemin allant de Raus vers la Minière. — Un autre chemin partant du col de Raus longeait les pelouses situées au Sud de la frontière. A la baisse de Causéga, il bifurque en deux tronçons dont l'un se dirige vers le passage du déserteur et dont l'autre mène à la baisse de l'Escuf.

Une partie de l'armée alliée a suivi ces chemins pour gagner la Minière et l'abbaye de St-Dalmas.

De Fromagine, on pourrait gagner les mêmes cols en montant directement à la baisse de Causéga. Ce chemin a également servi lors de l'évacuation des camps.

Chemin de Raus à Belvédère. — Le chemin qui descend du col de Raus sur Belvédère est très régulier sous le retranchement B et parfaitement conservé en certains endroits. C'est par là que les Austro-Sardes ont amené sans doute leurs canons dans la Vésubie.

Cime de Rugger. — En avant de la cime del Tuor et sur la même crête, les Piémontais occupaient un poste avancé sur la tête de Rugger. On reconnaît encore quelques traces de l'occupation sarde. De ce sommet se détache un petit contrefort dont la tête domine merveilleusement le vallon de l'Aiguette. Ce point a été occupé comme l'indique son nom de Castéau ou Castello. On y

reconnaît les traces de plusieurs tentes et de deux postes d'observation, qui figurent sur la carte au 1/20.000 (1).

Ligne de Raus au Capelet. Capelet supérieur (2). — Le Capelet supérieur à 2.640 mètres au-dessus du niveau de la mer, formait l'extrême droite de la ligne des Austro-Sardes. Il se relie au faîte des Alpes par une crête que son altitude et sa nature rocheuse et escarpée mettaient à l'abri d'une attaque sérieuse.

Le Capelet consiste en un petit plateau limité au nord-ouest par un escarpement presque à pic, au sud-ouest par une pente gazonnée, mais très raide et coupée de distance en distance par de grands rochers sortant du sol. Les Piémontais avaient établi sur le plateau un fort en pierres sèches bien plié au terrain et qui, d'après les restes, voyaient parfaitement les escarpements au nord-ouest. Les saillants correspondaient aux deux crêtes rattachant le Capelet d'une part à la montagne du Diable, d'autre part au Capelet inférieur. Ils étaient renforcés par des épaulements destinés à mieux battre les approches par ces crêtes. Quant aux pentes gazonnées au sud-ouest, les moindres plis en étaient vus par quelques petits postes inaccessibles que les Sardes avaient disposés avec beaucoup d'art sur les rochers sortant du sol.

La garnison du Capelet était obligée de se pourvoir d'eau aux lacs des Merveilles. Quant au bois, elle ne pouvait en trouver qu'à six cents mètres environ au-dessous du fort. Cet inconvénient n'était pas très grave, car un petit nombre d'hommes et quelques obusiers de montagne en pouvaient défendre la position contre des assaillants fort nombreux.

Terra Rossa. — Un poste avancé se trouvait sous le Capelet inférieur à Terra Rossa. On remarque encore un mur appuyé contre deux rochers.

Crête de Prampéiasque. — Le Capelet est relié à Raus par une crête gazonnée connue sous le nom de Serre de Prampéiasque. Sur cette crête on remarque des traces de lignes dont quelques-unes ont dû être construites en 1792 et dont d'autres sont d'une époque antérieure. Ces derniers épaulements sont tous en terre et ont encore aujourd'hui un aspect très régulier malgré l'affaissement que le

(1) D'après les traces de baraquement qu'on aperçoit au col de Raus, ce passage devait être défendu par environ 800 hommes. Le mont de Raus et le col au nord devaient être occupés par 300 à 350 hommes. On peut évaluer de même l'occupation de la cime del Tuor et de la baisse de St-Véran à 400 ou 450 hommes. En y ajoutant 200 hommes établis dans l'avant-poste de Rugger on arrive à un effectif d'environ 1.800 hommes. Ce chiffre est conforme à l'estimation du témoin oculaire cité plus haut.

(2) Voir croquis n° 2, figure 3.

temps leur a fait subir (1). Ils sont fréquemment traversés par les lacets d'un chemin dont la construction remonte à 1792 (2).

Vallon plat de Cianliase. — Ce vallon est plat dans cette partie et forme un véritable plateau qui se prêterait très bien à l'assiette d'un camp. Il a servi effectivement dans ce but. A l'endroit où la pente redevient raide on trouve encore quelques légères traces de retranchements qui figurent sur la carte de Bourcet. Un chemin muletier conduit de ce point à la baisse de Saju située entre le mont de Raus et la crête de Prampéiasque.

Communications en arrière de la ligne de Raus au Capelet. — Un autre mène directement au col de Raus d'une part et au col de l'Escaf de l'autre.

Un sentier de piétons mène du vallon de Cianliase directement dans la Minière. Il passe entre les cimes du Diable et de Macruère, et aboutit aux lacs de l'Inferno où la Minière prend son origine.

De ces lacs, un autre sentier de piétons permet d'aller dans la Gordolasca par un col au nord de l'Alpette situé sur la crête allant du Clapier à la montagne du Diable.

Ligne de l'Authion à Saorge. Plateau de Béola et Arseuil (3). — La ligne qui reliait le camp de l'Authion à Saorge n'était guère moins formidable que celle de Raus au Capelet. Les pentes de la Maille qui coule au sud de cette ligne sont en effet extrêmement raides et se transforment en véritables escarpements sur plusieurs points.

En partant du plan de Caval, la crête qui se dirige vers Saorge, s'abaisse brusquement d'environ 300 mètres. Généralement étroite elle s'élargit vers le milieu et forme les plateaux de Béola et d'Arseuil que les Sardes avaient consolidés par une redoute en terre A qu'on voit encore. Elle a environ 40 mètres de côté et est placée sur le bord des pentes nord (croquis n° 3, fig. 1). Elle balayait ainsi

(1) Croquis n° 2, figure 4.

(2) Sur la croupe de Prampéiasque on voit de nombreux vestiges provenant d'un camp retranché derrière ces lignes. La plupart des baraques devaient être en pierres. En général elles n'ont que 2 mètres sur 3, trois d'entre elles ont 4 m. 50 sur 10 mètres environ ; quelques-unes ont des dimensions intermédiaires. On remarque en outre un puits que les soldats avaient cherché à creuser. D'après ces traces l'effectif du camp devait être d'environ 200 hommes. Le Capelet en y comprenant les petits postes que les Sardes avaient organisés sur les rochers devait être occupé également par 200 à 250 hommes. Quant au poste avancé de Terra Rossa on peut en estimer le nombre de défenseurs de 150 à 200. L'ensemble des positions que nous venons de décrire et que nous appellerons la position du Capelet devait être défendue par environ 600 hommes.

(3) Voir croquis n° 3, figure n° 1.

toute l'étendue du plateau. Malgré l'affaissement que le parapet de cet ouvrage a subi, on reconnaît que le profil en était plus important que ceux des ouvrages décrits plus haut. Les saillants étaient munis de barbettes. La contrescarpe du fossé était en pierres sèches (1).

Dans l'intérieur de la redoute on voit une grande baraque qui servait paraît-il de magasin.

A l'ouest de ce camp, sur une éminence étroite, on voit les traces d'un petit ouvrage B destiné à éclairer les abords de cette position.

Tout le plateau, de même que la crête qui le relie à l'Authion, est couvert d'assez belles prairies. Les pentes du plateau sont boisées ; au nord c'est l'essence résineuse qui domine, au sud se trouvent principalement des chênes. La redoute est entourée elle-même d'un bouquet de sapins. Une source se trouve à peu de distance de la redoute sur le bord du plateau. De nombreuses sources existent en outre dans le haut des pentes sud.

Position de Raouré (2). — Après le plateau d'Arseuil, le contrefort se rétrécit de nouveau et s'abaisse doucement jusqu'à la cime de Raouré, où il forme une croupe arrondie. Sur cette croupe on voit un fort assez considérable C. Cet ouvrage devait comme celui de Béola être armé d'artillerie. La principale action était dirigée vers l'ouest. De ce côté en effet, le fort présente un front terrassé d'un parapet épais et construit très soigneusement. Partout ailleurs l'enceinte consistait en un simple mur en pierres sèches. On y reconnaît encore les traces d'une construction qui devait être un magasin à poudre.

A l'ouest du fort se trouve une petite lunette D également revêtue en terre du côté de Béola. Cet ouvrage contenait un petit magasin à poudre. Il est entouré d'un chemin de ronde relié au fort par une double caponnière, le tout en pierres sèches.

Le principal but de l'ensemble de ces deux ouvrages devait être d'assurer la retraite des défenseurs de la crête sur Fontan. La forme arrondie de ce plateau terminé par des pentes raides du côté du village, permet en effet de se dérober rapidement à l'action du fort. Les côtés terrassés, enfilant très bien la crête étroite à l'ouest, rendaient une attaque presque impossible de ce côté pendant que les

(1) D'après les traces de baraques qu'on reconnaît aux environs, la position de Béola devait être défendue par 300 hommes environ.

(2) Voir croquis n° 3, figure n° 2.

murs en pierres suffisaient pour mettre les défenseurs à l'abri d'un assaut par les pentes sud.

Chemin de l'Authion à Saorge.—Un chemin muletier, excellent sur les plateaux et souvent fort mauvais dans les parties resserrées, mène de l'Authion à Raouré. Il longe la crête entre ce dernier plateau et celui d'Arseuil et se trouve ainsi complètement enfilé par le fort. Ce chemin mène à Saorge; mais il devient très mauvais dans la partie inférieure. On descend aussi directement sur Fontan par un sentier qui peut à la rigueur être suivi par des mulets.

Position de Marta (1). -- La croupe arrondie de Raouré se bifurque en deux petites crêtes s'abaissant rapidement. L'une se dirige vers Saorge, l'autre vers la Giandola, réunion de quelques maisons placées sur la route de Nice à Turin, au confluent de la Maille et de la Roya.

Au sud-ouest de ce dernier contrefort, les pentes sont relativement douces, faciles à parcourir et aboutissent à un col de 300 mètres au-dessous du sommet de Raouré. C'est par là qu'on aurait pu chercher à tourner cette position et descendre sur Fontan par le vallon de Caïros. Les Piémontais ont obvié à cet inconvénient en établissant un petit fort E sur un sommet rocheux placé à l'est du col. On voit encore les traces de cet ouvrage. Il présente une enceinte allongée en pierres sèches affectant un tracé à redan. Le col était lui-même occupé par un camp assez important.

Communications. — Un chemin muletier passant par le col reliait l'ouvrage de Marta à celui de Raouré. Un autre gagne le chemin de Raouré à Saorge un peu au-dessous de la lagune; un troisième, mais très mauvais, conduit directement à la Giandola. De ce point, on peut également monter au col de Marta par un meilleur chemin en suivant sur une certaine étendue celui qui longe la rive droite de la Maille.

Les défenseurs de cette position trouvaient leur eau aux mêmes sources que ceux de Raouré en arrière du col. Sur les pentes sud-ouest existent également quelques sources dont ils pouvaient tirer partie. Les pentes sont couvertes de broussailles du même côté.

Position de la Lagune entre Raouré et Malamorte. — La crête qui descend de Raouré vers Saorge s'abaisse rapidement comme il a été dit plus haut, jusqu'au point nommé la Laguna. Cette position consiste en un plateau assez important, entourant un bassin naturel rempli d'eau en hiver. C'était un excellent emplacement pour la réserve des troupes établies à Raouré et à Marta.

(1) Voir croquis n° 3, figure 3.

L'occupation de ce point comblait en outre un vide dont les Français auraient pu profiter pour percer la ligne en tournant le fort Raouré après s'être emparé du col de Marta.

Le sentier qui descend vers Fontan, en partant de Raouré, traverse cette position. Le chemin muletier descendant vers Saorge la contourne au sud.

Château de Malamorte(1).— Entre la position décrite ci-dessus et la route de Nice à Turin, se trouve un ancien château du moyen âge. C'est le château de Mala-morte. Il consiste en une enceinte rectangulaire établie sur un petit contrefort rocheux. Une habitation de forme carrée se trouvait dans l'angle ouest. Une petite tour placée au même angle flanquait les faces correspondantes (Voir le croquis n° 3, fig. 4). Les murs de ces deux faces, de l'habitation et de la tour, sont encore debout. La face nord-ouest est crénelée et placée sur le bord d'un rocher à pic. Celle du sud-ouest est percée d'une porte et précédée d'un petit fossé. Une autre porte devait se trouver dans la face nord-est, où aboutit un petit sentier non pratiqué aujourd'hui. Dans les parties du fort qui subsistent on voit quelques maçonneries récentes. Elles sont très mal faites et datent sans aucun doute des guerres de la République. Les Piémontais y avaient installé, en effet, une cinquantaine d'hommes, qui surveillaient directement le défilé au sud de Saorge.

A une petite distance à l'ouest du château se trouve une source qui devait largement suffire aux besoins de la garnison.

Position de Saorge (2). *Fort de Saorge*. — Le fort de Saorge établi sur un rocher allongé est un ancien château fort beaucoup plus étendu que celui de Malamorte. D'après ce qui reste, nous avons pu en composer le tracé (Voir le croquis n° 3, fig. 5). Certains pans de murailles sont encore debout. On y voit également quelques abris voûtés et des citernes. Au sud et à une trentaine de mètres au-dessous du sommet se trouvait une batterie destinée à surveiller le défilé en aval du confluent de la Bendola et à contre-battre les batteries de brèche que l'assaillant pouvait organiser près du couvent des Récolets.......

Village de Saorge. — Le village de Saorge est situé près du fort sur les ruines d'une ancienne ville dont on aperçoit encore les murailles à l'est. Du côté de la Roya les maisons actuelles sont établies sur les remparts même de l'ancienne cité.

(1) Voir croquis n° 3, figure 4.
(2) Voir croquis n° 3, figure 5.

Bendola. — Le Bendola descendant de la Marta dans un lit très escarpé vient se jeter dans la Roya un peu au sud de Saorge.

Chemin aboutissant à Saorge en traversant la Bendola. — Deux chemins muletiers descendent des hauteurs au sud de la Bendola, aboutissent au couvent des Récolets. L'un d'eux partant de l'Arpette est très mauvais sur toute la rive gauche. L'autre vient directement de Pigna en passant par le col de Muraton. Chacun d'eux franchit la Bendola sur un pont en pierres. Les extrémités des contreforts descendant vers la Bendola sont occupées par des maisons que l'on pouvait organiser pour la défense. Celles qu'on y voit aujourd'hui sont presque toutes crénelées.

Chemins descendant par la crête. — Deux chemins muletiers permettent d'arriver au-dessus de Saorge en descendant de la Marta. L'un suit la crête elle-même ; l'autre un peu moins mauvais la contourne par la baisse de Lugo. On y arrive encore directement de la Brigue.

Traces d'un ouvrage surveillant ces chemins (1). — Sur l'extrémité de la crête au-dessus de Saorge on voit encore un ouvrage en pierres sèches destiné à éclairer le terrain en dehors des vues du fort. Cet ouvrage dont la figure n° 7 représente le tracé, ne pouvait en aucun cas faire une résistance sérieuse aux troupes de Masséna descendant de la Marta, et qui venaient d'enlever des positions autrement redoutables. Du reste cet ouvrage eût-il été dans de meilleures conditions n'eût pu faire qu'une résistance inutile du moment que le col Ardente était en notre possession. La principale défense des Piémontais devait s'exercer dès lors du côté de la Brigue de manière à protéger la retraite de leur armée par le col de Tende.

En résumé, en n'organisant Saorge que contre une attaque de front l'ennemi avait atteint son but; il n'avait nullement à se préoccuper des hauteurs à l'est.

Contreforts au nord de Saorge et au sud du couvent des Récolets. — Sur l'extrémité du contrefort du couvent des Récolets, les Sardes avaient établi deux ouvrages à cornes superposées, défendant de près le défilé de Saorge (2) qui donne le tracé de ces ouvrages. Ils sont en pierres sèches et très bien faits. Peut-être remontent-ils à la guerre de la Pragmatique Sanction. Quoi qu'il en soit, il est probable qu'ils ont été occupés pendant les guerres de la République. Cette position est trop bien indiquée pour avoir

(1) Voir croquis n° 3, figure 7.
(2) Voir croquis n° 3, figure 6.

échappé au vieux Colli. Elle commande en effet la sortie du défilé si rétréci et escarpé de la Roya, que traverse la route en aval de la Bendola.......

Au nord du fort de Saorge, se trouve un contrefort plus large juste en face du vallon de Cairos. Il est bordé de rochers à pic au nord et à l'ouest. On y retrouve des traces d'une fortification permanente, entre autres quelques embrasures dirigées contre le vallon de Cairos. Cette position a l'inconvénient d'être dominée encore de plus près que celle du fort de Saorge. Mais elle enfile parfaitement la route et elle voit sur une très grande étendue le vallon de Cairos dont l'ancien fort pourrait battre à peine l'entrée.

Positions (1) *au nord de la ligne de l'Authion à Saorge. Vallon de Cairos. Position de Fromagine.* — Le vallon de Cairos au nord de la crête allant de Millefourches à Saorge est un des principaux vallons secondaires...... Le chemin qui le parcourt est carrossable sur une très grande étendue. Sous la République, les Austro-Sardes l'avaient rendu praticable pour leur artillerie jusqu'à l'Authion.

Le fond du vallon est plat presque partout sur une centaine de mètres de largeur. Il est bordé au nord de rochers de calcaire nus. Au Sud il est limité par des pentes uniformes parfaitement boisées et dont le pied est presque partout soutenu par des rochers.

Le lit du vallon monte légèrement jusqu'à Fromagine (1.310) où il s'élargit brusquement. Les Piémontais y avaient placé leur réserve. La position de ce camp était assez centrale par rapport à la ligne de défense depuis Beola jusqu'au Capelet. Elle n'avait qu'un défaut, c'est de se trouver à 700 mètres au-dessous des positions de l'Authion et de Raus et à 1.300 mètres au-dessous du Capelet. C'est beaucoup trop car on monte difficilement plus de 400 mètres en une heure.

Au point de vue matériel, la position du camp était excellente. L'eau et le bois s'y trouvent en abondance. La température y est relativement douce. On aurait même pu profiter de ces avantages pour concentrer sur ce point la plus grande partie des troupes de Raus et de l'Authion pendant les grands froids. Les neiges qui encombrent les hauteurs en hiver les rendent inattaquables, de sorte qu'il eût suffi de les garder par un petit nombre d'hommes.

Plateaux au nord du vallon de Cairos. — Au nord du vallon de Cairos existe un contrefort beaucoup plus large que ne le sont généralement les différentes crêtes des Alpes-Maritimes. Il se dirige

(1) Positions des réserves.

vers Fontan et est limité au nord par le vallon très encaissé de Céva.

Les plateaux de ce contrefort sont formés de vallées sans issues perpendiculaires à la direction générale. Près de l'origine, on rencontre de belles pelouses de camps fort étendus.

Positions sur la crête entre l'Authion et la baisse de Tourini. Cime de Tueis dit Castelet ou Donjon (1). — La crête qui, partant de l'Authion, sépare le bassin de la Vésubie de celui de la Bévèra est très étroite d'abord jusqu'au col de Tueis. Après ce point, elle se relève et forme le sommet dit Tueis. C'est un plateau étroit d'environ 80 mètres de long et bordé de pentes raides à l'est et à l'ouest.

On y remarque un ouvrage de campagne qui devait être solidement organisé. Il figure déjà sur les cartes de Bourcet sous le nom de Lestrech. C'est sans doute à son existence que ce sommet doit les noms de Castelet et de Donjon sous lesquels il est connu aujourd'hui dans le pays.

Le donjon est entouré d'une escarpe de trois mètres environ taillée dans le roc, et suivant à peu près le contour du plateau. En quelques points on voit encore le parapet en terre qui surmontait cette escarpe. Au pied se trouve un chemin de ronde d'une largeur variable de 2 à 6 mètres et qui, par un mur en bahut, battait directement les pentes du plateau. A l'ouest, le chemin de ronde avait deux étages.

Position de Camp Argent ou Camp d'Argent (2). — Après le Castelet, la crête s'élargit et s'abaisse doucement vers la baisse de Camp-Argent. Le terrain en cet endroit est très propre à l'installation d'un camp.

On y remarque les traces d'un retranchement HGI qui protégeait la position contre les assaillants venant de la Bévèra par le vallon de Saint-Martin. Au col de Camp-Argent même il était appuyé par une petite redoute H ; à l'est il s'étendait jusqu'aux pentes raides qui pouvaient être battues directement par le chemin de ronde du Castelet et que les ouvrages de l'Authion voyaient de revers (3).

Position de Fougasse dit Mantégas. — Au sud du col de Camp d'Argent la crête se relève doucement de 50 mètres environ et forme le sommet dit Fougasse et qu'on appelle également Mantégas dans le pays. C'est un plateau d'environ 200 mètres de long et ayant une largeur variable de 50 à 80 mètres. Il est parfaitement

(1) Voir croquis n° 4, figure 1.
(2) Voir croquis n° 4, figure 3.

gazonné et bordé de pentes boisées de toute part. Entre les mains des Austro-Sardes cette position couvrait le Camp d'Argent contre les Républicains arrivant par la forêt de la Frage au sud et par la crête qui aboutit à la Bollène (1).

A l'extrémité nord-ouest du plateau se trouve un retranchement D avec de petits fossés, et une barbette C en arrière pouvant abriter une pièce. L'action de cet ensemble était dirigée contre les colonnes cherchant à aborder la position en se glissant le long des pentes d'un contrefort s'étendant vers l'Aiguette.

Il n'en est pas de même de la ligne E établie au premier changement de pente du versant de la Bévéra, et qui, comme celle de Camp-Argent, était dirigée contre les assaillants venant par la vallée de Moulinet.

En arrière de cette ligne et sur l'extrémité sud du plateau existe une lunette A. Elle n'a pas de fossés. Les alliés donnaient ainsi un appui à la ligne E et battaient parfaitement la crête qui relie Fougasse à un plateau allongé à l'est appelé Fougasse sud.

A partir de Fougasse sud, la crête principale s'abaisse rapidement et gagne par un col allongé le bois de la Frage situé sur le versant nord de la Calmette. C'est par là qu'en cas d'échec devait s'effectuer la retraite des nôtres sur le bois en arrière.

Position du Seubajon. — A l'ouest de Fougasse sud et à un niveau un peu inférieur se trouve la vacherie dite de Mantégas. Un contrefort large, cultivé, et très propre aux mouvements de troupes s'étend de ce point, presque horizontalement, jusqu'à la crête rocheuse de Malagrata. Il est formé par une série de petits sommets dont le principal est le Seubajon qu'on appelle aussi Sabas. Cette position était excellente pour protéger la retraite des défenseurs de Fougasse sur la forêt de la Frage en arrière. La nature du sol permettait d'y établir facilement de bonnes communications. Les sources sont abondantes sur les pentes au sud de cette crête comme à l'est et au sud de Fougasse. Le Seubajon est protégé de face par l'Aiguette qui forme un immense fossé naturel, dont les pentes sont assez raides et boisées jusque sur les sommets mêmes. Le point le plus abordable était la droite; mais on pouvait de côté se retrancher solidement en utilisant les bois qu'on avait sous la main. Et d'ailleurs les pièces de Sébajou pouvaient facilement maintenir l'ennemi en respect jusqu'à ce que la retraite des défenseurs de Fougasse sur la Frage fût assurée.

Communications. — De l'Authion part un chemin muletier qui

(1) Voir croquis n° 4, figure 3.

se maintient sur les hauteurs jusqu'au-dessus de Luceram. Il arrive au col de Tueis en suivant la crête aiguë de Provérière.

De la baisse de Tueis on arrive encore au camp des Fourches par un sentier praticable aux mulets. Il arrive au col de Millefourches et descend de là à la vacherie de l'Authion. Un autre sentier muletier descend également du col de Tueis à la vacherie de l'Orthiguière sous la naissance du mont Authion.

A partir de la baisse du Tueis le chemin de la crête contourne le flanc est du Donjon et arrive au col de Camp d'Argent. Il suit l'ancien camp d'Argent, plateau en pente douce très facile à parcourir.

La baisse de Camp d'Argent communique avec le fond du vallon de l'Aiguette par un sentier muletier contournant le Castelet à l'ouest. Elle est reliée également par un sentier peu suivi avec l'origine de la Bévéra.

A partir de la baisse de Camp d'Argent le chemin de la crête se bifurque en deux, contournant de part et d'autre les plateaux de Fougasse et se réunissant à la baisse de Tourini. Le chemin contournant Fougasse au nord, arrive à la vacherie de Mantégas.

Ligne des hauteurs entre l'Authion et le Mangiabo sur la rive droite de la Roya. — Il a été dit plus haut qu'un ruisseau prend son origine à l'Authion et court entre deux crêtes très rapprochées en restant longtemps très élevé. Les versants des deux rives sont assez doux dans l'origine et parfaitement gazonnés. La crête de la rive droite se termine par un contrefort allongé et rocheux près de Moulinet. Celle de la rive gauche se maintient à peu près de niveau jusqu'au Mangiabo tout près du col de Brouis.

Plusieurs positions sont à signaler sur cette dernière crête.

Plateau de Maron. — Au sud de la baisse de Ramouji se trouve le plateau de Maron. Il figure sur la carte de l'état-major sarde sous le nom de Ciagabella. C'est un mamelon plat dont il a été question déjà, et en arrière duquel les Français pouvaient masser les troupes devant attaquer Millefourches.

Ventabren. — Plus au sud est le sommet désigné sur la carte sarde sous le nom de Maune. C'est ce pont qu'on appelle dans le pays le Ventabren. Sur la carte de Bourcet il figure sous la même dénomination. Cette hauteur présente la forme d'un croissant étroit tournant ses pointes vers l'est. On voit sur la pointe nord deux traces de tentes provenant sans doute d'un poste d'observation. De là, les alliés pouvaient surveiller parfaitement les mouvements des Français cherchant à aborder le camp de l'Authion par la Maille.

La raideur des pentes à l'est mettait du reste le poste même à l'abri d'une attaque sérieuse.

Le versant ouest de la crête est ici un peu plus raide qu'au nord du Ventabren, mais il est encore gazonné et facile à parcourir.

Chemin suivant la crête. — Un bon chemin muletier suit la crête à son origine, il contourne ensuite le Ventabren à l'ouest jusqu'au col au sud de ce sommet. Là les pentes s'adoucissent sensiblement.

Maurigon. — Au sud du col de Ventabren se trouve le Maurigon. C'est le nom qu'on donne dans le pays au sommet figurant sur la carte piémontaise sous le nom de Ventabren. Bourcet lui donne le même nom que les gens du pays.

Le Maurigon est un sommet gazonné très élevé (1.977 m.) un peu pointu et facile à reconnaître de partout autant par sa forme que par le signal géodésique qui s'y trouve. A l'ouest et au nord il est soutenu par un grand escarpement à pic. Les pentes sont gazonnées de tout côté. Le versant est est raide et coupé par une muraille de rocher sur une certaine étendue.

Autour du sommet on reconnaît les traces d'un camp sarde de seize petites baraques et cinq grandes.

La Déa. — Au sud de Maurigon se trouve une petite crête allongée et gazonnée (La Déa). Elle relie le Ventabren au sommet de la Gonella. On y voit la trace d'une baraque d'où l'on pouvait surveiller le vallon de Sambuc aboutissant à Moulinet. Le camp de Maurigon, en y comprenant ce poste et celui de Ventabren, devait, d'après les traces indiquées plus haut, être défendu par 100 à 110 hommes pendant l'hiver de 1792 à 1793.

Suite du chemin de la crête. — Après le col de Ventabren, le chemin de la crête suit le versant est de la Gonella. Ce chemin avait été rendu carrossable par les alliés depuis l'Authion jusqu'au Mangiabo.

Contrefort entre la Maille et la Gianondola. La Gonella. — La Gonella qu'on appelle aussi Tête de Maille entre le Maurigon et le Mangiabo est un sommet étroit et rocheux. C'est l'origine d'un contrefort se dirigeant vers l'est entre la Maille et la Gianondola.

Croix de Campi. — Ce contrefort se maintient élevé assez longtemps et arrive à la Croix de Campi par une crête allongée, étroite et rocheuse. Il se termine par un grand escarpement presque à pic, du haut duquel on domine parfaitement toute la Roya depuis Breil jusqu'à Saorge.

Chemin muletier de la Gianondola à Millefourches. — Sur le

versant du côté de la Maille serpente un chemin muletier ; il est dangereux, car il longe des précipices effrayants. Vers le milieu de sa longueur ce chemin traverse la Maille, se transforme finalement en un sentier étroit, pourtant praticable aux mulets et aboutit à Millefourches par la baisse de Vauta.

Baisse d'Agnon. — A l'ouest de la Croix de Campi existe un col, sur lequel il est bon d'appeler l'attention. C'est le col de l'Agnon. On y arrive de la Maille par un sentier qu'on peut à la grande rigueur faire suivre à un mulet (tous les mulets n'y passeraient pas). A ce point aboutissent en outre deux chemins muletiers en suivant le versant sud du contrefort. L'un vient du col de Brouis, l'autre de Breil.

Le Mangiabo et les positions qui s'y rattachent. Mangiabo et Ciapéga. — Le Mangiabo est le dernier sommet très élevé de la crête allant de Millefourches vers la mer. Il se rattache par un col presque insensible à un sommet au nord appelé Ciapéga et dont les pentes sud sont assez douces sur une certaine étendue. Elles sont gazonnées (1).

Chemin aboutissant à Mangiabo. — Au col au nord de Ciapéga arrive le chemin montant du col de Brouis ; on reconnaît que ce chemin avait été arrangé par les Sardes en vue de la défense.

Un autre chemin descend du col au sud de Ciapéga et aboutit également au col de Brouis en suivant le ruisseau de ce nom. Il a dû servir aux Français lors de l'occupation de la crête car il échappe presque entièrement aux vues ennemies.

Du col de Mangiabo on descend aussi par un affreux sentier difficilement praticable aux mulets au col de Beolet. De ce point on arrive directement au col de Brouis d'une part et au col de Lignière de l'autre. On va encore du Mangiabo à Lignière en descendant par le versant ouest de la chaîne.

Postes d'observations. — Deux contreforts courts et élevés se détachent l'un du Mangiabo, l'autre du Ciapéga. Sur leur extrémité à peu de distance du camp, les alliés pouvaient surveiller d'un côté le col de Brouis et le vallon de la Chiavandola, de l'autre la vallée de Moulinet.

Au sud de Mangiabo la crête s'abaisse assez rapidement et devient extrêmement aiguë. Il existe un point sur cette crête d'où l'on découvre parfaitement les deux vallées. Il est probable que les Sardes y avaient placé un petit poste de surveillance.

(1) On voit encore seize traces de baraques sur le Ciapéga et deux sur le Mangiabo.

Col de Lignière. — A partir de ce point la crête toujours très aiguë descend vers le col de Lignière où elle s'élargit et forme un petit plateau gazonné. C'est là que les alliés avaient leurs petits postes avancés pendant que les nôtres étaient à Sospel. De front cette position était couverte par la Bévéra coulant dans un long défilé à parois presque verticales. Elle ne pouvait être attaquée vigoureusement que par le contrefort descendant vers le sud. Cette attaque était favorisée d'ailleurs par les mamelons qui terminent le contrefort.

Col de Béolet. — Le col de Béolet sur la ligne du Mangiabo à Pérus est large et assez vaste pour recevoir un camp d'une certaine importance (1).

(1) On y voit de grands tas de pierres réguliers et alignés qu'on a tout lieu de supposer être les restes de l'installation des Français pendant l'hiver 1793 à 1794. On compte quatre grandes baraques et quarante petites.

CHAPITRE IV

I. Attaque de la droite Piémontaise par les troupes françaises à l'ouest de la Roya. — II. Mouvements du corps expéditionnaire sous les ordres de Masséna du 6 au 11. — III. Enlèvement d'Oneille, réunion du corps expéditionnaire dans cette ville. — IV. Dispositions des Piémontais sous Colli. — V. Dispositions des Piémontais sous Argenteau. — VI. Conduite de Gênes à la suite de l'invasion française.

I

Le centre et la gauche de l'armée d'Italie avaient reçu l'ordre d'attaquer la ligne des postes piémontais afin de faciliter le mouvement de la division de droite.

Attaque de Lantosque. — Dès le 5, le major Colli, qui commandait dans la vallée de la Vésubie, était averti d'une offensive projetée par les Français pour le 6 ; leur force s'élèverait à 3.000 hommes et l'attaque serait disposée en trois colonnes dirigées sur le Pical, la Cerisière et Gaudissart ; les chemins permettant de tourner Saint-Martin de Lantosque par le Siruol étant trop mauvais, le rassemblement d'Utelle serait forcé de passer par le Figaret. Le marquis de Colli ordonnait alors au commandant de la redoute de la Cerisière, comte de la Roque, de porter ses meilleurs miliciens au Sueil, en avant-poste ; au commandant de Roccabillière d'envoyer 60 hommes à Simalunga pour soutenir la retraite de la garnison de la Cerisière, et 50 hommes de renfort au Siruol, de manière à assurer sa droite contre un mouvement tournant ; lui-même envoyait un renfort au Flaut.

Le 6, à deux heures du matin, le lieutenant-colonel Testoris faisait parvenir des renseignements qui confirmaient ceux du 5 ; il signalait en outre la marche des troupes françaises du Brech d'Utelle sur Figaret. Colli lui prescrivait de monter au Siruol et d'établir ses milices en face du Brech d'Utelle, de manière à couvrir son flanc droit. Au moment où il finissait d'expédier cet ordre, le Pical annonçait par un signal l'attaque française. Colli prenait son parti sans perdre de temps ; il laissait une compagnie d'Oneille à

Belvédère ; les miliciens et quelques volontaires étaient dirigés sur le chemin de Lantosque, afin de recueillir les troupes chassées du Pical et, avec le 2e bataillon de Mondovi, il se dirigeait sur la Cerisière.

La colonne du centre français, après avoir enlevé le Pical, entrait à Lantosque où les hommes se débandaient.

Le marquis de Colli, avec le 2e bataillon de Mondovi, « prenait son chemin à demi montagne, du côté de Simalunga, pour aller dégager la redoute de la Cerisière » ; s'avançant toujours « tambour battant » il dépassait Lantosque. Laissant devant la redoute un petit détachement et les miliciens qu'il avait ramassés en chemin, il la tournait par l'ouest et venait tomber sur les derrières de la colonne de gauche française, qui assaillait la Cerisière. Surprise, celle-ci battait en retraite. Le marquis de Colli lançait à sa poursuite une partie de ses forces ; avec le reste, il marchait au-devant des corps français qui avaient enlevé Gaudissart et Lantosque. Ceux-ci s'étant aperçus de l'échec subi par leur gauche se repliaient sur le Pical. La colonne du centre français, arrivait la première au Pical ; attaquée sur sa droite par les Piémontais venant de Lantosque, de front par Colli, sur sa gauche, par un petit corps détaché du gros, elle était rejetée sur le Chastellard où elle se ralliait à la colonne de droite. Tournés sur leur gauche par les troupes piémontaises qui poursuivaient la colonne battue à la Cerisière, les Français se retiraient sur St-Arnoux et le Figaret (1).

D'après les rapports français, nous aurions eu 5 tués et 23 blessés (2) ; la relation piémontaise porte nos pertes à 50 tués, 100 blessés et 12 prisonniers ; elle avoue neuf tués dont un sous-lieutenant de milices et quinze blessés (3).

Attaque de l'Authion. — Les cols de Raus et de Saint-Veran étant couverts sur la droite par le corps du major de Colli, « on n'y tenait que des gardes avancées » (4). Deux compagnies du 5e bataillon de grenadiers étaient de garde au poste du Tueis ; onze pièces de canon armaient les retranchements.

D'après Dumerbion, les forces françaises ne montaient sur ce point qu'à 600 hommes ; Malaussena ne leur donne aucun effectif, mais il résulte de sa relation qu'elles devaient s'élever à plusieurs milliers d'hommes ; ces troupes étaient sous les ordres du général

(1) Voir pour le récit de cette affaire le *Journal de Malaussena*, page 9, la relation de Colli, pages 194-197.

(2) Dumerbion au comité, 9 avril, page 213.

(3) Rapport de Colli, page 194. *Journal de Malaussena*, page 9.

(4) *Journal de Malaussena*, page 8.

Bizanet. L'attaque fut d'abord dirigée sur l'est de l'Authion ; à trois heures du matin, les Piémontais apercevant quelques hommes sur le Ventabren donnèrent le signal d'alerte avec le canon et répétèrent les coups pour demander du secours. L'affaire fut très peu sérieuse et l'ennemi crut d'abord à une fausse attaque ; les miliciens du Moulinet et quelques volontaires qui s'étaient portés en avant suffisaient pour arrêter nos progrès.

Mais après une fusillade de deux heures, alors que notre échec de Lantosque était déjà connu, les Piémontais distinguaient de l'Authion un corps en marche vers le Tueis. Vers dix heures, la colonne française atteignait Carmetta et s'y arrêtait. Environ 1.000 hommes s'en détachèrent et vinrent se retrancher sur la tête de Fougasse ; la majeure partie continuait son mouvement sur le Tueis, que menaçait sur la gauche un petit corps débouchant du Moulinet par la crête Saint-Martin ; une centaine de grenadiers piémontais tirés de deux compagnies de garde rendait vaine cette tentative ; un avant-poste établi en avant du Tueis était au contraire forcé de se replier sur le gros après une fusillade d'une heure. Pendant cette escarmouche, un bataillon de Peyer im Hof était venu renforcer le poste. Bien que l'assaillant fût « hors de portée exacte », on faisait faire du sommet du Tueis plusieurs décharges, « tant pour empêcher les soldats de réfléchir sur le danger que pour donner à connaître aux Français que le poste était occupé en force »; ce qui réussit. Le général Bizanet se repliait en laissant de nombreuses patrouilles qui continuèrent à faire le coup de feu jusqu'au soir ; il n'y eut certainement pas d'attaque, quoique Dumerbion prétende que la fusillade ait duré huit heures ; nous nous fortifiions à la Fougasse, l'ennemi au Tueis ; sa perte consistait en douze soldats et deux officiers blessés (1).

Attaque du vallon de la Maglia. — Elle était menée par les troupes du camp de l'Agnon (2).

Les chasseurs de Canal destinés à fournir les avant-postes de Marta et de la Beola furent d'abord contraints d'évacuer les granges de la Maglia ; les Français étaient en train de les brûler, lorsque les Piémontais ayant été renforcés par le détachement posté à Marta les repoussèrent à leur tour. De notre côté on passa la nuit sous les armes. L'ennemi aurait perdu quatre tués et six blessés (3).

Attaque de la croix de Gan. — Un détachement conduisant

(1) Relation piémontaise, 6 avril, page 192 et *Journal de Malaussena*, page 9.
(2) Dumerbion au comité, 7 avril, page 197.
(3) *Journal de Malaussena*, page 9. Dumerbion, 8 avril, page 205.

avec lui deux pièces de canon et deux obusiers débouchait de la Giandola, franchissait la Maglia et se portait sur la croix de Gau qu'il canonnait ainsi qu'Orneille ; le résultat obtenu consistait dans la retraite du poste du Colombier.

A en croire Macquard, l'ennemi était « dérouté », il aurait laissé douze morts dans les retranchements et on y avait trouvé un canon, un fusil de rempart et de quoi charger quarante mulets avec les munitions enlevées. Il prétendait pourtant n'avoir ni tué, ni blessé, ce qui témoignait d'une action peu énergique (1).

En résumé, aucune de ces attaques n'avait été sérieuse et ne pouvait espérer tromper l'ennemi ; il était peu probable que de pareilles démonstrations fissent prendre le change sur le véritable point menacé.

Néanmoins Dumerbion rendait compte de ses succès avec une grande exagération ; il écrivait lui-même que l'on aurait pu se rendre maître du camp de Millefourches « si l'on avait été un peu en force » (2) N'était-ce pas la faute du dispositif adopté ?

Quant à l'échec de Saint-Arnoux, il le masquait en l'attribuant à la valeur des grenadiers « que leur courage avait emportés trop loin » (3) ; et pour le compenser, il transformait l'affaire insignifiante de l'Authion en un succès ; d'après son rapport, Bizanet « aurait chassé les ennemis de vive force du camp retranché de Fougasse, jusqu'au Donjon ».

Dans la journée du 6, un bataillon partait de Nice et allait renforcer le centre de l'armée à l'Escarène ; à cela se bornaient les dispositions prises pour appuyer l'attaque ; on ne s'efforçait même pas de se tenir au courant des mouvements du corps de Masséna et l'on restait sans aucun renseignement sur le sort de l'expédition d'Oneille. Peut-être trouvera-t-on que l'emplacement du quartier général à Nice, alors qu'on se battait de tous côtés, n'était guère propre à faciliter la liaison entre les différents corps ni la prompte arrivée des renseignements, condition primordiale de succès pour une opération où plusieurs fractions devaient réunir leur action vers un but commun.

Le 7, on connaissait à Nice l'entrée de nos troupes à Dolceacqua évacué par l'ennemi qui se retirait de partout ; la reconnaissance poussée sur l'Authion avait permis d'avoir une idée assez exacte des forces adverses dans cette partie ; on les portait à 2.000 hom-

(1) *Journal de Malaussena*, page 9. Dumerbion, 8 avril, page 205. Eclaircissements de Macquard, 18 germinal, page 351.
(2) Dumerbion au comité, 8 avril, page 204.
(3) Dumerbion au comité, 7 avril, page 197.

mes y compris un bataillon de 800 hommes qui était venu les renforcer. Il semble probable que si Dumerbion avait été sur les lieux, et qu'il eût ordonné une attaque générale, elle aurait pu amener de grands résultats. On verra un peu plus loin la terreur des Piémontais pendant la journée du 8, à la suite de la perte de la Tanarda; une attaque sérieuse sur Marta l'aurait encore augmentée.

Eloigné du terrain, Dumerbion n'osait prendre pour lui aucune responsabilité ; du reste il ne se faisait pas d'illusion sur l'influence de ces combats, et l'énergie avec laquelle ils étaient menés, puisque dans son compte rendu il se contente de dire : « Nos troupes ont dû faire un mouvement sur Marta si elles ont aperçu l'ennemi s'ébranler » (1). Ainsi donc tout dépendait des résolutions de l'ennemi ; quant à évacuer Marta sans y être forcé, c'était vraiment lui prêter trop de complaisance. Avant de tenter une opération sérieuse sur Saorge, on attendait les progrès de la colonne de droite dont on ignorait la marche par suite du brouillard.

Dans la journée du 7, on était prévenu à Brouis de l'occupation de Fourcoin et de l'Alpet par le général Hammel « sans brûler une amorce ». Afin de seconder l'attaque de Saorge, le général Macquard décidait alors, si l'ennemi n'abandonnait pas Marta de lui-même, « de l'attaquer le 8, avant le jour » (1).

Cet avis parvenait le 8 à Nice ; de plus on était informé de l'arrivée de la colonne de Masséna, le 6, à Pigna, et l'on supposait qu'elle se dirigeait sur Tanarda. Nous le répétons, tout semblait nécessiter un grand effort pour le lendemain. Le 8, le mauvais temps empêchait de donner suite à l'attaque projetée.

Le 9, la situation devenait de plus en plus favorable pour nous ; d'une part, on savait « par une voie indirecte, mais sûre » que le général Hammel « occupait le mont Giove au-dessus de Saorge, et qu'il s'était emparé de ces hauteurs sans coup férir ». Cette apparition avait causé un telle épouvante aux Piémontais que l'on présumait, « ayant vu un grand feu et une épaisse fumée », que l'ennemi incendiait ses magasins ; il avait de même brûlé le pont au-dessus de Saorge et « on en avait vu les débris dans la Roya » ; en réalité ces débris devaient provenir du poste d'Orneille ; on croyait même qu'il « avait brûlé des affûts de petites pièces ». Ces indices semblaient être ceux d'un prochain abandon de Saorge (2).

Le rapport du 8 avait appris que les Piémontais ne devaient pas avoir plus de 1.800 hommes au col de Raus ; néanmoins Dumerbion

(1) Dumerbion au comité, 8 avril, page 204.
(2) Dumerbion au comité, 9 avril, page 212. Dumerbion (compte rendu), 9 avril, page 212.

jugeait « que l'attaque projetée du côté de Beolet ne promettait pas d'ailleurs de succès vu la force de l'ennemi ». Mais alors si les Piémontais étaient en force, pourquoi auraient-ils préparé une évacuation puisque personne ne les attaquait ?

Pour compléter nos succès, une lettre de Mouret venait annoncer la prise d'Oneille (1). Quant à Masséna, on le supposait arrivé à la hauteur de la droite de la division de Saorge.

Pourtant « bien que l'ennemi eût perdu absolument la tête », on ne jugeait pas encore à propos d'aider les progrès de la droite par une offensive décidée. Une tempête épouvantable se déchaînant pendant les journées des 10, 11, 12 (2) vint interdire tout mouvement; les gardes piémontaises de la tête de Ruggier et de Vilettes ne purent tenir (3), les républicains se replièrent de la Carmette vers Luceram et le Beolet ; la tempête était si violente sur ce dernier point que toutes les tentes furent mises en lambeaux (2).

Durant toute cette période, Dumerbion ne donnait aucun ordre à Masséna ; ce qui après tout était naturel, puisque ce général était chargé d'une mission particulière, mais il ne le tenait même pas au courant de ce qu'il apprenait. Il était de son devoir de tout mettre en œuvre pour lui faire parvenir le renseignement si important concernant Saorge où il n'y aurait eu qu'un bataillon ainsi que l'avis d'après lequel les impériaux auraient encore été en quartiers d'hiver ; ce dernier à la vérité contredit par un autre portant qu'on les attendait à Turin (4). Ces rapports, suivant leur plus ou moins grand degré de véracité, étaient à même d'exercer une influence déterminante sur les décisions de Masséna. La première lettre où Dumerbion lui fera part du mouvement de la gauche française sera à la date du 15 avril.

II

Les différentes colonnes se mirent en mouvement dans la nuit du 5 au 6 à 2 heures du matin (4) ; après 16 heures de marche, celle du centre conduite par Masséna s'arrêtait au-dessus de Pigna où elle campait ; les subsistances lui manquaient déjà (5), et les pièces attachées à la colonne n'avaient pu la suivre, car le 7, ordre était

(1) Mouret à Dumerbion, 8 avril, page 213.
(2) Dumerbion au comité, 13 avril, page 240.
(3) Analyse des rapports piémontais, 13 avril, page 244.
(4) Dumerbion au comité, 6 avril, page 190.
(5) Masséna à Monnier, 6 avril, page 191.

expédié au commandant de l'artillerie de diriger sur ce point deux pièces de 3 (1).

Le 1er bataillon du 46e avait couvert la droite; après avoir détaché 100 hommes à Perinaldo, apercevant des barbets et des Piémontais sur les hauteurs au nord de Dolceacqua, il avait été occuper une position très avantageuse sur le chemin qui, de Perinaldo, conduisait au camp de la Miséricorde.

Monnier était demeuré à Dolceacqua avec trois bataillons des 100e, 118e et 99e. De là, il demandait à Masséna de lui faire connaître la marche du lendemain, afin de conférer avec le commissaire ordonnateur sur le transport des vivres, des effets de campement et des munitions (2).

Ainsi donc, dès les premiers pas et malgré les plus grands efforts, on restait en arrière du but assigné ; rien du plan primitif n'avait pu être exécuté, la gauche n'avait pas été surveillée. La marche avait amené un certain désordre, qu'expliquait suffisamment sa longue durée et l'état du chemin. Quant à l'ennemi, « quelques barbets », on ne l'avait aperçu que sur les hauteurs au nord de Dolceacqua ; il n'avait même pas tenté d'inquiéter le mouvement.

Ce bivouac fut des plus pénibles : malgré tous les ordres donnés, l'eau-de-vie faisait déjà défaut (3) ; Masséna s'empressait d'en réclamer.

Pour le lendemain, le 1er bataillon du 100e était dirigé sur le col de Morghi afin de parer à tout mouvement de l'ennemi par la gorge de la Rochetta et par celle de Pigna ; le bataillon de la 46e était appelé à Pigna avec mission d'escorter les vivres ; celui de la 118e était placé sur les hauteurs à gauche de Dolceacqua pour couvrir ce village où demeurerait le gros des bagages (4).

L'expédition de ces ordres dut être faite dans la nuit ; mais, au matin, les vivres n'étant pas encore arrivés, Masséna se vit au moment de ne pouvoir partir faute de subsistances ; plusieurs demi-brigades n'ayant point de pain, il en exprimait vivement son mécontentement à Monnier (5).

Cette réprimande était peu méritée ; Masséna, tout en indiquant Pigna comme point où devaient parvenir les ravitaillements, avait

(1) Masséna au commandant de l'artillerie, 7 avril, page 198.
(2) Monnier à Masséna, 6 avril, page 191.
(3) Masséna à Aubernon, 7 avril, page 197.
(4) Masséna à Monnier, 7 avril, page 198. Il est difficile de voir comment l'ennemi pouvait descendre dans la gorge de la Rochetta par celle de Pigna comme le porte l'ordre.
(5) Masséna à Monnier, 7 avril, page 198, deux lettres.

omis de faire connaître ses projets ultérieurs. L'incertitude de Monnier était très grande ; demeuré en arrière à Dolceacqua, il ignorait les positions exactes des corps ; dès lors où diriger les traînards et même, si les rapports de ces derniers étaient vrais, quelle direction donner aux demi-brigades qui s'étaient égarées. Quant aux subsistances, c'était l'affaire des commissaires des guerres.

En présentant ces observations, Monnier rendait compte qu'il serait le 8 de bonne heure à Pigna et que le bataillon du 100e partait pour se rendre à sa destination (1).

Le rôle de ce bataillon placé en intermédiaire entre la colonne du Tanaro et la division de Saorge acquérait d'autant plus d'importance que Masséna était sans nouvelle de cette dernière « ce qui l'inquiétait ».

Les difficultés produites par le manque de vivres furent levées ; le 7, Masséna se portait sur Tanardo, où il arrivait sans obstacle (2) ; le soir, il y recevait des nouvelles des colonnes de gauche et de droite (3).

Le 6, Hammel n'avait pu parvenir à Fourcoin ; tout avait contribué à le retarder ; le chemin de Sospello à Olivetta étant très mauvais, on y avait perdu plusieurs chevaux et des mulets, le passage à gué de la Roya avait été fort long ; le soir, les troupes étaient très fatiguées, aussi quoique l'on n'eût éprouvé aucune résistance l'on bivouaquait sur un petit plateau derrière Fourcoin ; l'ennemi y avait abandonné neuf tentes.

Le 7, à 6 heures du matin, Hammel reprenait sa marche sur Mont Giove ; la jonction s'y opérait avec Lebrun. Au premier aspect, la position de Saorge ne leur semblait pas bien défendue ; ils envoyaient aussitôt des patrouilles pour s'en assurer. Sans attendre leur rapport, les deux généraux décidaient, Lebrun de rejoindre le centre en laissant un détachement pour garder le chemin de Giove à Muraton ; Hammel de prendre une position défensive sur les hauteurs de l'Alpet (4).

Il est difficile de justifier cette résolution. S'il convenait d'attaquer, n'était-ce pas au moment où l'on était réuni et en force devant Saorge, en profitant de la surprise ? Comment supposer que Mas-

(1) Monnier à Masséna, 7 avril, page 200.

(2) Il est impossible d'indiquer avec exactitude les troupes que Masséna menait avec lui. Il avait sûrement 2 bataillons de la 118e ; le 3e dut être appelé plus tard ; et 1 bataillon de la 46e. Très vraisemblablement le 5e de grenadiers, le 1er d'infanterie légère, le 5e des Alpes et la 21e demi-garde l'accompagnèrent.

(3) Masséna aux représentants, 8 avril, page 199.

(4) Hammel à Masséna, 7 avril, page 201.

séna, éloigné du théâtre de l'opération, prescrirait de passer à l'attaque avec des forces moitié inférieures et lorsque l'ennemi aurait eu le temps de revenir de son trouble.

Toutefois, comme on l'a fait observer plus haut, en se dirigeant sur la droite, Lebrun obéissait non au plan mais aux instructions données aux chefs des colonnes.

A droite, l'adjudant général Arena était venu trouver dans la nuit du 5 au 6 le commandant génois de Vintimille pour lui remettre la proclamation des représentants, et l'avertir que l'armée « ne tarderait pas à paraître ».

Celui-ci tentait vainement de faire renoncer le corps français à passer par le territoire de Gênes. On lui répondait par de belles paroles dont il rendait compte en ces termes à son gouvernement : « La nation française bien loin d'avoir connu d'autres sentiments que la justice et l'amitié et de vouloir porter atteinte à nos droits, ne faisait que prévenir ses ennemis en entrant sur notre territoire qu'elle garantissait contre toute invasion, et qu'elle était prête à verser son sang pour notre défense ». Une heure après, le corps expéditionnaire paraissait. Force était donc de céder au nombre (1) L'entrée de nos troupes sur le territoire de Gênes donnait pourtant lieu à une protestation des Génois au sujet de la violation de leur neutralité. A la Penna, le commandant de ce poste et le maire demandaient pourquoi les Français se trouvaient sur le territoire de la République ; on se bornait à leur dire qu'on s'était égaré. Les Génois répondaient que, s'ils avaient des troupes, ils nous en chasseraient, et qu'ils en informeraient leur république. « Et moi, mon général » avait répliqué le commandant français (2).

Le gouverneur de Vintimille refusait absolument de laisser entrer une garnison française dans le château bien qu'il dût conserver le pavillon génois et son commandant ; néanmoins Aréna le faisait occuper sur l'ordre des représentants par soixante hommes et deux officiers ; Robespierre et Saliceti étant arrivés à la fin de la 2e colonne révoquaient leur première instruction et faisaient retirer le détachement placé au château, à condition « que les Génois le défendraient avec une garnison plus forte » (1).

Ils acceptaient un repas que leur offrait le gouverneur pendant lequel ils donnaient des « preuves non équivoques de leur loyauté et de leur amitié pour les Génois ».

(1) Lettre du commandant de Vintimille au gouvernement génois, 8 avril, page 208.
(2) Dumerbion au comité, 8 avril, page 205.

A 4 heures du soir, la colonne de droite de la division d'Oneille, sous le commandement de Mouret, avait atteint Bordiguière, celle de gauche, sous Brulé, San Remo (1).

Masséna était mis au courant des emplacements occupés ; en outre les représentants l'avertissaient qu'une compagnie de chasseurs et de grenadiers piémontais avec quatre pièces s'était rendue d'Oneille à Pizzo « plutôt pour favoriser une retraite que pour s'opposer ouvertement aux troupes de la République » (2).

Pendant la traversée du territoire de Gênes, on avait observé la plus exacte discipline à laquelle rendaient hommage aussi bien les généraux que les Génois. Le gouverneur de Vintimille en témoignait lui-même à son gouvernement. « Les soldats eussent-ils été trente mille religieux novices n'auraient pas eu plus d'égards et d'honnêteté. Il est étonnant qu'on ait à peine entendu leurs voix » (3).

Dans la journée du 7, la colonne du Tanaro était donc arrivée à Tanarda, celle de Saorge avait occupé Mont Giove ; en face d'elle, sur la position de Saorge, l'ennemi ne paraissait pas en force. Or, le plan remis à Masséna s'exprimait ainsi : « Si la division de Saorge ne s'est point emparée du Mont Giove, ou si, maîtresse de cette position, l'on s'aperçoit de l'impossibilité d'obliger l'ennemi à évacuer Saorge alors » on adopterait la seconde hypothèse, celle de marcher vers l'est.

Jusqu'à ce moment, l'on n'avait rencontré d'autres difficultés que celles occasionnées par la nature des chemins, la prise d'Oneille était annoncée comme très facile ; l'étude des documents ne livre donc pas les motifs qui ont amené Masséna à préférer la seconde hypothèse indiquée dans le plan et à ne pas marcher sur les hauteurs de la Brigue, d'autant plus qu'il n'avait pas encore renoncé à la possibilité de faire tomber Saorge.

En réponse à la lettre d'Hammel, il lui prescrivait le 8 de tenter de se rendre maître de ce poste en le tournant (4). Le départ de Lebrun rendait déjà difficile l'exécution de ce mouvement ; la direction donnée par Masséna aux forces principales rendait impossible toute attaque sous peine de venir se briser avec des forces inférieures contre le front d'une position très forte. Une défensive

(1) Mouret à Masséna, 6 avril, page 191.

(2) Représentants à Masséna, 6 avril, page 191.

(3) Lettre du commandant de Vintimille, 8 avril, page 208. Mouret à Dumerbion, 8 avril, page 213.

(4) Masséna à Hammel, 8 avril, page 206. Le 20 avril, Masséna explique les motifs qui l'ont déterminé ; nous les examinerons alors.

absolue s'imposait donc à Hammel à qui revenait l'importante mission de relier les deux positions de l'armée sans avoir derrière lui aucune réserve. Masséna s'attendait du reste à voir Hammel prendre ce dernier parti, car il lui écrivait de laisser le nombre d'hommes jugé nécessaire à Mont Giove et de rallier Pigna avec le reste de sa colonne.

Masséna décidait le 7 de marcher sur Molini avec le gros de ses forces ; à cet effet il y concentrait toutes ses troupes.

Les détachements laissés dans la vallée de la Nervia devaient s'y rendre, ceux de Buggio par Langan ; ceux de Pigna par le chemin de Castel Franco à Langan ; ceux de Dolceacqua viendraient le premier jour à Pigna, le lendemain à Molini escortant un convoi de vivres pour trois jours et pour 8.000 hommes. (1). Le bataillon du 100e couvrirait l'important dépôt de Dolceacqua et pousserait un poste de 100 hommes à Buggio (2).

En se portant vers l'est, on augmentait encore le vide qui séparait les deux masses de l'armée ; dans ces conditions, la Tanarda acquérait une grande importance ; ce poste barrait un des passages qui amenait sur la ligne de communication de l'armée. Avec le Mont Giove, il interdisait à l'ennemi, au cas où il prendrait l'offensive, de déboucher à l'improviste sur nos derrières. Des précautions minutieuses furent prises pour assurer sa conservation.

Trois bataillons de la 118e l'occupèrent avec deux pièces de 3 (3) ; dès que les neiges le permettraient, leur commandant avait ordre d'établir un bataillon à Marta ; le soin de désigner les points à fortifier fut confié à Rusca ; leur dépôt de vivres était à Pigna (4).

La situation de ce corps allait être des plus pénible ; aussi Masséna, non content d'avoir envoyé son aide de camp Reille à Aubernon pour lui prescrire de diriger d'urgence sur ce point des effets de campement, le recommandait-il particulièrement à sa sollicitude. De préférence à tout autre poste, il devait être fourni d'eau-de-vie, et Masséna espérait que déjà les effets de campement étaient en route (5).

A en croire Masséna, il était très satisfait de son armée. « Ils sont très contents, écrivait-il, ne désirant rien tant que d'en venir aux mains avec les esclaves ; ils supportent tout en républicains » (6).

(1) Masséna à Sornet, 7 avril, page 200.
(2) Masséna au bataillon de la 100e demi-brigade, 8 avril, page 205.
(3) Masséna au commandant de l'artillerie, 8 avril, page 206.
(4) Masséna au chef de la 118e demi-brigade, 7 avril, page 199.
(5) Masséna à Aubernon, 7 avril, page 199.
(6) Masséna aux représentants, 8 avril, page 199.

Ceci est la version officielle. Cependant la 118e demi-brigade semblait peu disposée à garder le poste qui lui avait été assigné. Sans aucun doute, il était rigoureux de camper en plein air par une pareille température, privé d'objets de campement, mais était-ce un motif suffisant pour envoyer une députation le 8 auprès de Masséna, afin d'obtenir l'évacuation du poste ? et que penser d'un chef de corps capable de se laisser entraîner à une pareille démarche en présence de l'ennemi ? Masséna lui en marque son étonnement ; il lui rappelle que « de la tenue de sa position dépend la réussite de nos importantes opérations et la perte de l'armée » ; qu'il représente à ses frères d'armes « les raisons » de l'ordre donné et tous « s'empresseront d'obéir » (1).

Toutefois Masséna est inquiet, une seconde lettre nous témoigne par le ton employé par cet homme si énergique la profonde atteinte portée à la discipline. Il n'y commande pas, il prie presque oserait-on dire. Tout en exigeant des soldats de la 118e ce sacrifice qu'il compte obtenir par l'exemple et les consolations de leur chef, il leur promet un meilleur avenir ; lui-même s'occupe sans relâche d'améliorer leur sort, les effets de campement sont en route ; mais que de son côté le chef de la demi-brigade ne néglige pas d'envoyer chaque jour un homme à Pigna, qu'il tâche même d'avoir des vivres deux jours à l'avance (2).

Les appréhensions de Masséna n'étaient que trop fondées. Le 9 au matin, les postes avancés de la Tanarda se laissent enlever ; bien loin d'informer son général de cet événement si important qui pouvait être l'indice d'une reprise de l'offensive par les Piémontais, le commandant du bataillon détaché demande encore à être relevé. D'après lui, cent hommes suffisent pour tenir la Tanarda, la neige tombée depuis plusieurs jours protégeant ce poste. Se basant sur cette circonstance et sur ce principe si juste que celui qui est sur ces lieux doit porter toute la responsabilité, Masséna consent alors à cette proposition, en recommandant toutefois de renforcer cette garde dès que le temps l'exigera. De nouveau, il affirme que les effets de campement vont arriver ; sur la route de Buggio, on trouvera de la paille, et le village fournira les outils et les moyens de transport (3).

Nous entrons dans tous ces détails uniquement pour faire voir à quel labeur écrasant le commandement était alors soumis, vu le peu

(1) Masséna au chef de la 118e, 8 avril, page 206.
(2) Masséna au chef de la 118e, 8 avril, page 207.
(3) Masséna au chef de la 118e, 9 avril, page 214.

d'expérience et la désorganisation des cadres inférieurs, et pour expliquer la minutie des détails dans lesquels ils sont forcés d'entrer sous peine de voir les fautes les plus graves se commettre partout où ils ne sont pas présents pour assurer par eux-mêmes l'exécution de leurs ordres.

A son arrivée à Tanardo, Masséna s'excusait auprès des représentants du silence qu'il avait gardé envers eux ; il en faisait remonter la cause à Hammel. Jusqu'à ce moment la liaison entre les différentes colonnes avait été mal organisée ; les dépêches d'Hammel avaient éprouvé du retard, et la colonne du centre était demeurée dans l'ignorance de ce qui se passait à sa gauche ; quelque grave que fût cette omission envers Masséna, elle ne le justifiait pas, comme il prétendait le faire, d'avoir négligé de tenir lui-même les représentants au courant de sa propre marche.

Le 7 au soir, il les informait que, sans attendre le résultat du mouvement tournant qu'il avait conseillé à Hammel de tenter sur Saorge, il allait se porter sur Molini et même plus loin si c'était possible (1), et qu'il rejoindrait la droite le 10.

Bien que les bergers lui eussent affirmé que le col Ardente n'était pas praticable, il poussait sur ce point pour couvrir sa gauche un bataillon de la 46e commandé par Fiorella, avec ordre de l'occuper ; au cas où les neiges rendraient l'opération impraticable, le bataillon se replierait à Molini (2).

Le départ de Tanardo était fixé pour le 8 au matin de bonne heure ; les vivres n'étant pas arrivés à temps, il fut retardé (3). Après avoir atteint Molini, la colonne s'arrêtait ; malgré tous les ordres précis et minutieux rapportés plus haut, elle n'y trouvait pas de subsistances ; Monnier la rejoignait sur ce point ; il rendait compte que l'on avait « sur la route quantité de vivres et munitions de guerre ».

Depuis le départ de Menton, la troupe avait été réduite à du biscuit et n'avait reçu que très peu d'eau-de-vie ; le 8, on distribuait pour la première fois du lard et un peu de riz ; le temps le plus détestable n'avait cessé de régner, détruisant les sentiers où les mulets périssaient en grand nombre. Masséna renonçait alors à arriver pour le 10 à Oneille, comme il l'avait d'abord promis. Quoique espérant reprendre son mouvement dans la soirée, il se décidait à attendre ses convois.

(1) Masséna aux représentants, 8 avril, page 199.
(2) Masséna à Fiorella, 8 avril, page 206.
(3) Masséna à Aubernon, 8 avril, page 206.

En outre, les raisons militaires exigeaient de ne pas s'avancer trop vite avant que la situation fût éclaircie. Sur la droite, les émissaires génois signalaient de forts rassemblements à Mezzaluna et à Pizzo (1).

A gauche, Hammel revenait sur ses premières appréciations concernant la faiblesse des forces ennemies à Saorge. Une reconnaissance qu'il avait conduite lui-même l'avait convaincu que l'attaque de Saorge serait de conséquence, les ennemis ayant plusieurs batteries dans le revers de la montagne vis-à-vis Saorge ; Hammel ne jugeait pas ses forces capables d'enlever cette position, surtout après sa séparation d'avec Lebrun ; il réclamait des renforts et trois jours de pain. Jusqu'à l'arrivée de nouveaux ordres, il se bornerait à masquer ce point. Le courage était toujours le même, ses troupes pleines d'ardeur ne demandaient que le combat, mais les privations commençaient à les faire murmurer ; leur situation était très pénible ; le pain et le fourrage manquaient ; comme effets de campement, on était réduit aux tentes de l'ambulance.

Pour y remédier, Hammel s'était adressé à Breil, mais inutilement ; les chemins n'étant pas praticables pour les mulets, Pigna ne fournissait rien et les réquisitions n'avaient rien produit jusqu'à ce moment (2).

Ce rapport parvenait à Molini le 9 ; à 9 heures du matin, Masséna s'y trouvait encore, les convois de vivres n'ayant rejoint que dans la nuit du 8 au 9. Oubliant l'ordre donné le 8 à Hammel de se rendre à Pigna, il lui répondait, au cas où il jugerait Saorge absolument à l'abri d'un coup de main, de diriger Lebrun sur Montaldo en passant par Pigna et Molini où il pouvait être rendu en deux jours (3).

Ces deux ordres allaient avoir pour conséquence de réduire à rien les forces du poste de Mont Giove.

L'on verra un peu plus loin qu'il y eut erreur dans la rédaction de cet ordre et que Masséna supposait Lebrun demeuré à Mont Giove. Quoi qu'il en soit, il en résultait une situation extrêmement périlleuse pour l'armée ; au cas où l'ennemi aurait débouché en forces, il aurait pu couper notre ligne de communication avec Nice et séparer l'armée en deux tronçons.

La marche reprenait à 10 heures du matin ; à la suite d'un conseil de guerre et après mûre réflexion, Masséna avait résolu de

(1) Masséna aux représentants, 8 avril, page 207.
(2) Hammel à Masséna, 8 avril, page 208.
(3) Masséna à Hammel, 9 avril, page 215.

gagner Montaldo. Cette prolongation du mouvement vers la droite nécessitait la création de nouveaux postes dont le résultat allait être un complet émiettement du gros.

Les neiges ayant empêché d'attaquer le col Ardente par Tanardo, on était forcé de barrer la route qui descendait de ce col ; à cet effet, Fiorella était laissé à Triora avec un bataillon de la 46e fort de 760 hommes, dont les postes avancés pousseraient jusqu'au mont Pellegrino, de manière à « couvrir la droite de Tanardo et couper à l'ennemi les communications de col Ardente ».

En seconde ligne, un corps de 250 à 300 hommes demeurait à Langan, afin « de garder le chemin de St-Jean-de-Pra » et couvrir ainsi Pigna et les approvisionnements qui y étaient réunis (1). Ce dépôt n'avait plus à nourrir que les postes de Mont Giove et de Tanarda ; le général Lebrun prendrait à son passage le surplus des approvisionnements et les escorterait jusqu'à Oneille (2).

La création de ces postes avait fait descendre l'effectif des troupes à 3.500 hommes.

Masséna comptait être rejoint à Montaldo par la deuxième colonne d'Oneille ; celle-ci, à la suite d'un échec, avait été ramenée sur la droite, sans que l'on eût même pris la peine de l'en informer. Ne comprenant rien à ce manque de tous renseignements, d'autant plus que les Génois le prévenaient que les troupes françaises avaient été rappelées à Oneille, il s'adressait alors aux représentants afin d'obtenir des éclaircissements sur ce mouvement rétrogarde (3). Son incertitude fut de courte durée ; des coups de fusil, tirés vraisemblablement par la colonne de Mouret, s'étant fait entendre, nos troupes marchaient dans la soirée du 9 sur Carpasio et enlevaient ce village ainsi que Pizzo et Mezzaluna au pas de charge. Les Piémontais, à peine au nombre de 5 à 600, ne firent pas grande résistance, ils nous abandonnèrent une pièce et perdirent plusieurs morts ; de notre côté, nous eûmes deux officiers et trois grenadiers blessés. Les communications des Piémontais par la vallée d'Oneille étaient dès lors interrompues, et il ne restait plus à leur disposition que les chemins du Piémont (4).

Masséna prenait alors ses dispositions pour occuper les positions conquises, il en résultait un mouvement général. Fiorella recevait

(1) Masséna aux représentants, 9 avril, page 214.
(2) Masséna à Aubernon, 9 avril, page 215.
(3) Masséna aux représentants, 9 avril, page 227.
(4) Masséna aux représentants, 10 avril, page 227. C'est le chiffre de Masséna ; en réalité il y avait deux compagnies.

le commandement de Pizzo et de Mezzaluna (1) ; un bataillon de la 99e venant de Langan le remplacerait à Triora ; il y resterait jusqu'à sa relève (2) par un bataillon de la 118e tiré de Tanardo (3) ; le poste de Langan était évacué. Ces bataillons étant au milieu des montagnes, Masséna les recommandait à toute la sollicitude d'Aubernoin ; on devait leur fournir des vivres à quelque prix que ce fût, et les approvisionner « avant toute l'armée » (4).

A partir du 7, Masséna avait cherché avec un soin minutieux à lier sa marche avec celle des autres colonnes ; chaque jour, il avait informé les représentants de tous ses projets ; commandant en chef de l'expédition, il était en droit de s'attendre à la réciproque, mais jusqu'à ce moment il n'avait reçu qu'une lettre de Mouret. Pour y remédier, il avait demandé le 9 qu'on lui expédiât un exprès à Montaldo (5) ; le même jour, il s'était plaint, en y entrant, du silence gardé à son égard (6), mais aucune explication ne lui était venue ; en outre, il était sans nouvelle d'Hammel depuis sa dépêche du 7.

La jonction des troupes de renfort tirées de cette colonne lui était d'autant plus indispensable que ses forces allaient toujours en diminuant et ne s'élevaient plus qu'à 2.000 hommes, toutefois il se proposait de supprimer plusieurs postes rendus inutiles par les nouveaux. Le 10, il mettait les représentants au courant de sa situation et de ses intentions ; si aucune circonstance ne s'y opposait, il comptait gagner Conio le 10 et être à Oneille le 11 (7).

Mais une dépêche où les représentants lui exprimaient leur mécontentement sur la direction donnée aux opérations l'obligeait à se rendre de suite à Oneille. Avant son départ, il rendait compte pour la première fois de sa conduite à Dumerbion ; malheureusement on ne possède que la brève analyse de cette lettre (8).

La connaissance des opérations de la droite est indispensable pour apprécier la valeur des reproches adressés à Masséna ; nous différons jusque-là notre opinion sur la justice des critiques qui y sont contenues.

Dans la journée, les troupes demeurées sur les derrières commencèrent à rejoindre ; le 1er bataillon de la 46e arrivait de Dolceac-

(1) Masséna à Fiorella, 10 avril, page 227.
(2) Masséna au chef de la 99e, 10 avril, page 227.
(3) Masséna au chef de la 118e, 10 avril, page 227.
(4) Masséna à Aubernon, 10 avril, page 228.
(5) Masséna aux représentants, 9 avril, page 214.
(6) Masséna aux représentants, 9 avril, page 227.
(7) Masséna aux représentants, 10 avril, page 227.
(8) Masséna à Dumerbion, 10 avril, page 228.

qua (1), le 2e dans la nuit. Par une chance inespérée, Fiorella s'était emparé d'un troupeau de 1.400 moutons à Triora, ce qui procurait au moins la viande nécessaire à la nourriture de ce rassemblement (2).

A la gauche, les ordres adressés le 8 à Hammel ne lui étaient pas encore parvenus le 10 ; il ne se produisait donc aucun changement devant Saorge ; la pluie, les brouillards avaient empêché de rien entreprendre contre l'ennemi, « même d'aller faire des reconnaissances ou des découvertes ». Dès que le beau temps serait revenu, Hamel se proposait d'en exécuter une nouvelle et d'arrêter alors un plan de conduite. Grâce au zèle de l'inspecteur Ditte, attaché à sa colonne, la question des subsistances était assurée ; elles lui parvenaient régulièrement de Breil en passant par le mont Fourcoin, mais on n'avait toujours pas reçu les effets de campement, et sans le bois, la position n'aurait point été tenable (3).

A 6 heures du soir, l'ordre du 9 parvenait à Hammel ; appréciant justement la situation, le péril auquel un échec sur ce point exposerait l'armée, il renonçait à attaquer Saorge. Les 2e et 3e bataillons de la 56e demeuraient devant Saorge sous les ordres de l'adjudant général Leblanc ; le chef de brigade Pijon étant tombé malade s'était fait transporter à Breil ; dès son rétablissement, il prendrait le commandement de ce détachement (4). Le 11 au matin, Hammel se dirigeait sur Pigna avec le reste de ses troupes fortes de 1.472 hommes ; le 12, il entrait à Molini.

III

Les Piémontais avaient bien compris qu'Oneille serait le premier but d'une offensive française. Un mémoire, dont nous ignorons l'auteur, avait examiné l'hypothèse d'une attaque par terre et par mer et les moyens d'y résister.

Les fortifications de la ville ne consistaient qu'en de simples murailles de mauvaise qualité,« avec trois points fort resserrés où l'on avait placé une douzaine de pièces » les parapets de deux de ces batteries, les seules à en avoir, étaient si mauvais qu'à l'occasion « elles seraient plus nuisibles qu'utiles ».

(1) Monnier à Masséna, 10 avril, page 229.
(2) Fiorella à Masséna, 10 avril, page 229.
(3) Hammel à Masséna, 10 avril, page 228.
(4) Hammel à Masséna, 10 avril, page 229.

De pareils moyens étaient insuffisants contre un bombardement; le mémoire le reconnaissait sans illusion : « si quelques vaisseaux et bombardes s'opiniâtraient de battre Oneille, les fortifications et la ville seraient bientôt détruites ». Tout au plus entrevoyait-il quelques chances de tenir contre un débarquement.

Cette opération n'était praticable qu'à l'ouest, le côté est étant dominé par un promontoire ; pour s'y opposer, il proposait l'établissement de trois batteries dont il indiquait les emplacements.

Si un corps débarqué sur le territoire génois venait menacer Oneille de flanc et appuyer l'attaque du front de mer, « on ne voyait pas d'autre parti à prendre que celui d'évacuer Oneille ».

Quant à une attaque par la Corniche, le mémoire ne la prévoyait qu'au cas où les Français seraient d'intelligence avec Gênes, ou s'ils avaient l'intention d'envahir le Piémont avec de grandes forces ; pour résister à un tel mouvement, il conseillait d'occuper la position de Framosa (1).

Le chevalier de Laplace, commandant de la ville, n'avait sous ses ordres que le 2ᵉ bataillon de la légion légère ; il se décidait néanmoins à tenter quelques efforts.

Inquiété par les avis qu'il recevait de Nice, il dirigeait le 5 avril sur Rezzo une compagnie de grenadiers de la légion des troupes légères commandée par le capitaine du Perren, avec ordre d'y rassembler les milices. La compagnie de canonniers de Villefranche s'y rendait également avec deux petites pièces données par un armateur. Cette disposition avait pour but de se couvrir contre un mouvement qui prendrait la place à revers et couperait la retraite de la garnison ; ce n'était toutefois qu'une simple précaution, « tout le pays étant tranquille et n'ayant pas le moindre doute du sort qui lui était préparé ».

Le 6, dès 6 heures du matin, on apprenait que 18.000 hommes étaient entrés dans le marquisat de Dolceacqua ; à 6 heures du soir un nouvel avis venant du consul de San Remo annonçait l'entrée d'une colonne de 10.000 hommes à Vintimille. Oneille était donc menacé par l'ouest et par le nord. Le chevalier de Laplace réunissait un conseil de guerre ; il fut unanime à reconnaître que si cette masse atteignait Oneille, on devait abandonner la ville en tâchant de défendre la vallée. Le colonel Leotardi prétend « qu'on y parla beaucoup, mais qu'on ne décida rien, parce qu'on n'avait aucune connaissance du pays ».

Au contraire, il aurait mis son sentiment par écrit et aurait

(1) *Mémoire sur la défense d'Oneille*, page 94.

déterminé les positions à garder : Rezzo, Monte Grande, Carpasio et Villatalla ; du reste il partageait l'avis de battre en retraite et proposait de se retirer par Costa et Torria (1).

Quoi qu'il en soit, le colonel Leotardi allait renforcer avec une compagnie le poste de Rezzo ; ceux de Carpasio et de Villatalla furent occupés chacun par une autre compagnie ; dans la ville même, il ne demeurait qu'une compagnie et environ cent miliciens ; la désolation y était à son comble ; en vingt-quatre heures tous les habitants s'enfuirent.

Malgré des ordres formels, les émigrés français désireux de se soustraire au progrès de nos armes, achetèrent tous les mulets à un prix exorbitant ; ils enlevèrent ainsi le moyen de procurer des vivres et des munitions aux compagnies établies dans les montagnes.

La journée du 7 s'écoulait au milieu des plus vives inquiétudes ; on reçut pourtant quelques avis expédiés de San Remo portant que les Français s'étaient dirigés sur Saorge, et n'exécuteraient l'opération d'Oneille qu'après la réussite de la première.

Le même jour, ordre était donné à quatre compagnies de milices d'occuper la montagne Sainte Agathe ; on réunit à peine 80 hommes.

Le 8 de grand matin, des colonnes françaises étaient signalées comme passant la Fiumara de la Taggia ; à en croire les renseignements « elles ne pensaient absolument point de venir à Oneille » ; leur but était d'attaquer les postes de Pizzo, Carpasio et Villatalla. Au nord, la compagnie placée à Carpasio rendait compte que 5.000 Français étaient à Montaldo. La perte de Carpasio aurait rendu très difficile la retraite des troupes piémontaises demeurées dans la vallée d'Oneille ; ignorant où se dirigerait le corps français, le colonel Leotardi ordonnait à la compagnie de Villatalla de renforcer ce poste et de le défendre à outrance ; en cas de retraite elle s'opérerait par Monte Grande.

Il est étonnant qu'au lieu de voir dans la direction donnée aux colonnes françaises le commencement d'un mouvement ayant pour objet de tourner les positions occupées par les Piémontais en avant d'Oneille, on ait pu nous prêter l'intention de renoncer à marcher sur cette ville. Les renseignements reçus furent interprétés dans ce sens ; la confiance était si bien revenue que le gouverneur résolut encore d'attendre, avant de jeter les munitions de guerre à la mer, quoiqu'il eût suffisamment de bras pour le faire.

(1) Leotardi à de Vins, 8 avril, page 211.

L'occupation de Pizzo, par les Piémontais était connue des représentants ; dès le 6, ils savaient que deux compagnies y campaient ; d'après le rapport des déserteurs, l'effectif des forces réunies sur ce point montait seulement à quatre cents hommes, mais ils portaient le nombre des pièces à quatre ; ce détachement était établi pour couvrir une retraite.

Les mesures adoptées par eux ont donc été prises en pleine connaissance de cause, et il est difficile de distinguer les motifs qui les ont amenés à disséminer leurs forces. Le 7, les deux colonnes couchent respectivement à Montaldo et Castellaro. Le 8, la colonne de droite marche sur Oneille par le littoral.

Entre 2 ou 3 heures elle atteint les bords de l'Impero. Pour se couvrir sur son flanc gauche, peut-être aussi pour se lier avec l'autre colonne, Mouret dirige un bataillon sur Sainte-Agathe, il y rencontre les quelques milices dont nous avons parlé. Le combat sur ce point est mené avec peu de vigueur, s'il faut ajouter foi au rapport du colonel de Laplace, puisque ses 80 miliciens auraient résisté pendant deux heures ; ils se replient ensuite sur Borgo. Pendant cette fusillade, Mouret a terminé ses dispositions ; deux colonnes attaquent la ville, l'une de front, l'autre est destinée à la tourner, tandis que des patrouilles fouillent les bois dans la vallée (1). En se portant en avant, nos troupes reçoivent plusieurs coups de canon sans éprouver de pertes. Cependant le commandant Piémontais s'est rendu compte du danger qui le menace, s'il laisse les Français arriver avant lui à Costa ; un quart d'heure de plus, et toute retraite lui serait devenue impossible. Il fait alors relever les postes, rassemble la centurie de la légion et ses milices, gagne par un sentier la crête de Costa ; tandis que les milices refoulées de Sainte-Agathe couvrent sa retraite en tenant pendant quelque temps le village de Borgo. Après avoir atteint Gazzelli et reconnu que ce poste n'était pas avantageux, le chevalier de Laplace se rendait à Torria où il avait eu la précaution de faire porter des vivres quinze jours auparavant. Il atteignait heureusement ce point à 11 heures du soir et se décidait à y passer la nuit ; en même temps un rapport de Carpasio venait le tirer de toute inquiétude. La colonne française dirigée sur ce point avait été repoussée ; nous n'avons aucun détail sur ce combat ; Mouret et Dumerbion n'en parlent pas dans leur relation quoique les représentants y fassent allusion dans leur lettre à Masséna ; cet échec ne nous est signalé que par le rapport de Laplace, et quelqu'invraisemblable qu'il soit qu'une sim-

(1) Rapport de Mouret, 8 avril, page 213.

ple compagnie ait pu arrêter près de 1.500 hommes, le fait doit être vrai, car autrement, ainsi que le font remarquer Krebs et Morris, la troupe de Masséna aurait dû les y rencontrer (1).

Mouret occupait donc facilement Oneille dont l'entrée ne lui était pas disputée, ses pertes étaient insignifiantes; d'ailleurs un corps d'un effectif aussi faible que les Piémontais, une fois engagé, aurait pu difficilement se replier.

Après son échec, la colonne de gauche française fut ramenée vers sa droite et dirigée sur le col d'Acquarone. Quant à celle de Mouret, elle dut poursuivre les Piémontais bien faiblement, puisque Laplace n'était pas inquiété de toute la matinée du 9; il en profitait pour faire porter une charge de munitions à Carpasio ; du pain était cuit pour sa troupe. Dans l'après-midi du 9, la fusillade se faisait entendre vers Acquarone ; elle était occasionnée par les troupes françaises qui enlevaient le col ; au même moment Laplace était menacé par trois colonnes françaises appartenant probablement aux troupes de Mouret. Il rassemblait alors un conseil de guerre dont l'avis était de se replier ; la retraite s'effectuait pendant la nuit sur Bartolomeo.

Le 10, à 10 heures du matin, il y apprend que les postes de Carpasio et de Villatalla ont été obligés de se retirer sur Rezzo par Conio et le pas d'Aurigo, découvrant ainsi la route directe de Torria. Par contre un événement heureux a remis entre les mains des Piémontais le col d'Acquarone ; un officier piémontais, en congé à Borgomaro, M. Amei, ayant soulevé la population, l'avait réoccupé ; le chevalier de Laplace se décide alors à essayer encore quelque résistance; 60 hommes de renfort sont envoyés à M. d'Amei ; à leur arrivée, le col est déjà reperdu ; ils sont contraints de rejoindre avec perte de plusieurs blessés, qui tombent entre nos mains faute de moyens de transport. Un troisième conseil de guerre est tenu ; sur la gauche tous les postes piémontais vont être forcés par la colonne française débouchant de Torria ; il semble même que, vu notre grande supériorité numérique, on ait cherché à tourner le poste par l'est et à venir couper la retraite des Piémontais vers Cesio. Une centurie des milices de la vallée de Tanarello nous oppose une vive résistance pendant deux heures au poste de Mantino (?) et arrête cette tentative. A l'ouest l'ennemi ne possède plus que le poste de Rezzo ; de front il est menacé par les troupes françaises de Triora, de flanc par celles d'Acquarone et de Carpasio. En résistant plus longtemps, Laplace craint que les Fran-

(1) Krebs et Morris, *Campagne dans les Alpes*, page 29.

çais ne le devancent à Muzio, il évacue sa position à midi ; sa retraite s'effectue par le mont Bernard où une grand'garde a été établie d'avance ; de là, à six heures du soir, il gagne la Piève. Les avant-postes des deux partis sont si près les uns des autres que « les sentinelles des postes avancés de la légion légère furent prises ; dix minutes plus tard la retraite aurait été impossible ».

La petite troupe piémontaise continue son mouvement sur Nava ; à Muzio, quelques milices génoises veulent faire des difficultés et font sonner le tocsin ; sans s'en préoccuper, Laplace traverse le territoire génois et, à onze heures, il entre à Ormea, après avoir montré une rare énergie, autant que l'on en peut juger par un rapport unique et encore émané de lui (1).

Les opérations françaises au contraire ont complètement manqué de décision et de direction ; le luxe de précautions, l'éparpillement des colonnes, le constant souci de tourner des positions non défendues, tout permet de douter que Bonaparte y ait eu la moindre part ; en tout cas, rien ne laisse entrevoir ses procédés de guerre futurs. Remarquons en outre qu'il était resté en arrière au départ du corps expéditionnaire vraisemblablement pour veiller au service du parc qui devait être très considérable ; le 7, il était encore à Antibes (2). En résumé, les représentants agissant avec 6.000 hommes contre 400, avaient trouvé le moyen de faire battre une de leurs colonnes et de laisser échapper la faible troupe de Laplace. Furieux, ils voulurent en faire retomber la faute sur Masséna et lui expédièrent la dépêche suivante (3) :

« Selon tous les principes de la guerre une colonne de 4.000 hommes ne devait pas être abandonnée sans aucune communication avec les autres divisions de l'armée. Le général en chef l'avait si bien senti, que son instruction, qui avait été discutée et adoptée, embrassait tout le système du territoire depuis Saorge et Oneille ; il avait prévu tous les événements et avait tracé des marches différentes.

En supposant que vous eussiez pensé qu'on ne devait pas attaquer le col de Tende et de Cornio, et qu'il eût été difficile d'enlever Saorge, pourquoi n'avez-vous pas adopté la marche tracée dans l'instruction du général en chef ?

Le premier et le deuxième jour, la première colonne du Tanaro devait occuper Tanardo, l'avez-vous exécuté ?

(1) Rapport du colonel Laplace, pages 220-225.
(2) Bonaparte à Berlier, Antibes, 7 avril, page 197.
(3) Représentants à Masséna (Originale) (A M).

La deuxième colonne du Tanaro devait le premier jour coucher dans les campagnes, aux environs du Monte Gordale et, quel que fût le succès de l'opération, elle devait le deuxième jour se porter à Conio en prenant le chemin de Carpasio ; pourquoi cette colonne n'a-t-elle pas exécuté cette marche ? L'on ne peut alléguer que la journée était trop forte, parce que, quand cela eût été, elle devait se mettre en chemin et coucher à Montaldo et Carpasio. Il est d'autant plus étonnant que vous ne l'ayez pas fait que vous n'avez pas éprouvé de résistance à Tanardo. Comment n'avez-vous pas senti que cette colonne, par sa seule marche, se combinait avec la division d'Oneille et prenait la vallée par les hauteurs dans le temps que la division d'Oneille s'introduisait par là en armes ? Vous deviez d'autant plus hâter la marche de la colonne du Tanaro sur la vallée d'Oneille que la division d'Oneille se trouvait plus faible d'un quart de ce qu'elle devait être.

La première colonne d'Oneille devait être le deuxième jour à Montaldo, elle y a été. Elle devait occuper le troisième jour Ilmaro, mais l'absence de la deuxième colonne du Tanaro l'a rendue isolée et l'a obligée à se replier.

Nous avons vaincu à Oneille, et par notre isolement notre marche n'a pas été celle qui convenait à nos forces ; de misérables milices ont osé nous résister et à l'heure qu'il est se sont emparées des hauteurs les plus intéressantes.

Nous voici au cinquième jour de l'expédition, l'ennemi a eu le temps de se reconnaître et nous n'avons rien fait ; 4.000 hommes se sont battus à Mont Giove ; 2.500 à Oneille, 12.000 ont donc été inutiles quoique extrêmement fatigués. Vous deviez occuper Triora, mais non pas y passer avec la deuxième colonne du Tanaro.

Il faut absolument réparer le temps perdu. Les généraux Mouret et Brulé se sont réunis à Carpasio, ils en partiront demain matin. Faites partir le plus promptement possible 1.000 hommes qui se rendront sur les hauteurs de Santa Agatha, près d'Oneille. Vous vous rendrez avec le reste de vos troupes à Carpasio, s'il n'en résulte aucun inconvénient, et vous recevrez là de nouveaux renseignements » (1).

(1) L'authenticité de ce document a été attaquée : « Le ton de cette lettre, écrivent le colonel Krebs et M. Morris, est tout à fait étrange et contraste singulièrement avec ce qui subsiste de la correspondance des représentants du peuple aux armées des Alpes et d'Italie... Ils décidaient l'objet et l'époque d'une opération, indiquaient le plus souvent les troupes à y employer, prenaient même une part active à la rédaction du projet, mais n'intervenaient jamais au moment de l'exécution ; en donnant des ordres en effet ils auraient perdu le droit de juger », page 32. Qu'il nous soit permis d'être d'un avis

Les représentants reprochaient surtout à Masséna de n'avoir pas occupé, dès le 8, Montaldo avec la seconde colonne du Tanaro. Quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur le plus ou moins de motifs qu'avait Masséna de renoncer dès le 7 à l'attaque de Saorge, il est impossible de trouver l'explication du recul de la deuxième colonne d'Oneille dans le fait de la non occupation de Montaldo ; en réalité, cette colonne avait reculé devant une compagnie, et si « de misérables milices avaient osé nous résister » cela provenait de ce qu'on ne les avait jamais attaquées nulle part.

Un seul point était vrai ; 12.000 hommes avaient été inutiles, quoique extrêmement fatigués. A qui en revenait la faute, sinon à l'auteur du plan qui n'avait su se décider entre les deux objectifs de Saorge et d'Oneille.

Le général Koch a avancé que les représentants furent sur le point de destituer Masséna (1) ; aucun document ne fait allusion à une pareille mesure ; en tout cas les raisons qu'il donna pour expliquer sa conduite parurent satisfaisantes, puisqu'il garda son commandement. Une dépêche de Dumerbion, en date du 15 avril, prouve qu'il tint à se justifier auprès de ce dernier, par une lettre particulière, car elle n'a pas été enregistrée au registre d'ordres. Dans sa réponse, Dumerbion regrettait qu'on n'eût pas attaqué Saorge « puisque probablement nous nous en serions emparés ». Quant aux opérations futures, il se bornait à demander qu'on l'avertît des dispositions adoptées pour la continuation des opérations : « J'ignore, lui écrivait-il, si Saorge y sera pour quelque chose, mais, dans cette supposition, ainsi que dans toutes les autres, il est nécessaire que je connaisse ton plan d'attaque et l'heure à laquelle elle aura lieu ; il faut que Macquard le sache aussi et assez à temps pour que nous puissions tous manœuvrer pour la plus grande réussite de cette attaque ».

Dumerbion se résignait de lui-même à un rôle complètement effacé, ce qui était assez naturel, puisqu'il était à Nice ; il en résulte que pendant tout le cours de l'expédition, toute la responsa-

contraire ; du reste, les pièces du dépôt de la guerre suffisent pour prouver l'action immédiate, incessante des représentants, et des suppositions basées sur des raisonnements n'autorisent ni à rejeter un document, ni à l'attribuer à d'autres qu'à ceux qui l'ont signé ; car à partir de ce moment ils sont seuls à en porter la responsabilité et à en supporter toutes les conséquences. Dans son *Ouvrage sur la jeunesse de Napoléon*, le capitaine Colin avait déjà réfuté l'opinion du colonel Krebs et Morris, voir page 250.

(1) Koch, *Mémoires de Masséna*, pages 50 et 51.

bilité a pesé sur Masséna, seul chargé de l'exécution ; par suite toute la gloire du succès revient à lui seul.

Dumerbion ne se prononçait pas sur la manière dont les opérations avaient été conduites, preuve que Masséna avait dû lui en parler ; il se contentait d'une remarque très juste en théorie sur l'éparpillement de sa division et sur les difficultés que l'on éprouverait à la rassembler, mais il avait soin d'ajouter : « tu l'as fait sans doute pour la plus grande sûreté et communication de tous les postes » (1).

Masséna crut voir un blâme dans cette observation très modérée ; il tint à exposer les raisons qui l'avaient fait agir, car tandis que les représentants marchant à la tête de la colonne d'Oneille avaient été mécontents de n'avoir pas été assez soutenus, Dumerbion, au contraire, ayant surtout en vue ce qui se passait de son côté, aurait désiré un aide plus efficace contre Saorge.

« Je pense comme toi, général, lui écrivait-il, si nous avions pu enlever Saorge nos succès auraient été complets ; si le principal objet n'eût été d'enlever Oneille, je m'y serais porté de ma personne et avec les dispositions et les avantages que Macquard a eus, ce poste aurait infailliblement succombé ; deux jours de silence d'Hammel, la distance de huit lieues et le plus grand obstacle qui n'a cessé de me poursuivre : la pluie, la neige et un froid insupportable. Je n'ai reçu dans six jours qu'une lettre des représentants du peuple, datée de San Remo, et une de Mouret, datée de Bordiguière, par laquelle ils me prévenaient que l'ennemi avait porté des forces à Tanardo ; Mouret me rendit compte le même jour de son arrivée à La Bordiguière. Voilà toutes les nouvelles que j'ai eues de la colonne de droite pendant toute l'expédition. J'ignorais comme tu vois leurs mouvements ; j'aurais cru manquer à tes instructions et à l'arrêté des représentants du peuple si j'avais pris d'autre route que celle des hauteurs dont nous étions convenus » (2).

Ce sont vraisemblablement là les raisons que Masséna a fait valoir auprès des représentants.

Il était impossible de mieux dire ; il suffit de se reporter à l'arrêté pour se convaincre que Masséna en a exécuté littéralement le contenu qui lui ordonnait de considérer l'opération d'Oneille comme la principale. D'ailleurs si l'opération sur Saorge et Tende avait été la principale, pourquoi les représentants ne marchaient-ils pas avec Masséna ? En parlant au général en chef, Masséna

(1) Dumerbion à Masséna, 15 avril, page 252.
(2) Masséna à Dumerbion, 20 avril, page 295.

aurait même pu ajouter que, de Nice, l'on avait négligé de lui fournir aucun renseignement, et qu'on avait attendu au 15 avril pour le mettre au courant des prétendus succès de Macquart ; qu'avant de se lancer sur Saorge, il importait de savoir si la ligne piémontaise serait également attaquée par la rive droite de la Roya. Or, si l'on se souvient de la manière dont Dumerbion avait dirigé les opérations du 6 au 8, on trouvera certainement que Masséna a eu raison d'être prudent. Il reste un point à éclaircir ici : comment Masséna a-t-il accepté les observations des représentants ? a-t-il baissé la tête sous l'orage ? A notre avis, ce serait mal le connaître. En juin, c'est-à-dire en pleine terreur, Dumerbion le menacera du tribunal révolutionnaire, et il en recevra cette fière réponse : « Je ne crains point d'être jamais traduit devant le tribunal révolutionnaire pour négligence ni l'oubli de mes devoirs ; mon âme est pure et républicaine » (1). Cette fois il dut en être de même ; le général qui a écrit la lettre du 20 juin n'était pas homme à se laisser intimider.

Par leur lettre du 9, les représentants avaient ordonné à Masséna de diriger 1 000 hommes sur les hauteurs de Sainte-Agathe et de se réunir avec le reste à Carpasio avec les généraux Brulé et Mouret. Il semble donc qu'à ce moment on projetait encore de continuer sans délai la marche sur Ceva.

A la suite de la conférence tenue entre les représentants et Masséna, et dans laquelle celui-ci dut probablement leur exposer la dissémination et la fatigue des troupes, on y renonça et l'on décida pour le moment de rassembler tout le corps dans la vallée. La reprise de l'offensive était fixée au 15 avril. Pendant ce temps de repos le mouvement de concentration prescrit par Masséna s'exécutait sans difficulté. Les deux bataillons de la 99ᵉ rejoignaient à Montaldo dans la journée du 11 ; ces troupes quoique « extrêmement fatiguées », comme étant venues « d'une traite de Pigna », continuaient leur marche sur Aurigo où elles entraient le soir ; les deux bataillons de la 46ᵉ s'y étaient également rendus ; 100 hommes de la 46ᵉ demeuraient à Carpasio pour y garder les vivres qui s'y trouvaient en grande quantité et dont partie avait déjà été pillée par les Génois (2).

Le 12, le général Hammel entrait à Molini ; n'y ayant pas trouvé d'ordre, il s'y arrêtait (3).

Quant à Lebrun, nous savons seulement qu'il était à Tanarda.

Ce rassemblement de forces dans la vallée d'Oneille amenait les

(1) Masséna à Dumerbion, 20 juin, page 727.
(2) Cervoni à Masséna, 11 avril, page 233.
(3) Hammel à Masséna, 12 avril, page 237.

plus grandes difficultés pour résoudre la question des subsistances. Grâce à la capture des 1.400 moutons faite le 10 par le 3e bataillon de la 46e à Triora, on réussissait à assurer la fourniture de la viande ; ils étaient de suite dirigés sur Carpasio avec 40 bœufs. Le pain et le sel manquaient complètement ; pour s'en procurer, Laharpe était réduit à faire exécuter des visites domiciliaires dans les villages, moyen rigoureux propre à augmenter la terreur des paysans. Effrayés par les récits des soi-disant excès commis par nos troupes, (on racontait que les Français égorgeaient et brûlaient tout) (1), ils avaient évacué leurs demeures.

Laharpe cherchait à les rassurer, à les ramener. La communauté de Montegrosse lui adressait une lettre de soumission où elle s'excusait d'avoir fui et demandait sûreté pour ses propriétés. Il leur répondait en italien et attendait le plus grand succès de cette démarche ; pour en compléter l'effet, il réclamait une proclamation des représentants du peuple forçant les habitants à rentrer dans leurs foyers.

Ce repos profitait aux troupes ; Laharpe vantait leur conduite ; elles souffraient sans se plaindre, et avec des souliers « on les conduirait jusqu'au diable ». Cet éloge n'était pas isolé ; Monnier louait de même leur bonne volonté.

Les perquisitions produisirent peu de résultats ; depuis le 12 « on n'avait eu ni pain, ni viande ; le sel était une cruelle privation », et l'on était réduit pour toute subsistance à la viande « dont on mangeait d'une manière malsaine ». Pour remédier à cet état de choses, Laharpe proposait de porter un bataillon à Saint-Bernard, un autre à Pizzo et à Cenova (2). Sous prétexte de balayer les barbets, ce mouvement étendait ses cantonnements et lui donnait ainsi une plus grande étendue de terrain à exploiter, mais il avait le grave inconvénient de disséminer les troupes au moment où l'on pouvait en avoir besoin.

D'après des renseignements transmis le 12 par Laharpe, Carpasio aurait été occupé le 9 par 4.000 hommes, partie troupes de ligne, et un corps considérable aurait été à Mezzaluna. Il en était surpris, et en effet la faible résistance opposée par les Piémontais ne laissait pas supposer la présence d'un corps considérable sur ces deux points ; pourtant il convenait d'en tenir compte et de ne pas éparpiller les bataillons ; d'autre part il fallait éviter un engorgement de troupes à Aurigo.

(1) Laharpe à Masséna, 12 avril, page 236. Dans sa dépêche Laharpe ne parle que de l'arrivée d'un bataillon de la 46e.
(2) Laharpe à Masséna, 13 avril, page 242.

Aussi en apprenant par la lettre d'Hammel, qu'il décachetait, l'arrivée de sa colonne à Molini, Laharpe prenait sur lui de lui recommander de ne pas dépasser cet endroit sans un ordre formel de Masséna. « Nous sommes affamés, écrivait-il à ce dernier, et s'il arrivait ici nous crèverions tous de faim » (1).

Les vainqueurs trouvèrent à Oneille quatre pièces de 36, six de 17, deux de 14 et une de 3, avec cent boulets par pièce, 510 fusils et 65 barils de cartouches d'infanterie, 2 800 kilos de poudre, 300 pièces d'huile, 200 pièces de vin, 100 sacs de farine, 250 de blé, 300 quintaux de salaison (2).

Les représentants rendirent compte de leur succès d'Oneille avec une très grande exagération ; elle était peut-être justifiée au début d'une campagne où il s'agissait de frapper les esprits ; surtout ils vantèrent la discipline observée par les troupes en traversant le territoire génois (3).

Le 15, la Convention décrétait que l'armée avait bien mérité de la patrie (4) ; le 16, un nouveau décret réparant une omission du précédent ajoutait qu'il avait été motivé par la bonne conduite de l'armée lors de son passage sur l'état de Gênes (5).

On n'a pas conservé les ordres de Masséna du 10 au 13.

La question des vivres avait occasionné les plus graves difficultés durant toute la première partie de l'expédition ; Masséna, à la veille d'un nouveau mouvement, tâchait d'y remédier par les ordres les plus précis. Pour la troisième fois, Aubernon était appelé auprès de lui afin de préparer tous les détails de l'expédition ; tous les mulets disponibles se rendraient à Oneille (6), Haller était prévenu de la nécessité d'avoir réuni le 14 au soir onze jours de vivres pour 6.000 à 7.000 hommes à Saint-Lazare ; les soldats en porteraient trois dans le sac, les huit autres suivraient à dos de mulets (7). Pour éviter toute gêne dans les mouvements, l'artillerie répandue dans les vallées de la Nervia, à Dolceacqua et à Taggia était dirigée sur Menton à l'exception de deux pièces de 3 que François était autorisé à garder à son poste (8) ; une pièce abandonnée dans le chemin de Monte-Grande était envoyée à Aurigo.

En même temps, Rusca demeuré auprès de Laharpe pour lui

(1) Laharpe à Masséna, 13 avril, page 243.
(2) État joint à la lettre de Dumerbion du 15 avril, voir page 251.
(3) Saliceti, Robespierre jeune au comité, 8 avril, page 203.
(4) Décret de la Convention, 15 avril, page 250.
(5) Décret de la Convention, 16 avril, page 254.
(6) Masséna à Aubernon, 13 avril, page 241.
(7) Masséna à Haller, 13 avril, page 241.
(8) Masséna à François, 13 avril, page 241.

indiquer les hauteurs à occuper, était appelé d'urgence à Oneille ; on voulait vraisemblablement avoir de lui quelques renseignements puisque Masséna promettait de le renvoyer « s'il était nécessaire à l'avant-garde » (1).

La lettre d'Hammel en date du 12 avril, ainsi qu'une dépêche de Lebrun datée de Tanarda apprenaient à Masséna que le mont Giove restait défendu par deux faibles bataillons commandés par l'adjudant-général Leblanc, jeune homme à qui Dumerbion témoignait peu de confiance.

Son mécontentement fut fort vif ; il résulte de sa réponse que son intention n'avait jamais été de faire abandonner ce poste capital aux deux généraux à la fois. Cependant, comme on l'a vu, l'ordre du 8 avait appelé Hammel à Pigna, et le 9, croyant les deux généraux encore réunis, Masséna avait écrit de lui expédier Lebrun. Il est certain qu'il y avait là un manque de précision dont il était responsable, mais on ne peut lui reprocher d'avoir trop réduit la force du poste, puisque Hammel, présent sur les lieux, avait toute latitude pour en fixer la force; enfin il n'existe pas d'ordre donnant à Lebrun le commandement de Tanarda ; Masséna jugeait même ce dernier point si peu menacé, et défendu surtout par les neiges, qu'il en avait retiré un bataillon.

Hammel avait tellement méconnu l'importance du mont Giove qu'il en avait même emmené les pièces de 3. Sentant la faute commise, Leblanc s'était alors adressé au général en chef pour en obtenir deux bataillons de renfort et des pièces de 3 ; mais quoique convaincu de la nécessité de renforcer ce poste, Dumerbion déclarait n'avoir pas de troupes disponibles ; il se contentait d'envoyer un bataillon de renfort à Brouis pour permettre à Macquard de mieux lier sa communication avec mont Giove ; le 15, il prescrivait à Masséna d'y diriger les pièces de 3 prises sur l'ennemi (2).

Lorsque cet ordre lui parvint, Masséna avait déjà remédié à ce fâcheux état de choses.

Dès la réception de la lettre d'Hammel, Masséna prescrivait à Lebrun de se rendre au mont Giove et d'en prendre le commandement ; le 1er bataillon de la 56e retournait sur ce point pour le renforcer ; le reste des troupes d'Hammel ainsi que celles de Lebrun se rendrait à Taggia, par Molini où elles attendraient de nouveaux ordres ; de sa personne le général était autorisé à venir à Oneille (3).

(1) Masséna à Laharpe, 13 avril, page 241.
(2) Dumerbion à Masséna, 15 avril, page 252.
(3) Masséna à Hammel, 13 avril, page 242.

Le 14, les Piémontais nous faisaient voir quelques forces pour la première fois depuis le début de la campagne.

Le 13, le colonel de Bellegarde, commandant du camp de col Ardente, ayant été averti par un rapport inexact que nous avions seulement laissé 60 hommes à Triora, prescrivait au capitaine Raybaudi d'aller s'en assurer avec environ 25 volontaires.

Ce poste était alors occupé par le 3e bataillon de la 118e qui repoussait facilement cette faible reconnaissance. Hammel fit soutenir la 118e par ses chasseurs et grenadiers et résolut d'utiliser l'occasion pour s'établir au Pellegrino. Nos troupes s'avancèrent par le chemin qui, de Triora, va sur le haut Tanaro en traversant la montagne ; elles repoussèrent facilement la centurie de Rocca Barbona dont une partie monta sur les hauteurs supérieures de Barbona, l'autre vint se placer le long d'une arête qui descend sur sa droite; de là, elle fusillait avec nous sans aucun résultat par suite de la distance, on ne lui répondait que pour l'amuser et avoir le temps d'enlever le campement resté sur place (1). A l'arrivée de renforts amenés par le comte d'Aglian nos troupes se replièrent ; bien que sans objet la fusillade avait été fort vive, car les munitions commençaient déjà à manquer, surtout au 3e bataillon de la 118e. Les Piémontais auraient eu huit tués, les Français un homme légèrement blessé.

Les forces ennemies avaient été évaluées à 5.000 ou 6.000 hommes; afin de garder le Pellegrino et les postes environnants avec des forces suffisantes, Hammel laissait ses grenadiers et ses chasseurs au général François qui arrivait dans la soirée pour prendre le commandement de ce poste.

L'ordre de Masséna en date du 13 parvenait à Hammel à huit heures et demie du soir ; il prenait aussitôt toutes les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution ; il n'attendait que l'arrivée de la colonne de Lebrun pour mettre les troupes en marche sur Taggia et se rendre de sa personne à Oneille. En ce qui concernait sa position actuelle et celle de Lebrun, il se bornait à observer qu'il n'avait fait qu'exécuter les instructions ou ordres particuliers qu'ils avaient reçus (2).

Conformément à l'ordre du 10, Fiorella, après avoir été relevé par la 99e, avait été occuper le 12 Pizzo et Mezzaluna, ce poste n'avait pas été inquiété, mais on y avait entendu l'attaque tentée le 14

(1) Malaussena, *Journal historique*, page 20.
(2) Hammel à Masséna, 14 avril, page 247.

sur Triora. Sa situation était très pénible n'ayant ni couvertures ni tentes (1).

Dans la journée du 14, Masséna donnait ses derniers ordres pour la marche du lendemain. Chaque général eut à s'assurer si les bataillons sous son commandement étaient bien au point de rendez-vous ; chaque soldat devait avoir deux jours de pain, 50 cartouches à balles et trois pierres à fusil (2). Le dépôt général des subsistances était établi à Saint-Lazare (3), le commissaire ordonnateur s'y rendait pour y faire les distributions (4).

Toute la colonne allait pivoter sur sa gauche en exécutant le mouvement projeté ; d'après le rapport d'Hammel, l'ennemi s'établissait en force en face de Triora, peut-être n'était-ce que le prélude d'une attaque sérieuse dirigée contre la ligne de postes qui liaient les deux masses françaises ; Masséna prenait aussitôt des dispositions pour s'y opposer. Il ordonnait au général François de s'en assurer par une reconnaissance, et, si cet avis se trouvait véritable, de chasser les Piémontais de Pellegrino (5) ; 400 hommes de la colonne d'Hammel allèrent le renforcer afin de lui en donner les moyens ; au cas où ils seraient déjà en marche soit pour le mont Giove soit pour la Taggia, ils rétrograderaient ; cette disposition ne devait souffrir aucun retard (6). Un ordre direct à Lebrun, lui prescrivant de prendre le commandement du mont Giove, confirmait celui qui avait dû lui être expédié par Hammel (7).

Le 15, Masséna renouvelait encore l'ordre à François de redoubler de surveillance sur le chemin de Rocca Barbona à Pellegrino et à gauche sur celui de Verdeggia à Cetta ; à Fiorella de porter la plus grande attention sur les routes à l'est de Mezzaluna, car, d'après des avis reçus, l'ennemi attaquerait sur toute la ligne dans la matinée du 16 (8).

Avant son départ, Masséna recevait encore un rapport du général François expédié de Triora. Il prétendait que la retraite du 118e avait été occasionnée par l'arrivée de trois fortes colonnes évaluées à 7.000 ou 8.000 hommes ; ne se jugeant pas en force contre un tel corps, il réclamait deux bataillons de renfort ; son intention était de faire occuper Pellegrino d'où les Piémontais

(1) Fiorella à Masséna, 14 avril, page 247.
(2) Masséna (Circulaire), 14 avril, page 246.
(3) Masséna à Rondeau, 14 avril, page 246.
(4) Masséna au commissaire des guerres, 14 avril, page 246.
(5) Masséna à François, 14 avril, page 246.
(6) Masséna à Hammel, 14 avril, page 246.
(7) Masséna à Lebrun, 14 avril, page 245.
(8) Masséna à François et à Fiorella, 15 avril, page 253.

pouvaient fusiller Triora ; à son avis ce poste était très menacé d'après les attaques continuelles que l'ennemi dirigeait sur lui (1).

On verra plus loin combien cette évaluation de forces était exagérée. Bien que la dépêche du général François confirmât le projet d'attaque des Piémontais, Masséna ne jugeait pas à propos, à la veille d'une opération capitale, de satisfaire à des demandes dont le résultat aurait été d'affaiblir son gros et de rendre douteux son succès au point décisif.

Le 14, il avait été décidé de se porter avec 8.500 hommes sur le pont de Nava où l'on signalait des rassemblements très importants ; les représentants marchaient avec la colonne. L'insuccès complet du grand projet avait donc servi de leçon, l'on avait renoncé à fixer d'avance des mouvements, et l'on s'était réservé de prendre de nouvelles dispositions après avoir enlevé ce premier objectif.

Il semble du reste que les représentants hésitaient à continuer les opérations contre le Piémont, car le 14 avril ils ordonnaient à Haller de préparer des vivres pour une expédition maritime de 4.000 hommes et pour quatre mois (2). Il était impossible de se procurer cette force ailleurs que dans le corps expéditionnaire, et une telle diminution le mettait dans l'impossibilité de poursuivre son offensive.

Masséna se bornait le 14 à informer Dumerbion que l'on marchait sur Ponte de Nava ; il était plein de confiance dans le succès (3).

IV

Les Piémontais, bien qu'avertis de l'invasion française et s'y attendant, n'en croyaient pas l'exécution si proche. Comme on le sait déjà, le 5 avril, le gouverneur de San Remo affirmait à la marquise de Dolceacqua que les Français n'attaqueraient pas par leur territoire ; ce propos était de suite répété à Revel.

Dans la journée, Dellera prenait ses dispositions en prévision d'une attaque, il envoyait l'ordre au commandant du 2e bataillon de Nice de se concentrer au Fourcoin en laissant des postes avancés sur les hauteurs de Dolceacqua et de tenir des émissaires vers Vintimille « de manière à être averti à temps d'un mouvement si faible qu'il soit de l'ennemi » ; Revel retournait aux postes de Giove et de

(1) François à Masséna, 15 avril, page 253.
(2) Arrêté des représentants, 14 avril, page 245.
(3) Masséna à Dumerbion, 14 avril, page 245.

Fourcoin pour y donner les instructions nécessaires; Malausséna se rendait à la Tanarda afin de reconnaître les voies de communication « que l'on pourrait pratiquer, de la Brigue » à la seconde position organisée en arrière de la Bendola, où l'on travaillait activement; des fourneaux de mine étaient préparés pour faire sauter en cas de besoin la route de Giove à Saorge.

Le 1er bataillon de chasseurs arrivé à Tende le 4, s'établissait à l'est de Saorge. La faiblesse de ses forces ne permettait évidemment pas à Dellera de s'opposer à la marche du corps français, et il devait considérer comme une chance inespérée de réussir à garder la ligne de la Bendola.

Les retranchements de l'Authion étaient alors presque achevés; à la Vauta, les ouvrages étaient en état de recevoir deux pièces; la redoute de Millefourches était « terminée » ; la grande batterie et le château de l'Authion « hors d'insulte ».

En cas d'attaque le 2e bataillon de Montferrat se porterait de la Vauta à la Parpella et ne se replierait sur les ouvrages de ce poste « qu'en cas de nécessité » (1).

Quant à de Vins, malgré les nombreux avis reçus auxquels il ajoutait certainement foi, comme le prouve l'envoi précipité du général Colli, il ne se pressait pas de mettre en mouvement les troupes en quartiers d'hiver.

Le 7 seulement, il ordonnait aux régiments des gardes, de Piémont, de Saluces, de Lombardie, au 2e bataillon de chasseurs, aux 8e et 9e de grenadiers de passer dans le comté de Nice aux ordres de Colli. Par contre le régiment de Nice devait se rendre à Ormea; le 1er bataillon, d'Oneille à Demont. Le moment était bien mal choisi pour exécuter ces chassés-croisés (2)

Le 2e bataillon de chasseurs devait être relevé au Cairo par le 2e bataillon de Mondovi, or ce bataillon ne recevait son ordre de marche que le 8 à 11 heures ; il n'arrivait à sa destination que le 10 (3).

Le 6 avril, le 2e bataillon de Nice, trop faible pour opposer la moindre résistance à la marche de nos colonnes, se concentrait à Fourcoin.

La situation de Dellera était des plus difficiles. De tous côtés il lui venait des renseignements annonçant le mouvement des Français sur le territoire de Gênes; depuis le matin, le poste d'Orneille

(1) Dellera à Cravanzana, 5 avril, page 187-188.
(2) De Vins à Colli, 7 avril, page 201.
(3) *Journal du 2e bataillon de Mondovi*, page 166.

était bombardé par cinq canons et deux obusiers ; l'Authion avait fait le signal qu'il était attaqué sans que l'on sût ce qui s'y passait.

Les Français ne pouvaient être en force sur toute cette longue ligne ; avant de prendre un parti, une résolution définitive, il importait de discerner la véritable direction de leur attaque. Dellera gardait tout son sang-froid ; il se bornait d'abord à porter le bataillon d'Asti avec la compagnie Raybaudi au col Ardente, poste qui, dans les circonstances actuelles, acquérait la plus grande importance, puisque, maîtres de ce passage, nous avions toute facilité pour prendre à revers sa seconde ligne de défense. Il signalait en outre à de Vins la nécessité de faire occuper sur la droite de col Ardente vers Ormea les défilés du Tanaro (1). Dans le cas actuel, il s'agissait avant tout pour Dellera de gagner du temps puisque des renforts étaient en marche; en conséquence il se décidait à résister énergiquement malgré son infériorité numérique. Le peu de vigueur des attaques dirigées sur sa droite lui prouvaient que ce n'était là que de simples démonstrations ; successivement, toutes les forces piémontaises disponibles s'établissaient à l'est de la Roya.

A cet effet, Dellera prescrivait au 2e bataillon de grenadiers royaux, au 2e de Turin et au 2e de Nice de garnir la ligne de la Bendola. Ces bataillons se plaçaient, les grenadiers près de Saorge ; le 2e de Turin et le 2e de Nice aux batteries de Bergeiron et de Cucchet établies entre Saorge et la Butte de Casto où prenait poste la compagnie de chasseurs des grenadiers.

Le 2e bataillon d'Asti, la compagnie Raybaudi et la fraction du corps franc campée à Tende avaient ordre de se rendre à la Brigue et de là au col Ardente ; au cas où l'on ne réussirait pas à se maintenir à la Tanarda, ils se replieraient également (2).

Le major d'Auvare devait occuper la Tanarda avec quatre compagnies du 1er de chasseurs ; il était même autorisé à camper vers Triora où il n'y avait plus de neige si cela s'accordait avec la défense de la position ; sa mission ne durerait que quatre jours ; il avait surtout pour objet d'entretenir la liaison entre col Ardente et Saorge (3).

En avant de ce cordon, le chevalier Maccarini avec un détachement de 200 hommes composé de 50 hommes de Nice et de 150 milices surveillerait la marche des Français ; il se posterait à Pigna

(1) Dellera à Cravanzana, 6 avril, page 196.
(2) Malausséna, *Journal historique*, page 11, et Thaon de Revel, *Mémoires*, page 188.
(3) Dellera à d'Auvare, 6 avril, page 192.

où il tiendrait le plus longtemps possible, en cas de retraite elle s'opérerait sur Toraggio (1).

Le commandant du 2e régiment de Pignerol était invité à hâter sa marche.

Le commandant du 1er bataillon de Belgioso, cantonné à Limon, était engagé à gagner Tende ; il y servirait de réserve et couvrirait les magasins (2).

Revel se rendait à Fraisso pour y régler les dispositions secondaires ; Maulandi, à la Bendola, Malausséna, aux Fourches.

Le major d'Auvare exécutait son mouvement dans la nuit du 6 au 7, le détachement envoyé vers Pigna partait le 6 entre 5 et 6 heures du soir (3) ; la compagnie Raybaudi, le 7 ; elle était suivie du bataillon d'Asti (4). Le 2e bataillon de Nice, au lieu de demeurer à Fourcoin puisque Orneille appartenait encore aux Piémontais, se repliait sur Gio où la garnison de Zuaine venait le rejoindre et de là sur Saorge où il entrait à 10 heures du soir. Cette retraite découvrait Orneille ; le commandant de ce poste ramenait alors également ses troupes en arrière ; n'ayant pas de mulets pour emporter ses munitions il les noyait ; ce sont vraisemblablement ces débris que l'on avait aperçu flotter dans la Roya et qui avaient fait supposer l'évacuation de Saorge.

Telle est, du moins, la version des mémoires de Thaon de Revel et de Malausséna. M. de Maulandi prétend au contraire que cette retraite eut lieu sur l'ordre de Dellera, ceci paraît plus vraisemblable ; du moment où l'on était décidé à se défendre en arrière de la Bendola, le poste avancé d'Orneille étant insoutenable ne répondait à rien.

Quant au mouvement tournant de notre part qui aurait provoqué l'abandon de Fourcoin, il n'a jamais existé que dans l'imagination de Malausséna ; en réalité, Hammel n'a aperçu aucun ennemi durant la journée du 6.

L'artillerie retirée de Zuaine et d'Orneille allait armer les batteries de Bergeiron et du Cucchet.

Le mauvais temps empêchait les différentes troupes piémontaises d'occuper les positions qui leur avaient été indiquées.

Le 7 avril, le chevalier de Maccarini rassemblait un conseil de guerre à Toraggio où on arrêtait de se retirer par la Tanarda ; vers

(1) Ducastellet à Maccarini, 6 avril, page 192.
(2) Maulandi dit qu'il avait été invité à venir jusqu'à la Brigue. *Mémoires sur la campagne de 1794*, page 139.
(3) Ducastellet à Maccarini, 6 avril, page 192.
(4) Relation de Raybaudi, page 202.

le soir, il franchissait ce mont et arrivait à l'Alp de Marta; il s'y rencontrait avec le major d'Auvare (1).

La tourmente avait arrêté cet officier; enveloppé dans le brouillard et enfonçant dans la neige, il se bornait à observer l'ennemi, prêt à marcher à la Tanarda dès que le temps le lui permettrait; toute communication lui était impossible avec col Ardente.

Le bataillon d'Asti se dirigeait sur col Ardente; dans la soirée il campait au Fraisso.

Le capitaine Raybaudi arrivait au plan de Marta à 3 heures; il y rencontrait « des soldats du régiment de Nice et quantité de milices » qui lui apprenaient que Tanarda était entre nos mains; il rejoignait alors le comte de Saint-Michel au Fraisso (2).

A la Brigue, on avait reçu dans la journée des renseignements portant que la Tanarda était prise, Revel prescrivait alors de « faire retirer les Français si la chose était reconnue vraie ».

Un peu plus tard, d'autres avis contredirent les premiers: la Tanarda n'aurait pas été occupée par les Français. Un second ordre de Revel transmettait cette information au comte de Saint-Michel et portait « de faire monter tout son monde au col Ardente et d'envoyer 150 hommes à la Tanarda » pour appuyer le mouvement dirigé contre ce poste.

Son occupation était fort importante pour les Piémontais puisque, de là, il était facile de couper la communication de col Ardente avec la Brigue, et ce poste était d'autant plus « dangereux » entre nos mains, que « par le mauvais temps il était inabordable » par le nord, « tandis que du côté de Buggio il était presque tout découvert des neiges et très praticable » (3).

Le régiment de Pignerol avait passé le col de Tende le 7; il recevait ordre de se rendre le 8 à Tanarda avec les quatre compagnies de chasseurs encore disponibles et de s'y établir définitivement.

L'intention de Dellera était même de pousser ce corps plus en avant et de nous chasser du camp au-dessus de Buggio; pour se procurer les forces nécessaires, il invitait le commandant du régiment de Belgioso, attendu à Tende, le 8, de venir l'appuyer et de coopérer à ce mouvement.

A la réception du premier ordre, le comte de Saint-Michel renvoyait le 7 à 8 heures du soir la compagnie Raybaudi sur la

(1) Compte rendu sur l'ordre de Dellera du 6, page 192.
(2) Relation de Raybaudi, page 202.
(3) Maulandi, *Mémoires sur la campagne de 1794*, page 140.

Tanarda avec ordre de s'assurer si le poste était occupé ou non par nous (1).

Le second ordre de Revel lui était remis le 8 à 1 heure 3/4 du matin. Malgré l'obscurité de la nuit, le bataillon d'Asti se mettait de suite en mouvement sur col Ardente, précédé d'une avant-garde chargée d'y allumer beaucoup de feux pour faire croire à la présence de forces considérables sur ce point ; toutefois Saint-Michel observait qu'il serait obligé d'attendre le retour de Raybaudi avant de diriger sur Tanarda le détachement ordonné, vu qu'il n'avait personne connaissant la route pour s'y rendre (2).

Raybaudi s'arrêtait à Marta. « La neige, la pluie, l'obscurité, l'empêchaient d'aller en avant ». A la pointe du jour, il marchait sur Tanarda ; ayant aperçu des sentinelles françaises, il se retirait après avoir expédié un milicien au comte de Saint-Michel pour l'en prévenir. En chemin, il rencontrait le bataillon de Pignerol guidé par une cinquantaine de paysans et revenait avec lui. A en croire son rapport, « les Français se disposaient à partir » mais le bataillon de Pignerol ne le soutenant pas, il était contraint de renoncer à les attaquer, « il lui avait été impossible de décider un officier pour se mettre à la tête de la colonne » (3).

Le bataillon de Pignerol et la compagnie Raybaudi se repliaient sur la Brigue.

Informé de cet échec à col Ardente, le comte de Saint-Michel réunissait ses officiers en conseil de guerre, « ils résolurent unanimement de se retirer sans qu'aucun observât qu'ayant reçu des ordres ultérieurs, on ne devait plus s'en rapporter aux premiers » (4). Dans la soirée il arrivait à la Brigue.

M. de Costa a blâmé la conduite de M. de Saint-Michel en ces termes fort sévères qu'on ne peut assez approuver : « Les chefs d'expédition partielle avaient alors adopté le dangereux usage de tenir des conseils de guerre et de délibérer sur les partis à prendre au lieu de suivre scrupuleusement leurs instructions. Ce vice dans la discipline pensa perdre l'armée » (5). N'en est-il pas toujours de même dans ces réunions où le chef avoue son impuissance en tâchant de faire couvrir ses décisions par l'opinion de subordonnés dont *le seul rôle est d'obéir*, et où l'avis le moins énergique est toujours sûr d'obtenir la majorité.

(1) Relation de Raybaudi, page 202.
(2) Saint-Michel, 8 avril, page 210.
(3) Relation de Raybaudi, page 202.
(4) Malaussèna, *Journal historique*, page 12.
(5) Marquis de Costa, *Mémoires sur la campagne de 1794*, page 235.

Quant au major d'Auvare, il aurait été également à la Tanarda, ce que nous ne pouvons comprendre, mais n'aurait pu l'occuper à cause du mauvais temps. Il en rendait compte à Dellera et le prévenait « que ne pouvant rester aux huttes de l'Alp faute de bois, il se repliait aux granges de Nanan » (1).

On n'avait même pas pris la précaution, en battant en retraite (2), de laisser des postes aux avenues des cols.

La dépêche de d'Auvare arrivait vers midi à Saorge; à deux heures une lettre du commandant de la Brigue annonçait l'évacuation de Col Ardente; entre temps le détachement de Pigna entrait à Saorge à une heure.

La situation devenait très grave pour le général Dellera ; à la vérité, il ignorait encore si les Français étaient déjà en possession du col, mais en profitant de l'occasion pour « occuper les hauteurs de la Brigue, ils étaient en position de couper la grande route de Tende ». Dès lors, le corps piémontais, vu son faible effectif, avait pour unique retraite le col de Fenestres et était obligé de sacrifier toute son artillerie et ses magasins. M. de Malaussena explique l'impossibilité où l'on était de résister à l'est de Tende. « Les hauteurs de la Brigue perdues, celles qu'il fallait occuper pour couvrir la grande route exigeaient un nombre de troupes approchant de celles qui étaient dans le Comté ; les retirer précipitamment des positions pour courir à celles du devant de Tende était un parti extrême, sujet au plus grand inconvénient, l'ennemi étant à portée de les devancer ; s'il prenait la ligne à mesure qu'on l'abandonnait, il pouvait arriver qu'il leur coupât toute retraite » (3).

La résolution à adopter dépendait donc du parti suivi par les Français. Continueraient-ils ou non leur mouvement en avant? En outre le général Colli désigné pour prendre le commandement était attendu d'un instant à l'autre. Ignorant ses intentions, Dellera lui laissait le soin d'adopter un plan de conduite ; il se bornait à ordonner aux troupes de remonter aux cols ; d'Auvare devait employer tous les moyens pour arriver le 9 à Tanarda ; le capitaine Maulandi, qui s'était offert de lui-même, était chargé de régler les détails de l'opération ; « il emportait 3.000 livres, autant pour encourager les troupes que pour les fournir de ce dont elles pourraient avoir besoin ».

Dans cette crise, Dellera se rendait parfaitement compte du péril

(1) Malausséna, *Journal historique*, page 12.
(2) Maulandi, Relation, pages 140-141.
(3) Malaussena, *Journal historique*, page 13.

qu'il courait sans pouvoir y remédier en quoi que ce fût. « Si l'ennemi s'était rendu maître de la Tanarda, nous aurions eu beaucoup de peine à sauver l'artillerie et les magasins ; et d'autre part si l'on avait fait chez nous le moindre faux pas, dans l'hypothèse que l'ennemi s'était emparé de la Tanarda, on aurait perdu la position » (1). Or ceci a été écrit le 10 avril, c'est-à-dire une fois le danger passé, et lorsqu'on était plus disposé à l'atténuer qu'à l'augmenter (2).

Pour un cas extrême, le chevalier de Revel préparait un projet de retraite par le col de Fenestres.

« Dès l'instant où la retraite sera devenue nécessaire, les bataillons Peyer im Hof, Nice et Turin marcheront au Pous où ils se formeront et garderont toutes les avenues. L'artillerie placée au Cucchet et Bergeiron ainsi que le reste des pièces et munitions seront repliées avec les équipages par le vallon de Cairos et suivront tout droit jusqu'aux Formagines supérieures. Le second grenadiers royaux se placera en avant du Fontan, une compagnie au pont rompu, pour couvrir le repliement des magasins qui, au besoin, passeront par le chemin du Pous ; ils formeront l'arrière-garde Le capitaine Pandini avec les milices couvriront la retraite du côté du vallon de Cairos. Les magasins et provisions du Fontan passeront à Raus et Belvédère ; ce qui ne pourra pas être emporté sera détruit. Le marquis de Colli montera au Seriol avec les bataillons Mondovi et Oneille ainsi que des milices. Le second Montferrat passera à Belvédère. Dès que tous les convois seront passés, si l'ennemi menace le Pous et que le second grenadiers royaux se soit retiré, Turin, Nice, Peyer im Hof monteront vers Memel. Le comte de St-Vital disposera pour replier son artillerie vers l'Authion, laissant toutefois deux pièces dans la grande redoute de Marta qu'il tiendra, autant que possible, pour retarder le siège de Saorge. Réduit à la retraite, il mettra hors de service les pièces qu'il ne peut emporter et fera brûler les baracons, tout ce qu'on devra y laisser, et détruire, autant que possible, la grande redoute, surtout le front vers la Beola où il se repliera avec toutes les troupes de la Maglia.

Les troupes emporteront avec elles pour quatre jours de vivres

(1) Dellera à Cravanzana, 10 avril, page 231.

(2) *Dans une relation des faits survenus le 6 avril du côté de Saorge,* jointe à la dépêche de Gherardini du 16 avril, et qui par suite peut être considérée comme officielle, le danger couru par le corps expéditionnaire est encore exprimé plus vivement. « Par la prise de Col Ardente et de Tanarda ils peuvent nous fermer notre route de retraite sur Tende. Il nous resterait ainsi l'alternative de voir obstruer le seul passage dont nous disposerons par le col de Fenestres ; ou de rester prisonniers, ou de nous ouvrir la route l'épée à la main ». Voir page 193.

ainsi que bon nombre de cartouches. L'office donnera l'état des magasins et s'assurera promptement de toutes les ressources que peut fournir la vallée de la Vesubie. Le général ne saurait trop recommander aux troupes de ne jamais oublier que la fermeté et la constance sont indispensables, que leur honneur, leur salut et le bien du service du roi en dépendent. Les commandants de corps et les officiers doivent donner aux soldats l'exemple du calme, du courage et de la patience sans lesquels la confusion ruinerait toutes les mesures. Qu'ils soient assurés que toutes celles qui peuvent assurer nos mouvements sont prises, et qu'en nous soutenant où nous sommes, nous serons bientôt dégagés par les troupes que le général fait venir en grand nombre de Piémont. En tenant dans la position prise, ayant une communication avec le Piémont par Fenestres et Vinadio, nous conserverons au roi des postes très importants et nous acquerrons l'honneur et la gloire d'avoir donné un grand exemple de fermeté. Des souffrances sont inséparables de notre position. Le soldat courageux les brave comme les dangers ; des ordres ultérieurs seront donnés selon les circonstances » (1).

Pour comble de malheur, le porteur du rapport où le comte de St-Michel annonçait sa retraite, répandait inconsidérément l'annonce de l'abandon du col.

Cette nouvelle occasionnait une espèce de panique qui « redonnait en petit l'image de la fameuse émigration de Nice » (2), les officiers de la solde proposèrent même de brûler les magasins de Tende. Dellera prescrivait seulement de préparer cette opération.

Maulandi arrivait à la Brigue à quatre heures. Les deux bataillons de Pignerol, le corps franc et quatre compagnies de chasseurs y étaient réunies. « La troupe était harassée de fatigue..., le découragement, la lassitude, le besoin de repos rendaient impossible une marche de nuit ».

Quant au bataillon de Belgioso, sur lequel on comptait, il prévenait par une dépêche reçue le 8 à quatre heures du soir qu'un ordre de de Vins lui prescrivait d'attendre son second bataillon (3).

Convaincu de l'impossibilité de rien tenter, Maulandi établissait une grand'garde de 60 hommes « sur une hauteur qui commandait le chemin de la Tanarda ». Il proposait pour le lendemain d'y marcher à la tête de cent volontaires choisis, soutenus par les chasseurs et le régiment de Pignerol ; le bataillon d'Asti, le corps franc et les miliciens retourneraient au col.

(1) *Mémoires de Thaon de Revel*, page 191.
(2) Relation des faits d'armes survenus le 6 avril du côté de Saorge, page 192.
(3) Lettre citée par Maulandi ; relation, page 140.

Cette dépêche arrivait à Saorge à minuit ; bien que la gravité de la crise semblât s'augmenter, Dellera y était demeuré de sa personne. Peut-être jugera-t-on que sa place aurait été à la Brigue ; là, en interrogeant les chefs de corps, il se serait facilement rendu compte que toute cette émotion était occasionnée par la vue de quelques sentinelles. Si l'on jugeait le danger assez grand pour préparer la destruction des magasins de Tende, il était du premier devoir d'un général de voir par lui-même et de ne pas s'en rapporter à un simple capitaine. L'obligation était impérieuse pour lui d'user de son influence personnelle surtout pour exiger un dernier et suprême effort, et il devait se dire qu'un capitaine d'état-major, simple subordonné, n'avait pas l'autorité suffisante pour y réussir.

Dellera approuvait le projet d'attaque pour le lendemain. D'Auvare « devait faire une reconnaissance exacte si les Français étaient ou non à la Tanarda ».

Maulandi était invité à prendre toutes les mesures que le bien du service exigeraient ; en même temps on lui expédiait copie des ordres adressés au comte de St-Michel. En cas d'échec à la Tanarda, « lès troupes devaient être postées à droite et à gauche sur les hauteurs qui dominent le confluent de la Levenza avec la Roya pour s'opposer à l'ennemi qui, débouchant de la Tanarda, aurait tenté de couper par là la position de Saorge ».

Le chevalier d'Auvare occupant les hauteurs de Nanan, le comte de St-Michel se serait donc établi au nord de la Levenza.

Le major de Malaussena allait partir « pour réitérer aux troupes l'ordre de reprendre les cols », lorsqu'on apprenait l'arrivée de Colli. Sa destination était changée, il se rendait à Tende porteur d'une lettre où Dellera mettait son chef au courant de la situation telle qu'on la concevait à Saorge, et des ordres donnés.

Des avis reçus annonçaient la perte de la Tanarda, mais ce fait était encore douteux, car une lettre de d'Auvare portait le contraire. Pour le lendemain, 9, cet officier avait ordre « de s'assurer positivement si les Français étaient ou non à la Tanarda » et, dans l'affirmative, d'occuper les hauteurs de Nanan pour couvrir Saorge vers le sud (1).

Heureusement pour les Piémontais le commandement était passé dans des mains fermes.

Le 5 avril, le général Colli avait reçu le commandement du corps établi dans le comté de Nice ; il arrivait le 8 à Tende harassé de fatigue. Aussitôt il prévenait Dellera de sa venue et l'invitait à lui

(1) Dellera à Colli, 9 avril, minuit, page 218.

faire part de l'état des choses ; selon sa réponse il serait à Fontan le 9, avant jour, si la gravité des circonstances y exigeait sa présence immédiate, autrement il s'y rendrait plus tard (1).

Avant d'adopter un parti irréparable, comme de brûler les magasins et de retirer les troupes du comté de Nice, Colli voulut apprécier par lui-même l'état des affaires.

La lettre de Dellera était trop peu explicite pour permettre de prendre des mesures définitives ; les premiers ordres de Colli datés de Tende, à 9 heures du matin, ne contiennent que des indications générales. Il est prescrit au marquis Colli « de faire reconnaître le chemin qui, de St-Martin, conduisait à la Madone de Fenestres et de l'église au col », et à Dellera « de faire parade de sa troupe à la position de Saorge pour en imposer à l'ennemi ».

Toutes les positions : Belvédère, Clanz et Saorge seront défendues à l'extrême. Le restant des chasseurs demeurés à Tende se réunira, à la Brigue, à d'Auvare (2).

Ces premières dispositions prises, jugeant d'après les rapports que le gros des forces françaises menaçait surtout la gauche, et que les autres attaques n'étaient que des démonstrations, Colli se dirigeait vers la Brigue où il entrait assez tard (3). Malgré les ordres donnés d'être prêtes à marcher, les troupes n'y avaient pas encore fait la soupe. « Loin de s'irriter de ce retard », Colli « sans mortifier l'amour-propre » des officiers remontait leur moral ; peu de temps après, la troupe était sous les armes.

Il approuvait le projet de Maulandi, 100 volontaires fournis par le corps franc et les milices marcheraient à la Tanarda. Ce poste occupé, « il serait défendu jusqu'à l'extrémité », mais le bataillon de Pignerol demeurerait à la Brigue prêt à le soutenir (4).

Le 2e bataillon d'Asti s'établirait à col Ardente, de là, il pousserait en avant des patrouilles sur Buggio et Triora et sur la gauche vers Ponte di Nava (5) ; le 1er bataillon de chasseurs occuperait les granges du vallon de Fraisso et se tiendrait prêt à appuyer le bataillon de col Ardente (6). Toutes ces troupes seraient pourvues de quatre jours de vivres. Bien qu'ayant voyagé depuis trois jours

(1) Colli à Dellera, 8 avril, page 210.
(2) Colli à Dellera, 9 avril, 9 heures du matin, page 216 et Colli à Dellera, page 216.
(3) M. de Malaussena dit 7 heures ; il y a erreur puisque nous avons un ordre de Tende daté de 9 heures.
(4) Relation de Maulandi, page 141. Colli au comte d'Ison, 9 avril, page 217.
(5) Colli au 2e bataillon d'Asti, 9 avril, page 217.
(6) Colli au 1er bataillon de chasseurs, page 217.

par les chemins les plus affreux, sans avoir pris de repos, Colli se rendait à Col Ardente ; il y fixait par lui-même l'établissement des troupes, marquait les postes à garder et ceux à fortifier ; puis il retournait à la Brigue, il y entrait vers 9 heures du soir.

Maulandi avait le projet de marcher dès le matin avec cent hommes tirés du corps franc, des régiments de Pignerol, d'Asti et de la compagnie de la Brigue sur la Tanarda, mais la distribution de l'eau-de-vie et des munitions le retardait jusqu'à 9 heures 1/2. Le comte d'Ison s'avançait en arrière avec le corps franc.

Les troupes étaient divisées en trois colonnes conduites par des sous-officiers tirés des milices de la Brigue. A droite le capitaine des milices de la Brigue qui, la veille, avait fourni des renseignements sur la Tanarda avait ordre de s'emparer de la pointe de Grai située sur la gauche de ce mont, et de fondre d'en haut sur l'ennemi.

Une autre colonne tournerait à gauche le baracon pour couper la retraite aux Français, tandis que Maulandi attaquerait de front.

« La journée était des plus affreuses ; une tourmente des plus fortes, un brouillard des plus épais empêchèrent d'arriver avant 2 heures » ; les troupes eurent pour instruction de ne pas s'amuser à tirer, de marcher à l'arme blanche en poussant de grands cris ; le signal serait donné par deux coups de feu tirés sur la sentinelle avancée. Le brouillard ayant caché l'approche de la troupe ennemie à la sentinelle française, elle était tuée. La grand'garde, forte de soixante hommes, surprise, était tuée ou dispersée ; elle perdait 15 à 16 prisonniers

Le corps franc avait suivi de très près ; l'opération à peine terminée, « on le vit paraître sur le col et il s'étendit sur la gauche jusqu'à la pointe de Grai faisant face à la descente de Tanarda ».

Maulandi envoyait alors le chevalier de Laluggia au baracon pour y rallier les volontaires éparpillés à la poursuite des fuyards, puis il rendait compte de son succès à Colli : « Je suis, lui écrivait-il, sur la cime de Grai qui défend et met hors d'insulte cette position ». En même temps il lui demandait « de lui envoyer beaucoup de paysans et de milices fraîches pour soutenir ce poste important » (1).

Malheureusement la conduite tenue par le comte d'Ison allait rendre inutile cette tentative. Au capitaine Maulandi qui était allé le trouver, le commandant du corps franc répondait « que la tourmente était si forte qu'il n'était pas possible de bivouaquer dans ce poste pendant la nuit sans s'exposer à quelque scandale de la part

(1) Maulandi à Colli, Tanarda, *Relation*, 9 avril, 157.

des soldats ». Maulandi lui rappelait les ordres formels qu'il avait reçus ; il lui objectait que les précautions étaient prises pour procurer du bois aux soldats, qu'à cet effet il avait amené avec lui quinze paysans de la Brigue destinés à en couper « afin qu'on pût faire beaucoup de feux pour en imposer à l'ennemi pendant la nuit ». Dans le but de retenir les hommes, il offrait trois livres à ceux qui consentiraient à rester, et il priait « le major d'Ison d'y laisser [à la Tanarda] un officier avec un détachement de son corps pour y contenir et garder le poste et deux nombreuses compagnies de milices de Dolceacqua qui ne faisaient que d'arriver ». Le comte d'Ison le lui ayant promis, Maulandi retournait à la Brigue faire son rapport au général Colli.

D'après sa relation, ayant rencontré en chemin le régiment de Pignerol et le corps franc, il les plaçait sur les hauteurs de la Praya avec mission pour ce dernier de pousser de fréquentes patrouilles sur les hauteurs de Linaires.

Subitement il voyait revenir toutes les troupes qui avaient pris part à l'expédition, et les soldats lui annonçaient que « Tanarda avait été entièrement évacué et que même les Français, sans coup férir, s'y étaient établis ».

Maulandi aurait été d'avis de renouveler l'attaque le lendemain ; Colli s'y refusait, « la troupe ayant besoin de repos ». Il chargeait le capitaine « d'aller faire le 10 les postes à Col Ardente et prendre des nouvelles de la position du général d'Argenteau au Pont de Nava » (1).

Les extraits que nous possédons de la correspondance de Dellera pour la journée du 9 sont très vagues, toutefois ils n'indiquent certainement pas que la droite fut menacée sérieusement ; le major Colli, gardant le Siruol (2), un mouvement offensif de notre part effectué dans cette direction et tournant la droite piémontaise ne lui aurait pas échappé.

La perte de la Tanarda était évidemment un événement très malheureux ; mais dans les circonstances actuelles il convenait de ne pas montrer la moindre hésitation, et Colli faisait preuve de cette assurance qu'il réclamait chez les autres. Afin de ranimer la confiance il témoignait la plus grande satisfaction des résultats obtenus dans la journée. Ecrivant à 9 heures du soir à Dellera il lui marquait que l'attaque de la Tanarda avait été très bien exécutée. Trois

(1) Relation de Maulandi, pages 141-143.
(2) Dellera à Colli, rapports du 9, page 218.

bataillons campaient à la Praya, et si l'ennemi revenait à la charge « il serait bien reçu ».

En rendant compte au roi il ne lui cachait pas la gravité du péril auquel on avait échappé ; si l'ennemi n'avait été arrêté à la Tanarda, « il lui aurait été facile de partir pour se rendre maître du village de la Brigue et couper ainsi à l'armée sarde toute communication avec Tende et s'emparer de l'artillerie et de ses magasins ». Il s'attendait à ce que les Français renouvelassent leurs attaques, mais il comptait les repousser, surtout si les renforts lui arrivaient (1).

Avant d'être fixé sur les événements de la gauche, il évitait de s'engager sur la droite ; il recommandait de rester dans cette partie sur la défensive, et il faisait écrire au marquis Colli, de crainte qu'il ne poussât ses avantages, « de s'en tenir à de fortes patrouilles sur le Siruol » jusqu'à ce qu'il eût reçu des renforts.

D'Auvare maintiendrait sa position en avant de Saorge, et dès son arrivée le régiment de Belgioso irait le soutenir (2).

La première intention de Colli était de se rendre le 10 à Saorge ; les renseignements parvenus dans la nuit du 9 au 10 la modifièrent et le déterminèrent à aller reconnaître d'abord la situation de sa gauche.

Là était pour lui le véritable péril, et il importait au plus haut degré de s'assurer si les Français continuaient leur mouvement en avant.

Pour sa droite il devait être sans inquiétude, puisque dans la matinée du 10, il appelait le général Dellera à Tende où il comptait être rendu à 6 heures du soir (3).

Cet ordre de quitter son poste en présence de l'ennemi surprenait le général Dellera ; nous ne possédons malheureusement pas les rapports qu'il transmettait le 10 à Colli ; il semble toutefois que partout on signalait des forces françaises à proximité ; ce n'était donc pas le moment de laisser Saorge sans commandant supérieur, aussi demandait-il s'il n'y avait pas erreur.

Au comte Vital, commandant à Marta, Dellera ordonnait de ne

(1) Gherardini à Thugut, 12 avril, page 239. Très vraisemblablement on lui avait communiqué le rapport de Colli dont il est question dans la lettre de de Vins du 11 avril, p. 234 Remarquons en outre que dans tous ses rapports, Colli parle de la reprise de la Tanarda, ce qui était inexact. Dellera expose la situation d'une façon plus juste en écrivant. « Trois bataillons occupent à présent une position qui garantit la Tanarda et la met hors d'insulte ». Dellera, 10 avril, page 232.

(2) Colli à Dellera, 9 avril, page 216.

(3) Colli à Dellera, 10 avril, page 230.

pas permettre à l'ennemi de s'établir au Colombier ; « et de disposer pour l'en chasser le canon de la Croix de Gan de manière à battre sans être vu par les gros canons de l'ennemi ».

Le cas de l'Authion étant « pressant », le chevalier de Casanova établirait à proximité et sur la ligne de retraite à l'Ortiguière et à St-Veran les troupes qui ne pourraient trouver place à l'Authion dans les baracons et dans les tentes (1).

Dans la journée nous nous retirions de nous-mêmes par suite du mauvais temps, et le 11 Dellera rendait compte que nous avions été chassés du Pigeonnier (2) et de la Giandola.

Le 10, Colli exécutait une nouvelle reconnaissance ; les hauteurs de la Praya lui parurent former une bonne position pour arrêter les Français, s'ils se dirigeaient sur la Brigue en débouchant de la Tanarda ; il y établissait le régiment de Pignerol ; le corps franc prenait position au plan de Linaire qu'il devait retrancher ; la compagnie de chasseurs de Pignerol assurait la communication entre ces deux corps.

Grâce à l'empêchement que le mauvais temps mettait à nos attaques, Colli obtenait toute facilité pour établir les renforts qui lui arrivaient.

Le 10, le 1er bataillon de Belgioso entrait à Tende ; au lieu de venir à Saorge, ce régiment recevait une nouvelle direction, il était dirigé sur Col Ardente où il arrivait le 11.

Le bataillon de garnison autrichien étant annoncé pour le 11 à Tende, Colli le destinait à Dellera ; en attendant il lui prescrivait le 10 de renforcer le major d'Auvare par un détachement de cinquante hommes tirés des régiments de Nice et d'Oneille, ce qui élevait sa force à 250 hommes (3). Celui-ci ayant indiqué qu'il serait avantageux d'occuper la baisse de Ciai, Colli y consentait le 11 ; il se proposait même de le porter en avant, et à cet effet il ordonnait de lui envoyer une centurie de Nice (4).

Dellera avait l'intention de placer le bataillon de garnison à Marta. Colli refusait de mettre en première ligne ces vieux soldats qui y auraient été trop fatigués ; il le cantonnait le 12 à Saorge ; le même jour le bataillon de Turin partirait à 8 heures relever à Marta le 1er bataillon de grenadiers royaux. Ce régiment irait alors à la Brigue où il recevrait de nouveaux ordres (5).

(1) Dellera à Colli, 10 avril, page 230.
(2) Dellera à Colli, 11 avril. Analyse des rapports piémontais (A B 75).
(3) Colli à Dellera, 11 avril, page 234.
(4) Dellera à Colli, 11 avril, analyse (AB 75).
(5) Colli à Dellera, 11 avril, page 235.

Le 12, le général Dellera exécutait ces ordres de mouvement, mais pour des motifs qui nous échappent, jugeant le bataillon de Turin trop faible, il aurait voulu porter également à Marta le 2e de grenadiers royaux (1).

Le major d'Auvare, n'ayant pas assez de place pour les renforts qui l'avaient rejoint, perdait le 13 la compagnie des chasseurs royaux ; quatre-vingts hommes du bataillon de garnison les remplaçaient, le reste se tenait prêt à l'appuyer.

Le même jour, un bataillon de Nice se rendait de Tende à la Brigue (2).

Bien que l'on ne fût pas exactement renseigné sur nos mouvements, « on avait appris des bergers de la Brigue qui fuyaient de la rivière à l'approche des Français, qu'ils étaient au moulin de Triora et s'avançaient sur la principauté d'Oneille » (3). Dès lors, on n'avait plus à redouter une attaque immédiate ; la situation s'était donc sensiblement améliorée pour les Piémontais ; les craintes qui avaient envahi un instant les esprits s'étaient calmées et, autant que l'on en peut juger par une réponse de de Vins à Colli, celui-ci ne témoignait plus d'inquiétude (4).

Revel dans une lettre où il demandait à quitter l'armée déclarait « que les choses étaient raffermies » (5) ; et Dellera reconnaissait qu'après la reprise de Col Ardente l'on « pouvait être tranquille » (6).

« Les neiges qui, du côté de la Brigue, s'étendaient encore à cette époque de l'année jusqu'à mi-pente de la montagne », offraient un obstacle sérieux qui augmentait pour l'instant la valeur de la ligne de défense ennemie ; toutefois M. de Malaussena lui a prêté trop d'importance en lui attribuant le motif de notre défensive sur ce point. A la vérité, les neiges avaient été cause de la non-occupation de Col Ardente, mais il n'était pas exact d'écrire : « L'ennemi n'osa d'abord franchir cet obstacle pour s'emparer des hauteurs qui commandent la Brigue ».

Il résulte de notre exposé que, bien loin d'être en état de passer à

(1) Dellera, analyse des rapports piémontais, 12 avril, page 238. Observons que, d'après Malaussena (page 19) les deux bataillons des grenadiers royaux sont le 13, à col Ardente, ce qui est confirmé par le rapport de Bellegarde (page 244). L'ordre de Dellera concernant le 2e bataillon n'a donc pu être exécuté.

(2) Colli à Dellera, 13 avril, page 243.

(3) Malaussena, *Journal historique*, page 17.

(4) De Vins à Colli, 11 avril, page 234.

(5) Revel, 9 avril, page 217.

(6) Dellera à Cravanzana, 10 avril, p. 232

l'offensive, les forces demeurées à Mont Giove et à la Tanarda étaient à la merci d'une attaque un peu vigoureuse (1).

Dans la journée du 10, Maulandi arrivait à col Ardente; « un brouillard très épais empêchant de voir la position en grand », l'établissement définitif des divers postes était remis au lendemain. Le 11, il était réglé de la manière suivante : le 2e bataillon de Belgioso au col même ; à sa droite, sur la cime del Bosco, une soixantaine d'hommes du 1er chasseurs ayant en arrière le reste du bataillon « sur le penchant vers le col » de manière à pouvoir prendre de flanc une troupe qui y marcherait (2).

A sa gauche, le bataillon d'Asti avait une centurie appuyée au Saccarella, une centurie au chalet de Visaniglia, une autre à Rocca Barbona; cette dernière devait pousser une garde avancée sur une hauteur « dominant le chemin de Triora et la vallée de ce nom » ; très vraisemblablement le Pellegrino.

En cas d'attaque, les chasseurs se porteraient au centre, Belgioso s'appuierait à la Saccarella ; quant à la centurie du chalet de Visaniglia,« elle résisterait au bord du chemin et s'élèverait en proportion des mouvements de l'ennemi à sa gauche mais elle tiendrait ferme à la crête qui se joint par un chemin à la Saccarella ». Maulandi estimait très justement que c'était là une position capitale, car une fois cette crête perdue, on pouvait battre facilement le col. Après avoir reconnu la position, Maulandi jugeait que les forces, destinées à assurer cette défense, dispersées du Tanarello au plan de Linaire étaient insuffisantes si on les attaquait à la fois de Tanardo, Rialdo, Triora; actuellement elles étaient déjà très menacées; les renseignements reçus portaient que les Français étaient à Triora depuis le 8 et que la vallée d'Oneille était envahie ; toutefois la baisse de Mezzaluna était encore gardée par un bataillon de la légion ; plus tard ces premiers avis étaient précisés ; il y aurait eu deux postes avancés français au-dessus de Triora et un camp au hameau de San Carlo (3).

Maulandi gagnait ensuite Rocca Barbona et remontait jusqu'à la Saccarella ; toute cette partie étant couverte de deux toises de neige, il était impossible à un corps important d'y passer, et de venir tourner col Ardente par le col de Tanarello ; cependant ayant rencontré dans sa course un paysan sur ce point, il conseillait au comte de Saint-Michel de porter tous les matins une grosse patrouille sur la

(1) Voir page CCXV.
(2) Maulandi à Colli, 10 avril. *Relation de Maulandi*, page 158.
(3) Maulandi à Colli, 11 avril. *Relation de Maulandi*, page 143.

Saccarella et une autre vers Triora. Ces précautions paraissaient d'autant plus nécessaires que les progrès des Français continuaient : la vallée d'Oneille était tombée en leur pouvoir, la baisse de Mezzaluna avait été abandonnée par les Piémontais, Carpasio était pillé, Rezzo pris (1).

Dans les circonstances actuelles, il semblait que le conseil de Maulandi d'occuper la Saccarella présentait de nombreux avantages, mais d'autre part les forces de col Ardente étaient bien faibles, et il n'y avait aucun motif de ne pas s'étendre encore davantage sur la droite si l'on voulait éviter d'être tourné par un prolongement de la ligne. Avant de l'exécuter le comte de Saint-Michel demandait s'il convenait de tenir en permanence la cime de Saccarella ou d'envoyer seulement des patrouilles sur ce mont (2).

Au moment où ces rapports parvenaient à Colli, il avait déjà reçu une dépêche du général de Vins contenant le rapport où le colonel Leotardi avertissait du mouvement de 18.000 Français sur Oneille (3) ; en le lui transmettant, il le laissait maître d'adopter les mesures qu'il jugerait nécessaires (4).

Autant que l'on en peut juger par les fragments de sa correspondance, de Vins avait complètement méconnu la gravité du danger qui menaçait l'armée piémontaise. Le 10, il se plaint seulement de certains abus qui s'étaient glissés dans l'emploi des mulets (5).

Le 11, il fait connaître à Colli le mouvement du général Argenteau avec trois bataillons sur Ormea où se trouvaient déjà trois bataillons piémontais ; ces forces lui semblent suffisantes pour occuper Ponte di Nava, objectif présumé contre lequel le corps français va se diriger. Avec ces faibles moyens, il croit « la communication bien établie et l'on pourra même se découvrir d'un côté à l'autre » ; pour assurer la liaison il conseille à Colli d'occuper Lupega (6).

Le billet expédié le 11 par Maulandi (7) ne fournissait encore aucune donnée certaine sur le nombre et les mouvements de l'ennemi ; mais à en juger par le peu d'activité montrée sur la

(1) Maulandi à Colli, *Relation*, page 158, 11 avril.
(2) Analyse des rapports piémontais, 12 avril, page 238.
(3) Leotardi à de Vins, page 211, 8 avril.
(4) De Vins à Colli, 9 avril. J'ai l'honneur de vous adresser copie d'une lettre que je viens de recevoir de M. le lieutenant-colonel Leotardi. Vous verrez par là la situation des ennemis et pourrez prendre les mesures que vous jugerez convenables.
(5) De Vins à Colli, 10 avril, page 230.
(6) De Vins à Colli, 11 avril, page 234.
(7) Maulandi, col Ardente, 11 avril, *Relation*, page 143.

ligne des avant-postes, il était évident que les Français ne songeaient pas à marcher immédiatement sur Saorge.

Colli était dans une incertitude complète sur la force et l'emplacement du corps piémontais placé à sa gauche. Le 12, avant d'être en possession de la dépêche du généralissime en date du 11, il écrit à Dellera : « J'ignore si Leotardi poussé par l'ennemi s'y est replié (à Ponte di Nava) et si ce poste très important est occupé par les troupes qu'on y aura, j'espère, envoyées du Piémont » (1).

Dans le but de se procurer des informations sur l'état de choses à sa gauche, de mieux lier ses opérations avec d'Argenteau, Colli lui expédiait le 12 le major de Malaussena (2). Il l'avertissait « qu'il y aurait dans cette journée au col Ardente : le régiment de Belgioso, celui des grenadiers royaux, un bataillon d'Asti et six compagnies de chasseurs », et l'engageait à rapprocher ses troupes de ce point afin que l'ennemi ne pénétrât point dans l'espace qui les séparait.

M. de Malaussena proposait en outre à d'Argenteau de coopérer à un mouvement offensif sur Pizzo ; nous ignorons la part réservée au corps de Nava dans ce projet. En attendant la réponse, dans le double but d'inquiéter nos avant-postes et de se procurer des renseignements sur nos forces, « pour découvrir si l'on ne pourrait tenter quelques opérations pour traverser nos desseins », Colli ordonnait d'alarmer toute notre ligne par des partis poussés du Maurigon, de Belvedère et de Saorge (3).

Le 14 avait lieu l'escarmouche du Barbon (4); au bruit de la fusillade Colli était venu au col Ardente ; il ordonnait de faire quelques bouts de retranchement sur la gauche de Rocca Barbona ; « mais, observant que la sûreté du poste dépendait de la difficulté que les neiges mettaient à pratiquer les hauteurs supérieures, il ordonnait à Bellegarde d'être attentif pour le soutenir et d'envoyer tous les matins de bonne heure un détachement sur la cime de la Saccarella à portée de découvrir et prévenir les mouvements que l'ennemi pourrait faire pour en prendre les derrières ».

Toutefois Colli n'avait pu exécuter la partie de l'ordre de de Vins qui lui prescrivait d'occuper Lupega, poste de liaison entre son corps et celui de d'Argenteau, car « les neiges, ne permettant pas aux mulets de passer les cols, formaient un obstacle insurmontable pour le moment pour faire subsister par Tende et la Brigue des troupes en nombre ».

(1) Colli à Dellera, 12 avril, page 238.
(2) Malaussena, *Journal historique*, page 17.
(3) Colli à Dellera, 12 avril, page 238, et 13 avril, page 243.
(4) Voir page CCXVI.

D'ailleurs ce poste ne couvrait pas le rameau au nord de col Ardente, et M. de Malaussena observe que pour remplir ce but il fallait occuper Ciaggia par un corps important ; toutefois « les mêmes difficultés se rencontraient pour l'approvisionner; on aurait pu, en réparant les chemins, ravitailler Lupega par Ormea, mais Ciaggia ne pouvait l'être qu'en s'assurant des hauteurs de la droite du Tanaro qui exigent une armée » (1). Colli était donc réduit à faire observer Lupega par des miliciens ; afin de leur procurer un soutien, le 1er bataillon de Nice venait le 14 à la Ciaggia.

Le col Ardente, d'après ce que l'on connaissait de la direction suivie par les Français, acquérait une importance majeure, puisque sa perte coupait en deux la ligne piémontaise ; d'autre part ce col enlevé, les Français n'éprouvaient aucune difficulté pour se rabattre sur leur gauche et prendre à revers tout le corps du général Colli. Pour s'opposer à cette manœuvre, il adoptait le parti de concentrer un gros corps dans ses environs. Cette disposition lui assurait un point qui « offrait l'avantage de pouvoir agir sur l'ennemi, de brider la Tanarda et d'appuyer l'armée du comte d'Argenteau » (2), ce à quoi le général en chef semblait tenir particulièrement.

Successivement, Colli concentrait à col Ardente toutes les troupes disponibles, ainsi qu'il l'avait annoncé à d'Argenteau.

Le 13, le régiment de grenadiers royaux se rendait à col Ardente ; il s'établissait à gauche du col, une centurie d'Asti étant en avant (3) ; le 14, sa compagnie de chasseurs le rejoignait; le même jour une compagnie de pionniers y venait de l'Authion (4).

Le 2e bataillon de Tortone arrivé le 11, prenait à la Praya le poste de la compagnie de chasseurs de Pignerol ; celle-ci se plaçait à la droite de son régiment.

Le 14, le régiment des gardes entrait à Tende ; le 15 il recevait ordre de se rendre à col Ardente (6) et de camper à la droite du camp.

Le même jour, la compagnie Pian quittait Tende et relevait le détachement autrichien qui occupait les hauteurs de Nanan ; dès lors ce poste, composé de 100 chasseurs du 1er bataillon et d'une centurie de Nice ne reçut plus de changement (7).

(1) Malaussena, *Journal historique*, page 18.
(2) Malaussena, *Journal historique*, page 18.
(3) Colli à Dellera, 11 avril, page 235 et analyse des rapports piémontais, 13 avril. Bellegarde, page 244.
(4) Analyse des rapports piémontais, 14 avril. Dellera, page 250.
(5) Colli à Dellora, 11 avril, p. 234.
(6) Colli à Musson, 15 avril, page 262.
(7) Colli à Pian, 15 avril, page 263.

Le 15, le régiment de Piémont arrivait à Tende. Le 17 il passait à col Ardente ; une compagnie allait soutenir à la Ciaggia le bataillon de Nice (1).

Ces renforts successifs avaient donc constitué à col Ardente un rassemblement de neuf bataillons, ayant comme avant-poste un détachement à Rocca Barbona; séparé du gros par deux kilomètres, celui-ci était très exposé, aussi Colli ordonnait-il le 15 au major de Malaussena, chargé de placer le régiment des gardes, de rendre praticables le plus possible « les mauvais passages qui se rencontrent entre Barbona et le camp » (2).

Enfin pour compléter cette défense, assurer la droite de col Ardente et se procurer un point d'appui au centre de la ligne, il envoyait Maulandi reconnaître le plateau de Fels et y tracer un chemin.

Dès le 15, 90 travailleurs étaient employés à cet ouvrage sur la hauteur de Fels que Maulandi considérait comme offrant de très grands avantages. « Elle présentait un front de trente pas sur cent et plus de profondeur ; le glacis uni que présentait sa pente était très favorable au plus grand effet de la mousqueterie et de l'artillerie » (3).

Malheureusement les outils manquaient pour pousser ce travail, bien que Malaussena en eût réclamé dès le 15 ; néanmoins le 17 au soir, malgré la grande quantité de neiges qui avait ralenti le tracé du chemin, celui-ci était frayé pour les piétons.

A cinq heures et demie du soir Maulandi en rendait compte à Colli, et il pressait pour qu'on se hâtât. « Je serais d'avis de mettre dans la construction de cet ouvrage la plus grande promptitude possible, afin qu'il fût hors d'insulte, avant que l'ennemi ait formé le dessein de l'emporter ».

Pour le lendemain, il projetait d'employer le plus grand nombre de travailleurs possible, tandis que le corps franc marcherait au bois inférieur pour soutenir les travailleurs en cas d'attaque. Le meilleur profil à adopter pour l'ouvrage consistait à suivre les pentes de la hauteur, il contiendrait trois cents hommes et deux pièces. Ce poste étant de la plus haute importance, Maulandi insistait sur la nécessité de ne pas le confier à un corps de nouvelles levées, et il proposait de faire camper le corps franc en avant de manière à le protéger (4).

Sur la rive droite de la Roya, le mauvais temps empêchait jus-

(1) Colli à Pampara, 17 avril, page 269.
(2) Colli à Malaussena, 15 avril, page 263.
(3) Maulandi à Colli, 16 avril, *Relation*, page 161.
(4) Maulandi à Colli, 17 avril, 5 heures 1/2 du soir, *Relation*, page 161.

qu'au 13 de donner suite à l'ordre d'alarmer nos avant-postes; mais à partir de ce moment, Dellera déploie beaucoup d'activité et les escarmouches deviennent journalières sur tout le front. De l'Authion, on s'était aperçu de la retraite des postes français de la Carmette sur Luceram et Beolet (1); les Piémontais résolurent d'en profiter pour détruire les retranchements élevés par nous au Ventabren « où l'on croyait peu ou point de monde (2) ». Toutefois l'exécution de ce projet était différé, puisque le 13 nous réoccupions ce mont.

Vers la Giandola, une cinquantaine d'hommes venaient escarmoucher avec nos avant-postes du Colombier ; « ils le trouvaient ouvert, retranchements et tout abattu » ; la fusillade était très vive ; au bout d'une heure, pris de flanc par Comagna, l'ennemi se repliait ; il perdait un tué et quatre blessés dont deux restaient prisonniers (3).

Dans la vallée de la Vésubie, le marquis de Colli ayant eu avis « que les troupes du Var avaient filé à Entrevaux et étaient remplacées par d'autres », prescrivait de diriger de nombreuses patrouilles afin de s'assurer de la vérité de ce renseignement (4).

Le 14, le comte Vital faisait attaquer deux grand'gardes françaises postées dans les oliviers au-dessus du Colombier ; un détachement de 30 hommes venu de la Croix de Gan, ainsi que la compagnie d'Oneille placée à Lantorasca et les miliciens de cet endroit prenaient part à cette affaire qui s'engageait à 3 ou 4 heures du matin et durait trois heures. On escarmouchait également à l'Agnon et au Ventabren.

Le total de nos pertes s'élève dans cette journée à sept hommes et un officier, dont deux hommes et l'officier à la Giandola. D'après le rapport de Dumerbion, quelques Piémontais avaient été faits prisonniers devant ce dernier poste (5). Au contraire Dellera prétend nous avoir enlevé douze prisonniers (6).

Dans la vallée de la Vésubie, les patrouilles du marquis de Colli se mettent en mouvement dans la nuit et vont reconnaître Utelle, le Figaret et Saint-Anne ; elles rendent compte que notre force n'a pas varié et qu'une attaque de notre part était imminente (7).

(1) Casanova, 13 avril, p. 244.
(2) Rapport de Vital, 13 avril, page 244.
(3) Renseignements fournis par Macquard, page 351. Rapport d'une reconnaissance au Colombier (A B. 83).
(4) Colli, 13 avril, p. 244.
(5) Rapport de Vital, 14 avril, page 250. — Renseignements fournis par Macquard, page 351. — Dumerbion au comité, 15 avril, page 252.
(6) Dellera à Cravanzana, 14 avril, page 250.
(7) Colli, 14 avril, page 250.

Ces diverses escarmouches où Dellera soutenait avoir toujours obtenu le succès, avaient redonné de la confiance à ses troupes. Sur la rive gauche de la Roya, il croyait avoir peu de monde en face de lui : « on me dit, écrivait-il, que les Français ont presque entièrement abandonné le Gio et sont passés du côté des moulins de Triora ». Afin de s'en assurer, il comptait envoyer le lendemain des miliciens dans cette direction pour enlever les « postes qui s'y trouvaient encore » (1) Des motifs qui nous échappent faisaient retarder cette reconnaissance.

Le 15, trois ou quatre cents hommes descendent de Marta et se portent sur la Giandola appuyés par le canon de la Croix de Gan ; nos avant-postes laissent l'ennemi s'approcher. Pendant la nuit, nous avions placé à ce poste une pièce de 4 ; elle a ordre d'ouvrir le feu à portée de mitraille ; brusquement démasquée, elle tue quatre hommes et en blesse quinze aux Piémontais qui se replient (2), perdant en tout dix tués et un grand nombre de blessés. Le Maurigon était également visité (3).

Les rapports de l'Authion nous manquent et nous ignorons ce qui s'y était passé ; mais, d'après le contenu d'un ordre de Colli, il est évident que M. de Casanova, commandant sur ce point, redoutait une attaque et qu'il ne se sentait pas en force. « Vous n'avez qu'à faire renforcer le poste de l'Authion par les troupes qui doivent être à Cairos, et, s'il n'y en a pas, faites en passer de Saorge » répond Colli à Dellera le 16 à minuit et demi. Dès le signal de l'attaque, on dirigera de la Beola et de Marta sur l'Authion toutes les troupes dont on pourra dégarnir ces postes sans les risquer ; les troupes de Saint-Véran et de l'Ortiguière s'y rendront « avec célérité ». Sur le Ventabren on placera un détachement de troupes de ligne avec du canon ; le capitaine Cauvin avec ses milices s'établira en avant. De tous les postes, Colli se promet la plus vigoureuse résistance (4). Cet ordre était en partie inexécutable ; comme l'observait Dellera le 17, il ne restait plus à Saorge que le bataillon de garnison réuni en entier, la compagnie Pian ayant relevé le 16 le détachement qu'il fournissait à Nanan ; et au Cucchet le bataillon de Peyer im Hof était à peine suffisant pour tenir « les postes avancés ». Ces deux bataillons composaient les seules troupes à sa disposition (5).

(1) Colli, 14 avril, page 250.
(2) Rapport de Colli, 14 avril, p. 250. — Dumerbion au comité, 16 avril, page 255.
(3) Rapport de Vital, 15 avril, page 264.
(4) Colli à Dellera, 16 avril, 1 heure 1/2 après minuit, page 262.
(5) Dellera (Analyse), 17 avril, page 271.

Le 16, Dellera faisait vraisemblablement reconnaître les hauteurs de Gio. On lui rendait compte que « l'ennemi s'y trouvait en petit nombre » (1). Cette découverte piémontaise était très probablement la cause d'une petite attaque de notre part exécutée le 17 dans la campagne de Saorge ; l'ennemi avait deux tués et un blessé ; nous deux blessés. « On reconnaissait 600 hommes presque tous barbets soutenus par deux batteries de cinq pièces et deux obusiers » (2).

Conformément aux ordres de Colli de harceler toute notre ligne le 17, les Piémontais attaquaient de nouveau vers la Giandola ; l'affaire durait deux heures ; ils avaient deux tués, deux blessés et deux prisonniers ; nous n'accusions aucune perte (3).

A l'extrême droite, le marquis Colli attaquait sérieusement le Figaret. « Il rencontrait près de 2.000 hommes, et partout il trouvait que l'ennemi ne s'était point dégarni tant dans la vallée de la Vésubie que sur le Var et la Tinée où il paraissait même augmenté » (4). Alarmé par tous ces avis, Dellera adressait certainement une demande de renforts à Colli.

Ces diverses escarmouches témoignaient que nous étions sur nos gardes à l'ouest de la Roya. D'ailleurs il ne pouvait être dans l'intention du général Colli de rien tenter sur sa droite alors qu'un corps de 20.000 Français manœuvraient pour le tourner sur sa gauche, et qu'on lui signalait « des troupes françaises exécutant des mouvements entre le Tanarello et Lupéga » (5).

Le 17, à deux heures de l'après-midi, il refusait de renforcer l'Authion, et il renouvelait l'ordre d'alarmer toute la ligne pour dégager sa gauche, objet constant de ses préoccupations (6).

Pour obéir à l'ordre du 17, le chevalier de Casanova tentait le 18 de s'établir sur le Ventabren. Une centurie du 2e bataillon de Montferrat l'attaquait de face, tandis que les milices de Sospello et celles de Cauvin devaient l'assaillir de flanc, une fausse attaque était également dirigée sur la Giandola.

(1) Dellera à Cravanzana, 17 avril, page 271. Dellera ne dit pas positivement que cette reconnaissance ait eu lieu le 16, mais on peut le conclure de cette phrase de sa dépêche : « J'ai ordonné de reconnaître la force de l'ennemi sur la colline de Gio et vers Pigna ».

(2) Dumerbion au comité, 18 avril, page 271.

(3) Malaussena, *Journal historique*, page 21.

(4) Colli à Dellera, 17 avril, 2 heures de l'après-midi, page 270. Cet ordre, à notre avis, répond à une demande de secours.

(5) Colli à Dellera, 13 avril, page 243. — Dellera (Analyse), 14 avril, page 250.

Les Piémontais réussirent à se rendre maîtres de nos premiers retranchements et soutinrent pendant une heure le feu, attendant l'apparition des corps portés sur nos derrières. Le poste du Moulinet, renforcé par un bataillon que lui envoyait le général Dallemagne, les arrêtait ; le bataillon de Montferrat isolé était forcé de battre en retraite en désordre. Il accusait une perte de vingt-neuf hommes ; au contraire Dumerbion la portait à vingt et un morts, cinquante blessés et onze prisonniers ; nous n'aurions eu que deux blessés (1). On avait pris quinze sabres, quarante fusils et un tambour.

V

Le général Argenteau avait reçu le commandement des troupes stationnées à la gauche de col Ardente ; les bataillons de Caprara, le corps franc de Giulay, les grenadiers renforçaient les trois bataillons piémontais établis à Ormea. Mais au lieu de garder au moins ces faibles forces concentrées, du moment où l'on était exactement informé de la marche d'une masse de vingt mille hommes, de Vins lui prescrivait de tenir par sa gauche la vallée de la Bormida.

Le général d'Argenteau arrivait le 11 à Ormea, devançant ses troupes. Il n'y trouvait que les deux bataillons de Lombardie, le bataillon de la légion légère venu d'Oneille avec les milices de ce pays.

Le 12, Maulandi le rencontrait au pont de Nava ; sa situation n'était guère plus avantageuse que celle de Colli ; l'effectif de ses troupes s'élevait à 3.500 hommes, et c'était avec ce faible corps qu'il devait défendre toute la vallée du Tanaro, de Lupega à Garessio, et les débouchés des deux Bormida.

Ses forces étaient insuffisantes pour tenir une telle étendue de terrain ; d'autant plus qu'on avait appris le 12 l'occupation de Loano par les Français. Cet avis faisait paraître sa situation comme étant des plus périlleuses ; si l'ennemi débouchait de cette ville, son corps était menacé d'une double attaque ; l'une de front exécutée par le corps débouchant d'Oneille ; l'autre de flanc par une colonne remontant la vallée de la Bormida.

(1) Casanova à Colli, 18 avril, page 281. — Eclaircissements de Macquard, page 352. Dans ce document, le nombre des morts est porté à 30. — Dumerbion, compte rendu, 20 avril, page 292.

Maulandi invitait Argenteau à occuper Tanarello, le général Colli « ne pouvant envoyer des troupes à Lupega ainsi que l'avait écrit le général de Vins » (1). Cette proposition, dans un tel moment, n'avait aucune chance d'être acceptée, Argenteau refusait net et à juste titre, si l'on considère sa faiblesse numérique.

A 3 heures 1/2 de l'après-midi, Maulandi en informait le général Colli ; il le mettait au courant de la situation des affaires de ce côté et des dangers que courait le général d'Argenteau menacé de front et sur sa gauche ; sa droite n'était pas plus assurée ; le chemin de crête menant à Ponte de Nava par le col Saint-Bernard n'était même pas surveillé. Toutefois l'on courait moins de risques de ce côté, et il semblait impossible à une colonne un peu forte de le suivre, puisque sur tout le chemin parcouru « le sol n'était pas assez dur pour y établir des stations de milices pour la correspondance » (2).

Le 12, à 7 heures du soir, Maulandi faisait connaître à Colli les dispositions que d'Argenteau était dans l'intention de prendre. Elles avaient surtout pour but de résister à une attaque venant de Loano et dispersaient les forces en un long cordon sur les deux rives du Tanaro.

Les renseignements concernant les Français portaient qu'une colonne de 18.000 hommes grossie de 4.000 Génois remontait la vallée d'Oneille se dirigeant sur le pont de Nava, et qu'une autre, forte de 9.000 hommes, débouchant de Loano, menaçait la vallée de la Bormida (3). En admettant même que ces renseignements fussent exacts (et il semble bien peu probable qu'à prix d'argent on n'ait pu les contrôler dans un pays où les Piémontais avaient tant de partisans), il n'en est pas moins vrai qu'il convenait de se concentrer pour résister à la plus grosse colonne, sauf à revenir ensuite sur l'autre qui aurait alors été bien menacée.

Nous ne possédons pas les instructions données à Argenteau, mais l'occupation de la vallée de la Bormida a dû lui être impérieusement prescrite par de Vins contre ses intentions.

Son plan consistait à se concentrer sur sa droite, résolution qui avait le grand avantage de le rapprocher de Colli. A cet effet, il écrivait « trois fois au général de Vins pour avoir du renfort et

(1) Argenteau (Analyse), 14 avril, 7 heures du matin, page 249.
(2) Maulandi à Colli, 12 avril, 3 heures 1/2 après midi ; *Relation*, page 159.
(3) Maulandi à Colli, 12 avril, 7 heures 1/2 du soir ; *Relation*, page 160.

pour être dispensé d'occuper les postes de sa gauche » : il obtint « une réponse très vague, et nul ordre ne vint » (1).

Le 13 au soir, Malaussena le rejoignait et lui proposait de combiner avec Colli une tentative sur Rezzo. Il est extraordinaire qu'un pareil projet ait pu exister, surtout en présence de la supériorité des forces françaises et de la dissémination des Piémontais.

Argenteau ne se faisant aucune illusion sur ses propres forces, repoussait absolument tout projet d'offensive et il en montrait aux deux officiers de Colli la complète impossibilité. Toutefois il les avait assurés « de se replier toujours sur sa droite pour se tenir autant que possible près du corps de Colli et pour couvrir Coni » (2).

Le 14, il était décidé à opérer peu à peu sa concentration en abandonnant les postes de sa gauche, bien qu'il n'y eût pas été autorisé ; à son avis, 10.000 hommes auraient été nécessaires pour tenir les postes destinés à défendre le terrain entre Cairo et Bagnasco.

Cette observation était très juste ; dès lors, puisque le 2e bataillon de Mondovi était insuffisant à remplir ce rôle, il aurait été préférable de le rapprocher. Ce bataillon était directement exposé au corps français signalé vers Loano. Son chef, le marquis de Pallavicini, jugeant impossible de couvrir tous les passages menant à Cairo, se bornait à garder les deux principaux en poussant une compagnie à Mallare sur la route directe de Loano et une à Altare ; de ce point, elle surveillait les routes de Vado et de Savone, le reste du bataillon était en arrière au Cairo ; toute sa droite était donc découverte et facile à tourner par Murialdo, Biestro, Plodio.

Le premier objet de d'Argenteau avait été de modifier cette disposition ; le 11 au soir, il était prescrit au bataillon de Mondovi d'occuper Murialdo avec une compagnie. Dans la nuit du 12 au 13, le marquis de Pallavicini recevait, à 2 heures du matin, ordre d'y porter un bataillon et d'en laisser un à Cairo ; le 1er bataillon n'ayant pas encore rejoint, deux compagnies se rendaient seules à Murialdo avec le corps franc de Giulay qui était entré à Cairo le 12 ; les deux autres restaient à Cairo.

Le 13, le marquis de Pallavicini établissait les trois compagnies de son bataillon et deux du corps franc de Giulay à Isola Grande, une compagnie du corps franc était au Rio Freddo (?). Le 14, les

(1) Argenteau (Analyse), 14 avril, 7 heures du matin, page 249.
(2) Maulandi à Colli, 12 avril, 7 heures 1/2 du soir ; *Relation*, page 160.

trois compagnies de Mondovi occupaient les Tovelli où elles se fortifiaient le 15 et le 16 (1).

La position du corps franc et du 2e de Mondovi assurait les derrières de d'Argenteau et couvrait sa retraite sur Ceva. Avec son gros, il prenait le parti de tenir au pont de Nava : « Je ne puis, écrivait-il à Colli, occuper que le défilé et les deux montagnes qui le forment parce que le terrain s'élargit infiniment à ma gauche. Je tâche, tant que je puis, d'assurer ma droite pour couvrir votre flanc gauche » (2).

L'importance que de Vins attachait à se protéger du côté de la Bormida semblait d'autant moins justifiée que les Autrichiens étaient à proximité. A tort ou à raison, les Piémontais, à plusieurs reprises, ont témoigné une grande défiance envers leurs alliés ; elle ne pouvait aller jusqu'au point d'admettre qu'ils laisseraient un corps ennemi les tourner sans s'opposer à ses progrès ou au moins sans les avertir.

Non seulement d'Argenteau refusait d'adopter le projet de Colli, c'est-à-dire de marcher sur Rezzo, mais, le 15 au soir, s'attendant à être attaqué, il l'invitait « à le soutenir en prenant l'ennemi de dos et de flanc » (3).

Il revenait donc au général de Vins de trancher entre les deux généraux ; malheureusement toute unité de direction manquait aux alliés.

Tandis que l'acte décisif de la campagne se préparait, de Vins, malade, restait éloigné des troupes ; il ne savait même s'il pourrait achever la campagne. Réduit à s'en rapporter aux renseignements transmis par les généraux, sa correspondance ne contient le plus souvent que de vagues conseils, des recommandations générales.

Après avoir pris connaissance des lettres de d'Argenteau, il partageait son avis sur l'impossibilité d'une offensive opérée de son côté ; au contraire, il conseillait de tenter un coup de main sur Dolceacqua, même au prix de quelques centaines d'hommes si le succès ne couronnait pas cette tentative (4).

A en juger par la faiblesse des forces françaises laissées à Tanarda et au mont Giove, ce mouvement aurait pu exercer une heureuse influence ; cependant M. de Malaussena blâme de Vins de l'avoir adopté, et il considère comme un bonheur pour les Piémontais qu'il n'ait pas été exécuté pour les raisons suivantes : « Il

(1) *Journal du 2e bataillon de Mondovi*, 190-193.
(2) Argenteau (Analyse), 14 avril, 7 heures du matin, 249.
(3) Argenteau, 15 avril, Ormea, 8 heures du soir.
(4) De Vins à Colli, 14 avril, page 248.

n'est plus possible de sortir de Saorge dès qu'un ennemi est maître des hauteurs de Giove ; quelques centaines d'hommes bien placés sur les deux chemins qui conduisent de Saorge à ces hauteurs suffisent pour repousser le plus nombreux assaillant ; en outre, pour peu que l'ennemi eût été en forces sur le devant de la Tanarda, quand même l'on eût pris ce passage, on n'avait point à disposer dans le comté des troupes suffisantes pour l'attaquer dans les autres points avantageux qu'il pouvait prendre le long de la crête de la montagne qui unit la Tanarda avec Saint-Jean-de-Pra » (1).

Mais alors, si l'on gardait tranquillement ses positions en restant divisé en sept camps, on laissait à l'adversaire la facilité de les attaquer chacun à tour de rôle avec son gros et de les détruire successivement ; c'est ce qui allait en effet se produire.

Le 15, les troupes du général d'Argenteau étaient disposées de la manière suivante :

Frontières de Gênes, devant Cairo, deux cents miliciens ;

A Cairo, deux compagnies de Mondovi ;

A Bardinetto, 60 hommes et miliciens ;

A Mont-Saint-Bernard, un bataillon de la légion légère ;

A Garessio, un bataillon de Caprara ; quatre compagnies en réserve prêtes à être portées ailleurs ;

A Murialdo, trois compagnies de Mondovi ; trois compagnies du corps franc (2).

Au pont de Nava, deux bataillons de Lombardie et deux pièces de bronze dans un retranchement pour en battre les abords ; au mont Ariol, 500 miliciens et la majeure partie de la légion légère ; deux postes de 150 hommes près du mont Ariol occupaient les rochers de Lanzata et de Ferraria (3) ; 50 hommes de la légion légère et le commandant Leotardi gardaient le pont de Cantarana ; ce poste était destiné à s'opposer à la venue du chemin de Monte-Ariol ; les grenadiers Strassoldo défendaient les hauteurs au nord du Tanaro ; 100 hommes de milice occupaient le poste de Fontanion situé sur le contrefort qui court entre le col du Prasso et Colla bassa de Castello (4). On avait bien eu l'intention de fortifier la position, mais on travaillait encore à élever quelques retran-

(1) Malaussena, *Journal historique*, page 21.

(2) Rapport de Maulandi du 12 à 7 heures 1/2 du soir ; *Relation*, page 160 ; on a modifié les emplacements d'après le *Journal du régiment de Mondovi*.

(3) Ces rochers ne doivent pas être ceux indiqués sur la carte, car les deux relations parlent d'un rocher inaccessible à droite de la route et ils sont tous deux marqués à gauche, page 259-260.

(4) La relation 88 fixe sa position en disant qu'il était en tête des vallons de Caprauna et de Cantarana, page 260.

chements sur le rocher de la droite lorsque les Français parurent.

Ce dispositif dispersait 1.500 hommes au maximum, la plupart miliciens, sur un front de plus de quatre kilomètres, et on les jetait en avant, tandis que les véritables troupes régulières se tenaient sur la rive gauche du Tanaro.

Ce mince cordon était destiné à être culbuté, nulle troupe n'était disponible pour lui servir de réserve, et, en le poussant vigoureusement, les Français auraient eu toute facilité pour atteindre les ponts avant que la retraite fût opérée. La gauche était complètement en l'air, l'ingénieur Martowitz en avait senti les inconvénients et pour s'opposer à un mouvement tournant des Français il aurait été d'avis de fortifier le Fontanion. Cette disposition aurait peut-être présenté quelques avantages si l'on avait eu des troupes à y mettre ; ce n'était pas le cas ; il semble donc, puisque l'on avait uniquement pour but de défendre la vallée du Tanaro, qu'il aurait été préférable de se concentrer derrière la rivière.

En outre, le détachement de Murialdo aurait été avantageusement remplacé par des miliciens, son rôle étant uniquement de surveillance ; on aurait ainsi obtenu un renfort d'un bataillon et demi.

CHAPITRE V

I. Conduite de Gênes avec les alliés et avec la France pendant le mois d'avril. — II. Rapports entre le Piémont et l'Autriche.

I

Le 7 avril, on apprenait à Gênes, à n'en pouvoir douter, que l'armée française se préparait à envahir la principauté d'Oneille (1) ; aussitôt le ministre de France, Tilly, avait une conférence avec Ruzza, secrétaire d'état ; nous en ignorons les détails ; le lendemain, afin de dissiper les appréhensions qu'il lui avait manifestées, très vraisemblablement que la France ne songeât à susciter une révolution à Gênes, il lui transmettait la proclamation de Masséna. Quant au passage des troupes françaises à travers l'état de Gênes, il considérait la question comme ne méritant aucune discussion ; n'y avait-il pas le précédent de 1793? Alors les Piémontais avaient, les premiers, violé la neutralité génoise, actuellement les Français suivaient l'exemple ; le gouvernement génois n'avait donc pas le droit de se plaindre. Comme le lui rappelait Tilly : « en tolérant que les Piémontais passassent sur son territoire pour se rendre à Toulon, il n'a pu dans sa justice et son impartialité que donner son assentiment à ce que les Français y passassent aussi quand leur conservation le demanderait » (2).

Il semble bien douteux malgré les rapports de son consul (3) à Nice que le gouvernement génois ait pu ignorer le projet des Français, surtout après la publicité donnée à la proclamation des représentants. Actuellement il s'agissait pour lui de se couvrir du côté des alliés au cas où ils obtiendraient plus tard la supériorité. Le 8 au soir, le secrétaire d'état, Ruzza, témoignait à M. de Girola « le grave déplaisir du gouvernement de voir la

(1) Girola à Thugut, 7 avril.
(2) Tilly à Ruzza, 8 avril, Supplément, page 95.
(3) Voir page CXXXVIII.

neutralité violée par les Français, en admettant même qu'elle ne dût plus l'être désormais par eux », et il l'invitait à une seconde conférence où l'on concerterait les moyens à adopter « pour empêcher les projets ultérieurs et ruineux que les Français s'efforceraient de faire dans cet état ». Très vraisemblablement les mêmes assurances étaient données à M. de Cossila (1). Comme l'observait M. de Girola, il était bien tard pour le consulter. Lors de cet entretien, M. de Ruzza lui avait fait lire une relation de M. de Spinola où l'on s'efforçait d'attribuer à une surprise la non-défense du fort de Vintimille. Le commandant français ayant demandé à M. de Spinola de lui accorder le passage par le territoire de Vintimille, on lui avait répondu « que jamais on ne donnerait pareil consentement ». Les pourparlers avaient été « malicieusement prolongés » de manière à permettre à une colonne de 2.000 hommes de tourner la ville par un endroit moins bien surveillé ; au bout d'un certain temps le général français avait déclaré que « toutes contestations étaient inutiles », la première division étant déjà passée, la seconde allait suivre ; le seul résultat d'une résistance parfaitement inutile eût été de faire massacrer cinq cents hommes. On n'avait donc cédé qu'à la force.

M. de Girola semble avoir cru à la surprise du gouvernement génois. En rendant compte des événements à Thugut, il se portait garant de sa sincérité, « l'indigne conduite » des Français « était certainement bien inattendue pour ce gouvernement, lui mandait-il, à ce point, que quelques-uns de ses membres faisant du zèle venaient de faire publier une gravure... où on loue la loyauté des Français le jour même où ils violaient la neutralité à Vintimille » (2).

Des récriminations dans un pareil moment n'auraient conduit à aucun résultat ; mais les paroles de M. de Ruzza contenaient une partie positive, l'insinuation relative aux mesures à prendre de concert contre les Français. Etait-on sincère à Gênes? L'archiduc, saisissant l'occasion, prescrivait à M. de Girola de s'en assurer, et à cet effet de réclamer la cession temporaire de Gavi ou l'entrée d'une garnison autrichienne à Savone pour couvrir la Lombardie et le territoire de la République (3). Supposer un instant que le gouvernement génois consentirait à une telle mesure lorsque 30.000 Français étaient à ses portes, c'était prendre ses désirs pour une réalité ; et, même s'il avait cédé, l'occupation de Savone n'aurait eu d'autres

(1) D'Hauteville, du 19 avril. Supplément, page 101.
(2) Girola à Thugut, 9 avril, page 225.
(3) Archiduc à l'empereur, 16 avril, Vivenot, *Quellen*, IV, page 91.

résultats pour les Autrichiens que de disséminer le faible corps du général Wallis.

M. d'Hauteville ne se laissait pas amuser par les feintes protestations du gouvernement génois. En examinant toute sa conduite depuis le commencement de la guerre « il me semble, écrivait-il, que l'on peut en conclure infailliblement que l'invasion était connue de la République, qu'elle y avait donné toute sa complicité, qu'aujourd'hui elle essaye de tranquilliser les cours alliées pour donner aux Français le temps d'occuper toute la rivière et de porter la guerre hors de son territoire ; que dans ce but, elle laisse transpirer quelques dispositions à entrer dans la coalition, mais qu'elle est sincèrement portée vers les Français dont elle ne se séparera jamais » (1). Avec un grand sens politique, M. d'Hauteville acceptait cette situation ; provisoirement, il se contentait des explications qu'on lui avait fournies. La République n'avait pas fait acte « d'hostilité positive » ; si l'occasion amenait les troupes royales à pénétrer sur le territoire de la République « elles avaient ordre d'y entrer comme amies et sans commettre aucun acte d'hostilité » (2). M. de Cossila était chargé de remettre cette déclaration (3) ; Gênes affirmant son désir de rester neutre, on réclamerait d'elle de ne remettre aucune de ses places aux Français et « de prendre sans retard toutes les dispositions nécessaires pour les mettre en état de défense ».

Le 16 avril, M. d'Hauteville explique à son agent les motifs véritables de sa conduite. L'intérêt des alliés leur commandant de prévenir les Français dans l'occupation du territoire génois, il convient « d'une part de tenir secrètes les dispositions que l'on prend dans ce but, et d'autre part d'étouffer notre ressentiment contre la République pour que celle-ci n'ait aucune défiance et ne demande pas aux armées françaises d'occuper son territoire le plus promptement possible ». Cette union des Génois et des Français, d'Hauteville veut à tout prix l'éviter ; aussi recommande-t-il à M. de Cossila « d'user de prudence et de circonspection » jusqu'à l'arrivée d'un corps suffisant de troupes impériales (1). En un mot M. d'Hauteville était d'avis de ne rien brusquer. L'événement allait montrer combien il avait vu juste.

Le 12 avril, M. de Girola invitait M. de Ruzza à lui faire connaître le sens qu'il convenait de donner aux ouvertures qu'il lui

(1) D'Hauteville à Cossila, 16 avril. Supplément, 99-100.
(2) D'Hauteville à Cossila, 12 avril. Supplément, pages 96-97.
(3) Cossila à Ruzza, Supplément, page 104.

avait faites touchant l'entente commune; très vraisemblablement, à en juger par la note du secrétaire d'état, il lui demandait également si Gênes défendrait son territoire (1).

La réponse de M. Ruzza était très habile. Il n'y avait rien d'étonnant à ce que son gouvernement eût été surpris, après toutes les assurances positives de la France de respecter sa neutralité ; l'exemple des Piémontais était là pour prouver qu'il n'y avait pas de sa faute ; quoiqu'en guerre avec les Français, et par conséquent obligés de se tenir sur leur garde, il leur avait été impossible de se concentrer et de défendre Oneille et Dolceacqua.

Prenant acte des déclarations françaises, il rappelait que Tilly avait invoqué la conduite des alliés en 1793 pour justifier l'invasion du corps de Masséna, et que la République « ayant toléré un passage de ce genre, il en résultait un consentement tacite au passage des troupes françaises ».

Pour l'avenir les Français avaient promis de ne rien entreprendre, de respecter « tous les postes fortifiés et les forteresses » ; mais si les alliés « occupaient une position quelconque de l'état génois », ils feraient tout pour les en chasser et « occuperaient toutes les positions qui leur sembleraient avantageuses ».

Dans cet état de choses le gouvernement génois se déterminait à garnir ses forteresses et la capitale « et donnait l'ordre le plus formel de les défendre contre qui que ce soit jusqu'à la dernière extrémité ». La République avait donc pris toutes les mesures en son pouvoir, d'autant plus qu'elle avait protesté solennellement et « qu'elle avait réclamé hautement et réclamait encore » la retraite des troupes françaises (2).

En connaissant cette note, les ministres de Russie, d'Espagne et de Piémont témoignèrent hautement leur mécontentement contre Gênes ; « ils frémissaient de l'indolence des Autrichiens, écrivait M. de Girola, qui n'ont pas encore maintenant trouvé moyen d'investir et d'occuper les forts tant de Gênes que de Savone » dans le dessein d'y prévenir les Français. Ils continuent à penser qu'il est nécessaire d'user de la force, et ainsi la neutralité serait violée de tous les côtés. Il est piquant de trouver dans cette réunion le ministre de Sardaigne, lorsque sa cour, en ce qui la concernait, était décidée à garder la plus grande prudence ; mais n'était-il pas de l'intérêt du Piémont de laisser l'Autriche résoudre seule la question génoise? une fois engagée elle serait forcée de renforcer

(1) Girola à Thugut, 12 avril, page 239.
(2) Ruzza à Girola, 15 avril, Supplément, page 98.

ses forces en Italie. M. de Girola n'émettait aucun avis sur le parti à adopter ; il se contentait de signaler l'utilité d'un corps placé à Novi pour conserver la Lombardie (1).

Il n'était pas difficile de démêler le jeu des autres puissances dans cette affaire. Aussi M. de Wilzeck conseillait-il d'attendre « les événements » avant d'entrer sur le territoire de Gênes ; pour cela il fallait des plans concertés et appuyés sur la possibilité de la réussite, ce qui procurerait le temps d'attendre les ordres de l'empereur.

Les ministres étrangers, et surtout celui d'Espagne, n'avaient point bonne grâce de railler « l'indolence » autrichienne alors que la flotte espagnole perdait son temps à transporter l'infant de Parme en Espagne. M. de Wilzeck aurait même pu ajouter qu'au lieu de perdre leur temps en Corse, les Anglais auraient mieux fait de mieux surveiller la mer. La réponse des Génois ne lui causait pas de surprise : « comme toujours » elle « était vague et conforme aux précédentes ». « A mon avis, écrivait M. de Wilzeck, ils ne se déclareront jamais à moins qu'ils n'y soient forcés par une des armées belligérantes, et ce sera, autant qu'ils le pourront, lorsqu'ils se croiront sûrs de leur fait avec celui des alliés qu'ils choisiront par préférence pour pouvoir se lier sans trop risquer contre la partie adverse » (2).

C'était avouer en termes mesurés qu'il fallait avoir des forces suffisantes avant de s'engager dans une entreprise contre Gênes et qu'elles manquaient pour le moment.

M. d'Hauteville pensait de même, toutes ces négociations n'avaient d'autre objet que « de gagner du temps »; peut-être même la République de Gênes était-elle d'accord avec la France; et l'on avait d'autant plus de motifs de croire qu'elle persisterait dans son attitude que les Fançais venaient de remporter un nouveau succès à Ormea. M. d'Hauteville avançait même que les Génois nous avaient servi de guide ; nouveau grief à ajouter aux précédents ; mais les Autrichiens n'étaient pas encore rassemblés, il n'y en avait que 6.000 à 7.000 à Alexandrie, et la cour de Piémont ne voulait agir qu'après entente avec l'Autriche (3). Aussi, par son ordre, M. de Cossila remettait-il une note renfermant la déclaration contenue dans la dépêche du 12 avril (4).

Le secrétaire d'état faisait attendre sa réponse jusqu'au 24.

(1) Girola à Thugut, 14 avril, Supplément, page 98.
(2) Wilzeck à Thugut, 16 avril, Vivenot, *Quellen*, t. IV, 194.
(3) D'Hauteville à Cossila, 19 avril, Supplément, page 101.
(4) Cossila à Ruzza. Supplément, page 104.

Entre temps quelques incidents de frontières s'étant produits, M. d'Hauteville en profitait pour manifester son mécontentement. « Vous comprendrez avec moi du reste, écrivait-il à M. de Cossila, que dans ces circonstances, il n'est pas possible d'écarter le moindre des désordres qui peuvent survenir, et que si le gouvernement de Gênes n'a pas pu empêcher le très grave désordre de la violation de son territoire par les Français et de l'escorte même assez nombreuse que lui ont faite les Génois de la ville de la Piève pour leur indiquer les chemins détournés des collines dominant le pont de Nava, et pour agir hostilement contre le territoire et les sujets du roi, Sa Majesté ne pourra pas empêcher non plus que dans quelques recoins de la frontière ses sujets ne montrent quelque juste et privé ressentiment » (1).

Le 26, M. d'Hauteville recevait connaissance de la note remise le 15 à M. de Girola, il y trouvait la confirmation de ses vues. « Elle prouvait jusqu'à l'évidence l'attachement de Gênes à la France »; et « les dispositions apparentes montrées par la République de concerter avec les alliés les mesures à prendre pour repousser les Français de son territoire » n'avaient été suggérées que par la crainte « d'une prompte vengeance » de la cour de Vienne. Or les événements prenaient une tournure de plus en plus fâcheuse pour les alliés ; bien loin de pouvoir menacer Gênes, les forces piémontaises unies aux autrichiennes « suffiraient à peine » à défendre le Piémont ; dès lors il n'y avait rien autre chose à faire que « de dissimuler la colère du dommage que la République » causait aux alliés (2).

La réponse de Gênes, remise à M. de Cossila le 26, répétait celle du 15 adressée à M. de Girola : « les mesures de résistance seraient restreintes aux forteresses et à la capitale » ; la neutralité ne « permettait pas de s'associer à une mesure quelconque excédant la garde de ses propres états » (3).

Au moment où cette note parvenait à Turin, la situation s'était complètement décidée en faveur des Français ; les troupes piémontaises se soutenaient avec peine au col de Tende, et l'on doutait que l'archiduc consentît à porter une partie de son corps vers l'est ; une rupture avec Gênes aurait fait disparaître tout espoir de l'y déterminer, M. d'Hauteville acceptait donc ce refus. « La réponse de M. Ruzza a été celle qu'on devait prévoir, écrivait-il à Cossila ; nous n'avons plus désormais aucun espoir de réussir à amener la Répu-

(1) D'Hauteville à Cossila, Traduction, 23 avril (A E T).
(2) D'Hauteville à Cossila, 26 avril, Supplément, page 102.
(3) Ruzza à Girola, 26 avril, Supplément, page 104.

blique à concourir aux mesures nécessaires pour chasser les Français de son territoire » (1).

L'insuffisance de l'armée alliée empêchait donc d'agir par terre; mais l'Angleterre, maîtresse de la mer, avait moyen de faire entendre sa voix; le 7 avril, l'amiral Hood et les envoyés anglais avaient proposé de régler « tout ce qui aurait rapport aux discussions antérieures et à la conduite à tenir pour l'avenir » (2); le blocus cesserait dès que Gênes aurait envoyé des députés. Le gouvernement s'y refusait, ce dont il se faisait un titre auprès de la France (3). Bien plus, par un décret il limitait à quatre le nombre des vaisseaux de guerre que « chaque puissance » pourrait avoir dans une des rades ou point fortifié de son territoire; les bâtiments « qui appartenaient à des puissances alliées devaient être considérés pendant leur alliance comme appartenant à une seule nation » (4).

Ce décret soulevait les plus vives protestations de M. d'Huerta, ministre plénipotentiaire d'Espagne. La France obtenait en réalité la facilité de faire entrer dans les ports autant de vaisseaux que tous les alliés puisqu'elle ne partagerait ce droit avec personne. Le secrétaire d'état s'efforçait en vain de justifier cette disposition en disant que si chaque nation avait dans un port neutre quatre navires leur nombre pourrait s'élever à vingt (5); il était indiscutable que cette mesure était uniquement avantageuse à la France.

A la suite de la violation de son territoire, le gouvernement gênois chargeait son chargé d'affaires de remettre une note où il réclamait de la France, qu'elle retirât ses troupes. Elle était très peu énergique, comme on devait s'y attendre d'une nation sans moyens de résistance, ayant à ses portes une armée de 40.000 hommes. Après avoir rappelé les assurances de la Convention, de respecter le territoire de la République, elle faisait valoir le propre intérêt de la France. Si les alliés s'introduisaient sur le territoire de Gênes, tandis que les Anglais resserreraient leur croisière, elle « ne pourrait plus tirer d'un port étroitement bloqué et d'un entrepôt qui irait bientôt s'épuiser les approvisionnements que le commerce de Gênes a fourni jusqu'ici à ses armées et à ses départements du midi » (6).

La position de M. Boccardi n'était pas facile à Paris; sa désigna-

(1) D'Hauteville à Cossila, 30 avril, Supplément, page 103.
(2) Lord Hood, 7 avril, Supplément, page 94.
(3) Tilly au comité, 7 mai (A E Gênes 168).
(4) Mémoire d'Huerta, 7 mai, Supplément, page 105.
(5) Gianelli à M. d'Huerta, 10 mai, Supplément, page 109.
(6) Note du 25 avril, Supplément, page 101.

tion comme simple chargé d'affaires avait déplu, et sa qualité de roturier n'avait pas été acceptée comme une preuve qu'il fût « partisan de la Révolution française » (1). Toutes ses tentatives pour obtenir des éclaircissements sur la conduite que le gouvernement français comptait adopter avec son pays demeuraient inutiles. Le 11 avril, il avait averti M. Buchot (2) que la cour de Naples songeait à occuper la Spezzia, et l'empereur à se rendre maître de Gavi ; dans le but de prévenir cette occupation, il lui avait suggéré l'idée « de demander le golfe et le fort ». En entendant cette proposition, le ministre n'avait pas été maître de son indignation et il s'était écrié : « En vue d'une mesure de sécurité, commettre un acte hostile contre une République amie ? » (3). M. Boccardi, saisissant ces bonnes dispositions, pressait le ministre, en répondant à sa note, « de donner à la sérénissime République une sécurité que tous les principes réclamaient ». « Eh bien ! répliquait le ministre, il n'y a aucun mal à répéter ce que la Convention nationale a d'ores et déjà déclaré relativement aux puissances neutres, je verrai votre note et m'occuperai de cette question ».

Le rapport où Barère annonçait la prise d'Oneille, montrait le peu de compte qu'il fallait tenir de ces protestations. Derrière la question de la neutralité violée s'en cachait une plus grave.

Quelle valeur convenait-il d'ajouter à la proclamation des représentants ? La France respecterait-elle les lois de la République ? Envahirait-elle son territoire, et y favoriserait-elle une révolution ? Dans un entretien avec un membre du Comité, Boccardi obtenait l'assurance positive, que la France n'avait d'autre but que d'occuper Oneille ; en ne prévenant pas le gouvernement génois, on n'avait eu d'autre motif que de le mettre en état de nier toute participation à cet acte et de lui permettre de déclarer qu'il avait été obligé de céder à la force. La France ne s'était-elle pas contentée d'explications semblables, lorsque les Anglais avaient enlevé deux frégates dans le port ? Rapproché des décrets de la Convention des 15 et 16 avril, ce langage était très rassurant ; aussi le 18, Boccardi rendait-il compte de cette entrevue à son gouvernement.

« Je n'ai pas manqué de faire sentir la surprise que me causait un événement si inattendu, surtout après m'avoir promis que la France respecterait la neutralité de la sérénissime République. J'ai fait ressortir les inquiétudes que pouvaient faire naître les conséquences d'un semblable incident, conséquences également préju-

(1) Buchot à Tilly, 9 juin (AE, 168, Gênes).
(2) Commissaire des relations extérieures du Gouvernement français.
(3) Boccardi (traduction), 16 avril. *Giuseppe Colucci*, page 42.

diciables aux deux Républiques et que le gouvernement français avait certainement bien pesées.

« On m'a répondu que mon étonnement cesserait lorsque je saurais que les raisons qui ont poussé la France à s'emparer d'Oneille étaient dictées par sa propre sécurité. On a ajouté que le gouvernement français, soucieux de sa dignité envers la République génoise, avait d'abord décidé d'attaquer Oneille par mer, mais que ce plan avait été jugé inacceptable ; que, forcé d'attaquer par terre, le gouvernement français avait été contraint d'agir de la sorte, mesure inoffensive du reste pour la sérénissime République ; que ce passage momentané et pacifique ne pouvait compromettre la neutralité de la sérénissime République et donner aux coalisés le moindre titre de la violer. Du reste, le roi de Sardaigne avait fait traverser à ses troupes le territoire de Gênes, et les avait fait embarquer à Oneille pour Toulon. De plus la France n'avait tenu aucun compte à la République de Gênes de la prise par les Anglais, dans ce port, de deux frégates françaises et du massacre d'une partie de l'équipage. Le seul doute qu'a eu le gouvernement français a été de savoir s'il devait oui ou non faire connaître à la République de Gênes ce passage, et s'il devait lui en demander la permission. Mais le gouvernement français avait pensé que tout cela occasionnerait du retard et que le secret étant divulgué, l'opération avorterait. Que si on avait demandé la permission à la République de Gênes, celle-ci aurait pu l'accorder et, par le fait, aurait alors compromis sa neutralité ; ignorant la chose, elle n'en peut être responsable ; elle aurait pu aussi la refuser, et il était alors difficile de prévoir les désordres que pouvait faire naître cette résistance. Etant données toutes ces considérations, on avait donc cru bien faire en cachant à la République de Gênes ce passage de troupes. Au reste, les mesures les plus minutieuses avaient présidé à cette opération pour la rendre inoffensive. D'un autre côté, l'occupation d'Oneille ne devait pas alarmer la République de Gênes, non seulement à cause de la loyauté de la République française et des sentiments d'amitié toujours montrés envers les Génois, mais pour l'intérêt qu'avait la France de respecter la souveraineté de la sérénissime République, plus utile et plus chère pour elle que son alliance. Enfin, en dernier lieu, une conduite tout autre aurait indisposé contre la France la Suisse, le Danemark, la Suède et les Etats-Unis dont l'amitié intéresse trop la France pour que cette dernière pense la compromettre ou la refroidir. Voulez-vous voir, a-t-on ajouté, comment la France n'a pas du tout l'esprit

de conquête ? Voyez Genève. Rien n'était plus facile pourtant pour la France que d'en faire la conquête.

« A ce moment je répondis que telles n'étaient pas mes craintes ; que jamais je n'avais pensé que la France pût suivre une conduite autre que celle que lui dictaient les principes de justice qu'elle avait toujours proclamés ; que je craignais que cet événement pût engager la responsabilité de la sérénissime République, exposer ma patrie à devenir le théâtre de la guerre et des maux qui en sont la conséquence, d'autant plus que la proclamation des représentants de l'armée d'Italie annonçait un projet plus vaste, celui de prévenir la soi-disant occupation des états de la sérénissime République par les coalisés.

« Hier on a ajouté : Quel que soit le ton de la proclamation, je vous répète que l'idée maîtresse a été l'occupation d'Oneille. Quant aux inquiétudes que vous pouvez craindre des coalisés, je vous ai déjà prouvé que ces derniers ne sont nullement autorisés à en vouloir à la République pour ce qui s'est passé. Voilà la question de droit. En fait quel motif avez-vous de les craindre, ces coalisés? Le roi de Sardaigne doit penser à se défendre; nous pouvons l'attaquer avec 100.000 hommes, et l'empereur qui peut vous alarmer n'a que 15.000 hommes dans toute l'Italie (1). »

Le 25 avril, en remettant la note de Gênes à Buchot, M. Boccardi s'efforçait de lui faire comprendre : « que tous les principes et les égards s'opposaient à une marche en avant qui n'était pas plus nécessaire aux progrès des armées françaises qu'à leur défense, et ne ferait que compromettre, aux dépens de la France, la neutralité d'une République amie. »

Buchot se contentait de répondre : « que la conduite récente de son gouvernement ne pouvait être regardée comme répugnant aux principes de justice qui le dirigeaient ; que ce passage de troupes sur le territoire de Gênes était aussi inoffensif pour la République qu'indispensable à la défense de la France, dont la sécurité exigeait que ses ennemis fussent chassés des points qu'elle était obligée de traverser pour s'approvisionner, et qui menaçaient ses frontières et ses possessions. » M. de Boccardi n'avait d'autre argument à opposer que l'intérêt de la France ; mais ni du commissaire des relations extérieures, ni du membre du Comité, dont il est question dans ses dépêches, il n'obtenait l'assurance que « les troupes françaises n'iraient pas au delà d'Oneille » (2).

(1) Boccardi, Paris, 18 avril, *Giuseppe Colucci.*
(2) Boccardi, 28 avril, *Giuseppe Colucci*, page 51.

Ainsi donc le mois d'avril finissait sans que Gênes eut rien obtenu de la France pour l'avenir.

II

Dans l'attaque générale tentée sur toutes les frontières du Piémont, nous avions été repoussés au Mont-Cenis, ainsi que sur la droite de la ligne à Belvédère et à l'Authion. A Turin on ne se laissait pas tromper par ces succès apparents et l'on avait immédiatement reconnu que ce n'était pas là notre véritable objectif.

Le 9, M. de Gherardini rendait compte de notre position au Fourcoin « qui nous mettait à même d'approcher et de tourner plus facilement Saorge, objet principal de notre expédition ».

La perte de la vallée d'Oneille faisait si peu de doute que l'on avait même expédié ordre à Laplace de « se replier à la montagne et de défendre les passages qui conduisaient au pont de Nava et à Ormea jusqu'à l'extrémité, afin de procurer aux renforts de d'Argenteau le temps d'arriver ; car, de cette position, l'ennemi ne trouverait aucun obstacle pour descendre dans la plaine d'Italie où l'armée impériale n'était pas encore assemblée pour lui tenir tête ». L'ambassadeur parlait également de grands rassemblements français en Dauphiné, qui menaçaient le marquisat de Saluces où ils pourraient « pénétrer, avec peu de difficultés, vu la faiblesse de l'armée sarde » (1), obligée de défendre une si grande étendue de frontière.

Cette dépêche était évidemment un appel à l'Autriche, d'autant plus que M. de Girola portait nos forces avec exagération à 80.000 hommes (2).

Le 12, la situation était devenue meilleure puisque Colli annonçait nous avoir arrêtés vers la Tanarda d'où « il aurait été facile de partir pour se rendre maître du village de la Brigue et couper ainsi à l'armée sarde toute communication avec Tende ». On était donc relativement tranquille vers la droite, mais vers la gauche les Français continuaient leur marche sur Loano et Savone, et de là remonteraient la Bormida. Ce mouvement semblait vivement préoccuper le général de Vins. « Il assure, écrivait M. Gherardini, que s'il réussit à l'ennemi de s'établir dans ces endroits, il lui

(1) Gherardini à Thugut, 9 avril, page 219.
(2) Girola à Thugut, 9 avril, page 225.

sera facile de prendre Ceva, de pénétrer par Acqui dans le Montferrat et Tortonais, de s'emparer du cours du Pô et de s'avancer vers la Lombardie » (1). Une telle manœuvre aurait été bien risquée, puisque notre armée aurait eu sur son flanc gauche toutes les forces encore intactes du Piémont libres de déboucher par le col de Tende, sur son flanc droit le corps du Milanais. En réalité, en manifestant ces craintes, de Vins n'avait pas d'autre but que de hâter la coopération de l'armée autrichienne : « Il m'a prié, ajoutait M. de Gherardini, de faire sentir à Votre Excellence qu'il n'a pas de forces suffisantes pour garder ces passages, et que si l'armée impériale d'Italie avec la plus grande célérité ne les occupe pas et n'empêche la descente de l'ennemi dans la plaine, il croit que ni les forces du roi de Sardaigne, ni celles de l'empereur actuellement en Italie ne pourront l'arrêter, et qu'il faudra lui livrer toute la Lombardie et se retirer à Mantoue pour défendre l'entrée du Tyrol » (1).

De son côté, par des lettres directes adressées à l'archiduc, de Vins avait insisté avec force pour que les troupes autrichiennes se rassemblassent vers Tortone et Alexandrie.

Le 12, une dépêche de l'archiduc venait apprendre à Turin que l'empereur l'avait destiné « pour être le centre des négociations avec les cours d'Italie, et lui avait conféré en même temps le commandement de toutes ses troupes pour la campagne d'Italie » (2). En conséquence il prévenait qu'il mettait le corps autrichien en mouvement. Toutefois il ne s'expliquait ni sur sa force ni sur sa destination, et l'on continuait à ignorer de qui ce corps relèverait (3).

Cette assurance remontait un peu les esprits, d'autant plus que le général Colli « espérait réussir à couvrir Saorge et à empêcher les progrès ultérieurs » de l'ennemi. Du côté d'Ormea, Argenteau « se flattait de pouvoir se maintenir malgré le nombre supérieur des ennemis ». Le point faible demeurait toujours la vallée de la Bormida, expédition facile à tenter dans ce moment où « le général de Vins manquait des troupes nécessaires pour la garder » (4).

La situation de l'archiduc était des plus difficiles. A la veille d'une invasion ennemie, il était chargé d'un commandement auquel rien ne le préparait ; le remplacement du prince de Waldeck par le général de Wallis, lui ôtait, jusqu'à l'arrivée de ce dernier, l'aide que lui avait promis l'empereur ; sur cinq généraux un seul

(1) Gherardini à Thugut, 12 avril, page 239.
(2) D'Hauteville à d'Albarey, 12 avril.
(3) De Vins à Colli, 15 avril, page 254.
(4) Gherardini à Thugut, 16 avril, page 266.

était présent ; en outre, s'il convient d'ajouter foi à ses rapports, les services n'étaient pas organisés par la faute du général de Stain, et cependant il lui fallait mettre les troupes en marche ; sans cela, les Français « viendraient dans la plaine de la Lombardie contre la promesse solennelle que l'empereur avait faite au roi de Sardaigne et à toutes les cours d'Italie de vouloir défendre l'Italie du côté de Gênes ».

Ainsi se trouvait justifié le peu de confiance que l'archiduc avait toujours témoignée dans la neutralité génoise. Mais sur un point on ne peut se ranger à son opinion ; il attribuait toutes les difficultés de l'heure présente à la non-occupation de Vintimille qu'il rejetait sur le général Stain (1). Certes il aurait été avantageux de barrer ce passage, mais pour le faire il aurait fallu avoir un corps suffisant ; quelques bataillons placés en avant sur ce point auraient été culbutés, et en tous cas on aurait morcelé l'armée autrichienne en dépit des ordres formels de Vienne.

Le 12, M. d'Albarey était de retour à Milan auprès de l'archiduc, il lui donnait connaissance des lettres du roi à l'empereur.

A la suite de la dépêche où ce prince avait fait connaître les pouvoirs qui lui avaient été accordés, on avait cru à Turin qu'il aurait celui de conclure la convention projetée (2). Dans une audience, l'envoyé piémontais s'assurait du contraire ; l'archiduc le pressait de partir pour Bruxelles, et, comme M. d'Albarey lui objectait que sa cour désirait connaître les objets à traiter, le prince lui répondait « qu'il croyait qu'il ne s'agissait que de ce seul objet, c'est-à-dire de la défense et de l'attaque dans leurs différentes parties et circonstances, afin que toutes les forces des deux partis en Italie puissent agir dans une union absolue, comme si elles ne formaient qu'une seule et même armée ».

De cette entrevue, d'Albarey concluait que, jusqu'à de nouvelles instructions venues de Bruxelles, les Autrichiens « s'en tiendraient au bon accord à la vérité, mais à l'engagement pris de défendre les débouchés des gorges de la Rivière de Gênes » (3).

C'était bien là le sens des instructions du 1er avril, mais il semble que l'archiduc n'avait pas bien saisi les véritables intentions de l'empereur lorsqu'il parlait « d'union intime », nulle part l'instruction n'entrevoit une telle hypothèse. Ce n'était pas par désir d'induire en erreur l'envoyé que le prince se servait d'une

(1) Archiduc à l'empereur, 16 avril, Vivenot, *Quellen*, page 190.
(2) D'Hauteville à d'Albarey, 12 avril.
(3) D'Albarey à d'Hauteville, 12 avril.

telle expression, car, écrivant à son neveu, il insistait sur la nomination de de Vins comme commandant des deux armées. Sous sa propre autorité, ce général « aurait à diriger les opérations générales de tous les corps divisés entre différents lieutenants généraux avec un commun accord, duquel uniquement on pouvait espérer le salut de l'Italie ». Or ce cas n'était réalisable qu'autant que les deux nations agiraient dans un concert étroit.

En même temps, prévoyant la retraite du général de Vins, par suite de sa mauvaise santé, il conseillait de faire insérer dans la convention une clause d'après laquelle Wallis, comme plus ancien lieutenant général, le remplacerait « pour jamais nous voir exposés et notre défense à d'autre qu'à un général autrichien » (1).

A la réception de la dépêche de M. d'Albarey du 12, le roi lui ordonnait de partir immédiatement pour Bruxelles porter à l'empereur la lettre royale contenant l'adhésion à l'alternative imposée (2) ; mais sur la convention en elle-même, on ne lui remettait ni instructions ni plein pouvoir. Dans une lettre particulière, d'Hauteville lui en donnait la raison : « Je suis bien aise de vous ajouter ici confidemment que je n'ai pas bien compris quels sont les points principaux sur lesquels on vous a fait comprendre à Milan qu'une convention était nécessaire ; ce qu'on vous a dit de devoir concerter ce qui regarde en général la défense et l'attaque me paraît bien plus aisé à conclure à Milan, avec l'avis des généraux, que partout ailleurs, et je ne sais pas comment on veut attendre les ordres de Bruxelles là-dessus, ce qui portera au moins un mois, tandis que l'ennemi est dans nos états et à la porte du Piémont et de la Lombardie, ce qui exige pour l'empêcher d'y entrer une prompte combinaison de mesures. Sans cela, il est assez probable qu'en attendant l'issue de la négociation à entreprendre à Bruxelles et sa conclusion, les opérations seront ou peu efficaces ou malheureuses par défaut d'union entre les deux armées » (3).

Les considérations de M. d'Hauteville étaient irréfutables ; le transport de la négociation à Bruxelles allait encore occasionner la perte de deux mois, et pendant tout ce temps les deux armées resteront isolées.

Le 17, le général d'Argenteau était battu au Pont de Nava et rejeté vers Ceva. Si les Français continuaient leur offensive, ce faible corps serait insuffisant à les arrêter. Le roi, s'appuyant sur

(1) Archiduc à l'empereur, 16 avril, Vivenot, *Quellen*, page 190.
(2) D'Hauteville à d'Albarey, 15 avril.
(3) D'Hauteville à d'Albarey, 15 avril.

la dépêche du 27 janvier où « l'empereur lui avait fait connaître de vouloir employer son armée du Milanais à empêcher l'ennemi de pénétrer par les débouchés de la Rivière de Gênes » demandait à l'archiduc de pousser les troupes autrichiennes vers Mondovi et Ceva « afin de pouvoir mettre le général d'Argenteau en état de soutenir cette place et de parer à un plus grand malheur dont on serait tous menacés si l'ennemi venait à l'y forcer » (1).

L'alarme était alors à son comble à Turin ; on voyait déjà la communication coupée entre les troupes du comté de Nice et Turin. L'ambassadeur autrichien lui-même poussait les choses au noir : « Si ce malheur arrivait au corps de M. Colli, écrivait-il, le roi de Sardaigne risquerait de se trouver presque sans troupes, car la plus grande partie est dans le Comté. Les magasins et l'artillerie seraient aussi perdus et l'ennemi absolument maître du pays ». Pour se procurer les troupes destinées à secourir le général Colli, de Vins allait prescrire au général d'Argenteau « d'abandonner Ceva et de se porter vers le Mondovi et Limon pour tâcher de retenir l'ennemi et de conserver la communication avec le général Colli ». Il aurait été du devoir du général de Vins de ranimer la confiance dans cette crise, mais il s'avouait vaincu sans même avoir livré bataille ; dès que les passages seraient libres, il ne se croyait pas en état de nous arrêter ; à son avis il n'y avait qu'un parti à prendre : « Si l'armée impériale était assez forte, on devait tâcher de garder la Lombardie, tenant les forteresses du Piémont » (2).

Tout est étrange dans ces communications de l'ambassadeur ; que de Vins ait manifesté l'intention de faire évacuer Ceva afin de déterminer les Autrichiens à s'y porter, le fait en lui-même est assez naturel ; mais comment en écrivant à sa cour M. de Gherardini ne la tenait-il pas mieux au courant (3) ? Au moment où cette dépêche était expédiée, bien loin d'appeler d'Argenteau vers sa droite, de Vins va même songer à lui faire reprendre l'offensive sur Ormea, et il enlèvera à Colli une partie des forces sur lesquelles il compte (4).

(1) Le roi à l'archiduc, 18 avril, page 280.

(2) Gherardini à Thugut, 19 avril, page 289.

(3) La manière dont Gherardini s'acquittait de sa mission avait fini par déplaire à l'empereur ; car dans une instruction postérieure, non datée, ayant à faire négocier le choix d'un généralissime avec la cour de Turin il écrira : « Je ne sais si vous choisirez pour cette négociation la voie de Gherardini, et si vous ne craindrez pas que son intimité avec de Vins n'ait quelque inconvénient dans l'occasion présente ».

(4) De Vins à Colli, 24 avril, page 318.

Pour donner plus de poids à ces demandes, la cour de Turin tentait un dernier moyen (1), elle faisait appel à l'ambassadeur d'Angleterre. A plusieurs reprises, M. de Trevor avait sondé l'ambassadeur autrichien afin de savoir quelles étaient les intentions de sa cour; à quoi Gherardini lui avait répondu « tout naïvement » qu'il les ignorait; « qu'il pouvait seulement l'assurer que Sa Majesté l'Empereur était intentionné de prendre des mesures pour la défense et la sûreté de l'Italie, et nommément de faire servir ses troupes pour s'opposer au passage des Français par l'état de Gênes ».

Après les premiers succès des Français, M. de Trevor devenait plus pressant. A en croire M. Gherardini, il allait jusqu'à lui dire « qu'il était enfin convaincu que les troupes autrichiennes étaient destinées uniquement à s'emparer des places fortes d'Alexandrie et de Tortone, avec le double objet de garder l'entrée de la Lombardie et de dominer toutes ces provinces sardes; que l'objet principal d'empêcher à l'ennemi de descendre dans la plaine de Piémont était sacrifié aux vues secondaires; que cette conduite avait perdu jusqu'à présent et perdrait tout à fait la cause commune; que la cour de Vienne ne s'aperçoit pas, qu'en sacrifiant les états du roi de Sardaigne et ne l'aidant pas à retenir l'ennemi au delà des montagnes, elle perd la Lombardie et peut-être l'Italie entière; que sa faible armée à Milan et les forces détruites de la Sardaigne ne pourront tenir tête à une invasion certaine; que les patriotes vont trouver dans le pays des ressources immenses en hommes, en munitions et en argent qui décideront en leur faveur le sort de la guerre et de l'Europe; que sa nation ne peut voir avec indifférence que la maison d'Autriche se soit refusée à défendre efficacement son allié, le roi de Sardaigne, pendant que l'Angleterre lui donne des subsides si considérables, et que l'intérêt commun est celui d'empêcher l'entrée de l'Italie. »

A ce langage si étonnant dans la bouche d'un ambassadeur « prononcé avec beaucoup de véhémence et même de mauvaise humeur ». M. de Gherardini avait beau jeu pour répliquer « qu'il serait à désirer que la flotte anglaise eût gardé la côte d'Italie et empêché l'ennemi de débarquer sa cavalerie et son artillerie à Oneille et ailleurs ».

D'ailleurs cette affaire ne dépendait pas de lui; seul l'archiduc avait les pleins pouvoirs de l'Empereur.

« Si cela est, reprenait M. de Trevor, je me déterminerai à

(1) Le roi à l'archiduc, 21 avril, page 305.

aller à Milan pour faire sentir à Son Altesse Royale la nécessité d'employer les troupes autrichiennes pour arrêter les Français dans les montagnes et les endroits par lesquels ils ont pénétré, et je représenterai contre toute détermination qui pourrait être dirigée à ne pas empêcher de porter la guerre dans le cœur du Piémont » (1).

M. de Trevor se rendait à Milan afin de présenter la demande de secours du Piémont et de l'appuyer de l'autorité de sa cour (2).

Depuis dix jours l'archiduc se débattait au milieu des obstacles de toute nature : le 20, le général Wallis n'avait pas encore rejoint, et à ce moment le général de Vins lui écrivait que sa santé empirait et qu'il allait être forcé de se retirer à Pavie ; les troupes autrichiennes allaient donc se trouver sans chef. Le prince faisait preuve du plus grand sang-froid ; les instructions de Vienne étaient positives, sous aucun prétexte il ne voulait « démanteler » le peu de troupes qu'il avait, et cela avec d'autant plus de raison qu'outre la direction de Ceva il avait encore à surveiller celle de la Bocchetta et le chemin de Savone. Après la réunion d'un conseil de guerre où prenaient part le général Wenckeim, le colonel Simbschen et le comte de Wilzeck, on arrêtait « que, pour en imposer à l'ennemi, on ferait feinte de pousser aussi vers le Piémont quelques avant-postes, puisque le bruit s'en répandrait, et qu'il s'agissait principalement du temps pour au moins avoir un pont sur le fleuve Pô pour tous les transports et pour assurer en cas de malheur la retraite ».

En conséquence, le 21, l'archiduc donne un ordre de mouvement général ; celui-ci exécuté, le corps autrichien aura, le 27, trois bataillons à Alba, trois à Asti, trois à Alexandrie, trois à Lodi, deux à Tortone ; en outre, la garnison de Milan est formée d'un 3e bataillon (3).

M. de Wallis étant arrivé le 22, l'archiduc avait donc enfin un général auquel il pouvait confier la partie militaire.

Tandis que le sort de la guerre était en train de se décider, l'escadre anglaise continuait tranquillement à assiéger Bastia, laissant la voie de la mer libre à nos convois. Mais si l'Angleterre entendait n'agir que pour son propre intérêt, par contre elle était disposée à réclamer de ses alliés un concours absolu et, comme l'écrivait finement l'archiduc, « à cette inaction de l'escadre

(1) Gherardini à Thugut. Vivenot, *Quellen*, tome IV, page 196.
(2) Archiduc à l'empereur, Supplément, 20 avril, page 47.
(3) Ordre de l'archiduc, 21 avril, page 311.

anglaise, M. de Trevor paraissait vouloir suppléer par son activité personnelle ». Dans une audience que lui accordait l'archiduc, il le prévenait que lord Elliot était destiné à résider auprès de lui durant le cours des opérations ; en son absence, et vu l'urgence des événements, il avait cru devoir lui faire part des instructions adressées à son collègue ainsi que des intentions de son souverain dont il avait connaissance, et il lui en lisait quelques paragraphes. « Ils contenaient en substance rien d'autre que le roi d'Angleterre s'intéressait infiniment au salut de l'Italie et à sa défense qu'il croyait facile en réunissant les forces aux portes de l'Italie et des passages des montagnes, mais que sans des forces infiniment supérieures, il le croyait impossible dès que l'ennemi eût pénétré dans la plaine ». En outre il lui faisait part d'un mémoire où on développait cette idée qu'il convenait de faire attaquer sans délai par les troupes autrichiennes « les Français entrés par Ormea... et de les rejeter dans les montagnes pour reboucher la trouée qu'ils avaient faite ». Par l'exposé des opérations françaises on verra que ce mouvement aurait pu avoir des résultats très désavantageux pour le corps du général Mouret, mais l'archiduc, enchaîné par ses instructions, se bornait à répondre qu'il le soumettrait au général Wallis ; et à son tour « il ne cachait pas son chagrin de voir une flotte anglaise formidable dans la Méditerranée employée et distraite à faire un siège par terre d'une forteresse en Corse, abandonnant et permettant aux Français le libre transport par mer le long des côtes de Gênes de tout ce qui leur était nécessaire pour pouvoir se soutenir dans la Rivière de Gênes ».

Quant à l'objet principal du mémoire, une offensive sur Ormea, le prince se contentait « d'assurer en général » que dès que le corps serait réuni « on ferait ce qui serait nécessaire, utile et faisable pour la défense générale de l'Italie » (1).

M. de Trevor ne se tenait pas pour battu ; le mouvement de Masséna sur Saorge était alors connu à Gênes (2); très vraisemblable-

(1) Archiduc à l'empereur, 24 avril, Supplément, page 49.

(2) Girola à Thugut, nº 25 (traduction).... « Les Français ne sont pas allés plus loin que Garessio où partie d'entre eux se sont fortifiés et ont établi leurs quartiers, tandis que les autres, au nombre de 3.000 environ, ont marché sur Saorge pour l'attaquer de concert avec les autres corps venus de divers côtés.

Robespierre et Saliceti sont rentrés de Garessio à Nice ; le premier pour disposer, à ce que l'on dit, la marche des autres corps de troupe et de la cavalerie vers le Piémont et le second pour passer à Toulon et y préparer pour une sortie de la prétendue escadre un prompt secours pour Bastia »

Malheureusement cette dépêche n'est pas datée, mais elle a été écrite avant

ment l'ambassadeur anglais en avait été averti, car de nouveau il renouvelait ses instances pour obtenir quelques bataillons autrichiens vers Ceva ; et pour entraîner l'archiduc il lui parlait « des mouvements rétrogrades de l'ennemi » et « d'une décision prise à Turin de les attaquer ».

L'archiduc s'y refusait net : « 1° par l'impossibilité d'accélérer de plus la marche des troupes ; 2° par le détachement et l'éparpillement de ses bataillons que cela produirait contre la maxime importante et, par l'empereur prescrite, de tenir ce corps d'armée séparé et réuni pour être employé ensemble en force où besoin sera ». Afin de couper court à toute nouvelle sollicitation il lui demandait « des nouvelles de la flotte anglaise » (1). L'ambassadeur anglais avait complètement échoué. La situation ne s'était modifiée en rien depuis le 23, où M. d'Hauteville avait prévenu M. de Front que, sous prétexte de manquer d'instruction, l'archiduc ne voulait pas détacher de troupes autrichiennes au secours de l'armée sarde (2). Pourtant, afin de flatter l'Angleterre, il attribuait, le 26, aux instances de M. de Trevor auprès de l'archiduc la marche en avant des troupes autrichiennes; ceci était déjà une inexactitude puisque l'ordre de mouvement est du 21 avril (3) ; surtout, s'il n'avait pas pour objet de mettre les Autrichiens « en état de soutenir » les Piémontais « du côté de Ceva et autres positions limitrophes de la Rivière de Gênes », comme l'écrivait le ministre (4).

L'archiduc allait bientôt avoir à résister à d'autres demandes, celles-ci plus sérieuses. Le 24, les Français enlevaient le petit St-Bernard ; cette nouvelle parvenait à Turin le 26. On crut d'abord que cette attaque était sérieuse, et comme l'on n'avait pas de troupes à nous opposer sur ce point, on entrevoyait déjà les circonstances les plus fâcheuses. L'ambassadeur écrivait : « l'ennemi pourra peut-être aussi s'emparer de la ville d'Ivrée qui est sur son chemin et peu fortifiée et de là se porter directement sur la Lombardie autrichienne sans trouver aucune place forte qui l'arrête » (5). Quant à de Vins il perdait complètement la tête; nous ignorons le contenu de la dépêche qu'il expédiait à l'archiduc, mais en la recevant le prince craignait « que la maladie et la fièvre

l'attaque de col Ardente puisqu'elle n'en parle pas ; elle prouve avec certitude qu'on était averti à Gênes de notre mouvement ; il n'y aurait donc rien d'étonnant à ce que M. de Trevor en ait reçu avis.

(1) Archiduc à l'empereur, 27 avril, Supplément, page 52.
(2) D'Hauteville à de Front, 23 avril.
(3) Archiduc Ferdinand, ordre, 21 avril, page 311.
(4) D'Hauteville à de Front, 26 avril.
(5) Gherardini à Thugut, 26 avril, page 333.

ne le découragent et ne l'affaiblissent » (1). Aussi pour avoir une idée véritable de l'état des choses, le général Wallis se rendait-il à Turin où il arrivait le 28, au moment où le général Colli venait de perdre col Ardente. Le général de Vins demandait à Wallis de se charger de la défense de Mondovi et de Ceva de manière à rendre disponible le corps du général d'Argenteau. Au roi, Wallis donnait quelques espérances assez vagues, autant que l'on en peut juger par ce passage d'une lettre du roi : « il s'est même prêté à faire avancer quelques corps de troupes du côté de Ceva, mais il s'est instamment refusé d'en faire agir un plus grand nombre » (2).

Tenu à moins de réserve avec M. d'Hauteville, Wallis lui exposait franchement ses véritables projets, car en informant M. de Front de cette mission le ministre s'exprime ainsi : « Le général Wallis était certainement très bien intentionné, comme le roi vous le mande dans sa dépêche, et prêt à unir un corps de troupes sous ses ordres aux nôtres pour chasser l'ennemi d'Ormea, mais l'entrée des Français dans le val d'Aoste a fait changer ces bonnes dispositions, dans la crainte, qu'en se portant du côté de Bielle et de Verceil, ils ne se jettent dans l'état de Milan ; son plan est donc de ne point morceler son armée pour être en état de faire tête à l'ennemi s'il pénètre dans la plaine et de couvrir la Lombardie » (3).

Au point de vue militaire, cette concentration était le meilleur parti à adopter ; toutefois l'invasion par la vallée d'Aoste n'était pour Wallis qu'un prétexte destiné à masquer son refus de faire mouvoir des troupes autrichiennes ; jamais le général Wallis n'avait pu supposer que les Français tenteraient ce mouvement aventureux à travers le Piémont, alors qu'ils avaient une armée victorieuse toute prête à déboucher vers Alexandrie. Aussi à l'ambassadeur avait-il donné « pour raison que l'armée impériale en Italie n'était pas bien forte, et que ce serait une imprudence de la morceler et de la faire agir séparément » (4).

Le mois d'avril se terminait donc sans que les deux gouvernements eussent réussi à se mettre d'accord et que le corps autrichien fût venu appuyer l'armée piémontaise. Cependant le 30 on connaissait la défaite subie par le général Colli le 27 ; quoiqu'il se vantât de nous avoir repoussés avec perte, il manifestait cependant

(1) Archiduc à l'empereur, 27 avril, Supplément, page 54.
(2) Le roi à de Front, 30 avril.
(3) D'Hauteville à de Front, 30 avril.
(4) Gherardini à Thugut, 30 avril, page 390.

pour l'avenir la crainte qu'il ne fût contraint de se replier vers le col de Tende ; la vallée d'Aoste était perdue ; d'un autre côté les débouchés se débarrassaient des neiges, et d'après certains avis trois mille ouvriers étaient occupés à construire une route d'Ormea à la mer pour l'artillerie. Ces attaques, ces préparatifs dans toutes les vallées dévoilaient notre plan « d'attaquer sur divers points toute la périphérie des frontières du roi de Sardaigne, pour occuper et diviser ses forces, et entrer ensuite avec un gros corps d'armée dans l'endroit qui nous paraîtrait le moins défendu » (1). Or, une fois dans la plaine, l'Autriche n'avait que 15.000 hommes pour défendre la Lombardie ouverte. Aussi en prévision de cette éventualité, l'archiduc réclamait-il un renfort de six bataillons dans le Tyrol (2).

(1) Gherardini à Thugut, 26 avril, page 333.
(2) Archiduc à l'empereur, 30 avril, Supplément, page 54.

CHAPITRE VI

I. Mouvements de Masséna contre d'Argenteau, combat de Nava, retraite de d'Argenteau, occupation d'Ormea, de Garessio, marche sur Tanarda. — II. Opérations à l'ouest. — III. Dispositions de Colli pour résister à l'offensive française.

I

Le 16 de grand matin, Masséna mettait en mouvement sur Pont de Nava le corps expéditionnaire ; les divers éléments qui le constituaient (1) avaient dû serrer sur le corps de Laharpe dont un bataillon occupait déjà Cenova. Cette marche l'amenait sur les positions occupées par le corps du général d'Argenteau. On ne peut indiquer exactement quelle a été la direction suivie ; comme le fait remarquer le colonel Krebs (2), Masséna se portait vraisemblablement en une seule colonne sur Piève de Tecco.

Les troupes françaises marchèrent à l'attaque en trois colonnes (2). Celle de droite était commandée par l'adjudant général Arnoux, celle du centre par le général Mouret, celle de gauche par le général Laharpe. La 21ᵉ demi-brigade (4) avait été tenue en réserve ; le 3ᵉ bataillon de la 99ᵉ avait été poussé sur Mendatica pour assurer la liaison avec Mezzaluna et mieux couvrir la gauche. Masséna suivait vraisemblablement la colonne de gauche (5). La colonne de Mouret passait par Armo ; très vraisemblablement elle avait une certaine avance sur les autres, car, de ce point, elle détachait un bataillon de la 3ᵉ d'infanterie légère et une compagnie d'éclaireurs sur la chapelle Saint-Bernard dans le but de

(1) 1ᵉʳ et 3ᵉ bataillons de la 3ᵉ d'infanterie légère, 5ᵉ de grenadiers, 5ᵉ des Alpes, 2ᵉ bataillon et trois compagnies de la 46ᵉ, 19ᵉ demi-brigade, deux bataillons de la 117ᵉ, de la 21ᵉ, de la 99ᵉ, de la 101ᵉ ; le 1ᵉʳ de grenadiers et le 2ᵉ bataillon de la 3ᵉ d'infanterie légère, venant de la colonne d'Hammel, ont rejoint plus tard.

(2) Krebbs et Morris, page 33.

(3) *Relation B*, page 260, et rapport de Mouret, page 256.

(4) Le 1ᵉʳ bataillon de la 21ᵉ fournissait vraisemblablement la garnison d'Oneille et de la Piève. Masséna à Mouret, 21 avril, page 305.

(5) L'auteur de la relation attribuée à Dumerbion (page 258) le fait passer par Mendatica, ce qui n'est pas admissible.

tourner ce poste au cas où l'ennemi y serait en forces, tandis que Laharpe l'attaquerait de front avec le 5e de grenadiers et le 2e bataillon de la 99e. Cette colonne ayant éprouvé un certain retard (1), les chasseurs déblayaient facilement la route de Pont de Nava. Arrivé au col, Mouret faisait reposer ses troupes (un bataillon du 101e, deux du 117e), à sa droite, l'adjudant général Arnoux marchait avec deux bataillons sur Caprauna afin de tourner la gauche des Piémontais.

A 11 heures, Masséna, croyant Balzi della Crocetta fortement occupé, ordonnait à Mouret de rétrograder par Moano et Capella Dominica et de se diriger, par les crêtes sur Balzi Della Crocetta (2). Il y portait en outre sa réserve formée de la 21e demi-brigade; prévoyant même un échec, il prescrivait à ce régiment d'occuper, dans ce cas, Pesasta (3). De ces ordres il résulte que le plan de Masséna était d'occuper l'ennemi de front et de le tourner sur sa gauche.

Au moment où Masséna prenait ces dispositions, il avait certainement quelque inquiétude, puisqu'en prévenant Mouret de l'envoi de la 21e, il se servait de l'expression : « marcher à son secours » (4).

Le repos que Mouret a fait prendre à ses troupes en a peut-être été la cause ; il est fort possible que ne voyant pas progresser la colonne du centre et ignorant le motif de cet arrêt, Masséna ait cru à une résistance sérieuse de la part des Piémontais ; ainsi s'expliquerait l'ordre adressé à la 21e.

Le général Mouret ne paraît pas avoir exécuté le mouvement rétrograde prescrit par l'ordre de Masséna, du moins son rapport n'en parle pas. Très vraisemblablement les Piémontais avaient déjà battu en retraite lorsqu'il lui parvint ; mais il opérait un mouvement de gauche à droite, sur Balzi della Crocetta, comme le constate un rapport piémontais, qui le place après l'enlèvement du mont Arolo.

La résistance des Piémontais fut certainement peu énergique, surtout sur la gauche, où les milices de Balzi della Crocetta se retirèrent dès qu'elles se virent attaquées; du reste l'effectif des troupes qui bordait la crête du mont Airolo à Balzi della Crocetta était trop faible pour résister à l'attaque des trois colonnes françaises qui s'opéra simultanément. D'après une relation, deux compagnies de Strassoldo auraient été soutenir le mont Arolo ; au contraire, un

(1) Ce retard a peut-être été provoqué par le désir d'attendre l'effet du mouvement de la réserve.
(2) Masséna à Mouret, 16 avril, 11 heures, page 235.
(3) Masséna à la 21e, 16 avril, page 235.
(4) Masséna à Mouret, 16 avril, page 235.

autre rapport les fait agir sur Balzi della Crocetta, où elles auraient été maltraitées.

Maîtres des hauteurs, les Français pouvaient par leur feu plonger dans la vallée et interdire aux Piémontais la route qui longe le Tanaro ; pour des motifs qui nous échappent, la poursuite n'était pas bien énergique, le pont même de Cantanara n'était pas attaqué.

La perte du mont Airolo occasionnait la retraite du corps autrichien ; cette résolution semble très discutable, puisque le gros n'avait pas été engagé ; du moment où l'on avait eu le projet de tenir tête aux colonnes françaises, on n'avait pu espérer obtenir ce résultat avec les quelques milices poussées en avant. Peut-être d'Argenteau a-t-il supposé que le projet de Masséna était de l'amuser devant Pont de Nava et de passer entre ce point et Ormea pour lui couper la route du Tanaro ? Le désir d'échapper à ce péril a dû lui dicter sa conduite, car le 17 il dira à un officier de Mondovi que, sans une compagnie de Caprara poussée le long du Tanaro, la retraite leur était fermée.

En conséquence Argenteau repliait les postes établis au mont Airolo, ainsi que ceux de Lanzata et de Ferraria sur Pont de Nava ; le régiment de Lombardie couvrit leur retraite Le 2e bataillon de Caprara arrivant à Garessio le jour de l'action, Argenteau avait appelé à lui deux divisions du 1er ; une d'elles fut établie « à la chapelle Saint-Joseph sur la droite du Tanaro, sur le devant d'Ormea », elle soutint la retraite des troupes placées au pont de Cantarana ; « l'autre se porta à Cantarana et se retira d'abord après ».

La division restée à Garessio envoyait une compagnie à une lieue du chemin de cette ville pour empêcher l'ennemi de déboucher par le col de Saint-Barthelemy ; elle s'acquittait très mal de sa mission. Dans la soirée, les bataillons de Caprara et de Strassoldo continuèrent leur retraite sur Garessio; arrivés à Braila, ils y reçurent quelques coups de feu tirés par les tirailleurs français, et se débandèrent (1).

Le capitaine Leotardi avait effectué son mouvement par la chartreuse de Casotto (2).

Le lendemain la retraite continuait « pêle-mêle et dans le plus grand désordre ; les chemins étaient remplis d'équipages, et tout le monde fuyait sans être poursuivi et sans savoir autre chose

(1) *Relations A et B*, pages 259-260; Rapport attribué à Dumerbion, page 257; Rapport de Mouret, page 256.
(2) *Relation A*, page 259.

de l'ennemi, si ce n'est qu'ils avaient été attaqués au Pont de Nava ». On croyait même le général d'Argenteau prisonnier (1).

Le 17, Argenteau entrait à Ceva avec 800 hommes ; ses pertes réelles étaient relativement très faibles, elles montaient à 4 ou 5 officiers et 200 soldats tués, blessés ou prisonniers ; d'après Masséna, le nombre de ces derniers s'élevait à 80. Mais la désertion avait été très grande, confirmant ainsi le peu de confiance que l'archiduc témoignait dans les régiments de Caprara et de Belgioso (2). Le 24 avril, M. de Girola rendait compte à sa cour que Gênes fourmillait de déserteurs de ces deux corps, leur exemple était même imité par d'autres régiments ; comme excuse ils alléguaient « le mauvais traitement qu'ils subissaient en toute chose, et l'horreur qu'ils ressentaient de combattre ensemble avec les Piémontais, parce qu'ils ont été abandonnés au fort de l'action » (3).

De Ceva, Argenteau informait Colli de sa défaite, qu'il attribuait au peu de courage des milices, et de la perte de tous les postes entre Ceva et Lupega. Sa lettre témoignait d'une certaine aigreur. « Je crois qu'il n'y a pas de ma faute, lui disait-il, je laisse le jugement à faire à ceux qui ont pu voir et savoir qu'elle a été ma conduite » (4).

Il appelait à lui les Croates de Murialdo et de Bardinetto, mais il refusait de rien prescrire au bataillon de Mondovi, s'en remettant à la « prudence » de son chef pour la conduite à tenir.

Cette réponse parvenait au marquis de Pallavicini à 3 heures de l'après midi ; sur ses derrières un détachement de la légion, placé à Perlo, s'était replié ; il restait donc en l'air. Un conseil de guerre qu'il réunit « fut d'avis unanime de se retirer au Ronchini » en avant de Ceva ; le bataillon partait à 10 heures du soir, il y arrivait le 18.

La compagnie de chasseurs allait s'établir sur une butte à droite de la route vers Malpotremo ; un autre poste de 50 hommes était sur une butte à gauche ; afin de tromper l'ennemi on avait installé une douzaine de tentes en parade pour lui faire croire à la présence d'une force sérieuse sur ce point ; le gros du bataillon se plaçait en arrière. Convaincu de la bonté de ce poste, le marquis de Pallavicini « promettait de le tenir jusqu'à la dernière goutte de son sang » et qu'il arrêterait l'ennemi, fût-il au nombre de 20.000 hommes.

Le village de Ronchini est situé à deux kilomètres de Ceva ; le bataillon de Mondovi attaqué sérieusement aurait eu de la peine

(1) *Journal du 2e régiment de Mondovi*, page 193.
(2) Archiduc à l'empereur, Supplément, 19 février, page 20.
(3) Girola à Thugut, 24 avril. Voir Dumerbion à Bouchotte, 21 avril, p. 301.
(4) Argenteau à Colli, 17 avril, page 269.

à se retirer sans dommage, aussi d'Argenteau répondait-il à Pallavicini que le poste de Ronchini « n'était absolument qu'un avant-poste » et il lui ordonnait de se replier en cas d'attaque. Après avoir été rejoint par la centurie de Cairo le 19 à 1 heure du matin, le marquis Pallavicini renouvelait la proposition de garder sa position, mais à 5 heures d'Argenteau lui prescrivait de se rendre à Ceva.

Vers 2 heures du matin, ce général avait reçu une sommation de Masséna adressée à la ville de Ceva d'avoir à se rendre, « sinon que la garnison en aurait été passée au fil de l'épée ».

Cette démarche faisait supposer à d'Argenteau qu'il allait être attaqué dans la journée. Il avait fait venir de Coni deux obusiers et dix à douze pièces de 4 et de 8, ce qui lui procurait un grand avantage sur les Français qui n'en menaient pas avec eux. Appuyé par les fortifications de la ville, il décidait de livrer un nouveau combat. Ses troupes étaient disposées de la manière suivante : Lombardie et la légion légère occupaient la ville de Ceva, défendant le pont du Tanaro, le couvent des capucins, une batterie de deux pièces de canon. Les 1er et 3e bataillons de grenadiers étaient dans le fort ; en cas d'attaque, un d'eux irait occuper une batterie entre le fort et la ville. Caprara et Strassoldo (?) se tenaient sur les buttes en arrière ; les Croates étaient au couvent Saint-Augustin, le bataillon de Mondovi sur la rive gauche du Tanaro (1).

Masséna, à la suite de la retraite de d'Argenteau, n'avait pas éprouvé de peine à franchir le Tanaro ; le mont Airolo enlevé, les Français, ayant à l'avant garde la colonne de Laharpe, passèrent le pont qu'ils trouvèrent abandonné, et bivouaquèrent sur les hauteurs en avant d'Ormea. Une députation étant venue dans la nuit pour traiter des conditions de la capitulation, Laharpe l'adressait à Masséna. Celui-ci ne voulut admettre aucune discussion ; une heure au plus fut accordée aux habitants qui étaient demeurés sur place pour se soumettre ; un d'entre eux resterait comme otage. Passé ce délai, la ville serait mise au pillage (2).

La moindre défense du château où se trouvaient dix petites pièces de canon nous aurait fortement embarrassés, puisque nous n'avions pas à notre suite d'artillerie de campagne. Cependant, aucun essai de résistance ne fut tenté ; le lendemain deux compagnies de grenadiers vinrent occuper le fort. Laharpe fut chargé de maintenir le bon ordre en ville (2), Bonaparte d'envoyer des canonniers pour servir les pièces et des mulets pour évacuer les

(1) *Journal du 2e bataillon de Mondovi*, pages 195-197. Pour le détail, voir carte 5.

(2) Masséna à Laharpe, 16 avril, page 256.

munitions (1). La prise d'Ormea faisait tomber entre nos mains deux pièces de 4 de campagne sur affûts, dix petites pièces de bronze, 1.000 fusils de calibre, 6.000 émines de blé et beaucoup de drap (2).

Quelle que fût l'importance de ne pas s'arrêter, de pousser énergiquement les succès, Masséna n'osait s'engager sans connaître les intentions des représentants. Il semble même que l'on n'était pas encore décidé, que l'on n'avait pas de plan arrêté. Mouret restait encore sur la rive droite du Tanaro; bien que cette position ne répondît à aucun besoin, Masséna se bornait à lui prescrire de laisser le moins de monde possible sur les hauteurs et de cantonner le reste de ses troupes sur les versants, au besoin même dans les villages génois; il lui faisait passer du pain par Cantarana et l'exhortait à maintenir parmi ses troupes la discipline indispensable à leurs succès ultérieurs (3). Il réservait au lendemain de lui adresser des ordres définitifs.

Une conférence entre Masséna et les représentants eut lieu dans la journée du 18. On décidait de continuer le mouvement en avant de manière à attirer vers le Tanaro le gros des forces piémontaises; cette diversion ayant dégarni Saorge, on se porterait sur ce point pour l'enlever tout en gardant les hauteurs d'Ormea. Si l'opération réussissait, on aurait ainsi deux débouchés pour entrer en Piémont, l'un par le col de Tende, l'autre par Ponte di Nava, qui nous permettraient d'arriver à Turin sans grand obstacle (4).

Dans la soirée du 17, une sommation était adressée à Garessio; nos troupes y entraient sans coup férir le 18, et Masséna y transportait son quartier général, ce qui ne s'expliquerait pas si l'on n'avait eu l'intention de continuer le mouvement.

Ces succès étaient aussitôt annoncés à la Convention et au général en chef par Masséna; il est remarquable qu'il ne jugeait même pas à propos d'avertir Dumerbion du plan que l'on venait d'adopter, il se contentait de lui écrire : « J'espère sous peu de jours te donner plus de détails sur toutes ces opérations et t'en apprendre bien d'autres. » (5)

(1) Masséna à Bonaparte, 17 avril, page 268.
(2) Masséna aux représentants, 17 avril, page 268.
(3) Masséna à Mouret, 17 avril, page 268.
(4) Robespierre, Saliceti au comité, 18 avril, page 273. Cette lettre paraît être une réponse à une dépêche où le comité aurait manifesté des craintes à l'occasion d'une entrée en Italie. Pourtant, jusqu'à ce moment, la correspondance des représentants ne contient pas l'indication d'un pareil mouvement, et il fallait douze jours à un courrier pour aller et revenir de Paris.
(5) Masséna à Dumerbion, 18 avril, page 274.

Du reste dans sa dépêche à la Convention, tout en revendiquant pour lui la part qui lui revenait comme commandant en chef et par ce fait seul responsable, Masséna ne parlait pas des opérations futures. Il se contentait de cette brève indication : « Les représentants Robespierre et Saliceti ont toujours suivi les opérations de l'armée ; nous avons pensé qu'on pouvait poursuivre l'ennemi et ouvrir à l'armée un passage en Piémont » (1).

De leur côté, les représentants faisaient part à la Convention de la marche des opérations avec une exagération extraordinaire. Ils insistaient particulièrement sur la discipline qu'avaient montrée les soldats et sur leur respect envers le culte (2).

Conformément à la résolution adoptée, Masséna prenait ses dispositions pour simuler un mouvement sur Ceva : les 1er et 3e bataillons de la 3e d'infanterie légère, le 5e bataillon de grenadiers, deux bataillons de la 117e, deux bataillons de la 21e et 11 compagnies de la 46e se dirigèrent sur Garessio en passant par Ormea (3).

Afin d'éviter tout engorgement, aucune troupe ne fut admise à séjourner dans cet endroit ; en attendant leur mise en mouvement, elles se formèrent sur un emplacement provisoire au delà de la porte de Garessio où un adjudant général leur indiquait leur place au fur et à mesure de leur arrivée (4). Le général Mouret recevait le commandement de cette colonne. Laharpe demeurait à Ormea avec environ 3.000 hommes.

De nombreux ordres à donner retinrent Masséna à Ormea une partie de la journée ; dès la veille, il avait prescrit à Bonaparte de faire filer les munitions de guerre inutiles trouvées dans la place (5) ; cette évacuation continuait (6) ; les malades et les prisonniers furent dirigés sur la Piève (7) où ils arrivèrent au nombre de 70 ; celui des déserteurs montait à 102. De là ils continuèrent leur marche sur Oneille, où ils furent de suite embarqués (8).

La victoire avait procuré différentes ressources, on s'occupa de les répartir entre les troupes ; les demi-brigades qui avaient besoin de fusils les remplacèrent par ceux pris à l'ennemi (9).

(1) Masséna au comité, 18 avril, page 279.
(2) Représentants au comité, 18 avril, page 272 ; Robespierre à son frère, 18 avril, page 273.
(3) Masséna (Ordre), 20 avril, page 298
(4) Masséna à Laharpe, 18 avril, page 274.
(5) Masséna à Bonaparte, 17 avril, page 268.
(6) Masséna à Bonaparte, 18 avril, page 275.
(7) Masséna à Laharpe et à Cervoni, 18 avril, pages 274 et 275 ; et à Bertholosi, 18 avril, page 276.
(8) Cervoni à Masséna, 18 avril, page 280.
(9) Masséna à Laharpe, 18 avril, page 276.

Une partie des troupes étant nu-pieds, Masséna demandait des souliers à Dumerbion, à Haller, à Aubernon (9). Cette situation du reste n'allait pas tarder à s'améliorer ; dès le 17, 3.700 paires de souliers étaient arrivées à la Piève et on attendait encore un second convoi de 3.000 autres (1).

Jusqu'à ce moment on avait éprouvé les plus grandes difficultés pour faire parvenir leurs subsistances aux troupes ; le mauvais état des chemins et surtout le manque de mulets en était cause. Bien souvent le pain avait manqué et, quand il arrivait, on ne le recevait que gâté ; à deux marches d'Oneille, Haller ne pouvait assurer le service (2). Grâce aux blés trouvés à Ormea cette difficulté était en partie levée ; en cuisant sur place, on n'avait plus à tirer de l'arrière que l'eau-de-vie et les souliers.

Le 18, trois fours étaient déjà en activité et on en construisait un quatrième, mais tout était à organiser comme personnel. En l'absence de commissaire des guerres, Masséna chargeait deux adjoints de ce service ; nécessaires ailleurs, ces officiers ne pouvaient conserver longtemps ces fonctions ; en outre il était impossible de faire l'inventaire des magasins ; aussi Masséna réclamait-il vivement à Dumerbion et à Aubernon l'envoi de ces fonctionnaires (3). Ayant appris dans la journée l'arrivée de Vireville à la Piève près de Cervoni, il l'appelait auprès de lui, sauf le cas où sa présence y serait absolument indispensable (4). Au moyen de ces différentes mesures, le général espérait faire nourrir tout le corps expéditionnaire par Ormea ; chaque jour 4.700 à 4.800 rations devaient être dirigées de cette ville sur Garessio (5). Seul Mendatica continuerait à tirer sa subsistance de la Piève (6).

Dès son entrée à Garessio, Masséna expédiait à Laharpe tous les mulets qu'il avait pu se procurer et lui recommandait la plus grande surveillance, particulièrement à la gorge du pont de Nava. Sur les derrières, les divers mouvements ordonnés par Masséna s'étaient exécutés.

Le général Hammel était arrivé le 15 au soir à Taggia ; conformément aux ordres du 13 et du 14 (7), il avait reporté le 1er bataillon

(1) Masséna à Aubernon et à Haller, 18 avril, page 276, à Dumerbion, page 274.
(2) Masséna à Cervoni, 18 avril, page 277.
(3) Masséna à Haller et à Aubernon, 18 avril, page 276. — Les représentants avaient nommé Ottavi pour faire l'inventaire des magasins, 18 avril, page 274.
(4) Masséna à Cervoni, 18 avril, page 277.
(5) Masséna à Laharpe, 18 avril, page 278.
(6) Masséna à Cervoni, 18 avril, page 275.
(7) Masséna à Hammel, 13 avril, page 242 et 14 avril, page 246.

de la 56e à mont Giove et le 3e des Hautes-Alpes à Triora. Il lui restait le 1er bataillon de grenadiers et le 2e bataillon de la 3e d'infanterie légère formant un effectif de 1.145 hommes ; il se rendait de sa personne à Oneille pour y recevoir des instructions ; n'en ayant pas trouvé il retournait à sa colonne (1). Il y avait là une erreur dont nous ignorons la cause, Masséna croyait avoir appelé à Oneille tout le corps (2). Provisoirement il autorisait Hammel à demeurer dans cette ville (3) ; bien que ce général l'eût averti de l'envoi du bataillon des Alpes à Triora, il lui renouvelait l'ordre de le diriger sur ce point.

Lafon avait occupé Loano le 16 (4).

Dans la journée, Masséna en recevait une lettre où il lui marquait des inquiétudes assez vives occasionnées par un soi-disant mouvement des Autrichiens, et il lui demandait des renforts. Appréciant ces avis à leur juste valeur, après la facilité avec laquelle on avait enlevé Ponte di Nava et Garessio, Masséna se bornait à lui recommander de maintenir une exacte discipline et de désarmer les habitants. A son avis, ces mesures étaient suffisantes (5).

Cependant, dans le but de prévenir tout danger et d'augmenter ses forces, il appelait à lui la colonne d'Hammel en le faisant passer par Langaglia et Loano ; ce mouvement avait l'avantage de couvrir sa droite contre une attaque venant de Saint-Bernard et de procurer un renfort immédiat à Loano pour le cas, peu probable, d'une attaque ennemie sur cette ville (6). Afin de renforcer la garnison d'Oneille, les postes placés sur les hauteurs vers Gênes devaient être diminués de moitié.

L'attention de Masséna se portait également sur ses postes de gauche. Conformément à l'avis reçu, Fiorella s'attendait le 16 à une attaque de l'ennemi ; mais la journée se passait fort tranquillement, son détachement avait seulement à souffrir de la faim, les vivres que Pigna devaient lui expédier manquant depuis deux jours (7).

A Triora, François avait opéré une reconnaissance sur Rocca Barbona ; voyant ce poste occupé, il ne jugeait pas à propos de l'attaquer et se repliait (8).

(1) Hammel à Masséna, 16 avril, page 260.
(2) Masséna à Hammel, 18 avril, page 277.
(3) Masséna à Hammel, 18 avril, page 278.
(4) Note de Verani, page 264.
(5) Masséna à Lafon, 18 avril, page 278.
(6) Masséna à Hammel et (Ordre), 18 avril, page 278.
(7) Fiorella à Masséna, 16 avril, page 261.
(8) *Journal* d'un officier du régiment des Gardes, page 167.

Le 17 Masséna s'était assuré auprès du général François de l'arrivée du renfort envoyé par Hammel à Triora (1); ce point acquérait chaque jour une plus grande importance par suite de la marche en avant. Certains indices semblaient en effet prouver que l'ennemi s'augmentait dans cette partie. Par une dépêche qui nous manque, Lebrun avait signalé en face de Tanarda l'existence d'un camp de 150 tentes (2) ; le 15, à la suite de l'attaque de Rocca Barbona, le général François avait reconnu deux petits camps avancés et un plus reculé qui était considérable.

En conséquence, Masséna recommandait au commandant de la 118e « de se garder très soigneusement du côté où l'on avait découvert les cent tentes ».

Il était de la plus haute importance de ne pas être inquiété sur la gauche pendant l'expédition que l'on projetait ; aucun document n'indique le but que l'on se proposait, mais il semble que l'on a eu un instant l'intention de tenter un coup de main sur Ceva et d'entrer en Piémont. Telle est du moins l'opinion du colonel Krebs ; sans permettre de rien affirmer, l'étude des ordres autorise à l'admettre et nous nous y rallions complètement (3). En effet, dans la matinée du 19, Masséna réclame à Dumerbion, au nom des représentants, toute sa cavalerie, cet envoi « est absolument nécessaire, lui disait-il, et le bien du service en souffrirait si tu n'acquiessais promptement à leur demande » ; la nourriture des chevaux n'occasionnera aucune difficulté (4). Cette cavalerie n'était d'aucune aide en cas d'une expédition contre Saorge, et son entretien devait causer les plus grandes difficultés dans ce pays où l'on trouvait à peine la subsistance de quelques mulets ; elle n'avait d'emploi que dans la plaine de Piémont.

Dans cette même dépêche, Masséna priait le général en chef de lui renvoyer une lettre qu'il avait adressée au comité et où il voulait faire quelques changements.

Nous ignorons ce qu'elle contenait (5) ; le capitaine Colin a émis l'hypothèse suivante : « Masséna croit pouvoir écrire en même temps au comité pour annoncer la marche sur Garessio ; mais le lendemain, réprimandé par les représentants pour avoir indiqué la marche vers le nord-est comme le véritable but des opéra-

(1) Masséna à François, 18 avril, page 277.
(2) Masséna à Lebrun, 18 avril, page 275.
(3) Krebs et Moris, page 38.
(4) Masséna à Dumerbion, 19 avril, page 286.
(5) D'après la dépêche de Dumerbion du 22 avril « page 313 » il semble bien qu'il est ici question de la relation de Masséna en date du 18 avril « page 279 ».

tions, il écrit à Dumerbion de lui renvoyer sa lettre, si elle n'est pas transmise à Paris » (1).

Nous risquerons une autre explication. Nous lisons dans une lettre adressée le 19 par Dumerbion au comité : « On se dispose à tourner Saorge et à couper la communication de cette place ». Dans aucun document il n'est question de cette opération, on peut donc admettre que cette indication lui a été fournie par Masséna qui, voyant la nouvelle direction donnée à son corps sur Ceva, aurait alors voulu retirer sa lettre. Mais, nous le répétons, c'est là une simple hypothèse ; en histoire on doit se résoudre à ignorer.

Un seul fait est certain, Masséna préparait tout dans la journée pour un grand mouvement. Il renouvelait à Monnier l'ordre expédié le 18 à Hammel (2), il prescrivait à Laharpe de faire garder les hauteurs avec la plus grande vigilance et de diriger 1.000 hommes à moitié chemin entre Ormea et Garessio (3).

Les troupes réunies dans cette ville, c'est à-dire le 2e bataillon de la 46e et trois compagnies de cette demi-brigade, le 5e bataillon de grenadiers, le 3e de la 3e d'infanterie légère, le 1er de la 117e, devaient se tenir prêtes à marcher au premier signal. Le 1er bataillon de la 3e d'infanterie légère prendrait les armes à une heure ; l'opération s'exécuterait à la tombée de la nuit (4). Masséna appelait Cervoni auprès de lui, sauf dans le cas où sa présence serait indispensable à la Piève, il lui recommandait de veiller particulièrement à la subsistance du poste de Mendatica et de diriger sur Garessio le pain qu'Haller avait fait passer à la Piève (5). Cinq compagnies de la 21e brigade étaient demeurées dans ce bourg, la sixième, après avoir escorté les prisonniers, avait été arrêtée à Saint-Lazare sur la proposition de Monnier pour assurer les communications, les escortes et la garnison.

Mais pour exécuter le mouvement projeté il fallait du pain ; aussi Masséna attirait-il de nouveau l'attention de Laharpe sur la question des vivres : « que les fours cuisent sans relâche, lui écrivait-il, et envoie-nous le pain dans la journée pour que nous puissions le recevoir demain matin ; tâche de nous faire manger et nous t'aimerons de tout notre cœur » (4).

A la réception de cet ordre, Laharpe faisait aussitôt doubler tous les postes d'Ormea à Garessio, mais il se déclarait incapable

(1) Colin, *Education militaire de Napoléon*, page 254.
(2) Masséna à Monnier, 19 avril, page 285.
(3) Masséna à Laharpe, 19 avril, page 286.
(4) Masséna (Ordre), 19 avril, page 286.
(5) Masséna à Cervoni, 19 avril, page 286.

de fournir 1.000 hommes. Obligé « de garder les hauteurs plus que jamais, un bataillon de la 99e lui manquant », il ne pouvait fournir qu'un bataillon, et encore avait-il « dû faire relever quatre compagnies qui avaient une destination fixe ». 500 hommes restaient seuls disponibles pour le service de la place d'Ormea.

La fabrication du pain n'avançait pas non plus ; quoiqu'ayant arrêté toute distribution à ses troupes, il doutait d'obtenir la fourniture réclamée pour Garessio, en tout cas elle n'arriverait pas dans la soirée (1).

A Garessio, Masséna était harcelé de demandes ; n'ayant pas de pain, les soldats « criaient la faim » ; ni les cartouches, ni l'eau-de-vie n'étaient arrivées, aussi décommandait-il le mouvement des troupes ; de nouveau il s'adressait à Laharpe : « seule sa vigilance et son activité pouvaient faire cesser ces justes clameurs » (2).

Tous les efforts de Laharpe demeuraient impuissants pour remédier au défaut de pain ; les boulangers fatigués se relâchaient, et bien qu'il eût fait nourrir par la Piéve les trois bataillons de Ponte di Nava, la fabrication d'Ormea demeurait impuissante à alimenter Garessio (3).

Heureusement Laharpe apprenait qu'il y avait 15.000 rations à la Piève ; il invitait aussitôt Cervoni à les lui expédier. « Les fours d'Ormea sont insuffisants, lui disait-il, ne perds pas un moment, la troupe murmure et toi seul peux y remédier » ; à la réception de l'invitation pressante de Masséna, tout ce qu'on avait de cuit, 700 à 800 rations, partait à l'instant ; le reste suivrait à la sortie du four. Mais un nouvel obstacle surgissait ; on lui avait envoyé des mulets mais point de sacs, de telle sorte que, si l'on n'y remédiait, les expéditions cesseraient et il se verrait contraint d'attendre le retour des premiers convois (4). De son côté Masséna, dès qu'il eut connaissance de l'existence de ce pain à la Piève, prescrivait à Cervoni de le lui expédier (5)

A la crainte de manquer de vivres, vinrent s'ajouter les nouvelles de Loano qui peuvent avoir contribué à provoquer le contre-ordre de l'expédition projetée.

Nous ignorons le contenu des rapports adressés par Lafon à Masséna ; ils étaient certainement alarmants, puisque, dans la

(1) Laharpe à Masséna, 19 avril, page 287.

(2) Masséna à Laharpe, 19 avril, page 286. Il n'est pas certain que le manque de vivres ait été la cause du contre-ordre.

(3) Laharpe à Masséna, 19 avril, page 288.

(4) Laharpe à Cervoni, 19 avril, page 287. Par erreur on a imprimé Cervoni à Laharpe.

(5) Masséna à Cervoni, 19 avril, page 286.

journée, un officier partait de Garessio pour Loano ; il devait non seulement y prendre le plus de renseignements possibles sur les mouvements des coalisés, mais encore « rassurer nos troupes sur les craintes qu'elles pourraient avoir sur l'approche de l'ennemi » (1).

D'autre part, un rapport du général François venait confirmer ceux de Lafon et leur donner plus de vraisemblance. D'après une lettre que lui avait communiquée le prieur des Augustins, « l'ennemi avait porté des forces sur Savone, et le tyran de Sardaigne était dans l'intention sous deux ou trois jours de faire un grand effort » (2). Tous ces bruits étaient répandus par les émissaires de l'archiduc (3).

Le renforcement des coalisés à col Ardente n'avait pas échappé à François ; il rendait compte qu'il y avait « beaucoup de troupes, entre autres deux bataillons d'Autrichiens et deux piémontais et beaucoup de milices ». Vis-à-vis de Pellegrino on avait aperçu « un camp de 160 tentes et un plus près de 45 ». En outre le gouverneur de la ville l'avertissait qu'un renfort de 5.000 Croates allaient rejoindre ce camp.

Conformément à l'ordre du 15 qui l'invitait à la plus grande surveillance, François avait placé un poste de 100 hommes sur la route de Rocca-Barbona à Pellegrino, 30 sur celle de Verdeggia à Creppo et 300 sur les hauteurs. Ces différents postes étaient « très en règle pour la défense de la place ». Son effectif s'élevant à 723 hommes était insuffisant pour une relève, et leur situation était d'autant plus pénible que même les tentes faisaient défaut ; pour les soulager, il demandait la rentrée d'un détachement fort de 150 hommes du 3e bataillon des Hautes-Alpes resté à la Roccheta. Deux pièces de 3 étaient arrivées à son poste.

Avec si peu de forces, il jugeait impossible toute tentative contre Rocca-Barbona, et il réclamait des renforts pour obliger « l'ennemi d'évacuer ce poste qui pouvait nous devenir d'une grande importance pour le passage de la Brigue » (2).

A Tanarda, la situation était toujours la même ; le chef de brigade étant tombé malade, Masséna l'autorisait à se faire remplacer par le plus ancien lieutant-colonel ; vu la pénurie d'officiers, on était forcé de faire remplir leurs fonctions par des sous-officiers (4).

Au mont Giove, Lebrun avait trouvé les dispositions de Leblanc

(1) Masséna à Langlois, 19 avril, page 287.
(2) François à Chabran, 19 avril, page 289.
(3) Archiduc à l'empereur. Supplément, 20 avril, page 48.
(4) Masséna au commandant de la 118e, 20 avril, page 296.

fort bien faites et celui-ci revenant d'une reconnaissance ; sa dépêche nous manque, mais il semble que lui aussi attribuait un effectif considérable aux forces placées en face de lui (1).

Prêt à tenter un coup de main sur Ceva et n'ayant plus que 4.500 hommes de disponibles, Masséna ne se laissait pas émouvoir par de pareils bruits et il affectait la plus grande confiance afin d'en inspirer à ses lieutenants. « Jamais les ennemis n'oseront attaquer tes avant-postes, répondait-il à François, ils ont été trop souvent battus ». Le bataillon de renfort fourni par Hammel le mettait « à même de déjouer les projets de l'ennemi et faire même quelques tentatives ». Quant à la présence des 5.000 Croates, il refusait d'y croire, ce n'était du reste qu'un instant difficile à passer. « Patience, ajoutait-il, et sous peu nous serons à toi avec des forces considérables » (2).

Après avoir approuvé la reconnaissance faite par Lebrun sur Saorge « pour connaître les établissements de l'ennemi et sa force », il lui disait : « Enlève ce que tu pourras aux ennemis sans te compromettre, surtout recommande à nos frères d'armes de ne point se laisser surprendre .... Rends compte bien exactement au général Dumerbion et au général Macquard de tes mouvements, ne me laisse rien ignorer » (1).

Cette invitation à ne pas « se laisser surprendre » était motivée par l'enlèvement du poste de la Tanarda dans la matinée du 9. Masséna, en ayant été averti directement par une dépêche du général en chef, en exprimait son mécontentement au chef de la 118e : « Je suis fort étonné et je sais mauvais gré de l'avoir laissé ignorer » (3).

A tous les postes, il renouvelait l'ordre de se retrancher.

Les efforts de Laharpe et de Cervoni pour procurer des vivres à Garessio n'avaient point été infructueux. Le 20 au matin le service était assuré pour la journée. On avait reçu dans la nuit 2.118 rations, un aide de camp en avait amené 2.000 dans la matinée, et Vireville arrivait de la Piève avec 150 mulets (4). On était donc tranquille de ce côté ; toutefois, le personnel administratif se montrait ou incapable ou peu zélé, et le service des vivres ne marchait que par des officiers. Depuis le départ de Nice, pas un seul commissaire n'avait suivi le corps, aucun n'avait rejoint. Aubernon malade

(1) Masséna à Lebrun, 20 avril, page 297.
(2) Masséna à François, 20 avril, page 296.
(3) Masséna au chef de la 118e, 20 avril, page 296.
(4) Masséna à Laharpe, 20 avril, page 298. — Masséna à Dumerbion. 20 avril, page 296.

était resté en arrière. « Les adjudants généraux et adjoints généraux sont obligés de faire votre service en en ayant d'autre », écrivait Masséna à Eyssautier, et il demandait à Dumerbion de diriger sur son corps deux commissaires (1).

Malgré ses lettres pressantes, on n'avait pourvu en rien aux besoins des troupes en fait d'objets de campement. Le 18 avril, Cervoni avait réclamé de nouveau à Aubernon des couvertures pour les troupes placées sur les hauteurs et pour les postes de Tanardo et de Monte-Pizzo (2). Le 20, informé que ces postes en étaient encore dépourvus, Masséna revenait à la charge auprès d'Aubernon : « Tu as été à portée de connaître combien ces objets leur sont essentiels, aussi ne perds pas un instant pour leur en faire parvenir » (3).

Avec une organisation convenablement montée, il aurait été facile de vivre sur le pays, de grandes quantités de blé, de farine, de fourrages, d'orge et d'avoine ayant été conquises à Garessio et à Ormea ; seuls les mulets manquaient, et dès qu'on s'en serait procuré « on mettrait le tout en sûreté ».

Les communications entre Masséna et Dumerbion avaient été peu fréquentes depuis l'entrée en Italie ; le général en chef s'en était plaint, et à deux reprises il avait prié Masséna de lui faire passer tous les jours le Bulletin des opérations (4). Masséna s'en excusait. « Sans commissaires des guerres, sans agents pour le service des subsistances », tout lui était tombé sur les bras ; il lui avait donc été impossible de remplir ce désir du général en chef bien qu'il en comprît la nécessité « pour mettre Macquard à même de le seconder si les circonstances l'exigeaient ». Son chef d'état-major étant demeuré en arrière, il chargeait Claussade de ce soin.

Au moment où cette lettre était écrite, rien n'était encore décidé pour les opérations futures : « Il est vrai, disait-il, que le représentant Robespierre n'a point encore renoncé ni moi à l'expédition de Saorge, mais tu en seras prévenu assez à temps parce que Macquard et Lebrun seront de la partie. Je te ferai passer en conséquence le plan d'attaque qu'on dit avoir été définitivement arrêté ; le projet était jusqu'à présent (5), et il serait indispensable de faire passer de nouvelles troupes à Giove ; tu seras instruit à temps de

(1) Masséna à Eyssautier, 20 avril, page 298.
(2) Cervoni à Masséna, 18 avril, page 280.
(3) Masséna à Aubernon, 20 avril, page 297.
(4) Dumerbion à Masséna, 15 avril, page 252 et 17 avril, page 267.
(5) Il manque certainement ici un mot qui a dû être passé en recopiant l'original sur le registre d'ordres.

tout ». Ce passage est capital ; il nous prouve non seulement le peu d'influence de Dumerbion sur les événements, mais encore l'influence décisive des représentants. Toutefois on ne saurait conclure du mot, *on dit*, que Masséna n'a point été amené à prendre part à la délibération ; il me paraît que par l'expression, *le représentant Robespierre ni moi*, Masséna revendique énergiquement son droit de chef. En admettant même que Masséna ait reçu un plan tout fait, sans avoir été admis à faire valoir son opinion, il aurait encore le mérite primordial de l'exécution tactique; les faits de guerre sont d'une nature trop complexe pour se laisser déterminer à l'avance ; or, l'opération de Saorge a été dirigée *entièrement* par Masséna. En cas de revers toute la responsabilité serait retombée sur lui ; il est donc juste que la gloire du succès lui en revienne tout entière.

Bien des hypothèses ont déjà été émises sur l'explication de ce passage ; nous en présenterons une autre. Masséna écrit que ni lui ni Robespierre jeune n'ont encore renoncé à l'expédition de Saorge, ne pourrait-on en conclure qu'un autre parti poussait à déboucher en Piémont et que Masséna et Robespierre s'y seraient opposés ? Une autre phrase de la lettre nous apprend que Robespierre et Saliceti (ici Masséna les nomme tous deux) croyaient que des renforts avaient dû être envoyés à Oneille ; on se demandera de quelle utilité il aurait été pour une expédition contre Saorge de porter des renforts à Oneille. A notre avis, le 20, jusqu'à 7 heures du soir, les opinions ont été partagées.

Masséna repoussait ensuite bien loin de lui le reproche d'avoir disséminé sa division ; il sentait bien qu'elle était très dispersée, « mais on occupait une étendue de pays immense, et tous nos postes demandaient des forces considérables pour les garder ».

La route de Nava (clef du Piémont) exigeait 3.000 hommes ; il lui en restait donc 4.500 pour risquer le coup de main sur Ceva. Masséna ne se faisait aucune illusion sur le résultat de cette entreprise, et il ne lui attribuait aucune importance. « Nous attendons tout de la terreur des ennemis pour qu'à notre approche ils évacuent cette place. Il n'y a que la terreur que nos sans-culottes inspirent partout qui puisse nous faire prendre une place avec une nombreuse artillerie, n'ayant à leur opposer que deux pièces de 4 et deux obusiers. Mon intention n'est pas de faire un long séjour auprès de ce fort ; après quelques coups tirés, nous les sommerons de se rendre ; si la peur les fait obéir, bien ; à défaut, nous retournerons à Garessio ; mais notre petite fanfaronnade doit se passer dans la nuit ».

Masséna traitait ensuite diverses questions de service. A son avis, Giove était actuellement très fort ; il ne pouvait y faire passer de pièces de 3, François en ayant disposé pour Triora. Il renouvelait sa demande de cavalerie, mesure qui soulagerait les greniers de Nice et ne lui causerait aucune difficulté, « le fourrage ne manquant pas non plus que l'avoine » (1).

Mais brusquement, on renonçait au projet de marcher sur Ceva. Faut-il attribuer ce changement de plan à la crainte de s'enfourner avec 4.500 hommes dans la vallée du Tanaro, alors que l'on signalait des forces considérables sur les deux flancs à Loano et à col Ardente ? Ou bien encore y voir l'influence de représentations faites par Masséna ? Nous l'ignorons.

Une autre explication serait peut-être admissible ; aucune lettre de Masséna ne fait mention de la sommation adressée à la place de Ceva (2) ; peut-être l'officier chargé de la remettre a-t-il averti qu'il y avait sur ce point un corps considérable, appuyé par de l'artillerie, décidé à se défendre. Dès lors, on n'avait aucune chance de succès et l'on se serait déterminé à ne pas exposer les troupes à un échec et à un mouvement rétrograde.

Tout en donnant le contre-ordre, il semble que l'on ne savait encore à quel parti s'arrêter, puisque, dans un premier ordre, Masséna se bornait à remettre le commandement des troupes à Mouret. Quant à lui, il s'apprêtait à se rendre à Ormea (3) où il appelait Rusca « pour lui procurer des renseignements indispensables ». Mais à 7 heures du soir « des affaires imprévues » (4) le retenaient à Garessio.

Entre temps, un arrêté des représentants qui réglait les opérations futures lui avait été remis.

Arrêté de Robespierre jeune et de Saliceti (A M) :

« Le général Masséna fera filer 3.000 hommes de la division qui se trouve en Piémont sur Tanardo.

La division de Macquard, renforcée par les forces que le général Dumerbion jugera nécessaire de lui faire passer, attaquera Saorge par Giove, dans le temps que les 3.000 hommes de la division du Piémont attaqueront par les hauteurs de la Brigue.

Tout sera disposé pour que cette attaque puisse avoir lieu le 8 floréal.

(1) Masséna à Dumerbion, 20 avril, pages 294-296.
(2) *Journal du régiment de Mondovi*, page 195. Un rapport de Dumerbion au comité en parle : nous ignorons par qui il a appris ce fait, 23 avril, page 314.
(3) Masséna à Mouret, 20 avril, page 299.
(4) Masséna à Rusca, 20 avril, 7 heures du soir, page 299.

L'on fera évacuer toutes les subsistances qui se trouvent en Piémont sur Piève et Oneille.

La division de Piémont tiendra à Garessio et à Ormea jusqu'au 8 floréal, à moins d'événements supérieurs.

Passé le 8 floréal, elle évacuera Garessio et Ormea, occupant les hauteurs qui maîtrisent le passage du Tanaro et protègent la droite de la vallée d'Oneille.

Le général chargé de la retraite gardera le plus grand secret sur son évacuation qui ne sera connue de l'armée qu'au moment même. Il fera observer la plus exacte discipline et veillera à ce que l'on se comporte bien avec les habitants auxquels il dira que notre retraite n'est que momentanée et les assurera du retour.

La division de Piémont fera faire des promenades militaires sur le chemin de Mondovi et de Ceva. »

Certains historiens ayant considéré Robespierre jeune comme un des inspirateurs de la campagne de 1796, nous nous permettrons quelques observations sur cet arrêté.

Quels avantages espérait-on obtenir de ce corps laissé à Garessio ? Ne devait-on pas connaître, après le combat de Ponte de Nava, l'état de faiblesse des forces piémontaises qui nous étaient opposées ?

Quel motif avait-on d'évacuer Garessio le jour fixé pour l'attaque ? Voulait-on se procurer ainsi un renfort et profiter de la ligne intérieure pour concentrer à l'improviste ses forces sur la gauche ? Mais alors il aurait fallu commencer le repliement au moins deux jours à l'avance en le masquant par une avant-garde ; autrement ce corps de troupes était destiné à arriver au moment où tout serait terminé.

Etait-ce crainte d'exposer ce corps et de le voir surpris et enlevé ? Il suffisait, surtout en pays de montagne, de pousser quelques détachements au loin pour être averti à temps ; l'on aurait ainsi évité aux troupes cet éternel mouvement de va-et-vient si propre à dégoûter le soldat, à le faire croire à l'irrésolution et à l'incapacité de ses chefs.

Enfin que dire de cet éparpillement de forces à Loano, Garessio, Ponte de Nava qui ne laissait que 3.000 hommes disponibles pour l'opération principale ? Tel était le résultat de vingt jours de manœuvre employés soi-disant à faire une diversion pour diminuer les forces de l'ennemi à Saorge, au lieu de pousser sans relâche sur ce point presque dégarni, sans donner à l'adversaire le temps de se concentrer. Et nous avons vu combien l'effroi avait été grand chez les Piémontais les 7 et 8 avril.

Masséna, avec son rude bon sens, avait apprécié les avantages

obtenus à leur juste valeur, lorsqu'il parlait d'un régiment « qu'il y aurait de moins dans la partie de Saorge ».

En outre, cette retraite amenait nécessairement avec elle la perte des denrées dont on s'était emparé, puisqu'on ne pouvait les évacuer, et il allait en résulter quelques jours après bien des privations pour l'armée.

En exécution de l'arrêté, Masséna laissait sous les ordres de Mouret le 1er bataillon de grenadiers, le 2e bataillon de la 3e d'infanterie légère, deux bataillons de la 21e, la 19e, deux bataillons de la 99e et de la 101e, le 5e bataillon des Alpes. Pour toute instruction il le renvoyait à l'arrêté des représentants. En son particulier, il l'engageait à hâter l'évacuation des subsistances trouvées « dont il connaissait le prix » (1).

Le corps laissé en pointe à Garessio était très exposé au cas où les coalisés auraient eu de grandes forces vers Loano ; aussi Masséna recommandait-il à son camarade « de garder les hauteurs et particulièrement la gorge du pont de Nava » et « d'envoyer des découvertes tous les matins sur le chemin de Ceva et de Mondovi ».

Les troupes que Masséna emmenait avec lui étaient échelonnées sur quatre journées de marche. Le 2e bataillon de la 46e et trois compagnies de sapeurs devaient entrer à Piève le 21 ; le 1er bataillon de la 3e d'infanterie légère et le 1er de la 117e le 22 ; le 2e de la 117e le 23 ; le 5e de grenadiers et le 3e de la 3e d'infanterie légère le 24 (2).

II

Au quartier général de Nice, on vivait dans l'ignorance la plus complète des mouvements du corps de Masséna, ce qui témoigne au moins d'une grande insouciance, et il est indiscutable que la direction d'armée aurait dû prendre des mesures pour être tenue au courant des opérations d'un corps qui agissait à 35 kilomètres d'elle (distance de Vintimille à Oneille). Bien que dès le 9 Ricord eût écrit à la Convention (3) : « Les troupes sont déjà maîtresses des hauteurs qui dominent Saorge », on ne faisait aucune tentative pour compléter ces renseignements ; le bulletin du 13 porte : « On

(1) Masséna à Mouret, 20 avril, page 299.
(2) Masséna (ordres) 20 avril, page 298.
(3) Ricord au comité, 9 avril, page 212.

n'a encore aucune nouvelle de la marche de la colonne du centre de l'armée entrée en Italie depuis la prise d'Oneille » (1). Celui du 14 contient la même mention, pourtant l'on sait que la colonne du centre est à Tanardo et que celle de gauche « occupe le Mont Gio, l'Alpet en s'étendant du côté de Tanardo » (2). Et comme Leblanc à Mont Giove a demandé des renforts, le 1er bataillon de la Loire se rend à Brouis. Dumerbion se déclare incapable de lui procurer d'autre appui. Si nous consultons l'état de situation du 20 avril (3), nous voyons qu'il y a alors 1.520 hommes à Breil, 4.850 à Brouis; il semble donc que ce bataillon, fort de 1.104 hommes, aurait été mieux employé sur la rive gauche de la Roya.

Le 15, différentes dépêches venaient enfin tirer Dumerbion de son incertitude sur le sort du corps de Masséna ; mais elles ne lui donnaient aucun renseignement sur les mouvements futurs. Robespierre jeune se contentait de lui dire « qu'on allait renouer le plan des opérations que Masséna n'avait pas pu exécuter » (4), ce que Dumerbion expliquait en ces termes au comité : « La colonne du centre de la division de l'armée entrée en Italie, maîtresse des hauteurs de Tanarda et de celles qui peuvent intercepter les communications du Piémont avec la principauté d'Oneille, travaille à lier sa ligne de défense avec celle de gauche » (5). Nous avouons ne pas comprendre.

En écrivant à Masséna Dumerbion s'abstenait soigneusement de lui donner aucun ordre ; il se contentait de l'instruire des succès de Macquard ainsi que des escarmouches insignifiantes livrées à la Giandola et à l'Agnon le 13 et le 14 (4).

Le 17, on apprenait à Nice le mouvement sur Pont de Nava; pourtant on ne songeait nullement à le favoriser en inquiétant soi-même la droite ennemie : « Je suis persuadé que l'attaque de Pont de Nava réussira parfaitement, écrivait Dumerbion à Masséna, je le souhaite on ne peut plus vivement et l'apprendrai avec grand plaisir » (6) et l'on attendait tranquillement des nouvelles. Le 19, arrivait l'avis de la prise d'Ormea ; en même temps Dumerbion était informé « qu'on se disposait à tourner Saorge et à couper la communication de cette place avec celle de Coni » (7).

(1) Dumerbion au comité, 13 avril, page 240.
(2) Dumerbion au comité, 14 avril, page 244.
(3) Situation du 20 avril, page 773.
(4) Dumerbion à Masséna, 15 avril, page 257.
(5) Dumerbion au comité, 15 avril, page 252.
(6) Dumerbion à Masséna, 17 avril, page 267.
(7) Dumerbion au comité, 19 avril, page 285.

Les escarmouches insignifiantes en elles-mêmes qui s'étaient livrées depuis le commencement du mois, nous procuraient l'avantage d'aguerrir nos troupes et de permettre de contrôler les rapports des déserteurs (1) et des prisonniers. Sans être absolument véridiques, ils prouvaient néanmoins que l'ennemi ne s'était pas renforcé vers l'Authion. Le 13, ils signalaient 2.000 hommes à Saorge (2), et le 14 ils annonçaient que les régiments de Belgioso et Caprara avaient ordre de renforcer cette garnison (3). Par les prisonniers il était facile de se rendre compte qu'au cas où ces régiments auraient été véritablement en marche, ils n'avaient pas encore atteint leur destination. D'ailleurs, Masséna signalait la présence de Caprara de son côté. Le 17, on apprenait par les déserteurs de Millefourches qu'il y avait dans ce camp « 2.000 hommes, six pièces de 4, deux pièces de 16 et un obusier » ; on y craignait une attaque de notre part et on y attendait un renfort de sept bataillons impériaux ; ceux de Saorge évaluaient la garnison à 1.200 (4), chiffre trop élevé, comme nous le savons par le rapport de Dellera en date de ce jour (5).

Le 18, six déserteurs rendaient compte qu'il se trouvait 400 hommes à la Maglia et 4000 hommes avec cinq pièces au col de Raus.

Sauf ce dernier avis, tous les renseignements, témoignaient de la faiblesse des ennemis, ils étaient confirmés par ceux de nos découvertes. « On s'aperçoit, depuis quelques jours, écrivait le 18 Dumerbion, que l'ennemi est peu nombreux au camp de Millefourches; dans les dernières reconnaissances, on n'a vu qu'une douzaine d'hommes au poste du donjon ; on présume qu'il a porté des forces ailleurs » (6).

Le moment approchait où toute l'armée devait se porter en avant. Le 20, le général Garnier recevait le commandement de la division de l'aile gauche depuis Entrevaux jusqu'à Utelle ; il avait sous ses ordres Serurier à Entrevaux, l'adjudant général Vicose au Broc, et Monleau à Utelle (7) ; le général Durand celui de la division du centre (8) ; le reste de la ligne était sous les ordres de Macquard ; et le général Gardanne prenait le commandement du poste de

(1) Le nombre des déserteurs était énorme ; dans le mois de germinal, il en vint 155, presque tous Suisses. (Dumerbion à Bouchotte, 20 avril, page 292).
(2) Dumerbion au comité, 13 avril, page 240.
(3) Dumerbion au comité, 14 avril, page 245.
(4) Dumerbion au comité, 17 avril, page 267.
(5) Dellera (Analyse), 17 avril, page 271.
(6) Dumerbion au comité, 18 avril, page 271.
(7) Gauthier, Ordre, 20 avril, page 293.
(8) Gauthier (ordre), 20 avril, page 293.

Saint-Arnoux (1). Ces diverses nominations assuraient solidement le commandement dans cette partie.

A la veille de tenter l'opération décisive de la campagne, les représentants demeurés avec l'aile gauche de l'armée comprenaient que le moment de prendre un parti définitif avait sonné, et que rien n'était plus à propos que de frapper un grand coup. Ils réclamaient du comité 6.000 hommes de cavalerie et 20.000 à 25.000 d'infanterie effectifs et armés, car la pénurie de fusils était le principal obstacle qui s'opposait à l'augmentation de l'armée ; « on n'en avait point ou très peu » à distribuer ; un bataillon de 1.200 hommes était arrivé sans armes. Se basant sur cet état de choses, ils faisaient monter le chiffre de leurs besoins à 20.000 ou 25.000 fusils ; le 14 avril, Dumerbion en avait déjà demandé 15.000 (2).

Actuellement on avait 20.000 hommes dispersés devant la droite de l'ennemi ; il était donc indispensable de le rejeter de ses positions à l'ouest de la Roya ce qui rendrait disponible toute cette force et permettrait de se concentrer ; pour faciliter cette opération les représentants attendaient le plus grand effet de la coopération de l'armée des Alpes « dont la droite se porterait dans le Piémont par les cols de Fenêtre et de l'Argentière dans le temps que la gauche agirait du côté du Mont Cenis ». Ce succès obtenu, « les deux armées réunies » entreraient en Italie et la campagne ne serait plus « qu'une partie de plaisir » (3).

Durant ces journées, les Piémontais laissent assez tranquille toute la ligne de nos avant-postes puisqu'on ne signale que deux escarmouches. Le 20, au Moulinet, nous avons un tué, un prisonnier et quatre blessés dont un officier (4).

Le 21, le poste de Lameris est attaqué de 4 heures à 9 heures du matin ainsi que dans l'après-midi ; les Piémontais sont rejetés jusqu'au donjon avec perte de quatre tués et deux blessés (5).

En prévision de l'attaque, on renforce successivement le camp de Sospello ; le 23, le bataillon du district de Vienne, fort de 950 hommes, s'y rendait (6) ; le 24, les grenadiers du 5e du Puy-de-Dôme et 100 éclaireurs de la 70e demi-brigade ; le 25, 50 autres partent avec le général en chef (7). Pour satisfaire à la demande de cava-

(1) Gauthier, Ordre, 20 avril, page 294.
(2) Dumerbion au comité, 15 avril, page 251.
(3) Ricord au comité, 20 avril, page 302.
(4) Dumerbion au comité, 21 avril, page 301.
(5) Dumerbion au comité, 22 avril, page 313.
(6) Dumerbion au comité, 23 avril, page 314.
(7) Dumerbion au comité, 24 avril, page 315.

lerie de Masséna, vingt chasseurs qui se trouvaient à Nice se rendent le 22 auprès de lui ; et le 26, un escadron de ce régiment, arrivant d'Avignon dans cette ville, continuera de suite sa route pour le rejoindre (1).

Les représentants étaient encore à Oneille le 24 où ils prenaient un arrêté confiant à Buonarotti « l'autorité administrative et de sûreté générale » dans tout le territoire conquis à l'est de la Roya ; en outre il était chargé de surveiller l'évacuation des effets trouvés appartenant à la République (2). Buonarotti se hâtait de transformer les pouvoirs dont il était revêtu, et il prévenait le 25 les commandants de place qu'il était « investi de l'autorité publique dans toutes les parties conquises » en deçà de Menton. En conséquence, il les invitait à rendre compte de la situation de leur place.

Toutes les cloches, sauf une par village, devaient être enlevées ; surtout on devait veiller à ne pas laisser une arme dans le pays (3).

Au lieu de rester avec la colonne principale, celle qui marchait sur col Ardente, Robespierre retournait à Nice ; Saliceti continuait jusqu'à Toulon afin de presser la sortie du port de la flotte de l'amiral Martin qui, par trois fois, s'y était refusé (4). Il est impossible de trouver une explication à cette résolution. Peut-être conviendrait-il d'y voir une marque de confiance en Masséna ; certain de l'énergie de ce général, Robespierre jeune aurait voulu être auprès de Dumerbion pour le pousser. Mais au contraire son arrivée à Nice est le signal d'une modification dans le plan d'opérations qui immobilise toute l'armée, sauf le corps sous les ordres directs de Masséna, et cependant Bonaparte se trouve à Nice (5). S'il avait véritablement eu l'influence décisive qu'on prétend lui prêter sur les actes des représentants croit-on que 20.000 hommes seraient ainsi demeurés inactifs ?

On recherchera vainement la cause de ce changement. Aucun rapport ne signale que les Piémontais se soient renforcés. Le 20 avril, les déserteurs rapportent qu'il y a 2.000 hommes et 7 pièces aux Fourches (6) ; le 24, d'autres déserteurs rendent compte que Marta a reçu depuis peu 500 hommes de Peyer im Hof, et qu'il y a à Saorge 800 Autrichiens du régiment de garnison (7) ; ce ne

(1) Dumerbion à Masséna, 22 avril, page 313.
(2) Robespierre et Saliceti (Arrêté), 24 avril, page 315.
(3) Buonaroti au commandant d'Ormea, 25 avril, page 319.
(4) Saliceti au comité, 30 avril, Aulard. Tome XIII, page 175.
(5) Bonaparte à Manceaux, 25 avril, page 325.
(6) Dumerbion au comité, 20 avril, page 293.
(7) Dumerbion au comité, 24 avril, page 315.

peut donc être la crainte de se heurter à des forces supérieures qui a fait renoncer au plan adopté le 18 avril d'accord avec Masséna.

III

Les dépêches de d'Argenteau avaient convaincu de Vins du danger qui le menaçait. Le 16, il adressait à Colli l'ordre formel de tenir un corps de troupes à Lupega, le premier poste de d'Argenteau étant à Pont de Nava. Après l'avoir approuvé d'avoir alarmé toute la ligne française, il insistait pour l'exécution du mouvement sur Dolceacqua « sinon à la fois, au moins de poste en poste pour resserrer l'ennemi autant que possible » (1).

Le 17, alors que le sort de d'Argenteau était décidé, il pressait Colli de le soutenir, en lui montrant qu'un échec subi à Nava l'exposait lui-même à être tourné. De nouveau, il attribuait une grande importance à une offensive sur Dolceacqua. « En alarmant et menaçant l'ennemi particulièrement sur la gauche du côté de Dolceacqua, on produirait probablement un bon effet et une diminution de force de leur point principal d'attaque » (2).

Ces indications répétées déterminaient Colli à tenter le 18 une opération sur la Tanarda « pour essayer de s'ouvrir les moyens d'entreprendre sur le marquisat de Dolceacqua et seconder les projets du général de Vins » (3).

L'attaque devait être générale ; le marquis Colli avec son corps se porterait par le Siruol contre le rassemblement français placé entre Utelle et le Figaret, tandis que des miliciens se montreraient sur le Var et que des émissaires répandraient de faux bruits ; 50 hommes demeureraient à la Bollene, 100 hommes à Lantosque, leurs patrouilles marcheraient sur Saint-Arnoux ; 100 hommes garderaient Belvedère afin de couvrir la retraite du marquis de Colli.

Le poste de Raus, fort de 200 hommes, se dirigerait sur la tête de Rugger, de manière à couvrir la droite du Tueis.

Deux bataillons tirés de l'Authion (bataillon d'Andezène et bataillon de Montferrat) seraient rendus deux heures avant jour au Tueis ; une demi-heure avant jour ils se porteraient sur la Carmette précédés

(1) De Vins à Colli, 16 avril, page 261.
(2) De Vins à Colli, 17 avril, page 269.
(3) M. de Malaussena indique le 18 (page 21), le projet de plan porté la nuit du 17.

par une compagnie de grenadiers ; si l'ennemi se repliait, ils le poursuivraient jusqu'à Loda.

L'autre bataillon de Montferrat avec 150 chasseurs de Canal et un détachement de Peyer enlèveraient le Ventabren ; si l'ennemi se retirait en désordre, des volontaires le suivraient sur la Dea et le Mangialo ; sur la gauche cette colonne serait couverte par les volontaires de Cauvin qui escarmoucheraient avec le poste du Moulinet.

Le reste des bataillons de Peyer, de Nice et d'Oneille garderaient l'Authion.

Les éclaireurs de Canal se dirigeraient sur le col d'Agnon, les troupes de Marta « se mettraient en bataille pour brider le col de Brouis ».

Sur la rive gauche de la Roya, les miliciens de Contes, les volontaires Pandini marcheraient sur le col de Muraton ; en cas de succès on irait jusqu'à Giove et on s'établirait à la Scafa.

La véritable attaque était dirigée contre Tanardo ; à droite, les chasseurs de d'Auvare avec une division d'Autrichiens y marcheraient par les hauteurs de Nanan.

L'attaque de front serait exécutée par un bataillon de Tortone et un de Pignerol, ayant comme avant-garde le corps franc avec une compagnie de pionniers ; dès qu'on serait maître du poste, on s'y retrancherait; deux pièces de 3 chargées à dos de mulets s'y rendraient aussitôt.

Cette colonne était appuyée sur sa gauche par trois compagnies de chasseurs et un bataillon des gardes qui prendraient leur direction par le bois Sanson ; l'autre bataillon des gardes irait à la redoute de Fels.

Plus à gauche, une autre colonne composée du régiment de Belgioso, d'un bataillon de Piémont, d'un de grenadiers royaux, d'un d'Asti marcherait sur le Pellegrino par la crête ; elle aurait en avant-garde une division de Belgioso et une centurie de Piémont ; une division de Belgioso et une centurie d'Asti formeraient l'avant-garde, une division de Belgioso demeurerait à Rocca Barbona pour assurer les derrières ; une division de Piémont garderait le camp. L'objet de cette colonne était d'occuper le Pellegrino, de manière à tenir en échec le camp de Saint-Jean-de-Pra. La gauche était couverte par un bataillon de grenadiers qui, suivant la crête de la Saccarella, s'avancerait à hauteur de Rocca Barbona.

Une centurie de Piémont et le bataillon de Nice menaceraient de Ciaggia « l'ennemi qui pourrait venir vers le Pellegrino ».

Une division de Piémont gardait le camp de col Ardente (1).

Ce projet d'attaque mérite qu'on s'y arrête quelques instants; si l'on s'en rapporte à la situation du 20 avril, le rassemblement d'Utelle, le Figaret, Blaquet, Saint-Arnoux monte à 5.884 hommes, celui de Moulinet à 693, de Brouis à 4.748, de Breil à 1.560 (2). Il semble donc que sur la rive droite de la Roya, au cas où Dumerbion aurait voulu faire usage de sa supériorité écrasante, l'offensive piémontaise aurait abouti à un désastre ; mais avant qu'on en eût reçu l'avis à Nice, tout aurait été déjà fini.

Au contraire, l'attaque de la Tanarda offrait des chances de succès puisqu'il n'y avait sur ce point que deux bataillons de la 118e et à Triora 732 hommes (3).

Pour déboucher sur Tanardo, la troupe chargée de l'attaque de front passerait par la Testa della Nava et Marta, la possession de cette crête avait donc la plus haute importance, d'autant plus que le mouvement s'effectuerait en partie de nuit ; afin de la surveiller et d'être tenu au courant des mouvements possibles des Français, Colli prescrivait au régiment des gardes d'établir « même avant la nuit » un poste de quarante hommes avec deux officiers à la tête de Fels ; de là, il pousserait de fréquentes patrouilles sur la tête de Marta. « A l'approche de l'ennemi, on se défendrait dans le bois pour donner le temps aux troupes en arrière du camp de monter à leur secours » (4).

En même temps Colli s'occupait de couvrir sa propre gauche. Dans la journée du 16, des éclaireurs français s'étant montrés au col de San Bernardo, Grimaldi craignant d'être attaqué de front et tourné, abandonnait Ciaggia, et se retirait en arrière du col de Tanarello à Cibaire (5).

Cette retraite découvrait toute la gauche de Col Ardente. Afin de le soutenir, Colli donnait ordre à Bellegarde de diriger deux compagnies sur Ciaggia (6) ; le régiment de Piémont étant arrivé, il allait renforcer le rassemblement placé au col : la première compagnie qui passerait à la Brigue devrait prendre sa direction sur Cibaire et être à la disposition du major Grimaldi (7) ; une autre compagnie de ce régiment irait occuper le col de Colla Rossa au

(1) Projet d'attaque, Addenda.
(2) Situation, 20 avril, voir page 773.
(3) François à Chabran, 19 avril, page 289.
(4) Colli à Basin, 17 avril, page 269.
(5) D'Aglian, rapports piémontais du 16 avril, page 263, et non le 17 comme écrit Malaussena, *Journal historique*, page 19.
(6) Colli à Bellegarde (rapports piémontais), 17 avril, page 271.
(7) Colli à Pampara 17 avril, page 269.

nord de Tanarello. Ainsi s'explique le rôle attribué au major Grimaldi dans le projet d'attaque.

Afin d'être exactement renseigné sur l'état de choses à Col Ardente, Colli appelait à cinq heures 1/2 Maulandi auprès de lui (1).

Celui-ci lui rendait compte que la tête de Fels formait « un plateau de 50 pas de front sur 100 de profondeur », qu'elle était encore couverte de neige, mais que le versant sud commençait à se découvrir. Le travail étant très pénible, il sollicitait l'autorisation de payer un salaire aux travailleurs ou au moins de doubler la ration de pain et de donner du vin. Le général ordonnait de faire de suite la redoute projetée ; il refusait tout salaire aux soldats et consentait seulement le 20 à leur accorder un quart de ration et de l'eau-de-vie (2).

Dans la journée, le bruit de la défaite de d'Argenteau se répandait ; tous les rapports annonçaient que l'ennemi se montrait en nombre suffisant pour se bien défendre ; sur la droite Dellera demandait certainement du renfort. Colli se décidait à attendre et à suspendre provisoirement toute offensive. Les mouvements des Français sur sa gauche lui inspiraient même quelques inquiétudes, car il prescrivait au marquis Colli de faire ouvrir le col de Fenêtres (3).

Le 18, la lettre de d'Argenteau ne laissait plus de doute. La situation de Colli était des plus dangereuse : si l'ennemi s'avançait vivement dans le Mondovi et gagnait les derrières du col de Tende, son corps pouvait être coupé.

A 9 heures du matin, il appelait à Tende le comte Vital et Dellera afin de délibérer sur la situation des affaires il renouvelait au marquis Colli l'ordre relatif au col de Fenêtres (4), et il se préoccupait aussitôt des moyens de couvrir la gauche de Col Ardente.

A cet effet le bataillon de chasseurs cantonné à Limon devait faire reconnaître les passages et sentiers venant de Pont de Nava et de Lupega vers le col de Cornio et les hauteurs de Limon ; deux compagnies « iraient occuper le passage le plus avant que possible » (5)

Le bataillon de Tortone placerait immédiatement une compagnie au baracon situé à la tête du Rio Freddo; le reste camperait à la Ca, sur la route même du col de Tende, au sud de cet endroit (6).

(1) Colli à Maulandi, 17 avril, 5 heures 1/2, *Relation*, page 145.
(2) Maulandi, *Relation*, page 145.
(3) Colli à Dellera, 17 avril, 2 heures après midi, page 270.
(4) Colli à Dellera, 18 avril, 9 heures du matin, page 282.
(5) Colli au bataillon du 2e de chasseurs, 18 avril, page 282.
(6) Colli au major de Tortone, 18 avril, page 283.

Un second ordre portait tout le bataillon au baracon et même jusqu'au col de Selle Vecchio s'il était praticable ; s'il était entièrement fermé, on ne le ferait point ouvrir ; une petite patrouille irait chaque matin jusqu'au tournant. Au cas où l'ennemi passerait malgré les neiges, le bataillon « prendrait une position près du baracon pour l'attaquer quand il descendrait » (1).

Une instruction précise réglait la conduite du comte Grimaldi ; renforcé par deux compagnies de Piémont, y compris celle détachée à Colla Rossa, il camperait au-dessus de Cibaire « le plus près possible de Tanarello ». Une garde de 80 hommes bivouaquerait avec des tentes sur le col même vers Ciaggia : « vous établirez des signaux, ajoutait l'ordre, pour qu'en cas d'attaque vous puissiez être secouru par le corps qui se trouve sur la Saccarella et que vous soyez à temps de monter tout de suite sur le col avec toute votre force. Ce poste doit être défendu à outrance, il ne s'agit point de retraite » (2).

Appelé par des affaires pressantes à Tende, Colli ne pouvait se rendre dans la journée à la gauche, afin de juger par lui-même de l'état des affaires dans cette partie ; en attendant il ordonnait au colonel de Bellegarde de faire construire un baracon sur le sommet de la Saccarella et travailler au chemin pour y monter ; en cas de besoin il fournirait au major Grimaldi tous les secours dont il aurait besoin au Tanarello ; le lieutenant-colonel Bonne qui se rendait à col Ardente serait placé « à portée de monter la Saccarella et de marcher au Tanarello » (3).

L'ensemble de ces dispositions est remarquable ; Colli commence par parer au plus pressé, ensuite il rectifie à loisir la position du bataillon de Tortone sur lequel repose pour ainsi dire le salut de son corps d'armée. Toutefois il ne pouvait espérer défendre le rameau qui s'étend de col Ardente à Limon avec trois faibles bataillons. Comme il le faisait remarquer à de Vins, après lui avoir rendu compte de ses dispositions, « les magasins de Borgo-San-Dalmazo n'étaient pas couverts s'il n'arrivait un corps de troupes assez fort pour s'avancer sur Mondovi et reprendre la position abandonnée d'Ormea et de Ponte de Nava » (4). Colli ouvrait ainsi un avis qui aurait pu avoir pour les alliés les suites les plus favorables. Il répondait à l'offensive des Français par une contre-attaque tentée

(1) Colli à Schillen, 18 avril, page 284. Le texte porte Selavega qui doit être le col de Selle Vecchio.
(2) Colli à Grimaldi, 18 avril, page 284.
(3) Colli à Bellegarde, 18 avril, page 284.
(4) Colli à De Vins, 18 avril, 8 heures du matin, page 283.

sur le point où l'on venait d'essuyer un échec, et par suite sur lequel on devait supposer peu de forces. Ce projet exécuté avec vigueur aurait eu des chances de réussite, puisque nous n'avions conservé à Ormea qu'un corps d'environ 3.000 hommes.

Afin de faciliter cette reprise d'offensive, Colli arrêtait tous les bataillons en marche pour le joindre ; il proposait de les réunir au corps de d'Argenteau (1). L'exécution de ce plan lui paraissait si urgente qu'à 8 heures de l'après-midi il faisait partir en poste le comte de Posiglion porteur d'une lettre à d'Argenteau « où, après lui avoir témoigné la part qu'il prenait au revers qu'il venait d'éprouver, il lui proposait de le réparer en le renforçant de toutes les troupes qui étaient en marche pour le comté de Nice, qu'il faisait arrêter pour les laisser à sa disposition ; et que s'il goûtait ce plan, il pouvait faire passer à Turin le comte de Posiglion pour le communiquer au commandant général » (2).

Le 19, Colli visitait la Saccarella et le poste qui couvrait le Tanarello ; il indiquait les points à retrancher.

Par son ordre, les compagnies de milices du Limon et de Vernante partaient, la première pour Lupega, la seconde pour Carnin (3). En outre, Bellegarde était autorisé à engager de petites dépenses pour avoir des nouvelles ; si les renseignements apportés étaient d'importance considérable, il se réservait de les récompenser en proportion de leur valeur (4).

Le 18, Maulandi avait commencé la redoute à élever sur la cime Testa della Nava. Pendant plusieurs jours, 150 hommes travaillèrent à l'enlèvement des neiges ; vu le manque de brouettes, l'on se contenta d'en faire des tas à droite. Comme il était impossible d'avoir des gazons, le terrain étant très pierreux, le capitaine Maulandi « jugea de construire le parapet par deux rangs de troncs d'arbres couchés remplis entièrement de pierrailles qu'on piochait aux environs du tracé ; ces deux rangs étaient par intervalles assujettis par des espèces de clefs ou racines de fortes branches qui en traversaient toute l'épaisseur ; il fit revêtir de gazon à un fonds d'épaisseur le front exposé à la Marta, ainsi que le talus supérieur pour éviter l'effet du canon qu'on aurait pu placer de ce côté. Quant au tracé, il commença par renfermer le front et le côté sud du plateau par un retranchement qui suivait la figure d'un carré long que pré-

(1) Colli (Ordre), 18 avril, page 285.
(2) Malaussène. *Journal historique*, page 22.
(3) Colli au commandant de Limon, au gouverneur de Coni, 19 avril, page 291.
(4) D'Aglian à Bellegarde, 19 avril, page 290.

sentait le terrain. On pratiqua une sortie à gauche défendue par un petit flanc. Le côté vers le bois de derrière ne renfermait que les deux tiers du plateau et laissait ainsi un passage entre le retranchement et la neige entassée qui couvrait tout le côté droit du plateau. Comme cependant la pente de ce côté était fort longue et douce, et que par le bois et le chemin de la Tanarda c'était un point des plus importants à défendre, il y fut construit un bas flanc à tenailles pour battre par des feux croisés ces deux points ».

Maulandi n'ignorait pas les défauts de cet ouvrage ; dans sa relation il s'est exprimé ouvertement sur eux.

« Le profil de cet ouvrage présentait de grandes difficultés ; la hauteur de Ceriana commande la cime de Fels ; il aurait fallu, pour se défiler, élever beaucoup les parapets, y construire deux ou trois banquettes, et perdre par là les feux rasants et propres à balayer les sentiers de ce côté de l'attaque » (1).

Or le temps et les moyens manquaient, à proximité de l'ennemi, pour donner à ce retranchement toute la force nécessaire ; dans l'esprit de Maulandi, ce n'était d'ailleurs qu'un poste provisoire à occuper jusqu'à l'attaque de la Tanarda, opération pour laquelle « il sollicitait toujours le général qui y paraissait assez disposé sans vouloir jamais se décider ».

Son but était de servir « de point d'appui à la troupe qui aurait garni le bois et la pente entre la cime et le bois sur le chemin de la Tanarda » ; il en résultait que l'on n'avait fait aucune attention aux derrières de la redoute, de telle sorte que « si elle eût été tournée, elle n'aurait pu faire une grande résistance, soit par le grand bois de derrière que parce qu'elle aurait été coupée de ses communications avec la Brigue et cernée partout » (2).

Le plan de Colli de reprendre l'offensive vers Ponte de Nava n'était adopté ni par d'Argenteau ni par de Vins. A Ceva, Argenteau recevait assez mal M. de Ponsiglion ; persuadé que Colli « aurait pu détourner l'attaque qui l'avait obligé de se retirer », il le témoignait à cet officier, et le chargeait de dire à son général « qu'il ne voulait pas disposer des troupes qui n'avaient point été destinées pour être sous ses ordres » (3).

A la suite de l'invasion des Français, le général de Vins avait envisagé la manière dont il convenait de conduire la guerre. Pour le moment, convaincu de l'impossibilité de présenter aux Français

(1) Maulandi, *Relation*, page 145-146.
(2) Maulandi, *Relation*, page 146.
(3) Malaussena, *Journal historique*, page 23.

une ligne aussi étendue que la leur, vu le petit nombre de troupes, il aurait été d'avis de se concentrer en évacuant Saorge et de se borner à occuper les hauteurs de Tende; 5.000 hommes suffisaient pour les défendre. L'effectif des troupes étant alors de 11.000 hommes, 6.000 restaient disponibles pour occuper la vallée de la Sture, avantage supérieur même à celui de conserver Saorge. Le général Colli recevrait le commandement de ces deux vallées avec deux brigadiers chargés de défendre l'un la vallée de la Sture jusqu'au col de Fenêtres, l'autre du col de Tende à Lupega. Au cas où le col de Tende serait forcé, les troupes placées dans cette partie formeraient la garnison de Coni; une partie de celles de la vallée de la Sture, la garnison de Démont; le reste avec les troupes des vallées de la Vraita et de la Maira constituerait un camp sous Pignerol; les troupes de Ceva feraient leur retraite sur Turin, et si la route de Coni était déjà occupée par l'ennemi, elles se replieraient dans l'intérieur (1). En résumé on se bornait à attendre l'attaque de l'ennemi et à garder une défensive absolue. Le projet de Colli était en contradiction complète avec les plans du général en chef, et celui-ci refusait de l'approuver.

Le 19 de Vins informait Colli que les places de Ceva et de Mondovi étaient occupées, et qu'il y avait de la cavalerie dans la plaine de Coni. Il croyait avoir fait ainsi tout ce qui était possible dans la circonstance actuelle « pour empêcher l'ennemi de venir sur Tende et sur Borgo-san-Dalmazzo » (2). Il ne lui donnait aucun ordre et se contentait de lui demander d'envoyer de fréquentes estafettes. Prévenir, tel était en effet le seul rôle qu'il attribuait aux troupes sardes; il ne se faisait aucune illusion sur le sort réservé au corps de Colli. Déplorant la nonchalance de la cour de Turin qui, malgré ses représentations, persistait à ne pas compléter ses cadres, il entrevoyait déjà la retraite dès que les Français tenteraient la moindre offensive vigoureuse, et il conseillait à Colli de faire filer tous les objets encombrants « pour ne pas être pris au dépourvu; d'autant plus qu'il est bien plus aisé de remédier à un accident qu'on prévoit d'avance que d'exécuter une chose à laquelle on n'avait pas songé, prescrite par la nécessité » (3).

Le 21 avril, le roi approuvait les propositions de de Vins pour ce qui concernait la retraite du corps d'armée de Colli, et il lui demandait de préparer un plan « qui regardât tous les autres con-

(1) Réflexions de M. de Vins sur le parti à prendre, page 306.
(2) De Vins à Colli, 19 avril, page 291.
(3) De Vins à Colli, 20 avril, page 300.

fins du Piémont » de manière à en exécuter les dispositions dès que les événements le réclameraient (1).

En conséquence, le lendemain, de Vins expédiait à Tende le major Marquetti porteur des appréciations du roi et de deux plans dont le texte manque, mais qu'il appréciait ainsi : « le deuxième de ces plans est certainement plus agréable que le premier. La difficulté c'est seulement de savoir si les troupes que vous avez peuvent suffire à l'exécuter. Si l'on pouvait gagner quelques semaines pour tenir l'ennemi au delà des montagnes, ce serait beaucoup gagner. En attendant tâchez de vous débarrasser de tout ce qui ne peut pas vous suivre dans une marche pour n'être pas embarrassé de rien quelque parti qu'on soit obligé de prendre. Le reste le major Marquetti vous le dira de vive voix » (2). D'après M. de Malaussena ces projets se « réduisaient à se soutenir dans le comté jusqu'à la fonte des neiges et à se replier ensuite sur le col de Tende » (3).

Sans rien affirmer, ce passage doit être inexact ; en effet, le même jour M. de Gherardini écrivait à son souverain : M. de Vins « a présenté une note au roi dans laquelle il lui conseille, vu le risque de l'armée du général Colli et l'impossibilité de se soutenir au delà des monts avec si peu de forces, d'abandonner le comté de Nice, Saorge et les Alpes, et de se retirer dans la plaine pour garder les débouchés des vallées et réunir les troupes le mieux qu'il sera possible ».

Ceci était vraisemblablement le premier plan ; le second, auquel de Vins attribuait la préférence, consistait à se maintenir sur les hauteurs de Tende afin de tenir le débouché du col (4).

Malgré le refus du général en chef, Colli avait dû insister sur la nécessité d'opérer dans la direction de Nava et sur le peu d'utilité qu'il tirait des rassemblements à Coni et à Mondovi, car dans la journée de Vins lui écrivait dans une seconde lettre. « Je sais que Saint-Dalmazo et Tende ne sont pas couverts par les troupes de Coni et de Mondovi ; mais je sais que si l'ennemi peut venir de ce côté, il vous prend vous avec votre corps et Saint-Dalmas et Tende ». Blâmant la conduite tenue il ajoutait : « je sais aussi que les attaques que vous faites ne peuvent donner la moindre jalousie à l'ennemi, qu'en revanche si, selon mes ordres, vous eussiez attaqué du côté de Dolceacqua, si même vous n'eussiez

(1) D'Hauteville à de Vins, 21 avril, page 308.
(2) De Vins à Colli, 21 avril, page 306.
(3) Malaussena, *Journal historique*, page 24.
(4) Gherardini à Thugut, 21 avril. Vivenot, *Quellen*, page 196.

réussi qu'à demi, cela aurait donné à l'ennemi une jalousie » (1).

Dans la journée du 19, Colli s'était rendu au Tanarello pour en faire la reconnaissance; de là il avait cru entendre le bruit du canon vers Ormea, ce qui lui avait fait concevoir l'espoir que cette ville était encore en la possession des Piémontais.

L'affaire du Maurigion lui inspirait un vif mécontentement (2). On en avait conclu que nous étions en force dans cette partie, car le 20 on recevait à Saorge un rapport de M. de Casanova, certainement très alarmant, puisque Dellera lui répondait « de tenir ferme au Tueis, autant qu'il pourrait, et de se replier sur la batterie royale au cas où il serait attaqué en force ». On se battrait sur ce point à la dernière extrémité (3). Pour comble de malheur, on n'avait pas encore réussi à ouvrir le col de Fenetres, et, de Belvédère, le major de Colli se déclarait incapable à tenir le Siruol avec les forces à sa disposition c'est-à-dire avec le 1er bataillon de Mondovi et une centurie d'Oneille (4). Le général Dellera envoyait les volontaires Pandini comme renfort à l'Aution ; tout y étant tranquille, ils retournaient le même jour à Saorge (5).

Le lendemain le général Lebrun poussait sur Saorge une reconnaissance d'une cinquantaine d'hommes qui durait deux heures. « Je crois, écrivait Dellera, que ceci est une manœuvre pour mieux connaître nos postes et nos forces », et il proposait à Colli d'attaquer le 22 les hauteurs de Gio (6).

A notre avis, dans toute cette période le général Colli avait montré la plus grande des qualités militaires, le sang-froid ; on comprend donc combien son mécontentement dut être vif en recevant, le 22, les reproches de de Vins. Le Siruol et l'Authion réclamaient des renforts ; si l'on marchait sur Giove, il faudrait en fournir à Saorge, et « où les trouver » actuellement que la gauche était fortement menacée. Pour la première fois les lettres de Colli mar-

(1) De Vins à Colli, 21 avril, page 306.
(2) Colli à Dellera, 19 avril, page 292.
(3) Dellera à Colli, 20 avril, page 300.
(4) Analyse des rapports piémontais, 19 avril, page 291.
(5) Analyse des rapports piémontais, 21 avril (A B 75). *Dellera*. « Espérance d'ouvrir dans le 21 le col de Fenêtres ; on voit qu'il avait fait partir les volontaires Pandini qui, arrivés à Marta, avaient trouvé que tout était tranquille à l'Authion et s'étaient retirés. Le général avait ordonné d'envoyer un détachement de Peyer et Pandini marcha à sa place.

« *Désertion de Peyer*.— Cinquante Français avaient paru à l'aube du jour au milieu de la montagne, fusillé la position de Saorge pendant deux heures, ce qui avait blessé deux soldats. On avait tué cinq hommes aux Français et blessé quelques-uns. Annonce de l'arrivée de troupes à Nice ».
(6) Dellera à Cravanzane, 21 avril, page 313.

quent de l'irritation. En répondant à Dellera, après avoir rappelé sa position, il ajoute : « Et M. le général de Vins est étonné qu'on n'ait pas attaqué l'ennemi vers Dolceacqua. Pourquoi n'a-t-on pas soutenu le Fourcoin ? voilà le contenu de l'estafette d'hier ». Aussi tout en autorisant Dellera à attaquer Gio et en promettant, pour le soutenir, de marcher avec toute sa gauche sur Tanardo, déconseillait-il cette expédition, puisqu'il y avait d'après les renseignements trois bataillons français sur ce point (1). Dellera se rangeait à cet avis ; les forces disponibles à Saorge ne montaient alors qu'à un bataillon de Peyer im hof, quelques soldats de Nice, et les volontaires Pandini (2).

A la suite du refus de d'Argenteau, Colli, ne voulant pas laisser de troupes inutiles, avait appelé à lui, le 21, les corps arrêtés en Piémont ; le 23, il expédiait l'ordre au 2e bataillon de chasseurs de gagner le même jour le baracon de Riofreddo ; aux 8e et 9e bataillons de grenadiers arrivés à Tende le 23, de passer le col de Saint-Veran le 24 et de se rendre à l'Authion qu'on croyait menacé d'une attaque (3).

Le major Marquetti, qui s'en retournait à Turin, portait l'ordre au régiment de Saluces de se rendre à la chartreuse de Pesio, et au régiment d'Aoste d'occuper en arrière la Chiusa. Un ordre direct de de Vins expédié le 23 (4) avait envoyé le régiment de Saluces à Ceva. Informé de cette modification, le major Marquetti dirigeait le 25 sur ce point important deux compagnies d'Aoste, les six autres demeuraient à la Chiusa. Le régiment de dragons Piémont s'établissait, deux escadrons à Beinette, deux escadrons à la Chiusa et deux escadrons à Peveragno (5).

Telle était la situation des Piémontais au moment où les troupes françaises allaient se porter contre Marta et col Ardente. Avant de passer à l'exposé des faits qui ont amené l'enlèvement de ce col, nous croyons intéressant d'intercaler la description que M. de Malaussena a fait de cette position.

(1) Colli à Dellera, 22 avril, page 314.
(2) Analyse des rapports piémontais, 22 avril (A B 75).
Dellera. — « Votre Excellence n'a pas besoin que je lui fasse connaître l'impossibilité de pouvoir attaquer le Giove, malgré que l'ennemi ne fût pas beaucoup en forces, et aussi parce qu'il n'avait qu'un faible bataillon de Peyer im Hof, quelques soldats de la centurie de Nice et 50 volontaires de Pandini. Le 20, les Français firent un retranchement sur la montagne de Mont Agu vis-à-vis Bergeiron ; les milices de Saorge le détruisirent dans la nuit ».
(3) Malaussena, *Journal historique*, page 23.
(4) Marquetti, 25 avril, page 325.
(5) De Vins à Colli, 24 avril, page 317. Dans cette lettre, de Vins n'indique pas le jour où il a donné l'ordre.

« Ces hauteurs sont dominées par le mont Marta, dont le sommet forme un plateau assez vaste un peu surbaissé vers le milieu ; son revers du côté de la Brigue est très escarpé et forme la tête du vallon qui traverse ce village. Sur son devant est le passage de la Tanarda auquel il tient par une crête assez régulière et commode qui donne un accès aisé pour monter sur le mont Marta ; à droite il a les hauteurs de Saorge dont il est séparé par un vallon boisé qui rend ce côté inaccessible.

Par la gauche, il tient au col Ardente par une prolongation de crêtes assez praticable de trois milles au moins de longueur, surmontée de la cime de Fels située à la grande portée de fusil du mont Marta et dont la figure approche de celle d'un cône tronqué qui s'unit vers la Brigue à une pente couverte de bois, à laquelle succède un rameau ou contrefort qui se termine sur la Brigue en rocher escarpé, ayant d'un côté un vallon profond et de l'autre celui qui tire son origine de col Ardente. Ce contrefort commence sur une petite baisse à laquelle succède un plateau appelé le plan de Linaire, ensuite vient une grande baisse qui tient à la cime de la Praya qui couronne les hauteurs qui dominent la Brigue. Le chemin qui, de ce village, va directement à la Tanarda, côtoie ce contrefort, passe au pied de la cime de Fels et du mont Marta et suit la crête qui unit ce mont au passage de la Tanarda ». C'était cette position que nos troupes allaient attaquer.

CHAPITRE VII

I. Opérations préliminaires du 23 au 27 avril. — II. Journée du 27 avril. — III. Journée du 28. Opérations jusqu'au 1er mai.

I

Les opérations que l'on allait entreprendre contre Saorge, exigeaient, pour réussir, d'être étroitement liées avec celles des troupes demeurées dans le comté de Nice ; aussi en envoyant le 21 avril le plan d'attaque à Dumerbion, Masséna lui disait-il : « Je t'écrirai tous les jours, je te promets de te faire part bien exactement de toutes nos opérations et découvertes ; donne-moi souvent de tes nouvelles ; j'écrirai ce soir à Lebrun indépendamment des ordres que tu lui donneras ».

Ce plan consistait à venir couper la grande route de Saorge à Tende ; à cet effet Masséna se dirigerait contre Marta ; les troupes de Triora appuyées par celles de Pizzo et de Mezzaluna contre col Ardente ; Lebrun devant agir en coopération avec les troupes de Dumerbion, Masséna laissait au général en chef le soin de lui donner des ordres, mais il insistait sur la nécessité de le renforcer (1).

Le 21 avril Masséna était à la Piève ; de là il donnait ses derniers ordres pour la continuation du mouvement. Le 1er de grenadiers, les 1er et 2e de la 117e devaient être rendus le 23 avril à Molini, le 24 à Tanarda ; le 5e de grenadiers et le 3e bataillon de la 3e d'infanterie légère y arriveraient le 25 ; ces troupes toucheraient trois jours de vivres à Triora. Le chef d'état-major se rendait à Oneille pour assurer les approvisionnements ; Pigna était choisi comme dépôt de la division, et Haller était prévenu d'avoir à concentrer le 26 18.000 rations de pain à Tanarda (3).

(1) Masséna à Dumerbion, 21 avril, page 304.
(2) Masséna, Ordre, 21 avril, page 305.
(3) Masséna à Haller, 21 avril, page 305.

Il ne restait à la Piève que deux compagnies de la 21e ; les quatre autres allaient renforcer Mouret. Bien que sa position en pointe fût risquée, Masséna, d'après le peu de résistance opposée jusque là par l'ennemi, ne la considérait pas comme dangereuse. Il doutait même que l'ennemi si souvent battu osât risquer quelques mouvements, encouragé par l'absence d'une partie de nos forces. Si même il le tentait, on ne pouvait être surpris avec des chefs de corps faisant leur devoir. « Les postes d'Ormea étaient très bien distribués ; Laharpe paraissait avoir bien reconnu le pays. Avec de la patience tout irait le mieux du monde » (1).

L'événement devait donner raison à Masséna ; n'oublions pas pourtant le projet d'offensive de Colli contre Garessio et Ormea (2).

Le 23 avril, Masséna arrivait à la Tanarda ; il poussait immédiatement une découverte sur les positions piémontaises afin de reconnaître la force de l'ennemi.

Les Français ayant montré une centaine d'hommes sur la cime de la Marta, Maulandi leur opposait sur la hauteur inférieure de Mappa un lieutenant et trente hommes ; ils avaient ordre, après avoir soutenu le premier feu, de se replier en cas de besoin sur la redoute de Fels. L'avant-garde française ayant été soutenue aussitôt après par des troupes qui descendaient de Porte Bertrand, le corps franc s'avance à son tour. Le comte d'Ison fait marcher « une petite colonne vers la hauteur, une autre prend tout droit par le bas ». Ce déploiement prouvait que l'ennemi était en force et qu'il était dans l'intention de tenir ; le but de la reconnaissance étant rempli, elle se repliait sur la cime de Ceriana.

Les Piémontais portaient deux pelotons en avant pour nous en chasser ; une colonne étant venue appuyer les nôtres, et des forces considérables étant signalées comme descendant de la Tanarda, ils arrêtaient leur marche. Des deux côtés on renonçait à toute attaque ; les tirailleurs piémontais se retiraient sur la cime de Marta dont la crête restait occupée par un piquet ; les Français s'établissaient sur deux hauteurs dites les portes de la Tanarda. Les Piémontais évaluaient notre effectif à 500 hommes (3).

Il résulte de la description reproduite plus haut que le point de Marta était de la plus haute importance ; à la suite de cette escarmouche, Maulandi jugeant que cette tentative serait bientôt suivie d'une autre plus sérieuse, proposait d'établir le bataillon de Tortone

(1) Masséna à Mouret, 21 avril, page 305.
(2) Voir page 298.
(3) Maulandi à Colli, 23 avril, 3 heures 1/2 du soir, *Relation*, page 162 (par erreur ce rapport est datée du 22)

et les chasseurs de Pignerol sur les hauteurs de la Mappa, en avant de la redoute de Fels, tandis que le corps franc occuperait la Marta.

On maintenait à Marta un capitaine, deux officiers subalternes et 100 hommes qu'on relèverait souvent pendant la nuit; à 7 heures 1/2 du soir Maulandi en rendait compte à Colli (1).

Le général en chef avait aperçu, nous ignorons de quel point, l'attaque du 23 ; s'attendant à un effort plus sérieux de notre part, il prenait ses dispositions pour tenir solidement la redoute de Fels ; le corps franc et la compagnie de chasseurs de Pignerol rappelés de col Ardente s'y établiraient avant le jour ; les deux bataillons de Pignerol « s'approcheraient autant que possible » pour les soutenir, toutefois sans camper dans la neige. Maulandi ferait ouvrir le bois de Cima où camperaient les chasseurs de col Ardente (2).

En exécution de cet ordre, le comte de Radicati occupait le plateau de Linaire, « le plus proche de Fels à moins qu'on ne campât dans la neige » (3).

Cette reconnaissance, en procurant à Masséna l'avantage de s'orienter avec le terrain, avait donc eu l'inconvénient d'éveiller l'attention de l'ennemi, de lui faire prendre des dispositions contre une attaque prochaine.

Les observations faites sur le terrain, ainsi que les rapports des déserteurs arrivés à Triora avaient permis à Masséna de se renseigner assez exactement sur l'effectif des troupes à attaquer ; il l'évaluait à 5.000 ou 6.000 hommes. Plein de confiance sur le résultat final, il arrêtait ses dispositions en prenant ce chiffre comme base de ses combinaisons, et il en faisait part au général en chef.

« Je les attaquerai sur trois points : de Tanardo, de Triora et de Mezzaluna. Mais les grandes forces partiront de Tanardo et descendront sur le bois de Sanson, après avoir enlevé leur-avant poste gardé par le corps franc ; à ce que j'ai pu juger, la force de cet avant-poste est de 800 à 900 hommes ; Triora se portera sur le col Ardente, et Mezzaluna sur le Tanarello ; le tout sera enlevé au pas de charge.

« S'il faut en juger par les troupes qu'il y a dans cette partie et celle de Ceva, il ne doit pas y avoir grande force du côté de Saorge ;

(1) Maulandi à Colli, 23 avril, 6 heures du soir, *Relation*, page 147, et 7 heures 1/2 du soir, *Relation*, page 162 (par erreur ce rapport est datée du 22).
(2) Colli à Maulandi, 23 avril, *Relation*, page 147.
(3) Radicati à Maulandi, 24 avril, *Relation*, page 148, et Maulandi à Radicati, 24 avril.

un coup de force par Lebrun et Macquard, notre jonction sur le grand chemin de Turin est infaillible.

« Le point de ralliement de mes différentes colonnes sera sur les hauteurs de la Brigue. Arrivé là, je profiterai des circonstances, et je les pousserai aussi loin que je pourrai.

« Hammel est arrivé hier soir, il commandera une colonne du Tanardo ; Brulé commandera la deuxième du même poste ; François, celle de Triora, et Fiorella, celle de Mezzaluna. Je pars ce matin pour aller faire la reconnaissance de ce dernier poste. J'écris à Lebrun, tu lui auras sans doute déjà envoyé tes instructions » (1).

Une lettre directe expédiée à Lebrun lui assurait que l'ennemi n'était pas en force de son côté, et qu'il pouvait tomber dessus avec confiance (2).

En résumé Masséna voulait entraîner Dumerbion et Lebrun à une action de front menée avec la dernière vigueur. Mais, du moment où l'on voulait déboucher sur les derrières de l'ennemi, on avait intérêt à ne pas trop le presser sur tout son front ; d'autre part si l'attaque dirigée sur Saorge ne maintenait pas sur leurs positions les forces piémontaises établies sur ce point, il était à redouter pour Masséna qu'une partie ne vînt assaillir son corps. Il semble en outre que les résultats de la reconnaissance du 23 et, autant que l'on en peut juger par le rapport piémontais, les forces montrées par l'ennemi n'autorisaient pas à être si affirmatif relativement à sa faiblesse vers Saorge. Ce conseil suivi à la lettre aurait pu causer de graves mécomptes, et un échec à la colonne de Lebrun était d'autant plus sérieux qu'il coupait l'armée en deux.

Mais ce qu'il faut admirer, contrairement aux assertions de Napoléon et des mémoires de Thiébault, c'est le soin apporté par Masséna dans les préparatifs de ses opérations. Malgré la précision des ordres expédiés de Garessio, et dans le but d'éviter toute erreur, Ballet se rend à Pigna afin de s'assurer si les cartouches demandées par Bonaparte y sont arrivées ; 10.000 sont destinées à Triora et à Mezzaluna, le reste, 40.000, à Tanarda.

Au cas où l'ordre serait égaré, un exprès serait envoyé à Menton et on les recevrait de cette place (3). Pour plus de précautions, l'adjoint Bain va s'informer à la Piève auprès du commandant de l'artillerie, si les ordres ont été donnés pour fournir des munitions à une expédition de 6.000 hommes ; si l'ordre donné par Bonaparte

(1) Masséna à Dumerbion, 24 avril, page 316.
(2) Masséna à Lebrun, 24 avril, page 316.
(3) Masséna à Ballet, 24 avril, page 316.

a été égaré, il le préviendra de la mission confiée à Ballet. « Si le chef de brigade voit l'impossibilité de tirer les dites munitions de guerre de Menton, le citoyen Bain 'engagera, sous sa responsabilité, de nous en envoyer dans la journée de demain pour être rendues après-demain à midi aux postes pour lesquels elles sont destinées ; un retard compromettrait l'armée d'Italie. Le tout sous la responsabilité de qui de droit » (1).

Le service des vivres ne marchait pas mieux à Molini que précédemment, malgré l'attention que Masséna y avait portée ; les troupes n'y avaient reçu que du pain pourri dont le poids était inférieur de trois ou quatre onces au taux réglementaire, point d'eau-de-vie et pas de lard. Masséna en exprimait vivement son mécontentement à Sornet. « Ce ne peut être, lui disait-il, que la conduite d'un homme qui n'aime pas la chose publique que celle que vous tenez » (2).

Le rôle de ce dernier se bornait à de simples représentations : que pouvait-il faire contre des pouvoirs indépendants? Dans la nuit, il s'excusait auprès de son chef, et Masséna prompt à avouer son erreur, lui répondait en ces termes qui devraient servir de modèle à tout chef militaire : « Il y a des instants où l'homme chargé d'une responsabilité et entouré de bien des personnes est obligé bien souvent de s'exprimer d'une manière chaude. Je crois t'en dire assez, et ne doute jamais de mon amitié à ton égard ». Il lui recommandait d'acheter du pain et de ne rien épargner pour que ces sujets de plaintes cessassent. Les assignats n'ayant aucune valeur auprès des Génois, il fallait qu'au moins le pain distribué fût « mangeable et non pourri ».

Dans la nuit du 25, Masséna était informé par Ballet d'un envoi de 50.000 cartouches ; il décommandait alors celui que Sornet lui annonçait ; au cas où il aurait déjà été mis en route il prescrivait de les diriger sur Pigna, « abondance de bien ne nuisant jamais » (3) ; pour plus de précautions l'adjoint Pailhes, chargé de remettre son instruction au 3e bataillon de la 99e, passerait par la Piève et ferait diriger sur Mendatica un convoi de trois jours de vivres et 6.000 cartouches (4). Le service des munitions et des vivres était donc assuré. En outre, Masséna prenait soin de recommander au commandant de Pigna d'apporter la plus grande attention à la transmission de la correspondance (5).

(1) Masséna à Bain, 24 avril, page 317.
(2) Masséna à Sornet, 24 avril, page 317.
(3) Masséna à Sornet, 24 avril, page 320.
(4) Masséna à Pailhes, 25 avril, page 321.
(5) Masséna au commandant de Pigna, 25 avril, page 322.

En avant de la redoute de Fels, le mont Marta formait une position avantageuse où les colonnes françaises pouvaient se rassembler à couvert avant de donner l'assaut à Fels. Pour les Piémontais, outre l'avantage de couvrir leur ouvrage, cette hauteur fournissait un excellent point d'observation d'où l'on découvrait tous nos mouvements. Aussi Masséna avait-il ordonné le 24 de s'y établir.

S'apercevant, le 25 à midi, qu'elle était encore occupée par les Piémontais, ce qui était très dangereux, Masséna expédiait à Brulé l'ordre formel de s'en rendre maître : « n'épargne rien pour les en chasser, lui écrivait-il, et pour y retrancher nos troupes ; que rien ne soit oublié pour s'y maintenir, enfin que ce poste soit à nous à quelque prix que ce soit » (1).

Dans la journée, Masséna arrêtait ses dernières dispositions. La veille, il avait déjà concentré à Triora toutes les troupes demeurées à Pigna, Buggio et Dolceacqua ; 150 hommes restaient sur ces trois points dont 25 à Buggio, 25 à Dolceacqua, le reste à Pigna.

Les troupes françaises étaient réparties en cinq colonnes. Celle de droite, commandée par Fiorella, était composée de 13 compagnies de la 46e demi-brigade et du 3e bataillon de la 3e d'infanterie légère (2) ; partant de Pizzo et de Mezzaluna, elle marcherait, en suivant la crête, sur le Saccarello (3); elle serait appuyée et couverte sur sa droite par le 3e bataillon de la 99e demeuré à Mendatica qui se dirigerait sur le même point par la Ciaggia ; au cas où la route de Ciaggia à la Piève serait tracée, ce bataillon laisserait un détachement à Ciaggia pour se couvrir sur sa droite. Dans sa marche il aurait particulièrement soin de se maintenir à hauteur de la colonne de Fiorella (4).

La colonne de Fiorella tâcherait de se rendre maître du Saccarello, en le tournant par sa droite : une fois maître de ce mont elle se diviserait ; une partie appuierait à droite, de manière à tourner un camp ennemi signalé aux granges de Cor, le reste se rabattrait sur col Ardente. Toutefois si le bataillon de Mendatica n'avait pas encore rejoint, 200 hommes resteraient au Saccarello ; ils seraient relevés par le 3e de la 99e. Celui-ci enverrait 50 hommes renforcer le détachement de Ciaggia et se rabattrait avec le reste

(1) Masséna à Brulé, 25 avril, page 323.
(2) Masséna (ordre), 25 avril, page 321.
(3) Le texte porte Tanarello mais l'ordre s'exprime ainsi : « En partant de Mezzaluna, il suivra toujours la crête qui conduit au-dessus de Rocca Barbona et toujours par la même crête jusqu'à Tanarello ». Or cette crête aboutit au Saccarello. C'est du reste au Saccarello que l'affaire s'est passée.
(4) Masséna à Fiorella, 25 avril, page 323.

sur col Ardente (1). En cas d'échec, la retraite s'effectuerait par la crête que François avait suivie pour venir au Saccarello.

La direction donnée à Fiorella le mènerait sur les derrières de Rocca Barbona. Le général François, partant de Triora, attaquerait ce point de front avec le troisième bataillon de la 118e, le troisième des Hautes-Alpes et le 3e de la 100e. Rocca Barbona enlevé, il suivrait l'ennemi sur le col Ardente, y laisserait 200 hommes et pousserait jusqu'aux hauteurs de la Brigue. Au cas où Fiorella éprouverait des difficultés, trois ou quatre cents hommes faciliteraient sa marche en prenant le chemin qui, de Rocca Barbona, aboutit au sud du Tanarello.

Cette colonne avait pour unique rôle de lier les autres colonnes sans s'engager à fond ; c'est du moins ce que l'on peut conclure du dernier paragraphe : « Je crois inutile de parler d'ordre de retraite puisqu'il ne doit suivre que le mouvement des ennemis » (2).

Masséna avait fixé sa place au centre, comme étant le point où devait se produire le plus grand effort. L'occupation de Marta lui masquait encore la position ennemie ; mais comme il était sur les lieux, rien ne pressait ; il réservait donc de donner ses instructions aux colonnes de gauche au dernier moment, lorsque la prise de ce mont lui aurait permis de se rendre compte de la force de la position ennemie.

L'instruction adressée à Lebrun complétait l'ensemble des dispositions arrêtées par Masséna. Persuadé que ce général coopérerait à l'opération par une vigoureuse offensive, il lui conseillait de l'exécuter avant le jour « pour pouvoir s'emparer des redoutes qui pouvaient tuer beaucoup de monde s'ils [les Piémontais] voient clair pour ajuster » (3). En résumé le plan de Masséna consistait à aborder de front les positions piémontaises de Mont Giove à Rocca Barbona avec quatre colonnes presque équivalentes, tandis que quatre bataillons tourneraient le col Ardente par le nord. Toutes ses forces étaient de suite engagées sans qu'il se fût gardé la faculté d'exercer une action décisive sur un point quelconque ou de parer à un insuccès au moyen d'une réserve. L'échec d'une seule colonne paralysait la marche de toutes les autres.

A 10 heures du matin, Masséna rendait compte au général en chef que l'attaque était toujours fixée pour le 27 au matin, sans entrer dans le détail de ses ordres ; toutefois le corps de Lebrun devant

(1) Masséna au commandant de Mendatica, 25 avril, page 321.
(2) Masséna à François, 25 avril, page 324.
(3) Masséna à Lebrun, 25 avril, page 322.

agir en coopération avec la droite, il lui faisait connaître l'invitation adressée à ce général de commencer son mouvement avant le jour. Outre l'avantage dont parlait Masséna de surprendre l'ennemi et d'éviter pour les colonnes les effets de l'artillerie, on pouvait espérer, si l'attaque de Lebrun se produisait avant celle de Masséna, que l'ennemi ramènerait sur sa droite une partie des forces de col Ardente (1).

Jusqu'à ce moment, Dumerbion n'avait pas encore fait sentir son action ; à la veille d'un combat dont il n'avait pas la direction générale, il jugeait à propos de contrecarrer le plan de Masséna en lui enlevant la coopération de Lebrun.

Dumerbion avait reçu le 25 les différentes lettres du 20 et du 21 où Masséna lui annonçait son mouvement. Sans rien connaître du plan de Masséna, il lui répondait de Nice : « Les troupes de Giove ne feront celle [l'attaque] de la campagne de Saorge qu'autant qu'on aura des nouvelles certaines de la tienne ; si elle n'avait pas réussi, elles manœuvreraient de manière à empêcher l'ennemi, campé sur le flanc de Saorge, de donner du renfort aux troupes qui auraient repoussé ta division ; si au contraire tu as réussi, elles attaqueraient la campagne de Saorge conjointement avec toi.

« Il est donc nécessaire, lorsque tu seras maître des hauteurs de la Brigue, que tu coupes aux ennemis la communication du grand chemin de Tende et que tu te portes sur Saorge pour y attaquer l'ennemi conjointement avec les troupes de Giove, auxquelles tu donneras avis de ta marche par des ordonnances sûres (2) ».

On se demandera quel motif avait Dumerbion de supposer aux Piémontais l'intention de dégarnir Saorge après des succès obtenus contre Masséna, pour se lancer contre ce dernier. Lorsqu'une ligne très étendue est attaquée sur plusieurs points, on se borne généralement à faire poursuivre une troupe vaincue par une partie des troupes victorieuses, et l'on ramène le reste au point où l'on a eu soi-même un insuccès ou contre un ennemi qui tient encore.

Cette hypothèse était d'autant plus vraisemblable, qu'une fois les Français postés à Mont Giove battus, toute communication entre les deux parties de l'armée était par là même interrompue et le corps de Masséna exposé à être détruit.

En outre, pouvait-on espérer que les troupes de Saorge, protégées par la force même de leur position, s'en laisseraient imposer par la simple menace d'une attaque non suivie d'effet, et ne dirigeraient

(1) Masséna à Dumerbion, 25 avril, 10 heures du matin, page 322.
(2) Dumerbion à Masséna, 25 avril, page 319.

pas une partie de leurs forces sur leur gauche dont l'échec amenait nécessairement la retraite de tout leur corps et par suite où se déroulait pour eux la véritable affaire.

Si, dans la pensée de Dumerbion, le corps de Lebrun était considéré comme une réserve, il y avait là une erreur d'appréciation de l'influence qu'il pouvait exercer, car il lui était impossible d'arriver à temps pour réparer un échec de notre droite. Nous avons fait remarquer dans le projet de Masséna l'absence de réserve, mais au moins on avait tenté d'obtenir une action simultanée de toutes les colonnes, la concordance des efforts ; on leur avait prescrit de régler leur marche les unes sur les autres. Dumerbion, au contraire, aggravait cet inconvénient en ne faisant agir les troupes que successivement.

A cela ne se bornait pas l'influence fâcheuse de Dumerbion. Il était naturel que toutes les troupes placées sur la rive gauche de la Roya restassent sous un même commandement ; brusquement Dumerbion mettait Lebrun sous les ordres de Macquard qui lui fixerait son rôle.

Le 25, Lebrun n'avait encore reçu aucune instruction, toutefois son rôle était si évidemment offensif qu'en rendant compte à Masséna de ce changement de commandement, il considérait qu'il n'aurait aucune influence sur la conduite qu'il avait à tenir.

« J'ai reçu ta dépêche hier au soir fort tard, et je m'empresse d'y répondre pour te dire que je n'ai reçu aucun ordre du général Dumerbion. Ce chef les a fait passer au général Macquard et il me met sous ses ordres, cela n'y fait rien. Je serai préparé et porté sur le terrain le 8 au matin de très bonne heure ; et ça ira, ou ce ne sera pas de ma faute, tu peux compter là-dessus.

« Macquard me fera passer demain de bonne heure dix compagnies de grenadiers que je placerai à la tête de mes colonnes, parce que j'attaquerai de deux côtés, c'est-à-dire que celle de gauche attaquera suivant les progrès de celle de droite. Je viens de faire garder tous les débouchés pour qu'aucun ennemi, barbet ou autre, n'entre ni ne sorte de la campagne de Saorge, si ce n'est par le grand chemin. En ce cas il risquerait de tomber sous ta coupe » (1).

La dépêche de Dumerbion répétait en outre pour Mouret la prescription, contenue dans l'arrêté des représentants, d'évacuer Garessio le 27, et de venir se placer à Ponte de Nava de manière à couvrir la droite de Masséna.

De quelle utilité pouvait être une semblable recommandation ?

(1) Lebrun à Masséna, 25 avril, page 325.

Cette dépêche de Dumerbion n'a été remise à Masséna que le 26 à six heures du soir. Comme on le verra un peu plus loin (1), une lettre de Lebrun, partie de Mont Giove le 26, à dix heures du matin, n'est arrivée à Tanarda qu'à onze heures du soir (2). Faire dépendre l'attaque de Lebrun de l'avis qu'il recevrait des progrès de Masséna, c'était immobiliser le corps de Mont Giove; on appréciera donc à sa juste valeur la recommandation faite par Dumerbion « d'envoyer au moins toutes les deux heures » un adjudant-major ou des officiers d'ordonnance à Lebrun (3) pour lui faire part du résultat de son attaque.

Toute cette dépêche nous paraît donc avoir été dictée par le seul souci de se couvrir en laissant toute la responsabilité de l'opération peser sur Masséna, en lui enlevant une partie de ses forces.

A onze heures du soir, une lettre de Lebrun faisait connaître à Masséna les instructions reçues du général en chef. Une lettre du général en chef l'a averti « que, d'accord avec les représentants du peuple, il a été changé quelque chose au projet d'attaque, et que je ne dois attaquer les campagnes de Saorge qu'autant que j'aurai reçu des nouvelles certaines de ta réussite sur les hauteurs de la Brigue; il m'est enjoint cependant de me tenir prêt à entrer dedans pour faire diversion à l'ennemi, en cas que tu n'aies pas réussi. Si au contraire, comme je n'en doute pas, tu te rends maître de ces hauteurs, je ne manquerai pas d'attaquer ces hauteurs vigoureusement » (4). Lebrun réclamait en outre de l'artillerie; mais à Tanarda on n'en possédait pas non plus, et le 26, à 2 heures du matin, Masséna avait prescrit de diriger sur ce point deux pièces de 4 (5).

Est-ce Lebrun qui a mal compris l'ordre de Dumerbion ou le général en chef a-t-il encore une fois changé d'avis? N'ayant pas l'ordre original on ne peut le décider, mais il importe de faire remarquer la différence essentielle qui existe entre les termes des deux lettres. D'après la dépêche du 25, Lebrun doit simplement couvrir la retraite; au contraire, à s'en tenir à celle de Lebrun, en cas d'insuccès de Masséna, il prendra vigoureusement l'offensive. Nous laissons à tout militaire le soin d'apprécier une disposition qui maintient immobile une partie des forces pendant l'attaque du gros, et qui la lance contre des retranchements après sa défaite, alors

(1) Masséna à Dumerbion, 26 avril, 11 heures 1/2 du soir, page 331.
(2) Masséna à Lebrun, 26 avril, 11 heures 1/2 du soir, page 331.
(3) Dumerbion à Masséna, 25 avril, page 319.
(4) Lebrun à Masséna, 10 heures du matin, 26 avril, page 332.
(5) Masséna au commandant de l'artillerie, 26 avril, 2 heures du matin, page 330.

que ces deux fractions emploient treize heures pour communiquer.

Cette dépêche a été écrite loin de Masséna, alors que son action ne pouvait plus s'exercer; elle nous permet de juger les talents militaires des représentants ou de ceux qui les conduisaient, si l'on admet que quelqu'un ait exercé de l'influence sur eux, ait dicté les lettres qu'ils signaient. Surtout elle fournit une nouvelle preuve de leur action constante sur les opérations, du sans-gêne avec lequel ils modifiaient les plans adoptés, sans même prendre l'avis des généraux chargés de les exécuter malgré l'instruction du 2 frimaire.

Cette immixtion dans le commandement était certainement très inopportune; juste au moment où l'on enlevait à Masséna l'appui du corps de Lebrun, l'ennemi montrait des forces sérieuses en face de lui et opposait une vive résistance à Marta et au Pellegrino.

Le 24 à 5 heures 1/2 du matin, Maulandi adressait à Colli le rapport de la nuit; elle s'était écoulée sans événements; on avait cependant observé que les feux de bivouac des postes avancés s'étaient accrus; à l'aube on avait remarqué une colonne qui défilait vers la porte Bertrand. Il prévenait Colli que personne n'avait pu lui indiquer l'emplacement du bois de Cima où il lui était ordonné de faire ouvrir un chemin, « n'y ayant que les bois dits de Fels derrière; les bois de Mappa en avant sur la droite; et les bois de Sanson sur la prolongation de la gauche »; il enverrait donc une quarantaine d'hommes vers ces bois pour ouvrir le chemin aux chasseurs qu'on attendait de col Ardente (1).

A 9 heures du matin les travailleurs étant en pleine activité, Maulandi opérait une nouvelle reconnaissance sur les hauteurs de Ceriana, Marta et Barcone « pour en examiner la position et leur relation avec le reste de la ligne » (2).

Cette ligne de crête était très avantageuse, puisque par les hauteurs de Nanan, elle liait col Ardente avec Saorge. Toutefois dans sa relation, Maulandi a commis une inexactitude en écrivant : « elle me parut d'autant plus importante que, d'après les temporisations du général et les renforts des ennemis, n'ayant plus d'espoir de réattaquer avec succès la Tanarda elle aurait pu au moins y suppléer » (2). En effet à 9 heures du matin, il déclarait facile de se rendre maître de Tanarda, pourvu qu'on lui envoyât deux bataillons de renfort; les troupes étant très fatiguées, il insistait sur la nécessité de lui fournir un grand nombre de paysans pour ouvrir les chemins.

(1) Maulandi à Colli, 24 avril, 5 heures 1/2 du matin, *Relation*, page 163.
(2) Maulandi, *Relation*, page 148.

Avant son départ, les Français reparaissant en force sur la porte Bertrand, mais sans faire aucun mouvement, il avait jugé utile de faire renforcer la grand'garde de Marta par une compagnie de Pignerol (1).

Quoique tenant le mouvement opéré par les Français le 23 pour une simple démonstration, Colli voulut s'assurer par lui-même et de près de son importance; il se rendait dans la journée à Fels et à Marta pour arrêter les dispositions à prendre. En cas d'attaque tout le camp de Praya se porterait à Marta, tandis que des renforts venus de col Ardente le soutiendraient sur la gauche ; pendant la nuit on maintiendrait une forte garde sur la hauteur, on la doublerait le jour, et on l'augmenterait à proportion des craintes qu'inspirerait l'ennemi.

Il approuvait les dispositions de Maulandi relativement à la construction de la redoute, et après lui avoir recommandé à son retour la plus grande vigilance et activité, il retournait à la Brigue. Un quart d'heure après, il lui expédiait l'ordre de faire construire pendant la nuit des retranchements en neige sur la Marta de manière à procurer un point d'appui à la garde.

Colli avait emporté une bonne impression de sa reconnaissance ; n'ayant vu que 800 Français qui s'étaient contentés de « faire parade », peut-être ne nous croyait-il pas en forces ? La situation de ses postes lui inspirait confiance ; ils étaient liés de Lupega à Marta ; de ce point à Nanan, il y avait bien une hauteur intermédiaire, mais elle ne pouvait être occupée vu la grande quantité de neige qui s'y trouvait. Aussi révoquait-il un ordre de retraite expédié précédemment au marquis Colli, et lui prescrivait-il « de tenir ferme et de faire des attaques avec les milices pour en imposer à l'ennemi ».

Bien qu'averti du contre-ordre donné aux deux bataillons de grenadiers à 8 heures du soir, il était encore fermement décidé à garder la Marta.

Il se contentait d'écrire à Dellera : « Les bataillons de grenadiers rebroussent chemin par ordre supérieur. Voilà comme on fait et on défait » (2).

A la réception de cet ordre, Maulandi exposait au général les idées que la reconnaissance du terrain lui avait suggérées. A son avis la crête passant par Ceriana, Marta et le Barcone « était de la plus grande importance pour lier Saorge avec col Ardente », car de

(1) Maulandi à Colli, 24 avril, 9 heures du matin, *Relation*, page 163.
(2) Colli à Dellera, 24 avril, 8 heures du soir, page 318.

ce point « par le vallon de Rio Secco, la baisse de Geron, on arrivait à la Brigue en deux heures ». Il proposait tout un système de défense afin de barrer cette crête.

« Par le croquis ci-joint, votre Excellence observera aisément que les avenues principales à Marta et son col se réduisent aisément à deux prolongations ; en fortifiant lesquelles avec deux bonnes redoutes à demi-pente, on a l'avantage d'arrêter l'ennemi depuis le pied de la montagne, et que les deux pointes de Ceriana et de Marta, entourées ainsi d'un retranchement adapté au site, sont très propres pour battre un ennemi qui voudrait prendre les premières redoutes en flanc ou par derrière ; la cime de Barcone est très propre pour être fortifiée par une redoute qui aurait le double objet de garder le passage qui, par Lugo, va à la Brigue, et sur les hauteurs d'Anan avec le reste de la ligne » (1).

Le plateau de la croix de Marta et celui de Marta étant découverts de neige, on y établirait deux camps de trois bataillons chacun ; ces deux sommets seraient fortifiés par des retranchements en neige et l'on pourrait même les relier « en formant de l'un à l'autre un retranchement en forme de chemin couvert ». 500 paysans ouvriraient le chemin de la Brigue. Cette opération aurait d'autant plus d'avantage qu'elle serait opérée plus à l'improviste. Les troupes à sa disposition étant très fatiguées par le bivouac de la veille ainsi que par les nombreux travailleurs fournis, on ne pouvait compter sur elles ; Maulandi réclamait donc l'appoint de deux bataillons frais. En attendant, il adressait à M. Radicati la réquisition d'avoir à lui procurer des travailleurs pour le lendemain.

Il paraît qu'en s'en retournant, Colli avait autorisé de vive voix Radicati à laisser reposer les troupes en considération de leurs fatigues, sans remarquer qu'il annulait son premier ordre. Le colonel de Pignerol faisait alors signifier à Maulandi qu'il ne lui enverrait le lendemain qu'un officier, un sergent et trente travailleurs ; il y avait là bien loin des deux bataillons que Maulandi jugeait indispensables pour reprendre l'offensive (2).

Dans la nuit parvenait un nouvel ordre de Colli, du 24 à 11 heures. A son arrivée à la Brigue, il avait appris par un rapport de Bellegarde « que l'ennemi avait fait une reconnaissance pour attaquer Marta demain ». Il prescrivait alors à Bellegarde d'envoyer au secours de Marta à la pointe du jour le bataillon de chasseurs et plus s'il en fallait. On se battrait « à outrance » ; le colonel

(1) Maulandi à Colli, 24 avril, 6 heures 1/2 du soir, *Relation*, page 149.
(2) Vital à Maulandi, 24 avril, *Relation*, page 150.

de Pignerol était prévenu d'une attaque prochaine ; autant que possible on travaillerait avant le jour (1).

Dans la nuit les rapports des postes vinrent confirmer cet avis. On avait entendu les Français manifester leur mécontentement de ce que le mont Marta était occupé par les Piémontais et parler entre eux du coup à faire

En conséquence, dans la nuit même, le 1er bataillon de Pignerol monte à la redoute ; Tortone s'y rendra le matin du 25 (2), 400 hommes tirés des différents corps vont occuper le point essentiel de Marta ; ils ont ordre de surveiller « sur la droite à la Barcone » et « d'y prévenir l'ennemi, en s'y portant, en cas de mouvement de ce côté ». Le reste du corps franc, cent travailleurs de Pignerol et le gros du régiment sont « en échelons sur la pente gauche de Marta pour filer par la droite et renforcer toute la position en cas d'attaque, sans être en vue, mal à propos, de l'ennemi » (3).

En même temps, à 3 heures 1/2 du matin, Maulandi revient sur l'importance d'ouvrir le chemin transversal de la Brigue à col Ardente par le col de Geron (4).

A 6 heures 1/2 tout est tranquille du côté français. « Ils sont écrit-il, venus en force à leurs retranchements, dont personne pas même une patrouille n'est sortie à notre vue ». Pourtant ce grand calme lui est « suspect » et « il n'est pas douteux, observe-t-il, que l'ennemi ne conçoive l'importance de cette position vu celle que nous y avons mise ces jours derniers » (3).

A 9 heures 3/4, un nouveau rapport rend compte que « l'ennemi se contentant de renforcer ses postes n'a fait jusqu'à présent aucun mouvement ». Les chasseurs sont alors arrivés. Un poste est au Barcone, mais avant d'y placer un corps important, Maulandi attend encore des ordres (5).

Pendant ce temps deux cents travailleurs déblaient la neige des sommets de Marta et de Ceriana et s'occupent à y faire les retranchements prescrits par Colli ; et même « on commencera à figurer sur le terrain par de petits postes l'ordre de bataille de toute la troupe en cas d'attaque ».

Dans la matinée, Colli recevait des renseignements qui lui fai-

(1) Colli à Maulandi, 24 avril, 11 heures du soir, *Relation*, page 150.

(2) Malaussena, *Journal historique*, page 25. M. Maulandi au contraire écrit : qu'à l'aube, les deux bataillons de Pignerol, celui de Tortone, le corps franc et le demi-bataillon de chasseurs se tenaient prêts à marcher à Marta. *Relation*, page 150.

(3) Maulandi à Colli, 25 avril, 6 heures du matin, *Relation*, page 164.

(4) Maulandi à Colli, 26 avril, 3 heures du matin, *Relation*, page 163.

(5) Maulandi à Colli, Marta, 25 avril, 9 heures 3/4, *Relation*, page 164.

saient croire à une attaque de l'Authion ; ils devaient être bien précis, puisque, malgré la gravité des circonstances sur sa gauche, il s'y rendait. Devant rentrer dans la soirée à la Brigue, il y appelait Maulandi afin de lui donner de vive voix les dernières instructions. Avant de partir il approuvait à 9 heures 1/2 la construction d'un ouvrage sur la cime de Marta ; on le construirait durant la nuit (1).

Par suite d'un retard dont nous ignorons la cause, cet ordre ne parvenait qu'à 2 heures. Auparavant Maulandi en avait reçu un second où au contraire l'abandon de la position avancée de Marta était ordonné. « Il faudra s'en tenir aux postes que nous occupons et les bien tenir ». Colli donnait comme explication de ce brusque contre-ordre, l'impossibilité de camper sur la cime de Marta, après la grande quantité de neige qui venait de tomber (2); c'était là un simple prétexte, puisque, comme on l'a vu par le rapport de Maulandi, il y avait alors très peu de neige. D'autre part ce revirement soudain ne pouvait être occasionné, ainsi qu'on l'a cru, par la décision prise par de Vins de rappeler les grenadiers, puisque, bien qu'en étant informé, le 24 à 8 heures et à 11 heures 1/2 Colli était fermement décidé à se maintenir à Marta.

Il conviendrait donc peut-être d'en rechercher les motifs dans les rapports de l'Authion qui auraient témoigné des craintes au sujet d'une attaque prochaine.

Il semble que malgré la dépêche du généralissime en date du 21, Colli avait insisté pour que d'Argenteau reprît l'offensive ; nous ignorons la valeur des considérations qu'il sut invoquer, toujours est-il qu'il amena de Vins à ses idées (3). Afin de procurer à d'Argenteau les renforts dont il avait besoin, quatre bataillons (4) (Grenadiers, Saluces), auxquels Colli avait déjà fixé une destination, lui étaient retirés et envoyés comme renforts à d'Argenteau (5). A ce moment il était trop tard ; pour n'avoir pas su se résoudre à temps, l'occasion était manquée et, comme le fait observer le colonel Krebs, l'unique résultat de cette tardive détermination était de rendre inutiles ces quatre bataillons promenés d'un point à un

(1) Colli à Maulandi, 25 avril, 9 h. 1/2 du matin, *Relation*, p. 151 ; par erreur on a imprimé 9 h. 1/2 du soir.

(2) Colli à Maulandi, Brigue, 25 avril, *Relation*, page 151.

(3) Il a certainement été question de tenter un grand mouvement contre Ormea. Voir supplément : Archiduc à l'empereur, 27 avril, page 53.

(4) Analyse des rapports piémontais (A B 75)

De Vins expédia de Turin un ordre au marquis de la Chiusa pour se rendre au Mondovi, il le reçut à Tende d'où il repartit le 24 pour le Piémont.

Le 25 il fut à Boves et le 26 au Mondovi, y séjourna le 27 et retourna au Roccavion le 28 après-midi ; à cette occasion Saluces se trouva au Mondovi.

(5) De Vins à Colli, 24 avril, page 317.

autre(1). Seul résultat à espérer de ces réserves intermédiaires lorsqu'une volonté énergique ne vient pas les appliquer à un point déterminé et en tirer le maximum d'efforts.

La dépêche de de Vins trahissait une certaine hésitation ; après avoir rappelé à Colli qu'il n'avait pas le droit de modifier la destination des troupes, il ajoutait : « Quant au changement de la position, il ne devait avoir lieu qu'à la fonte des neiges, puisqu'il était impossible à cette époque de défendre toute la ligne, mais si le général d'Argenteau parvient à chasser l'ennemi, selon le projet que je vous ai communiqué ce matin, alors on pourra tâcher de conserver la partie du comté de Nice que vous occupez ».

Afin de faciliter le mouvement de la gauche, Colli « ne devait pas laisser un instant l'ennemi en repos » (2).

Par une seconde lettre du même jour il était averti que cette mesure n'était que provisoire et ne durerait que « peu de jours et dans l'espérance de faire quelques opérations avantageuses ». Toutefois, des termes employés : « Si l'expédition a lieu, vous serez averti du jour pour que vous attaquiez l'ennemi de votre côté » (3), il résulte que l'on n'était plus aussi décidé de prendre l'offensive sur la gauche. Ainsi l'on privait un général, à la veille d'être attaqué, de ses dernières réserves, pour une opération que l'on n'était même pas décidé à tenter, et sans se demander si, avant qu'elles fussent rendues au point d'action, ce qui supposait au moins un délai de six jours, les Français ne prendraient pas eux-mêmes une offensive que tous les rapports présageaient.

Cette influence énervante du haut commandement est intéressante à étudier du côté français comme du côté piémontais ; elle réside dans l'éloignement où il se trouve du théâtre des opérations. Avant que les ordres envoyés de Turin arrivent, les situations sont modifiées et, en contrariant les généraux chargés de l'exécution, ces ordres ne servent qu'à fournir un prétexte d'excuse pour leur défaite.

Il est une règle basée sur toute l'histoire militaire : quelle que soit la netteté des directives adressées par un général d'armée, dans un moment de crise, dès que son éloignement dépasse de 30 à 40 kilomètres la première ligne de l'infanterie, l'indécision apparaît dans l'exécution.

Exécuter une retraite en plein jour en présence des Français était

(1) Krebs et Moris, page 48.
(2) De Vins à Colli, 24 avril, page 318.
(3) De Vins à Colli, 24 avril, page 318.

une opération des plus difficiles ; pour tenter de la couvrir, Maulandi prit sur lui de faire garder Marta par cinquante volontaires du corps franc que le comte d'Ison lui donna très volontiers ; une compagnie de chasseurs de Pignerol devait s'y maintenir jusqu'au soir avec les 200 travailleurs afin d'en imposer à l'ennemi (1).

Ce mouvement rétrograde, dont on ignorait les motifs, ne fut pas sans causer un certain mécontentement ; un officier l'exprima même à Maulandi : « Nous quittons cette position, lui dit-il, je vous parie que les Français en soient emparés avant deux heures pour ne plus la quitter » (2).

Nous avons vu que Masséna avait renouvelé à Brulé l'ordre donné le 24 de se rendre maître de Marta. Sans s'en laisser imposer par les mesures des Piémontais, Brulé saisissait cette occasion favorable; ayant vu les corps piémontais « rentrer dans leurs camps particuliers », il mettait en mouvement les troupes françaises Les Piémontais se replièrent de Marta après une faible résistance en partie sur la Mappa, petite hauteur entre Marta et Fels. La compagnie de Pignerol se « retira en se roulant par la pente qui tombe dans le vallon de Riosecco » et se rendit à la Brigue (3) ; continuant sa marche, Brulé prenait pied sur la Mappa où il enlevait quelques tentes ; d'après les rapports piémontais, il aurait même dépassé cette hauteur et se préparait à pousser sur Fels (4). Ceci paraît douteux, l'ordre de Masséna ne parlait pas d'une telle opération et, pour être couronnée de succès, elle exigeait des forces plus considérables. Il pouvait être environ 4 heures (4).

Le bataillon de chasseurs rentré à son camp retournait à Marta ; le 2e des gardes et deux compagnies de Belgioso accouraient de col Ardente.

Il était dangereux pour les Piémontais de laisser un corps français s'établir si proche de leur retranchement. A l'arrivée des renforts, le comte d'Ison résolut de rentrer en possession de la Mappa ; par son ordre, tout le corps franc prenait les armes, une partie s'établissait dans la redoute, le reste s'avançait au-devant de nous ; ce mouvement était appuyé par le tir de deux petites pièces de 4 et de quatre fusils de rempart arrivés dans l'après-midi du parc de San Dalmazzo et placés dans la redoute ; leur feu ralentit un peu

(1) *Journal du régiment des gardes*, page 168. Maulandi, *Relation*, page 152.
(2) Relation de Bonnaud, page 327.
(3) Malaussena, *Journal historique*, page 25.
(4) M. Bonnaud écrit que l'attaque eut lieu à 1 heure ; au contraire, le *Journal du régiment des gardes* indique 4 heures comme étant le moment où ils ont pris les armes.

notre marche ; le comte d'Ison, qui était présent dans la redoute, ordonnait au chevalier Bonnaud de marcher avec cinquante hommes au secours des troupes déjà engagées. A l'arrivée de ce renfort, les Piémontais se portent en avant et rejettent les Français de Mappa. Ce premier succès obtenu, le comte d'Ison, que les chasseurs ont rejoint, s'avance avec le reste de son corps ayant en soutien le régiment de Pignerol qui est venu à la redoute ; toute la ligne piémontaise repousse alors le corps français qui ne se retire que fort lentement à cause des difficultés que la neige apporte à la marche. Au sujet de cette retraite, le chevalier Bonnaud s'exprime ainsi : « Si le commandant eût poursuivi l'ennemi, non seulement il aurait fait beaucoup de prisonniers, mais il aurait pris les hauteurs de Marta, et Fels n'aurait point été pris ; mais sans doute de très bonnes raisons, qu'on ignore, ne lui firent point prendre ce parti ». Cette appréciation nous semble contenir une erreur si l'on s'en rapporte au nombre de troupes en présence ; cependant il est possible qu'une attaque vigoureuse secondée par le désordre eût fait tomber Marta entre les mains de l'ennemi (1).

Le rapport de Brulé témoigne également de l'énergie montrée par les Piémontais, et de leur résistance à laquelle il était loin de s'attendre.

Aussitôt après s'être rendu maître de Marta, Brulé avait prescrit à ses sapeurs de fortifier ce point ; des deux côtés on restait en présence à demi-portée de fusil sans renouveler l'action ; la nuit vint séparer les combattants.

Le corps franc retournait au camp ; le reste des Piémontais resta en vue de Marta.

Les deux bataillons de la 118e qui n'avaient point participé à l'expédition « eurent ordre de garder tous les postes qui pouvaient nous assurer la possession de cette importante position » (2).

Le corps franc accusait une perte de trois officiers blessés et de 45 soldats tués ou blessés ; les chasseurs avaient 5 à 6 tués et 7 à 8 blessés ; d'après Malausséna, les gardes auraient eu un homme tué, Tortone un officier blessé.

Suivant le chevalier Bonnaud, les Français auraient laissé 22 tués sur le champ de bataille dont 12 assommés à coups de crosse.

Nous connaissons par les instructions du 24 l'importance que

(1) Pour la relation du combat, *Journal historique* de Malausséna, pages 25-26 ; *Relation* de Bonnaud, page 327. *Journal des gardes*, pages 167-169.
(2) Brulé à Masséna, 26 avril, 1 heure du matin, page 332.

Colli attachait à Fels; informé de l'occupation de Marta par les Français, il décidait de la reprendre dans la journée du 26. Le 25 au soir, après avoir conféré avec le général Colli, Maulandi partait de la Brigue portant l'ordre au comte Radicati « de faire attaquer le 26 au matin l'ennemi posté à Marta et de le chasser de cette position » (1). Cette attaque devait être soutenue sur la droite par le comte de Bellegarde qui enlèverait le Pellegrino.

Les troupes aux ordres du comte de Bellegarde comprenaient alors le corps des grenadiers royaux, le régiment de Belgioso, le 1er bataillon de chasseurs, le régiment des gardes, le 1er bataillon d'Asti et une compagnie de pionniers; celle-ci se rendit le 26 au camp de la Praya.

Ayant remarqué qu'à la suite de l'attaque du 25 les Français se portaient en grandes forces sur Marta, Bellegarde jugeait le moment venu d'enlever le Pellegrino. A 7 heures du soir, le comte de Saint-Michel recevait ordre de partir avec le bataillon d'Asti et d'aller à la garde avancée de Rocca-Barbona; une compagnie de grenadiers royaux, une de Belgioso, deux du régiment de Piémont l'y suivraient; c'était avec cette troupe qu'il devait exécuter l'attaque de Pellegrino. La 4e compagnie d'Asti de garde depuis le matin à Rocca-Barbona avait ordre « d'y tenir ferme, de couvrir et protéger la retraite de ces troupes en cas de besoin ».

« Comme la marche était longue et pénible, que la nuit surprit M. le comte de Saint-Michel en route, et qu'arrivé aux avant-postes de Rocca-Barbona il dut laisser reposer sa troupe, l'attaque ne commença qu'à 2 heures 1/2 du matin ». Telle est la version du comte de Bellegarde. L'ordre de marche n'étant parvenu qu'à 7 heures du soir, le mouvement devait nécessairement s'effectuer de nuit, et le motif allégué n'est pas admissible. Le comte de Saint-Michel rejette au contraire en entier la cause de ce retard sur la centurie de Piémont, celle-ci rejoignit une heure après les autres, et l'on fut encore obligé de lui donner un quart d'heure de repos.

D'après l'ordre de Colli, l'opération contre le Pellegrino était secondaire, elle n'avait pour but que de favoriser l'attaque décisive sur Marta.

Afin de la seconder, Bellegarde dirigeait sur ce point une division de Belgioso, le 1er bataillon de chasseurs et le 2e du régiment des gardes (2), et il prévenait le comte de Radicati de son mouvement sur le Pellegrino; celui-ci refusait net de marcher con-

(1) Maulandi, *Relation*, page 152.
(2) Bellegarde, rapport, page 355.

tre Marta : « ce serait compromettre, lui répondait-il, le service du roi et la réputation de ses troupes que de l'entreprendre avec de si petits moyens contre une force très nombreuse et une position très avantageuse » (1). A la réception de l'ordre apporté par Maulandi, il observait que vu la supériorité de l'ennemi, la lassitude et l'infériorité de son corps « il ne jugeait pas d'exposer les forces qui lui étaient confiées à une attaque qui, ne réussissant pas, aurait entraîné par la proximité de l'ennemi, le découragement et le désordre qui s'en seraient suivis, la perte inévitable du poste même qu'il tenait » (2).

Cette appréciation semble avoir été partagée par Maulandi avec d'autant plus de raison qu'à 9 heures 1/2 on connaissait déjà à Fels la reprise du Pellegrino par les Français (3).

Au moment où la dépêche de Radicati parvenait à Bellegarde, l'attaque du Pellegrino avait déjà échoué.

Attaque du Pellegrino. — Le comte de Saint-Michel partageait sa troupe en deux colonnes : la première sous ses ordres directs composée de trois compagnies d'Asti formait la droite ; elle avait avec elle la moitié des milices de la Brigue sous les ordres du capitaine Raybaudi ; la colonne de gauche était commandée par le chevalier de Vernant.

La colonne de droite atteignait la première le sommet ; Saint-Michel se proposait d'attendre ventre à terre l'arrivée de celle de gauche pour envelopper l'ennemi, lorsqu'il fut découvert par la sentinelle qui cria trois fois : qui vive ! et fit feu sans que le coup partît. Il s'engagea alors une fusillade qui dura un quart d'heure, puis les Français se retirèrent presque sans pertes : un tué et un blessé. Le comte de Saint-Michel en donne la raison suivante : les Français profitèrent « de la surprise arrivée à cause de la conformité de l'habillement avec celui des grenadiers royaux que l'obscurité de la nuit nous empêcha de distinguer, d'autant plus qu'ils s'empressèrent de répondre : « vive le roi de Sardaigne » à ce cri que je leur avais fait le premier, ce qui m'engagea de faire cesser le feu de peur de tirer sur nos gens. Le même motif me retint de poursuivre les fuyards, appréhendant de fusiller une autre colonne qui devait arriver du même côté, par où arriva également une compagnie de Belgioso dont il n'était point fait mention dans mon ordre qui, s'étant égarée en chemin, ne put me rejoindre que très tard ».

(1) Radicati, Fels, 27 avril, page 355.
(2) Maulandi, *Relation*, page 152.
(3) Maulandi à Colli, Fels, 26 avril, 11 heures du matin, page 153.

Des postes furent aussitôt placés ; un milicien alla rendre compte verbalement du succès au marquis de Bellegarde et lui demander des ordres ; sa seule réponse fut que ces sortes de rapport étaient à fournir par écrit. Entre temps on recherchait le canon qui avait tiré deux jours auparavant contre Rocca Barbona ; des miliciens ayant prétendu qu'il était caché dans une grange au-dessous du Pellegrino, quelques tirailleurs y furent envoyés ; ils y firent trois prisonniers.

Bientôt des renforts arrivèrent aux Français, on les vit se rassembler sur la route de Pellegrino à Triora et faire des préparatifs d'attaque ; un nouveau rapport était alors envoyé au marquis de Bellegarde et des ordres lui étaient demandés ainsi que des renforts tant en hommes qu'en munitions. Tout fut disposé pour soutenir l'attaque de pied ferme, chaque corps était rangé selon son rang de bataille.

Vers 7 heures les Français s'avancèrent en deux colonnes ; pendant deux heures, tout se borna à une vive fusillade. Le général français n'avait aucun intérêt à brusquer l'attaque ; tandis que le combat de front retenait l'ennemi, une autre colonne, débouchant de Triora, s'efforçait de le tourner sur sa gauche et de lui couper sa ligne de retraite.

Sur le Pellegrino, la situation commençait à devenir mauvaise pour les Piémontais, les munitions leur manquaient, deux capitaines étaient tués ; « pressé par les représentations de tous les officiers qui lui exposaient l'impossibilité de se maintenir plus longtemps dans ce poste », et ébranlé surtout par l'annonce de l'apparition d'une colonne française sur sa gauche, Saint-Michel ordonnait la retraite.

Elle se fit par échelons : « la moitié dut se rendre à la Roche Barbon, et moitié sur le sommet qui la domine pour renforcer la garde de ce poste, et le protéger contre de nouvelles attaques ».

A son arrivée à Rocca Barbona, Saint-Michel y trouvait l'ordre de se retirer de ce point dès que l'on n'aurait plus de craintes à avoir sur l'ennemi de ce côté. Les pertes piémontaises étaient assez considérables, cinq tués, quarante blessés et trente et un égarés ou prisonniers.

Une compagnie du régiment des gardes demeurait à Rocca Barbona.

Dans la soirée la tourmente devenait si grande que son chef « risquait d'y périr s'il s'obstinait à y rester ». Il obtenait alors l'autorisation de se retirer sur la Saccarella, mais « il devait retourner

à son poste avant le jour, pour peu que le mauvais temps diminuât » (1).

Le comte de Saint-Michel nous attribue l'intention d'avoir voulu profiter du succès pour enlever Rocca Barbona ; ceci paraît très douteux ; quoi qu'il en soit, le général français se contentait de réoccuper le Pellegrino. La résistance des Piémontais avait été très énergique ; pour les vaincre on avait été obligé de faire agir toute la garnison de Triora « et, sans l'effet d'une pièce de 3, Masséna doutait même que l'on en fût venu à bout », pourtant il n'avouait qu'une perte de deux tués, cinq blessés et cinq prisonniers (2).

Cette attaque n'avait eu pour le corps piémontais d'autre résultat que de lui coûter une perte de 76 hommes. Pouvait-elle avoir une autre issue? le comte de Saint-Michel l'a cru.

« Avec des renforts en munitions et des troupes fraîches, non seulement j'aurais pu me maintenir dans mon poste, mais profiter de la surprise et de l'étourdissement de l'ennemi ; j'aurais pu pousser beaucoup plus loin ce petit avantage et tomber dessus le camp ennemi de Molini qui, ignorant notre force, aurait été mis en fuite, ce qui aurait appelé à son secours celui de la Tanarda, et aurait pu nous faciliter le moyen d'en reprendre la redoute et autres postes qu'il nous avait enlevés dans la journée précédente » (3).

Cette opinion nous semble très discutable. Evidemment à la guerre on ne sait jamais où peut mener une offensive décidée. Mais avant d'atteindre Molini, il fallait rejeter les treize compagnies de la 46e ; en outre, en s'enfonçant ainsi dans la vallée de Triora, le comte de Saint Michel découvrait complètement son flanc droit ; une partie du corps rassemblé à Tanarda aurait très vraisemblablement profité de l'occasion pour venir attaquer le Pellegrino et lui couper la retraite.

Ici encore apparaît l'influence néfaste de l'absence du général Colli. Sa reconnaissance du 24 avait dû le renseigner sur les dispositions du comte Radicati, les rapports de Maulandi sont une preuve qu'il ne témoignait pas d'une grande énergie ; du moment où il était décidé à faire enlever Marta le 26, lui seul pouvait l'obtenir et faire coordonner vers ce but capital les efforts des troupes de Marta et de celles de Fels.

Devant Marta la journée s'était écoulée sans incident. Après le

(1) Rapport de Bellegarde, page 356.
(2) Masséna à Dumerbion, 11 heures 1/2 du soir, 26 avril, page 331.
(3) Rapport de Saint Michel, pages 366-368.

refus du comte de Radicati et l'échec du comte de Saint-Michel, il ne restait aux Piémontais d'autre parti à prendre que celui de se fortifier.

Un conseil de guerre était assemblé dans la nuit du 25 au 26; tous les commandants de corps y étaient appelés et l'on décidait, sur la réclamation du lieutenant-colonel, comte Saint-Sulpice, commandant le 2e bataillon des gardes, qu'il occuperait la redoute, comme poste d'honneur, avec deux compagnies de Belgioso, le reste du régiment étant sur le prolongement de la gauche qui tenait à col Ardente (1).

Ces dispositions parurent au capitaine Maulandi peu appropriées au terrain. A son avis, l'ennemi ne manquerait pas d'attaquer par les bois de la droite, déjà une colonne prenait cette direction ; en conséquence, il priait le comte Radicati de les modifier. Celui-ci ayant fait des difficultés pour y consentir, Maulandi le prévenait qu'il allait en informer par écrit le général Colli.

A 9 heures 1/2 un rapport expédié de Fels lui fait connaître la situation ; les troupes françaises ne font aucun mouvement à Marta ; vers 7 heures 1/4 le Pellegrino a été attaqué et repris, les Piémontais se sont repliés sur le poste avancé de Barbon.

« Dans ce moment, ajoute Maulandi, les ennemis font un mouvement sur leur gauche vers la Barcone ; nous ne sommes pas dans le cas de veiller au vallon de Rio Secco et de Lugo, par où l'ennemi pourra entreprendre de ce côté » (2). Le brouillard étant très épais, il a été recommandé de porter des patrouilles au poste avancé de Mappa.

A 11 heures, un second rapport confirme les mouvements des Français sur leur gauche. Pour s'y opposer, Maulandi insiste sur la nécessité de reconnaître dans la vallée de Rio Secco une position qui barre le chemin de la Croix et du col de Geron. Cette précaution lui paraît d'autant plus indispensable que, de la Mappa, on signale les travaux des Français à Marta où ils établissent des espingardes.

Il résultait de ces renseignements que nous étions décidés à soutenir Marta, autrement l'on n'y aurait pas amené de canons, et d'autre part que la direction de notre attaque menaçait surtout la droite piémontaise. Aussi, en joignant à cette dépêche un mémoire où il développe ses idées sur la défense de Fels, Maulandi propose-t-il de réunir à la droite de la redoute la plus grande partie des forces piémontaises.

(1) Maulandi, *Relation*, page 153.
(2) Maulandi à Colli, *Relation*, 9 heures 1/2 du matin, page 165.

La droite de Fels étant constituée par une pente douce et très abordable, couverte de bois, était la partie faible de la position ; au contraire la gauche était toute découverte et tenait par une crête à col Ardente ; si l'ennemi s'y présentait, le commandant de ce poste avait toute facilité pour y envoyer des renforts qui prendraient de flanc les troupes françaises se dirigeant à l'est de la redoute de Fels pour l'envelopper.

Maulandi proposait donc de grouper les troupes sur la droite et de les disposer : « le 1er bataillon de Pignerol derrière la redoute ; le 2e de Tortone en réserve au poste du bois de Fels derrière la tête ; le 2e de Pignerol sur la prolongation de la droite pour flanquer la retraite ; les chasseurs, en avant, escarmouchant, autant que possible, dans les autres et se repliant en cas de nécessité sur la droite de Pignerol, pour tomber conjointement sur le flanc de tout ce qui tenterait de passer par en bas par le bois. Les gardes et Belgioso dans la redoute et au flanc droit en dehors ». Et comme le bois de la droite était la partie la plus menacée, il aurait « souhaité que les premiers corps eussent la tâche de soutenir la redoute en dehors, par leurs manœuvres, et que le corps franc et chasseurs eussent été à la première résistance dans le bois ».

Le comte Radicati finit par accepter ces propositions, sauf quelques modifications. Les troupes furent alors établies de la manière suivante. Le corps franc et les chasseurs dans le bois, le 1er bataillon de Pignerol le long du chemin de la Tanarda pour soutenir le bois, le 2e au point de réunion des deux sentiers de Linaires, le 2e de Belgioso et les gardes dans la redoute et sur son flanc droit. A gauche, le bataillon de Tortone occupe la crête. Derrière la redoute 200 hommes sont en réserve pour tomber à droite et à gauche sur l'assaillant au moment de l'assaut (1).

Un nouveau conseil de guerre est tenu à 11 heures du soir et l'on décide de défendre la redoute jusqu'à l'extrémité.

Cette journée fut des plus pénibles pour les troupes piémontaises ; la grand'garde de la Mappa dut être relevée toutes les 4 heures, « tant le séjour y était insupportable ». Le reste des troupes, quoiqu'en seconde ligne, n'eut pas moins à souffrir, puisque les tentes manquaient à plusieurs régiments. Un officier piémontais expose en ces termes leur situation :

« On resta comme ça toute la journée exposés à la neige, à la grêle, à la pluie, au brouillard que le ciel déchaîné paraissait nous envoyer comme présage d'une déroute prochaine. Mouillés,

(1) Maulandi à Colli, 11 heures du matin, *Relation*, pages 154-155.

glacés, morts de faim et de sommeil, on passa la nuit et le jour dans cette position » (1).

Il est très étonnant que le général Colli, que nous avons vu si actif précédemment, ne se soit pas rendu à col Ardente le 26 ; d'autant plus qu'il hésitait sur la conduite à adopter et qu'il la faisait dépendre des opérations françaises ; il semble donc qu'il aurait eu grand avantage à voir par lui-même ; d'autant plus qu'il était très indécis sur le parti à adopter.

La perte de Marta l'inclinait d'abord à opérer une retraite immédiate ; à 7 heures du matin il expose à Dellera les dangers qu'il court. « Les montagnes s'abaissent sous Marta et je suis menacé de perdre les positions inférieures, et si jamais la dernière qui ne peut tenir longtemps est aussi forcée, l'on risque une déroute et la difficulté de faire retirer les troupes de l'Authion et de Marta ».

Dès lors ne conviendrait-il pas de battre immédiatement en retraite ? si Dellera est de cet avis, on fera « retirer l'artillerie la plus avancée de l'Authion à Raus et de là au Fontan », l'opération aura lieu à la nuit tombante. Pour la couvrir, deux divisions du régiment de garnison autrichien se placeront entre le Fontan et Saorge (2).

Tous les rapports constataient que les Français continuaient « à garder en forces supérieures la Marta malgré les neiges et le mauvais temps ». Colli en concluait que notre intention était de tenter une attaque générale ; en conséquence il expédiait le comte Alciati à Turin afin d'avoir une réponse catégorique sur la conduite à tenir ; celle ci n'arrivait que le 27, elle portait de se replier au col de Tende (3).

A 1 heure voyant que la journée s'écoule sans aucun mouvement de notre part, Colli espère conserver sa position jusqu'au moment où il recevra un ordre de Turin ; le bataillon de garnison autrichien étant monté à l'Authion, Colli l'autorise à y demeurer ; pourtant l'on doit continuer les préparatifs pour la retraite et même retirer l'artillerie de Marta puisque Colli écrit : « Tâchez d'arranger les moyens pour sauver les canons de Marta avec le major d'artillerie » (4).

Colli avait déjà consulté Dellera sur la nécessité de la retraite, car le 25 celui-ci lui répond de l'Authion : « Puisque vous jugez que

(1) *Journal* d'un officier du régiment des gardes, page 163.
(2) Colli à Dellera, 26 avril, page 334.
(3) Malaussena, *Journal historique*, page 27.
(4) Colli à Dellera, 26 avril, 1 heure, page 334.

votre position exige cette retraite, je ne puis que m'en rapporter à votre sentiment »; pourtant il avait proposé comme mesure de précaution de retirer les canons de l'Ortiguière (1).

Le 26, Dellera se rendait de nouveau à l'Authion où la journée se passait fort tranquillement; le soir il était de retour à Saorge avec les quatre compagnies du bataillon autrichien, le contre-ordre lui étant probablement arrivé trop tard (2).

Le calme qui avait régné sur toute la ligne amenait un revirement dans les idées du général Colli ; dans la soirée, il avertissait Dellera « qu'il ne s'agissait pas encore de faire la retraite », et il ordonnait à l'Authion, Marta et autres postes « de se défendre à outrance et ne pas songer à la retraite que forcé ». Colli avait alors repris confiance ; peut-être lui avait-on fait espérer, de Turin, l'appui de d'Argenteau et des Autrichiens? car il envisageait la chance de leur arrivée, et alors « on pourrait faire des efforts pour se soutenir ». En tout cas il était décidé à tenir jusqu'au moment où le comte Alciati lui apporterait « les résolutions définitives de la cour » (3). En conséquence, il approuvait toutes les dispositions prises au col Ardente.

Dans la nuit il recevait des avis prévenant que l'attaque aurait lieu le 27, il ordonnait aux troupes d'être sous les armes à la pointe du jour (4).

Le 26, pour la première fois depuis l'ouverture de la campagne, les Piémontais avaient opposé une résistance sérieuse ; mais bien loin de leur supposer l'intention de résister, Masséna les trouvait tout démoralisés. A 11 heures du soir, après avoir rendu compte à Dumerbion du combat de Marta et de l'affaire du Pellegrino, il lui disait : « Depuis quelques jours, l'ennemi ne sait que devenir ; tous les matins nous trouvons des changements dans leurs camps, mais j'espère que demain matin nous les tirerons de cet embarras » (5).

Il donnait alors ses derniers ordres aux troupes du centre. Elles étaient partagées en deux colonnes.

(1) Dellera à Colli, 25 avril, page 327.

(2) Dellera à Colli, Saorge, 26 avril. « Il annonce qu'il venait d'arriver de l'Authion tout mouillé ; tout y était tranquille. Il fait espérer de se rendre le 27 à la Brigue et n'y vint pas le soir du 26, attendu qu'il était tout fatigué.

Le major Bettrom y devait venir avec lui et les quatre compagnies du bataillon autrichien restées à l'Authion. Le 26, il y avait des Français au col de Muraton » (A B 75).

(3) Colli à Dellera, 26 avril, page 334.

(4) *Journal* d'un officier du régiment des gardes, page 169.

(5) Masséna à Dumerbion, 26 avril, 11 heures 1/2 du soir, page 331.

Le général Hammel commanderait celle de gauche : « 1er bataillon d'infanterie légère et deux bataillons de la 118e » (1).

Le général Brulé celle de droite : 5e bataillon de grenadiers et deux bataillons de la 117e.

Elles attaqueront la redoute par la droite et par la gauche ; le succès obtenu, le général Brulé se rabattrait sur sa droite « pour se porter contre le grand camp de l'ennemi et le forcer ». Ayant à se lier avec le général François, il était informé du mouvement de cette colonne (2).

Le général Hammel « filerait sur sa gauche et suivrait le mouvement de l'ennemi » ; il est remarquable qu'on ne lui donnait pas connaissance de l'instruction adressée à Lebrun.

Bien que l'arrêté des représentants eût suffisamment précisé le rôle de Mouret, et que la lettre de Dumerbion n'y ajoutât rien, Masséna la lui transmettait laissant à sa connaissance du terrain le soin d'arrêter les dispositions de détail (3).

II

Attaque et enlèvement de la redoute de Fels par Masséna. — Deux heures avant le jour, les troupes piémontaises vinrent occuper leurs emplacements. Vers 6 heures, on vit distinctement les troupes françaises s'ébranler de la Tanarda et venir se placer « en amphithéâtre sur les penchants de Marta et de Ceriana » Cinquante à soixante tirailleurs ayant été poussés en avant, l'avant-poste ennemi de la Mappa se repliait sur la redoute de Fels. Une pièce s'établissait alors à la Mappa ; nos tirailleurs, continuant leurs progrès, s'approchaient si près de la redoute que leurs balles l'atteignaient et même la dépassaient. Des deux côtés la canonnade s'engageait ; les deux pièces piémontaises répondaient lentement pour ménager leurs coups à la pièce française dont le tir ne faisait d'abord nul effet. Mais dès 7 heures il est visible que le plus grand effort de Masséna va se diriger sur la droite. « Ils menacent le bois de la droite, mande Maulandi ; les corps francs et chasseurs doivent y faire la plus grande résistance, ceux de vis-à-vis sont immobiles (4).

(1) Masséna à Hammel, 26 avril, page 330.
(2) Masséna à Brulé, 26 avril, page 330.
(3) Masséna à Mouret, 26 avril, page 330.
(4) Maulandi à Colli, 27 avril 7 heures. *Relation*, page 165.

P. S. — Il faudrait renforcer, s'il est possible, le bois de la droite en arrière. Si des troupes nous arrivent de col Ardente, nous en ferons cet usage ».

Peu après les troupes françaises s'ébranlent en deux colonnes, elles gardent « un ordre surprenant dans une descente aussi rapide que celle de Marta qui était toute couverte de neige » ; avec elles elles mènent deux pièces de canon ; bien loin de se laisser ébranler par le feu de l'ennemi, elles se serrent afin de « les masquer ». Les canons placés, « la colonne s'ouvre », pour leur permettre d'entrer en action ; leur premier emplacement étant plus haut que la redoute, ils ne produisent aucun résultat. S'en apercevant « par les hurlements moqueurs » des Piémontais, nos troupes les tirent en avant « avec des planches qu'elles avaient avec elles exprès pour traîner le canon qui aurait approfondi dans la neige »; le tir devient alors meilleur ; cette canonnade dure environ une heure et demie (1).

La division de Belgioso placée sur la droite et en dehors, fort exposée aux coups qui partent de la Mappa, souffre beaucoup ; elle est cependant maintenue sur sa position pour empêcher qu'on ne tourne la redoute de ce côté et qu'on n'y donne l'assaut.

Tout à coup la colonne de gauche française « descend à toute course » de la hauteur; elle s'élance sur les bois de la droite et s'en empare après quelque résistance du corps franc et chasseurs ; mais au lieu de se retirer sur la redoute, comme ils en ont reçu ordre, de manière à couvrir sa droite ils se replient par le vallon d'Asfeld avec le 1er de Pignerol. Les Français sont absolument maîtres des bois. La division de Belgioso prise de front et de flanc se retire à son tour abandonnant la redoute à ses propres forces ; le 2e de Pignerol a gagné le plan de Linaire. Quoique abandonnés à leur propre force, les défenseurs de la redoute ne perdent pas courage ; un canon était déjà hors de service, il est remis en activité. Mais c'est en vain que Maulandi conseille au commandant des gardes de laisser une partie de son corps dans la redoute et de se porter sur les derrières avec le reste pour dégager la droite, tandis que le bataillon de Tortone montera à la redoute tambour battant. Ces mouvements ne parviennent pas à exécution. A ce moment, nos troupes donnent l'assaut à la redoute et l'enlèvent avec une grande bravoure, à laquelle rend hommage un officier piémontais : « Plus

(1) Toutefois, il est bien difficile d'admettre que l'effet de ces petites pièces ait été tel « que l'on voyait les retranchements de la redoute sauter en l'air », *Journal* d'un officier au régiment des gardes, page 170.

on en tuait; écrit-il, plus ceux qui restaient redoublaient leur furie et leur courage jusqu'à embrasser le canon » (1). Ce succès était aussitôt annoncé à Dumerbion.

« Nous voilà maîtres de la plus forte redoute des ennemis, redoute à triples retranchements, défendue par deux pièces de 3, deux fusils de rempart et 2.000 hommes, dont la plus grande partie Autrichiens... (2) ». Il y a là une exagération en ce qui concerne la valeur défensive de la redoute, mais l'évaluation des forces ennemies est exacte.

Masséna appréciait justement l'importance de son succès, la rupture du centre ennemi forçait tout le reste de la ligne à se replier, car en continuant son mouvement il tombait sur les derrières du rassemblement de col Ardente et lui coupait sa ligne de retraite.

A 11 heures, Masséna apprend que Fiorella a été repoussé avec perte ; à ce moment il n'a plus d'ennemi devant lui ; sur sa droite se trouve le rassemblement de col Ardente dont on distingue le point d'appui de droite, constitué par une redoute à la cime del Bosco. Masséna se décide alors, avant de continuer sa marche sur la Brigue, à enlever cet ouvrage qui menace la droite ; quelques tirailleurs suivent vers le nord les Piémontais en déroute. Cette résolution était très grave ; nous nous rappelons en effet que Lebrun ne devait attaquer qu'au cas où Masséna apparaîtrait sur les hauteurs de la Brigue ; toute notre gauche allait donc être immobilisée.

Dumerbion était averti de la modification que l'échec de Fiorella apportait au plan primitif.

Masséna à Dumerbion, 11 heures, 27 avril (A M)

« Après la prise de la grande redoute et des trois camps destinés à la soutenir, j'aurais cru que le chef de brigade Fiorella aurait pris la hauteur de Tanarello, ce qui aurait nécessité l'évacuation du grand camp, mais ayant été repoussé quoiqu'il n'eût à faire qu'à des forces inférieures, je suis obligé d'attaquer une redoute qui protège son grand camp sur la droite. Cette opération pourra suppléer à celle de Fiorella. Alors le grand camp sera à nous ; en attendant j'ai posté sur les pentes de la rive gauche de la Brigue quelques troupes qui inquiètent leur retraite. Tu vois par là que je suis obligé de différer pour un moment ma marche sur Saorge, je t'instruirai du résultat de l'opération qui m'occupe dans ce moment. La redoute des ennemis est sur des rochers dont les intervalles sont

(1) *Journal* du régiment des gardes, page 170. Au sujet du courage de l'attaque, voir également la lettre écrite de Fossana, page 412.

(2) Masséna à Dumerbion, 27 avril, page 337.

retranchés, et la principale assez défendue par une pièce de canon, ce qui nécessite que j'en fasse avancer une de celles que je leur avais prises pour être plus sûr du succès. »

Il ne nous appartient pas de porter un jugement militaire sur la décision prise par Masséna auquel on ne manquerait pas d'opposer avec juste raison notre peu d'expérience. De plus nous nous rappelons ce conseil de Thiébaut : « dans la carrière des armes il est en général très peu pardonné à un officier qui n'est pas élevé aux premiers grades militaires de parler de ce qui peut concerner directement ou indirectement ses chefs ». Nous nous permettrons seulement d'exposer les avantages et les inconvénients d'une marche sur Saorge.

Dans les instructions on avait assigné comme but principal d'enlever Saorge ; en se portant vigoureusement dans cette direction on coupait la route de Tende à la garnison de Saorge. A la vérité on avait à redouter que les troupes de col Ardente ne se jetassent sur notre flanc droit ; mais en admettant que le comte de Bellegarde prît ce parti, on était certain de lui opposer avec des forces moindres une sérieuse résistance en s'appuyant sur la redoute de Fels ; on ralliait les troupes de Lebrun et on avait toujours le temps de revenir en force contre lui. Du reste si la colonne de Fiorella était battue, celle de François restait intacte et aurait suivi les troupes de col Ardente. Si au contraire l'ennemi demeurait immobile aux retranchements de col Ardente, on tournait les retranchements de Saorge, on parvenait directement à Tende, obtenant ainsi l'avantage d'arriver sur les derrières de l'armée ennemie. Pourtant il convenait de tenir compte d'une autre hypothèse : si l'ennemi avait des forces sérieuses à col Ardente, il lui était facile d'écraser la colonne de François, puisque l'échec de la droite française, en la mettant hors d'état de renouveler l'attaque, lui donnait toute facilité de se concentrer, et alors il coupait en deux notre ligne ; tout dépendait donc de l'effectif du corps piémontais ; nous ignorons les données que Masséna possédait à cet égard, toutefois, d'après sa lettre du 26 à 11 heures 1/2 du soir, il ne semblait pas le considérer comme redoutable.

Tentative de Colli pour rallier ses troupes. — A peine informé de l'attaque de Fels, le général Colli avait envoyé sur les lieux le comte d'Aglian, afin d'y annoncer son arrivée ; il s'y rendit lui-même à 7 heures.

Au moment où le comte d'Aglian atteignait Praya, l'affaire était décidée ; il y avait sur ce point le 2e bataillon de Pignerol, une centaine d'hommes du corps franc ; déjà on agitait de se retirer,

lorsque heureusement le comte d'Aglian faisait renoncer à ce funeste parti en annonçant l'arrivée du général (1). En chemin, Colli apprenait l'enlèvement de la redoute ; il se refusait à y croire et tâchait de ramener tous les fuyards, mais il ne put y parvenir, ceux-ci se jetant à droite et à gauche des chemins et tous s'enfuyant vers La Brigue (2).

Colli ordonnait au capitaine d'Andreis de se rendre dans ce village, d'y réunir tous les fuyards et de les placer sur la hauteur San Salvador, lui-même continuait sa route, et telle était la débandade qu'il craignait de ne trouver personne. A son arrivée, les Français fusillaient déjà, du plan de Linaire, avec les postes avancés. « L'enlèvement de Fels n'aurait point tiré à conséquence si les troupes s'étaient arrêtées à la Praya, comme elles devaient naturellement le faire », mais, voyant leur découragement, n'ayant aucune réserve, et désespérant de ramener les fuyards, Colli donne l'ordre de la retraite. On tiendra toute la journée à col Ardente, « en soutenant à outrance la cime fortifiée del Bosco qui en appuyait la droite », et « on se retirera ensuite pendant la nuit sur la haute cime delle Saccarella qui en couvrait la gauche » (3). Aucune attaque ne se produisait au grand étonnement de Colli qui n'en découvrait pas la cause ; il se décidait alors à retourner à La Brigue où il était à 2 heures.

Attaque de la cime del Bosco. — A droite, les Français venaient d'essuyer un échec. Comme on l'a vu, Masséna avait fait suivre l'ennemi en retraite par quelques tirailleurs et s'était porté sur sa droite à l'attaque de la cime del Bosco.

« Cette cime est formée par une grande masse de rochers irréguliers ayant plusieurs parties inaccessibles et les autres d'un difficile accès ; on ne pouvait monter qu'un à un et par celle qui faisait face à la crête venant de Fels ; elle avait été fortifiée par un parapet de gazon à l'épreuve des pièces de montagnes, qui suivait la figure du roc, en rasait entièrement les bords, afin de ne point laisser de prise à l'ennemi pour l'escalader, formant comme la moitié d'une tour où était placée une pièce de montagne, le pied était sans défense ; on n'avait pu pratiquer que quelques bouts de retranchements aux parties latérales d'où l'on battait le terrain en avant à une certaine distance du pied de la roche » (4). Le jour de l'attaque

(1) Malaussena, *Journal historique*, page 28.
(2) Relation de d'Andreis, page 370.
(3) *Journal de Malaussena*, page 28.
(4) *Journal de Malaussena*, page 29.

le sentier avait été coupé et pour entrer dans la redoute, l'ennemi s'était servi d'une échelle qu'il avait retirée en dedans (1).

Telle était la position que nos troupes devaient enlever. Brulé, chargé de l'attaque, était plein de confiance dans le résultat et il annonçait un succès complet. Déjà l'ennemi avait commencé l'évacuation et « faisait filer les bagages de son grand camp sur le chemin de La Brigue ». Il demandait seulement qu'on lui expédiât une pièce de 4 (2).

Vers midi nos troupes enlèvent d'abord une petite butte située à 200 mètres en avant ; elles s'y forment et commencent un retranchement pour la pièce qu'Hammel a envoyée. Le comte de Bellegarde ordonne aussitôt de la reprendre. La garnison de la redoute était composée de deux compagnies du régiment aux gardes (95 hommes), d'un détachement de Pignerol (75) de la 1re de Piémont (70) et d'une pièce. On comprend donc qu'il ait hésité avec de si faibles moyens à tenter une pareille manœuvre. Mécontent, le comte de Bellegarde lui ôte son commandement, le donne au major Balegno (3) qui s'y rend avec la compagnie colonelle de Piémont, forte de 48 hommes. Il a reçu directement l'ordre de faire marcher deux petites colonnes de cinquante à soixante hommes pour tourner la butte, et de s'y défendre à toute extrémité.

Le temps qui s'est écoulé avant son arrivée a procuré aux Français le moyen de mettre la pièce en batterie ; néanmoins les Piémontais s'avancent gaiement à l'ennemi ; mais, au moment où ils arrivent au pied de la pente de la butte, une grosse colonne française, qui les aurait enveloppés, apparaît sur la gauche ; elle se partage ensuite en trois corps pour attaquer la redoute sur autant de points. Les Français s'avancent fièrement sous un feu nourri d'infanterie, celui de la pièce piémontaise est aussi vif que le permet son peu de munitions. Une partie de la colonne du centre réussit à gagner le pied du retranchement ; elle est ainsi à couvert de la mousqueterie ; déjà plusieurs baïonnettes apparaissent dans les embrasures, quelques hommes durent même sauter dans la redoute. Les défenseurs font rouler une telle grêle de pierres du haut en bas de la pente que nous sommes forcés de quitter cet abri ; cette retraite nous expose de nouveau au feu de la mousqueterie ; la pièce d'artillerie piémontaise qui ne pouvait tirer sur un si grand angle rentre en action ; la colonne française, exposée au feu sans pouvoir y

(1) Masséna au comité, 12 mars, page 474.
(2) Brulé à Masséna, 27 avril, page 339, voir la note.
(3) Rapport de Bellegarde, pages 358-359.

répondre, bat en retraite dans un désordre complet (1). A 1 heure 1/2, l'attaque est définitivement repoussée. Masséna attribue cet échec au service de l'artillerie et à la mort du général Brulé. Reconnaissant qu'il est impossible d'enlever cet ouvrage avec la seule infanterie, il prescrit au commandant de l'artillerie à Pigna de lui envoyer deux pièces de 4 avec tout leur attirail et le plus de monde possible ; pour gagner du temps, elles marcheront même pendant la nuit (2). En attendant, les troupes sont ralliées en arrière de la butte dont nous avons parlé (3) ; leur moral a dû être assez ébranlé, puisque Masséna ne tente pas un nouvel effort.

Cet insuccès a une importance capitale pour la suite de la journée ; il procure aux troupes de Colli l'avantage de n'être pas poursuivies ; en effet, Masséna qui a laissé sur son front Pijon avec quelques troupes en face du plan de Linaire, l'arrête net. « Je crois, lui écrit-il, qu'il n'est pas prudent pour le moment d'attaquer l'ennemi, tiens-toi sur tes gardes » (4).

Il était évidemment impossible de renouveler l'attaque sans l'appui d'une troupe fraîche, or Masséna avait tout son monde engagé ; une chance lui restait encore à la vérité ; une des colonnes de droite avait été battue, mais celle de François était intacte, son action pouvait être décisive.

A ce moment de la journée la situation de Masséna était plutôt critique ; une de ses colonnes était complètement battue sans qu'il connût l'étendue du désastre ; lui-même venait d'éprouver un échec sérieux qui le paralysait net. Il fit preuve de ce rare sang-froid qui dénote le véritable homme de guerre et que nous retrouverons à tous les moments de sa longue carrière. Sans la moindre parole de blâme pour le moment, il réconforte Fiorella : « Tu as été malheureux, lui écrit-il, il ne faut pas se rebuter, tu recommenceras demain la même attaque ». Pour ne pas le décourager, il ne lui parle pas de son propre échec ; il lui dépeint la situation comme excellente : on est déjà près de col Ardente ; son insuccès a seulement rendu la victoire moins complète. Cette lettre respire une pleine confiance (5).

Son langage au général François est tout différent. Nous sommes très mal renseigné sur la conduite de ce général dans la jour-

(1) Relation du major Balegno, page 362.
(2) Masséna au commandant de l'artillerie, 1 heure 1/2, 27 avril, page 337.
(3) Masséna à Dumerbion, 1 heure 1/2, 27 avril, page 337.
(4) Masséna à Pijon, 27 avril, page 338.
(5) Masséna à Fiorella, 27 avril, page 338.

née. Toutefois il est impossible de ne pas voir un blâme dans l'ordre suivant où il lui prescrit une attaque à fond :

« Tu avais bien beau jeu, général, pour attaquer l'ennemi sur le centre, je m'attendais toujours à te voir arriver ; tu peux cependant te présenter. L'ennemi a évacué le petit camp qui est dans ta partie et pour mieux dire tous le sont déjà; de tes nouvelles » (1). Néanmoins si nous nous en rapportons à l'instruction du général, il semble qu'elle n'indiquait pas un rôle si nettement offensif.

Vers 4 heures, ne voyant rien paraître, Masséna expédie à François un nouvel ordre qui n'autorise aucun prétexte de non-exécution. A sa réception, « sans avoir égard à l'heure », il se portera sur le grand camp avec 500 ou 600 hommes, en faisant connaître sa présence par un signal convenu » ; et il termine par ce blâme : « Je ne te préviens que de ce que tu aurais dû faire » (2).

Jusque-là Masséna se voit contraint d'assister impuissant à la retraite de l'ennemi qui s'opère sous ses yeux. A la même heure, il avertit Dumerbion de son immobilité : « Nous sommes toujours dans la même position, citoyen général, l'ennemi évacue presque tous les petits camps ; je crois que dans la nuit ils évacueront le tout, et je pourrai agir de concert avec Lebrun » (3).

A 7 heures, la situation n'a pas subi de changements, Masséna compte pourtant encore sur l'arrivée de François, et dès qu'il entendra son signal, il tentera une attaque de nuit (4).

Attaque de la droite. — A la pointe du jour, le 3e bataillon de la 99e, parti de Mendatica, arrivait devant le poste avancé du col de Tanarello ; ce devait être le poste de Ciaggia (5) où se trouvait le bataillon de Nice, réduit à 80 hommes. On était averti de l'existence de ce camp (6) ; les dispositions d'attaque ont donc dû être assez mal prises, puisque ce faible corps suffisait pour arrêter le bataillon français ; sa résistance procure au baron Grimaldi le temps d'accourir avec deux compagnies de Piémont. Ne pouvant forcer le poste de front, on tente de le tourner par la droite en dirigeant une colonne vers Colla Rossa ; une compagnie de Piémont, celle des chasseurs, les 25 grenadiers et 25 soldats de Belgioso accourus de la Saccarella leur sont opposés et l'arrêtent. L'autre compagnie de Piémont vient soutenir le bataillon de Nice.

(1) Masséna à François, 27 avril, page 338.
(2) Masséna à François, 27 avril, 4 heures, page 338.
(3) Masséna à Dumerbion, 27 avril, 4 heures, page 338.
(4) Masséna à Dumerbion, 27 avril, 7 heures du soir, page 339.
(5) Il est impossible de reconnaître, d'après la relation piémontaise, si le poste attaqué a été la Ciaggia ou un autre point.
(6) Masséna au commandant de Mendatica, 25 avril, page 324.

Appuyés par de bons retranchements, « achevés durant l'action même du combat », les Piémontais repoussent toutes les attaques de front ; vers midi, nos efforts se ralentissant, M. de Grimaldi prend alors l'offensive et nous rejette jusqu'à une « baisse de rochers » ; une partie du bataillon rallié « y fit encore ferme pendant plus d'une heure » ; mais, de nouveaux renforts étant venus au secours des Piémontais, la retraite continue (1) Cet échec réduisait Fiorella à ses propres forces (2).

Attaque de la Saccarella (3). — Dans la nuit, une compagnie de Piémont avait été pour relever la compagnie des gardes, laissée à la Rocca Barbona ; toutes deux devaient y demeurer jusqu'à 7 heures du matin ; à la Saccarella la compagnie de Piémont rencontrait celle des gardes qui s'y était repliée ; elles y demeuraient toutes deux. Le mauvais temps ne peut servir à excuser cette grave négligence, puisque la colonne française a marché toute la nuit sur un terrain absolument inconnu pour elle.

270 hommes constituaient la garnison de la Saccarella. Averti de l'approche de la colonne française, soit par les feux allumés sur le sommet de la Saccarella, soit par trois coups de fusils tirés de ce poste, signal convenu en cas d'attaque, le comte de Bellegarde dirigeait sur ce point le comte de Saint-Rose avec trois compagnies de grenadiers et celle de chasseurs ; au cas où les Français auraient déjà occupé la Saccarella, « il devait absolument les en chasser ». Le comte de Saint-Michel, dont 32 hommes avaient été renforcer le bataillon de Belgioso, marchait sur Rocca Barbona dont on ignorait l'évacuation ; il avait ordre de tenter de prendre, de ce point, la colonne française en flanc. Le comte de Saint-Rose atteignait la Saccarella avant que l'attaque des Français se produisît ; il avait tout le temps nécessaire pour faire ses dispositions. Une compagnie de chasseurs, 25 grenadiers, 25 soldats de Belgioso allaient renforcer sur la gauche le poste de Tanarello.

« Le comte de Saint-Rose disposait le reste de sa troupe pour la défense du poste important de la Saccarella ; plaçant la majeure partie en ligne appuyée aux deux bouts de retranchements qui tenaient à la crête ; il posta un peloton sur un roc à droite en

(1) Le colonel Krebs admet que la retraite s'est opérée par la rive gauche de la Vaurascana, il nous semble que le rapport piémontais ne permet pas d'être si affirmatif.

(2) Relation de Grimaldi, page 361.

(3) Rapport de Bellegarde, pages 355-361 ; Rapport de Saint-Michel, pages 364-366 ; Fiorella à Masséna, 28 avril, page 377 ; Genissieu, 28 avril, page 378.

avant (1) ; il forma un petit corps de volontaires pour se porter où besoin serait » (2).

Le général Fiorella s'avance, par la crête, sur la Saccarella ayant en tête la compagnie d'éclaireurs et le 3e bataillon de la 3e d'infanterie légère ; arrivé à la cote 2.095 (3) il se forme entre cette hauteur et la Saccarella attendant le commencement du combat ; sa position était assez dangereuse puisqu'il connaissait sur sa gauche un rassemblement ennemi à Rocca Barbona. Dans son rapport, il recherchera à rejeter son échec sur le général François « qui devait s'emparer du petit camp que j'avais laissé derrière moi, dira-t-il, et qui devait empêcher l'ennemi de me couper ». Sans chercher à excuser le général François, il semble que Fiorella aurait dû laisser la hauteur 2.089 occupée jusqu'au moment où il aurait acquis la certitude d'avoir ses derrières libres.

En entendant la fusillade à sa droite et à sa gauche, Fiorella met ses troupes en marche ; pour les encourager, il leur explique les mouvements des autres colonnes, il leur expose la nécessité d'emporter la position qui est devant eux. Tandis que le gros de la colonne attaque de front, une partie file sur la droite « pour attaquer l'ennemi des deux côtés et couper en même temps la retraite des ennemis que notre colonne de droite avait attaqués ». Dans cet ordre, on s'avance au pas de charge « ayant de la neige jusqu'à la ceinture », au chant de mourir pour la patrie. Le comte d'Ison se portait à notre rencontre tambour battant à la tête du corps de volontaires ; il était rejeté et nous nous emparions du rocher de la droite piémontaise coté 2.185 ; c'est probablement à ce petit succès que se réduit la prise de la première redoute dont parle le rapport de Fiorella.

Cet avant-poste enlevé, on découvrit toute la position piémontaise. Après avoir fait occuper solidement ce poste qui couvrait sa gauche, Fiorella donnait l'ordre de continuer le mouvement en marchant toujours sur deux colonnes. Tout l'avantage était évidemment pour la défense ; la colonne française retardée par la neige, exposée au feu de canon ennemi qui lui coupait même son drapeau, était repoussée. Il se produisit alors un arrêt pendant lequel les Piémontais furent renforcés par une centaine de grenadiers envoyés de col Ardente.

(1) Point 2185 de la carte italienne.
(2) Malaussena, *Journal historique*, page 30.
(3) C'est du moins ainsi que nous comprenons le passage de Fiorella : « Je me suis emparé de la hauteur vis-à-vis les deux redoutes des ennemis de col Ardente ».

Jugeant une attaque de front impossible, Fiorella s'efforçait de tourner la position ennemie en étendant toujours sa droite. « Les Français, nous dit M. de Malaussena, après s'être renforcés, attaquèrent de nouveau, essayant de gagner la crête pour envelopper la Saccarella. Un peloton voulut en gagner les derrières par le col de Tanarello, mais il fut découvert par le baron Morand et chassé ; l'attaque fut si vive que, sans l'intrépidité des officiers, le poste courait risque d'être abandonné parce qu'au moment où les Français ployaient ils revinrent encore à l'attaque, mais sans succès, et tentèrent ensuite un dernier effort avec plus d'acharnement qu'auparavant ».

Attaque du comte de Saint-Michel. — A ce moment, le comte de Saint-Michel apparaissait sur nos derrières. Le rapport du comte de Bellegarde est très obscur sur les événements qui ont précédé le mouvement du 2e bataillon d'Asti ; après avoir écrit qu'à 5 heures le Barbon n'était pas encore occupé, il nous dit quelques lignes plus bas : « Il y avait alors au Barbon une centurie de grenadiers qui était la vieille garde et une centurie de Piémont qui était la garde du jour ». D'autre part, au moment où le comte de Saint-Michel y arrivait, il y rencontrait ces deux compagnies. Il faut donc admettre qu'elles ont réoccupé ce poste sans que l'on s'en soit aperçu.

Les officiers de ces compagnies tentèrent de détourner le comte de Saint-Michel d'exécuter l'ordre qu'il avait reçu en lui représentant : qu'il était « moralement assuré d'être coupé par les corps ennemis de réserve qu'on voyait disposés à marcher sur la crête au-dessous du mont Pellegrino et dans les vallées ». Celui-ci refusait de les écouter, mais pour bien dégager sa responsabilité et prouver son peu de confiance dans le résultat final, il adressait à son chef le billet suivant : « L'ennemi est maître des hauteurs qui dominent le derrière de Barbon. Je n'ai point d'autre chemin pour y aller que celui qui conduit au Pian del Fontan où l'ennemi est déjà, comme vous pouvez le voir de votre camp. Pour obéir à vos ordres, nous irons, nous nous battrons, mais je dois vous prévenir que ce sera inutilement ».

Il se met alors en marche, tambour battant, en présence du général François qui demeure immobile à Pellegrino, le pas de Garlenda est facilement enlevé à un petit corps français qui le défend faiblement et qui se replie sur la baisse de Mezzaluna ; la direction de cette retraite découvre complètement le corps de Fiorella.

(1) Pailhes à Chabran, 7 mai, page 379.

Sans perdre de temps à poursuivre ce détachement, le comte de Saint-Michel laisse un petit détachement sur les hauteurs qui dominent le Barbon, et « continue son chemin jusqu'à une hauteur occupée par quelques Français qui ne font point de résistance .. ; il descend ensuite précipitamment par la pente de neige à un petit rocher bien élevé et garni de retranchements » (1) sans savoir qui l'occupe. Heureusement les Français qui s'y trouvent s'y défendent énergiquement. L'apparition des Piémontais était si imprévue que d'abord des déserteurs du régiment de Belgioso, les prenant pour des Français, s'avancent vers eux ; cette surprise s'étend jusqu'au corps de Fiorella qui, croyant voir en eux un renfort, redouble de vigueur et tente une quatrième attaque ; détrompée par le feu du poste de la côte, la gauche française renonce à l'attaque de la Saccarella et va se réfugier dans le vallon. Fiorella se trouvait alors à la droite ; à en croire son rapport, « il se déterminait à marcher avec son monde pour la renforcer (la gauche), pour périr ensemble si toutefois on ne pouvait se retirer ensemble ».

Ceci semble très douteux et le rapport piémontais nous paraît exposer les faits d'une manière plus vraisemblable. La résistance du poste de la cote 2.185 que le bataillon d'Asti ne peut forcer, après une heure de combat, préserve seule le corps du général Fiorella d'une déroute complète. Pendant ce combat, la situation du bataillon piémontais devenait très périlleuse. Le général François s'étant enfin avancé de Pellegrino, le poste de Rocca Barbona avait été abandonné par sa garde ; d'autre part, le petit corps laissé en arrière se repliait sur lui ; tout espoir de se retirer par le même chemin était donc évanoui ; le poste français de la cote 2.185 lui barrait la route de la Saccarella ; en outre, une partie des troupes françaises qui avaient exécuté l'attaque n'étant pas poursuivie s'était ralliée et venait menacer son flanc droit. Saint-Michel, « prenait l'unique parti qui lui restait, celui de faire disparaître le bataillon par les rochers escarpés qui étaient sur sa gauche. Se frayant un chemin jusqu'alors inconnu », il parvenait à ramener son bataillon sain et sauf à la Saccarella, sans être suivi par le corps de Fiorella. Ce dernier était complètement désorganisé, son chef étant tombé dans un trou s'était faussé le pied, le chef du 3e bataillon de la 3e brigade d'infanterie légère était blessé grièvement, et le désordre était tel que, le 28, cette colonne n'était pas encore rassemblée bien qu'elle n'eût pas été poursuivie. Ces faits, que nous livrent les documents français, per-

(1) Très vraisemblablement celui de la cote 2.185.

mettent d'apprécier la sincérité du rapport de Fiorella ; à l'en croire, il aurait tenté un dernier effort pour couvrir sa gauche ; celui-ci aurait réussi, et on aurait ainsi arrêté le mouvement du comte de Saint-Michel. « L'ennemi, écrivait-il, nous voyant réunis n'a pas osé descendre pour nous attaquer, car nous étions tous décidés à périr plutôt que d'être prisonniers ».

Bien que les Piémontais eussent complètement disparu, Fiorella ordonnait la retraite par le col de San Bernardo. Elle s'opérait avec une telle hâte que l'on ne prenait même pas le temps de faire passer les blessés à la tête de la colonne ; on laissait à une arrière-garde le soin de les couvrir. Fiorella était abandonné à Mendatica avec une escorte de 50 hommes et l'on reprenait les postes de Mezzaluna et de Pizzo.

Ordre de retraite donné par Bellegarde. — Le comte de Bellegarde s'était aperçu de la mauvaise tournure que le combat prenait à sa droite, et de l'enlèvement de la redoute de Fels ; jugeant le poste de la Rocca Barbona compromis et exposé à être enlevé, il lui expédiait l'ordre de rentrer ainsi qu'au 2e bataillon d'Asti. Ce dernier avait déjà commencé son mouvement. Sans tenir compte des modifications que le départ du comte de Saint-Michel imposait d'apporter à cet ordre donné en supposant le bataillon d'Asti à Rocca-Barbona, le commandant de ce poste se repliait, laissant ainsi toute facilité au général François pour lui couper sa ligne de retraite.

Peu de temps après l'expédition de cet ordre, M. de Malaussena apportait au comte de Bellegarde celui de faire rejoindre le poste de Barbon et « d'envoyer deux bataillons par la madone du Fontan sur les hauteurs de Bertrand, derrière la Brigue ». Toute liberté lui était laissée de s'élever vers la Saccarella et « d'y tenir si rien n'y venait de Tanarello, mais dans ce dernier cas de marcher de Colla-Rossa au Bertrand ».

En conséquence, ce qui restait de Belgioso et le bataillon d'Asti, qui rentrait de son expédition, étaient dirigés sur le mont Bertrand.

Ici se place un épisode curieux que M. de Bellegarde se contente de signaler sans appréciation : « Le Comte de Saint-Michel me fit publiquement les reproches les plus vifs de ce qu'en lui ordonnant de marcher pour prendre l'ennemi en queue, je l'avais trop exposé. Je lui répondis que si l'événement n'avait pas répondu à mes intentions, je n'avais point à me reprocher d'avoir causé du mal à son bataillon ».

Bientôt après, un second ordre de Colli prescrivait « de faire tenir ferme dans la redoute del Bosco autant de temps qu'il en

fallait pour m'élever sur Saccarella, et que si je voyais que l'on n'y pût pas tenir je devais prendre ma retraite comme ci-dessus ; il me marquait qu'il espérait que je tiendrais jusqu'au soir la Saccarella, et que je devais tout de suite faire descendre les tentes et équipages à la Brigue ». En réponse, Bellegarde promettait de garder sa position jusqu'au 28 au matin pour avoir le temps de recevoir les mulets destinés à porter les tentes.

Ceci nous paraît réfuter un singulier propos que le comte de Saint-Michel a prêté à son chef ; d'après lui, au moment où le bataillon, avant de se porter vers col Ardente, commençait à abattre les tentes, « il lui aurait été dit que M. de Bellegarde l'avait défendu, disant qu'il voulait tout perdre ». Puisqu'il résulte du rapport même de Bellegarde que les deux officiers eurent entre eux presque une altercation, il aurait été du devoir du comte de Saint-Michel de ne pas se contenter d'un simple on-dit et de demander soit un ordre écrit, soit une assurance positive. Toujours est-il, qu'arrivé au col, le chevalier de Malaussena prend sur lui, ce que le bon sens indiquait, de faire rechercher les tentes en promettant vingt sous pour chacune d'elles ; l'on réussit à en sauver 42.

L'échec de l'attaque tentée contre la redoute del Bosco, ainsi que celui subi par Fiorella à la Saccarella, procurait à Bellegarde le temps d'attendre la nuit pour effectuer sa retraite.

Afin de ne pas donner l'éveil aux Français, Balegno recevait ordre d'envoyer sa pièce de canon à col Ardente, dès qu'il ferait nuit, sous l'escorte de quinze soldats des gardes, spécialement chargés de l'escorte ; l'évacuation de la redoute aurait lieu à 9 heures du soir, de peur qu'un plus long retard en augmentât les difficultés.

Néanmoins, le capitaine Balegno différait jusqu'à une heure du matin ; il se retirait alors ne laissant que deux canonniers, l'un du corps royal, l'autre de Nice, pour entretenir les feux et avec ordre de suivre une heure plus tard ; quant à la pièce de canon elle avait été enlevée. Dans la nuit, des patrouilles continuelles circulent sur toute la ligne. « La troupe est rangée un peu sur le front et la plus grande partie sur le flanc droit, faisant face vers la redoute de la cime del Bosco et le bois au-dessous qui était rempli des feux de l'ennemi. » Le 28 au matin aucun mulet n'est encore arrivé pour enlever les blessés et les munitions ; une lettre du général Colli annonce qu'il lui est impossible d'en expédier, le chemin de la Brigue n'étant pas sûr. On est forcé d'emmener les objets de campement avec soi ; afin d'encourager les soldats, Bellegarde promettait vingt sous par tente, mais très peu furent sauvées.

Le corps de col Ardente gagne alors la Saccarella sans avoir été

inquiété quoiqu'il fût déjà grand jour au moment où il atteignait la moitié de la pente. La pièce de canon y a été portée par le régiment des gardes à qui l'on a promis trente livres en cas de réussite. Le marquis de Bellegarde forme l'arrière garde avec son corps.

Il fait occuper sur sa gauche toutes les hauteurs de Saccarella à Colla-Rossa par la compagnie de chasseurs, les débris de Belgioso, le régiment de Piémont et le bataillon de Nice.

Ainsi placé, il attend les événements; pour se ravitailler il envoie chercher des munitions et des vivres à Cibaire où on l'a averti qu'il existe un dépôt, mais le peu que l'on en rencontre est consommé par les premiers arrivants.

Mesures prises par le général Colli. — En arrivant à la Brigue le capitaine Andreis communiquait au commandant de Mouy et à tous les commandants de corps rencontrés en chemin, l'ordre de rallier les fuyards à la chapelle San-Salvador où il espère que, n'étant pas menacé, on ramènerait un peu l'ordre. Le capitaine réussissait à rallier environ 400 hommes, surtout du régiment de Pignerol, et à les y conduire. Cette troupe était couverte par une division de Belgioso postée à la cime Durasca « qui la mettait en sûreté d'être surprise par l'ennemi, pas moins d'être coupée ». Alors se produisait un fait qui donne une idée de la désorganisation où était arrivé le corps piémontais. Le commandant du détachement ignorant la présence de la division de Belgioso et craignant « d'être chargé aussitôt que l'ennemi aurait paru sur les hauteurs de la droite » insistait auprès du capitaine Andreis pour changer de position ; celui-ci, n'ayant pas qualité pour modifier les ordres de Colli, s'y refusait. « Le commandant le priait de présenter au chevalier de Mouy ces réflexions ». Le chevalier n'osait pas lui donner de nouvelles dispositions; il répondait à celui qui venait de rechef de la chapelle pour obtenir ce changement : « dites à votre commandant qu'il fasse ce qui lui paraîtra bon pour le service du roi, mais que moi je ne lui donne aucun ordre ».

Lorsque le capitaine remontait une demi-heure après à la chapelle il n'y trouvait plus personne; il s'efforçait en vain de réunir de nouveau quelques hommes sur ce point, et d'interdire aux fuyards de Fels la route de Tende, en plaçant une garde de quinze hommes, au pont de la Levenza, mais « une horde de troupes » qui se présentait à l'improviste la forçait (1).

Le bataillon de chasseurs et le 1er de Pignerol avaient dû arriver à peu près en ordre à la Brigue puisqu'ils avaient très peu perdu de

(1) *Relation d'Andreis*, page 370.

monde. S'il faut ajouter foi à une relation d'un officier du régiment des gardes, un malentendu les aurait envoyés à San-Dalmazzo. Vers midi, lorsque ces bataillons entraient à la Brigue, le commandant de ce lieu leur ordonnait « en balbutiant » de se rendre à la Madona del Fontan disant que c'était l'ordre du général Colli. Ignorant l'emplacement de cette chapelle, ils demandaient inutilement des guides pour les y conduire ; n'en ayant pas trouvé, le bataillon de chasseurs remontait la rive gauche du Rio-Secco par la crête et atteignait Saint-Dalmas d'où il voyait défiler l'artillerie de l'Aution. De là il leur était prescrit « de gagner la montagne vis-à-vis des villages d'où on disait que les ennemis pouvaient descendre ». Un nouvel ordre les rappelait à la Brigue où ils arrivaient à 8 heures du soir ; ils prenaient position à la chapelle San-Salvator (1).

Seule la présence du général en chef pouvait rétablir un peu d'ordre dans ce chaos ; à midi, jugeant que vers la Praya les Français se borneraient à se tenir en mesure, il se rendait à la Brigue où il arrivait à 2 heures ; « près de mille soldats y étaient répandus pêle-mêle sans subordination » ; des coquins profitaient même du moment pour piller les magasins et les hôpitaux (2).

Colli expédie de suite au commandant de Tende l'ordre de faire revenir tous les fuyards à la Brigue ; à mesure de leur arrivée on les fait placer sur les hauteurs de la chapelle.

Col Ardente tient encore ; vers la Praya, les Français ne poussent pas leurs avantages ; néanmoins Colli admet que le marquis de Bellegarde sera également forcé le lendemain. La retraite s'impose donc pour lui ; sous peine de voir les Français lui couper la route de Tende ; vers le sud nos attaques ayant été peu vigoureuses, il espère conserver Saorge encore toute la journée du 28. A 2 heures de l'après-midi, Colli met Dellera au courant de la situation vers l'est, et lui donne ses ordres pour la retraite.

Toute l'artillerie doit se replier sur Tende. Le bataillon de garnison autrichien viendra à San-Dalmazzo où Colli le placera lui-même sur la rive gauche de la Roya. Le poste d'Anan « tiendra ferme jusqu'à l'extrémité » et se repliera par le col de Geraone où se trouve une division de Belgioso ; en attendant, ce poste établira un détachement intermédiaire pour se lier avec celui placé au col de Geraone.

Sur la rive droite de la Roya la retraite s'effectuera d'après les

(1) *Journal d'un officier au régiment des gardes*, pages 171-172. Le bataillon de Pignerol n'avait pas suivi les chasseurs.
(2) Malaussena, *Journal historique*, page 33.

instructions du 25 ; on évacuera la position de l'Authion sous la protection des postes de l'Ortiguière et de la tête de Ruggier et l'on occupera une nouvelle ligne, « la droite au Capelet et la gauche par les hauteurs qui mènent au col de Tende ». Saorge sera gardé par la plus faible garnison possible fournie par des malades.

Afin de régler les dernières mesures, Colli appelle Dellera à la Brigue (1), mais ce dernier qui dans la soirée descend fatigué de l'Authion, ne peut s'y rendre (2).

Au milieu de cette déroute, Colli avait donc su garder son sang-froid. Afin de s'assurer de l'exécution de ses ordres relatifs à l'occupation de la chapelle San-Salvator il y monte lui-même. Un certain résultat a été obtenu sur ce point, une troupe s'y rassemble, elle passe la nuit au bivouac, et le lendemain de grand matin, elle est placée la gauche à la chapelle, la droite s'étendant vers le ravin de Rio Secco.

Les troupes de Praya tiennent toute la journée; mais dans la soirée elles se débandent; quelques hommes étant venus l'annoncer, Colli refuse d'y ajouter foi et renouvelle son ordre d'y rester ; en même temps pour plus de sûreté et pour couvrir son flanc gauche, il envoie à minuit, le bataillon de chasseurs à la cime d'Arpeze (?) ; en pleine nuit, sur ce terrain inconnu, ce bataillon ne peut se reconnaître, il s'entoure de tous côtés de sentinelles et attend le jour pour savoir où il est (3) A 2 heures de la nuit, le capitaine Bonnaud prévient Colli que la Praya est complètement évacuée ; dès lors les Français, en continuant de s'avancer, n'auraient plus à vaincre que la résistance du rassemblement de la chapelle ; il est impossible d'espérer continuer à garder la Brigue, mais une retraite trop prompte exposerait la droite et les troupes de Saorge à être coupées.

Afin de protéger le repliement des troupes de Dellera, Colli ordonne d'occuper le contrefort entre la Roya et le Rio Secco ; il est jalonné par les trois cimes de Durasca, d'Arpeze et de Rioro « toutes très avantageuses pour y placer des troupes ».

La division de Belgioso qui, dans la journée du 27, avait occupé la cime Durasca s'était retirée dans la soirée sur celle d'Arpeze ; le 28, elle occupait celle de Rioro avec le reste de la division de ce régiment revenu de Fels ; les chasseurs du 1er bataillon étaient sur celle d'Arpeze ; le reste des troupes revenues de Fels s'établissent de ce point à la chapelle, face au Rio Secco dans l'ordre sui-

(1) Colli à Dellera, Brigue, 27 avril, 2 heures après-midi, page 339.
(2) Dellera à Colli, 27 avril, page 340.
(3) *Journal d'un officier au régiment des gardes*, page 172.

vant : 1er des gardes, 2e de Tortone, 2e de Pignerol, compagnie des pionniers.

Jusqu'à l'approche des Français une compagnie restait devant la Brigue sur l'avenue de la Praya ; elle avait alors ordre de se retirer en suivant « le chemin qui règne sur la gauche de la Levenza et de se réunir aux troupes qui étaient de ce côté » ; un détachement demeurait à la Brigue pour la police.

Sur la rive droite de la Levenza, le 1er bataillon de Pignerol prenait place aux environs du pont de la Brigue ; une compagnie de Tortone le prolongeait sur la droite vers la baisse de Boseglio ; les restes du corps franc et une vingtaine de soldats de Belgioso surveillaient la crête jusqu'à la baisse de la Crocetta où était le 2e bataillon d'Asti.

La division autrichienne venue de Saorge barrait la route de la Brigue à Tende au collet de la Brigue (1).

Le seul but de Colli était de couvrir la Brigue toute la journée du 28 afin de se procurer la facilité d'opérer une retraite en ordre. Dès le 27, bien que Fels eût été le seul point forcé, il la jugeait inévitable ; et en rendant compte au roi des événements de la journée, il lui disait : « Je juge à propos, malgré les avantages rapportés, ne pas courir le risque d'être accablé par la supériorité de l'ennemi » (2).

Attaque de la droite piémontaise. — Le général Dumerbion était arrivé le 26 à Brouis ainsi que Robespierre jeune accompagné de Bonaparte. Les dispositions du lendemain furent-elles arrêtées, de concert avec Macquard ? Bonaparte a-t-il pris part à la délibération ? On peut en douter puisque les combats du 27 ne méritent même pas le nom de démonstration.

Il résulte du rapport même de Dumerbion que l'on était résolu à ne rien tenter avant de connaître le succès de Masséna ; en un mot on voulait participer à la victoire sans courir aucun risque. Les forces rassemblées dans cette partie étaient pourtant assez importantes : 4.768 hommes à Brouis ; 1.580 à Breil ; 693 au Moulinet (3), 1.200 à Sospel (4), soit 8.241 combattants.

A l'Authion, les dispositions des troupes ont été réglées par le général Colli, à la suite de sa reconnaissance du 25. Elles s'établissent :

A la droite de la batterie royale le 5e bataillon de grenadiers étendant sa droite vers le baracon.

(1) Malaussena, *Journal historique*, pages 34-35.
(2) Colli à de Vins, 27 avril, page 340.
(3) Situation du 20 avril, page 773.
(4) Dumerbion au Comité de Salut public, 24 avril, page 315

En avant de la batterie royale, une division et demie du régiment de garnison, 300 hommes, appuyant sa gauche à la redoute de la Forca.

A la Forca (?) une centurie de Montferrat.

A la baisse de Proverière, un piquet de volontaires Pandini.

A Millefourche, le régiment de Peyer im Hof.

A la Parpella les chasseurs de Canal, moins quarante hommes demeurés à la Maglia ; en cas d'attaque une centurie de Montferrat les renforcerait, une autre viendrait à la Vauta pour les soutenir.

Dans le vallon de l'Arp les milices de Cauvin ; elles se replieront sur Millefourche.

Au Tueis, une compagnie de grenadiers d'Andezene, quarante hommes du régiment de garnison et une centurie de Montferrat.

A la Vauta, le 1er de Turin en réserve.

A la Beola, cinquante hommes d'Oneille.

A Saint-Veran, un détachement de Peyer im Hof détachant un poste à la tête de Rugger (1).

A la pointe du jour, le général Bizanet porte des tirailleurs vers le Tueis : on monte même une pièce sur le Mantégas pour battre ce point ; la distance entre les deux sommets s'élève à deux kilomètres et demi : tout se réduit donc à une canonnade inoffensive. Deux autres colonnes parties du Moulinet et du Ventabren remontent la vallée de l'Arp se dirigeant sur la redoute de Mille-Fourches et sur la Parpella ; l'action est particulièrement énergique en avant de Mille-Fourches à l'endroit où se trouvent les milices de Cauvin ; ceux-ci renforcés par plusieurs petits corps de grenadiers volontaires et un détachement du bataillon de Peyer repoussent toutes les attaques ; ils ont été appuyés par les deux canons obusiers placés à la redoute de Mille-Fourches. A 2 heures de l'après-midi tout était tranquille (2).

Plus à droite le général Dallemagne marchait contre le rameau perpendiculaire qui, partant de Colla Bassa, s'étend entre les deux ravins de Peuda et de Toano.

Dès le 26, un canon avait été placé par nous sur la droite du vallon de la Maglia à portée de battre le pied du vallon et les gardes avancées, ce qui donna lieu à une escarmouche sans importance.

Le 27, avant le jour, le général Dallemagne passait la Maglia sur trois points de manière à envelopper les postes piémontais fournis

(1) Colli, dispositions pour la défense de l'Authion, 25 avril, 325.
(2) *Relation* des affaires de l'Authion, page 368.

par 70 miliciens et une compagnie de chasseurs de Canal ; dépourvus de cartouches du calibre des carabines ils ne purent résister ; suivant M. de Malaussena une vingtaine d'hommes se retiraient à la Beola, le reste sur la grand'garde du camp de Ciot de Marta, établie à la grange Peauda ; d'après le rapport du comte Vital, sur les granges Rostagni (1), ce qui est plus vraisemblable. C'était à peine une escarmouche, les Piémontais ayant perdu en tout neuf prisonniers.

Le général Dallemagne, ayant ordre d'attendre de nouveaux ordres, s'arrêtait après l'enlèvement des granges de la Maglia, et en avertissait le général Dumerbion. Celui-ci lui prescrivait « de ne garder cette position qu'autant qu'il pourrait en même temps assurer les postes dépendants de Beolet jusqu'à ce qu'on eût des nouvelles positives de la jonction des généraux Masséna et Lebrun à laquelle étaient subordonnées les dispositions qui devaient soutenir l'attaque ». En admettant que les prisonniers n'eussent pas procuré de renseignements, le peu de résistance des Piémontais, suffisait pour indiquer la faiblesse de l'ennemi. Dallemagne interprétait pourtant cette prescription comme un ordre de retraite. Il se repliait après avoir brûlé les granges.

Le général Macquard avec une colonne de 1.100 hommes se tenait prêt à remonter la vallée de la Roya dès l'apparition de Masséna. De ce côté tout se bornait à une vive canonnade contre la croix de Gan qui ne produisait aucun effet.

En résumé, sur la rive droite de la Roya, 8.500 hommes étaient restés complètement inutiles, « bien que l'on eût entendu quelques coups de canon et quelques décharges de mousqueterie assez vigoureuses du côté de Mont Giove et de la Brigue ». Cependant Bonaparte et Robespierre jeune avaient visité les avant-postes dans la matinée ; dans la journée ils se rendaient à la colonne du général Lebrun (2).

Le 27, aucune des nombreuses dépêches expédiées par Masséna ne parvenait à Breil ; aussi en lui faisant connaître l'attaque des avant-postes de Marta, Dumerbion réclamait-il avec impatience des nouvelles de la droite. « Nous sommes ici disposés à te seconder dans l'attaque de Saorge, mais nous avons besoin de savoir ce que tu fais et où tu es, et je t'engage à ne pas perdre un seul instant à m'en faire part » (3).

(1) Rapport de Vital, page 380.
(2) Pour toutes ces affaires, voir Rapport de Dumerbion, 27 avril, page 335 ; *Journal* de Malausséna, pages 37-38.
(3) Dumerbion à Masséna, 27 avril, page 335.

Une opération combinée sur un front aussi étendu ne pouvait réussir qu'avec un système de correspondance bien établi. Tel n'était pas le cas ; il semble évident que la cause en remonte au général en chef. Du moment où l'on ne voulait rien faire à la gauche de l'armée, la place du quartier général était à la colonne de Lebrun au centre de la ligne, ce qui aurait au moins raccourci les distances.

Enchaîné par ses ordres, Lebrun était également demeuré immobile, bien qu'il comprît l'urgence d'agir : « Je languis devant la campagne de Saorge, écrivait-il à Masséna, je la mange des yeux et je n'ose l'attaquer parce qu'il m'est défendu » (1).

III

Masséna avait attaché la plus grande importance à une reprise immédiate de l'offensive par le général François et il l'avait prescrite impérieusement. Malheureusement il allait se heurter contre l'inertie des chefs de la droite qui n'ont pas compris l'importance de harceler l'ennemi, de lui montrer au moins des baïonnettes, si on n'osait l'attaquer.

La colonne de Fiorella n'existait pour ainsi dire plus le 28 au matin. Il évaluait sa perte à 250 hommes tués ou blessés ; ce chiffre doit être trop faible ; en effet le 27 avril il part 27 blessés de Saint-Bernard et 42 le 28 ; de Mendatica on en expédia un grand nombre sur la Piéve ; chacun étant accompagné de cinq ou six hommes pour le porter, les effectifs achèvent de se fondre (2). D'après le rapport du capitaine Genissieu, le 3e bataillon de la 46e n'a pas 200 hommes sous les armes ; le 3e bataillon de la 3e d'infanterie légère a perdu quatorze officiers et n'a pas trente hommes de réunis ; ce qui est présent n'a pas de vivres et a perdu ses sacs, les ayant déposés au moment de l'attaque.

En l'absence de Fiorella, le chef du 3e bataillon de la 46e, qui a ouvert les ordres de Masséna, lui fait connaître de Mezzaluna « qu'il lui est impossible d'attaquer avec le peu de troupe qui lui reste un poste garni de 800 hommes au moins qui sont dans trois redoutes formidables par leur position ; la troupe étant obligée de marcher dans la neige jusqu'au ventre et dans une pente très rapide » (3).

(1) Lebrun à Masséna, 28 avril, 2 heures 1/2, page 379.
(2) Fiorella à Masséna, 28 avril, page 377.
(3) Genissieu à Masséna, 28 avril, page 378.

Toutefois toute la colonne du général François qui n'avait pas tiré la veille un coup de fusil était encore disponible ; mais comme nous l'avons vu, elle ne suit même pas le marquis de Bellegarde, et celui-ci peut se replier en plein jour sans être inquiété.

Le 28 à 6 heures 1/2 du matin Masséna n'ayant plus personne devant lui occupait le col Ardente abandonné par ses défenseurs.

L'échec de Fiorella lui était connu, mais il ignorait ce qui s'était passé à sa gauche, aucune lettre de Dumerbion ne lui était parvenue, et Lebrun, malgré l'ordre du 25 avril, ne lui écrira qu'à 2 heures 1/2 de l'après-midi. D'après tous les renseignements qu'il avait recueillis, les Piémontais ne tenaient plus que le Tanarello (Saccarello), et allaient se retirer sur le col de Tende. Il avait donc toute liberté pour passer à la seconde partie de ses instructions concernant l'enlèvement de Saorge (1).

Ses troupes étant dispersées de tous les côtés, il leur donnait le plan de Linaire comme point de rassemblement (2) ; un officier y était laissé avec des instructions sur la direction à leur donner.

Il est impossible d'exposer avec précision les mouvements des différents corps de Masséna.

Le chef de brigade Pijon se dirigeait vers la Brigue, et prenait position sur la hauteur de Trono ; dès six heures du matin la fusillade s'engageait avec les troupes piémontaises placées à la chapelle San Salvator, elle durait toute la journée ; n'éprouvant pas de résistance une partie de son corps descendait dans la vallée.

Provisoirement Masséna laissait le général Hammel à col Ardente pour se protéger contre le rassemblement signalé au Saccarello.

Le gros du corps doit se diriger sur la rive gauche du Riosecco ; sans attendre son rassemblement Masséna part avec l'avant-garde et entre de bonne heure en contact avec le cordon piémontais. A ce moment Masséna n'avait encore aucun avis ni de Dumerbion ni de Lebrun, et ses renforts n'étaient pas encore arrivés (3) ; quelqu'importance qu'il y eût à couper sans délai les communications de Saorge à Tende, il n'osait s'engager à fond. Après une démonstration d'attaque, il faisait reployer ses éclaireurs et prendre position jusqu'à la jonction de ses troupes (4). Afin de la hâter, le comman-

(1) Masséna à Dumerbion, 28 avril, 6 heures 1/2 du matin, page 374.

(2) Ordre au commandant des troupes destinées à le venir joindre, 28 avril, page 374.

(3) Masséna à Dumerbion, 28 avril, page 374. La dépêche où il en rend compte à Dumerbion et où il se plaint de Lebrun n'est pas datée, mais elle parvient à 2 heures 1/2 à ce dernier, elle a donc dû être expédiée vers 11 heures.

(4) *Journal* de Malaussena, page 35.

dant du plan de Linaire recevait ordre « au nom de la loi, de se mettre en marche sur-le-champ » avec tout ce qui était rassemblé sur ce point (1).

Dans la pensée de Masséna le rôle de Pijon consistait uniquement à surveiller la direction de la Brigue tandis que l'affaire se déciderait sur la rive gauche du Riosecco. Tel devait être vraisemblablement le sens des instructions verbales qu'il lui avait données.

Informé de son mouvement sur la Brigue et craignant qu'il ne dispersât son corps dans la vallée, il lui écrivait : « J'ai été réellement surpris quand je t'ai su à la Brigue, il me paraît que ton poste était sur les hauteurs... je crois que pour ton compte tu serais mieux dans un endroit à tout voir ; ce serait sur une hauteur à un point central et à portée de tout voir » (2).

A 2 heures 1/2 une lettre du général François faisait connaître à Masséna le désastre de la colonne de Fiorella dans toute son étendue. Il confiait alors à ce général le commandement de toute la ligne depuis le Saccarello à Tanardo, y compris Rocca Barbona, Pellegrino, Mezzaluna, et le chargeait de rallier la colonne de Fiorella.

Ayant appris que les Piémontais songeaient à évacuer le Saccarello, non seulement il jugeait suffisantes les forces laissées à la disposition du général François, mais encore il l'invitait à lui faire passer le plus de monde possible par le plan de Linaire (3) ; ordre était expédié à Hammel de venir le joindre (4). Entre temps, par une dépêche qui nous manque, Pijon avait justifié ses dispositions ; tout en se déclarant satisfait de ses explications, Masséna lui prescrivait de remonter sur les hauteurs en gardant le moins de monde possible et de lui faire passer le restant de son corps. « Il paraît, lui écrivait-il, que tu ne dois plus rien avoir à faire dans le fond » (5). Toutes ces dispositions allaient donc avoir pour effet de concentrer le gros du corps et de le rendre disponible pour attaquer Saorge le 29. Mais, de lui-même, le général Colli avait résolu d'évacuer cette ville ; dans la matinée, il s'était rendu à Tende et à Saint-Dalmas espérant y trouver le général Dellera qui, trop fatigué, n'avait pu y venir la veille, et lui donner ses dernières instructions pour la retraite. Averti de notre marche sur le col de Geraone il se

(1) Masséna au commandant du camp de Linaire, 28 avril, page 374.
(2) Masséna à Pijon, 28 avril, page 374.
(3) Masséna à François, 28 avril, 2 heures 1/2, page 375 et au commandant de la 46e, 28 avril, page 376.
(4) Masséna à Hammel, 28 avril, page 376.
(5) Masséna à Pijon, 28 avril, page 376.

rendait sur la gauche du vallon d'où il jugeait bientôt que notre but était de « l'amuser » tandis que nous nous préparions à agir sur les hauteurs.

Vers midi, apprenant l'arrivée du général Dellera à la chapelle située à moitié chemin entre la Brigue et Saint-Dalmas, il se rendait sur ce point d'où il pouvait tout voir et y restait jusqu'à l'issue du combat. Colli comptait sur le général Dellera pour diriger la retraite de Saorge, mais celui-ci étant trop fatigué pour y retourner, ordre était expédié à tous les postes de la commencer à la nuit tombante (1).

Après le départ du régiment autrichien, il ne restait plus pour défendre Saorge et la ligne de la Bendola que les volontaires Pandini, 50 hommes, une centurie de Nice, 150 hommes au plus, et le 1[er] bataillon de Peyer im Hof, 220 hommes, soit 420 hommes au maximum, effectif dont il fallait encore retrancher les hommes employés au transport de l'artillerie et les nombreux déserteurs de Peyer im Hof.

L'ordre de Colli qui portait de retirer pendant la nuit l'artillerie des ouvrages, fut mal exécuté. M. de Malaussena s'exprime ainsi : « Une pièce d'artillerie retirée de jour des batteries donna l'indice de la retraite à l'ennemi placé sur les hauteurs opposées » (2).

On n'a même pas besoin d'admettre cette explication pour comprendre un mouvement aussi naturel. Ayant entendu le canon toute la journée du 27 à sa droite et à sa gauche, connaissant parfaitement la situation par les nombreuses dépêches de Masséna, il est tout naturel que Lebrun ait voulu au moins être en contact avec la garnison de Saorge.

Dans la matinée la fusillade s'engage avec les volontaires Pandini placés au confluent de la Bendola ; si l'on considère les forces en présence, il est bien certain qu'il n'y eut même pas d'escarmouches. D'ailleurs quelqu'envie que Lebrun eût d'attaquer, il se considérait comme lié par des ordres positifs.

Dans cette journée, le général Bonaparte était avec Lebrun ; s'il eût vraiment joui de l'influence qu'on a voulu lui prêter dans cette campagne, il est bien étonnant qu'un combat livré sous ses yeux eût été conduit d'une telle manière ; en tout cas on n'en trouverait pas un second exemple dans toute sa carrière.

Dans l'après-midi, les Piémontais évacuaient la ligne de la Ben-

(1) Malaussena, *Journal historique*, page 35.
(2) Malaussena, *Journal historique*, page 38.

dola de leur plein gré. M. de Malaussena donne pour motif à cette retraite un mouvement qu'une colonne de Lebrun aurait effectué pour passer la Bendola au-dessus de Casto vers l'avenue de Muraton. Il y a là certainement une erreur, puisqu'à 2 heures 1/2 Lebrun écrit à Masséna qu'il est toujours immobile (1).

Les volontaires de Pandini étant arrivés à Saint-Dalmazzo à 4 heures, la retraite a dû commencer avant 2 heures 1/2. Peyer im Hof et la centurie de Nice atteignaient Tende dans la soirée ; très probablement on avait négligé d'avertir le détachement de Casto qui fut fait prisonnier. Le poste d'Anan ayant le corps de Masséna sur ses derrières ne pouvait se retirer par le col de Geraone ; le 29, à 1 heure de la nuit il se repliait sur Tende par la grande route ; il y entrait le 29 au matin.

Le faible corps de troupes posté sur la cime d'Arpèze avait donc parfaitement rempli sa mission ; en attirant l'attention de Masséna sur lui, il l'avait empêché de se prolonger sur sa gauche et de couper la grande route Saorge-Tende.

Cependant vers 5 heures des renforts avaient rejoint Masséna ; à en croire M. de Malaussena, « les Français essayèrent d'abord par des propos et des promesses séduisantes à révolter le soldat à tuer leurs officiers » (2). Au contraire d'après un autre témoignage en face des Piémontais « abîmés de fatigue, et presque dans un état impossible à bouger » « ils commencèrent à jouer du violon et à danser avec des femmes qu'ils avaient avec eux ».

A 5 heures, les Français attaquent brusquement, précédés par cinquante à soixante tirailleurs. Le régiment de Belgioso se conduisait très mal à cette occasion ; au lieu de soutenir les chasseurs, il se sauvait (3). Le comte d'Aglian se repliait sur la cime de Rioro ; « il éprouva alors ce qui est presque toujours arrivé, que des troupes battues ne résistent guère à de nouveaux chocs » ; après un quart d'heure de combat, ce poste était également enlevé, bien que le comte d'Aglian ait été soutenu par les gardes qui allèrent occuper le poste évacué par Belgioso, et par les volontaires Pandini (4) qui arrivèrent à 4 heures du soir à Saint-Dalmazzo. Cette affaire coûtait très peu de monde aux Piémontais ; ils accusaient un capitaine des gardes tué et quatre officiers blessés.

(1) Lebrun à Masséna, 28 avril, 2 heures 1/2, page 379.
(2) Malaussena, *Journal historique*, page 38-39.
(3) *Journal d'un officier du régiment des gardes*. Cette relation est en contradiction avec celle de Malaussena ; elle porte que le bataillon de chasseurs occupait la cime de Geron. Elle est incompréhensible pour nous, puisqu'elle parle du Siruen et que nous ignorons où se trouve ce mont.
(4) Malaussena, *Journal historique*, page 36.

Colli envoyait le comte Alciati au collet de la Brigue, M. de Malaussena au grand pont sur la Levenza où passe la route de Tende afin d'y rassembler les fuyards, et « il plaçait une compagnie de pionniers derrière l'enceinte d'une vigne qui touche au grand chemin qui est comme retranché » (1). De là elle fusillait avec l'avant-garde française.

Il n'entrait pas dans les intentions de Masséna de forcer la Levenza ; les hauteurs au sud de cette rivière étant débarrassées d'ennemis, il comptait se porter dans la nuit vers Saorge.

Ce mouvement n'a pas été exécuté ou a été peu prononcé ; le poste d'Anan s'étant replié seulement pendant la nuit, la grande route de Tende est nécessairement demeurée libre ; il semble donc que le corps français s'est arrêté sur place. Par suite, le général Colli eut toute facilité pour rallier son corps ; sur la grande route de Tende on réunissait environ 1.600 hommes : ils passèrent la nuit au bivouac « sur la droite du chemin au milieu des châtaigniers » (2).

Un autre rassemblement se formait au collet de la Brigue.

Considération sur la conduite de la droite française. — L'échec de Fiorella, l'inaction de François ont sauvé l'armée piémontaise d'un désastre complet. Masséna n'en a pas exagéré l'importance en écrivant « que si les deux colonnes qui devaient attaquer de ce côté eussent pu réussir et exécuter les instructions qu'il avait données, l'armée ennemie aurait en majeure partie été détruite ou faite prisonnière » (3).

Les quelques considérations que nous présentons sur ce fait de guerre ont uniquement pour objet de rechercher la part de responsabilité qui incombe à chacun.

Malgré son rapport, Fiorella a complètement abandonné sa gauche qui se battait encore au petit rocher (cote 2.185) et dont la résistance l'a sauvé. S'être replié alors que l'ennemi ne le poursuivait pas, « le bataillon d'Asti rentrant en ligne », surtout au moment où les troupes de Pellegrino commençaient à faire sentir leur action, semble témoigner d'un manque d'énergie ; si l'on était incapable de se reporter en avant, il convenait au moins de rester sur place, de montrer à l'ennemi des baïonnettes pour lui faire croire à une attaque prochaine et lui interdire de se dégarnir devant soi. Enfin se retirer sur Pizzo et Mezzaluna au

(1) Malaussena, *Journal historique*, page 36.
(2) D'Andreis, *Relation*, page 372.
(3) Masséna au comité, 12 mai, page 474.

moment où toute l'armée était engagée c'était permettre à l'ennemi, s'il réussissait contre Masséna, de porter toutes ses forces de ce côté et d'écraser la gauche française après avoir mis sa droite hors de combat (1).

La conduite de François n'est pas moins incompréhensible. Il était de son devoir de se diriger sur le centre de la ligne qui reliait la cime del Bosco à col Ardente et d'attaquer, suivant les ordres formels et réitérés de Masséna ; au lieu de cela, il n'y eut même pas de sa part essai d'offensive ; le 27 et le 28, il laissait les Piémontais complètement libres de se replier sans même tenter de troubler leur mouvement ; toute la force de cette colonne resta improductive. Il en résulta que, sauf au point où se trouvait Masséna, on réussit, avec des forces supérieures, à n'en opposer à l'ennemi que d'inférieures et à se faire battre en détail. C'est dans cette non-concordance des efforts qu'il faut rechercher les causes de l'échec final et non dans les motifs que tentent d'en donner les différents acteurs.

« La neige qui était tombée la veille de l'attaque, écrit Lacroix, est la principale cause de ce que le poste n'a pas été forcé ; nous y marchions jusqu'à la ceinture et beaucoup d'hommes y ont resté ensevelis. La cause de notre retraite c'est d'avoir vu couper notre chemin par l'ennemi et aussi le grand nombre de blessés » (2). Mais les Piémontais ne marchaient-ils pas dans la neige ?

Un autre témoin, Pailhes, a parfaitement déterminé les causes qui avaient amené l'écrasement de la droite. Il s'exprime ainsi : « Cette colonne se battit avec acharnement à la grande redoute jusqu'au moment où elle se trouva entre deux feux et sa retraite coupée par environ 150 hommes. Ce qui fut cause que la retraite se fit en partie sans ordre et précipitée ; ce qui n'aurait pas eu lieu, selon mes petites connaissances militaires, si le commandant avait laissé sur le sommet de la montagne un poste suivant ses forces pour observer les mouvements de l'ennemi et favoriser la retraite en cas de besoin (3) ». A notre avis, cette appréciation est indiscutable.

Au contraire, Masséna, après avoir fait une enquête personnelle, était particulièrement dur pour François et voyait en lui le principal auteur de l'échec du 27. Le 10 mai, en adressant à Dumerbion copie des instructions remises aux chefs de colonne, il réclamait de lui la punition des négligents d'après la loi. Quant à moi, ajoutait-il, « je pense que le plus coupable est le général François.

(1) Fiorella à Masséna, pages 377-378.
(2) Lacroix à Masséna, 28 avril, addenda.
(3) Pailhes à Chabran, 7 mai, page 379.

« En voici la raison. Tu verras par son instruction qu'il devait forcer le poste de Rocca Barbona, seul endroit par où l'ennemi pouvait tourner la colonne de Fiorella. François, à ce qu'il dit, donna ordre à un capitaine de se porter à hauteur de la Rocca Barbona avec 100 hommes pour empêcher que l'ennemi ne prît la colonne de Mezzaluna par derrière. Ce capitaine, au lieu de se porter à l'endroit indiqué, descendit à la rivière et facilita par sa négligence les moyens aux ennemis de monter par Rocca Barbona avec 200 hommes. François placé avec toute sa troupe au mont Pellegrino se reposant, à ce qu'il prétend, sur la position que le capitaine devait occuper, laissa monter tranquillement l'ennemi et n'envoya 500 hommes à leurs trousses que lorsque la gauche de Fiorella commença à être fusillée. Il aurait dû, ce me semble, général, empêcher que cette colonne ne parvînt à inquiéter les troupes parties de Mezzaluna. D'ailleurs tu verras que telles étaient ses instructions.

« Les troupes sous les ordres de Fiorella, prêtes à s'élancer dans la dernière redoute de l'ennemi, furent découragées, se voyant prises par derrière ; et épouvantées encore plus, voyant arriver les troupes que François envoyait à leur secours ; ils crurent d'abord que c'était une seconde colonne de l'ennemi, et s'écrièrent : « Nous sommes trahis ». Les menaces, les exhortations, rien ne put les arrêter. Fiorella fut forcé de se retirer malgré toutes ses peines, et il eut la douleur d'abandonner un poste qu'il croyait à lui, n'en étant plus qu'à une portée de pistolet. Un second tort que je trouve encore à François, c'est celui que, lorsque le général Brulé était occupé à l'attaque de la deuxième redoute, il ne se soit pas mis en mouvement pour se porter sur le col Ardente pour profiter des mouvements de l'ennemi, et tu verras encore, par ses instructions, ce qui devait l'y engager. Le camp, seul point qui en défendait le passage, était presque tout détendu. Si le général avait su saisir cette circonstance favorable, infiniment plus de tentes et de prisonniers auraient été à nous, en ne faisant que suivre ses instructions, mais il resta fort tranquille jusqu'au lendemain matin qu'il descendit sans ordre sur les hauteurs de la Brigue ».

Quelles que soient les explications fournies par François, rien ne peut l'excuser d'être demeuré immobile le 27 et le 28, d'avoir donné toute liberté au corps de Bellegarde de se replier tranquillement. Masséna tout en demandant une punition pour les coupables, laissait le général en chef libre de décider s'il convenait ou non de donner suite à l'affaire (1).

(1) Masséna à Dumerbion, 10 mai, page 449.

Avant de prendre une résolution, Dumerbion invitait Masséna à lui transmettre leur correspondance et « les comptes les plus détaillés de leur part sur les raisons » qui les avaient empêchés d'exécuter leurs instructions (1). Le 16 mai, Masséna offre de lui envoyer deux lettres de François et une de Fiorella ; le commandant du 3e bataillon de la 99e ne lui a point écrit ; et il observe qu'éloigné de ces officiers, « il ne peut guère, en ce moment, connaître les raisons qui les ont empêchés d'exécuter ses instructions » (2).

Le 22, Dumerbion refusait, avec juste raison, d'accepter le rôle qu'on voulait lui attribuer ; il répondait à Masséna que si ces officiers avaient « des torts constatés envers la chose publique, la loi devait être leur juge » ; mais que comme ils étaient sous ses ordres, il lui revenait de porter une « plainte légale » s'il jugeait que, par suite d'inexécution de ses prescriptions, ils étaient dans le cas d'être traduits au tribunal militaire (3).

Le 24 mai, Masséna se contentait de répéter les propositions d'expédier la correspondance de ces officiers, et il priait le général en chef de lui dire « par la première ce qu'il devait faire » (4).

En réponse, Dumerbion lui rappelait le 27, que seul il avait qualité pour agir. Il faut que tu me portes « une plainte légale contre ces officiers, lui écrivait-il, par laquelle tu demanderas que leur conduite soit examinée et jugée d'après leur inexécution à tes ordres, tu joindras à cette plainte, qui ne peut être portée que par toi, leur correspondance avec toi et dans laquelle doivent être détaillés les motifs de leur conduite toutes les fois que tu leur as donné des ordres » (5). Un mois s'était écoulé depuis les faits reprochés ; on avait eu la victoire ; dans son rapport au comité, Masséna n'avait incriminé ni François ni Fiorella ; il avait tu son échec à la redoute del Bosco et l'avait masqué en écrivant : « Il ne restait plus qu'un moyen pour forcer l'ennemi, c'était par une manœuvre, qui fut ordonnée, de tourner la redoute. La nuit avançait ; l'ennemi en profita et l'évacua avant que la manœuvre ait pu être exécutée » (6). Explication qui contenait une inexactitude puisqu'après l'échec on n'avait pas manœuvré.

Etait il nécessaire d'avouer qu'un instant on avait été inquiet sur le résultat final ? Masséna ne le crut pas, et il jugea préférable de

(1) Dumerbion à Masséna, 14 mai, page 485.
(2) Masséna à Dumerbion, 16 mai, page 503.
(3) Dumerbion à Masséna, 22 mai, page 543.
(4) Masséna à Dumerbion, 24 mai, page 555.
(5) Dumerbion à Masséna, 27 mai, page 579.
(6) Masséna au comité, 12 mai, page 474.

ne pas porter plainte. Du moins on ne trouve aucune trace d'une enquête dans la correspondance.

Attaque de gauche française. Enlèvement de Marta. — Les nombreuses lettres de Masséna adressées au général en chef, avaient éprouvé beaucoup de retard ; la première où il annonçait l'enlèvement de Fels parvint seulement le 28 vers 3 heures de l'après-midi (1) ; jusqu'à ce moment la plus grande tranquillité semble avoir régné le long de la ligne des avant-postes. Le général Macquard, ayant vu sauter la poudrière de Marta, avait bien porté ses troupes en avant, croyant y voir un indice de retraite, mais l'évacuation ne s'étant pas produite, il les ramenait en arrière.

Dans la nuit du 27 au 28, on avait reçu à l'Authion et à la Marta l'ordre de faire retirer la grosse artillerie et de tout préparer pour la retraite qui devait avoir seulement lieu à la nuit. A la suite de cet ordre, il ne restait plus que deux pièces de 4 au Tueis et deux à Millefourches, le reste prit la route du col de Saint-Veran (2).

L'artillerie de Marta en était partie à minuit escortée par 200 hommes ; malheureusement dès 6 heures du matin, le chef de l'artillerie faisait sauter la poudrière de l'ouvrage à l'insu du comte Vital, et malgré ses ordres formels (3) ; cette explosion était aperçue à l'Authion.

Le comte Vital, s'attendant à être attaqué, faisait prendre à ses troupes, 2 heures avant jour, leur position de combat et ordonnait la plus vigoureuse défense ; le 1er bataillon de Turin était monté à l'Authion ; son bataillon n'avait pas la force d'une compagnie, celui d'Asti était « à peu près dans le même cas ». Cette diminution de forces l'obligeait à évacuer la redoute du Simon de Marta. Il avait disposé ses troupes de la manière suivante : à la Maglia la 2e compagnie de chasseurs carabiniers ; aux granges Rostagni une compagnie d'Asti ; au Ciot de Marta une compagnie d'Asti et quelques hommes d'Oneille ; à la croix de Gan une compagnie d'Asti (4) et cinquante hommes de Turin. Le restant des bataillons d'Asti et Oneille à la grande redoute ; à la gauche de Marta, à Comagna, se trouvait le 2e bataillon de Turin.

L'attaque française n'ayant pas eu lieu, le comte Vital faisait quitter à ses troupes leurs postes de combat. L'effectif des troupes piémontaises sur ce point n'était pas en proportion des forces qui leur étaient opposées, d'autant plus que de Comagna, le comte Fresia,

(1) Dumerbion au Comité de Salut public, 28 avril, page 372.
(2) Vital à Dellera, 28 avril, *Addenda*.
(3) Relation des affaires de l'Authion, page 369.
(4) Le comte Vital dans sa relation de Fréjus indique sur ce point deux compagnies d'Asti, page 381.

commandant le régiment de Turin, signalait également des forces considérables françaises. Dans la journée, le comte Vital envoyait plusieurs fois demander des instructions à Saorge sans en recevoir de réponse. Au comte Fresia, qui s'était adressé à lui pour en obtenir des ordres de conduite « surtout en cas que le fort de Saorges fût pris », il écrivait « qu'il n'en avait reçu aucun, qu'il était dit de se défendre à outrance et que, en cas de malheur, il pouvait gagner la hauteur et le joindre ». Cet ordre était parfaitement logique ; en se retirant par Marta, le 2e bataillon de Turin couvrait le côté est de la redoute. En même temps il adressait « un rapport exact et bien circonstancié » à Saorge.

Vers trois heures, on apprenait que le col Ardente était enlevé et Saorge pris ; un officier expédié pour s'en assurer confirmait le fait ; il ajoutait que le bataillon de Turin avait évacué Comagna, à ce qu'il semble sans être attaqué, uniquement, comme l'écrit le colonel Krebs(1), à la suite de la retraite des volontaires Pandini, ou peut-être après avoir eu connaissance de l'évacuation de Saorge.

A 4 heures, le comte Vital recevait ordre d'abandonner Marta à la nuit tombante et de se replier sur Tende (2). Il était déjà trop tard.

A 3 heures, Macquard apercevant des mouvements de retraite de l'ennemi, peut-être ceux du 2e bataillon de Turin, donnait de lui-même l'ordre d'attaque, sans que le général Dumerbion, demeuré à Breil, y ait été pour rien. Le général Dallemagne, commandant le camp de Beolet, devait attaquer l'Aution et Millefourches ; l'adjudant-général Jardin, commandant le camp de l'Agnon, se dirigeait sur la droite de la redoute de Marta, tandis que le général Barquier, commandant celui de la Giandola (3), y marchait de front.

La défense des Piémontais fut très habile. A la Croix de Gan, les deux compagnies se maintenaient une heure et demie ; tournées par une colonne, qui s'est rendue maîtresse de Lantorasca et de l'Antonna, elles se repliaient sur la grande redoute de Marta en perdant leur canon ; cette retraite était protégée par la compagnie colonel d'Asti postée « à la butte qui domine la Croix de Gan » ; elle demeurait en position jusqu'à ce que la compagnie de la grange Rostagno eût pris position en arrière du camp du Ciot de Marta,

(1) Krebs et Moris, page 62.
(2) Relation du comte Vital, Frejus, 14 mai, page 380-381.
(3) Renseignements fournis par Macquard, 9 floréal, page 353. C'est du moins ainsi que nous comprenons l'expression « la redoute fut emportée..... par les troupes de l'adjudant général Jardin qui l'attaquaient par son flanc droit » ; autrement, Jardin, partant de l'Agnon, Barquier, de la Giandola, si Jardin avait agi par Antonna, comme l'admet Krebs (page 63), il y aurait eu croisement de colonnes.

puis elle allait s'établir en arrière de cette dernière « aux retranchements nommés du régiment de Nice ». La compagnie postée en arrière du Ciot de Marta résistait environ une heure aux Français qui débouchaient d'une butte à gauche de la Maglia et du Simon de Marta dont la possession leur permettait de battre les Piémontais de haut en bas ; elle était recueillie à son tour par la compagnie colonel. Cette retraite s'opérait ainsi par échelons successifs (1). Le comte Vital, après avoir réuni son corps à la grande redoute, dirige sur la droite, sous le commandement du comte Oligati, une compagnie d'Asti avec les chasseurs carabiniers et un détachement d'Oneille pour contenir les Français qui débouchent par les bois de la Maglia ; un autre détachement de quarante hommes, posté en avant du front, éclaire les approches de l'ouvrage. Au moment où les Français arrivent au sommet de la montagne, naturellement fatigués et en désordre après cette longue montée, le comte Vital, saisissant à propos cette occasion, les fait charger et les rejette en bas de la pente (1). Après ce succès, il se propose d'attendre la nuit, croyant avoir ainsi arrêté l'élan des Français ; sur le front, la troupe piémontaise résiste avec courage, mais sur les flancs les Français continuent à progresser. D'après le rapport du comte Vital, étant allé s'assurer par lui-même de la situation à sa droite, il n'y aurait plus trouvé le détachement du comte Oligati ; au contraire, suivant une autre version, après avoir tenu jusqu'au dernier moment, il aurait même eu l'intention de se retourner contre la redoute après son enlèvement, et n'en aurait été empêché que par un de ses officiers qui lui aurait dit : « Voulez-vous nous faire prendre tous prisonniers puisque tous les autres sont rendus ». Quoi qu'il en soit, ce détachement arrivait à 8 heures 1/2 à la Beola et se retirait avec la garnison à l'Authion (2).

Serré de tous côtés, n'ayant pas de quoi garnir la moitié de la redoute, les munitions étant épuisées, le comte Vital mettait bas les armes avec 17 officiers et 80 soldats après une énergique résistance. Toutefois, il nous est impossible de comprendre ce passage où le comte Vital justifie sa reddition : « ce sont les motifs qui m'ont décidé à me rendre, d'autant plus que faisant supposer la redoute garnie, l'ennemi, qui s'en faisait une occupation unique, donnait le temps aux troupes détachées de se retirer. C'est en effet au dedans de la redoute où il n'y avait personne que j'ai fait battre le rappel, et

(1) Relation de ce qui est arrivé au 1er bataillon (d'Asti), page 383.
(2) Relation du comte Vital, 4 mai, page 382.

l'ennemi a réellement cru que la troupe qui en était dehors ne fût que la simple sortie d'un détachement » (1).

S'il faut en croire un rapport attribué à Dumerbion, la prise de cet ouvrage ne nous aurait coûté que quatre blessés (2).

Le 2e bataillon de Turin, « ne pouvant se retirer par la grande route, remonta le vallon de Cairos où il rencontra à Maurion l'artillerie de Marta »; ayant appris à ceux qui la conduisaient que les Français étaient à Saorge, ils la renversèrent dans le vallon ». Tout ce détachement se joignait au corps de l'Authion et se repliait avec lui sur Tende (3).

Retraite de l'Authion. — La journée du 28 s'écoulait fort tranquillement pour les postes de l'Authion. Vers les 6 heures du matin, on avait aperçu sauter la poudrière de Marta et le bruit y courut de la reddition de Saorge.

Vers 4 heures, on entendait une forte fusillade vers Marta ; sur le front on n'apercevait aucun mouvement français ; le lieutenant-colonel du bataillon de grenadiers autrichiens commandant ce rassemblement, réunissait alors en conseil de guerre les chefs de corps. « On reconnut unanimement qu'il fallait faire reconnaître l'ennemi du côté de Marta, et que, vu que nous avions encore du pain pour deux jours, nous devions conserver notre poste et nous y défendre en renforçant toutefois celui de Raus, puisque nous savions que Belvédère avait été forcé ». A la fin du conseil arrivait un ordre de Colli prescrivant de se retirer à la nuit close en emmenant les canons, sinon de les enclouer. Peut-être trouvera-t-on que le poste de l'Authion prenait bien facilement son parti du sort réservé à Marta, et qu'il aurait convenu de diriger une colonne sur la gauche pour prendre de flanc les troupes françaises qui tournaient la droite de la redoute.

La retraite devait s'effectuer sans bruit, mais à 8 heures 1/2 les Français apparaissant sur le Maurigon, le commandant de Millefourches fait battre la générale; d'autre part, les troupes de la Vauta commettent la faute de mettre le feu à la paille des campements. Néanmoins leur retraite n'est nullement inquiétée ; le bataillon de grenadiers autrichiens ouvre la marche ; le 5e de grenadiers, formant l'arrière-garde, s'ébranle seulement à minuit; les canons ont été encloués faute de moyens pour les transporter. La colonne passe par le col de Raus ; en route, elle est rejointe par les fuyards

(1) Relation du comte Vital, 14 juin, page 380.
(2) Rapport de Dumerbion, page 343.
(3) Malaussena, *Journal historique*, page 40.

de Marta ; de là, elle passe à Caussèga, suit à mi-côte le flanc gauche du vallon de Ceva, atteint le col de Scaffa, descend par les granges de Gougne, passe la Biogne à la Miniera et atteint les hauteurs de la rive droite au moment où la poudrière de San Dalmazzo saute (1) Cette explosion fait croire que les Français sont maîtres du passage ; un certain désordre se produit mais tout se réduit à la perte de quelques objets de campement. Après une halte pour rallier les traînards (2), la colonne arrive à 3 heures à Tende où elle défile devant le général Colli (3).

Il est toujours hasardeux de porter un jugement sur des opérations militaires ; pourtant dans le cas particulier il est certain que la conduite de Dumerbion a manqué complètement de vigueur. A l'Authion, on n'a même pas escarmouché ; à Marta, Macquard a attaqué sans ordre; partout on a attendu que l'ennemi se retirât de lui-même, on ne l'a même pas suivi.

Du reste, même le 29, maître de Saorge, Dumerbion ne savait encore quel parti adopter. Ecrivant à Masséna, il se bornait à lui dire : « Il est bien nécessaire que nous l'empêchions [l'ennemi] de se fortifier sur le col de Tende et que nous l'obligions de rentrer en Piémont, il est en déroute et la chose ne doit pas être difficile » (4). Nous verrons par la suite des événements la manière dont Dumerbion s'y prendra pour exécuter ce projet ; tandis qu'il ne reste plus personne devant toute la gauche française, on va attendre jusqu'au 6 mai sans tirer un coup de fusil.

Les représentants du peuple eux-mêmes sentent l'urgence de profiter du moment pour prendre une offensive. A cet effet, ils réclament qu'une direction unique soit imposée aux deux armées des Alpes et d'Italie ; les représentants de l'une des deux armées doivent avoir la prépondérance sur l'autre; le général chargé de l'expédition en Piémont doit être autorisé à « prendre toutes les troupes qui lui paraîtront nécessaires d'après la suite des opérations ».

En résumé, ils réclament « de distinguer l'armée agissante en Piémont de l'armée défensive des Alpes, de manière que le général chargé de l'expédition en Piémont demeure juge des forces qui seront nécessaires à sa défensive et puisse toujours les diminuer ou les augmenter d'après la succession des événements » (5).

(1) Itinéraire établi par le colonel Krebs et Moris, page 64, note 2.
(2) Relation des affaires de l'Authion, page 370.
(3) Relation de d'Andreis, page 372.
(4) Dumerbion à Masséna, 29 avril, page 386.
(5) Robespierre et Ricord au comité, 29 avril, page 384.

Ce sont là les pouvoirs que Bonaparte se créera en 1796 sur l'armée de Kellermann.

Mais brusquement on renonçait à pousser les succès. Cette résolution de suspendre les opérations était d'autant plus extraordinaire que le général en chef et les représentants s'accordaient pour parler de « l'épouvante » qui régnait dans l'armée ennemie (1). Le colonel Krebs, au contraire, justifie cette mesure ; il s'exprime ainsi à ce sujet : « Après ces jours de marche, de bivouac et de combats dans un pays très difficile et en partie couvert de neige, les républicains avaient encore plus besoin de repos que les Austro-Sardes. Il importait aussi d'attendre les résultats de l'offensive prescrite dans la vallée de la Vesubie » (2). Cette opinion paraît très discutable. Ni Lebrun, ni Macquard, ni Dallemagne n'avaient marché, et le succès des opérations dans la Vesubie était d'autant mieux assuré que l'on enlevait le col de Tende ; d'autre part, il était peu vraisemblable que les Piémontais eussent l'intention d'y tenir après avoir évacué l'Authion sans résistance. D'ailleurs il n'y avait que 165 miliciens dans cette partie.

On était si bien décidé à ne rien faire que le quartier général était établi de nouveau à Nice le 1er mai. Le colonel Krebs approuve cette détermination « On était plus à portée, dit-il, de donner des ordres en vue de poursuivre les succès obtenus ou de chercher à comprimer l'insurrection de la Corse fomentée par les Anglais » (3). Nous nous permettrons encore de ne pas partager cette opinion. Tout le corps piémontais était alors concentré autour de Tende ; il était naturel de rester en contact à Saorge ; de Nice à Saorge, la distance s'élève à 40 kilomètres ; il est donc difficile de saisir les avantages procurés par ce nouvel emplacement du quartier général français. Le seul résultat de cette disposition allait être de retarder de deux jours la transmission des rapports et les ordres qui en résulteraient. Pour enlever Tende, on avait besoin de deux ou trois jours, l'expédition de Corse n'aurait donc pas été bien retardée si l'on avait continué l'attaque sur Tende.

S'il y avait urgence, on pouvait mettre de suite en marche les troupes (117e) désignées pour la Corse, et l'on était sûr d'arriver avec elles puisqu'elles ont employé trois jours pour atteindre Nice.

En s'éloignant du théâtre des opérations, le général Dumerbion

(1) Rapport de Dumerbion, page 343. Représentants, 29 avril, page 385.
(2) Krebbs et Morris, page 64-65.
(3) Krebbs et Morris, page 68.

et ses conseillers, quels qu'ils fussent, semblent n'avoir eu d'autre but que de s'épargner toute responsabilité, et l'opération contre Tende s'exécutera le 6 sans que le général en chef y ait eu aucune part, comme du reste le fait s'était toujours produit jusqu'à ce moment.

Dans la matinée du 29, Masséna ignorait encore l'enlèvement de Saorge ; après en avoir été informé, il se rabattait sur ce point, très vraisemblablement avec le 5e bataillon de grenadiers et les deux bataillons de la 117e ; la 118e demeurait face à la Brigue, un poste devait être établi sur un rocher qui dominait la grande route de manière à la couper et arrêter les convois et les fuyards (1).

A Saorge, Masséna se rencontrait avec le général en chef. A ce moment on n'avait encore que des renseignements très inexacts sur les événements de la droite ; Fiorella et le rapport du capitaine Genissieu présentaient la situation comme très mauvaise ; de la colonne de Mendatica on n'avait aucune nouvelle, l'officier que Masséna y avait envoyé pour le tenir au courant n'ayant écrit que le 7 mai ; il semble en outre que l'on ignorait l'évacuation complète du Tanarello. Nous ne connaissons pas le résultat de cette conférence, mais la défaite de la droite a certainement inspiré des craintes sérieuses puisque l'on renvoyait à col Ardente un bataillon de la 56e pris à Lebrun (2).

Dans cette journée le général François s'étant aperçu de la retraite des Autrichiens du Tanarello exécutait un ordre de Masséna qui lui prescrivait « de marcher avec sa colonne aux hauteurs de la Brigue » ; après avoir garni les postes du col Ardente, il se portait vers ce village (3). Très certainement l'ordre du 28 à 2 heures 1/2 de l'après-midi (4) qui lui confiait spécialement la défense de col Ardente et des postes dépendants ne lui était pas parvenu, puisque le 1er mai, en réponse à une lettre où Masséna lui reproche le 30 avril de s'être dirigé sur la Brigue, il lui enverra copie d'un autre ordre du 28 expédié par le chef de ses guides qui lui prescrit formellement ce mouvement (5).

Masséna était informé de ce faux mouvement dans la matinée du 30 ; la dépêche qu'il adressait aussitôt à François témoigne des craintes que l'on avait encore pour cette partie : « J'aurais cru, général, que tu aurais mis plus d'importance à l'ordre que je t'ai

(1) Masséna au chef de la 118e, 29 avril, page 386.
(2) Masséna à Lebrun, 29 avril, page 387.
(3) François à Masséna, 1er mai, page 398.
(4) Masséna à François, 28 avril, 2 heures 1/2 après-midi, page 375.
(5) François à Masséna, 1er mai, page 398.

donné pour faire occuper les postes de col Ardente... Je n'ai jamais entendu que tu dus descendre sur les hauteurs de la Brigue étant gardées par le chef de brigade Pijon ». Il lui renouvelait l'ordre positif de retourner au col et « de mettre toute cette partie dans le meilleur état de défense » sous sa responsabilité (1).

Dans la journée du 29 on se décidait à ne pas continuer les opérations contre Tende ; toute une série d'ordres détruisait cette concentration de forces que l'on avait exécutée avec tant de peine; de nouveau les troupes de l'armée d'Italie allaient former un long cordon.

La 117e se rendait de Saorge à Nice où toute la demi-brigade se réunissait ; la 56e et ce qui était présent de la 46e à Saorge irait de ce point au col Ardente ; de ce point, un bataillon de la 46e irait relever le bataillon de la 117e demeuré à Oneille. L'état-major de la division irait à Borgomaro avec le général Hammel.

Le général passerait par le col Ardente afin de visiter tous les postes ; il était autorisé à en retirer toutes les troupes qu'il y croirait inutiles et à les faire cantonner dans la vallée d'Oneille (2).

Quant à Masséna, il se rendait de sa personne pour quelques jours à Nice ; il y arrivait le 1er mai.

Dumerbion arrêtait alors une nouvelle répartition des forces ; le général Masséna recevait le commandement de la ligne de Loano à Marta inclusivement ; le général Macquard à partir de ce point.

La division de droite comprendrait les 2e et 3e bataillons d'infanterie légère, les 19e, 21e, 46e, 56e, 99e, 2 bataillons de la 101e, 1 de la 100e, 2 bataillons des Hautes-Alpes et 2 bataillons de grenadiers. Quant à la manière d'occuper les positions il se bornait à ce vague conseil : « Il est donc nécessaire que tu établisses la ligne de défense d'un de ces points à l'autre, en conservant les postes que tu occupes, de manière que, non seulement l'ennemi ne puisse attaquer un de tes postes impunément, mais aussi qu'il craigne continuellement quelque attaque de ta part » (3).

Cette nouvelle répartition retirait de la division de Masséna les troupes postées sur les hauteurs de la Brigue. Aussi Masséna recommandait-il à Hammel, chargé de cette opération, de ne pas l'exécuter brusquement; pour éviter de dégarnir ainsi tout d'un coup cette partie si importante, tout en l'opérant « dans le plus court délai » il avait à s'entendre auparavant avec Lebrun. Le

(1) Masséna à François, 30 avril, page 388.
(2) Masséna à Hammel, 30 avril, page 389.
(3) Dumerbion à Masséna, 1er mai, page 392.

3e bataillon de la 118e partait de Triora pour rejoindre sa demi-brigade.

L'occupation de col Ardente devait également être réglée de concert avec le général François, et à ce sujet Masséna insistait sur l'importance de ne pas perdre de vue « le fameux rocher de Tanarello » (1).

Mouret qui devait commander l'expédition de Corse, étant appelé à Nice (2), le général Laharpe recevait le commandement des troupes demeurées dans la partie d'Ormea ; afin de le suppléer, Masséna lui envoyait Pijon. Du reste, connaissant l'activité de Laharpe « il se déclarait tranquille » et était persuadé que tout serait très bien gardé (3).

Le 1er mai, malgré ses nombreuses dépêches, Masséna n'avait pas encore reçu de rapport sur les événements de la droite ; ce manque de renseignements l'empêchait donc de calmer les craintes du quartier général.

Dans sa dépêche du 1er mai Dumerbion l'avait invité « d'ordonner à ses généraux l'observation de la loi envers lui, et de lui rendre compte par conséquent de tout ce qu'ils apprendraient de l'ennemi ». En conséquence, il adressait dans cette journée une lettre fort sévère au général François pour lui rappeler que, depuis le début de l'expédition, il n'avait reçu qu'une seule dépêche de lui, négligence qui le mettait lui-même hors d'état « de rendre compte aux représentants du peuple et au général en chef ». Par ordre de Dumerbion, il lui écrivait : « si ta négligence était cause de quelque événement, ce serait sous ta responsabilité. Quant à moi ma correspondance prouverait toujours que j'ai fait mon devoir » (4).

Ordre était expédié à Monnier de fournir les états de pertes (5). Hammel devant arriver dans la journée à col Ardente, Masséna s'adressait également à lui et ne lui cachait pas son inquiétude touchant sa droite. « On le pressait de toute part à Nice pour avoir des nouvelles » et il n'en recevait de personne, ni de Pailhes, ni de Fiorella, silence inexplicable car, en supposant que ce dernier fût tué, un autre officier le remplaçait (6).

Opérations du général Garnier. — Sur la gauche, le général

(1) Masséna à Hammel, 1er mai, page 395.
(2) Masséna à Mouret, 1er mai, page 395.
(3) Masséna à Laharpe, 1er mai, page 395.
(4) Masséna à François, 1er mai, page 396.
(5) Masséna à Monnier, 1er mai, page 395.
(6) Masséna à Hammel, 1er mai, page 396.

Garnier complétait ses succès en s'emparant de la vallée de la Vesubie.

Dès le 25, le major Colli avait ordre de tout disposer pour la retraite ; ses instructions étaient de couvrir les cols de Raus et de Notre-Dame des Fenêtres de manière à assurer la droite des troupes de l'Authion et celle du rassemblement du général Colli au nord de Tende (1). Le 27, il lui est prescrit de se retirer.

Averti qu'il allait être attaqué, le marquis de Colli ramenait le 27 au matin ses postes avancés sur les redoutes de Flaut et de Simalunga.

Toutes les troupes françaises agissant dans cette partie étaient sous les ordres du général Garnier qui en avait pris le commandement à la date du 23.

D'après M. de Malaussena, un détachement français commence l'attaque en se portant sur la grand'garde piémontaise établie au Pous ; celle-ci, conformément à ses ordres, se replie sur Flaut ; une partie des assaillants se dirige alors par la crête sur le Duc dont la garnison se retire par le chemin de Loda à Lantosque.

Pendant ce temps, deux colonnes françaises parties du camp de Loda remontent les deux rives de la Vesubie, celle de la rive droite passant au Pical ; elles entrent sans difficulté à Lantosque d'où elles se rabattent alors sur leur gauche et viennent appuyer une autre colonne partie de Figaret. Celle-ci était passée par le col des Anges, et après six heures d'une marche pénible sous une grande chaleur, elle débouchait devant la redoute de la Cerisière. Attaqué par trois colonnes avec vigueur cet ouvrage était enlevé.

Le général Garnier hésitait d'abord à poursuivre son succès par suite de la fatigue des troupes ; après avoir pris l'avis du général Monleau et des adjudants généraux Gardanne et Baile, il décidait de continuer la marche sur Simalunga. Avant de mettre ses troupes en mouvement, il leur adressait quelques paroles encourageantes qui ranimèrent leur ardeur au point qu'elles firent retentir l'air de leurs transports de joie, puis il les portait en avant sur trois colonnes. Celle de droite, 4e bataillon de grenadiers et bataillon de chasseurs, était commandée par le général Monleau ; au centre s'avançait le 1er bataillon de la 84e ; à gauche six compagnies de grenadiers sous les ordres de Gardanne. Le 1er bataillon de la 70e chargé de couvrir la retraite en cas d'insuccès avait laissé un détachement de 200 hom mes dans la redoute et s'était placé deux cents toises en

(1) Colli à Dellera, 24 avril, 8 heures du soir, page 318.

avant; après une marche d'une heure exécutée « à la vue de l'ennemi », on atteignit le vallon de Lardosca.

Des miliciens arrêtaient la colonne de droite en face du village de Clapieras; après un combat d'une demi-heure, Garnier les forçait à repasser la rivière ; ayant ses derrières couverts par un bataillon venu du camp de St-Arnould, il commençait l'escalade de la montagne.

Pendant ce combat les autres colonnes s'étaient arrêtées ; elles se remettent alors en marche en se réglant sur la droite. Le général Monleau prend sa direction sur la redoute des Pins, Gardanne sur celle de Villars, le centre entre les deux ouvrages. On gravit la montagne pendant deux heures sans obstacle, et l'on débouche devant les ouvrages piémontais défendus : la redoute des Pins, par 100 volontaires de Nice et 150 miliciens, celle de Villars par 120 miliciens. Le général Monleau, après avoir chassé les Piémontais des retranchements avancés de la redoute des Pins, les utilise pour en fusiller à couvert la garnison ; néanmoins elle résiste avec courage pendant deux heures ; mais tourné par la colonne du centre cet ouvrage est enlevé à la baïonnette ; les milices de Villars voyant le principal ouvrage perdu se retirent à leur tour. Afin de prévenir toute surprise, les troupes avec les généraux bivouaquèrent autour des ouvrages enlevés.

Les Piémontais battirent en retraite sur deux colonnes ; l'une conduite par le capitaine Cavagnoli, composée des volontaires d'Asti, une compagnie de Nice et quatre de miliciens, partait à minuit de la redoute de Saint-Jean et arrivait le 28 à 7 heures à Raus ; un détachement d'arrière-garde avait été laissé à Terra-Rossa où il se maintint toute la journée. Le capitaine Cavagnoli ayant fait réclamer des ordres au commandant de l'Authion, celui-ci lui répondait de se tenir prêt à le suivre à 8 heures du soir. Cette troupe avec un détachement de Peyer, posté à la tête de Rugger, assurait la garde du col pendant toute la journée.

Le marquis Colli quittait Belvedere à minuit, passait par le col Ferisson, le col de Fenêtres et se rendait à Entraques. Afin de cacher leur mouvement, les Piémontais avaient entretenu de grands feux pendant toute la nuit ; mais au point du jour ils commirent la faute de faire sauter les magasins à poudre des redoutes de la Condamine et de Belvedere.

Le général Garnier envoyait aussitôt à leur poursuite deux bataillons ; ils trouvèrent les villages abandonnés ainsi que les redoutes, les Piémontais y avaient enterré leurs canons ne pouvant les enlever ; on y prit quatre pièces de 3.

Vers l'est, le poste du Cairo de Saint-Sauveur où il y avait deux canons de montagne avec une compagnie d'Oneille et des miliciens, arrêtait la poursuite ; mais après être entrées à Belvedere, nos troupes s'avancèrent sur Raus par Terra-Rossa ; le détachement du Cairo, menacé d'être coupé, se rendait le soir au col St-Veran (1).

A l'extrême gauche, le général Sérurier, ayant sous ses ordres la 83e demi-brigade, avait nettoyé la vallée de la Tinée défendue par le colonel Testoris avec 165 miliciens répartis 20 à Ilonse, 10 à Maria, le reste à Clans ; ceux-ci avaient pris la fuite en nous voyant et s'étaient repliés au col de Fenêtres. Le général Sérurier établissait son quartier général à Isola.

Le marquis de Colli croyait ce col impraticable, « n'ayant qu'un passage de cinq pieds de largeur avec une pente de part et d'autre si rapide qu'on ne pouvait se tenir debout » ; pour la descendre ses soldats avaient été obligés de se laisser glisser.

Il jugeait donc suffisant de maintenir au sommet du col un poste de 100 hommes tous miliciens « afin qu'étant pratiques du pays ils pussent éviter d'être pris en cas d'attaque ».

Cette troupe s'abritait dans les baracons que le marquis Cavagnoli avait déterrés lors de l'ouverture de la route. Avec le reste de sa troupe, il s'établissait à Entraques ; à son avis, le véritable poste aurait été à la Piastra avec 1.000 hommes dans les retranchements et 400 en avant.

Dans la nuit du 1er, les troupes de Garnier surprenaient le poste de la Madone, et s'emparaient du col. Il nous est impossible de comprendre les motifs qui empêchèrent de soutenir ce détachement, puisque le général Garnier attendait seulement l'annonce des progrès du général Sérurier pour tenter ce coup de main (2).

La prise du col de Fenêtres pouvait avoir les conséquences les plus graves pour les Piémontais, car cette route nous amenait sur les derrières du corps de Colli. Toutefois, d'après son état actuel, il aurait été bien difficile d'y faire passer un corps considérable. Néanmoins il convenait de barrer ce débouché ; dès qu'il fut averti de cet échec, le marquis de Colli se rendait au Prayet avec son bataillon fort de 200 hommes (les miliciens avaient refusé de le suivre); il promettait « de se faire tuer plutôt que d'abandonner ce poste », mais il était sans cartouches. Par ordre du commandement supérieur, d'autres troupes venaient l'appuyer. Dans

(1) Renseignements de Garnier, 344-346. — Malaussena, *Journal historique*, 43-44.
(2) Dumerbion au Comité, 2 mai, page 403.

la journée, le major Solard, de retour du Mondovi, était entré à Roccavion, après une marche forcée de 16 milles (1). Colli lui ordonnait alors de se rendre à Entraques avec ses deux bataillons et quatre pièces, de défendre le col de la Piastra et même de reprendre le col de Fenêtres. Dans la journée du 2, le marquis de Colli l'avait déjà réoccupé. Nous n'y avions laissé qu'une garde de 30 hommes qui se retirait d'elle-même après avoir brûlé les baracons, probablement à cause de la rigueur de la saison, puisque dans les 24 heures le bataillon piémontais placé au Prayet avait eu douze hommes malades.

Colli plaçait une garde de cinquante hommes au col, le reste du bataillon demeurait au Prayet (2). Les deux bataillons de grenadiers retournaient à Roccavion.

Le général Garnier établissait une avant-garde à la Madone et une autre au col de Cerise (3) en face du col de Fremamorta.

(1) Analyse des rapports piémontais, 1er mai, page 403.
(2) Rapports du marquis Colli, page 402.
(3) Voir la description de cette position dans le Mémoire de Garnier, page 39.

CHAPITRE VIII

I. Dispositions prises par le roi. — II. Mesures adoptées par les généraux Zimmerman, Argenteau, Colli ; renseignements obtenus par les Français. — III. Enlèvement du col de Tende, retraite complète du corps piémontais.

I

Dispositions prises par le roi. — Depuis le commencement de la campagne le général de Vins ne cessait de menacer de se retirer à cause de sa santé ; le 26 avril, il avait averti que, cédant aux instances du roi, il consentait à continuer à se charger du commandement (1), mais au milieu de cette crise il revenait sur sa décision. Le 29, le roi prenait la direction de l'armée piémontaise ; tous les ordres seraient signés par lui ; les rapports venant du théâtre d'opérations seraient remis au marquis de Salmour, celui-ci donnerait son avis « sur lequel M. de Saint-Marsan ferait la réponse » ; le roi déciderait. Pour les cas importants le général de Vins et le prince de Piémont seraient consultés ; enfin le roi se réservait d'appeler aux délibérations le comte de Saint-André et un troisième général (2). Les décisions à prendre dépendaient donc d'une espèce de conseil, mode de commandement toujours peu avantageux, surtout lorsque la gravité des circonstances réclame des solutions promptes et énergiques.

Le 30, le refus de M. de Wallis de faire avancer des troupes avait « jeté la plus grande consternation » à Turin. « Il y a tout à craindre pour le Piémont, écrivait d'Hauteville, si l'empereur ne coopère pas plus efficacement à sa défense » (3). Ce n'étaient pas de vains mots comme auparavant, destinés surtout à hâter les secours de l'Angleterre et de l'Autriche ; on sentait le péril bien proche et

(1) L'archiduc à l'empereur, *Supplément*, 27 avril, page 52.
(2) Ordre du roi, 29 avril, page 387.
(3) Hauteville à Rossy, 30 avril, page 390.

bien réel, car le 3 mai le roi faisait demander à l'empereur d'accorder à sa famille Insbruck comme séjour (1).

Pour protéger les derrières du corps de Colli, le général Zimmerman recevait le commandement de la vallée de la Stura avec ordre d'occuper le col de la Madelaine ; le général Provera couvrirait les vallées de Vraita et de Maira ; le corps d'armée aux ordres du duc d'Aoste et du duc de Montferrat défendrait le terrain du Pô au mont Blanc.

A la réception de la relation de l'affaire du 28, le roi témoignait au général Colli sa satisfaction de la conduite tenue dans cette journée.

Comme on le verra en étudiant l'histoire de l'armée des Alpes, le danger n'était pas moins grand sur la droite. Le Saint-Bernard était enlevé ; les neiges commençaient à fondre, bientôt les vallées qui descendent vers Coni allaient être praticables. Il fallait donc trouver des troupes pour observer ce nouveau front.

Se rangeant à l'avis de de Vins, le roi invitait le général Colli à prendre une position plus resserrée. On pensait « que la nouvelle position n'exigerait pas toutes les troupes qu'il commandait » et on l'invitait à les renvoyer pour renforcer les vallées de Stura, Maira et Vraita. Il lui était prescrit de diriger de suite un vieux régiment à Demont afin d'assurer la vallée de la Stura. Nous ignorons en quoi consistait exactement cette nouvelle position ; elle avait comme points extrêmes le col de Fenêtre et Lupega en passant par Tende. Mais il est impossible de savoir ce qui était prescrit pour la vallée de la Stura ; en effet, d'après la lettre du roi, on envoie un officier, M. Zino, s'entendre avec Zimmerman sur la position à prendre et lui proposer « de restreindre la ligne défensive de la vallée de Stura sur Demont » (2) ; au contraire M. Costa déclare que de Vins ordonnait d'occuper le col de la Madelaine (3), opération qui était exécutée

Colli lui-même avait trouvé le mémoire de de Vins peu détaillé ; afin de le lui expliquer, on expédiait Marquetti à Tende où tous deux combineraient la position la plus resserrée à prendre. En même temps, pour donner plus d'unité au commandement, les généraux Zimmerman, chargé de la défense de la Stura et d'Argenteau, de celle de Mondovi, étaient mis sous ses ordres (4).

Le 3 mai, le roi lui prescrivait, en cas d'attaque, « de défendre pas à

(1) Hauteville à Albarey, 3 mai, page 409.
(2) Le roi à Colli, 1er mai, page 401. — Zimmerman, 3 mai, page 416.
(3) Conférence de M. Costa, page 243.
(4) Le roi à Colli, 1er mai, page 401.

pas le terrain pour couvrir Coni, autant que possible, et finalement de jeter dans cette place 4.000 hommes ». Sur la gauche, cette ville serait couverte par le corps du général d'Argenteau qui se retirerait également sur elle ; les mouvements des deux généraux exigeaient une étroite liaison : « Vos opérations dans ce cas, écrivait le roi à Colli, doivent être concertées avec le général d'Argenteau, qu'il est essentiel que vous instruisiez toujours de ce qui peut arriver. Il a ordre, en cas que vous soyez forcé, de se replier aussi sur Mondovi et ensuite sur Coni, si les circonstances l'exigent, pour se réunir à votre corps. Il est prévenu qu'il doit aussi vous instruire des événements qui peuvent arriver de son côté » (1).

Le 4, en apprenant la prise du col de Fenêtre, le roi au cas où le fait serait confirmé, donnait à Colli « liberté de se retirer sur Coni, en choisissant cependant la position la plus convenable pour entretenir la communication avec la vallée de Stura ». Il désirait certainement que la retraite fût opérée, puisqu'il ajoutait : « Cette opération, en cas que vous jugiez à propos de l'exécuter, aurait l'avantage de rassembler nos forces et d'empêcher la ruine totale de mes troupes que les pénibles positions qu'elles occupent doivent nécessairement entraîner » (2).

Dans la journée, le major Marquetti arrivait à Turin ; il représentait au roi « qu'en se reployant sur le col de Tende, on pouvait se soutenir avec moins de monde » (3). Il n'était du reste que l'interprète du général Colli, car dans un mémoire envoyé entre le 5 et le 6, Colli « croyant pouvoir garder le col de Tende avec 6.000 hommes, se proposait d'employer le reste des troupes à garder les cols de la vallée de Stura » (4). Le 5, le roi approuvait toutes les dispositions prises par Colli (5) ; le 8 il renvoyait le major Marquetti au général Colli « pour reconnaître la position à prendre » ; le général était autorisé à s'établir soit sur le col, soit plus en arrière (6).

Inquiet pour la vallée de la Vraita qu'on signalait devoir être attaquée dans la nuit du 9, il prescrivait le 5 d'y diriger deux bataillons des plus à portée, ceux-ci devaient être rendus dans la nuit du 8 au 9 à Sampeyre (7) ; le 7, les deux bataillons de grena-

(1) Le roi à Colli, 3 mai, page 408.
(2) Le roi à Colli, 4 mai, page 416.
(3) Le roi à Colli, 4 mai, page 416.
(4) Le roi à Colli, 7 mai, page 431.
(5) Le roi à Colli, 5 mai, page 421.
(6) Le roi à Colli, 8 mai, Addenda.
(7) Le roi à Colli, 5 mai, page 421.

diers de la Chiusa étaient appelés à Saluces et mis à la disposition du général Provera (1). A ce moment le col de Tende était déjà entre nos mains.

II

Commandement du général Zimmerman. — Les opérations du général Colli étant dès lors étroitement liées avec celles des généraux Zimmerman et d'Argenteau qui couvrent ses flancs, nous allons d'abord exposer ce qui se passait de leurs côtés.

Dans les circonstances actuelles, la défense de la vallée de la Stura acquérait une importance capitale. Le 2, le général Zimmerman, appelé de la vallée d'Oulx, prenait le commandement des forces existantes dans cette partie ; elles étaient constituées par les régiments de Christ et de Courten et s'élevaient, y compris les miliciens, à 1.400 hommes ; les deux bataillons de Courten étaient très faibles et ne faisaient pas en tout 300 hommes ; un tenait garnison à Demont ; un bataillon de Christ fort de 400 hommes était à Vinadio.

Le général Zimmerman jugeait les dispositions de son prédécesseur, le colonel Christ, fort bien faites, et il exprimait son étonnement qu'on eût cru devoir confier le commandement à un général qui n'avait nulle connaissance du local.

Le 28, le colonel Christ ayant trouvé le col de l'Argentière dégarni de neiges y avait établi 500 hommes logés dans de grands baracons (2), les ouvrages étaient munis de quatre canons et de quatre espingardes ; les baracons de Sainte-Anne et celui de la vallée des Bains de Vinadio n'étaient pas occupés, « ces vallons étaient défendus par des troupes placées dans le fond des vallons » ; un baracon de la Lombarda et un de la Porticole étaient gardés, et on travaillait à ceux du col de la Barbacane. A sa gauche, le poste d'Entraques était surveillé par un détachement de vingt hommes tiré de la garnison de Coni et une compagnie de miliciens.

(1) Le roi à Colli, 7 mai, page 431.

(2) 2e et 3e bataillons de Courten, un détachement de Christ et 400 miliciens, d'après le document des archives de Breil 272. Au contraire Zimmerman ne parle que d'un bataillon et d'un corps de milices considérable ; 5 mars, page 422. Le 8 mai, le roi rappelle que dès que le bataillon de Montferrat aura rejoint Demont, un bataillon de Courten doit se rendre auprès de Zimmerman ; peut-être ce général l'avait-il appelé à l'annonce de l'arrivée du bataillon de Montferrat. Le roi à Colli, 8 mai, *Addenda*.

Comme on l'a vu, le 1er mai, le marquis de Colli, s'étant replié par le col de Fenestres, venait fermer ce passage. D'après différents rapports, on croyait 2.700 hommes dont 300 pionniers dans la vallée de Barcelonnette ; en outre, on signalait d'Isola différents rassemblements français sur la haute Tinée ; il y aurait eu huit cents hommes au col d'Aidon et on préparait à Roubion le logement pour 200 hommes (1).

Le général Zimmerman, se jugeant menacé, demandait à Colli des instructions ; à l'en croire, celui-ci lui aurait répondu le 3 « de jeter les deux régiments de Christ et de Courten dans Demont » et de venir s'entendre avec lui. Dans la crainte d'être attaqué, il ne se rendait pas à cette invitation. Il exprimait à Colli le doute de « ne pouvoir entrer à Demont, si Entraques devenait au pouvoir de l'ennemi » ; d'ailleurs, s'il jetait dans Demont ses deux régiments, il n'aurait plus personne à sa disposition ; une telle mesure livrait sans coup férir toute la haute vallée de la Stura à l'ennemi ; on comprend donc qu'il hésitât à se retirer dans cette place (2).

En effet le 3 mai il y avait une escamourche au col de la Madelaine. D'après un mémoire français, le 1er bataillon de l'Aude, sous les ordres du général Lacombe avec le capitaine du génie Chantavoine, aurait refoulé les éclaireurs ennemis du col de la Madelaine (3). Au contraire le général Zimmerman s'attribuait une victoire complète.

Les Français, après avoir franchi le col de la Madelaine, se seraient portés en trois colonnes sur l'Argentière et auraient tenté de le tourner par les hauteurs ; grâce à un renfort de 500 paysans armés qui lui arrivaient juste à ce moment, Zimmerman réussissait à les rejeter. Toutefois ce n'était qu'un succès éphémère. « L'ennemi se renforce et je m'affaiblis, écrivait-il, j'ai six cols à faire occuper pour n'être pas tourné et n'ayant pas le don de faire des miracles, je pense qu'il faudra prendre un parti lorsque j'aurai mis les magasins du roi en sûreté » (4).

Les intentions que Zimmerman prête au général Colli diffèrent absolument d'un ordre positif que celui-ci lui adressait le 6, au moment d'exécuter sa retraite ; au lieu de l'engager à battre en retraite, il l'encourageait « à garder contenance » et à tenir les cols de l'Argentière, de Pourriac, de la Lombarda.

(1) Analyse des rapports piémontais, 2 mai, page 405, et Zimmerman à Colli, 2 mai, page 405.
(2) Zimmerman, Analyse, 3 mai, 5 heures du soir, page 415.
(3) Mémoire de Vallier de la Peyrouse (A. Gen.).
(4) Zimmerman, 5 mai, page 422.

Quant à la garnison de Demont, elle était assurée par le bataillon de Montferrat ; en cas de besoin, Colli autorisait Zimmerman à appeler à lui les deux bataillons de Turin placés à Saint-Dalmazzo, s'il n'avait pas avis du général de Provera que les ennemis fussent en état de menacer les vallons de Vraita et de Maira. En outre, comme dernière réserve, les deux bataillons de grenadiers placés à Roccavion pourraient l'appuyer. Colli tenait tellement à garder les cols qu'il ordonnait de déblayer les baracons dès que l'on pourrait s'y établir (1).

Mais, dans la journée, les deux bataillons de Turin partaient pour Sampeyre (2).

Corps de Ceva. — Depuis son échec de Ponte de Nava, le général d'Argenteau n'avait été nullement inquiété ; le 22 avril, il recevait les dragons de Stab ; le 24, le régiment de Savoie cavalerie ; le 23, la compagnie de chasseurs d'Oneille avait été occuper le poste de Battifollo, et le régiment d'Acqui ceux de Casotto, Mindino et Pampara ; de là il surveillait ce qui aurait tenté de déboucher de Garessio (3). L'effectif des troupes aux ordres de d'Argenteau s'élevait alors à 3.000 hommes environ ; à sa gauche, un corps de 700 Autrichiens campait au Cairo, mais il ne comptait nullement sur leur appui dans aucune occasion : « Ils ont l'ordre, écrivait-il, de défendre leur poste et de ne pas détacher un seul homme pour m'assister ». Sa faiblesse lui avait donc interdit d'entreprendre aucun mouvement.

La retraite de Mouret ne lui avait pas échappé ; le 30, il signalait l'abandon de Garessio et l'existence d'un corps de 3 000 hommes à Ormea « sans compter ce qui était aux Viozène, sur le col d'Ormea et dans les montagnes ». Toutefois on n'avait pas réussi à découvrir le vrai motif de l'évacuation de Garessio et on l'attribuait à la crainte d'une attaque dont le bruit s'était répandu à la suite de la marche du régiment de Saluces et de celui des grenadiers. Cette concentration avait peut-être pour but de menacer la province de Mondovi ; afin de la couvrir, au moins contre des partis, et en même temps pour se rapprocher de Colli, Argenteau se rendait le soir à Mondovi avec le corps franc de Giulay et deux bataillons de grenadiers. Le corps franc serait établi en avant-postes à Frabosa et à Fontana (4). Ce mouvement semble avoir été

(1) Colli à Zimmerman, 6 mai, page 425.
(2) Colli à Fresia, 6 mai, page 424.
(3) *Journal d'un officier de Mondovi*, pages 197-198.
(4) Argenteau (Analyse), 30 avril, page 391 ; nous avons adopté la date du *Journal d'un officier du régiment de Mondovi*, page 198.

une conséquence d'instructions en date du 30 où de Vins lui indiquait de se retirer sur Mondovi, avis qui était partagé par le général Colli (1).

Le 2, d'Argenteau demandait très vraisemblablement des ordres précis sur la conduite à tenir et il insistait sur l'importance « de ne pas dégarnir davantage Ceva ni l'exposer ».

Le 3, il recevait une note où le roi de Piémont, après lui avoir fait connaître l'échec du général Colli dans les journées du 27 et du 28 et la mission du major Marquetti, confirmait les instructions du 30 avril ; il lui ordonnait, si le corps de Tende était forcé dans sa nouvelle position, de se replier sur le Mondovi et de là sur Coni pour se réunir au général Colli. Les opérations des deux généraux exigeaient une liaison parfaite ; pour y réussir, le général Colli était prévenu « de l'avertir toujours et promptement de ce qui pourrait lui arriver » ; de son côté, il agirait de même envers Colli. Jusque-là, le roi approuvait la position occupée à Frabosa et à Casotto.

Quant à Ceva, on lui ordonnait d'y laisser « sa garnison entière, de bonnes troupes et même, s'il le jugeait à propos, quelques troupes pour le soutien des retranchements de Faya et de Bayon ». En même temps, on l'autorisait, s'il croyait avoir trop d'artillerie à Ceva, à l'envoyer à Coni (2).

Le 3 mai, on lui expliquait que son mouvement était absolument défensif ; on n'avait point pour but d'attaquer à moins d'une occasion favorable, en agissant sans risque, mais simplement d'empêcher l'ennemi de descendre au Mondovi et de relever le courage des habitants (3). Ce double rôle de tenir Ceva et de couvrir le Mondovi ne manquait pas « d'ambiguïté », comme il l'observait, vu son peu de forces.

A ce moment, il y avait 3.000 hommes d'infanterie à Ceva ; pour le cas où la retraite serait définitive, il arrêtait d'en retirer les grenadiers autrichiens (270 hommes) avec les dragons de Stab. Caprara et le bataillon de la légion légère formeraient la garnison du château ; les deux bataillons de Lombardie défendraient les retranchements. Avec les troupes retirées de Ceva et en y ajoutant le régiment d'Acqui et le corps de Giulay, Argenteau comptait constituer un corps disponible de 2.000 fantassins et 450 chevaux (4).

(1) Le roi à d'Argenteau, 2 mai, page 406.
(2) Le roi à Argenteau, 2 mai, page 406.
(3) Argenteau, 3 mai, page 413.
(4) Argenteau au roi, 3 mai, page 414.

En face de la longue ligne qui s'étend de Casotto à la Tour de Pesio se trouvait le corps de Mouret fort de 6.163 hommes. Sans connaître les intentions de ce général, Argenteau était renseigné assez exactement sur l'effectif des troupes à ses ordres ; un rapport expédié de Casotto le 3 à 5 heures du soir lui signalait 1.500 hommes à Balestrino et 800 à Ormea, 1.000 hommes étaient partis de cet endroit pour les Viozène et il y avait 3.000 hommes tout le long de la montagne. D'autres renseignements contradictoires lui étaient en outre parvenus, d'après lesquels il y aurait eu 4.000 hommes au Viozène ; afin d'être averti à temps, s'ils en débouchaient, il renforçait le passage de Frabosa où s'établissaient le corps franc et 300 miliciens.

La marche éventuelle du détachement français sur Balestrino lui semblait avoir pour objet « d'observer les Autrichiens du Cairo ou pour se porter sur Ceva ».

Afin d'être prêt dans cette éventualité il ordonnait, qu'au cas où 6.000 hommes se porteraient sur Bagnasco, Garessio, Batifollo et menaceraient Ceva, la cavalerie avec deux bataillons (grenadiers autrichiens et 2e de Mondovi), viendraient le rejoindre (1).

A la suite de l'autorisation accordée par le roi, la plus grande partie de l'artillerie piémontaise quittait immédiatement Ceva (deux canons de 16, quatre de 8, quatre de 4) ; il ne restait dans la place que quatre pièces de 4.

Dans la journée d'Argenteau allait conférer à Ceva avec le général Dellera afin de lui donner ses instructions pour le cas d'une retraite (2).

Le 4, une forte reconnaissance française partie de Carnin et de Viozene tentait d'enlever le poste piémontais qui défendait le passage des Salines, elle était repoussée d'après le rapport piémontais (3). Au contraire Laharpe s'attribuait la victoire. « La montagne avait été enlevée par nos troupes, mais la difficulté des chemins ayant empêché les cartouches d'arriver à temps, il avait fallu se retirer ». Quoi qu'il en soit Laharpe donnait à ce combat une grande importance ; il qualifiait « d'affaire générale » cette escarmouche d'avant-poste, où il avouait un tué et deux blessés ; et il en concluait que l'ennemi s'était « beaucoup renforcé du côté de Carnin » ; d'autre part l'apparition des Piémontais à Frabosa ne pouvait lui être demeurée cachée ; tous ces indices lui faisaient supposer que

(1) Argenteau (Analyse), 4 mai, page 417.
(2) *Journal d'un officier du régiment de Mondovi*, page 199.
(3) Rapport du combat du poste des Salines, 4 mai, page 417-420.

le but de l'ennemi était peut-être de faire une tentative sur Ponte de Nava (1). Des deux côtés on redoutait donc une offensive de l'adversaire, et pour éviter de la provoquer on demeurait sur la défensive.

Le 5, le régiment de Lombardie remplaçait au camp les grenadiers Strassoldo ; le bataillon de Mondovi rappelait ses postes d'officiers ; ces troupes avaient ordre de se tenir prêtes à marcher au premier signal (2).

Le 8, à 3 heures de l'après-midi, Argenteau recevait une dépêche de Colli du 7 à 10 heures du soir, où celui-ci lui annonçait son échec. Déjà auparavant Argenteau aurait été d'avis de tenir les postes à la droite de Frabosa (3). En apprenant la retraite de Colli, il prenait les dispositions suivantes : le régiment d'Acqui se portait de Casotto sur Frabosa ; le comte de Solar se rendait de la Chiusa à la Chartreuse de Pesio pour assurer la liaison avec Colli ; un bataillon de grenadiers le remplacerait à la Chiusa ; le bataillon de Mondovi, les grenadiers Strassoldo et la cavalerie quittaient Ceva ; le 9, ils occuperaient Villanuova couvrant ainsi les deux vallées de l'Ellero et du Pesio.

Ce mouvement appuyait la gauche de Colli, mais il avait le grave inconvénient d'abandonner entièrement le terrain entre le Tanaro et la Corsaglia, et de donner aux Français toute facilité de « venir au Mondovi quand ils le voudraient ». Le quartier général se rendait à la Chiusa (4).

En conséquence le corps destiné à quitter Ceva prenait les armes à minuit; il se dirigeait sur Mondovi dans l'ordre suivant : Savoie cavalerie à l'avant-garde, bataillon de Mondovi, grenadiers de Strassoldo deux pièces de 4 ; dragons de Stab à l'arrière-garde. Le 9, à 5 heures du matin, la colonne entrait à Mondovi ; après avoir mangé la soupe, elle en repartait à 7 heures conduite par Argenteau, passait par Villanuova et Roccaforte et atteignait la Chiusa à 5 heures après-midi.

Le corps de d'Argenteau est alors disposé de la façon suivante : Le corps franc à Frabosa, le 1er de grenadiers à Roccaforte, le 3e au-dessus de Chiusa ; Mondovi dans le village ; Strassoldo et la cavalerie au dehors ; le régiment d'Aoste et un détachement de 300 chasseurs à la Chartreuse de Pesio (2).

Ainsi établi, Argenteau jugeait sa gauche en l'air ; il craignait,

(1) Laharpe à Masséna, 7 mai, page 429.
(2) *Journal du régiment de Mondovi*, page 199.
(3) Argenteau à Colli, 8 mai, 11 heures du matin, page 441.
(4) Argenteau à Colli, 8 mai, 3 heures après-midi, page 441.

en cas de retraite, de n'avoir pas le temps d'attendre ses postes de Frabosa et de l'Ellero, pourtant il se décidait à garder cette position ne voulant pas « exposer toutes ces contrées aux incursions de l'ennemi » (1).

Mesures prises par Colli. — En continuant le mouvement sur Tende, Dumerbion aurait très vraisemblablement forcé les Piémontais à lui céder cette position ; il aurait éprouvé très peu de résistance. Colli le reconnaissait lui-même. Dans la journée du 28, « ses troupes, au bivouac depuis quatre jours, dégoûtées de fatigues, ne se battirent pas avec la même vigueur ». Pour le moment il désespérait presque de la situation ; il n'osait « répondre de rien ». Si l'ennemi le lui permettait, il comptait s'établir : « la droite aux Minières se repliant sur les hauteurs de la droite de la Roya ; la gauche au mont Bertrand près de Colla Bassa par les hauteurs de la Brigue jusqu'à la Colette qui forme l'angle au confluent de la Levenza avec la Roya » (2).

L'arrêt des troupes républicaines procurait au général Colli la facilité de remettre un peu d'ordre dans ses troupes et d'évacuer les magasins de Tende ; il les établissait à l'ouest sur le rameau qui, partant du col de Pietra Fica, vient tomber sur la Boigne ; à l'est sur la longue crête qui court du mont Bertrand à la Levenza.

Dès le 29, à 6 heures du matin, Colli inquiet de ne point voir apparaître la colonne de l'Authion, prescrivait à un bataillon de Peyer im Hof et à une compagnie de milices de Saorge de défendre le confluent de la Boigne dans la Roya ; il s'établissait sur le mamelon qui se trouve en cet endroit. Une quarantaine d'éclaireurs français s'étant montrés sur le grand chemin de Tende et ayant fait feu sur le magasin à poudre de Saint-Dalmas, le bataillon se portait à la position de combat qu'il avait fait reconnaître juste à ce moment ; le feu était mis par ordre de Colli au magasin à poudre, les éclaireurs français s'éloignaient aussitôt (3) ; il semble très douteux qu'ils aient été suivis d'une forte colonne (4), car il n'entrait pas dans les vues de Dumerbion de continuer le mouvement. Le reste de la journée s'écoulait tranquillement.

Le 30, le 1er bataillon de chasseurs allait occuper le col de Pietra Fica (5), ayant en avant de lui pour l'éclairer dans la vallée de la

(1) D'Argenteau à Colli, 10 mai, page 459.
(2) Colli à de Vins, 28 avril, page 380.
(3) Relation du capitaine d'Andreis, page 372.
(4) Malaussena, *Journal historique*, page 40.
(5) *Journal d'un officier du régiment des gardes*, page 177.

Boigne les compagnies Pandini et Pian et celles des milices du Moulinet et de Sospello.

Le 1er mai, les troupes piémontaises sont établies de la manière suivante :

Sur la hauteur au-dessous de Saint-Dalmas appelée le Toro : deux bataillons de Peyer im Hof en échelons la droite en avant (1) ; deux compagnies de Sospello et de Breil qui doivent s'étendre jusqu'au roc de Vergo.

Aux granges au bas de la tête du Toro : la compagnie Pian et les volontaires de Pandini.

A Saint-Dalmas : un bataillon de pionniers et une division de Belgioso.

Au col de Pietra Fica : le 1er bataillon de chasseurs, les deux compagnies de miliciens du Moulinet et d Utelle.

Sur la droite de la coletta de la Brigue : deux bataillons de Montferrat et le 2e bataillon de Tortone.

Sur la coletta de la Brigue : un bataillon de garnison autrichien.

Sur le roc de la gauche, Cima de Lobaira : le 1er bataillon de Pignerol.

A la baisse de Boseglio : le 2e bataillon de Pignerol, le 5e de grenadiers et le corps franc.

Au col de Couture : un bataillon et demi de Belgioso.

Au col de la Crosetta : deux bataillons d'Asti.

A la baisse sous le mont Bertrand : deux bataillons des gardes, deux de grenadiers royaux, le 1er de Nice et deux de Piémont.

Au baracon de Riofreddo : le 2e bataillon de chasseurs, le 1er de Tortone, la centurie de chasseurs carabiniers et plusieurs compagnies de milices.

En réserve :

A la droite du pont miné : deux bataillons d'Oneille.

A Tende : deux bataillons de Turin.

Sur la hauteur de la gauche du pont de Tende : le 2e bataillon de Nice sur l'extrémité du contrefort entre la Roya et le Riofreddo (2).

Les hauteurs au nord de la Brigue étaient donc fortement occu-

(1) Analyse des ordres piémontais, page 387.

(2) Ces emplacements sont donnés d'après la relation de Malaussena (*Journal historique*, pages 41-42) et la pièce 91 de Breil ; elles ne concordent pas en ce qui regarde le régiment de Pignerol. M. de Malaussena place le 2e de Pignerol à la gauche du régiment de garnison et le 1er à la gauche de la baisse de Boseglio « sur l'arête qui descend des hauteurs en vue de la Brigue ».

pées. Cette disposition n'avait pas échappé à Pijon demeuré sur les hauteurs à l'est du Rio Secco.

Le 30, il avertissait Masséna que les Piémontais se retranchaient fortement sur la hauteur de Lardère ; d'après deux déserteurs, un régiment venu de l'Authion y aurait pris position, et on y attendait même 2.000 Autrichiens. L'intention du général Colli aurait même été d'attaquer la Brigue.

Ces renseignements paraissaient à Pijon mériter une certaine confiance, puisqu'il faisait évacuer sur le camp de Linaire la majeure partie des munitions prises, et qu'il avertissait le général François d'avoir à se tenir sur ses gardes (1). Celui-ci se trouvait sur les hauteurs de la Brigue où il s'était rendu à la suite d'un malentendu. Dans la journée du 30, la 56e était revenue à Col Ardente ; en prévision de cette attaque, François prescrivait au plus fort bataillon de cette demi-brigade de venir le joindre afin de relever la 117e partant pour Nice ; en en rendant compte, il réclamait à grands cris « des renforts et des renforts » (2).

Le 1er mai, à la réception de l'ordre où Masséna le blâmait d'avoir quitté le col Ardente, il y retournait avec le général Hammel ; en route ils visitaient tous les postes de la ligne. Après avoir expliqué à Masséna son mouvement « exécuté seulement lorsque l'ennemi commençait à évacuer la redoute de Tanarello » et lui avoir expédié copie de l'ordre qu'il avait reçu de venir sur les hauteurs de la Brigue, il l'assurait que la redoute du Tanarello était parfaitement gardée par trois compagnies de la 56e (3).

Les renseignements que Pijon se procurait dans cette journée, montraient la situation sous un tout autre aspect. Bien loin de songer à l'offensive, toutes les dispositions des Piémontais indiquaient un projet de retraite; un paysan venu de Tende rendait compte « qu'on évacuait journellement les approvisionnements, que différents corps n'étaient point encore ralliés et que la terreur était parmi eux ». Bien que croyant l'ennemi en force sur les hauteurs, il était d'avis « qu'en l'attaquant, on pourrait l'obliger à passer le col de Tende » (4).

D'après les nouvelles dispositions arrêtées par Dumerbion, les hauteurs de la Brigue n'étaient plus sous les ordres de Masséna; cependant à la réception du rapport de Pijon en date du 30 et de celui du général François en date du 1er, il recommandait à Ham-

(1) Pijon à Masséna, 30 avril, page 390.
(2) François à Masséna, 1er mai, page 397.
(3) François à Masséna, 1er mai, page 398.
(4) Pijon à Masséna, 1er mai, page 396.

mel de surveiller attentivement ce qui viendrait de la Brigue en s'entendant à cet effet avec Macquard. Il lui ordonnait également de profiter de l'abandon du Tanarello pour l'occuper et pour pousser des reconnaissances le plus avant qu'il pourrait, toujours le long de la crête en longeant vers Tende ». L'occupation de ce poste avancé rendant inutile ceux de Pizzo et de Mezzaluna, ils seraient retirés (1).

Modifications dans les emplacements piémontais. — Du 2 au 5 mai, les emplacements des troupes piémontaises éprouvaient diverses modifications. Dans la journée du 2, les deux bataillons de Turin viennent de Tende à la Ca ; le 2e bataillon de Tortone est désigné pour renforcer le poste du baracon de Riofreddo qui semble menacé à la suite de l'apparition de forces considérables françaises que l'on signale vers Carnin et Viozene ; il atteint Tende. Le 3, le 1er bataillon de Montferrat est dirigé sur Demont, il cantonne à Tende ; le 2e de Tortone va à sa destination ; le 2e bataillon de Turin campe à la tête du bois Morgon en soutien du poste de Pietra Fica. Le parc d'artillerie gagne Coni à l'exception de deux pièces qui restent à Tende et de quatre à la Ca.

Le 4, le 1er bataillon de Turin gagne Limon, le 1er de Monferrat cantonne à Roccavion (2).

Le 5, le régiment de Belgioso se réunissait à Tende ; son mouvement devait s'opérer compagnie par compagnie, avec un intervalle d'un quart d'heure (3). Il était relevé par le régiment d'Oneille qui fournirait à sa place une centurie au poste de Saint-Dalmas ; cette dernière était placée sous les ordres du commandant du bataillon des pionniers (4). Le régiment des gardes se rendait également à Tende ; un détachement de trente hommes resterait pour entretenir les feux ; le régiment du Piémont s'étendait et venait occuper les positions qu'il évacuait (5).

Pendant toute cette période le plus grand calme ne cessait de régner sur la ligne des avant-postes.

Le 3, François achevait la reconnaissance générale de ses postes ; elle n'avait pu avoir lieu auparavant, « un épais brouillard qui empêchait d'y voir à quatre pas » ayant interdit de la terminer le 2 (6).

(1) Masséna à Hammel, 2 mai, page 404.
(2) Archives de Breil (pièce 94 d) et *Journal de Malaussena*, page 46 ; les indications contenues dans ces deux documents ne concordent pas.
(3) Colli au commandant de Belgioso, 5 mai, page 421.
(4) Colli au régiment d'Oneille, 5 mai, page 422.
(5) Colli au régiment des gardes, 5 mai, page 422.
(6) François à Masséna, 3 mai, page 407.

Sur les hauteurs de la Brigue, Pijon avait déployé une grande activité ; il avait réussi à connaître les principaux emplacements des camps occupés par l'ennemi. Le 4, il signalait deux postes au mont Bertrand, un camp au mont Couture, un au col de Boseglio et deux en face de la Brigue ; sans pouvoir en fixer la force, il ne les croyait pas suffisamment garnis, et à son avis il suffisait d'en forcer quelques-uns pour faire tomber les autres. Un autre motif poussait à ne pas différer la reprise de l'offensive, les renseignements, concernant l'évacuation de Tende, devenaient de plus en plus précis. « Une femme revenue hier de Tende, où le général Colli est, m'a dit, écrivait Pijon, lui avoir ouï dire que l'armée des Alpes allait entrer en Piémont, et qu'il avait donné des ordres pour évacuer tous les magasins (1). »

Ce renseignement était exact : l'évacuation de Tende était presque terminée ; dès le 5 Colli prévoyait un mouvement de retraite (2) ; le 6, il arrêtait ses dernières dispositions. Le régiment de Belgioso allait camper à l'ouest de la Ca en tête du bois Morgon ; celui des gardes à l'est dans le pré situé au delà du ravin qui coule à l'est de la Ca (3), de manière à tenir solidement la route du col de Tende. Un bataillon d'Asti repassait sur la rive droite du Rio Freddo et campait (4) « à mi-pente de la montagne qui descend du mont Framosa ».

Le régiment de Turin se rendait à Saint-Dalmas (5) d'où il était à portée de soutenir, soit le général Zimmerman (6), soit le corps placé à la Chiusa. Le comte de Solar qui commandait sur ce point, redoutant que nous ne débouchions de son côté, Colli le rassurait ; nous n'étions pas encore assez forts « pour entreprendre de pénétrer plus avant dans la plaine » (7). En outre par où serions-nous passés puisque les Piémontais occupaient tous les cols.

Mais dans la journée on recevait l'ordre du roi de diriger un régiment sur Sampeyre (8) ; Colli prescrivait alors au régiment de Turin de hâter son mouvement, d'entrer le 6 à Borgo San Dalmazzo et d'être rendu le 8 à Sampeyre (9).

(1) Pijon à Masséna, 4 mai, page 415.
(2) Colli au comte Flumet, aux gardes, 5 mai, page 422.
(3) Colli aux gardes, 6 mai, page 423.
(4) Colli au bataillon d'Asti, 6 mai, page 424.
(5) Colli à Fresia et à Morosso, 6 mai, page 424.
(6) Colli à Zimmerman, 6 mai, page 425.
(7) Colli à Solar, 6 mai, page 425.
(8) Voir page CCCLXXVI.
(9) Colli à Fresia et à Morosso, 6 mai, page 425.

Dans la soirée, chacun des bataillons de Pignerol envoyait à Tende une centurie (1) ; elles bivouaquèrent près du premier pont au nord de Tende, pour être à portée d'occuper les hauteurs à l'est de la route et couvrir une troupe qui suivrait le fond de la vallée (2).

Dispositions pour la retraite. — Sur la rive droite de la Roya, le régiment de Peyer im Hof se repliera en suivant la crête Vergo, Agnellino, Urno, Giagiore ; au point où les neiges ne lui permettront plus de suivre la ligne de faîte, il côtoyera la montagne qu'il laissera à sa gauche et se placera entre le 1er bataillon de chasseurs établi au col de Pietra Fica et le régiment de Belgioso à la Ca (3). La marche de ce régiment doit couvrir la gauche du bataillon de pionniers qui se retirera « par les hauteurs au-dessus de Saint-Dalmas vers Tende » ; une compagnie laissée en arrière-garde défendra l'abatis qui barre la route ; autant que possible elle se repliera en fusillant par la grande route et « prendra le sentier à la gauche du pont sur Tende » (4).

Le régiment d'Oneille monterait par « la pente intermédiaire entre Saint-Dalmas et Tende » (5).

Les troupes demeurées sur les hauteurs de la Brigue, « 2e bataillon de Montferrat, bataillon autrichien, 2e de Pignerol moins une centurie, 5e bataillon de grenadiers, 1er de Pignerol, moins une centurie » devaient se retirer sur Tende : « Le 2e bataillon de Montferrat en descendant par le sentier qu'il avait sur ses derrières ; le bataillon autrichien et le 2e de Pignerol, par le chemin de la Brigue » (5).

Le 5e bataillon de grenadiers couvrirait le mouvement ; après l'abandon de la coletta de la Brigue par le 2e de Montferrat et les Autrichiens, il se retirerait « peu à peu » et « viendrait se placer sur la hauteur en avant et à gauche de Tende » qu'occupait le 1er bataillon de Nice (6).

La moitié du 1er de Pignerol se replierait par la gauche de la baisse de Boseglio ainsi que le corps franc chargé de fournir l'arrière-garde ; arrivé sur le pont de Tende, il s'y arrêterait et y attendrait de nouveaux ordres.

(1) Colli au régiment de Pignerol, 6 mai, page 426.
(2) Pour toutes ces dispositions, Malaussena, *Journal historique*, pages 46-49.
(3) Colli à Peyer im Hof, 6 mai, page 424.
(4) Colli au comte de Flumet, 5 mai, page 422.
(5) Malaussena, *Journal historique*, pages 47-49.
(6) Colli à d'Andezene, 6 mai, page 426.

La crête partant du col Ardente et passant par le Tanarello aboutissait au mont Bertrand. Depuis que nous étions maîtres de col Ardente, il était possible à une colonne française de l'utiliser pour déboucher contre le rameau à l'est du Rio Freddo, menacer la retraite du corps piémontais et même marcher sur Limon. Le 6, à 8 heures 1/2 du matin, une colonne française avait été signalée dans cette direction (1); peut-être aussi le combat du 4 avait-il fait croire à l'existence de forces sérieuses vers Carnin. Pour s'opposer à toute tentative de ce côté, « les troupes de la gauche doivent rester ferme au passage de Carnin », border les hauteurs que traverse le passage de Lupega et occuper au nord du baraçon le rameau entre les cols de Perla et de Boiara. Le signal de la retraite sera donné par trois coups de canon (2). Nous ignorons l'heure à laquelle l'opération était fixée ; M. de Malaussena nous dit seulement que l'attaque des Français la fit avancer.

Nous laisserons un officier piémontais apprécier ce projet de retraite. M. de Costa le trouve « simplement bien conçu » ; mais il reproche au général Colli d'avoir négligé une partie des précautions qui auraient pu le faire réussir; « les préparatifs, dit-il, avaient été faits trop légèrement » (3). L'état actuel des documents ne permet pas de discuter cette opinion, de voir si elle est fondée ou non ; il semble pourtant que Colli était entré dans de bien grands détails, puisqu'il allait jusqu'à recommander au régiment de Peyer im Hof de faire reconnaître les chemins qu'il utiliserait pour se retirer (4).

Il est impossible de discerner les motifs qui ont fait attendre jusqu'à ce moment pour donner le signal de la retraite; du moment où l'évacuation des magasins était effectuée, où l'on était décidé à se replier, il semble que l'on avait tout avantage à le faire de nuit en laissant au besoin des arrière-gardes pour entretenir des feux.

Toutefois M. de Malaussena objecte avec raison que des retraites de nuit dans les pays de montagne « sont sujettes à des dangers et à des désordres qu'on ne doit jamais courir sans nécessité, que d'ailleurs la retraite de nuit a l'air d'une fuite tandis que celle de jour, en présence de l'ennemi, lui en impose ». Ces considérations avaient une grande valeur, et l'on comprend que le général Colli

(1) Colli à Pampara, 6 mai, page 423.
(2) Malaussena, *Journal historique*, pages 47-49.
(3) Costa, conférence, page 243.
(4) Colli à Peyer im Hof, 6 mai, page 424.

ait préféré opérer son mouvement de jour d'autant qu'il s'agissait « de redonner de l'énergie à la troupe » (1).

En théorie, cette retraite en échelons où les bataillons avaient ordre de s'attendre mutuellement était peut-être habilement conçue; en fait on ne tenait pas compte des efforts de l'ennemi ; du moment où il réussirait à bousculer l'un des corps, il serait libre de couper les autres, puisque l'on ne disposait d'aucune réserve sérieuse avant la Ca.

III

Faute de posséder les ordres de Dumerbion, nous ignorons les motifs qui l'ont déterminé à exécuter un mouvement en avant, surtout après avoir retiré une partie des troupes des environs de Tende. Pendant toute cette période, on avait vécu dans la quiétude la plus complète au quartier général de Nice. Bien que Dumerbion écrivit le 3 mai « que les ennemis se disposaient à évacuer entièrement le col de Tende et à passer en Piémont » (2), on ne prenait aucune mesure pour rester en contact avec lui. Le 4 mai, on était à Nice « sans aucune nouvelle des camps et cantonnements » (3) et le 5 mai, Dumerbion adressait au comité ce rapport qui témoignait d'une singulière négligence : « Les postes avancés des ennemis ne sont plus en vue des nôtres, ils se montreront sans doute ou les républicains iront les chercher » (4) ; ce qui, de plus, était inexact, comme on s'en souvient, car à la date du 3, Pijon avait fourni des renseignements assez précis sur les emplacements occupés par les Piémontais, renseignements qu'on aurait dû chercher à compléter au moyen d'espions faciles à trouver dans cette région.

En attaquant Tende, on n'avait peut-être pas au début l'intention de s'avancer bien en avant, et certainement il n'était pas question dans l'ordre primitif d'attaquer Tende ; car dans son compte rendu de la journée, Dumerbion se contente d'écrire : « on se dispose à attaquer ce matin les postes avancés du côté du col de Tende et l'on

(1) Malaussena, *Journal historique*, page 49. M. de Costa ne se prononce pas sur le plus ou moins de convenance qu'il y aurait eu à se retirer de nuit. Il s'exprime ainsi : « soit pour éviter la confusion qui naît trop souvent de l'obscurité, soit indécision, soit orgueil ». Costa, conférence, page 244.

(2) Dumerbion au comité, 3 mai, page 407.

(3) Dumerbion au comité, 4 mai, page 415.

(4) Dumerbion au comité, 5 mai, page 420.

apprendra demain les résultats de cette attaque » (1), phrase qui donne bien l'impression que dans l'idée du général en chef il s'agissait d'une simple affaire d'avant-garde. Comme on le verra, la résolution décisive d'enlever le col de Tende fut prise par Masséna en voyant la facilité avec laquelle les Piémontais nous cédaient le terrain. Les troupes de Macquard étaient divisées en trois colonnes ; il faisait marcher « la première, forte de quatorze compagnies de grenadiers sur les hauteurs de gauche ; la deuxième, commandée par le général Lebrun, par la grande route, forte de quatre cents hommes avec deux pièces de canons ; la troisième sur les hauteurs de droite forte de 800 hommes » (2).

A cela se réduisent tous nos renseignements du côté français ; mais comme le fait remarquer le colonel Krebs, ces chiffres sont certainement trop faibles pour les colonnes du centre et de la droite (3). Masséna commandait les troupes qui attaquaient par les hauteurs de la Brigue.

Le 6, vers midi, une petite colonne française s'avançant à l'ouest de la route de Saorge venait reconnaître les avant-postes ennemis ; le comte Flumet faisait alors renforcer le poste établi sur ce point ; il y envoyait dans la soirée 24 hommes d'Oneille, et à 10 heures une compagnie de miliciens de 38 hommes (4).

Retraite des Piémontais (5). — A 4 heures du matin, la colonne française du centre se présentait par la route de Saorge. Le bataillon de Peyer im Hof s'étant retiré trop rapidement découvrait la droite du bataillon de pionniers. Après que le canon de Lebrun eut fait brèche à l'abatis qui couvrait la route, le comte de Flumet tentait d'exécuter une retraite en échelons en suivant la ligne de crête ; au moment où il atteignait l'emplacement qu'occupait la veille le régiment de Peyer, celui-ci en était déjà parti : isolé, débordé sur son flanc droit, il se rabattait sur Tende. En chemin, le bataillon de pionniers rencontrait le régiment d'Oneille qui venait occuper son poste ; il le prenait pour des Français, tirait sur lui et y mettait le désordre ; toute cette troupe se rejetait sur Tende. Les tirailleurs français n'étant plus contenus vinrent, de la rive droite, fusiller les troupes établies à l'est de la Roya.

(1) Dumerbion au comité, 7 mai, page 427.
(2) Renseignements fournis par Macquard, page 353.
(3) Krebs et Moris, page 69, note 6.
(4) Rapport de Flumet, page 433, renseignements de Macquard, 6 mai, page 333.
(5) Malaussena, *Journal historique*, 50-52 ; Rapport de Flumet, page 433 ; Rapport d'Aglian, 431 ; Rapport de Saint-Rose, page 435 ; Relation de Bonnaud, page 328-329.

En entendant le canon vers Saint-Dalmazzo, Colli envoyait le comte d'Aglian diriger la retraite des troupes du collet de la Brigue ; le chevalier du Menton portait ordre au régiment de Piémont de se replier sur le baracon de Rio Freddo et de conduire le régiment de grenadiers royaux sur les hauteurs à gauche du col de Tende. Le chevalier Naitz se rendait à la Crosetta ; il remettait l'ordre au piquet de Belgioso et au bataillon d'Asti de rejoindre le bataillon de ce régiment établi sur la rive droite du Rio Freddo ; ordre était expédié à l'artillerie d'évacuer ses pièces, Colli se rendait ensuite auprès du bataillon autrichien. S'étant aperçu du désordre de sa droite, il lui réitérait l'ordre de tenir les hauteurs ; « mais tout ce qu'on obtint, fut qu'une partie monta sur l'ancien château de Tende,... on ne put leur faire prendre les hauteurs supérieures ».

Au collet de la Brigue, Montferrat commençait le mouvement de retraite, ensuite venait Pignerol ; les Autrichiens formaient l'arrière-garde; ils se replièrent en bon ordre ayant le général Colli à leur tête.

Le 2e bataillon de Nice ayant quitté trop vite le roc qui commandait le pont, cette colonne se trouvait exposée à être coupée : « le général Colli envoyait dire au corps franc de descendre au plus vite sur le pont de Tende pour s'en emparer et faire feu sur l'ennemi de droite et de gauche pour procurer la retraite aux grenadiers d'Andezene et au 2e bataillon de Pignerol qui étaient encore à trois cents pas du pont ». Tel est du moins la relation du chevalier Bonnaud.

M. de Malaussena expose les faits autrement : le général Colli aurait fait arrêter une compagnie du bataillon autrichien au pied du roc ; le reste du bataillon avec le général se rendait à Tende où se trouvaient déjà le bataillon de Montferrat et la moitié du 2e de Pignerol ; peu après arrivait la moitié du 1er de Pignerol ; le corps franc qui faisait l'arrière-garde des troupes venant de la baisse de Boseglia n'ayant pas tenu assez longtemps, le 5e bataillon de grenadiers était fusillé de flanc par les troupes françaises de la rive droite et de front par celle de la rive gauche.

La retraite du bataillon de pionniers et d'Oneille avait complètement dégarni le flanc gauche des Piémontais ; afin d'empêcher les Français de venir inquiéter la grande route, Colli portait successivement sur les hauteurs à l'ouest de Tende le régiment de Nice, tout ce qu'il put rassembler d'Oneille et des pionners et le 5e de grenadiers ; ce bataillon devait faire l'arrière-garde.

Le général Dellera se rendait à la Madone de Vieula pour y former les troupes au fur et à mesure de leur arrivée.

Sur la rive gauche le bataillon de Montferrat avec les deux cen-

turies de Pignerol en réserve à Tende et une partie du corps franc occupait le mont Cagnolina.

Le général Colli se retirait par la grande route avec l'arrière-garde formée, suivant M. de Malaussena, par les grenadiers autrichiens et, d'après la relation de Bonnaud, par le corps franc Tous deux rendent hommage au courage du général Colli ; à un moment il était serré de si près qu'il disait à ses soldats demeurés avec lui : « j'espère que vous ne me laisserez pas prendre ». Il faisait même monter sur son cheval un soldat blessé.

Après avoir atteint les Prés de la Vieula, il y attendait les troupes de sa droite ; pour les protéger il établissait deux centuries de Pignerol sur la pente de la montagne face au midi.

La retraite des troupes piémontaises sur la rive droite était des plus difficiles ; continuellement débordé sur son flanc gauche et attaqué de front, le bataillon d'Andezene s'efforçait inutilement de couvrir la grande route ; à une hauteur qui doit être le Castello de Mina ; « il lui fallut ou passer sous un feu très vif ou se déterminer à sauter des rochers hauts et rapides pour se tirer d'affaire ». Une partie mettait bas les armes ; les autres réussissaient à gagner la grande route. Les débris de ces corps se rassemblaient sous la conduite du général Dellera aux Prés de la Vieula.

Sur la rive gauche, la poursuite des troupes françaises n'avait pas été bien énergique puisqu'à 2 heures de l'après-midi Masséna était encore à la Brigue (1) ; néanmoins les troupes piémontaises chargées de tenir la crête à l'est de la Ca, après être arrivées à la cime della Ciagia, continuèrent leur marche ; malgré un ordre formel de prendre position, elles se jetèrent sur le chemin qui aboutit à Tende et passèrent le col, une partie alla même jusqu'à Limon.

Dès qu'il eut aperçu la direction suivie par cette colonne, Colli prescrivait au régiment des gardes placé à la Ca « d'occuper les hauteurs qui dominent la Ca sur la gauche ».

Le régiment des grenadiers royaux marchait déjà sur ce point ; à la vue d'une colonne française qui s'y portait, « son chef faisait faire à sa troupe des efforts surnaturels, et il parvenait par des promesses et même de l'argent répandu » à y arriver avant elle (2). Trouvant la montagne occupée, la colonne française se retirait, par suite d'un malentendu, à travers le bois de Curto sans attaquer.

A l'ouest de Tende, les troupes françaises s'arrêtaient « en vue

(1) Masséna à Dumerbion, 7 mai, 2 heures après-midi, page 429.
(2) Rapport de Saint-Rose, page 435.

des Prés de la Vieula », c'est-à-dire sur la rive droite du ravin de la Morte.

Colli indiquait alors au corps franc chargé de fournir les avant-postes trois ou quatre points à occuper ; en arrière cette ligne était soutenue par les deux centuries de Pignerol, qui devaient rejoindre à l'entrée de la nuit leur corps campé sur les pentes du mont Deveglio. Après avoir expédié à son souverain un courrier où il lui rendait compte des événements de la journée, Colli se portait sur les hauteurs de la gauche ; il plaçait les gardes à la cime del Tavan ; une centurie était en avant-poste au point où la crête se divise ; la chute du jour l'empêchait de reconnaître la position dans son entier.

A l'extrême-gauche, le chevalier de Millesimo avait évacué à 1 heure de l'après-midi le baracon de Riofreddo avec le régiment de Tortone, le 2e de chasseurs, le corps de chasseurs carabiniers de Canal, et se rendait au col de Vermorin où il arrivait à une heure après-midi ; les passages conduisant à Carnin demeuraient surveillés par 200 chasseurs et 80 miliciens ; une compagnie établie à une lieue de distance en avant du col Vermorin assurait la liaison avec cette arrière-garde (1).

A la droite, le bataillon de chasseurs n'avait pu occuper en permanence le col de Pietra Fica à cause des vents qui le balayaient ; il avait été bivouaquer dans le vallon de Castarin où il avait beaucoup souffert ayant de la neige jusqu'à mi-jambe. Le 7, il n'avait aucun avis de l'abandon de Tende et le bruit du combat n'était pas parvenu jusqu'à lui, lorsque deux soldats à la poursuite de chamois ayant grimpé sur la montagne s'en aperçurent et donnèrent l'alerte. Le bataillon montait alors au col de Pietra Fica ; en cas de retraite, il lui était prescrit de passer par le col de Sabbion, mais une découverte envoyée pour reconnaître l'état du col rendait compte qu'il était impraticable, puisqu' « aux pieds seulement de ce col, il y avait de la neige de la hauteur d'un homme qui déjà un peu molle ne portait plus » ; on se décidait alors à demeurer sur place en attendant des ordres ultérieurs. La nuit fut des plus pénibles ; les hommes avaient de la neige jusqu'aux genoux, presque point de bois, un vent impétueux régnait et il tombait de la neige glacée (2).

Dans la nuit du 7 au 8, les troupes piémontaises étaient ran-

(1) Relation du comte de Millesimo, page 434.
(2) *Journal d'un officier du régiment des gardes*, 177-178.

gées en demi-cercle sur la ligne de crêtes qui entourent le col de Tende :

1° Au col de Pietra Fica : le 1er bataillon de chasseurs, deux compagnies de volontaires, les milices du Moulinet et de Sospello ;

2° En tête du bois de Morgon : Belgioso, Peyer im Hof et deux centuries de Pignerol ;

3° Sur la croupe qui s'étend entre les deux ravins qui constituent le Morgon : le 5e de grenadiers ;

4° A la Ca : les milices ;

5° Au nord de ce point, en montant vers le col : le régiment de Nice, le 2e de Montferrat, deux centuries de Pignerol. Sur le col même, le bataillon autrichien et les pionniers avec quatre pièces pour battre les lacets de la route ;

6° Le régiment d'Oneille réparti entre ces postes ;

7° Sur le rameau entre la Roya et la Lamentarghe : le régiment des gardes, celui des grenadiers royaux, un bataillon d'Asti et une compagnie de Belgioso ;

8° Au pied du mont Framosa : un bataillon d'Asti ;

9° Au pied du mont Beccorosso : le régiment de Piémont ;

10° Sur le rameau situé entre les cols de Perla et de Boiara (Valmorin) et les hauteurs de Lupega et de Carnin : régiment de Tortone, 2e bataillon des chasseurs et chasseurs de Canal (1).

Projets des Français. — Les ordres et la conduite de Masséna dans la journée du 7 semblent confirmer ce que nous avons dit touchant les opérations arrêtées à Nice. Quoiqu'en présence de l'ennemi, Masséna, au moment où l'action s'engageait, pensait se rendre encore dans la journée à Triora, preuve qu'il ne croyait pas à une affaire sérieuse (2).

A une heure 1/2, lorsque les Piémontais avaient déjà évacué la ligne de la Levenza, il prescrivait à François de diriger une partie de ses forces sur la Piève ; elles continueraient de là leur marche sur Ormea. Quant à lui avec le reste de son corps, il devait être sur le Tanarello à la pointe du jour, les porter le plus en avant possible et marcher sur le mont Bertrand en longeant le col Couture ; quelques troupes resteraient sur les hauteurs « pour ménager sa retraite s'il était forcé de la faire » (3). Un tel ordre prouve bien qu'on n'avait pas l'intention de tenter un grand effort sur Tende, car alors on

(1) Malaussena, *Journal historique*, page 53.
(2) Masséna à Dumerbion, 7 mai, 2 heures, page 429.
(3) Masséna à François, 1 heure 1/2, page 429.

aurait retardé d'un ou de deux jours le départ des troupes pour Ormea.

Quel qu'il fût, ce projet réclamait la plus grande urgence et, Masséna tenait tellement à ce qu'il restât secret qu'il n'osait le confier à une lettre, il se réservait d'en faire part verbalement le lendemain au général. Il semble qu'on avait alors l'intention de prendre vigoureusement l'offensive vers Ormea, car Hammel était invité à diriger sur cette ville le plus activement possible toutes les troupes répandues dans la vallée (1).

Instruit par le combat du 7 du peu de consistance des Piémontais, Masséna modifiait son plan à 2 heures et il en informait Dumerbion. « Par la lettre que je t'ai écrite de Tende, je te mandais, général, que j'irais coucher à Triora ; réflexion faite, j'écris à Macquard pour profiter de la déroute des ennemis et les chasser une fois pour toutes au delà du col de Tende » (2). C'était donc le succès du 7 qui allait amener la journée du 8.

A 5 heures du soir, il invitait Macquard à venir s'entendre avec lui, et il le pressait d'attaquer. « Il n'y a pas un moment à perdre pour chasser les ennemis du col de Tende », lui écrivait-il (3).

On comprend donc qu'à la veille de livrer un nouveau combat, il ait appris avec déplaisir un mouvement de recul opéré par Pijon, mouvement sur lequel on n'a pas de détail, mais qui est vraisemblablement celui signalé par M. de Malaussena au bois de Curto. Craignant qu'il ne rendît confiance à l'ennemi, il ordonnait à Lebrun, en pleine nuit, à 8 heures du soir, par un temps épouvantable, de faire filer « sur-le-champ des renforts au chef de brigade Pijon au poste qu'on avait évacué par un malentendu sans doute » (4).

Le général Macquard adoptait les propositions de Masséna. Les colonnes se mirent en marche dans la nuit, « celle de droite commandée par le chef de brigade Pijon, celle de gauche par le général Lebrun et celle du centre par les généraux Macquard et Masséna ».

Le mouvement devait être combiné, la colonne de droite attaquerait la gauche des Piémontais, celle de gauche la droite, le centre marcherait contre le front (5). En un mot, on voulait maintenir

(1) Masséna à Hammel, 1 heure 1/2, 7 mai, page 428.
(2) Masséna à Dumerbion, 2 heures, 7 mai, page 429.
(3) Masséna à Macquard, 5 heures, 7 mai, page 429.
(4) Masséna à Lebrun, 8 heures du soir, 7 mai, page 429.
(5) Renseignements de Macquard, page 353. Il semble étonnant que Lebrun, qui était la veille sur la grande route, ait été prendre le lendemain le commandement de la gauche française.

l'ennemi et agir sur ses ailes. La colonne de gauche, ayant eu beaucoup de chemin à parcourir, n'arrivait pas à temps, seule la colonne de droite s'engageait le 8 vers 10 heures.

Attaque de la position piémontaise (1). — A ce moment, Colli était à sa droite occupé à opérer la reconnaissance de sa position. Le général faisait alors prendre à ses troupes les emplacements suivants : le 5e bataillon de grenadiers à la cime de Salauta, face au chemin du col de Pietra Fica ; à la pointe de Margheria le régiment de Belgioso ; de ce point au col, deux centuries de Pignerol et le régiment de Peyer im Hof ; au col le bataillon de pionniers et une division du bataillon autrichien, l'autre division et le régiment de Nice entre les deux cols ; deux centuries de Pignerol sur les hauteurs à gauche du second col.

A l'est de Tende, les troupes piémontaises occupent l'arête jalonnée par les sommets de Curto, Tavan, Framorosa. Elles sont disposées de la manière suivante : à la gauche « sur la pente qui tombe dans le vallon de Framosa » un bataillon d'Asti face au vallon, ayant à sa droite une compagnie de grenadiers ; à la cime del Tavan (?), la compagnie de chasseurs des grenadiers royaux ayant en arrière quatre compagnies échelonnées pour la soutenir, deux des grenadiers, une des gardes et une de Belgioso, cette dernière va renforcer les chasseurs avant l'attaque ; le reste des grenadiers et des gardes est en arrière.

Dans une conférence faite en 1798 aux officiers de l'état-major piémontais, M. de Costa a jugé très favorablement les dispositions prises. Les troupes, dit-il, étaient « disposées d'une manière très avantageuse sur des éminences semées de points rocailleux ; elles voyaient en avant d'elles des pentes rapides et gazonnées, seul chemin par où l'ennemi pût aborder ». Au contraire, M. de Saint-Rose les a blâmées. « Le poste était très bon et tel que malgré le manque de vivres et de tout... et l'affreuse nuit passée sans tente dans la tourmente, je ne doutais pas d'y tenir ferme..., on a changé mes dispositions, on a morcelé ma troupe » (2).

Les Français s'avancèrent contre la position ennemie sur trois colonnes. La principale, forte d'environ 2.000 hommes, marchait « le long de l'arête sur six hommes de front » ; arrivée à demi-portée de l'avant-poste, elle se subdivisa en trois colonnes sur deux hommes de front ; celle du centre maintenait sa direction, celle de droite s'engagea dans le vallon de la Framosa pour tourner le

(1) *Journal de Malaussena*, pages 53-57 ; Costa, conférence, 244-245.
(2) Comte de Saint-Rose, rapport, page 435.

bataillon d'Asti placé à la gauche du vallon (?) ; la troisième « marcha à gauche pour prendre une arête qui aboutissait à l'avant-poste » (1). Ces deux colonnes manœuvrent pour le tourner, tandis qu'une nuée de tirailleurs les précèdent ; protégés par les rochers et les irrégularités du terrain, ils entourent l'avant-poste, et leur feu concentrique dirigé contre les Piémontais réunis « sur un site éminent » les fit d'abord plier. Mais, renforcés par une compagnie des gardes et deux des grenadiers royaux, ils tinrent ferme ; la compagnie de Belgioso avait de suite lâché pied.

Leur résistance dura trois quarts d'heure. D'après M. de Malaussena et M. de Costa ils auraient soutenu leur position, mais l'ordre « imprévu, l'ordre fatal » de battre en retraite ébranla leur courage. « Cette même troupe un moment auparavant remplie de courage, tomba dans un morne abattement. Elle marcha pendant quelque temps en bon ordre et tâcha de faire ferme sur différentes buttes auxquelles elle était adossée, mais l'impulsion qu'elle avait reçue ne pouvait plus être modifiée ». A partir du mont Framosa la retraite se fit dans le plus grand désordre, ne voyant plus devant eux que des pentes rapides, les hommes se laissèrent glisser sur les neiges et atteignirent le vallon de la Cabanaira et de là le col de Tende. Une partie des grenadiers royaux et une centaine d'hommes des gardes gardaient contenance et nous disputaient la crête.

Les troupes de l'avant-poste se replièrent par les sentiers qu'elles avaient à leur droite et se placèrent sur les hauteurs à l'est du col supérieur de Tende. Le général Colli s'était rendu sur ce point ; il y établissait successivement le régiment de Montferrat, portion du corps franc et le régiment d'Oneille.

Ces troupes furent formées sur quatre lignes perpendiculairement à la crête. Toutefois il restait encore des forces piémontaises importantes sur la droite des colonnes françaises ; un mouvement énergique de leur part aurait sinon arrêté, du moins retardé le mouvement de Masséna. Tout se bornait à une tentative du régiment de Piémont ; en entendant les premiers coups de fusil, il marchait sur le mont Framosora pour soutenir les troupes engagées ; les neiges l'ayant retardé, il n'y eut que deux compagnies à atteindre le sommet au moment où l'affaire était terminée ; tout le régiment se rendait alors à Limon par le col de la Framosa.

Le bataillon d'Asti à l'est du vallon de la Framosa aurait pu tomber sur le flanc droit de la colonne française qui remontait le vallon ; il semble avoir cédé le terrain sans combat, sans même

(1) Rocca de Cairon.

avoir inquiété la colonne française. M. de Malaussena s'exprime ainsi à ce sujet : « Il se retira en s'élevant un peu sur la pente du mont, descendit ensuite dans le val pour en gagner la tête ; il passa ensuite dans le val Cabanaira ».

L'extrême gauche piémontaise, sous les ordres du comte de Millesimo, n'éprouvait aucune difficulté dans sa retraite.

A 5 heures de l'après-midi, il expédiait aux troupes qui gardaient les passages de Carnin et à tous ses avant-postes l'ordre de le rejoindre ; à 9 heures du soir, tout son monde était réuni ; il se mettait en marche à 10 heures du soir sur Limon par le col de Perla, les carabiniers formant l'avant-garde, le 2e de chasseurs, l'arrière-garde ; une demi-heure avant le jour il atteignait Limon.

De leur côté, les Français ne montraient pas plus de vigueur ; ils se contentaient de venir occuper les crêtes à mesure qu'on les leur cédait ; dans la journée, ils bordaient le rameau qui va de la Cima Becorosso à Tende sans rien tenter contre la position de Colli.

A la gauche, une colonne partie des prés de la Vieula s'était dirigée sur le col de Pietra Fica ; elle l'occupait et se contentait de « menacer » la droite piémontaise.

Son action était certainement très peu énergique puisque le bataillon de Pietra Fica ne signale même pas sa présence. N'ayant pas d'instruction, son chef décide au point du jour de se rapprocher de Tende ; après avoir marché deux heures, le bataillon s'arrête sur une hauteur d'où l'on découvrait Tende et toute la position ; c'est là qu'il reçoit à midi l'ordre de se rendre au col.

Au premier abord il semble étrange que l'on n'ait pas poursuivi des succès obtenus si facilement. En occupant rapidement le mont Framosora, on aurait gêné considérablement la retraite d'Asti et de Piémont en barrant le vallon de Cabanaira. Peut-être convient-il d'attribuer cette timidité à la non apparition des colonnes de gauche ; M. de Malaussena ne parle que de 3.000 hommes débouchant du bois de Curto et d'une colonne de 800 hommes qui agissait vers la Ca ; si ces effectifs sont exacts, on comprend que Masséna ait hésité à tenter un coup de force que rien n'exigeait.

La journée du 8 nous avait procuré des résultats considérables ; elle avait fait tomber entre nos mains les hauteurs à l'est du col de Tende ; à la vérité, les Piémontais tenaient encore la partie ouest ; mais, à partir de ce moment, on était libre de se porter directement sur Limon ; dès lors, Colli était forcé de se replier de lui-même s'il ne voulait s'exposer à voir cette partie de son corps coupée ou contrainte de se retirer par le col de Fenestres. Masséna, certain d'obtenir sans effusion de sang l'occupation du col de Tende, renonçait

d'assez bonne heure à tenter une attaque de vive force, puisqu'il était à 6 heures du soir à la Brigue. S'étant rendu compte de la situation difficile des Piémontais, il s'attendait même à une retraite de nuit. « Demain matin, écrivait-il à Dumerbion, le général Macquard peut très aisément les forcer à évacuer s'ils ne le font, comme il y a toute apparence, pendant la nuit » (1).

A l'extrême droite, le général François n'avait reçu que le 7, à 10 heures du soir, l'ordre d'aller occuper le col de Couture. Il se mettait en marche dans la nuit avec les 1er et 2e bataillons de la 56e, le 1er bataillon de la 99e et deux compagnies de la 21e ; il arrivait au col Bernard (?) (2), le 8 à 7 heures du matin, avec des troupes harassées de fatigue, « la montagne étant couverte de neige et sans aucun chemin de tracé » ; de ce point, on distinguait un camp ennemi, très vraisemblablement celui du mont Bertrand ; le général laissait reposer ses troupes. Dès le début de l'attaque du col de Tende, les troupes du mont Bertrand ayant disparu, François ne croyait pas pouvoir continuer son mouvement et aller occuper cette montagne « car il aurait fallu encore huit heures de marche avant que d'arriver à l'endroit où ils avaient levé leur camp ». Sous ce prétexte, il bivouaquait au col, sans même tenter le moindre mouvement pour aider l'opération qu'il savait se dérouler à sa gauche. Conformément aux ordres qu'il avait reçus, avant son départ de col Ardente, il avait dirigé sur Ormea les deux premiers bataillons de la 46e (3).

Il est certain que dans la journée du 8 les troupes piémontaises avaient montré peu d'énergie ; le régiment le plus maltraité, les grenadiers royaux avaient eu 8 tués et 58 blessés ; les autres 2 tués et 9 blessés. Colli « fut vivement affecté de voir perdre contre toute attente des hauteurs qui le réduisaient à quitter le col ». Il demandait au roi de le relever de son commandement.

Comme l'avait supposé Masséna, le 9, Colli ordonnait la retraite ; elle devait s'effectuer dans la nuit ; afin d'avoir au moins à sa disposition une troupe non engagée au cas où on le poursuivrait, il appelait de Roccavion à Limon les deux bataillons de grenadiers royaux commandés par M. de la Chiusa. Le mouvement devait commencer à 1 heure de la nuit mais un fort brouillard permettait d'avancer l'heure. Les troupes de la droite se retirèrent par le sentier du vallon de l'Abisso et l'ancien chemin de Tende, celles de la gauche

(1) Masséna à Dumerbion, 8 mai, page 439.
(2) Très vraisemblablement Colla Rossa.
(3) François à Masséna, 12 mai, page 476.

par la grande route ; le 9 au matin, les troupes piémontaises étaient formées en deux masses.

Au mont et col Arpiola : régiments de Belgioso, de Piémont et des grenadiers royaux, 5e de grenadiers, 1er de chasseurs ; Peyer im Hof et le régiment de Nice allèrent jusqu'au pont de Roccavion.

Le bataillon autrichien s'arrêta à l'entrée de Limon.

Les régiments d'Asti, des gardes, de Pignerol, de Tortone, d'Oneille, le bataillon des pionniers, le 2e de Montferrat, le 2e de chasseurs étaient sur les pentes de l'Armellina.

En avant, le corps franc escarmouchait avec nos tirailleurs.

Au point du jour, les troupes réunies à l'Arpiolla s'établirent sur la ligne de bataille qui leur était affectée ; la droite (grenadiers royaux) était appuyée aux rochers aigus qui coupent le col ; la gauche (5e bataillon de grenadiers), sur une espèce de plateau à mi-pente, face au vallon de l'Arpiolla.

Les Français ne poursuivaient pas ; pourtant Colli se décidait à continuer sa retraite afin de soustraire ses troupes à l'ennemi et de leur procurer ainsi un véritable repos. A la pointe du jour, les gardes, Pignerol, Oneille, les pionniers et le bataillon autrichien se mettaient en mouvement, une compagnie autrichienne demeurait au pont de Limon. Colli montait ensuite à l'Arpiolla ; s'étant convaincu que les Français ne voulaient pas l'attaquer, il donnait ordre à Belgioso de se rendre à Vernante et de là à Borgo San Dalmazzo par la crête, les autres corps suivirent à partir de 11 heures dans l'ordre suivant : grenadiers royaux, d'Andezene, 1er chasseurs ; ce dernier s'ébranlait à midi (1).

De retour à Limon, Colli en partait à 1 heure avec la compagnie d'arrière-garde demeurée au pont ; auparavant les magasins avaient été brûlés. A 4 heures, toute l'armée était réunie à Borgo San Dalmazzo où Colli, placé sur le pont du Gesso, indiquait à chacun son emplacement. Les 8e et 9e bataillons de grenadiers demeurèrent d'abord en avant-garde à Roccavion. Le corps franc, les volontaires Pian, Pandini, les chasseurs de Canal et les milices étaient en avant de Vernante et de Robilant pour observer nos mouvements (2). Les troupes bivouaquaient depuis quatorze nuits (1) ; aussi avaient-elles le plus grand besoin de repos. « Elles soupiraient après la plaine comme les marins, à la suite d'une pénible navigation, désirent de revoir la terre (3) ».

L'évacuation de Tende rendait insoutenable la position du mar-

(1) *Journal d'un officier du régiment des gardes*, page 179.
(2) Malaussèna, *Journal historique*, pages 57-58.
(3) Conférence de M. Costa, page 247.

quis de Colli à Entraques ; rien ne nous empêchait de le couper ; aussi, le 9 à 11 heures du matin, Colli lui prescrivait-il d'abandonner le col de Fenêtres et de venir au col de Valdieri où il serait sous la protection du canon de Demont (1). Mais à ce moment le général Garnier avait déjà enlevé le col.

Mouvements des troupes françaises. — Dans la journée du 9, les troupes de Macquard occupaient le col de Tende abandonné ; il se bornait à y établir son avant-garde, huit bataillons sous Lebrun, « ne croyant pas qu'il fût prudent de pénétrer plus avant jusqu'à ce qu'il eût combiné ses mouvements avec sa droite et avec sa gauche » (2).

L'on songeait si peu à poursuivre l'ennemi que, dès la prise du col, Pijon mettait en marche sur la Piève les troupes de la division Masséna, qu'il avait avec lui, c'est-à-dire les 1er et 2e bataillons de grenadiers, un détachement de la 46e, un bataillon de la 56e et un détachement du 3e bataillon des Hautes-Alpes (3) ; elles y seraient rendues le 11 ; quant à lui « écrasé de fatigue », il prenait deux jours de repos à la Brigue.

Le général François demeurait au col Couture jusqu'à 3 heures de l'après-midi ; « après s'être assuré que les ennemis étaient entièrement chassés du col de Tende », il retournait au col Ardente.

Le 12, Masséna lui en marquait son mécontentement : « J'aurais cru, lui écrivait-il, que ton expérience, calquée sur tous les principes militaires, t'aurait suggéré que, lorsqu'on poursuit l'ennemi sur plusieurs colonnes, on doit garder les postes avantageux qu'on prend ». Dans cette circonstance, comme dans la journée du 28, le général François a fait preuve de peu d'énergie : devant se lier, d'après ses instructions, avec le général Lebrun, il semble qu'il aurait dû continuer son mouvement en avant vers le mont Bertrand ; en restant au col de Couture, il ne jouait aucun rôle et ne couvrait même pas la droite de Lebrun. Peut-être faut-il attribuer cette timidité aux reproches que Masséna lui avait adressés à la suite de son mouvement sur la Brigue, ou encore à la crainte de manquer de vivres. Quoi qu'il en soit, ce mouvement rétrograde après une victoire était certainement un fait malheureux (4).

Dans ces journées, le rôle du général en chef se réduisait à enregistrer les faits accomplis. Le 3 mai, il prêtait aux Piémontais l'intention de battre en retraite ; le 8, après avoir eu connaissance des

(1) Colli au marquis de Colli, 9 mai, 11 heures du matin, page 447.
(2) Dumerbion au comité, 1er mai, page 447.
(3) Pijon à Masséna, 10 mai, page 443.
(4) Masséna à François, 12 mai, page 467.

succès remportés le 7, il avançait que cette opération avait été provoquée par la conduite des Piémontais; « postés sur les hauteurs de Tende qui dominent les embranchements du chemin de la Brigue avec celui de Tende, ils semblaient déjà vouloir intercepter notre communication ».

Toutefois, bien qu'exactement renseigné sur les projets des Piémontais, « de ne s'arrêter au col de Tende que le temps nécessaire pour protéger l'évacuation de leurs magasins, et qu'ils passeraient ensuite en Piémont » (1), il ne donnait aucun ordre. Ecrivant à Masséna, il se contentait de lui dire : « Fais-moi part, je te prie, de toutes les positions qu'occupe la division qui est à tes ordres et de sa force réelle ; n'épargne rien pour avoir des nouvelles certaines de l'ennemi, et ne me laisse rien ignorer de tout ce que tu pourras en apprendre » (2).

Le 9, il informait la Convention que l'on était maître des positions à l'est du collet (3) ; le 10, il la prévenait que l'ennemi s'était retiré de lui-même, sans avoir éprouvé de pertes dans la poursuite. L'explication qu'il trouvait pour expliquer un tel fait se passe de commentaire : « lorsqu'on s'est aperçu de leur retraite, ils étaient déjà trop loin pour qu'on pût les atteindre » (4).

Opérations des troupes du général Garnier (5). — En face des faibles corps du général Zimmerman et du major Colli se trouvait la division du général Garnier ; elle s'élevait à près de 14.000 hommes (6). A la suite d'observations présentées par ce général, Dumerbion lui ayant ordonné de s'emparer du col de Fenêtres, Garnier dirigeait le 8 des reconnaissances sur ce point ; « elles ne remplirent pas entièrement ses vues à cause de la grande quantité de neige qui, d'après le rapport du général de brigade Monleau, avait empêché nos éclaireurs de gravir ce col. »

Le 9, Garnier l'attaquait lui-même avec la compagnie franche de Grasse, un bataillon de chasseurs niçois, une compagnie des chasseurs des Bouches-du-Rhône, 400 hommes de la 83e et le 4e bataillon de grenadiers ; une pièce de 3 l'accompagnait.

Le général partait à 3 heures du matin de Saint-Martin, il arrivait à 8 heures du matin à la Madone des Fenêtres ; un faux renseignement l'avait averti que les Piémontais avaient renforcé

(1) Dumerbion au comité, 8 mai, page 438.
(2) Dumerbion à Masséna, 7 mai, page 427.
(3) Dumerbion au comité, 9 mai, page 441.
(4) Dumerbion au comité, 10 mai, page 447.
(5) Renseignements de Garnier, pages 347-348.
(6) Situation du 4 mai, pages 775-776.

la garde du col de 200 hommes ; il n'en décidait pas moins d'attaquer après avoir laissé reposer sa troupe pendant une heure et demie.

Les Piémontais prétendent qu'il y eut surprise ; le général Garnier au contraire donne des détails très précis sur ce combat. La troupe fut partagée en deux colonnes ; celle de droite était commandée par le général Monleau, celle de gauche était forte d'une compagnie franche de 100 hommes et de 200 grenadiers ou chasseurs ; « après avoir marché pendant plus d'une heure dans la neige, jusqu'à la ceinture » on arrivait en face des postes avancés ennemis, qui se repliaient sur le col. « Une fusillade terrible » s'engageait avec la garde qui tenait ferme, tandis que le feu d'un poste de 30 hommes placé sur un rocher presque inaccessible à droite nous inquiétait « plus que celui du col même ». Garnier ordonnait à sa colonne de gauche de les chasser. Nos braves soldats « le fusil en bandoulière, en s'aidant de leurs mains et de leurs baïonnettes » parvenaient à gravir une position d'où l'on pouvait combattre les Piémontais « perchés sur ce roc formidable ». En même temps la pièce de 3 entrait en action ; profitant de la surprise qu'elle occasionnait, Garnier faisait battre la charge et enlevait enfin le col après un combat de deux heures qui nous coûtait 5 tués et 8 blessés.

Le marquis Colli avait été informé de la reconnaissance du 8, le 9, à 8 heures du matin ; d'autre part, ses espions lui signalaient un renforcement considérable de nos forces ; à la Madone il y aurait eu 1.200 hommes dont huit compagnies de grenadiers ; il se portait alors au secours du col de Fenêtres. Il y avait au Prayet la moitié du régiment de Mondovi et 120 milices qui lâchaient prise : à 2 heures, le marquis arrivait au Prayet, le col était déjà perdu ; « il empêchait une entière déroute », mais ne jugeait pas possible de tenter un nouvel effort, le bataillon de Mondovi étant réduit à 150 hommes.

Le marquis de Colli avoue une perte de 43 hommes, dont 7 blessés revenus du col et 36 prisonniers ou égarés (1).

Afin de garder le col, le général Garnier y élevait de suite des baraquements et y plaçait une pièce de canon (2).

Le lendemain, le général Sérurier se rendait maître du col de Sainte-Anne. Averti par un déserteur de Christ (3), il poussait des

(1) Colli, Rapport, page 447.
(2) Dumerbion au comité, 10 mai, page 461.
(3) Tornelli à Colli, 11 mai, page 465.

éclaireurs sur ce passage, ceux-ci surprenaient la garde qui devait être assez faible et faisaient prisonniers un officier et cinq hommes. Le général Sérurier envoyait au col cinq compagnies (1). Renforcée par un détachement tiré de Vinadio, la garde piémontaise s'arrêtait au Baraccone, elle entretenait le feu toute la journée avec nous et, par sa résistance, nous empêchait « de venir jusque sur le grand chemin couper la retraite de Zimmerman » (2).

Celui-ci avait appris dans la journée du 10 la défaite de Colli (3); à la nuit, il quittait l'Argentière et arrivait le 11 à Demont après seize heures de route (4) ; la marche s'était opérée dans l'ordre suivant: les compagnies de milices Otto, de Martini et de Balbo, le 2e bataillon de Courten, l'artillerie traînée à bras par le 3e bataillon (les artilleurs s'étant enfuis ou enivrés), et les milices (5). Ayant ordre de compléter la garnison de Demont en y jetant 800 hommes de Christ et de Courten, il n'en restait que 200 à sa disposition qui fournissaient une garde à Vinadio et deux postes sur les hauteurs correspondantes à Démont. Les Barricades demeuraient occupées. Le général Zimmerman rejoignait alors l'armée de Colli.

L'abondance des neiges interdisait à nos troupes de poursuivre leurs succès, de déboucher du col de Fenêtres et de marcher sur Vinadio.

(1) Dumerbion au comité, 12 mai, page 467.
(2) Tornelli à Colli, 11 mai, page 465.
(3) Zimmerman, 10 mai (Analyse), page 460.
(4) Zimmerman, 11 mai, page 460.
(5) Archives de Breil, pièce 272.

CHAPITRE IX

I. Rapports politiques entre le Piémont et l'Autriche. — Situation du Piémont.

I

Les alliés n'avaient rien compris au mouvement rétrograde du général Mouret ; les uns croyaient que les bruits d'une attaque prochaine qui s'étaient répandus à la suite de la marche du régiment de Saluces et des bataillons de grenadiers en était cause ; l'archiduc, au contraire, l'attribuait au mouvement en avant des Autrichiens, qui avaient poussé leurs avant postes jusqu'à Cairo ; pour le moment, on était donc tranquille de ce côté.

Au contraire, l'entrée des Français dans la vallée d'Aoste causait de vives inquiétudes ; alors qu'en sa qualité d'officier, le général Stain aurait dû montrer de l'énergie, il ne cessait de se lamenter, de répandre de l'inquiétude, « disant que c'était très sérieux, que la Lombardie était perdue » ; ce qui permettait au prince de rappeler à l'empereur les conseils qu'il lui avait donnés, « de profiter de l'hiver pour tout arranger préalablement pour toute la campagne, et qu'il fallait mettre aux passages principaux de bonnes troupes de l'empereur, ne pouvant se fier à celles du roi de Sardaigne » ; or le général Stain n'avait cessé de soutenir qu'il ne se produirait rien avant la fin de juin (1).

La demande de secours du roi (2) mettait le prince dans une situation très difficile. Le général Wallis, à son retour de Turin, l'avait informé que Victor Amédée avait pris la résolution de « jeter partie de ses troupes dans les forteresses et, avec le reste, de combattre l'ennemi s'il en approchait ».

Or, une fois la garnison des places fournie, il ne resterait plus rien pour lutter en rase campagne, et, après les échecs subis en

(1) Archiduc à l'empereur, 30 avril, Supplément, page 55. Archiduc à l'empereur, 4 mai. Supplément, page 57.
(2) Le roi à l'archiduc, page 398.

pays de montagne par les corps piémontais, l'archiduc doutait de leur bonne tenue en plaine. Le salut de l'Italie reposait donc sur le corps autrichien à peine fort de 15.000 hommes.

Celui-ci avait à faire face à de nombreuses obligations. Bien que l'archiduc eût déclaré le 27 « qu'il lui paraissait impossible que dans cette saison l'ennemi entrât en forces » du côté des Alpes (1), il redoutait toujours, quelqu'étrange que le fait paraisse, une invasion française, qui, débouchant par la vallée d'Aoste, se dirigerait sur le Milanais par Verceil et Novare ou prendrait Turin à revers. D'autre part, l'enlèvement de Saorge avait fait perdre tout ce terrain de montagnes si avantageux à une guerre de chicanes; cette barrière enlevée, la défense ultérieure de ce côté dépendait uniquement des places « qui couvraient l'entrée de la plaine et d'un corps de troupes que le roi puisse réunir entre ces forteresses pour accourir à celle que préalablement l'ennemi menacerait ». Or, l'archiduc n'admettait pas qu'on laissât écraser le Piémont, il le déclarait positivement à l'empereur. « Si les Français venaient en force dans quelque temps d'ici pour former le siège de Demont et surtout de Coni, il conviendrait absolument que nous y allions les y combattre; sans cela, tout le Piémont serait perdu, et bien difficile ou impossible après, de défendre la Lombardie avec le petit corps de troupes que nous avons, restant l'entrée de tous côtés ouverte du Milanais ».

En outre, il lui fallait aussi surveiller la vallée de la Bormida. Pour tous ces motifs, le prince, très sagement conseillé par le général Wallis, persistait dans « la maxime ferme de tenir réunis et point laisser démanteler, du moins à cette heure, les 15.000 hommes qu'il avait ». Il demeurait ainsi toujours le maître de les porter en masse sur un point particulièrement menacé; cette conduite était d'autant plus prudente qu'il ne disposait d'aucune réserve pour réparer les pertes causées par le feu et les maladies.

Dans sa réponse à la demande de secours du roi, l'archiduc « admettait le principe et comme intention » de l'Empereur « de défendre aussi le Piémont comme une partie essentielle pour la défense du reste de l'Italie »; son but était d'empêcher les malveillants « de dire un jour que la maison d'Autriche s'était refusée à concourir à la défense de l'entrée de l'ennemi en Italie »; mais il avait soin de répéter que leur emploi « devait dépendre des connaissances militaires du général qui les commandait et par conséquent empêcher toute séparation et démantèlement de cette troupe ».

(1) Archiduc à l'empereur, 27 avril, Supplément, page 54.

M. de Trevor, de retour à Turin, avait renouvelé ses instances pour obtenir l'appui du corps autrichien. En lui écrivant, l'archiduc se bornait à une réponse évasive ; « il s'arrêtait en revanche sur la flotte anglaise et la nécessité qu'il y aurait à nettoyer et garder les côtes maritimes du Génois ». C'était le langage adopté lors de l'audience (1).

Le 5 mai, M. de Revel était accrédité auprès du général Wallis, pour servir d'intermédiaire entre lui et le gouvernement piémontais (2). Le même jour, M. Elliot arrivait à Milan muni des pleins pouvoirs et des instructions du roi d'Angleterre « prétendant de vouloir combiner les moyens de défense de l'Italie » (3). Cette expression de l'archiduc montre bien que, dans son esprit, avant même que la négociation fût commencée, elle serait vaine ; le 6, M. de Trevor rejoignait son collègue. En quittant Turin, l'ambassadeur anglais n'avait pas fait mystère de ses projets ; et il avait prévenu M. de Gherardini « que l'objet de son voyage était de concerter avec les susdits ministres de sa nation les moyens efficaces de défendre ce pays, et, de déterminer enfin S. A. R. l'archiduc à ce but salutaire, lequel manqué, il s'ensuivrait l'invasion de l'Italie et la prolongation de la guerre » (4).

Il pensait que l'Angleterre pourrait y concourir, après la prise de Bastia, en envoyant dans la péninsule les forces anglaises occupées dans l'île, 2.000 hommes et 300 chevaux, ainsi que 6.000 Napolitains à sa solde. Sans parler du peu de valeur militaire de ces dernières troupes, il était peu probable que la cour de Naples consentît à s'en priver, lorsqu'une révolution venait d'éclater dans ses états, et elle avait saisi ce prétexte pour ne pas consentir à la demande de secours que l'Empereur lui avait adressée. Tout l'appui que l'Angleterre pouvait prêter à la cause commune, se réduisait donc à ce faible secours, car, même avec sa flotte maîtresse de la mer, elle prétendait ne pouvoir interrompre actuellement les convois français le long des côtes, ni même transporter les 6.000 hommes, parce que l'escadre n'était composée que de gros navires. Pour y réussir, il lui était nécessaire d'occuper un port sur le littoral et incidemment, comme étant « une idée à lui », M. de Trevor demandait « s'il était faisable » que les troupes de terre autrichiennes se rendissent maîtresses de Savone. L'occupation de cette ville aurait décidé la question

(1) Archiduc à l'empereur, Supplément, 4 mai, page 59.
(2) Le roi à l'archiduc, 5 mai, page 420.
(3) Archiduc à l'empereur, Supplément, 6 mai, page 60.
(4) Gherardini à Thugut, 7 mai, page 436.

génoise ; l'Autriche aurait donc risqué une démarche aussi grave pour un appui hypothétique.

Comme toujours le prince se contentait de répondre qu'il ferait part de ce projet au général Wallis, et il le priait de venir en conférer avec lui (1).

La réponse de l'archiduc était prise à Turin pour une fin de non-recevoir, ce qu'elle était réellement. Comme d'Hauteville l'expliquait à d'Albarey, l'archiduc avait bien consenti au principe « de ne pas séparer la défense des deux états » ; mais avec cette restriction, qui lui permettait de l'éluder en se retranchant derrière l'autorité du général de Wallis, « que pour le mode d'exécution et de mettre en pratique ce principe, cela dépendait de l'opinion et jugement des militaires ; de sorte, ajoutait le ministre, que si le général Wallis n'est pas d'avis de porter les troupes plus en avant vers le Mondovi et Ceva pour nous garantir de ce côté-là et relever les troupes que nous y avons sous les ordres du général d'Argenteau, nous n'aurons jamais assez de force à opposer à l'ennemi quand il tentera de pénétrer par les vallées, d'abord que la fonte des neiges qui est imminente en aura ouvert le passage » (2).

Comme piémontais, M. d'Hauteville prétendait que « la défense du Piémont et l'objet surtout de couvrir Turin étaient les points et les opérations principales d'où dependait le salut de la Lombardie et de toute l'Italie ». Il aurait voulu que tout le corps autrichien se rendît en Piémont ; trouvant même insuffisants les 18.000 ou 20.000 hommes dont il se composait (3), il réclamait que l'empereur le renforçât. Il était difficile que l'Autriche se prêtât à de telles prétentions, « l'Angleterre seule » pouvait l'obtenir ; aussi M de Front recevait-il pour instruction de s'entretenir à ce sujet avec lord Grenville pour qu'il insistât auprès du cabinet de Vienne.

Après leur succès de Saorge et quoique en possession du mont Saint-Bernard, les Français n'avaient pas continué leur offensive ni dans la vallée d'Aoste ni vers le sud, au grand étonnement des Piémontais qui croyaient « impossible maintenant de leur empêcher de pénétrer dans la plaine » (4) ; les esprits avaient eu le temps de se ressaisir à Turin. « On avait observé que l'ennemi, pour exécuter en forces sur un point ses attaques, avait toujours eu besoin de

(1) Archiduc à l'empereur, 10 mai, page 65.
(2) D'Hauteville à d'Albarey, 7 mai.
(3) D'Hauteville à de Front, 9 mai.
(4) D'Hauteville à de Front, 3 mai, page 409.

dégarnir ses autres positions », et on en avait déduit « qu'il n'avait pas encore le nombre d'hommes qu'on lui supposait » (1).

Tout semblait confirmer cette appréciation. Dans la vallée de la Stura, le général Zimmerman avait remporté un petit succès ; et du côté de Mondovi le corps de Garessio avait également rétrogradé de lui-même ; à la vérité on attribuait cette retraite à la crainte d'une opération du corps autrichien contre son flanc droit ; il était pourtant indiscutable que ce mouvement prouvait que nous n'avions pas de grandes forces dans cette partie, et qu'on les avait portées ailleurs (2).

Nos projets ultérieurs étaient inconnus, pourtant certains bruits s'étaient répandus d'après lesquels nous songions à nous rendre maîtres de Savone d'où partirait une offensive française vers Cairo et Acqui (3). Comme on croyait que nous avions subi de grandes pertes dans les journées du 27 et du 28, qu'aucun avis n'avait indiqué l'arrivée de renforts dirigés de Nice sur Ormea, on admettait que si l'armée française voulait réellement remonter les Bormida, elle était forcée de se renforcer avec des troupes prises dans les corps qui agissaient actuellement vers Saorge, ce qui éloignait tout péril immédiat pour Turin. Quoi qu'il en soit, il est certain que le 7 on avait repris confiance à Turin (4). En tout cas on ne nous donnait pas plus de 30.000 hommes au delà des Alpes, ce qui même était exagéré (5).

La défaite subie le même jour, dès qu'elle fut connue, causait une émotion d'autant plus violente qu'elle était plus inattendue. Au nom du roi, d'Hauteville s'adressait de nouveau à l'archiduc pour obtenir la marche du corps autrichien, et cela au nom de sa promesse « de ne pas séparer la défense du Piémont de celle des états de l'empire ». Cette mesure était d'autant plus urgente que la marche de d'Argenteau vers Coni livrait tout le pays entre les deux armées. « La province de Mondovi allait se trouver à découvert et en danger d'une irruption de la part des Français qui, pendant qu'on

(1) Gherardini à Thugut, 5 mai, page 436.

(2) D'Hauteville à d'Albarey, 3 mai.

(3) D'Hauteville à Cossila, 7 mai : « Ici il y a quelques bruits que les Français ont l'intention de se rendre maîtres de Savone et d'attaquer de là notre territoire vers Cairo et Acqui.

Cela aura certainement pour conséquence de nous obliger à une nouvelle division de nos forces ; mais jusqu'ici nous ne savions pas que le nombre des troupes de Nice se fût accru au point de leur permettre de les répartir entre tant de localités » (Traduction).

(4) Gherardini à Thugut, 7 mai, page 436.

(5) Negri, 5 mai, page 437.

leur disputerait le passage en avant de Coni pour les empêcher d'entrer dans la plaine, pourraient facilement s'y introduire du côté de Cherasco et s'avancer dans le cœur du Piémont, et pousser leur incursion jusqu'auprès de la capitale » (1). D'Hauteville aurait donc désiré que l'armée autrichienne vînt s'y placer ; sans son appui, il se donnait, « dès que l'ennemi entrerait dans la plaine, pour perdu ». En même temps, il priait les ambassadeurs anglais de faire de nouvelles démarches auprès du prince.

Le langage de de Vins n'était pas plus rassurant, « surtout pour la manière qu'il entrevoyait l'avenir » (2).

De son côté l'ambassadeur autrichien écrivait : « Le rapport envoyé au roi touchant les circonstances critiques où le général Colli se trouve est d'une nature très alarmante, parce qu'il y motive ses justes craintes, de ce que ses troupes découragées et presque débandées ne puissent soutenir les nouvelles attaques d'un ennemi qui paraît déterminé à pousser ses avantages avec des forces supérieures. Dans ce cas-là, il laisse entrevoir la nécessité de se jeter avec les débris de l'armée dans la place de Coni, abandonnant le pays à l'ennemi. »

Vers la vallée de la Vraita où l'on ne disposait que de miliciens et d'un bataillon de grenadiers, l'ennemi n'était pas moins menaçant, et « s'il avait réellement les moyens qu'on lui supposait de ce côté-là, il pourrait avancer sans obstacle et jeter l'alarme dans cette capitale » (3).

A l'ouest de la Bormida, les rapports annonçaient également l'arrivée de renforts français ; tandis qu'entre le 3 et le 7, M. de Girola rendait compte de l'évacuation de Garessio et d'Ormea (4), dès le 9, des renseignements venus de Vintimille signalaient le mouvement d'une partie du corps de Saorge sur Ormea ; réuni avec d'autres renforts, il devait constituer une armée de 25.000 hommes dont la mission serait de marcher sur la Lombardie en côtoyant le Montferrat (5).

Cette province allait donc devenir l'objectif direct de notre armée. A la veille d'être attaqué, le prince trouvait dans ce fait un nouveau motif de se refuser aux demandes qui lui seraient adressées.

(1) Hauteville à Revel, 9 mai, page 446.
(2) Archiduc à l'empereur, Supplément, 10 mai, page 65.
(3) Gherardini à Thugut, 10 mai, page 451.
(4) Girola à Thugut, page 437.
(5) Girola à Thugut, 15 mai.

Tous les efforts des envoyés anglais échouaient donc contre sa volonté bien arrêtée de garder en entier ses troupes pour la défense des états héréditaires.

Le 10 à 9 heures du matin, après avoir reçu la dépêche de d'Hauteville, M. Elliot et M. de Trevor demandaient une audience à l'archiduc. Celui-ci la leur ayant accordée, M. Elliot voulut lui remettre une note contenant « ce qu'il lui avait dit touchant l'intention du roi son maître pour contribuer à la défense de l'Italie et tout ce qu'il offrait à ce sujet ». Le prince lui observait, avant de l'ouvrir, qu'il n'était pas autorisé par l'Empereur à traiter avec lui, que par conséquent il ne pouvait la considérer « que comme de simple idée pour le bien de la chose, couchée par écrit par un simple particulier ». C'était là un prétexte ; en réalité, il avait voulu éviter de permettre à l'Angleterre, en cas de malheur, « de se croire acquittée envers le roi de Sardaigne des obligations qu'elle avait contractées dans son traité » et d'en rejeter « toute la faute » sur l'Autriche.

M. Elliot exposait ensuite « qu'il croyait l'invasion du Piémont immédiate, laquelle entraînerait puis celle de toute la Lombardie ; qu'il croyait donc que le roi de Sardaigne étant évidemment pas en état de plus défendre ses états, il fallait accourir avec nos forces aussitôt pour l'empêcher ».

L'archiduc convenait du principe, en ayant soin d'ajouter que la manière d'employer les troupes « le plus utilement et efficacement pour la défense de l'Italie dépendait des connaissances militaires sur lesquelles il devait se rapporter à M de Wallis » (1). Aussi M. de Trevor se rendait-il bien compte qu'il n'avait rien obtenu ; et en écrivant à M. d'Hauteville lui avouait-il son insuccès complet. « Je vous tromperais si je vous disais que nous aurions gagné la moindre chose sur lui, les mêmes assurances et professions générales ». Et l'approche du danger n'avait eu d'autre résultat que de paraître fortifier le prince « dans l'idée de la nécessité de concentrer ses troupes plutôt que de les séparer sur de nouveaux points » (2). Quant au général de Wallis, il refusait net de faire mouvoir le corps autrichien, et devant M. de Solar qui cherchait à savoir qu'elle serait sa décision, il se contentait de cette réponse laconique : « Oh bien, il y faudrait 30.000 hommes » (3).

(1) Archiduc à l'empereur, Supplément, 10 mai, page 65.
(2) Trevor à d'Hauteville, 10 mai, page 460.
(3) Solar à Hauteville, 11 mai, page 464.

A la prise du col de Tende, succédait toute une série de revers. Dans la vallée de Vraita, les Français étaient repoussés, mais dans celle de Luserne ils entraient à Mirabouc que le commandant nous livrait avec autant de facilité que M. de Saint-Amour nous avait cédé Saorge (1). On s'attendait d'autant moins à une attaque dans cette partie « qu'il y avait encore deux ou trois pieds de neige sur les cols que les Français avaient franchi pour venir surprendre les postes avancés de milices » qu'on y tenait, vu le manque d'autres troupes et la rigueur de la saison. On était réduit à envoyer à Pignerol un régiment de dragons et un bataillon de grenadiers, seule troupe disponible.

Tout un plan était alors arrêté de concert avec de Vins et les autres généraux ; très vraisemblablement ce devait être celui que Colli refusait d'exécuter et qui consistait à venir à Saluces ; nous en ignorons les détails ; mais on y faisait appel à l'armée autrichienne, car en le transmettant à l'archiduc, d'Hauteville lui écrivait : « Il serait toujours indispensable que l'armée impériale, sous les ordres du général Wallis, pût y concourir de la manière indiquée dans le mémoire ou de tout autre que l'on crût plus propre à couvrir au moins la ville de Turin en se rapprochant » (2).

Successivement tous les passages qui ouvraient l'entrée de l'Italie étaient tombés entre nos mains. « Toute la plaine de tous côtés était ouverte ». Il n'y avait plus de temps à perdre si l'on voulait décidément tenter quelque chose pour le Piémont. « Débarrassé enfin des trois ministres anglais », l'archiduc se rendait le 12 à Alexandrie pour conférer avec le général Wallis (3). Il décidait alors de placer un bataillon à Cherasco, deux bataillons à Alba, trois à Asti (4). Après ce mouvement, Coni étant fortement occupé par l'armée piémontaise avec un bon commandant, et Cherasco par l'armée autrichienne, il doutait que l'armée française osât déboucher en Piémont « pour n'être prise entre deux ou par derrière »(5). En réalité, l'archiduc était bien loin de posséder cette confiance dont il faisait preuve. D'ailleurs les généraux autrichiens désespéraient de résister aux Français. Colli écrivait : « Les troupes ne tiennent pas où on les place. L'ennemi se présente et aucune position n'est assez forte pour les faire tenir » (6) ; le général de Vins

(1) Gherardini à Thugut, 10 mai, page 451.
(2) D'Hauteville à l'archiduc, 11 mai, page 464.
(3) Archiduc à l'empereur. Supplément, 12 mai, page 68.
(4) Archiduc (ordre de mouvement), 14 mai, pages 488-489.
(5) Archiduc à Colli, 14 mai, page 487.
(6) Colli, lettre à Gherardini, 12 mai, page 491.

interrogé sur l'effectif du corps que le Piémont pourrait mettre en campagne répondait « que devant donner nécessairement les garnisons aux forteresses, il ne restait rien, aucune armée au roi de Sardaigne ». Tout le poids de la guerre, si ces rapports n'étaient pas exagérés, allait tomber sur le corps autrichien fort au maximum de 18.000 hommes. Actuellement nous avions toute liberté d'action pour nous concentrer et choisir le moment et le point où nous attaquerions. L'archiduc montrait à son neveu toute la gravité du péril.

L'ennemi « est maître de descendre dans la plaine toutes les fois qu'il le veut et que, se trouvant assez de forces réunies et de vivres, il jugera de l'entreprendre ». Tous les passages étaient praticables pour de petits corps, mais pour déboucher en Piémont, de l'avis de l'archiduc, l'armée française n'avait à choisir qu'entre deux grandes routes d'invasion, l'une par le col de Tende, l'autre par Savone et la Bocchetta suivant que son objectif serait Tortone ou Coni ; dans ce dernier cas, elle pourrait même pousser son mouvement sur Turin où elle comptait un nombreux parti, en laissant un corps de blocus devant Coni (1). L'armée autrichienne avait à surveiller ces deux directions; afin d'être à même de se réunir sur l'une ou l'autre, elle avait été disposée : l'aile gauche forte de six bataillons à Tortone, Acqui, Pozzolo, pour être à portée de la Bocchetta ; l'aile droite six bataillons à Asti, Alba, Ceva « pour être amenés dans le cas où l'ennemi s'approche à faire le siège de Turin ou de Coni ; de façon, qu'en outre, l'une ou l'autre aile, selon les mouvements de l'ennemi, puisse, étant portée en échelons, respectivement se renforcer » (2).

L'appui du corps autrichien était d'autant plus urgent que, le 13 mai, le mont Cenis était enlevé ; ce désastre augmentait encore « l'alarme et la consternation » à Turin ; dès lors, le Piémont « se trouvait entièrement cerné et livré à la merci » de l'ennemi « qui, instruit du manque d'un corps d'armée central capable de garantir ces environs pourrait, par des chemins détournés, et laissant les forts de Brunette et d'Exiles derrière lui, ravager toute la plaine jusqu'aux portes de Turin ».

Pour comble de malheur, la Sardaigne s'insurgeait, à la vérité aux cris de vive le roi, et dans la capitale même l'état des esprits inspirait des inquiétudes (3). Or, comme l'observait Mallet du Pan à la même époque, la guerre actuelle n'avait aucune « analo-

(1) C'est en effet ce que Laporte proposera le 9 juin.
(2) Archiduc à l'empereur, Supplément, 17 mai, page 69.
(3) Gherardini à Thugut, 17 mai, page 510.

gie avec les guerres antérieures où l'on était sûr de la fidélité des peuples. Que deviendrait une petite armée inférieure d'Autrichiens et de Piémontais ayant à combattre l'ennemi et les habitants qu'il aura mis en révolution ? » Le contre-coup d'une invasion française serait terrible sur les états d'Italie arrivés « à un tel point d'efféminations et si corrompus que la première insurrection provoquée et soutenue par l'ennemi, les dévorerait tous sans résistance ».

C'était une très fausse idée de croire que les Français hésiteraient à descendre dans la plaine ; l'intention de la Convention était formelle, 100.000 hommes allaient entrer en Italie. « Le Comité pousse si loin ses mesures, écrivait Mallet du Pan, qu'il a pris la peine de faire composer et distribuer à tous les officiers de l'armée des Alpes et de celle du Var un livret de 80 pages contenant les détails topographico-militaires et tous les chemins, sentiers, rochers, postes, montagnes, cols, gorges, avec des instructions et un commentaire sur chaque point.

« Une personne qui a lu ce recueil ne revenait pas de sa surprise à la vue des particularités inconcevables dans lesquelles sont entrés les rédacteurs.

« Tous les officiers ont eu ordre d'apprendre ce catéchisme (1). »

Pour faire face à toutes ces obligations, l'armée piémontaise, de 25.000 hommes, était tombée à 15.000 « fatigués et découragés » (2). Aussi, le 16, Revel recevait-il mission d'obtenir « un rassemblement de troupes plus à portée de Turin que ne l'était Coni, ou du moins que l'on eût le camp des Autrichiens à telle distance des deux villes qu'il pût se porter en égal nombre de marches vers celle qui serait menacée » (3).

Enfin, M. de Saint-Marsan se rendait à Milan pour demander l'envoi de deux bataillons de troupes autrichiennes destinés à assurer la tranquillité de la capitale (4) ; en même temps, on rappelait du camp du Bourg le bataillon autrichien qui y était placé.

Le général Wallis consentait à envoyer deux bataillons de grenadiers jusqu'au 28 à Moncalieri ; pour tout le reste il était intraitable. Revel ne laissait aucun doute au roi. « Vainement espérait-on que les Autrichiens sacrifieraient le moindre intérêt, le plus éloigné pour eux, le plus pressant pour nous, si ces intérêts sont en opposition » (5).

(1) Mallet du Pan, 16 mai, page 507.
(2) Gherardini à Thugut, 14 mai, page 491.
(3) Hauteville à Revel, 16 mai, *Mémoires de Thaon de Revel*, page 211.
(4) *Mémoires de Thaon de Revel*, page 211.
(5) Revel à Hauteville, 18 mai, *Mémoires de Thaon de Revel*, page 212.

Le 20 mai, l'archiduc recevait des instructions de l'Empereur ; elles l'assuraient qu'il avait justifié sa confiance par la conduite prudente qu'il avait tenue.

L'Empereur prenait facilement son parti de notre mouvement par Vintimille, et le colonel Simbschen avait certainement eu raison de douter que l'occupation de ce point eût rendu « impossible » l'entrée des Français en Italie. Il approuvait le refus de l'archiduc de détacher en Piémont des troupes du corps autrichien. Accordant plus de valeur aux places de cette région qu'elles n'en méritaient, il supposait que leur résistance aux Français procurerait le temps « de réunir des forces assez considérables pour les attaquer dans la plaine ».

Au point de vue militaire, l'empereur avait certainement raison de persister à tenir son corps réuni, de prescrire de ne le faire agir qu'en masse, et, comme il l'écrivait à son oncle : « C'est dans ce sens qu'il semble de la propre connaissance et du véritable intérêt du roi de Sardaigne que mon corps d'armée de Lombardie ne soit point éparpillé, mais qu'il reste toujours en mesure de se rassembler d'un moment à l'autre, pour que, dans un cas pressant et imprévu, il soit susceptible de faire un grand effort ; pendant que, si mon corps d'armée de Lombardie se trouvait affaibli par les détachements qu'on aurait faits en Piémont, et que les Français pénétrassent en même temps par la route de Savone ou par celle de la Bocchetta, non seulement mon duché de Milan, mais toute l'Italie serait exposée aux plus grands risques et à des malheurs incalculables ».

Ce passage est bien explicite, bien précis, pourtant un peu plus loin l'Empereur s'exprimait ainsi : « J'ajouterai encore que, quoique je vous aie prévenu, que mon intention était que mon corps d'armée ne fût point affaibli par des envois de détachements partiels dans le Piémont, il ne s'ensuit point que vous ne puissiez combiner les mouvements de mon corps d'armée de manière à fournir aide et appui à l'armée sarde, et venir même à son secours par quelque opération plus efficace, dans le cas d'une grande et urgente détresse dans le Piémont ; sans toutefois jamais perdre de vue la nécessité de s'occuper, préférablement à toute chose, de la sûreté de mes provinces de Lombardie, de ne les exposer un seul instant au danger de quelque invasion du côté de la Rivière de Gênes, ni d'éparpiller mon corps d'armée de façon qu'il ne puisse se réunir d'un moment à l'autre, afin d'agir en masse, selon que la conjoncture et le bien de mes intérêts pourraient l'exiger » (1).

(1) L'empereur à l'archiduc, 9 mai, Supplément, page 64.

Il était impossible de remplir à la fois les deux conditions de secourir le Piémont et de couvrir la Lombardie avec un corps de 18.000 hommes.

Pour se protéger contre toute menace d'invasion par la Bormida, l'empereur se déclarait prêt à violer la neutralité génoise, et il ordonnait à son oncle de lui rendre compte des avantages que présenterait l'occupation de Savone. « Il semble, écrivait-il, qu'il ne saurait plus guère rester pour nous de sujet d'appréhension du côté de la Bocchetta, parce que Savone barrerait par terre le passage de la Corniche de Gênes à l'ennemi, et que, par mer, il ne paraît pas que, vu la présence ou la proximité des escadres combinées, des transports ou débarquements considérables de troupes ou d'artillerie soient à craindre ». Rassuré de ce côté « on serait d'autant plus à portée de concerter par la suite avec l'armée sarde une entreprise commune pour déloger l'ennemi du comté de Nice ».

Au cas où l'archiduc jugerait à propos l'occupation de Savone, il la ferait précéder d'une proclamation destinée à rassurer les habitants; aucune troupe piémontaise ne devait être comprise dans le corps qui entrerait sur le territoire de Gênes (1).

Cette instruction confirmait donc les précédentes ; dès sa réception, l'archiduc assurait à l'Empereur qu'il aurait soin d'une part de veiller à ce qu'un soulèvement n'éclatât pas à Turin, de l'autre, à « ne jamais abandonner le principe que Sa Majesté daignait elle-même lui rappeler, de ne pas éparpiller, ni diviser le peu de forces » à sa disposition (2). D'ailleurs, il montrait beaucoup de fermeté dans toute cette crise; le 17, il représentait à l'Empereur, comme c'était son devoir, la nécessité de lui expédier des renforts s'il ne voulait pas que l'ennemi pût se rendre maître du Piémont et augmenter ses forces de toute la population de ce pays, mais en même temps il le rassurait sur l'imminence de cette invasion. « Pour le moment, je ne crois pas encore l'ennemi en force de troupes, ni de vivres, pour tenter d'abord l'entrée dans la plaine, se contentant d'avoir tous les passages forcés à sa disposition et à faire quelques courses pour piller; mais voulant augmenter ses forces, il n'y aura rien qui puisse l'arrêter dans quelques semaines d'ici » (3). Le 20, il lui répétait que les Français devaient plus compter, pour envahir le Piémont, sur une révolte de Turin que « sur leurs propres forces, non encore suffisantes » (4).

(1) L'empereur à l'archiduc, 9 mai, pages 61-65.
(2) Archiduc à l'empereur. Supplément, 20 mai, page 71.
(3) Archiduc à l'empereur. Supplément, 17 mai, page 69.
(4) Archiduc à l'empereur. Supplément, 20 mai, page 72.

A Turin, on était loin de montrer une telle assurance. Le roi avait bien témoigné le désir que les princes et princesses de sa famille se retirassent à Alexandrie. En ce qui le concernait personnellement, il hésitait sur le parti à adopter. Sa première intention avait été de prendre le commandement réel des troupes, mais on ne pouvait réunir « un corps d'armée suffisant pour être commandé par lui avec dignité » ; et s'il quittait Turin, « il avait de bien justes raisons pour douter de la fidélité de ses habitants ».

Aussi, déclarait-il, le 16, « aux princesses royales, qu'elles devaient s'en aller pour ne pas risquer d'avoir les toits de leurs palais sur la tête, mais que quant à lui, il était décidé de s'ensevelir sous les ruines » (1).

Le corps diplomatique lui-même, « extrêmement alarmé de l'approche des Français et du peu de résistance que l'armée sarde opposait à leurs progrès », interrogeait l'ambassadeur d'Autriche sur la conduite qu'il suivrait « si la ville de Turin était menacée encore de plus près », et annonçait l'intention de se régler d'après lui. M. de Gherardini s'adressait à de Vins ; celui-ci, au lieu d'affecter la plus grande confiance pour remonter les esprits, lui communiquait la réponse qu'il avait adressée le 14 mai à l'archiduc, et où il démontrait que douze mille hommes étaient nécessaires pour tenir la place, que ce corps une fois fourni, il ne lui resterait « aucun moyen de réunir une armée d'observation sans le secours de laquelle la place ne pouvait pas être défendue » ; il ajoutait enfin « qu'en conséquence, aussitôt que l'ennemi déboucherait dans la plaine, il comptait de se retirer » (2). Cette réponse, dont on ne peut douter, était extraordinaire dans la bouche d'un généralissime ; il semble qu'elle aurait dû provoquer immédiatement le rappel de celui qui l'avait tenue.

L'archiduc, en la transmettant à son neveu, se contentait de dire : « J'avoue que je ne comprends plus rien à la conduite ni aux rapports et aux discours de de Vins dont celui-ci n'est ni à propos ni fort encourageant » (3).

M. de Gherardini s'adressait alors à d'Hauteville qui ne s'expliquait pas « d'une manière précise et décidée ; mais il faisait seulement sentir que le roi ne voudrait jamais être séparé du corps diplomatique », et qu'il prendrait toutes les précautions nécessaires pour veiller à sa sécurité.

(1) Gherardini à Thugut, 17 mai, pages 510-512.
(2) Gherardini à Thugut, 22 mai, page 542.
(3) Archiduc à l'empereur, Supplément, 24 mai, page 73.

A la suite de cette réponse évasive, plusieurs ambassadeurs faisaient démeubler leurs maisons, mesures « qui augmentaient la consternation dans la ville ».

Une partie de la population était assez mal disposée, et l'on n'était pas « sans inquiétude sur l'esprit qui animait la milice bourgeoise » forte de 3.000 hommes ; celle-ci était certainement très fortement travaillée par les émissaires de Tilly (1). A différentes reprises, on trouve des traces des rapports qui unissaient les clubs révolutionnaires avec les agents de la France, sans que l'on puisse préciser ni l'importance de leurs menées ni connaître les résultats obtenus (2). L'approche des Français augmentait naturellement leur audace, et le mécontentement contre le gouvernement qui n'avait pu protéger le pays de l'invasion, était très propre à leur procurer des adhérents. Brusquement des lettres interceptées permettaient de saisir une trentaine d'individus « en correspondance avec l'ennemi ». Au début le gouvernement piémontais s'efforçait de cacher l'importance de cet événement ; il soutenait « que par toutes les dépositions des prisonniers, il n'en résultait pas encore un complot ou une trame formée avec un plan quelconque, mais seulement que les Français avaient un grand nombre de partisans dans le pays, et que l'on pouvait tout craindre des intelligences qu'ils y entretenaient ». Du reste, tous les rapports, même de l'extérieur, s'accordaient à dire que le but des conventionnels était de s'emparer de Turin « par trahison et par tous les moyens possibles » et qu'ils comptaient « s'en faire une place d'armes et un point central de ralliement pour assurer la conquête de l'Italie ». Leur plan était de provoquer un soulèvement intérieur et de s'avancer ensuite de tous côtés sur le Piémont (3).

Bientôt le gouvernement piémontais était forcé de reconnaître qu'il y avait eu réellement complot. Le comte Brozolo interrogé par l'ambassadeur autrichien qui avait désiré connaître le plus ou moins de vérité des bruits qui couraient en ville, lui donnait les renseignements suivants. Un des principaux chefs de la conjuration, l'avocat Chantel, inquiété par les recherches de la police, avait écrit à Robespierre jeune pour le mettre au courant

« Il lui marquait que s'il ne hâtait pas l'attaque, selon qu'il avait été concerté, des postes piémontais, tout allait se découvrir : qu'il

(1) Gherardini à Thugut, 22 mai, page 442.
(2) Masséna aux représentants, 11 mai, page 469. Lettre jointe à une dépêche de Tilly, 8 mai (A E, Gênes, 168, 114), Tilly à Buchot, 21 juin (A E, Gênes 168.)
(3) Gherardini à Thugut, 24 mai, page 557.

venait de voir l'armée du général Colli détruite et découragée : que la place de Coni pouvait se prendre avec un coup de main, et n'était pas encore en état de défense, particulièrement dans deux endroits qu'il marquerait : qu'à Turin, on n'attendait que le mouvement des patriotes pour se soulever, et que tout était prêt pour seconder leurs démarches et agir de concert ».

Cette lettre avait été saisie, et à la suite des arrestations qu'elle avait amenées, on avait pu se rendre compte du plan général des conjurés et les distinguer en trois classes :

« La première, conduite en grande partie par le susdit Chantel, était chargée de la direction politique du plan, et devait livrer le pays à l'ennemi pour être ensuite mise à la tête du nouveau régime français.

« La seconde, destinée à l'exécution des mesures et des violences nécessaires, devait avoir pour chef le secrétaire du bureau des affaires étrangères, Dufour, qui passait [pour être] d'intelligence avec la première.

« La troisième était composée de coquins pusillanimes qui, sans oser se montrer, attendaient en silence l'arrivée de l'ennemi pour profiter du trouble et du désordre.

« Il avait été concerté par Chantel et ses compagnons que le feu aurait été mis au grand magasin à foin qui est dans l'intérieur de la ville, à côté de la citadelle, vers la porte Susine, afin que la fumée pût être remarquée sur les hauteurs de Suse, occupées par l'ennemi ; qu'on aurait aussi incendié quelques théâtres pour occuper et diviser la garnison ; que dans le même temps un gros corps de conjurés aurait foncé sur la garde et se serait emparé de l'arsenal où ils s'étaient déjà ménagé des intelligences avec des artilleurs gagnés à cet effet, et qu'il se serait porté ensuite aux prisons pour délivrer les malfaiteurs » (1).

Le parti révolutionnaire piémontais n'hésitait donc pas à faire appel à l'étranger au moment où il était du devoir de tout citoyen de se serrer contre son gouvernement pour le repousser ; et, avec une juste tristesse, le roi pouvait dire au corps diplomatique « qu'il était bien cruel de ne pas avoir seulement les Français à craindre, mais d'être obligé de se défier de ses sujets et de la fidélité de sa capitale ...qu'il pouvait réellement dire qu'on marchait sur une mine » (2).

Bientôt on se rendait maître du mouvement ; le 31, l'archiduc

(1) Gherardini à Thugut, 28 mai, page 599.
(2) Gherardini à Thugut, 31 mai, page 611.

pouvait faire rentrer à Asti les deux bataillons de Reiski dirigés sur Turin ; il était d'autant plus important d'arrêter toute insurrection que les progrès de Masséna vers le Mondovi devenaient chaque jour plus inquiétants. Aussi lorsque l'archiduc faisait part au général Wallis du projet de l'Empereur d'occuper Savone, celui-ci, très sagement, l'en dissuadait en observant : 1° qu'au moment où l'Empereur avait témoigné cette intention, il ignorait que l'ennemi était maître de toutes les montagnes; 2° « que ceci pour le moment, et jusqu'à ce que la vraie force des Français et leurs points d'attaque soient connus, se rendait dangereux, puisqu'une fois employée, la troupe qui, malheureusement n'est pas nombreuse de ce côté-là, si entre temps les Français formaient une attaque vers Turin ou dans la plaine », la troupe... ne serait « plus à temps de les attaquer pour couvrir la Lombardie » (1).

Outre la question des secours militaires, le Piémont avait également réclamé l'appui de l'Autriche dans ses différends avec la République de Gênes.

L'apparition des troupes autrichiennes sur les confins de l'état de Gênes avait fait supposer aux Français que leur intention était de préparer un mouvement contre Savone. Pour s'y opposer, Tilly adressait le 14 mai des représentations très énergiques au gouvernement génois ; et il lui remettait un mémoire (2) où il réclamait l'assurance que Gavi, Savone et la Spezzia seraient défendues « à toute extrémité », et où il se plaignait des rassemblements de corps alliés sur les frontières de l'état de Gênes.

Le 24 mai, M. de Girola prévenait que ces remontrances avaient produit leur effet et qu'on paraissait en tenir compte.

« Je viens maintenant ajouter qu'il y a lieu de croire, si le bruit public se vérifie, que le ministre de France, Tilly, a fait savoir d'une façon énergique que s'il n'arrive pas promptement des munitions et de tout en suffisance, pour le cas d'attaque, aux deux forteresses de Savone et de Gavi, il s'occuperait d'y pourvoir, motif pour lequel le dit gouvernement a déjà expédié quelques nouveaux corps de troupes à Savone ; mais si le dit ministre craignait que les susdits forts, malgré les renforts qu'on leur a donnés, ne soient pas suffisamment garantis, je ne sais dire quelle suite pourrait avoir la déclaration qu'il a faite.

« Pour augmenter les soupçons que l'on s'est formés de quelques

(1) Archiduc à l'empereur, Supplément, 31 mai, page 73.
(2) Tilly au comité de salut public, 16 mai. Supplément, page 110. Le mémoire manque.

nouveaux projets des Français sur la rivière du Ponent et même sur Savone, le commandant de Loano est passé les jours derniers à Finale pour reconnaître la chaussée qui, de la localité de Saint-Jacques, se dirige vers le Piémont, notant tout au crayon et prenant sur ce passage les plus minutieuses informations auprès des habitants. Ensuite il s'est transporté à Savone sans qu'on sache dans quelle intention » (1).

Le gouvernement génois ne s'en tenait pas à ses mesures de précaution ; il transmettait à Turin le mémoire de Tilly, et il réclamait des explications sur les mouvements de troupes dont s'était plaint l'envoyé français.

Cette démarche avait de quoi surprendre ; il était certainement « très étrange », de la part de la République de Gênes, de demander au Piémont « raison et explication » de dispositions adoptées sur « son propre territoire » pour se protéger contre l'armée française, alors que nos troupes vivaient sur l'état de Gênes, et que ses habitants nous fournissaient des vivres en abondance. Avant de prendre un parti, M. d'Hauteville jugeait nécessaire de s'entendre avec l'archiduc, d'autant plus « que les magasins et les travaux aux chemins dont il était question dans le mémoire du gouvernement de Gênes regardaient précisément le fait des troupes impériales du côté du Cairo » (2). En même temps il cherchait à exciter l'Angleterre contre la République, en chargeant son ambassadeur de rappeler à lord Grenville toutes les insultes qu'elle avait reçues de cet état (3).

L'archiduc refusait de commencer à laisser passer les négociations avec Gênes par le ministre de Turin ; au cas où la République voudrait avoir une réponse, elle devrait s'adresser « directement » à Milan, et celle « qu'il proposait de donner au ministre à Gênes, ne déclarait nullement les possibles futures intentions » de l'Autriche (4).

(1) Girola à Thugut, 24 mai. Traduction.

(2) Hauteville à l'archiduc, 30 mai, Supplément, page 112. La note remise par l'envoyé de Gênes manque.

(3) Hauteville à de Front, 24 mai.

(4) Archiduc à l'empereur, Supplément, 3 juin, page 75. La lettre de l'archiduc à d'Hauteville manque.

CHAPITRE X

I. Dispositions militaires adoptées par les Piemontais pendant le mois de mai. — Mesures prises par le roi.

I

Le général Colli, dont le calme ne s'était pas démenti dans cette crise, avait été presque découragé par la perte du col de Tende. « Les troupes ne voulaient aucunement se battre » malgré l'exemple qui leur était donné : lui-même l'écrivait avec tristesse : « il avait risqué bien des fois de se faire tuer à pure perte » (1).

Il offrait sa démission au roi qui la refusait. Auprès de l'archiduc, il avait dû également être vivement attaqué et sentir le besoin de se défendre, puisque le prince l'assurait qu' « il n'avait pas besoin d'apologie » : il lui témoignait son entière confiance et lui déconseillait d'abandonner le commandement. « Je ne vous réponds pas sur le dernier article de votre lettre, persuadé que quelque puisse avoir été votre chagrin des revers essuyés, votre zèle et empressement pour le service et la cause à laquelle vous avez déjà rendu d'utiles services vous feront justement continuer à penser de même » (2).

La défaite de Tende rendait [illegible] nécessaire la concentration des forces [illegible] sur une position d'où elles pourraient s'opposer au débouché des Français par le col de Tende ; en conséquence le roi [illegible] au général Zimmerman de se replier sur Démonte et au général d'Argenteau de [illegible] l'armée de Colli avec le corps [illegible] au Mondovi (3). [illegible] que d'Argenteau [illegible]

(1) Colli au marquis [illegible]

(2) Archiduc Ferdinand à Colli [illegible]

(3) Le roi à Colli [illegible]

tre où Colli lui annonçait son échec (1). Ce mouvement était très rationnel ; au lieu de couvrir tout l'espace de terrain entre Ceva et Démont par un long cordon, on préférait réunir à un point central la masse des forces. D'autre part la cour de Turin n'ignorait rien des ordres de l'Empereur. Il semble donc que la cause déterminante de la concentration des forces piémontaises n'a pas été « l'espoir de déterminer les Autrichiens à s'avancer pour défendre l'avenue du Tanaro » (2), comme l'a cru M. de Malaussena, ou du moins ce n'en a été qu'un motif accessoire.

Le général Dellera recevait le commandement des troupes demeurées à Ceva et des milices restées à Frabosa.

En même temps, on songeait à faire appel à la levée en masse. L'exemple des Français avait prouvé ce qu'on pouvait en obtenir ; mais à cette époque on ne s'était pas encore rendu compte que ces levées n'avaient produit de résultat qu'encadrées. On se préoccupait uniquement de réunir la plus grande quantité d'hommes possible et d'obtenir un résultat par la masse. A cet effet, on faisait marcher des hommes non pourvus de fusils, n'ayant que des fourches, de grands bâtons ou bien des sabres. « On ne les exposera pas autant au feu de l'ennemi, disait l'instruction, et cependant ils feront le nombre qui en impose, se donneront mutuellement courage et serviront à battre l'ennemi ; après quoi, les hommes non armés de fusils prendront ceux laissés par les morts et les prisonniers ».

C'était se préparer un échec ; dans cette masse non enregimentée, il suffisait d'un lâche pour produire une débandade.

En conséquence, par un édit en date du 9 mai, il était prescrit à tous les habitants du Piémont capables de porter les armes de « se tenir prêts à marcher au premier avertissement du tocsin ». A ce signal, ils devraient se présenter munis de fusils et de munitions de guerre pour quatre jours ; ces rassemblements seraient commandés par des officiers choisis à cet effet (3). Une instruction spéciale réglait la conduite à tenir par ces officiers. M. de Malaussena trouve qu'elle contenait « des injures atroces contre les Français ». Nous ne pouvons partager cet avis ; pour enflammer le peuple, il était bon de lui rappeler « les traits de bravoure dus à des milices dans la partie des états royaux occupés par les Français » ; de lui faire « sentir la terreur qu'inspiraient aux Français ces milices et le res-

(1) Voir page CCCLXXXII.
(2) Malaussena, *Journal historique*, page 67.
(3) Edit du roi, 9 mai, page 444.

pect que l'ennemi lui-même avait toujours manifesté pour leur courage en épargnant leur famille et leur propriété, et en s'attaquant de préférence à ceux qui n'avaient pas combattu » ; de lui montrer les maux de la France à l'intérieur. Entre diverses prescriptions, comme on ne pouvait procurer des armes à tous, il était particulièrement recommandé de ne mettre au premier rang que des hommes armés de fusils, et de veiller à ce que l'on marchât « bien serré et uni » (1).

Les avis différaient sur le parti à prendre immédiatement; le général de Vins aurait été d'avis de s'établir entre Coni et Saluces surveillant les vallées de Vraita, Maira et Grana, tandis que les Autrichiens seraient venus entre Mondovi et Fossano. C'était là évidemment une mesure extrême, et comme l'observait M. de Malaussena, elle « pouvait tout au plus convenir si l'ennemi eût agi décidément sur le Piémont par une invasion rapide en commençant à dégorger par les vallées des Alpes; alors il était utile de porter des troupes à leurs débouchés, d'autant plus qu'on les rapprochait de la capitale qui en était dégarnie » (2). Autrement, cet abandon de terrain, sans y être forcé, était un nouvel encouragement pour les Français à se porter en avant, puisqu'on leur accordait toute facilité d'utiliser la route du col de Tende pour attaquer Coni. Le général Colli avait rapidement repris son sang-froid et, dès le 10, il se jugeait « dans une position à l'abri de toute insulte » (3) ; voyant que les Français ne le poursuivaient pas, il décidait d'établir le gros de ses forces dans un camp à Borgo San Dalmazzo.

Le marquis de Costa en a expliqué les avantages dans une conférence faite en 1798 aux officiers d'état-major piémontais. « Le camp fait tête aux débouchés de la Vermegnana et du Gesso. La droite s'appuie à Démont, la gauche à Coni. Il est couvert sur son front par les eaux du Gesso dont les bords sont généralement escarpés ; il a sa retraite par les ponts de la Stura dont la rive gauche présente encore une disposition très avantageuse aux troupes qui se verraient forcées d'abandonner la première. La droite du camp s'étend sur des crêtes rocailleuses d'une défense aisée, la gauche se prolonge jusque sous le canon de Coni en suivant les bords des encaissements des marais du Gesso ; le climat y est très doux, les eaux saines et abondantes. Tout ce qui peut contribuer au bonheur

(1) Instruction donnée aux officiers chargés de commander les milices page 607.
(2) Malaussena, *Journal historique*, pages 67-68.
(3) Argenteau à Colli, 10 mai, page 459.

de la troupe s'y réunit » (1). Malheureusement les forces mises à la disposition du général ne correspondaient pas à son étendue, elles s'élevaient à 9.010 hommes pour le corps de Colli, à 2.997 pour celui de d'Argenteau, plus 1.060 milices (2). Quant à la garnison de Coni, elle devait être composée de quatorze bataillons : un de Montferrat, deux de Sardaigne, deux d'Oneille, deux de Mondovi, deux d'Asti, deux de Pignerol, deux de Peyer im Hof, un de Christ. Parmi ces corps Pignerol et Asti faisaient partie de l'armée de Colli (3).

La fermeté du général Colli lui fait d'autant plus d'honneur, qu'à mesure que les revers se produisaient, le roi, ne sachant où trouver des troupes, faisait appel à son corps ; le 10 à la suite de la prise du fort de Mirabouc, il lui avait « réitéré » cette demande (4), et le même jour, le régiment de Nice partait pour Saluces (5).

Il n'entrait pas dans les intentions de Colli « de risquer une action décisive », et en restant dans sa position actuelle, il ne pouvait « l'éviter si on l'attaquait » (6) ; tout dépendait des résolutions des Français ; continueraient-ils ou non leur mouvement en avant ? aussi prenait-il le 10 des dispositions pour opérer de suite la retraite. Tous les matins l'armée serait prête à prendre les armes ; au signal de trois coups de canon, toute la cavalerie monterait alors à cheval ; le 11, l'armée était avertie d'être « prête à marcher au premier ordre » ; en cas de retraite, les bagages suivraient la grande route de Coni, dépasseraient la ville et se placeraient dans les prairies sur la gauche de la Madone del Olmo (7).

En attendant, Colli faisait camper son armée autour du Bourg en cantonnant quelques bataillons dans cette localité. Il est impossible d'indiquer les emplacements qu'ils occupaient alors, mais vers la fin de mai les régiments du corps de Colli étaient rangés dans l'ordre suivant : au pont du Gesso, un bataillon de chasseurs avec deux pièces de canon pour le défendre. A droite et tout près du village, face au pont, sur la colline, le régiment de Piémont, un bataillon de Christ, le régiment des gardes, un bataillon de grenadiers d'Andezene, un bataillon de chasseurs de Colli. Il fallait trois heu-

(1) Costa, conférence, page 247.
(2) Arch. de Breil, pièce 111. M. de Malaussena donne un total de 13.319 *Journal historique*, page 69.
(3) De Vins, 25 mai, page 568.
(4) Le roi à Colli, 10 mai, page 460.
(5) Colli (ordre), 11 mai, page 466.
(6) Le roi à Colli, 11 mai, page 462.
(7) Colli (ordres), 11 mai, page 466.

res pour parcourir cette ligne « car c'était toujours en montant, de sorte que Christ dominait Piémont et était dominé par le camp des gardes qui, à son tour, l'était par celui des grenadiers d'Andezene; ceux-ci étaient plus bas que Montferrat et les chasseurs de Colli campés plus haut que ce dernier ». Tout ce front était couvert par des ouvrages, une redoute était à l'entrée de Borgo San Dalmazzo, une pièce de 16 et deux de 8 battaient la route de Roccavion ; une autre redoute appuyait la droite de la ligne au Tiracul.

A la gauche du village s'étendaient de la droite à la gauche, le bataillon de grenadiers des nouveaux régiments face au Gesso et aux hauteurs de Roccavion, les grenadiers Dichat, le régiment de Belgioso, les grenadiers de la Chiusa, les grenadiers royaux ; en seconde ligne sur le chemin de Démont, les dragons de Chablais et d'Aoste.

En avant du front deux gardes étaient établies à la Dormiosa et au mont Cucchetto ; elles furent d'abord (1) fournies par les régiments de ligne puis par les chasseurs. Roccavion était occupé par les chasseurs de Canal et une compagnie du corps franc (2); Valdieri, par deux compagnies de chasseurs avec le marquis Colli ; au cas où l'ennemi s'avancerait en force, il se replierait ou sur l'armée ou sur Démont (3).

En même temps, Colli ordonnait à Argenteau de venir s'établir à la Torre de Pesio. En conséquence, dans la nuit du 10 au 11, le régiment d'Acqui, établi à Casotto, le corps franc, la compagnie d'Oneille et toutes les troupes placées au Carnin et à la Chartreuse de Pesio se rendaient à la Chiusa. Le 11, à 11 heures du matin, le corps se mettait en marche par demi-peloton sur la grande route de Coni en passant par Beinette, dans l'ordre suivant : avant-garde, dragons de Stab, grenadiers Strassoldo et deux canons, 1er bataillon de grenadiers piémontais, 2 pièces de 4 piémontaises, régiment d'Aoste, un obusier, bataillon de Mondovi et chasseurs, régiment d'Acqui et chasseurs, corps franc, compagnie de chasseurs d'Oneille ; à l'arrière-garde, un peloton du régiment de Stab.

A une petite heure de Beinette, le corps se formait sur deux lignes à cheval sur la route à hauteur de Spinetta ; en première : les grenadiers Strassoldo, tous les grenadiers piémontais, le régiment d'Aoste et la cavalerie aux ailes ; en seconde : Mondovi, Acqui et les Croates ; le quartier général était à la Torre de Pesio. Le 12, les

(1) *Journal* d'un officier du régiment des gardes, pages 180-182.
(2) Colli (ordres), 11 mai, page 466.
(3) Colli au marquis Colli, 10 mai, page 479.

chasseurs de Mondovi s'établirent en avant-poste à Peveragno ; ceux d'Acqui à Beinette (1).

Cette disposition couvrait la gauche de Coni ; le 12, Colli la modifiait ; il prescrivait à d'Argenteau de placer son infanterie à deux portées de canon de la ville de Coni ; et d'envoyer le bataillon Strassoldo au couvent de Beato Angelo, pour surveiller la rive gauche du Gesso, tandis que le régiment de chevau-légers campait à la droite de la grande route au couvent de Saint-Roch. Cette disposition avait pour objet de couvrir la retraite des équipages et de l'artillerie qui s'opérerait par la grande route. A droite de la cavalerie, les grenadiers de la Chiusa, retirés de Roccavion, se plaçaient entre le Gesso et la Stura de manière « à protéger la retraite de la droite de l'armée par le pont de Vignolo » (2). Il est impossible de découvrir le but que se proposait Colli en ramenant le corps de d'Argenteau presque sous les murs de Coni, au milieu de canaux dont l'humidité lui causerait beaucoup de maladies et en campant sa droite près d'un magasin à poudre. Au contraire, d'Argenteau proposait de laisser sa cavalerie sur place avec un bataillon à la Spinetta ; d'établir les Croates et chasseurs vers Peveragno et Beinette et le reste de son infanterie à Saint-Angelo, dispositif qui couvrait bien mieux la grande route (3) et avait l'avantage d'embrasser plus de terrain. Ces propositions furent adoptées en partie ; le 1er bataillon de Mondovi se rendait au couvent de Beato Angelo le 14 mai ; le 15, il y était rejoint par le 2e (4).

Le général Colli avait d'autant plus de mérite de mettre à exécution son projet de tenir au camp de Borgo San Dalmazzo que, le 13, le roi « persistait à le changer ». Le major Marquetti était chargé d'aller en tracer un nouveau ; en même temps, on le pressait de diriger des renforts vers Saluces, à cause de nos progrès dans la vallée de Luserne (5) ; le 14, le régiment de dragons de Chablais s'y rendait (6).

Le danger que l'on courait du côté de l'ouest devenait chaque jour plus imminent ; le 13, le mont Cenis était enlevé ; le 16, le roi prescrivait alors de porter un régiment de cavalerie à Grugliasco et de lui expédier deux bataillons d'infanterie (7).

A la nouvelle de cet échec, le général Colli prenait ses disposi-

(1) *Journal* d'un officier du régiment de Mondovi, page 200.
(2) Colli (ordres), 12 mai, page 479.
(3) Argenteau, 12 mai, page 479.
(4) *Journal* d'un officier du régiment de Mondovi, page 201.
(5) Le roi à Colli, 13 mai, page 484.
(6) Colli (ordres), 13 mai, page 484.
(7) Le roi à Colli, 16 mai, page 505.

tions pour assurer sa retraite ; le régiment de Tortone allait camper près de la Madone del Olmo, à gauche du parc d'artillerie ; le régiment de Pignerol à la droite du couvent de Beato Angelo, à 300 pas en avant des redoutes de Coni ; en cas d'attaque, les régiments de Belgioso, de garnison et les grenadiers royaux viendraient défendre le Gesso, et les grenadiers de la Chiusa les soutiendraient si rien ne menaçait vers la Stura (1).

Pour obéir à l'ordre du roi, le régiment de Savoie-cavalerie se rendait à Grugliasco et celui de Tortone à Carignan (2).

En même temps, Colli invitait le général Dellera à ne pas se laisser abattre, à montrer de la confince. Il lui fallait « diminuer cette perte dans le pays et répandre que l'on avait quitté le mont Cenis pour attirer l'ennemi dans la plaine » ; et, « pour en imposer à l'ennemi », il lui ordonnait de diriger de forts détachements sur Casotto (3).

L'aile gauche du corps piémontais était moins menacée que la droite, puisque les bataillons autrichiens, quoique placés en seconde ligne à Alba, Asti, Cherasco, la soutenaient en partie.

Le 12, le général Dellera avait pris le commandement de la province de Mondovi (4) ; à l'exception de la levée en masse, il n'avait aucune autre troupe à sa disposition que deux compagnies de réserve (5) et la garnison de Ceva. Celle-ci avait été fixée à 750 hommes ; il en manquait 260 pour atteindre ce chiffre. Le camp retranché réclamait 2.500 hommes pour sa défense, à savoir : 800 pour Testa Nera, 1.200 pour Faya et Bayon plus un peu de réserve ; d'après une note du colonel Humburg, il y avait un déficit de 237 hommes (6). Cette garnison étant liée à la défense des retranchements, les milices constituaient en fait la seule force réelle à la disposition de Dellera ; d'après l'état, leur effectif s'élevait, pour la province de Mondovi, à 27.000 hommes, dont 7.000 armés (7), force importante à juger par le nombre, nulle en réalité par sa composition. Aussi réclamait-il quelques bataillons « pour réveiller le courage et le zèle des citoyens ». Ces renforts lui étaient indispensables,

(1) Colli (ordres), 16 mai, page 505. Ceci n'est pas clairement dit dans l'ordre qui s'exprime ainsi : « dès qu'ils verront l'ennemi s'avancer avec du canon sur la droite de leur camp, ils se rangeront le long de la même hauteur vers Coni ».
(2) Colli (ordre), 17 mai, page 510.
(3) Colli à Dellera, 16 mai, 1 heure après midi, page 505.
(4) Dellera à Cravanzana, 12 mai, page 484.
(5) Malaussena, *Journal historique*, page 83.
(6) Note de d'Argenteau, page 577.
(7) Argenteau, 22 mai, page 549.

car, bien que ne nous croyant « pas de troupes en nombre suffisant pour progresser », on savait que nos forces avaient augmenté à Ormea (1).

Le 16, les miliciens placés à Casotto s'étant repliés dès notre « apparition », il revenait encore sur l'urgence d'avoir des troupes à sa disposition « pour les répartir dans les divers postes et encourager les milices; sans quoi, ajoutait-il, je ne vois pas trop quel profit on pourra tirer de ces derniers »; certains habitants songeaient même à se rendre aux Français « sans offrir la moindre résistance, s'ils n'étaient secondés par des troupes » (2).

Le général d'Argenteau partageait également l'avis de Colli sur la nécessité de ne pas se replier avant d'y être forcé ; chaque jour de retard apporté à nos progrès avait le plus grand avantage puisqu'il retardait le siège de Coni et fournissait le moyen de renforcer cette place. Il avait vu avec regret une partie de son corps lui échapper ; aussi à l'annonce de l'arrivée des Autrichiens, proposait-il un vaste plan qui montre combien peu il se rendait compte du danger que courait alors le Piémont. Ce plan consistait à diriger 6.000 Autrichiens par Altare, le Cairo, le col de Saint-Bernard et la Piève pour enlever aux Français leurs magasins ; trois bataillons marcheraient de Ceva sur Garessio, tandis que d'Argenteau avec son corps attaquerait le col de Termini, Ormea et Viozene par Frabosa et la vallée d'Ellero. Argenteau se promettait le plus heureux succès de cette attaque combinée ; les motifs qu'il donne méritent d'être rapportés : « L'ennemi, qui ne peut être en force partout, se voyant pressé par le flanc, par derrière et menacé d'être coupé de ses vivres, et ne pouvant pas absolument rester à Ormea, dès que nous sommes sur les montagnes de ce côté-ci, et les Autrichiens sur celles de la rive droite vers Murialdo, il n'aurait d'autres ressources que dans une retraite précipitée ». Le général d'Argenteau n'admettait donc pas qu'une masse centrale profiterait d'un tel éparpillement pour écraser successivement ces faibles corps séparés par des montagnes.

Tandis que la gauche piémontaise prendrait ainsi l'offensive, le général Colli attaquerait le col de Tende. Même en cas d'insuccès on ne courrait aucun danger : « au pis aller, si l'expédition ne réussissait pas, écrivait d'Argenteau, nous en serions quitte pour retourner aux postes que nous occupons actuellement, tandis qu'au contraire, si la chose réussit, on sauve la monarchie et rend à la troupe et au

(1) Dellera à Cravanzana, 12 mai, page 484.
(2) Dellera à Cravanzana, 15 mai, page 501.

pays toute l'énergie dont ils sont capables ». Enfin on ranimerait le courage des habitants et des miliciens (1).

Telles étaient les conceptions d'un général sept jours après la défaite de Tende; elles nous donnent une idée des difficultés qu'eut à vaincre le général Colli pour mettre à exécution son plan sage et prudent de ne céder le terrain que pas à pas.

Le général de Vins faisait non seulement à ce projet l'honneur de l'examiner, mais il l'approuvait avec diverses modifications. Jugeant une attaque de front contre Carnin et le col de Tende « comme impossible ou du moins très difficile », il réduisait le rôle du général Colli « à tenir l'ennemi occupé et en échec « jusqu'au moment où les Français « pris en flanc par les autres corps se verraient pour ainsi dire forcés de céder le terrain ». Pendant l'exécution du mouvement, un corps considérable de troupes resterait placé près de Turin pour couvrir les vallées (2). Ce consentement du général de Vins est d'autant plus extraordinaire qu'à la même époque il jugeait tout perdu (3).

Il est douteux que ce plan ait été soumis aux Autrichiens, et l'on doit considérer comme un véritable bonheur pour les alliés qu'il n'ait pas été mis à exécution.

Pourtant l'auteur des *Mémoires de Thaon de Revel* s'exprime ainsi à ce sujet : « D'Argenteau avait fait le projet d'une attaque générale. De Vins, tout en l'approuvant, ne voulut pas demander la coopération indispensable des 6.000 Autrichiens, et permettre que le corps de Colli tentât une attaque sérieuse en s'éloignant de la position qu'il occupait à Villa Scaletto, et on ne fit rien » (4).

Tout est inexact dans ce passage; bien loin de dédaigner l'appui des Autrichiens, de Vins ne cessait de le réclamer; et avec quelles troupes Colli aurait-il pris l'offensive? N'écrivait-il pas le 16 mai à propos de la perte du mont Cenis : « La troupe, d'après sa louable habitude, s'est sauvée à Suse » (5).

Non seulement de Vins, mais Colli lui-même, s'était adressé à l'archiduc; le 11, le roi l'avait prévenu qu'il « avait proposé aux impériaux de venir se poster entre Mondovi et Fossano ». Peut-être en vue d'utiliser cette coopération, il envoyait le 12 au roi un projet en le priant de le faire passer à Milan pour l'examiner (6).

(1) D'Argenteau au roi, 14 mai, pages 492-494.
(2) De Vins, 15 mai, page 501.
(3) Archiduc à l'empereur. Supplément, 17 mai, page 70.
(4) *Mémoires de Thaon de Revel*, page 213.
(5) Colli à Dellera, 16 mai, page 505.
(6) Le roi à Colli, 12 mai, page 476.

Tout espoir d'être soutenu par les Autrichiens s'évanouissait bientôt, et, le 17, le roi, exactement renseigné par Revel, lui écrivait : « Je ne néglige pas de représenter à l'archiduc l'état de notre situation, mais sans en comprendre le motif, je ne crois pas qu'il veuille se déterminer à rien de ce qui pourrait seconder efficacement » (1).

Sur tout le front, les troupes restant dans la plus grande tranquillité ; Colli profitait de ce temps de calme pour réorganiser son armée.

Le 24 mai, le corps d'armée piémontais était divisé en brigades. L'aile droite de la première ligne : grenadiers de la Chiusa, grenadiers d'Andezene, gardes, Asti était commandée par le marquis de la Chiusa ; l'aile gauche : régiment de Piémont, bataillon de garnison, Belgioso, grenadiers royaux par le général Zimmerman ; l'avant-garde de la droite : deux bataillons de chasseurs, bataillon de pionniers par le marquis de Salugia ; celle de la gauche, par le comte Canal, elle demeurait aux ordres directs de Colli ; Aoste-cavalerie et les chevau-légers, furent placés sous les ordres du général de la Tour (2). Le 23 mai, le régiment de Mondovi était allé camper « sur le glacis de Coni et à droite du chemin du Bourg » (3).

Cette répartition éprouvait successivement divers changements ; le 26, un bataillon d'Aoste se rendait au camp de Dellera (4) ; le même jour, le 1er bataillon de grenadiers Dichat remplaçait à Borgo San Dalmazzo le 2e bataillon de grenadiers autrichiens qui se rendait à Turin (5). Le 31 mai, le bataillon de grenadiers Ratti allait à la Torre de Pesio (6).

Par suite du refus de concours des Autrichiens, le roi de Piémont était provisoirement réduit à ses propres forces, et seul le rassemblement aux ordres du général Colli était en état de présenter une résistance sérieuse aux efforts des Français. Or il était menacé au nord par les forces de Macquard et dans la vallée de la Vraita par l'armée des Alpes.

Une position centrale, d'où l'on aurait été à même de tomber sur le premier corps français qui attaquerait, offrait les plus grands avantages. Toutefois le roi n'osait prendre sur lui de prescrire de l'occuper, tout en le désirant. Le 19, après avoir approuvé la création

(1) Le roi à Colli, 17 mai, page 509.
(2) Colli (ordres), 24 mai, page 559.
(3) *Journal* d'un officier au régiment de Mondovi, page 202.
(4) Colli à Dellera, 26 mai, page 576.
(5) Colli à d'Argenteau, 26 mai, page 576. D'Argenteau, 26 mai, page 577.
(6) Colli (ordre), 31 mai (Reg. Aa A. G.).

d'un magasin à Villafalletto, il ajoutait : « Je le trouve bien entendu, puisqu'il faudra songer à venir occuper bientôt une position entre Coni et Saluces, et cela par la crainte des attaques par les vallées de Vraita et pour couverture » (1).

Le 21, il expliquait de nouveau que son intention n'était pas que l'on tînt au Bourg « craignant toujours pour Turin et le centre du pays ». Marquetti était chargé de reconnaître la position intermédiaire, un corps fort de 2.000 hommes demeurerait à Coni sous les ordres du général d'Argenteau pour battre la campagne (2).

L'on était si bien décidé à ne plus retarder le repliement des troupes, que toute l'artillerie, à l'exception des pièces de bataillon, devait être renvoyée à Turin. Cet ordre était exécuté le 22 (3).

Le 25, le général de Vins expédiait des instructions ; elles reposaient sur les principes indiqués dans la dépêche du 21.

Il proposait de laisser les troupes des vallées de Suse et d'Aoste dans leur position actuelle ; « et avec le restant de l'armée, après en avoir déduit ce qui serait nécessaire pour les garnisons de Ceva, de Coni et Démont, d'en former deux corps d'armée ; un petit placé sous Coni, à peu de distance de la Madone del Olmo, et l'autre, plus considérable, dans les environs de Saluces, comme étant à peu près le point mitoyen entre Coni et Suse, lequel corps se trouverait à portée de tomber sur le corps aux ennemis, du moment qu'ils voudront descendre dans les plaines ».

La répartition des forces piémontaises serait la suivante :

A Ceva, deux bataillons ; aux retranchements quatre bataillons aux ordres de d'Argenteau.

A Coni, quatorze bataillons sous le chevalier Lugnia.

A Démont, quatre bataillons.

A la Madone del Olmo, sous les ordres de d'Argenteau, deux bataillons de grenadiers, le corps franc hongrois, les chasseurs carabiniers, le corps franc français, les chasseurs de Pian, huit escadrons. Le principal objet de ce corps devait être surtout de surveiller la route du col de Tende ; les ponts de Vignolo et de l'Ola seraient tenus par deux détachements. Les rapports de d'Argenteau seraient expédiés directement au roi.

Dellera conserverait sa position autour de Mondovi avec six bataillons, jusqu'à ce qu'il fût repoussé par des forces majeures ; il se replierait alors à la droite de Colli ; la brigade autrichienne lui serait affectée.

(1) Le roi à Colli, 19 mai, page 528.
(2) Le roi à Colli, 21 mai, page 540.
(3) Colli (ordre), 22 mai, page 549.

Zimmerman recevrait le commandement de la vallée de Luserne avec trois bataillons et quatre compagnies de grenadiers. Ces deux généraux adresseraient leurs rapports à Colli.

Le lieutenant général de Bomport demeurerait avec trois régiments de cavalerie autour de Turin.

Quant au corps principal, fort de vingt et un bataillons et de deux régiments de cavalerie, il viendrait camper à Saluces. Cette position « était uniquement destinée pour le rassemblement des troupes et non pour en faire un camp retranché » ; il devait toujours être tenu prêt à marcher. L'attention de ce rassemblement devait principalement être dirigée du côté de Pignerol, « cette partie se trouvant dépourvue de forteresses », et laissant plusieurs débouchés aisés pour descendre dans la plaine. Afin de faciliter les communications avec ce corps, on établirait un pont de bateaux sur le Pô à Moretto, dont le but serait de permettre de manœuvrer facilement sur les deux rives, il serait couvert par « deux têtes de pont en terre munies d'un profond fossé, garni d'un rang de pieux dans le fond, et qui soient assez spacieuses pour que la troupe destinée à leur défense puisse camper aisément dans leur intérieur » (1).

Le major Marquetti, porteur de cette instruction, avait mission de l'expliquer de vive voix ; le roi témoignait le désir que cette nouvelle position fût occupée « le plus promptement possible », et chargeait Colli de prendre les dispositions pour désigner les magasins (2).

Le 27, au contraire, le roi laissait au choix de Colli le moment d'exécuter le changement de position (3).

Le 29, revenant sur cette autorisation, il prescrivait au général de se conformer au projet remis par Marquetti et de lui faire marquer le camp (4).

Mais dans l'intervalle, les progrès des troupes de Masséna qui s'étaient avancées d'elles-mêmes, faisaient craindre une attaque sérieuse sur le Mondovi dont nos avant-postes n'étaient plus qu'à trois lieues de distance. Aussi, M. d'Hauteville écrivait-il, le 24 mai, qu'il s'attendait à une prochaine attaque, surtout du côté de Ceva, « l'ennemi paraissant se renforcer dans les postes voisins » (5).

Les espérances que l'on avait eues dans la levée en masse ne

(1) De Vins (instruction), 25 mai, pages 567-571.
(2) Le roi à Colli, 22 mai, page 548.
(3) Le roi à Colli, 27 mai, page 583.
(4) Le roi à Colli, 29 mai, page 605.
(5) D'Hauteville à de Front et à d'Albarey, 24 mai.

s'étaient pas réalisées, et les miliciens avaient éprouvé une série d'échecs dont on verra plus loin l'exposé. A la suite de nos progrès, la population de Mondovi redoutant une invasion, s'adressait au roi, afin d'en obtenir des troupes de renfort ; celui-ci laissait, le 22, le général Colli libre de « décider si d'Argenteau pouvait leur porter du secours » (1) ; le même jour, informé que la masse « fuyait à toute jambe », Argenteau envoyait à Mondovi le 4e de grenadiers (2).

A ce moment éclatait le complot de Turin ; ordre était donné au général Colli de diriger sur cette ville le régiment de garnison ; pour le remplacer, Colli ordonnait à d'Argenteau de lui expédier le 1er bataillon de grenadiers (3) et de renvoyer à Ceva le bataillon appelé au Mondovi (4).

Colli était absolument opposé à l'idée de diriger le moindre renfort vers l'est, il persistait dans son plan de tenir toujours son corps concentré. La seule aide qu'il pouvait fournir à Dellera, consistait à faire exécuter diverses marches et contre-marches dans le but de tromper l'ennemi et les espions par des mouvements de troupes. C'est ainsi que le bataillon de grenadiers, en retournant à la Tour de Pesio, doit répandre « le bruit dans le Mondovi qu'il marche pour une expédition avec la cavalerie » (5) ; afin, de donner plus de vraisemblance à cette opération, le général d'Argenteau faisait mouvoir une aile de cavalerie qui rentrerait le soir au camp (6).

Le 26, un bataillon d'Aoste allait au Mondovi ; il devait être de retour le 28, et le 26 à 8 heures 1/2 du soir, malgré la gravité des circonstances, alors que de tous côtés on lui signalait la marche des Français sur Frabosa et vers Mondovi, Colli écrivait encore à Dellera :

« Comme je n'ai pas assez de troupes pour vous envoyer des renforts, vous manœuvrerez avec des détachements que vous tirerez de Ceva pour donner de la jalousie à l'ennemi, soutenir, autant qu'on peut le faire, les postes plus menacés et encourager les paysans armés » (7).

A la nouvelle de l'échec subi le 26 par les miliciens à la Sotta, Colli autorisait Dellera à garder le bataillon d'Aoste, en ayant soin

(1) Le roi à Colli, 22 mai, page 548.
(2) Argenteau, 22 mai, page 549.
(3) Colli (ordre), 26 mai, page 576.
(4) Le roi à Colli, 24 mai, page 557.
(5) Colli à Dellera, 25 mai, page 572.
(6) Argenteau, 24 mai, page 571.
(7) Colli à Dellera, 26 mai, page 576.

de ne pas le « rompre », de le réserver pour la garde de Mondovi avec les milices de la ville (1).

Dans les journées suivantes, l'avant-garde de Masséna s'avançait jusqu'à La Torre et menaçait de couper la grande route de Ceva-Mondovi. Rassuré pour Turin, le roi « croyait convenable » (2) de renvoyer le général d'Argenteau dans cette partie. On étudiera plus loin les instructions qu'il reçut, mais il importe de savoir de suite qu'on avait l'espoir de lui faire prendre l'offensive ; pour que ce mouvement ne fût pas trop exposé, il était nécessaire de couvrir le flanc droit de ce corps ; aussi différait-on de faire replier l'armée de Colli ; le 31, le même ordre qui dirigeait d'Argenteau sur Mondovi le 1er juin, prescrivait seulement à l'armée du Bourg « d'être toujours prêt pour se rendre à Saluces » (3).

Du reste, d'Argenteau partageait l'opinion de Colli sur l'importance de se maintenir à Borgo San Dalmazzo, car la présence de l'armée donnait seule de la valeur à Coni. « Dès que le corps du général Colli sera marché à Saluces, écrivait-il, Coni est en prise ; entre nous soit dit, cette forteresse ne vaut rien, et j'ai peine à croire qu'elle tiendra huit jours de tranchée ouverte. Ceux qui la défendront n'ont jamais vu de siège, ni le commandant, ni le chef de l'artillerie, du génie, ni les sapeurs, les mineurs, ni la troupe entière n'a jamais rien vu et vont faire leur coup d'essai » (4).

Cette appréciation sur le peu de valeur de Coni n'était pas d'ailleurs isolée ; les officiers piémontais en jugeaient de même ; elle n'était « pas en état de soutenir un long siège et de faire honneur à sa réputation » (5).

(1) Colli à Dellera, 27 mai, page 583.
(2) Le roi à Colli, 29 mai, page 605.
(3) Le roi à Colli, 31 mai, page 611.
(4) Gherardini à Thugut, 31 mai, page 611.
(5) Conférence de Costa de Beauregard, note 2, page 249, et conférence du lieutenant-colonel Franco (A G).

CHAPITRE XI

I. Opérations de la division Masséna pendant le mois de mai. — II. Opérations de Macquard, liaison avec la division Masséna. — III. Opérations dans la vallée de la Stura.

I

Le 8, dès son retour à la Brigue, Masséna prescrivait à François de ne garder que les 1er et 2e bataillons de la 56e et celui des Hautes-Alpes, de diriger tout ce qui resterait de la 46e, le 5e bataillon de grenadiers, le 3e de la 100e et les deux compagnies de sapeurs sur Ormea en quatre jours ; elles coucheraient le premier jour à la Brigue, le deuxième à Triora, le troisième à la Piéve, le quatrième à Ormea, le pain serait touché à la Brigue pour trois jours. Aucun délai ne devait être apporté au départ des troupes ; « le moindre oubli de ta part, lui écrivait Masséna, nuirait à la chose publique ; c'est ce qui te met dans le cas de la responsabilité » (1).

Pour lui, quoique « extrêmement fatigué et même malade » (2), il décidait de partir le 9 de très bonne heure de la Brigue, puisqu'il comptait être rendu au Tanarello le 10 à 7 heures. Désireux de s'entretenir avec François sur la nouvelle position à occuper, il l'invitait à s'y trouver ; il est très probable qu'il voulait également en obtenir des explications sur l'affaire du 28 (3).

La présence de Masséna dans cette partie semblait être nécessaire, et peut-être faut-il attribuer la grande hâte qu'il mettait à se rendre à Ormea à des avis qu'il aurait reçus de Laharpe.

Tandis que notre mouvement de retraite sur Ormea avait tranquillisé les Piémontais sur le danger d'une attaque contre Ceva, le général Laharpe, à la date du 6, « paraissait avoir des inquiétudes sur les postes de Balestrino et de Cerisola qu'il disait être très éloi-

(1) Instructions pour le général François, 8 mai, page 440.
(2) Masséna à Dumerbion, 8 mai, page 439.
(3) Masséna à François, 8 mai, page 440.

gnés et même d'être attaqués peut-être avec avantage (*sic*) » Sur sa gauche, il se croyait également menacé, car il ajoutait « que les ennemis s'étaient renforcés considérablement du côté de Carnin et que son but était peut-être de faire une tentative sur Ponte de Nava » (1).

Nous ignorons d'où il tenait ce renseignement ; peut-être faut-il y voir l'influence du combat insignifiant en lui-même du poste des Salines ? Au premier abord, après l'enlèvement de la Brigue, il semble étrange que Laharpe ait supposé à l'ennemi le projet de tenter un coup de main sur Ponte de Nava ; mais il était certainement très mal renseigné sur ce qui se passait à sa gauche du côté français.

Depuis son départ d'Ormea, Masséna ne l'avait pas informé de ses opérations; son silence s'explique tout naturellement par l'arrêté où les représentants avaient attribué à ce corps un rôle distinct et lui avaient fixé la conduite à tenir ; en ne donnant aucune instruction, Masséna a voulu se garder de toute participation à des actes dont on lui aurait attribué la responsabilité. Nous ignorons si Dumerbion tenait Laharpe au courant, on peut en douter, puisque les renseignements cités plus haut lui ont été communiqués par les représentants du peuple à qui Laharpe s'était adressé directement, ce qui ne s'expliquerait pas, s'il avait été en correspondance immédiate avec le général en chef.

En passant au Tanarello, Masséna ne rencontrait naturellement pas le général François, mais il y apprenait que celui-ci avait pris avec lui dans son mouvement sur le col de Couture la 99e et deux compagnies d'éclaireurs ; il le lui reprochait assez injustement. Son ordre du 7 à 1 heure 1/2 était des plus vagues ; il connaissait l'effectif des corps, dès lors pourquoi se servir de l'expression : « tu ne dois absolument garder que ce qu'il te faut pour Tanarello avec lequel tu te porteras... » (2). Etant à même de saisir l'ensemble de la situation, c'était à lui de fixer l'effectif à conserver.

Il lui renouvelait son ordre de faire rejoindre toutes les troupes, à l'exception des corps qu'il lui était prescrit de garder par l'instruction du 8 ; celles qui étaient avec lui viendraient par Mendatica à Ormea en deux jours (3).

Dans la journée Masséna entrait à Ormea ; le 3e bataillon des Hautes-Alpes s'étant rendu dans cette ville à la suite d'un malentendu, il le remplaçait par le 3e de la 56e ; François avait ainsi

(1) Dumerbion à Masséna, 10 mai, page 448.
(2) Masséna à François, 7 mai, 1 heure 1/2, page 428.
(3) Masséna à François, 9 mai, page 442.

sous ses ordres toute cette demi-brigade, la plus forte de la division ; il lui prescrivait en même temps de lui expédier les deux pièces de 3 enlevées aux Piémontais, et, au cas où il n'en aurait pas besoin, deux fusils de rempart ; les trois autres seraient renvoyés à Pigna (1). Les troupes de col Ardente étant réduites à la 56e, le dépôt de Pigna était supprimé ; ce corps tirerait à l'avenir sa subsistance de la Brigue et de la Piève ; le commissaire de Pigna rendu disponible venait à Ormea, et le commissaire Leplay allait remplir les fonctions d'ordonnateur à Borgomaro (2).

Dès son arrivée à Ormea, Masséna apprenait l'évacuation de Carnin par les Piémontais : « Je n'en suis point étonné, écrivait-il à Dumerbion ; d'après notre poussade d'hier, il est clair qu'ils ne peuvent plus tenir en deçà du col de Tende » ; pour le lendemain, il décidait d'exécuter une reconnaissance dans cette partie (3).

Le 10, Masséna parcourait la région de Viozene ; cette course lui permettait de se rendre compte de la retraite complète des Piémontais. « L'ennemi fuit de tout côté, écrivait-il, Carnin a été abandonné après une faible résistance. Je ne puis te dire jusqu'où la peur l'a porté ». L'officier commandant le corps de Viozene dont la force avait été portée à dix-huit compagnies recevait ordre « de pousser une reconnaissance jusqu'à ce qu'il sache au juste où l'ennemi s'était arrêté » (4). Pour lui permettre de se couvrir par des retranchements, trente sapeurs se rendaient le 11 à ce poste (5).

Le 12, il revient encore sur la nécessité de rechercher l'ennemi : « J'aurais désiré, écrit-il à Venoux, que tu eusses poussé tes reconnaissances sur la droite le plus possible ; c'est une partie que tu ne dois pas négliger. Tu as fort bien fait de prendre poste à Carnin, mais il faut pousser tes reconnaissances en avant jusqu'à ce que tu connaisses où l'ennemi est, toujours avec prudence, et sous peu nous irons plus loin » (6).

Le 15, il lui prescrit de nouveau d'envoyer bien en avant ses découvertes et de ne pas oublier « de lui donner de ses nouvelles tous les jours sans faute » (7).

Rassuré de ce côté, Masséna comptait opérer le 11 une reconnais-

(1) Masséna à François, 9 mai, page 442.
(2) Masséna à Leplay, 9 mai, page 443.
(3) Masséna à Dumerbion, 9 mai, page 442.
(4) Masséna à Dumerbion, 10 mai, page 449. 3e de la 101e, 2e de la 99e et un bataillon de la 19e. Voir lettre de Masséna à Pijon, 9 juin, page 662.
(5) Masséna (ordres), 11 mai, page 462.
(6) Masséna à Venoux, 12 mai, page 468.
(7) Masséna à Venoux, 15 mai, page 497.

sance vers Garessio ; il projetait de faire occuper ce point, non seulement dans le but de se rendre maître de 3.000 quintaux de foin qu'on signalait dans cette région, « objet qui devenait très rare », mais aussi parce qu'il était nécessaire d'avoir « le passage pour nous porter en Piémont ». Peut-être pourrait-on conclure de cette phrase que le projet dont Masséna avait parlé à François aurait été de brusquer une attaque sur Ceva. En ce qui concernait les mouvements des alliés, ses renseignements étaient bien précis, puisqu'ils signalaient l'évacuation de cette ville par l'artillerie piémontaise et la concentration des alliés vers Mondovi et Savone (1) ; ce qui était exact pour d'Argenteau qui en effet s'était replié vers l'ouest ; quant aux Autrichiens, ils faisaient seulement courir le bruit qu'ils avaient l'intention de se rendre maîtres de Savone. En résumé, il résultait de ces rapports que, sur son front, Masséna n'avait, en fait de corps organisés, que la garnison de Ceva.

Afin d'avoir plus de troupes à sa disposition, Masséna appelait à Ponte d'Assio les troupes demeurées à Dolceacqua, Pigna, Buggio (2).

Convaincu de la nécessité indispensable pour tout commandant de troupes d'avoir son quartier général en contact immédiat avec l'ennemi, il avertissait Monnier de se tenir prêt à venir à Ormea (2).

Cette manière d'agir de Masséna mérite d'être signalée, nulle part il ne se repose sur ses subordonnés ; véritable chef, il veut tout juger par lui-même et non prendre des décisions sur des rapports. Quant à cet emplacement du quartier général, choisi à portée immédiate de l'avant-garde, l'armée s'en fera une règle générale pendant toutes les campagnes de l'empire et de la révolution.

Sur la droite Laharpe aurait été d'avis d'évacuer les postes de Balestrino et de Cerisola ; en outre Lafon témoignait des inquiétudes sur sa position à Loano. Masséna modifiait alors ses premières intentions ; au lieu de se rendre à Garessio, il allait visiter ces postes, et après avoir vu par lui-même l'état de choses, il décidait de les conserver ; sa division s'étendant jusqu'à Loano, il devait pourvoir à sa défense.

Lafon recevait 500 hommes provenant d'un détachement de 1.500 expédiés de Nice pour être encadrés dans la 99[e] demi-brigade, ce qui élevait son effectif à 1.100 hommes. Masséna jugeait dès lors la garnison de Savone suffisante « pour repousser l'ennemi

(1) Masséna à Dumerbion, 10 mai, page 449.
(2) Masséna à Monnier, 10 mai, page 458.

s'il était assez osé pour l'attaquer ». Les postes de Balestrino et la position de Laharpe à Garessio couvraient suffisamment Loano sur la gauche, aussi recommandait-il à Lafon « de se garder avec bien des précautions du côté de Savone » (1).

Pour plus de sûreté, il demandait au consul de Finale qui, par sa situation, était bien à portée d'observer l'ennemi, de le tenir au courant des mouvements des Génois et des Piémontais (2); deux jours auparavant, il avait déjà invité Buonarotti à lui faire part de tous les renseignements qui lui parviendraient (3).

Le même jour, le 3e bataillon d'infanterie légère allait s'établir en avant d'Ormea « de manière à garder les environs pour éviter toute surprise » (4).

La dépêche où Laharpe faisait part de ses craintes aux représentants était communiquée le 10 à Dumerbion, il en transmettait les renseignements à Masséna, et après l'avoir invité à s'assurer de leur réalité, ce qui était tout naturel, il ajoutait : « Je n'ai pas besoin de te dire qu'il est absolument nécessaire que tous nos avant-postes soient liés et soutenus de manière à ce que l'ennemi ne puisse tenter aucune attaque sans s'exposer à être repoussé à la manière républicaine... » Quant aux postes de Balestrino et de Cerisola, « s'ils étaient nécessaire pour couvrir Loano », on devait « les faire soutenir de manière à ce qu'ils ne puissent être attaqués impunément » (5). De pareilles recommandations sous la plume d'un général en chef se passent de commentaires. Le 12, à la réception de cette dépêche, Masséna était déjà en état de rassurer le général en chef : « Je t'assure qu'il n'y a pas la moindre crainte à y avoir, lui répondait-il. L'ennemi est bien loin de nous attaquer ; il craint trop pour lui-même ».

En ce qui concernait le mouvement des Piémontais sur Ponte de Nava, il n'était pas moins affirmatif. « Il se peut bien que dans le temps que Laharpe a mandé aux représentants du peuple que les ennemis se renforçaient considérablement du côté de Carnin, ils eussent pour but de faire quelque tentative sur le Ponte de Nava ; toutes ces craintes ne sont plus rien, puisque nous les avons chassés de Carnin, et que nos postes y ont pris poste hier ; j'ai ordonné de pousser les reconnaissances jusque près de Limon, ainsi sois tranquille dans cette partie ».

(1) Masséna à Lafon, 12 mai, page 471.
(2) Masséna au consul de Finale, 12 mai, page 472.
(3) Masséna à Buonarotti, 10 mai, page 450.
(4) Masséna (ordres), 11 mai, page 462.
(5) Dumerbion à Masséna, 10 mai, page 448.

Les forces qui se réunissaient à Ormea allaient bientôt s'élever à 12 000 hommes ; Masséna décidait alors de porter le 13 Laharpe à Garessio ; de cette ville, on avait non seulement l'avantage de menacer directement Ceva, mais encore, au cas où l'ennemi aurait réellement marché sur Loano, on en était seulement à cinq lieues, et l'on avait l'avantage d'être en état de tomber sur les derrières de l'assaillant.

Sur la gauche, Masséna arrêtait de faire occuper la Chartreuse de Casotto ; « quelqu'un lui avait dit le matin, mais la chose n'était pas bien certaine, que les Piémontais avaient décampé ». L'adjudant Saint-Hilaire allait s'en assurer avec deux compagnies de grenadiers et deux d'éclaireurs, et si les ennemis « n'avaient pas pris le parti de s'en aller de bonne grâce, il les en chasserait à la manière accoutumée ».

Ce poste situé au nord des montagnes qui bordent la rive gauche du Tanaro, « nous était absolument nécessaire pour garder Garessio ; il se trouvait sur la gauche, bien à même de couvrir cette partie et de nous éclairer sur les mouvements que les ennemis pourraient faire du côté de Mondovi » (1).

Toutes ces dispositions avaient un caractère nettement offensif ; elles amenaient nos avant-postes à la hauteur du col de Tende ; mais, brusquement la retraite exécutée par François, sans aucun motif, venait créer un vide entre les divisions Macquard et Masséna, et découvrait le flanc gauche du poste de Carnin. Le 12, Masséna en était informé ; les ordres expédiés le 9 mai à François portaient de correspondre exactement avec Lebrun : « Tu ne peux donc le faire, lui écrivait Masséna, qu'en tenant la même ligne que lui ».

Il lui prescrivait d'établir ses avant-postes au col de la Couture à la hauteur de ceux de Lebrun, en ayant son gros « à quelques lieues en arrière de ses avant-postes » ; afin d'éviter un encombrement à col Ardente, le 3e bataillon de la 56e cantonnerait à Mendatica (2).

Le 13, mécontent du silence gardé par ce général, il lui expédiait l'adjudant général Vabre avec mission de « voir par lui-même les positions » que la 56e occupait (3).

Dans la journée, Saint-Hilaire rencontrait à Casotto les avant-postes piémontais ; à en croire Dellera, la compagnie de milices

(1) Masséna à Dumerbion, 12 mai, page 470.
(2) Masséna à François, 12 mai, page 467.
(3) Masséna à Dumerbion, 13 mai, page 481 et Masséna (ordres), 13 mai, page 483.

postée sur ce point se repliait dès son apparition (1), elle perdait néanmoins quatre hommes; Masséna le faisait de suite soutenir par le reste du bataillon de grenadiers (2).

La gauche de Garessio étant ainsi suffisamment assurée, le général Laharpe se portait le 13 sur cette ville avec le 3e bataillon d'infanterie légère, le 1er de la 46e et le 3e des Hautes-Alpes; son commandement « s'étendrait sur les hauteurs de droite et de gauche de la gorge de Garessio, y compris les troupes qui occupaient les différents postes depuis Garessio jusqu'à Loano »; c'est-à-dire le 3e de la 99e; la 21e demi-brigade gardait ses derrières (3).

Bien qu'ayant une grande confiance dans Laharpe, Masséna avait l'intention de se rendre le lendemain dans cette partie pour reconnaître « lui-même les postes qu'il faudrait garder » (4).

Hammel recevait le commandement de la vallée d'Oneille; le 9 mai, Masséna avait envoyé à Ponte d'Assio le 3e de la 100e (5), le 2e de la 46e fournissait la garnison d'Oneille; le territoire soumis à son autorité partirait de Dolceacqua, remonterait à Buggio, Rezzo et toute la vallée d'Oneille. Il était laissé libre de choisir l'emplacement de son quartier général qui devait le mettre le plus possible « à portée de défendre les postes qui lui étaient confiés » (6).

Le général Hammel n'était chargé que de l'autorité militaire; toute la partie administrative restait réglée par Buonarotti. Le 10 mai, il confiait à des fonctionnaires nommés « agents révolutionnaires » le soin d'exercer la police et de faire exécuter les ordres du commissaire national. Dans chaque commune, il y aurait un « officier communal » qui exercerait « les fonctions purement administratives » sous l'autorité de l'agent révolutionnaire qui pourrait les suspendre. Dans les villes, les syndics étaient supprimés, et l'assemblée des conseillers serait présidée par un individu nommé par l'agent révolutionnaire.

Les baillis continueraient à exercer leurs fonctions civiles; pour tout ce qui était relatif au criminel, ils étaient sous les ordres de l'agent révolutionnaire (7).

Quant à Masséna, il décidait de fixer son quartier général à Ormea où devait se rendre l'adjudant général Monnier avec toute

(1) Dellera à Cravanzana, 15 mai, page 502.
(2) Masséna à Saint-Hilaire, 12 mai, page 472.
(3) Masséna à Laharpe (ordres), 13 mai, page 483.
(4) Masséna à Dumerbion, 13 mai, page 481.
(5) Masséna (ordre), 9 mai, page 443.
(6) Masséna à Hammel (ordres), 13 mai, page 483.
(7) Buonarotti, 10 mai, page 458.

la cavalerie, sauf les hommes destinés aux postes de correspondance ; à cet effet huit hommes et trois gendarmes demeuraient à Oneille, trois gendarmes et six chasseurs à Borgomaro, six chasseurs à la Piève (1). Ces détachements étaient destinés à assurer le service de la correspondance, objet de la plus haute importance, que Masséna recommandait particulièrement à la surveillance du général Hammel.

Afin de se couvrir vers Mondovi, Laharpe établissait le 1er bataillon de grenadiers et le 3e des Hautes-Alpes sur les hauteurs à la gauche de Garessio, le 1er bataillon de grenadiers avait trois compagnies à la Chartreuse de Casotto, les sept autres « sur les hauteurs d'où l'on découvrait toute la plaine » ; et comme l'ennemi montrait encore un poste de 100 hommes sur l'éminence la plus élevée, « trois compagnies devaient se joindre aux éclaireurs pour les attaquer et les enlever » ; le 3e des Hautes-Alpes occupait un camp baraqué.

Le 3e bataillon d'infanterie légère était sur les hauteurs de droite qui dominaient la route de Ceva. Comme réserve, le 1er bataillon du 46e restait à Garessio. Supposant des forces considérables à Cairo, Laharpe jugeait sa droite peu appuyée ; afin d'y remédier il demandait à Masséna de lui laisser les deux compagnies d'éclaireurs ; elles remplaceraient la cavalerie qui faisait défaut pour surveiller la route de Ceva et lui procureraient le moyen de prolonger sa ligne de droite. Pour battre le chemin il réclamait de l'artillerie (2).

Le mauvais temps empêchait Masséna de pousser, le 15, « ses reconnaissances aussi loin qu'il l'aurait désiré » ; dans la nuit il était tombé trois pieds de neige ; néanmoins il avait reconnu que les appréciations de Laharpe sur la faiblesse de sa droite étaient exactes. D'après le rapport de deux déserteurs arrivés de Cairo le 14, « il y avait un camp de 4.000 à 5.000 hommes pour couvrir la vallée d'Albenga » ; sur la gauche « l'ennemi paraissait se renforcer dans la plaine qui se trouvait entre Mondovi et Coni » Afin de satisfaire aux demandes de Laharpe, de le mettre en état de résister à l'ennemi s'il marchait au secours de Ceva, comme il le supposait, Masséna renforçait son corps ; quatre compagnies de la 46e se rendaient sur les hauteurs de droite, onze compagnies de la 21e venaient à Garessio, le reste de cette demi-brigade gardait les derrières ; les deux compagnies d'éclaireurs s'établissaient dans la gorge. Ainsi

(1) Masséna à Monnier, 12 mai, page 473.
(2) Laharpe à Masséna, 14 mai, page 486.

disposé, Masséna jugeait que Laharpe « était on peut plus à même de repousser toutes les tentatives de la part de l'ennemi » (1).

Ce mouvement en avant mettait en contact le corps français avec les levées en masse de Dellera et la garnison de Ceva. On n'avait pas de renseignements précis sur la force de cette dernière ; des déserteurs avaient assuré qu'il n'y avait plus que huit canons et trois mortiers, « que le fort n'était gardé que par 300 hommes de milices, mais il y avait, à ce qu'ils disaient, deux camps en arrière du fort avec de la cavalerie autrichienne et piémontaise ».

Le 16, Masséna exécutait la reconnaissance des postes de la gauche, qu'il trouvait fort bien placés (2) ; dans la journée, une patrouille était repoussée, à ce qu'il paraît, par un poste piémontais placé à Pamparato (3).

L'ordre expédié le 16 par Colli au général Dellera de nous alarmer vers Casotto était des plus difficiles à exécuter (4).

Les milices constituaient la seule troupe à sa disposition ; sur le papier, leur effectif s'élevait pour la province de Mondovi à 27.000 hommes dont 7.000 armés ; en fait, leur valeur militaire était nulle (5). Néanmoins Dellera projetait de tenter un coup de main sur Casotto où ses renseignements ne lui indiquaient que 400 Français (6).

L'attaque devait se produire le 17 au soir ; 900 miliciens divisés en trois corps en étaient chargés (7) ; deux compagnies de grenadiers de la légion étaient tirées de Ceva pour les soutenir (8). Mais au lieu d'agir par surprise, Dellera faisait sonner le tocsin toute la nuit du 16 au 17 ; nos avant-postes étaient donc sur leurs gardes ; Masséna lui-même s'y était rendu de très bonne heure, Laharpe étant tombé malade ; et lorsque les Piémontais s'avancèrent en plusieurs colonnes, « trois compagnies de grenadiers dissipèrent sans peine, et sans même presque tirer, tous ces paysans que la crainte faisait marcher » (9).

Telle est du moins la version française ; Dellera prétend au con-

(1) Masséna à Dumerbion, 14 mai, page 496.
(2) Masséna à Dumerbion, 16 mai, page 503.
(3) Archives de Breil, pièce 112.
(4) Voir page CDXXVIII.
(5) Argenteau, 22 mai, page 549. Dans l'état des milices de la province de Coni joint à la pièce 109 (Arch. de Breil) l'effectif des milices de cette province est de 18.741 individus dont 3.924 armés.
(6) Dellera à Cravanzana, 20 mai, p. 530
(7) *Journal* de Malaussena, page 84.
(8) Dellera à Cravanzana, 15 mai, page 502.
(9) Masséna aux représentants, 17 mai, page 508.

traire que la pluie et le mauvais temps l'avaient empêché d'agir à son grand regret « car excitées comme l'étaient les populations, le coup aurait réussi » (1).

Averti par le général Colli de l'arrivée de 3.000 Autrichiens entre Ceva et Mondovi, Dellera demandait à être autorisé à en tirer un bataillon de troupes légères pour les répartir entre divers postes ; ces détachements seraient très utiles, non seulement pour « guider les opérations des miliciens », mais encore « pour encourager beaucoup plus les populations qui avaient toute confiance dans cette troupe » ; il avait suffi d'envoyer deux compagnies de grenadiers pour réunir 2.000 hommes en vingt-quatre heures.

Cette levée en masse inopinée causait un grand étonnement à Masséna ; sur les derrières, au contraire, dans la vallée d'Oneille, les habitants « rentraient à grande force » (2), rassurés vraisemblablement par la conduite de nos troupes ; à Garessio, ils nous avaient reçus « avec des démonstrations de joie », et « toute leur peur était que nous les abandonnions » (3). Il était de la plus haute importance de ne pas laisser la population s'armer contre nous. Un vieillard de soixante ans, « ses jambes ne l'ayant pu sauver comme les autres », tombait entre nos mains ; il faisait connaître que cet armement était dû à la proclamation du roi de Sardaigne ; pour en contre-balancer l'effet, Masséna en adressait à cette province « une autre, traduite en italien, pour tâcher de faire revenir ce malheureux peuple de son égarement » (4).

Témoin du peu de résistance de ces levées, Masséna était certainement d'avis de marcher sur Ceva et sur Mondovi dont ses premiers postes n'étaient éloignés que de trois et de deux heures et demie. A en croire les rapports des prisonniers et des déserteurs, la situation était extrêmement favorable pour tenter ce coup de main. Les canons du fort de Ceva auraient été retirés et sa garnison réduite à 500 hommes de recrues ; « les canons, disaient-ils, servaient à défendre un camp qu'ils ont placé sur une crête qui couvre le fort. Le camp est défendu par onze redoutes hérissées de chevaux de frise, palissadées, trois canons placés dans chaque redoute en rendent l'approche très difficile » (5), la garnison était de 5.000 hommes. En tenant compte de l'exagération de semblables avis, il n'y avait pas là de quoi effrayer Masséna à la tête de 15.000 hommes

(1) Dellera à Cravanzana, 20 mai, page 530.
(2) Masséna à Dumerbion, 16 mai, page 584.
(3) Masséna aux représentants du peuple, 16 mai, page 504.
(4) Masséna à Dumerbion, 18 mai, page 515.
(5) Masséna aux représentants, 17 mai, page 509.

dont le moral devait être exalté à la suite de leurs victoires; et il déclarait que nous descendrions dans la plaine quand nous le voudrions. Le 18, un espion envoyé à Ceva (1) était de retour; son rapport concordait avec ceux des déserteurs, et l'ensemble de tous les renseignements permettait de fixer avec assez d'exactitude le nom des régiments demeurés à Ceva. Ils citaient le régiment de Caprara qui avait reçu 400 recrues de Milan, le régiment de Lombardie et plusieurs détachements fournis par divers régiments. D'après un rapport venu d'autre source, il n'y avait plus de cavalerie, elle s'était rendue vers Coni (2). La garnison de la ville n'était constituée que par des milices; « toutes les troupes étaient campées sur une longue crête qui conduisait au fort et qu'ils avaient très bien retranchée »; la garnison du fort s'élevait à 500 hommes. L'effectif total de ces troupes variait entre 3.500 et 5.000. Mais, en ce qui concernait les forces alliées vers Mondovi, les renseignements étaient des plus vagues; les déserteurs se bornaient à dire « qu'il y avait beaucoup de monde, mais qu'ils ne savaient pas précisément le nombre » Pour reconnaître l'exactitude de ces nouvelles et s'assurer de la force réelle de l'ennemi, Masséna projetait d'aller le 20 pousser une reconnaissance jusqu'aux avant-postes de Ceva, afin de voir « l'effet que ferait notre apparition ».

Sur notre droite, le commissaire Buonarotti l'avertissait que les Autrichiens faisaient des mouvements du côté de Cairo et travaillaient à ouvrir un chemin. Un rassemblement autrichien en ce point aurait menacé nos colonnes en mouvement sur Ceva, cette nouvelle avait donc une certaine importance. Masséna la faisait aussitôt vérifier; il expédiait, le 19, l'adjudant Bertholosi à Loano (3) avec ordre de « pousser même jusqu'à Finale pour connaître ce que les ennemis se proposaient de faire dans la partie du Cairo » (4).

A la gauche, Pijon, en qui Masséna avait la plus grande confiance, avait pris le 16 le commandement du poste de Carnin (5). Après avoir opéré la reconnaissance du terrain, il rendait compte « que l'ennemi ne pouvait y pénétrer qu'après une marche forcée, et dans ce moment les neiges étaient dans le cas de l'arrêter s'il en avait le projet » (6). De ce côté, Masséna n'avait donc rien à redouter.

(1) Très vraisemblablement ce devait être celui dont il est question dans la lettre de Masséna à Venoux du 15 mai, page 497.
(2) Bergally à Masséna, 17 mai, page 509.
(3) Masséna (ordres), 18 mai, page 513. Masséna à Lafon, 18 mai, page 517.
(4) Masséna à Dumerbion, 18 mai, page 515.
(5) Masséna (ordres), 15 mai, page 498.
(6) Pijon à Masséna, 18 mai, page 518.

Le 18, Masséna ordonnait au général Laharpe de faire répandre le plus possible sa proclamation dans les villages circonvoisins de la vallée de Garessio (1) ; toutefois il n'en obtenait pas le résultat attendu, comme il le constatait le 22. « La proclamation du roi sarde fait une si grande sensation, écrivait-il, qu'elle a intimidé les habitants au point que les femmes se portent dans les retranchements pour encourager leurs maris » (2). Il résultait de cet état de choses des escarmouches continuelles sur lesquelles nous sommes très mal renseignés. Laharpe et Saint-Hilaire étant tombés malades, Masséna se rendait à Garessio le 19, afin d'aller reconnaître le 20 la gorge de Ceva (3). « Là, il était tous les jours en course et tâchait de voir tout par lui-même ».

Les rassemblements piémontais, autant que l'on en peut juger par les débris de correspondance que nous possédons, étaient réunis en deux points l'un à Frabosa sous les ordres du chevalier de Saluces, l'autre à Pamparato. Dans la journée du 20 il se produisait une escarmouche où le détachement de Frabosa prétend avoir fait reculer nos postes avancés après un combat de trois heures ; mais, les bandes de paysans qui devaient attaquer par le col de Pamparato ayant fait défaut, il était forcé de se replier à son tour (4). Masséna estimait ce rassemblement à 150 hommes de troupes de ligne et à 300 ou 400 barbets ; leur hardiesse était poussée au point de venir fusiller au poste de Casotto « nos gens jusque dans leurs baraques ». Pour s'en débarrasser, dans la nuit du 20 au 21, il faisait exécuter un coup de main sur leur garde avancée ; elle était surprise et perdait quarante prisonniers, tous de milice, à l'exception d'un homme de troupe de ligne, avec six morts et cinq blessés; nous n'éprouvions aucune perte. Masséna espérait que cette leçon les calmerait, mais il n'en était rien. « Tous les villages depuis Ceva jusqu'à Mondovi étaient sous les armes » (2), et dans la journée du 21 il se produisait une nouvelle attaque de la part des Piémontais ; elle dut être assez sérieuse puisque Masséna renforçait dans la journée le poste de Casotto par quatre compagnies du 3e bataillon de la 46e ; le 22 à 4 heures du matin, le 3e bataillon des Hautes-Alpes partait de Ponte di Nava pour se rendre à Garessio, où venaient également deux pièces de canon (5); et le même jour,

(1) Masséna à Laharpe, 18 mai, page 517.
(2) Masséna à Dumerbion, 22 mai, page 545.
(3) Masséna à Dumerbion, 19 mai, page 527.
(4) Chevalier de Saluces, 20 mai, page 531.
(5) Masséna (ordres), 22 mai, page 540.

le 5e de grenadiers cantonné sur la route de Garessio allait occuper Ceretta (1). Il est assez difficile de savoir ce qui se passait dans la journée du 21. D'après une dépêche de Masséna en date du 22, le chef de bataillon Alberni aurait certainement éprouvé un échec ; Masséna s'exprime en effet ainsi : « Je suis bien surpris de la conduite qu'Alberni a tenue hier, elle n'est point du tout militaire ; si ma lettre est arrivée avant ton départ, je te prie de le suspendre et de m'envoyer une ordonnance pour que nous nous concertions ensemble, à moins que tu ne voies la chose aisée de le chasser des postes que nous avions pris » (2).

Au contraire les documents piémontais témoignent d'une défaite complète. De Frabosa, une première lettre de M. de Saluces rend compte que les Français ont occupé les hauteurs de Navonera et sont à une heure de lui ; croyant sa position menacée, il demandait du secours, car « les habitants menacés d'être détruits, ne voulaient plus se défendre », et les Français n'étaient plus qu'à une lieue de Frabosa.

A quatre heures et demie, de Serra Pamparato, le chevalier de Bava avertit que le feu des Français ayant diminué, il a pu rassembler les fugitifs, et qu'il tient les anciennes positions sauf le col della Corme ; il espère pouvoir se soutenir ; dans la soirée le poste demeure aux mains des Piémontais, mais Dellera qui a appris que le col de Navonera est en notre possession, s'attend à être attaqué le lendemain (3). Après avoir repoussé les Piémontais, le chef de bataillon Alberni a peut-être battu en retraite et abandonné les postes qu'il avait pris, et c'est dans ce sens qu'il faudrait entendre les reproches de Masséna ; en tout cas, après avoir lu les rapports piémontais, il est impossible d'expliquer autrement la lettre de Masséna

Ces différents combats déterminaient Masséna à concentrer encore davantage sa division. Le 22 avril, l'adjudant général Vabre, au retour de sa reconnaissance des postes du général François, lui rendait compte que « le col de Couture n'était pas encore en état de faire aucun mouvement à cause des neiges, et que pour le moment deux bataillons étaient plus que suffisants pour ce poste ». Il observait en outre que ce col, étant à trois heures de Tende et à quinze lieues de Garessio, rentrait tout naturellement dans la sphère d'action du général Macquard, puisqu' « il ne pourrait jamais,

(1) Masséna (ordres), 22 mai, page 547.
(2) Masséna à Fiorella, 22 mai, page 546.
(3) Analyse des rapports piémontais, 21 mai, page 540.

quand il serait dans le cas d'agir, correspondre avec lui ». Masséna avait la plus grande confiance dans l'adjudant général Vabre sur qui il pouvait « se reposer » (1); il adoptait son opinion et la transmettait au général en chef. En attendant sa décision, il arrêtait de rappeler à Garessio le général François avec un bataillon de la 56e et la compagnie d'éclaireurs. En remettant le commandement au plus ancien chef de bataillon, François devait non seulement lui transmettre toutes les instructions reçues, mais encore lui faire connaître « le plan qu'il aurait projeté à la fonte des neiges, en lui indiquant d'une manière claire et positive les postes qu'il se proposait d'occuper ». Il avertirait de son départ le général Macquard, et recommanderait au commandant du poste d'avoir un soin particulier à lier sa correspondance avec Macquard et avec Pijon (2).

De nouveaux renseignements avaient modifié dans la journée du 22 ceux que l'on avait précédemment sur Ceva ; cette place était bien loin d'être dégarnie, comme l'avaient prétendu les déserteurs et un premier espion ; « l'on avait eu des nouvelles certaines que ce fort était dans la meilleure défense et très bien pourvu d'artillerie ». Au sujet du rassemblement signalé vers Cairo, on n'avait encore aucun rapport de l'adjudant général Bertholosi ; sur la gauche Masséna était sans inquiétude. « Pijon a quatre bataillons avec lui, écrivait-il, et les neiges, barrière impénétrable, me tranquillisent sur cette partie ». Un seul point méritait son attention, Garessio ; et « les fameuses positions que nous tenions nous ouvraient les routes de Ceva et de Mondovi quand il en serait temps » (3).

Masséna ordonnait donc à Fiorella dans la journée du 22 de rejeter les Piémontais. Nous ignorons en quoi consista exactement cette escarmouche. Nous savons seulement que tous les postes furent repris ; au dernier, les Piémontais avaient opposé une certaine résistance ; d'après Fiorella, il y aurait eu sur ce point « trois compagnies de grenadiers, une de la légion et une de milices » (4). « Jamais on n'avait vu un combat plus opiniâtre et de ce genre, plusieurs s'étaient pris aux cheveux ; un autre avait été tué à coups de crosse » (5). Nos pertes s'élevaient à trois tués et deux blessés ; celles de l'ennemi, à vingt morts.

L'apparition de troupes de ligne était assez importante à signaler.

(1) Masséna à Dumerbion, 18 mai, page 517.
(2) Masséna (ordres), 22 mai, page 547.
(3) Masséna à Dumerbion, 22 mai, pages 545-546.
(4) Fiorella à Masséna, 22 mai, page 548.
(5) Masséna à Dumerbion, 24 mai, page 555.

Le 21, sur quarante prisonniers, il n'y en avait qu'un de troupes réglées, tandis que le 22 sur quatre prisonniers trois appartenaient à des corps réguliers ; on aurait peut-être pu en conclure que l'ennemi avait reçu des renforts ; au contraire, Masséna écrit le 23 : « on ne voit plus à leurs avant-postes que des habitants armés et des milices, fort peu de troupes de ligne » (1). Quels que fussent nos succès, ils ne devaient pas être poussés bien en avant, puisque les Piémontais occupaient encore Roburent le 23 (2). D'ailleurs Fiorella jugeait sa troupe trop faible pour l'étendue du terrain qu'il avait à défendre ; il invitait Masséna ? à se rendre sur les lieux pour « connaître toutes ces frontières et porter un jugement sur ses dispositions » et il sollicitait des renforts. Masséna, pour le moment, ne pouvait lui accorder que trois compagnies de la 99e (3).

Toute une série de renseignements permettait enfin de démêler la situation. D'après le commissaire national Buonarotti, l'adjudant général Bertholosi et les prisonniers faits à la Chartreuse, le rassemblement de Cairo consistait en 700 à 800 hommes. « A Ceva, il y avait deux bataillons de Caprara campés et un bataillon de la légion dans le fort ; à Mondovi on avait donné pour certain qu'il n'y avait personne, toutes les troupes qu'il y avait étaient parties pour Coni ». Ce dernier avis, comme nous le savons, était exact (1).

Par contre, un avis provenant d'un officier français prisonnier, revenant d'Asti, transmis par Tilly, annonçait faussement que les Autrichiens, qui étaient au nombre de 20.000 autour de Tortone et d'Alexandrie, avaient quitté ces deux places où ils n'avaient laissé que leurs dépôts, « pour se rendre du côté de Coni et s'opposer aux Français » (4).

Mais dans les journées suivantes, d'autres rapports fournis par ce consul venaient démentir le départ des Autrichiens, car le 24, un de ses émissaires signalait la présence de 1.600 hulans à Mallare (5), et, le 29, une lettre de lui mentionne des troupes allemandes dans plusieurs villages de la Bormida (6).

Le 23 et le 24 il ne se produisait pas d'escarmouches aux avant-postes français. Toutefois Masséna annonçait l'intention de faire

(1) Masséna à Dumerbion, 23 mai page 552.
(2) Analyse des rapports piémontais, 23 mai, page 554.
(3) Masséna à Fiorella, 23 mai, page 551 et Masséna (ordres), 24 mai, page 557.
(4) Tilly à Bergally, 23 mai, page 550.
(5) Bergally à Masséna, 24 mai, page 557.
(6) Bergally à Masséna, 29 mai, page 609.

enlever le 26 un petit poste qui pourrait nous être utile lorsque l'on prendrait l'offensive (1).

Dellera convaincu du peu de solidité des milices et désespérant de continuer à couvrir le Mondovi avec les levées en masse « qui fuyaient à toute jambe », avait réclamé le 22 un bataillon de renfort à Argenteau qui lui expédiait dans la journée le 4e bataillon de grenadiers ; ce qui lui permettait de placer une compagnie de grenadiers, sous le capitaine Nicolis à Frabosa, l'autre sous le capitaine Bava à Roburent.

Le 23, le chevalier de Bava n'étant pas inquiété demeurait donc tranquillement sur ses positions, ayant une grand'garde de cent hommes sur les hauteurs de la Galliana et Savin, le reste, fort de 70 hommes de troupes régulières, était à Roburent (2). Le 24, Dellera était informé qu'un rassemblement de milices fort de 1.000 hommes s'était constitué à la Pievetta ; pour lui donner un peu de consistance, il le faisait soutenir par un détachement de troupes régulières tirées de Ceva (3).

Le 25, il envoyait à Montaldo une centurie de grenadiers pour appuyer le détachement de Roburent et couvrir sa retraite ; une autre allait à Frabosa. Mais, dans la journée, Fiorella se portait en avant, le chevalier Bava ne pouvait lui tenir tête ; « crainte d'être enveloppé », il se repliait en arrière, sa retraite étant protégée par les grenadiers de Montaldo (4). Quant aux milices il n'y avait pas à y compter. « Les paysans de la montagne se rendaient, et ceux de la ville ne voulaient pas prendre les armes sans être soutenus par les troupes régulières ». Le 4e bataillon de grenadiers était rappelé dans la journée par Colli (5) ; cette mesure produisait le plus mauvais effet, et elle ne contribuait pas peu à « indisposer la population » qui déposait en grande partie les armes (6).

Néanmoins Dellera ne perdait pas courage, et il prescrivait pour le 26 aux milices de Viola et de Malpotremo de venir attaquer la droite française de manière à dégager sa propre droite ; toutefois l'effectif des troupes de ligne destinées à les appuyer devait être peu élevé, car le gouverneur de Ceva avait fait remarquer que la garnison « du camp qui était déjà très faible et qui risquerait beaucoup dans le cas où l'ennemi s'en apercevrait vu l'étendue des

(1) Masséna à Dumerbion, 24 mai, page 556.
(2) Analyse des rapports piémontais, 23 mai, page 554.
(3) Analyse des rapports piémontais, 24 mai, page 560.
(4) Analyse des rapports piémontais, 25 mai, page 571.
(5) Colli à Dellera, 25 mai, page 575.
(6) Dellera à Cravanzana, 27 mai, page 583.

retranchements » (1), était hors d'état de fournir de nouveaux détachements.

Le succès de Fiorella dans la journée du 25 avait été complet, un ordre précis de Masséna l'avait seul empêché d'entrer à Pamparato. Ce village étant dominé par une hauteur, Masséna craignait sans doute qu'une garnison qu'on y aurait laissée n'y fût surprise ; en outre il redoutait qu'il ne fût pillé, et il étendait sa défense à toutes les localités : « tu t'en tiendras à la première position, à moins que l'ennemi, en fuyant, ne te laisse quelques positions avantageuses, mais toujours hors des villages » (2). Le même jour une circulaire rappelait à la troupe les lois de la Convention ordonnant de respecter les propriétés, et prévenait que tout pillard serait livré au tribunal militaire (3).

Le 27, Masséna recommandait de nouveau à Fiorella de ne pas se laisser entraîner par la vivacité de nos troupes, d'être très prudent ; « garde les hauteurs, lui écrivait-il, jamais dans les villages et, je te le répète encore, sois très prudent ». Pour plus de précaution, il avait à faire désarmer tous les différents villages que l'on venait de conquérir, et à se faire apporter « toutes les armes de quelque nature et de quelle espèce qu'elles fussent sous peine de désobéissance » (4). Le même jour, une circulaire étendait cette prescription à tous les corps de la division ; ces armes devaient être réunies à Ormea (5).

L'arrivée du général François mettait deux généraux de brigade à la disposition de Masséna. Le 25 mai, il lui confiait le commandement de toutes les troupes établies à la gauche de Garessio. « Il aurait sous ses ordres la Chartreuse et ses avant-postes gardés par le 3e bataillon de la 46e, le 1er de la 19e, le 3e des Hautes-Alpes, quatre compagnies de la 99e, deux compagnies du 5e des Hautes-Alpes et deux compagnies d'éclaireurs », l'une de la 46e, l'autre de la 56e. « Il aurait également sous ses ordres le camp de Prato Rotondo où il y avait le 1er bataillon de grenadiers et le 1er de la 46e ». Laharpe commanderait à droite, de Loano à Casali et à Priola. Chaque jour, les deux généraux lui adresseraient un compte rendu, n'y eut-il rien de nouveau (6).

L'attaque des Piémontais tentée le 26 sur notre droite éprouvait

(1) Analyse des rapports piémontais, 5 mai, page 571.
(2) Masséna à Fiorella, 25 mai, page 564.
(3) Circulaire, 25 mai, page 564.
(4) Masséna à François, 27 mai, page 581.
(5) Circulaire, 27 mai, page 581.
(6) Masséna à François et à Laharpe (ordres), 25 mai, page 565.

un échec complet. Les milices piémontaises étaient partagées en trois colonnes. Le rassemblement de Viola renforcé par quarante-deux hommes de troupes de ligne repoussait la grand'garde française du col de Saint-Jacques; elle se retirait sur le poste de Prato Rotondo que les Piémontais n'osaient attaquer. La seconde colonne où se trouvait un détachement de Caprara et de Lombardie, marchait sur Saint-Giuletta; elle arrivait en face de ce poste vers deux heures du matin après neuf heures de marche; son mouvement devait se combiner avec celui de quatre compagnies dirigées de Murialdo sur Perlo. Elles firent défaut; aussi les officiers de la ligne auraient-ils été d'avis de ne pas engager l'affaire. Les milices au contraire « décidèrent l'attaque et la commencèrent assez vivement ».

Les troupes régulières piémontaises semblent s'être assez mal conduites, une relation accuse formellement le détachement de Lombardie de s'être enfui presque en entier; au contraire le piquet autrichien montait bravement « jusqu'au sommet de la montagne » (1); accablé par des forces supérieures, il était presque détruit, son chef était blessé et fait prisonnier.

Autant que l'on en peut juger par les faits, il semble que les compagnies de Murialdo avaient pris trop à l'est, car, d'après les rapports français, une colonne piémontaise forte de 400 hommes venait tomber sur ce col où elle rencontrait la compagnie d'éclaireurs de la 99e; celle-ci se conduisait avec le plus grand courage; il se produisit alors une sorte de combat traînant qui dura environ une heure et demie, et où la compagnie de la 99e usait toutes ses munitions; les éclaireurs de la 19e venaient alors l'appuyer.

Dans son rapport, le général Laharpe signale, comme ayant attaqué la Sotta, les troupes du régiment de Caprara et de Lombardie; il indique également comme fait prisonnier le lieutenant de Caprara dont parle la relation piémontaise : peut-être pourrait-on en conclure que les affaires de Giuletta et de la Sotta ont eu lieu au même endroit sous des noms différents.

Quoi qu'il en soit, profitant de ce que la gauche piémontaise n'était pas couverte, le général Laharpe manœuvrait de manière à l'envelopper; les Piémontais se retiraient alors en désordre; leur commandant ralliait à Perlo ses soldats « à demi morts de faim et de fatigue »; de notre côté on avait poursuivi jusqu'à Bagnasco. Laharpe évaluait la perte de l'ennemi à cinquante tués, sans parler des blessés, et à vingt-quatre prisonniers; nous n'avions eu que

(1) Lieutenant Rubin, *Relation de l'affaire du 26*, page 578.

quatre hommes légèrement blessés ; ce dernier chiffre est certainement inexact, puisque la seule compagnie d'éclaireurs de la 99e avouait cinq blessés (1).

Malgré ce succès, dès le 27, les milices reparaissaient et prenaient position à droite de la Sotta. Laharpe renforçait alors ce poste de 200 hommes fournis par trois compagnies qu'il tirait de Cerisola « où elles étaient inutiles » (2).

La journée du 28 s'écoulait sans aucun incident (3) ; le 30, on signalait pendant la nuit un renforcement des Piémontais à Viola et à Lisio. Quant aux milices repoussées de la Sotta, elles se trouvaient sur la droite « depuis la Miséricorde jusqu'à Calissano, ce qui paraîtrait menacer les derrières de Garessio » ; aussi Laharpe prescrivait-il aux postes de Saint-Bernard et de Poggiuolo de redoubler de vigilance (4).

Masséna se rendait à Ormea, le 26 pour y traiter différentes affaires de service (5) ; il était de retour le 28 à Garessio ; le 29, il exécutait la reconnaissance des postes de la droite. « Tout était fort bien, nos postes étaient très bien distribués ; il n'y avait rien à craindre dans cette partie » (6).

La petite guerre avait également continué entre la Corsaglia et le Casotto ; les Piémontais n'avaient pas été plus heureux dans cette région. Le 26, le chevalier Bava évacuait Roburent (7) ; « craignant d'être enveloppé », il ne s'arrêtait pas à Montaldo et continuait sa retraite par Fiamenga jusqu'à Vico.

Le 1er bataillon d'Aoste que Colli avait envoyé à Dellera n'était d'abord mis à sa disposition que pour le 26. Mondovi allait donc se trouver sans garnison ; malgré l'inconvénient de dégarnir Ceva, la gravité de la situation déterminait le général Dellera à tirer de cette place un bataillon de troupes légères ; de tout côté le découragement de la population se manifestait. A la suite de l'échec du 26, « la municipalité de Viola lui avait fait comprendre qu'elle se trouverait bientôt dans l'obligation de déposer les armes, s'il n'arrivait pas de secours. Tous les autres villages lui avaient fait de semblable réponse » (8). Pourtant, interprétant mal l'arrêt de François qui, à

(1) Laharpe à Masséna, 26 mai, page 576. — Masséna à Dumerbion, 26 mai, page 575. — Masséna à Dumerbion, 28 mai, page 593. — Dumerbion au Comité, 28 mai, page 585.
(2) Laharpe à Masséna, 27 mai, page 582.
(3) Laharpe à Masséna, 28 mai, page 597.
(4) Laharpe à Masséna, 30 mai, page 610.
(5) Masséna à Dumerbion, 26 mai, page 574.
(6) Masséna à Dumerbion, 29 mai, page 604.
(7) Analyse des rapports piémontais, 26 mai, page 577.
(8) Dellera à Cravanzana, 27 mai, page 584.

la suite de l'ordre de Masséna du 27, n'avait pas occupé Montaldo, et ne nous croyant pas en force, il prescrivait le 28, à un détachement de milices soutenu par 100 hommes du 4e bataillon de la légion légère, de reprendre Roburent ; un corps de 300 hommes de troupes de ligne aux ordres du chevalier Bava placé à Montaldo le soutiendrait (1), tandis que le chevalier Nicolis marcherait de Frabosa sur la Navonera et tenterait de s'en emparer. Toutefois comme le chevalier Bava avait prévenu le 28 à 5 heures du matin que pas un milicien du Mondovi n'avait paru, que la population de Montaldo ne voulait pas s'armer, il lui était répondu : « d'agir avec prudence, et que si jamais il pensait que sa troupe pût courir des risques, il eût à se replier et à observer l'attaque qui devait avoir lieu de la colline del Savin » (2).

Malgré les recommandations de Masséna, les avant-postes du général François se laissaient surprendre le 28 au matin par 100 hommes du 4e bataillon de la légion légère ; la population de Saint-Michel et la plus grande partie de celle de Vico qui avaient promis de prendre part à l'expédition avaient fait défaut ; douze éclaireurs de la 56e demi-brigade perdaient leurs fusils et leurs sacs, un poste de la 46e, ses marmites. Heureusement le général François avait envoyé le matin les trois compagnies de la 99e, arrivant de Ponte de Nava, renforcer les postes avancés de Pamparato ; grâce à leur appui, non seulement on refoulait les Piémontais, mais on s'emparait encore de Montaldo. Quant au chevalier Nicolis il n'osait attaquer la Navonera, jugeant ce poste trop fortement occupé. Les troupes de Dellera prenaient alors position à Vico et au Molline.

Cette surprise, malgré son insignifiance, et bien qu'elle eût été complètement réparée, était très désagréable à Masséna surtout parce qu'il s'agissait d'une compagnie d'éclaireurs ; les soldats avaient, pour justifier l'abandon de leurs postes, donné comme motif « qu'ils manquaient depuis trois jours de pain ». Le 28, le pain n'avait pas été distribué à une partie de la garnison de Garessio (4) ; aussi, en recevant dans la nuit la lettre où François lui rendait compte de cet incident, en adressait-il une des plus énergiques au commissaire ordonnateur Leplay, bien qu'il reconnût lui-même que cet employé faisait tout ce qu'il pouvait. En lui

(1) Dellera à Cravanzana, 3 juin, page 633 ; une compagnie de grenadiers et une de chasseurs de la légion légère, la compagnie de réserve du régiment de Mondovi et les miliciens de Bene.

(2) Dellera à Cravanzana, 29 mai, page 606 et 3 juin, page 633.

(3) François à Masséna, 28 mai, page 597.

(4) Masséna à Leplay, 28 mai, page 595.

transmettant la lettre de François il ajoutait : « Tu y verras le désordre que le manque de subsistances occasionne... Quant à moi, je me verrai forcé à la fin de dénoncer et faire arrêter ceux qui mettent des entraves au bien de la chose publique. Dans un cas pressé, on ne regarde ni argent ni fatigue, on met tout en réquisition » (1). Langage vraiment militaire. Sans admettre aucune excuse, Masséna ordonnait de faire passer au conseil de guerre l'officier commandant le poste (2).

Entre temps l'ennemi avait évacué de lui-même le petit poste que Masséna voulait faire enlever ; le 29, il se proposait d'y établir le 1er bataillon de grenadiers, mais seulement « après l'avoir reconnu lui-même ». Dans la journée, il voulait visiter le poste de la Sotta et le lendemain ceux du général François (3).

En rentrant de sa tournée des avant-postes, Masséna apprenait l'occupation de Montaldo et de la Torre ; désireux d'effacer toute mauvaise impression dans l'esprit de Dumerbion, il lui en faisait part et le prévenait qu'il se rendrait le 30 à la Chartreuse pour arrêter « François et toute sa troupe ; sans cela, ils seraient capables de s'en aller peut-être jusqu'à Turin » (4).

Le 30, Masséna allait inspecter les postes du général François ; il les trouvait poussés « jusque sur les dernières montagnes, de manière qu'il n'y avait plus qu'à descendre pour être sur Mondovi et dans la plaine ». Cette disposition, contraire aux ordres réitérés qu'il lui avait plusieurs fois adressés, était loin de satisfaire Masséna ; il la maintenait pourtant, ne voulant pas porter atteinte au moral de ses troupes ; un autre motif l'y déterminait ; à l'en croire, tous les villages de cette région, « s'étaient tous empressés de venir prêter le serment d'obéissance à Fiorella. Tu n'as pas idée, général, écrivait Masséna à Dumerbion, de l'empressement que tous ces pauvres malheureux mettent à porter leurs armes, en priant à mains jointes nos troupes de ne pas les abandonner ; tous les villages à portée de Mondovi envoient des émissaires secrets pour s'informer comme nous traitons les habitants des pays conquis. Nos troupes, d'après les défenses des chefs, se conduisent fort bien, de manière que tous nous désirent avec un empressement incroyable, Mondovi soupire aussi après le moment de notre arrivée » (5). Nous verrons un peu plus loin ce qu'il faut penser de la disci-

(1) Masséna à Leplay, 29 mai, page 603.
(2) Masséna à François, 29 mai, page 604.
(3) Masséna à Dumerbion, 29 mai, page 602.
(4) Masséna à Dumerbion, 29 mai, page 604.
(5) Masséna à Dumerbion, 1er juin, page 617.

pline des troupes et jusqu'à quel point cet éloge était mérité.

Afin d'utiliser ces bonnes dispositions, de les encourager, le 1er juin, Fiorella et François étaient chargés de nouveau de répandre dans les différents villages un bulletin écrit en italien (1).

II

Les forces demeurées sous les ordres du général Macquard autour de Saorge et du col de Tende, comprenaient très vraisemblablement (2) la 166e, la 102e, le 1er bataillon de la 84e, un bataillon de grenadiers, le 2e bataillon de la 22e, trois compagnies de sapeurs. D'après la situation du 20 mai elles montaient à 4.276 hommes ; mais le 18 mai, la 102e recevait son encadrement fort de 894 hommes, ce qui les portait à 5.170 (3).

Les forces piémontaises étaient trop faibles pour rien entreprendre contre ce corps ; du reste le seul but du général Colli étant de gagner du temps, il ne pouvait entrer dans ses plans d'inquiéter sérieusement nos avant-postes, ce qui aurait pu avoir pour résultat d'occasionner un mouvement en avant de nos forces.

Entre les deux partis se trouvait la petite ville de Limon, exposée aux courses des pillards des deux armées, elle aurait vivement désiré être occupée par l'une ou par l'autre Le 13 mai, ses habitants portaient au commandant de notre avant-garde les clefs de leur ville, « témoignant être très mécontents des Piémontais ». Mais sa situation dans un fond ne permettait à aucun parti d'y tenir des troupes en permanence (4) ; on se contentait de les « désarmer, malgré leurs protestations d'amitié et d'attachement pour les Français » (5).

Pendant tout le mois de mai nous ne trouvons à signaler que deux combats d'avant-postes.

Dans la nuit du 17 au 18, il se produisait une escarmouche à un poste placé à la gauche du col de Tende ; toutefois le général Macquard ignorait quelle était la force des assaillants, le corps auquel ils appartenaient, il présumait que c'étaient quelques barbets (6).

(1) Masséna à Fiorella, 1er juin, page 618.
(2) Les situations n'indiquent pas la répartition des forces. Situation au 20 mai, page 779.
(3) Dumerbion au comité, 18 mai, page 512.
(4) Dumerbion au comité, 13 mai, page 480.
(5) Dumerbion au comité, 19 mai, page 520.
(6) Macquard à Masséna, 19 mai, page 527.

Le 30, dix-huit grenadiers ayant été à Limon, « la plupart sans armes », furent surpris par des partis ennemis et enlevés « après s'être autant défendus que le leur permettait leur armement ». Le général Macquard, ignorant la cause de cette échauffourée, se rendait à Limon avec 800 hommes ; les Piémontais se retirèrent à son approche. « On trouva dans cette ville un des grenadiers blessés que les habitants avaient tiré de l'eau, et dont ils avaient le plus grand soin ».

Le général Macquard profitait de l'occasion pour réquisitionner tous les mulets de cette commune dont le nombre montait à 32, ils furent dirigés sur Nice (1).

La gauche du général Masséna se liait avec la droite du général Macquard ; les dispositions à prendre pour assurer les communications furent un objet constant des ordres de Masséna. Le 9 mai, le général François était invité à correspondre directement avec le général Lebrun, droite de la division du centre (2) ; le 11, il lui était ordonné de s'établir sur la même ligne que Macquard (3) ; en même temps Masséna s'adressait directement à ce général afin de connaître où étaient établis ses postes de droite. De son côté, le général Macquard faisait reconnaître les passages permettant de passer de la vallée de la Roya dans celle du Tanaro ; il en résultait, qu'à cette période de l'année les cols de Lupega et de Rossa étaient seuls praticables. Le premier que franchissait la route d'Ormea à Tende était très mauvais, encore couvert de neige, mais non impraticable ; le second n'était suivi que par des piétons (5). Le 15, Macquard en faisait part à Masséna (6). Le 18, celui-ci transmettait copie de son rapport au général François qui s'était établi au col de Couture et lui ordonnait de compléter cette reconnaissance en poussant de son côté des découvertes sur sa gauche. Non content de se lier avec la division du centre par des patrouilles, François avait cru devoir aller s'entendre avec Macquard à Tende, ce qui lui valait cette remarque de son chef : « Je ne sais pourquoi tu as quitté ton poste, je pense que c'est pour le bien du service ; il pourrait cependant arriver quelque lettre pressante à ton poste, et ton absence pourrait nuire au service » (7).

(1) Dumerbion au comité, 30 mai, page 609. Renseignements de Macquard, page 354.
(2) Masséna à François, 9 mai, page 442.
(3) Masséna à François, 12 mai, page 467.
(4) Masséna à Macquard, 12 mai, page 469.
(5) Reconnaissance d'Escale, 15 mai, page 500.
(6) Masséna à Macquard, 16 mai, page 504.
(7) Masséna à François, 18 mai, page 513.

Masséna informait Macquard qu'il était à deux lieues et demie de Mondovi et à trois de Ceva et qu'il occupait « de fort belles positions » (1).

A la suite de l'ordre du 12, le général François avait fait occuper le col de la Couture ainsi que la Crosetta où était établi un poste de quatre compagnies. Le 18, son aide de camp et l'adjoint Ballet, à la suite d'une reconnaissance faite dans toute cette partie, rendaient compte que l'occupation du col de Lupega interdisait à l'ennemi « de déboucher sur nous du côté de Mondovi, ni du côté de la Chartreuse sans qu'il fût aperçu » ; mais l'état des chemins ne permettait pas d'y amener des subsistances, on ne trouvait ni bois, ni eau à proximité et « l'ennemi, en ce moment, ne pouvait encore pénétrer de ces côtés, vu la neige qu'il y avait ».

Quant aux chemins permettant d'entrer en Piémont, l'un situé à la gauche du baracon allant à Limon, un deuxième à la droite aboutissant au col de Maraberga et les deux autres par les cols de Drepato et de Sevola, ils étaient « très mauvais et en partie remplis de neige ». Par suite, le général François ne pouvait « occuper en ce moment que le col la Couture, gardant soigneusement le col de Crosetta, les rochers du mont Bertrand et s'emparer du mont Rossa, aussitôt que la neige serait fondue, et ensuite la cime de Missoum qui formait une ligne jusqu'au Tanarello ». Dans toute cette partie l'ennemi ne se risquerait que très difficilement, et, en admettant qu'il l'osât, on le prendrait à revers par Viozene (2). Copie de cette reconnaissance était adressée à Macquard (3) et à Masséna.

Dès le 16, Masséna avait attiré l'attention de Dumerbion sur la situation du général François au col de la Couture à quinze lieues de lui (4).

Le 22 mai, l'adjudant général Vabre, de retour du col de la Couture, confirmait le rapport de Ballet. A son avis les neiges empêchaient le corps de François de faire aucun mouvement et « pour le moment deux bataillons étaient beaucoup plus que suffisants pour ce poste » ; en outre « il ne pourrait jamais, quand il serait dans le cas d'agir, correspondre » avec la droite, tandis que la communication était facile avec Macquard. Ces motifs décidaient Masséna ; le 22, il rappelait le général François avec un

(1) Masséna à Macquard, 18 mai, page 514.
(2) Reconnaissance de Ducos et Ballet, 18 mai, page 518.
(3) Macquard à Masséna, 19 mai, page 527.
(4) Masséna à Dumerbion, 16 mai, page 503.

bataillon de la 56e (1); en prévenant le général Macquard de cette mesure, il l'informait que devant sa division les ennemis n'avaient pas « de mouvements bien décidés ni bien fixes » (2).

Le col de Couture étant situé à 15 lieues d'Ormea, il était tout naturel d'en charger le général Macquard dont le quartier général à Tende n'était éloigné que de cinq lieues; le 22, Masséna en faisait la proposition à Dumerbion (3).

Celui-ci y consentait; le 25, il chargeait Masséna de s'entendre avec son collègue; toutefois il devait lui « laisser les troupes chargées de la défense de ce poste » (4). Telle n'était pas l'intention de Masséna; avant d'avoir reçu la réponse du général en chef, il lui renouvelait le 25 sa demande, en le priant de faire relever ses deux bataillons par deux bataillons de la division Macquard, dès lors le col de Couture appartiendrait au centre (5). Le 27, à la suite d'un rapport où le général François lui exposait qu'un bataillon suffisait à ce col, il rappelait le 2e bataillon de la 56e (6), mais ayant reçu entre temps la lettre où Dumerbion lui prescrivait « de se concerter avec Macquard pour qu'il prenne ce poste sous ses ordres », il lui demandait s'il pouvait faire rejoindre ce bataillon; jusque-là il différerait d'en écrire à son collègue (7).

Le 27, à la réception de la dépêche de Masséna en date du 23, Dumerbion avait décidé de faire passer les deux bataillons de la 56e à la division du centre. « Tu conviendras, lui écrivait-il, qu'en augmentant sa ligne de défense il faut augmenter ses moyens, il faut donc que tu lui laisses les bataillons qui étaient chargés de ce poste, puisque tu diminues la tienne » (8).

Le 31, il lui renouvelait l'ordre de se concerter avec son collègue (9).

A la suite de ces ordres réitérés, Masséna se mettait le 3 juin en relation avec Macquard, mais au lieu de lui faire connaître que le général en chef incorporait les deux bataillons de la 56e dans la division du centre, il lui écrivait : « un bataillon est plus que suffisant pour ce poste, ne pouvant agir à cause des grandes neiges qui

(1) Masséna (ordres), 22 mai, page 547.
(2) Masséna à Macquard, 22 mai, page 547.
(3) Masséna à Dumerbion, 22 mai, page 545.
(4) Dumerbion à Masséna, 25 mai, page 560.
(5) Masséna à Dumerbion, 25 mai, page 562.
(6) Masséna (ordres), 27 mai, page 582.
(7) Masséna à Dumerbion, 28 mai, page 593.
(8) Dumerbion à Masséna, 27 mai, page 579.
(9) Dumerbion à Masséna, 31 mai, page 611.

l'entourent. J'attends ta réponse pour en tirer le 2e bataillon, le 1er passera sous tes ordres ainsi que le poste » (1).

Le 6 juin, Masséna assurait de nouveau au général en chef qu'un bataillon suffisait au col Couture et il le priait de prendre une décision (2), mais, le 10, Dumerbion s'y refusait, n'ayant aucune connaissance de ce col et il lui répondait de se « concerter avec Macquard pour la plus grande sûreté » (3).

Macquard avait dû très vraisemblablement croire qu'on lui demandait d'occuper tous les postes que François tenait précédemment, car, le 11, Masséna lui mande qu'il n'est nullement question de lui céder ceux de Fels, de Tanarello et de Colla Bassa, et que d'ailleurs s'il lui a proposé de retirer un bataillon de col Couture ce n'est que sur l'avis de Vabre et de l'officier du génie de la division du centre « qui s'accordent à dire qu'un bataillon suffit dans cette partie » (4).

Le 20 juin, Masséna, ayant besoin d'un renfort, renouvelle sa demande au général en chef (5). Le 24, Dumerbion le prévient qu'il a ordonné à Macquard de le lui faire passer, « à moins que cela ne compromette la sûreté de ses avant-postes » (6).

Nous n'avons pas trouvé d'ordre pour un mouvement du 2e bataillon de la 56e, il est donc probable que Macquard l'a conservé (7).

III

La vallée de la Stura était menacée au sud par la gauche de Garnier aux ordres du général Sérurier et à l'est par le général Vaubois (armée des Alpes). Après avoir occupé sans grande peine le col de Saint-Anne où il faisait cinq prisonniers, Sérurier n'avait pas continué son mouvement ; cinq compagnies demeuraient à Saint-Anne. D'après les renseignements qu'il s'était procurés, l'ennemi s'était retiré à Demont en maintenant un détachement à

(1) Masséna à Macquard, 4 juin, page 635.
(2) Masséna à Dumerbion, 6 juin, page 647.
(3) Dumerbion à Masséna, 10 juin, page 666.
(4) Masséna à Macquard, 11 juin, page 672.
(5) Masséna à Dumerbion, 20 juin, page 727.
(6) Masséna à Dumerbion, 24 juin, page 745.
(7) Dans la situation du 20 juin, page 783, toute la 56e est portée à col la Couture, ce qui est certainement inexact, puisque dans le rapport du 21 juin de Masséna, page 735, un bataillon de la 56e est indiqué comme étant à Prato Rotondo.

Vinadio ; Saint-Jacques et Entraques étaient évacués, et il y avait 800 dragons à Andonno (1).

Le général Vaubois avait reçu ordre le 10 mai de ne pas attaquer les Piémontais (2) ; il n'avait pas dû observer bien attentivement les troupes de l'Argentière, puisque Zimmerman avait effectué sa retraite sans difficulté. Pour le moment, après s'être installées à l'Argentière, ses troupes se contentaient de fourrager dans les villages de l'Argentière et de Bersezio (3). Si cette mesure a été véritablement ordonnée, et si ces pillages ne sont pas l'œuvre d'hommes isolés, elle était véritablement malheureuse, d'autant plus que l'on s'annonçait « comme amis et libérateurs des peuples ». Les habitants de la vallée de la Stura demandèrent alors l'autorisation de s'armer pour défendre leurs foyers ; 84 paysans expatriés de Bersezio et de l'Argentière en firent les premiers la proposition ; le 23 mai (4) leur exemple fut suivi par les communautés de Demont et de la vallée supérieure qui offrirent 500 hommes ; ils réclamaient seulement « la simple paye du pain, riz et lard, pour couvrir, disaient-ils dans leur exposé, leur armement volontaire et éviter les mauvais traitements qu'il leur aurait attirés s'ils tombaient entre les mains de l'ennemi » (5).

Le 13, une colonne française de 1.000 hommes entrait à San-Bernouï (5).

Rien n'aurait donc été plus aisé que de combiner un mouvement sur les Barricades entre les colonnes de l'armée d'Italie et celle des Alpes ; mais il semble que la liaison était mal établie. Malgré sa proximité, Sérurier n'avait obtenu que des renseignements très vagues sur l'effectif des troupes piémontaises dans la vallée de la Stura, puisque le 16 on croyait non seulement l'ennemi en force à Vinadio, mais on lui prêtait même l'intention de faire une tentative sur les cols de Saint-Anne et de Lombarda « malgré l'abondance des neiges tombées ». On ajoutait foi à ce dernier avis, et un bataillon renforçait le poste de Saint-Etienne.

Très vraisemblablement on voulait savoir ce qu'il pouvait y avoir de vrai dans ces rapports, car le 16, Sérurier dirigeait une forte reconnaissance sur Vinadio ; une colonne remontait le vallon des Bains, une autre celui de Saint-Anne (7). Celle-ci, inquiétée

(1) Dumerbion au comité, 12 mai, page 467.
(2) Dumas à Vaubois, 10 mai (A G *Armée des Alpes*).
(3) Mémoire de Bejay de la Coche.
(4) Christ, 23 mai, page 554.
(5) *Journal historique* de Malaussena, page 75.
(6) Dumerbion au comité, 16 mai, page 502.
(7) Il est à peu près impossible de trouver la vérité dans ces analyses de

sur sa droite par des paysans armés, s'arrêtait et bivouaquait « près de quelques cabanes qui se trouvent sur un haut rocher à la gauche de l'embouchure de la vallée » (1) ; le 17, elle rentrait à Saint-Anne. La colonne de gauche, forte de 800 hommes, prétendait avoir aperçu 800 hommes et deux pièces ; ne se croyant « pas en force et ne pouvant essayer de forcer ce poste sans se compromettre », elle revenait à San-Bernouï ayant perdu un tué et trois blessés (2) ; le 18 elle repassait à Isola (3) après avoir détruit les baracons de col Longue et de la Guercia (4).

Les patrouilles françaises poussées dans la vallée de la Stura avaient fait craindre aux Piémontais une attaque prochaine, d'autant plus que des avis portaient qu'un gros corps d'infanterie, 4.000 hommes, était à Bersezio et n'attendait plus que de l'artillerie pour se porter en avant ; aussi le colonel Christ faisait-il renforcer la garnison de ce poste (5). Le 16, une forte reconnaissance française, qu'un rapport piémontais évalue à 1.200 hommes (6), venait reconnaître les Barricades ; elle perdait quatorze prisonniers (7), un officier et cinq à six soldats blessés ; la garnison avait un officier de milice et un milicien blessés.

Bien que le mouvement de Sérurier n'eût pas été couronné de succès, cette tentative avait suffi pour faire évacuer les Barricades (8) pendant une journée ; mais le général Vaubois n'avait pas profité de cette chance inespérée.

La retraite de nos troupes donnait confiance aux levées de la vallée de la Stura. Afin d'utiliser leur bonne volonté on décidait d'attaquer le 25 les troupes françaises de l'Argentière ; ce mouvement devait être appuyé par les miliciens de la vallée de la Maira. « Le général Christ, quoiqu'augurant mal de cette entreprise, croyait devoir y donner son consentement pour ne pas confirmer

documents. M. de Malaussena ne parle que de deux colonnes. *Journal historique*, page 75 ; Dumerbion au contraire de trois. Rapport du 20 mai, page 528. D'autre part un rapport de Christ porte que les Français, au nombre de 1.200, sont venus attaquer les Barricades et Vinadio, 17 mai, page 512. Si cette attaque a réellement eu lieu, il semble qu'elle n'a pu venir que de l'armée des Alpes.

(1) Christ, 18 mai, page 520.
(2) Dumerbion au comité, 20 mai, page 528.
(3) *Journal historique* de Malaussena, page 75.
(4) Christ, 19 mai, page 528.
(5) Christ, 16 mai, page 506.
(6) Christ, 16 mai, page 506.
(7) Christ, 17 mai, page 512.
(8) Le fait est certain, mais le rapport de Christ n'indique pas le jour, voir page 528, ce doit être très probablement le 15, puisqu'il y avait certainement du monde le 16.

les miliciens dans les idées qu'on ne voulait pas les laisser agir, ni défendre, et que les Français connussent qu'ils étaient contre eux » (1).

Afin de couvrir la droite des Barricades, le 23 mai, un détachement de 60 hommes, moitié troupes, moitié milices, allait occuper le col du Mul, tandis qu'un détachement de 20 hommes se plaçait sur les hauteurs entre Sambuco et le col pour établir la liaison. Le 24 au soir, les miliciens quittaient Demont avec trente hommes de troupes de ligne. Le 25 au matin, 300 ou 400 Français se montrent devant les Barricades et entraînent les Piémontais à leur poursuite jusqu'aux baracons de l'Argentière ; « là manquant de munitions de guerre, les paysans n'osant agir et l'aile droite, composée de milices, effrayée du secours qui arrivait à l'ennemi prenant la fuite », ils étaient rejetés à leur tour avec perte d'une cinquantaine d'hommes. Il n'y eut pas de poursuite bien que la déroute dût être assez sérieuse, car le général Christ avait donné l'ordre d'évacuer les Barricades et « de se replier à Vinadio » au cas où l'on ne pourrait les conserver (2).

Le 27, Colli approuvait cette disposition ; il ordonnait de ne tenir aux Barricades que des milices et de placer à Vinadio un bataillon (3).

Le détachement envoyé au col du Mul n'avait pu l'occuper à cause de la neige, il se plaçait à Giats, et le 30 il était forcé de se replier jusqu'au premier village du vallon de l'Arma.

Après le combat du 25, chaque parti gardait jusqu'à la fin du mois la plus stricte défensive, peut-être à cause du mauvais temps. Quoique l'on connût à Nice depuis le 22 (4) l'occupation de l'Argentière par l'armée des Alpes, on ne déployait pas plus d'activité à l'armée d'Italie pour reconnaître les forces de l'ennemi dans la vallée de la Stura ; de leur côté, les Piémontais évitaient de nous provoquer. Mais le 30 mai les rapports d'espions avertissaient que nous nous renforcions vers Sainte-Anne où l'on voulait amener 4 pièces d'artillerie, qu'on avait transporté 300 pelles à ce poste, et qu'on travaillait à réparer le chemin, ce qui faisait supposer qu'une attaque était prochaine (5).

(1) Malaussena, *Journal historique*, pages 76.
(2) Christ, 26 mai, page 577 et Christ, 27 mai, page 583.
(3) Colli (ordre), 27 mai, page 583.
(4) Dumerbion au comité, 22 mai, page 541.
(5) Christ, 30 mai, page 610.

CHAPITRE XII

I. Premier projet d'opération contre le Piémont, instruction de Dumerbion à Masséna. — II. Demandes de renfort, préparation de la campagne future jusqu'au 8 juin.

I

Aussitôt après l'enlèvement de Saorge, le 29 avril, les représentants du peuple auprès de l'armée d'Italie avaient réclamé l'appui de l'armée des Alpes, ne croyant pas possible de déboucher en Piémont avec la seule armée d'Italie. Tout allait donc dépendre de la décision du Comité. Le 8 mai, il admettait bien en principe la coopération des deux armées, mais tout en attribuant la direction de l'ensemble des opérations aux représentants de l'armée d'Italie « si le concert ne pouvait avoir lieu par la difficulté des communications » ; il ne leur accordait pas le pouvoir de puiser à leur gré dans l'armée des Alpes. L'arrêté était formel : « ils ne pourront distraire aucune force de l'armée des Alpes sans l'assentiment des représentants près de cette dernière » (1) Aux représentants du peuple de l'armée d'Italie, il expliquait cette restriction par le mauvais esprit régnant dans le Mont-Blanc « qui ne permettait pas de dégarnir le pays des forces qui s'y trouvaient, sans que la possibilité n'en soit reconnue par les représentants du peuple près l'armée des Alpes » (2).

Ne sachant où trouver de la cavalerie, le Comité dirigeait sur Nice toute celle de l'armée des Alpes

L'attention du Comité avait déjà été attirée sur la nécessité de renforcer l'armée d'Italie et de la faire soutenir par l'armée des Alpes. Comme on l'a vu, dès le 21 avril, à l'annonce de nos premiers succès, Ricord avait demandé un renfort de 20.000 à

(1) Comité de Salut public aux représentants de l'armée des Alpes, 8 mai, page 438.
(2) Comité de Salut public aux représentants de l'armée d'Italie, *Addenda*.

25.000 hommes d'infanterie effectifs et armés et de 6.000 hommes de cavalerie.

Ces chiffres avaient dû être arrêtés de concert avec l'état-major de l'armée d'Italie, car en écrivant le 13 mai au Comité, Dumerbion les adoptait, et il déclarait un renfort de 20.000 hommes d'infanterie et de 6.000 de cavalerie indispensable avant de tenter cette opération (1).

A la réception de la lettre du Comité en date du 8, les représentants des deux armées s'entendaient pour se réunir à Colmars. Bien des motifs devaient pousser à ne pas retarder d'un instant l'invasion de l'Italie. Dès le 8 mai, Tilly annonçait que les forces autrichiennes concentrées autour d'Alexandrie ne s'élevaient pas à plus de 21.800 hommes; sans pouvoir rien affirmer, les renseignements que l'on avait sur leur emploi étaient assez exacts, puisqu'ils attribuaient au gouvernement autrichien l'intention de les faire marcher sur l'état de Gênes pour s'emparer de Savone et de la capitale, et de les garder immobiles « quand même il serait question de s'opposer à l'entrée des Français à Turin » (2).

Quant à attendre une résistance de Gênes à ces projets il n'y fallait pas compter; le 13 mai, Tilly écrivait : « J'ai su hier du fils d'un oligarque que l'oligarchie, toujours contraire aux Français républicains, mais surprise et effrayée de leurs derniers succès tant contre les Piémontais que contre les Espagnols, est déterminée, non seulement à ce que les Génois restent parfaitement neutres, mais même à ce qu'ils ne soient que des témoins absolument passifs, quand même leur pays deviendrait le théâtre de la guerre » (3).

Ce rapport donnait une idée assez exacte de la situation en ce qui concerne les Autrichiens. Quant aux Piémontais, la prise du col de Tende, enlevé presque sans pertes, permettait, de juger de leur peu de consistance. Toutefois, comme, le 18, on croyait à Nice que Ceva était abandonné (4), on en avait peut-être conclu que l'armée piémontaise s'était concentrée sur sa droite pour résister aux progrès de l'armée des Alpes maîtresse des cols du mont Cenis et du Saint-Bernard ; et cela avec d'autant plus de raison que des rapports avaient signalé la réunion de 4 à 5.000 Autrichiens au Cairo, et la construction d'un fort beau chemin de ce point à Vado.

En se rendant à Colmars, Robespierre jeune s'était fait accompagner de Bonaparte. Dumerbion restait tranquillement à Nice; tandis

(1) Dumerbion au comité, 13 mai, page 480.
(2) Nouvelle, 8 mai, Supplément, page 106.
(3) Tilly à Buchot, 10 mai, page 107.
(4) Dumerbion à Masséna, 18 mai, page 512.

que se décidait le sort de son armée, il se bornait à avertir Masséna de la tenue de cette conférence (1).

Dans le système des opérations militaires, Carnot avait nettement indiqué que sur le front des Alpes on ne devait « agir offensivement que dans les gorges », et que pour attaquer le Piémont il fallait entrer en Italie par les Alpes-Maritimes.

A la suite de la première période de la campagne on était maître du col de Tende, on possédait ainsi un premier débouché menant droit sur Turin. En avant du col on avait complètement perdu le contact avec l'ennemi ; le 14, comme toujours, Dumerbion se contentait d'informer le comité que rien ne s'était passé entre nos avant-postes et ceux des Piémontais. « Ils étaient d'ailleurs fort éloignés et paraissaient être dans le dessein d'évacuer les montagnes pour nous attendre, disaient-ils, dans la plaine » (2). A droite, au contraire, Masséna, placé en première ligne, ne cessait de répéter, dans toutes ses lettres, qu'il n'avait personne devant lui à Mondovi, et que Ceva était très faiblement occupé.

Enfin, dans la guerre d'invasion que l'on projetait, il fallait tenir compte de l'esprit de la population. Or, d'après les comptes rendus de Dumerbion, il nous était favorable. « A Coni, les bourgeois paraissaient très bien disposés à nous recevoir, pourvu que nous y soyons avant l'arrivée des 12.000 impériaux qu'on y attendait » (3).

A Entraques, les habitants déclaraient à un de nos parlementaires « qu'ils étaient prêts à mettre bas les armes à notre approche » (4) ; le village de Limon demandait à être occupé (5).

Pour apprécier le plan adressé le 21 mai au Comité, il convient de ne pas oublier cette situation générale. Il est très embrouillé ; sans entrer dans le détail des colonnes, nous nous bornerons à en résumer l'idée générale. Partant de ce principe qu'il fallait réunir l'armée des Alpes à celle d'Italie, on choisissait la vallée de la Stura comme point de réunion des deux armées.

L'armée d'Italie fournissait quatre colonnes dites du Gesso, de Fenêtres, de Vinadio et de Saint-Dalmas. Les deux premières aborderaient le Gesso : la colonne du Gesso (16.000 hommes), partant de Tende, à Borgo San-Dalmazzo ; la colonne du col de Fenêtres (6.000), à Valdieri. La colonne de Vinadio (4.000 hom-

(1) Dumerbion à Masséna, 21 mai, page 532.
(2) Dumerbion au comité, 14 mai, page 485.
(3) Dumerbion au comité, 12 mai, page 467.
(4) Dumerbion au comité, 16 mai, page 502.
(5) Dumerbion au comité, 13 mai, page 480.

mes), débouchant du col de Sainte-Anne le cinquième jour de l'attaque, viendrait à Vinadio. Demont se trouvait donc tourné sur sa droite par 22.000 hommes dès le début de l'opération ; d'après les renseignements que l'on avait sur les forces piémontaises, il était peu probable que l'ennemi pût nous interdire le passage de la Stura ; dès lors le corps piémontais, à qui était confiée la défense de cette vallée, était forcé de se replier devant l'armée des Alpes chargée de l'attaque de front, de crainte d'être coupé.

L'armée des Alpes formait trois divisions dites : d'Argentière en deux colonnes ; de droite de la Stura en deux colonnes ; de gauche de la Stura en trois colonnes. La colonne d'Argentière (4.000 hommes) enlèverait le col ; son attaque était fixée au troisième jour de l'expédition, alors que l'armée d'Italie aurait déjà fait sentir son action ; elle était en outre facilitée par le mouvement des deux autres colonnes. Le deuxième jour, la division de droite de la Stura (5.000 hommes) se réunissait à Saint-Dalmas avec la division de Saint-Dalmas (2.000 hommes) tirée de l'armée d'Italie. Le troisième jour, la première colonne de la division de droite de la Stura (2.500 hommes) marchait sur l'Argentière, couverte sur sa droite par la seconde (2.500) et la division de l'armée d'Italie.

A gauche, la première colonne de la division de gauche de la Stura (3.000 hommes) viendrait à Acceglio.

Le col de l'Argentière était donc tourné sur ses deux flancs, lorsque la division de l'Argentière commencerait son mouvement, et en cas de nécessité on pouvait faire concentrer sur ce point les efforts de 19.000 hommes.

Sur sa gauche, l'armée des Alpes serait couverte au Lautaret par 4.000 hommes qui surveilleraient les débouchés de Château-Dauphin ; aux cols Maurin et Sautron, par 4.000 hommes qui tiendraient ceux de la Maira ; la troisième colonne de la division de gauche de la Stura (2 500) observerait ceux du Grana.

Après la prise du col de l'Argentière, la division de droite de la Stura combinerait ses mouvements avec la division de l'Argentière pour enlever la position des Barricades.

La deuxième colonne de la division de l'Argentière (3 000 hommes) passerait la Stura, et par Servagno déboucherait sur sa gauche ; les première et deuxième colonnes de la division de gauche de la Stura sur son front et sa droite ; la première colonne de la division de droite de la Stura franchissant la Stura à Pietra-Porzio tomberait sur ses derrières et lui couperait ses communications avec

Sambuco. Cette opération s'exécuterait le cinquième jour de l'expédition.

Le même jour, la division de Vinadio (4.000 hommes) déboucherait de Sainte-Anne et viendrait à Vinadio, le sixième jour elle couperait la communication entre Sambuco et Demont. La deuxième colonne de la division de droite de la Stura resterait sur cette rive pour couvrir les derrières.

On concentrait donc contre la Montagnetta, le premier jour, 11 000 hommes, et l'on pouvait en amener le lendemain 19.500 contre ce poste.

Les sixième et septième jour, on occuperait les hauteurs de Sambuco.

En cas de succès, les deuxième et troisième colonnes de la division de gauche de la Stura rejoindraient les 4.000 hommes restés vers Château-Dauphin ; renforcé par 2.000 hommes tirés du col Maurin, ce rassemblement dont l'effectif s'élèverait à 11.000 hommes ferait le siège de cette place.

La première colonne de la division de gauche de la Stura placée sur les hauteurs d'Elva couvrirait les derrières. L'ennemi pouvait se retirer par les vallées de Maira et de Grana ; dans ce cas, la première colonne de la division de droite de la Stura servirait de réserve à la division de gauche de la Stura ; s'il se repliait sur Demont, cette première colonne remonterait la rivière par Aisone et se concentrerait avec la division de gauche de la Stura et celle du Gesso pour bloquer Demont.

De minutieuses précautions étaient prises sur le papier pour assurer la subsistance des troupes ; lorsque l'on connaît la pénurie que l'on avait en mulets, il est difficile d'admettre que l'on aurait réussi à en rassembler un assez grand nombre pour porter les vivres de 19.500 hommes pendant trois jours. Durant toute l'expédition on bivouaquerait, les effets de campement ne rejoindraient qu'à l'époque des sièges.

Enfin différentes prescriptions réglaient la répartition de l'artillerie entre les colonnes, la création d'un équipage de siège pour assiéger Demont, l'organisation de corps de pionniers pour réparer les chemins.

On prévoyait même la constitution d'une imprimerie ayant deux protes, l'un italien et l'autre français (1).

Si l'on considère les grandes lignes de ce plan, il s'en dégage deux idées principales ; la première, de faciliter toutes les attaques

(1) Plan d'opérations, 20 mai, pages 532-539.

de front, particulièrement difficiles dans la guerre de montagne, par des attaques dirigées contre les flancs et les derrières ; la seconde, de concentrer successivement le plus grand nombre de forces possible sur les points attaqués. Toutefois, ce dernier principe n'est pas encore poussé à sa dernière rigueur, comme l'empereur le fera plus tard ; c'est ainsi qu'au début de l'expédition 11.000 hommes restent immobiles, bien que l'on dût suffisamment connaître le faible effectif des troupes piémontaises dans les vallées de Vraita et de Maira ; la colonne de Vinadio n'entre en action que le sixième jour, et la division du Gesso, après avoir atteint Borgo San-Dalmazzo le deuxième jour, reste immobile attendant que le succès se décide sur sa gauche.

Mais à notre avis ce plan ne répondait pas au principe énoncé au début ; en effet on déclarait que les succès en Italie dépendaient de la réunion des deux armées, et le résultat final de cette vaste opération était d'employer au nord 11.000 hommes contre Château-Dauphin ; au sud on distrayait encore un certain nombre de troupes, non prévu dans le projet, pour assiéger Demont. Jusqu'au moment où ces deux places seraient tombées entre nos mains, l'armée des Alpes ne procurerait aucun renfort à celle d'Italie. L'invasion de l'Italie dépendait donc de leur résistance ; en un mot, au lieu de cette guerre révolutionnaire dont Barère avait tracé le magnifique programme, on retombait dans la guerre de siège.

Ce projet mérite en outre d'être considéré sous un autre point de vue ; il semble qu'avant de mettre des troupes en mouvement il fallait au moins fixer approximativement la force des troupes ennemies auxquelles on avait affaire ; or il n'y avait pas aux Barricades plus de 100 hommes compris les milices, et c'est contre ce détachement qu'on mettait en mouvement 19.500 hommes. Le 15 mai, l'ennemi le laissera inoccupé, sans que l'on s'en aperçoive, et il suffira le 5 juin de deux petites colonnes pour le faire tomber. Il est en outre surprenant que l'on n'ait pas connu le 21 mai à Colmars l'évacuation du col de l'Argentière effectuée le 10, alors qu'on était informé le 16 mai à Nice de l'occupation du col de la Madeleine par nos troupes (1) ; et qu'immédiatement l'on n'ait pas poussé des reconnaissances vers les Barricades, ni envoyé des espions qui auraient facilement découvert la faiblesse de cette garnison.

En résumé on avait établi un plan sur la carte sans tenir compte de l'ennemi.

Jusqu'à nos jours on avait toujours admis que l'influence de

(1) Dumerbion au comité, 16 mai, page 502.

Bonaparte avait été dominante dans l'établissement du plan de campagne. Le colonel Krebs a admis au contraire, que dès la fin de mai, il avait été rédigé par l'adjudant général Clausade, et il ajoute dans une note : « La nécessité du siège de Demont, comme préliminaire de celui de Coni, base des deux projets rédigés par Bonaparte, y est nettement démontrée par un raisonnement très rigoureux. Clausade prévoit en outre la rédaction d'une série de mémoires traitant de toutes les manœuvres à exécuter, jusques et y compris le siège de Turin, des mouvements à effectuer au cas où les Autrichiens se porteraient sur Gênes ou Savone, d'un déploiement éventuel le long du littoral. Ces mémoires n'ont pas été retrouvés ; mais on conçoit qu'ils ont été établis soit par Clausade soit, comme pour l'expédition de Demont, par le général Bonaparte, soit par d'autres officiers » (1).

On étudiera plus loin ce document pour rechercher l'influence qu'il a pu exercer; en tout cas, un fait est certain : à l'assemblée de Colmars, l'avis de Clausade n'a pas été demandé, et cet officier n'était pas présent, puisque nous savons par une lettre de Dumerbion que Chabran accompagnait Bonaparte. Peut-être même le général en chef n'avait-il pas été consulté ; en tout cas il ignorait ce qui serait décidé ; car en en informant Masséna, il se contente de le prévenir qu'il y a une réunion à Colmars entre les représentants des deux armées et le général Bonaparte, sans lui en indiquer le but (2). Le capitaine Colin a réfuté à notre avis sans réplique l'hypothèse du colonel Krebs en se basant sur les lettres de Laporte du 3 et du 8 juin.

On remarquera, dit-il, « qu'il s'agit toujours de ce plan considéré comme un tout complet, sans rien qui puisse faire supposer que c'est une partie d'une série plus étendue. De plus, non seulement il dit que « *Bonaparte l'a rédigé* »; ce qui permettrait de penser qu'il a pu se borner à détailler des idées fournies par un autre, mais Laporte dit formellement : « *le plan de Bonaparte* » ; et quand il s'agit de proposer une modification il dit : « *consultez cet officier général, montrez-lui ma lettre* » ; « *il faut que Bonaparte soit instruit* » (3).

Après des expressions si nettes il semble qu'il ne peut exister le moindre doute : seul Bonaparte a exercé de l'influence sur les représentants.

(1) Krebs et Moris, page 142.
(2) Dumerbion à Masséna, 21 mai, page 531.
(3) Collin, *Education militaire de Napoléon*, page 279.

Il existe dans les archives de la section du génie, un plan du colonel Clausade intitulé : *Plan d'opérations combinées entre l'armée des Alpes et celle d'Italie.* Après avoir exposé que la réunion des deux armées doit s'opérer par la vallée de Stura, il offre comme but aux efforts de l'armée d'Italie toute une série de sièges à faire, le plus important étant celui de Coni, et il prétend démontrer la nécessité de commencer par celui de Demont, opérations dont le résultat aurait été de perdre encore quinze jours.

Enfin il conclut par demander un renfort de 20.000 hommes d'infanterie et de 5.000 à 6.000 hommes de cavalerie (1).

Convient-il de n'accorder aucune « valeur historique » à ce plan ?

La question mérite qu'on expose les arguments pour et contre :

1° Le 3 juillet, un arrêté du Comité rejetant les plans du 21 mai et du 20 juin décide qu'on fera dans « le plus court délai une expédition dont l'objet est de s'emparer de Coni » (2). C'est-à-dire qu'il accepte la proposition fondamentale du plan de Clausade ;

2° C'est le 28 mai, que Bonaparte adresse à Paris ses demandes relatives au besoin de l'artillerie (3) ; que Dumerbion réclame de la cavalerie au Comité (4) ; que Bonaparte ordonne à Andreossy de préparer l'équipage de pont ; et le lendemain il ordonne de lever une carte du pays occupé par nos troupes dans le Piémont (5). Tout cet ensemble de mesures à la même date semble indiquer qu'on a dû discuter le 28 mai au quartier général de Nice l'hypothèse d'une offensive en Piémont ; or le plan de Clausade est daté du 28 mai ; et puisqu'il suffit de toucher à cette question pour présenter des hypothèses, qu'on nous permette de faire observer la coïncidence curieuse qui existe entre la date du plan de Clausade et les dépêches de Dumerbion : le tout ne serait-il pas parti pour Paris par le même courrier?

D'autre part il est certain que Clausade n'était pas sans influence dans l'armée, et surtout il n'a jamais expédié les ordres de Masséna. Toutes les archives de l'état-major général de l'armée d'Italie sont perdues, il ne subsiste que la correspondance envoyée à Paris et encore est-elle incomplète : par exemple les états de demande expédiés le 16 ventôse font défaut. Pour apprécier le rôle de certains officiers, on est donc forcé de s'adresser à une autre période où les documents sont nombreux ; or nous voyons, après la bataille de

(1) Clausade, *Plan*, p. 586 593.
(2) Arrêté, 3 juillet (Copie, 29 juillet A G).
(3) Bonaparte, *Etat*, 28 mars, pages 787-800.
(4) Dumerbion au comité, 13 mai, page 480.
(5) Bonaparte à Chantron, 29 mai, page 691.

Loano, Schérer s'en remettre à Clausade pour décider si l'on doit ou non continuer l'offensive (1). A la fin de 1793, il prépare également le projet de cantonnement (2).

Rien ne prouve que ce plan « ait été retrouvé dans les papiers personnels de l'auteur ». A notre avis il a dû être remis à Dumerbion, peut-être sur sa demande, et il n'y aurait rien d'étonnant à ce qu'il soit parvenu à Carnot d'une manière ou de l'autre. Un fait est certain, ce seront ses propositions qui seront adoptées le 3 juillet.

Remarquons en outre que, dans sa lettre du 13, Dumerbion parle de l'urgence de créer de grands approvisionnements de poudre en prévision des sièges à faire. Ceci se rapporte bien plus aux projets de Clausade qui prévoit toute une série de sièges qu'à ceux relativement peu importants de Demont et de Château-Dauphin (3).

Tandis que les faiseurs de projets de l'armée d'Italie se livraient à de grandes conceptions stratégiques pour faire tomber des positions non défendues, et accumulaient toutes leurs forces dans les montagnes, les généraux chargés de la responsabilité avaient trouvé la véritable solution. Le 13 mai, Dumerbion écrivait au Comité : « L'armée d'Italie, citoyens représentants, occupant les cols de Fenetre et de Tende et les postes de Viozene et d'Ormea est en mesure de déboucher dans les plaines du Piémont du moment que vous lui en donnerez l'ordre » (3).

Quant à Masséna, il était également d'avis de marcher sur Mondovi et Ceva ; dès son arrivée à Ormea il rendait compte que l'on déboucherait quand on le voudrait (4). Entre temps, Dumerbion l'avait invité, le 16 mai, à lui faire part de « ses réflexions » sur la conduite à tenir (5) ; mais Masséna avait été instruit par l'expérience ; le 25 avril, en pleine opération, on lui avait changé, sans le consulter, un plan adopté : faire connaître ses idées, n'aurait eu d'autre utilité que de se charger d'une grande responsabilité en cas d'insuccès, il se dérobait donc en ce qui le concernait : « Mes occupations ne me permettent guère, général, de t'offrir mes réflexions comme tu as la bonté de me le dire par ta dernière ». Mais en même temps, il lui faisait connaître les vœux de ses soldats. « Ils ne respirent que combat, écrivait-il, surtout quand ils portent leurs regards sur la superbe plaine du Piémont ; si je voulais les en

(1) Fabry, *Histoire de l'armée d'Italie de 1796*, 1er décembre 1795, tome Ier, page 35.

(2) Clausade, *Mémoire*, page 47.

(3) Dumerbion au comité, 13 mai, page 480.

(4) Masséna aux représentants, 13 mai, page 482.

(5) Dumerbion à Masséna, 16 mai, page 503.

croire, ils y seraient déjà descendus, enfin j'ai toutes les peines du monde à retenir leur bouillant courage » (1). Le 23 mai, il transmettait une fausse nouvelle d'après laquelle le corps autrichien aurait filé sur Coni ; sur son flanc droit que l'on avait cru un instant menacé, il ne restait plus que 700 à 800 Autrichiens au Cairo (2). Aussi, en recevant l'annonce de la conférence de Colmars, ne doutait-il plus que l'on allait enfin attaquer, et il écrivait à Dumerbion : « Je compte après demain chasser les ennemis d'un petit poste qui nous gêne, et qui pourra nous être utile d'après le voyage du représentant Ricord, Buonaparte et Chabran » (3).

Ce mouvement en avant inquiétait fortement le général en chef ; l'armée devant vivre sur le pays, il était impossible de laisser 15.000 hommes dans la principauté d'Oneille au milieu des montagnes ; d'un autre côté, la position en pointe de la division Masséna, menacée sur son flanc droit par le corps autrichien, sur son flanc gauche par l'armée piémontaise pouvait devenir dangereuse si on ne la soutenait pas. Aussi à la réception des dépêches de Masséna du 12 et du 13, où celui-ci lui annonce l'occupation de Garessio et l'enlèvement du poste de Casotto, l'arrête-t-il net. « Jusqu'à ce que nous ayons fait une combinaison générale pour nous porter en avant, je t'engage à ne pas t'élever davantage, parce qu'il ne faut pas nous exposer à faire une marche rétrograde, chose qui arriverait peut-être si tes forces étaient très disséminées. Tes postes sont bien liés, bien soutenus, bien commandés. Tenons-nous-en donc là, à moins que des circonstances heureuses ne te donnent la certitude de battre l'ennemi complètement. Tu voudras bien m'offrir tes réflexions à ce sujet » (4).

Le 18, Dumerbion approuve les positions prises autour de Garessio par le corps aux ordres de Laharpe ; comme on l'a informé que Ceva était évacué par les Piémontais, qu'un corps de 5.000 à 6.000 hommes était vers Cairo et qu'ils avaient fait un fort beau chemin pour se rendre à Vado, il invite Masséna à tout mettre en œuvre pour s'en assurer, et il lui recommande de ne pas attendre « qu'il n'ait plus de numéraire pour lui en demander pour ses dépenses secrètes » (5). Le 22, il lui répète « de ne rien épargner pour avoir des nouvelles sûres de l'ennemi », puis il ajoute : « et me

(1) Masséna à Dumerbion, 22 mai, page 546.
(2) Masséna à Dumerbion, 23 mai, page 552.
(3) Masséna à Dumerbion, 26 mai, page 556.
(4) Dumerbion à Masséna, 16 mai, page 503.
(5) Dumerbion à Masséna, 18 mai, page 512 ; même recommandation le 25 mai, page 560.

rejouis de ce que tu me dis sur la position imposante de nos avant-postes ». (1)

Cependant durant la fin du mois de mai, la division Masséna ne cesse de gagner du terrain ; le 26, Masséna avertit que rien n'aurait été plus facile que d'occuper Pamparato, « que tout cela nous rapproche du Mondovi » (2).

Lorsque cette dépêche parvient à Nice, Dumerbion a connaissance du projet de Colmars par Bonaparte, puisque celui-ci est de retour à Nice au moins depuis le 25 (3). Il sait qu'il ne peut être question de déboucher entre Mondovi et Ceva, et il s'attend à ce que la réponse du Comité lui parvienne bientôt, pourtant il atténue ses ordres si précis de rester sur les positions occupées. « Je t'ai mandé précédemment de ne point étendre davantage ta ligne de défense jusqu'au moment où, par de nouvelles combinaisons, nous nous porterons en force sur l'ennemi. Cependant si tu trouves des circonstances à l'attaquer avec certitude de le battre, tu ne dois pas les laisser échapper » (4). Paroles que Masséna lui rappellera le 20 juin. Mais le 31 mai, informé que François paraît vouloir occuper Pamparato, Dumerbion renouvelle son ordre primitif : « je te répète de nouveau de ne point étendre ta ligne de défense davantage, puisque cela ralentirait ces mouvements que nous ferons peut-être bientôt : ceci n'est que pour toi » (5).

Aucun ordre ne peut arrêter nos troupes qui préfèrent vivre dans des villages que de rester sur les montagnes. Masséna est forcé de se rendre au corps de François pour l'arrêter lui et sa troupe ; « sans cela ils seraient capables de s'en aller peut-être jusqu'à Turin » (6). Il arrive trop tard, et le 1er juin il rend compte que ce général « a poussé ses avant-postes jusque sur les dernières montagnes de manière qu'il n'y a plus qu'à descendre pour être sur Mondovi et dans la plaine » (7). A la réception de ce rapport, Dumerbion défend à François de se porter en avant « sans un ordre positif » (8) et le rend responsable de l'exécution (8).

En résumé, au commencement du mois de juin, on savait positivement à Nice qu'un mouvement sur Ceva ou sur Mondovi n'éprouverait pas d'obstacles sérieux. Du côté des Alpes, la situation s'était

(1) Dumerbion à Masséna, 22 mai, page 543.
(2) Masséna à Dumerbion, 26 mai, page 574.
(3) Bonaparte à Dujard, 25 mai, page 572.
(4) Dumerbion à Masséna, 29 mai, page 601.
(5) Dumerbion à Masséna, 31 mai, page 611.
(6) Masséna à Dumerbion, 29 mai, page 604
(7) Masséna à Dumerbion, 1er juin, page 616.
(8) Dumerbion à Masséna, 6 juin, 644.

complètement modifiée depuis le 21 mai ; la prise du col de l'Argentière rendait inutile toutes les opérations prévues pour la division d'Argentière et pour la division de droite de la Stura. En outre, en rentrant au quartier général de Grenoble, Laporte dut entendre critiquer le projet qu'il avait signé, car le 3 juin il soumettait à ses collègues de l'armée d'Italie diverses observations qui lui avaient été inspirées par l'exemple des manœuvres du prince de Conti en 1744. Au lieu d'admettre le dispositif compliqué de Bonaparte, il proposait qu'une colonne de l'armée des Alpes se portât de l'Argentière sur les Barricades, tandis qu'une autre, par le col Faron, viendrait à Ferrière ; l'armée d'Italie fournirait deux colonnes ; la première passerait par le col de Fer et arriverait au-dessous des Barricades, la seconde suivrait la vallée des Bains de Vinadio et atteindrait les Planches.

La Montagnette et les Barricades seraient donc attaqués de front par une colonne et sur leur flanc gauche par trois. En outre on obtenait le grand avantage de réunir les différentes colonnes des deux armées dans la vallée de la Stura rien que par le mouvement d'attaque au lieu de débuter par une concentration à Saint-Dalmas comme dans le plan de Bonaparte. Le 5 juin, les Barricades tombaient sous l'effort de deux faibles colonnes; rien n'empêchait donc plus la communication entre les deux armées que la petite place de Démont que Laporte se faisait fort d'enlever peut-être en moins de huit jours. Ce premier objectif atteint, on pouvait « menacer Coni, en faire le siège ou simplement le tourner et porter nos forces droit à Turin, c'est-à-dire la terreur dans l'âme du despote » (2).

Idée véritablement grande qui avait d'autant plus de chance de succès qu'on était alors informé de l'état des esprits à Turin ; le 1er juin, Masséna avait averti « qu'un grand mouvement » avait eu lieu dans la capitale. Des conjurés devaient s'emparer « de l'arsenal, de la citadelle et emprisonner le roi, toute sa famille et tous les seigneurs de Turin » ; à la vérité les patriotes avaient été trahis, beaucoup d'arrestations avaient été effectuées ; « mais elles ne faisaient qu'aigrir davantage le peuple, de manière à ne plus rien ménager pour secouer le joug d'esclavage et devenir libre » (3). Les dispositions de la population nous étaient en partie favorables, et l'on connaît les craintes qu'elles inspiraient au gouvernement piémontais. C'était une chance heureuse pour nous, qu'il convenait

(1) Laporte au comité, 3 juin, page 624.
(2) Laporte au comité, 8 juin, Aulard, tome XIV, page 221.
(3) Masséna à Dumerbion, 1er juin, page 617.

d'utiliser au plus tôt. En outre, le 17 mai Tilly avait averti de l'édit qui ordonnait « l'armement en masse des Piémontais sans distinction d'âge et de condition » (1) ; et par les lettres de Masséna on était prévenu de la sensation que la proclamation du roi avait produite sur les habitants des campagnes.

Tout retard permettait au mouvement de s'étendre et fournissait la facilité d'encadrer à un moment donné ces milices dans les troupes de ligne ; enfin on savait, dès le 17 mai, que l'on travaillait à force « aux mines de Coni que l'on poussait fort loin dans les environs de cette place » (2).

Tous ces motifs commandaient de se hâter ; tout au moins d'enlever Démont puisque l'on jugeait qu'elle devait être notre premier but : quelle que fût la réponse du Comité on aurait au moins gagné du temps. Au lieu de cela on attendait, et plusieurs semaines devaient s'écouler avant que l'on connût une décision dont tout exigeait la promptitude, et qui se faisait attendre sans qu'on en découvre les motifs.

II

Ce repos forcé était utilisé pour pourvoir aux besoins de l'armée, lui fournir son encadrement et la mettre en état de faire une campagne de plaine.

Au début des opérations, la cavalerie n'existait pas à l'armée d'Italie (3) ; l'arrêté du 8 mai lui avait fait passer celle de l'armée des Alpes (4) ; le 28 mai, Dumerbion apprend qu'elle ne monte qu'à 1.700 hommes. Il insiste pour qu'on lui procure les 4.300 autres ; il réclame en outre trois compagnies d'artillerie légère servant du 6 et des obusiers, et des ingénieurs dont un officier supérieur au moins.

Plusieurs détachements du 14e chasseurs lui étaient arrivés sans chevaux et avec un équipement en mauvais état ; il demandait qu'il y fût remédié (5).

Telle était la pénurie en cavalerie, qu'on prenait le parti de faire rejoindre tous les détachements chargés de la correspondance ; à l'avenir, elle serait assurée par des gendarmes, 200 devaient

(1) Tilly, 17 mai (A. E. Gênes, 168, 113).
(2) Dumerbion au comité, 17 mai, page 508.
(3) Situation du 4 avril, page 771.
(4) Arrêté, page 439.
(5) Dumerbion au Comité, 28 mai, page 584.

être appelés à l'armée (1). Le 11 juin, Masséna décidait de garder douze chasseurs et un officier ; « sans cette précaution, le service aurait manqué net et il aurait été répréhensible » (2) ; le 14, le général en chef l'en blâmait ; il lui prescrivait, si les gendarmes ne suffisaient au service des ordonnances ou des escortes « à le faire faire par des guides, des caporaux, des sergents et même des officiers si les circonstances l'exigeaient » (3).

Pour ses reconnaissances mêmes, il se ferait escorter par de l'infanterie s'il n'avait pas assez de gendarmes. Toute commodité devait céder à l'impérieuse nécessité de conserver pour la guerre de plaine les chevaux que le service d'ordonnances ruinait (3). Le 17, Masséna donnait ordre à ce détachement de rejoindre Nice, non sans avoir observé de nouveau que « les caporaux et les guides, ainsi que toute autre ordonnance à pied » étaient incapables de remplacer les ordonnances à cheval vu la nature du pays (4).

La question des armes ne soulevait pas moins de difficultés.

Le 16 ventôse Dumerbion estimait que 15.000 fusils étaient nécessaires pour une armée de 50.000 hommes (5). Le 13 mai, il portait ce nombre à 30.000 et provisoirement à 20.000.

En prévision d'un siège, il évaluait les besoins en poudre à 800.000 milliers et provisoirement à 400.000 (6). Bonaparte avait aussi fait parvenir ses demandes, nous ignorons en quoi elles consistaient ; mais il résulte de la réponse de la commission de l'organisation en date du 14 mai qu'on les avait trouvées trop élevées ; il avait été invité « à éviter les exagérations ». « Tu dois sentir, ajoutait la lettre, que ce n'est pas à l'armée d'Italie seule que doivent se porter ses soins et sa sollicitude, mais qu'elle les doit également aux autres armées » (7).

Sans se rebuter, Bonaparte adressait avec la dépêche de Dumerbion en date du 28 un nouvel état des besoins de l'armée ; le nombre des fusils jugés nécessaires était abaissé à 18.000 ; 6.000 étant déjà annoncés, il n'en fallait plus que 12.000 (8). En comparant ces états avec les envois, dont on était prévenu, on s'aperçoit que la plupart des demandes étaient déjà satisfaites. On avait réclamé dix pièces de 12, vingt-neuf de 8, vingt-sept de 4, six obusiers de

(1) Représentants à Dumerbion, 19 mai, page 522.
(2) Masséna à Dumerbion, 11 juin, page 672.
(3) Dumerbion à Masséna, 14 juin, page 685.
(4) Masséna à Dumerbion, 17 juin, page 706.
(5) Dumerbion au comité, 15 avril, page 251.
(6) Dumerbion au comité, 13 mai, page 480.
(7) Commission de l'organisation à Bonaparte, 14 mai, page 486.
(8) Etat numéro 2, page 788.

7 pouces ; d'après les lettres du ministre et de la commission d'organisation, tout était déjà parti sauf les pièces de 12.

Comme caissons, il n'aurait manqué que trente caissons d'infanterie ; par contre, les boulets faisaient défaut : 6.000 de 12 ; 18.000 de 8 ; 36.000 de 4 ; 4.000 d'obusiers de 6 (1). L'équipage de siège était presque au complet (2) ; mais les besoins en poudre étaient énormes, Bonaparte en portait le total à 1.200.000 k.

La question des chevaux d'artillerie était loin d'être résolue ; on était averti de la fourniture de 2.400 chevaux pour atteler le parc, alors que les états de prévision étaient de 6.100 (3). Quant à l'équipage de pont, il était complètement à organiser (4).

On s'attendait d'un moment à l'autre à déboucher en Italie et par suite à passer des fleuves. Dès le 15 mai, Andreossy avait été chargé de tout ce qui était relatif aux ponts (5). Le 28, Dujard lui ordonnait de prendre ses mesures pour faire la guerre en plaine (6), et un ordre direct de Bonaparte lui prescrivait de tout disposer, « pour pouvoir construire deux ponts de bateaux de 200 toises en quinze jours ». A cet effet, il devait faire connaître, s'il employait des pontons, le nombre de poutres jugées nécessaires ; s'il usait de bateaux, l'état de ses besoins ; au cas où il rejetterait l'un et l'autre mode, les motifs qui l'y auraient déterminé. D'autres états indiqueraient ce qu'il faudrait pour un pont de chevalets, de cordages et de bateaux construits avec ceux que l'on rencontrerait dans le pays. En même temps, il devait s'informer de ce que les départements du Midi pouvaient fournir (7). En conséquence, le 21 juin, Andreossy est autorisé à écrire partout où il le croira nécessaire pour se procurer les patrons et ouvriers dont il a besoin (8).

Quant à Bonaparte, pendant toute cette période, il organise la défense de la côte (9) et surveille l'organisation de son service (10) et l'instruction de ses canonniers (11). Le 21 juin, il fait des obser-

(1) Etat numéro 3, pages 789-790.
(2) Etat numéro 4, page 791.
(3) Etat numéro 6, page 793.
(4) Etat numéro 5, page 792.
(5) Bonaparte à Andreossy, 15 mai, page 495.
(6) Dujard à Andreossy, 28 mai, page 585.
(7) Bonaparte à Andreossy, 28 mai, page 586.
(8) Bonaparte à Andreossy, 21 juin, page 733.
(9) Bonaparte à Pille, 16 juin, page 701.
(10) Bonaparte à Manceau, 2 mai, page 403. — Bonaparte à Andreossy, 6 mai, page 423. Bonaparte à Berlier, 7 mai, page 431. Bonaparte à Berlier, 8 mai, page 439.
(11) Bonaparte à Dujard, 25 mai, Dujard (ordre). — Dujard à Andreossy page 560.

vations à Faultrier sur la construction de chevaux de frise (1); le 22, il demande à Andréossy son avis sur le tir à grenades (2) et il écrit aux administrateurs du district de Tarascon pour hâter la construction de cinquante forges de campagne (3); le 8 mai, il fait lever un plan du golfe de Jouan où l'on *indiquera* la position des batteries existantes, celles ordonnées et du mouillage (4); le 24 juin, le même travail est exécuté pour Antibes (5); le 25, il ordonne de mettre en prison le commandant de la batterie la Brague qui s'est absenté (6). Dans toutes ses dépêches, domine un style net et précis (7), elles ne permettent pas d'apprécier le rôle que Bonaparte a pu alors jouer, mais elles témoignent déjà de ce désir d'entrer dans la minutie des détails qui caractérise les dépêches de l'Empereur.

Jusqu'au moment où les fusils demandés à la commission d'organisation seraient arrivés, il était impossible d'armer les nouvelles levées, et la correspondance de Masséna revient à plusieurs reprises sur l'urgence d'y pourvoir. Le 18 mai, Dumerbion ordonne de lui en faire passer 150 (8). Le 1er juin Masséna ne les a pas encore reçus, et il observe le 2 que ce nombre est loin de lui suffire; la 101e sur 1.100 hommes d'encadrement n'en a que 200 d'armés et le 3e bataillon de la 100e en réclame 350 (9). Le 10 juin, Dumerbion prescrit de lui en faire expédier au moins 1.200 à Oneille (10). Toutefois le commandant de l'artillerie ayant fait distribuer les premiers qui arrivent dans cette place, Masséna ordonne le 18 à Hammel de les lui expédier en faisant marcher le convoi jour et nuit (11); le 20, il en a reçu 199, et il a encore un millier d'hommes non armés (12); le 24 juin, il lui en parvient 900 (13). La situation devait être la même dans les autres divisions.

Néanmoins on s'occupait activement de l'instruction des recrues; le 9 juin, un ordre de Masséna prescrivait de les exercer deux fois

(1) Bonaparte à Faultrier, 21 juin, page 733.
(2) Bonaparte à Andreossy, 22 juin, page 737.
(3) Bonaparte aux administrateurs du district de Tarascon, 22 juin, page 737.
(4) Bonaparte à Chantron, 8 mai, page 439.
(5) Bonaparte à Berlier, 24 juin, page 745.
(6) Bonaparte à Berlier, 25 juin, page 749.
(7) Bonaparte à Chantron, 8 mai, page 439. — Bonaparte à Gassendi, 26 mai, page 572. — Bonaparte à Berlier, 2 juin, page 619.
(8) Dumerbion à Masséna, 18 mai, page 513.
(9) Masséna à Dumerbion, 2 juin, page 620.
(10) Dumerbion à Masséna, 10 juin, page 666.
(11) Masséna à Hammel, 18 juin, page 711.
(12) Masséna à Dumerbion, 20 juin, page 727.
(13) Masséna à Dumerbion, 24 juin, page 746.

par jour (1) ; à en croire un renseignement piémontais, l'exercice avait lieu trois fois par jour à Tende (2).

Toutes les opérations de la première partie de la campagne s'étaient déroulées dans les montagnes ; si l'on continuait à se porter en avant, elles devaient avoir pour théâtre les plaines du Piémont. Dans cette hypothèse, le 19 mai, Robespierre adressait à Dumerbion diverses observations en vue de la guerre. En ce qui concerne la tactique, il n'y a guère à relever que celle concernant l'infanterie « qui doit être exercée aux évolutions et s'accoutumer à la vue de la cavalerie ».

Au contraire, tout ce qui regardait les subsistances était très remarquable, l'instruction ordonnait la création de trois espèces de magasins : magasins centraux, de division, de dépôt. Les magasins centraux devaient être placés « en échelons sur les derrières, de manière que le plus avancé puisse pourvoir à l'approvisionnement des magasins de division. Les magasins de division alimentent les dépôts de manière qu'un sac de farine que l'on convertit en pain au dépôt est remplacé par un sac du magasin de division, et celui-ci par le dernier magasin central ».

Les magasins de division seraient établis à une petite journée de marche en arrière des camps ; les magasins de dépôt dans l'endroit le plus favorable pour cuire ; à chaque magasin serait attaché un certain nombre d'attelages capables de fournir à l'approvisionnement du magasin immédiatement le plus rapproché ; une telle institution procurait évidemment les plus grands avantages. « L'équipage ne faisait que de petits voyages ; il n'était jamais absent plus de deux jours de son dépôt ».

« C'est le premier principe des charrois, ajoutait Robespierre, qu'ils soient le plus sédentaires possible, et qu'ils ne fassent que de petits voyages ; par ce moyen, les chefs ne les perdent pas de vue et ils peuvent alors vraiment être responsables » (3).

Tandis que l'on s'occupait ainsi de pourvoir aux besoins de l'armée, les hommes de réquisition ne cessaient de rejoindre. Malheureusement pour cette question si importante de l'organisation de l'armée nous sommes réduits à de vagues indications.

Le 2 mai, il arrive à Nice 950 hommes de réquisition.

Le 3 mai, 1.750 hommes de réquisition.

Le 5 mai, 600 hommes de réquisition.

(1) Masséna à Monnier, 9 juin, page 660.
(2) Service des renseignements piémontais, 23 juin, page 744.
(3) Représentants du peuple à Dumerbion, 19 mai, pages 520-526.

Le 13 mai, 640 hommes de réquisition.

Le 18 mai, 700 hommes du Puy-de-Dôme.

Le 19 mai, 480 hommes de réquisition.

Le 20 mai, 900 hommes de réquisition (1).

Le 16 juin, une compagnie de mineurs entre à Nice (2).

La cavalerie de l'armée des Alpes arrive à partir du 7 juin (3); successivement une partie des chasseurs et des hussards se rend à Sospel (4), à Breil et à Tende (5) faisant craindre ainsi un débouché prochain.

Grâce à ces différents renforts, l'effectif de l'armée monte de 57.792 hommes et 2.435 officiers au 4 mai, à 62.787 hommes et 2.368 officiers au 20 juin.

L'artillerie envoyée de Paris doit également commencer à rejoindre ainsi que celle tirée des places de l'armée des Alpes (6), puisqu'un rapport piémontais signale le passage d'un convoi considérable d'artillerie au pont du Var au commencement du mois de juin (7). Le 26 mai, Bonaparte s'est fait adresser un rapport sur l'état de ce pont et sur les divers travaux que son entretien exige (8), et nul doute que toutes les mesures n'aient été prises pour sa conservation.

(1) Voir les rapports de Dumerbion à ces dates.
(2) Dumerbion au comité, 17 juin, page 705.
(3) Dumerbion au Comité, 7 juin, page 654.
(4) Dumerbion au Comité, 10 juin, page 666.
(5) Dumerbion au Comité, 15 juin, page 698; 16 juin, page 704; 17 juin page 705.
(6) Laporte au comité, 1er juin, page 613.
(7) Service des renseignements piémontais, 9 juin, page 663.
(8) Bonaparte à Gassendi, 26 mai, page 572 et Bonaparte, Rapport, 573.

CHAPITRE XIII

I. Résolutions du roi et mesures prises par les généraux piémontais jusqu'au 25 juin. — II. Mission de d'Albarey. — Convention de Valenciennes. — Le roi l'approuve. — III. Rapports entre les Autrichiens et les Piémontais durant la même époque.

I

Il semble que les Piémontais étaient très mal renseignés sur la situation de nos forces. D'après un rapport fourni, le 26, par un déserteur, on croyait qu'il y avait seulement 3.000 hommes de troupes françaises à Ormea, 14 000 hommes ayant été renforcer l'armée du Nord (1). Il nous est impossible d'apprécier le degré de créance que l'on a porté à cette information, mais un fait est certain, on ne se doutait pas des forces réunies autour de Garessio puisque le roi songeait à faire reprendre l'offensive par d'Argenteau. Sans fixer le nombre de troupes à mettre à sa disposition, il se contentait d'écrire à Colli : « vous pouvez lui assigner les troupes qui seront le plus à portée » (2). Le 1er juin, le général Argenteau se met en mouvement avec le 1er bataillon d'Acqui, le 2e d'Aoste, le corps franc de Giulay et un escadron de cavalerie ; le tout s'élevait à 1.352 hommes. A Mondovi, il trouvait 3 000 hommes fournis par le 1er d'Aoste, deux bataillons de la légion légère et les hommes de la levée en masse. Avec ces faibles forces, il déclarait impossible de tenter la moindre offensive, et il rendait compte « qu'il faudrait 6.000 hommes pour entreprendre sur l'ennemi ; que pour le déloger, il faudrait le tourner et aller l'attaquer à Navonera par Frabosa » (3). En attendant, le roi de Piémont écrivait le 2 à Colli qu'il désirait « que le changement de position ne s'effectuât pas encore » (4), et à la suite de l'enlèvement du poste de St-Jacques, le 2e bataillon d'Acqui partait dans

(1) Argenteau (Analyse), 26 mai, page 577.
(2) Le roi à Colli, 30 mai, page 611.
(3) Argenteau, 2 juin, midi et demi, page 623.
(4) Le roi à Colli, 2 juin, page 623.

la nuit du 3 au 4 pour le Mondovi ainsi que les dragons de Stab (1). Le 4, on jugeait à Turin ces renforts insuffisants. Vivement préoccupé des rapports de d'Argenteau qui, en date du 3, montraient la situation vers Ceva et Mondovi comme étant très compromise, le roi invitait Colli à faire un grand effort de ce côté ; il l'autorisait même à mettre à la disposition de d'Argenteau la moitié de son corps, toutefois cet ordre était peu précis, puisque son exécution dépendait des craintes que pourraient lui occasionner les forces françaises qu'il avait en face de lui. « Selon le degré d'assurance que vous pouvez avoir sur votre front, lui écrivait-il, vous pouvez lui fournir jusqu'à la moitié de votre corps, et prendre avec l'autre moitié la position plus resserrée et que vous jugez plus convenable. Enfin c'est les circonstances qui doivent décider des détails, mais l'objet important est de soutenir Mondovi et Ceva et de déloger l'ennemi, si, comme je l'ai déjà dit plus haut, il n'est pas trop en force, car il faut réfléchir que notre armée est déjà si petite qu'il ne nous convient pas de la risquer ». En résumé, on laissait à Colli toute la responsabilité de la décision à prendre (2).

On verra plus loin l'opinion du général d'Argenteau sur l'opportunité de cette offensive. Colli la désapprouvait certainement ; le 3, il exprimait l'espoir que le corps de d'Argenteau réussirait à couvrir la ville, « mais il fallait que la bourgeoisie et milices armés fassent quelques maniements d'armes avec la troupe pour en imposer à l'ennemi ». Les rencontres partielles de la fin du mois de mai où des petits détachements se faisaient écraser à tour de rôle, ne pouvaient avoir d'autre résultat que de ruiner le moral des troupes et leur effectif ; aussi les défendait-il par cet ordre formel : « Dès que l'ennemi s'avance avec des forces supérieures, l'on doit se replier en ordre et s'arrêter où le local vous présente un point d'appui » (3). D'ailleurs il doutait que l'ennemi fût en forces ; bien loin de consentir à la proposition de de Vins, il se bornait le 4 à renforcer le général d'Argenteau par les chasseurs de Canal qui devaient prendre poste à la Chiusa et pousser des patrouilles sur Frabosa et Villanuova ; il lui envoyait en outre le bataillon de Mondovi campé près de Coni, l'autre, placé à la Tour de Pesio, se tenait prêt à marcher (4). Le 6, il dirigeait sur Mondovi deux pièces de 4 (5). Dans sa dépêche du 4, le roi faisait dépendre de l'effectif des forces

(1) *Journal d'un officier du régiment de Mondovi*, page 203.
(2) Le roi à Colli, 4 juin, page 639.
(3) Colli à Dellera, 3 juin, page 635.
(4) Colli (ordre), 4 juin, page 639.
(5) Colli (ordre), 6 juin, page 653.

françaises établies dans le Piémont les dispositions à adopter, or le service des renseignements était remarquablement bien organisé dans l'armée piémontaise. Le capitaine Martinel était chargé de réunir et de faire concorder tous les différents avis, et de temps en temps il en dressait des rapports pour le général Colli.

De son rapport du 11, il résultait que l'armée piémontaise était menacée de front et de flanc par des forces bien supérieures ; elles paraissaient se réunir sur trois points à Ceva, Tende et Vinadio : « Deux têtes de colonne sont déjà sur les deux premiers de ces points, écrivait-il ; l'autre est menacé par les troupes ennemies qui occupent la tête de la vallée de Stura et peut être attaquée en outre par la vallée de Saint-Etienne ». Il portait l'effectif de nos forces à 30.000 hommes dont 1.200 de cavalerie, et il le croyait disposé de la manière suivante : « trois demi-brigades, onze compagnies de grenadiers et huit compagnies de chasseurs occupaient le bourg et la montagne de Tende et le collet de la Brigue ; 11.000 hommes à peu près étaient dans la vallée d'Oneille et menaçaient Ceva ; 5.000 occupaient le fond de la vallée de Stura » (1).

De ces renseignements il résultait évidemment pour Colli l'impossibilité de risquer la moindre attaque avec quelques chances de succès alors que ses forces s'élevaient à environ 8.000 hommes, non compris la garnison de Coni (2). Tel était du reste l'avis de d'Argenteau.

A la suite d'une petite attaque à Saint-Jacques-de-Viola où une centurie piémontaise avait été surprise par nos troupes le 3, l'alarme avait été très vive à Mondovi; maîtres de Battifollo et de Mombasilio nous pouvions très facilement intercepter la grande route de Ceva (3). D'Argenteau l'écrivait également au roi : si la communication entre Ceva et Mondovi n'avait pas été coupée, « ce fut parce que l'ennemi ne voulut pas faire avancer de patrouilles, car, après avoir pris trois compagnies de la légion, les milices avaient abandonné toute la partie menacée ».

A Turin, on n'avait pas moins ressenti le danger ; il en était résulté la lettre où le roi avait ordonné le 4 à Colli de venir au secours de Mondovi (4) ; et le 7, il lui prescrivait « de compléter la garnison de Ceva et les retranchements » (5).

D'Argenteau ignorait l'effectif des troupes françaises auquel il

(1) Martinel à Colli, 9 juin, page 665.
(2) Dellera, 3 juin, page 635.
(3) Le roi de Sardaigne à Colli, 15 juin, page 692.
(4) Le roi à Colli, 4 juin, page 639.
(5) Le roi à Colli, 7 juin, page 657.

aurait à faire ; des renseignements l'évaluaient à 3.000 ou 4.000 hommes, mais il supposait que le bruit de son arrivée qui s'était répandu, nous avait déterminés à augmenter nos forces dans cette région. Le 5 juin, il rendait compte qu'il n'aurait à sa disposition, au cas où le projet d'attaque serait exécuté, que trois bataillons avec lesquels il marcherait par Saint-Michel ; deux bataillons tirés du camp de Bourg San Dalmas agiraient sur la Navonera par Frabosa, tandis qu'un détachement de 800 hommes se dirigerait sur Battifollo ; deux bataillons resteraient en réserve pour contenir l'ennemi vers Roburent; son artillerie ne montant qu'à trois pièces, il en réclamait trois autres (1).

Dans la journée du 6, d'Argenteau obtenait de nouveaux renseignements qui lui indiquaient : un camp de 1.000 à 1.200 hommes près de Saint-Jacques-de-Viola ; un de 150 tentes à la Chartreuse de Casotto ; 1.000 hommes à la Navonera et environ 800 à Roburent, ces derniers « étaient très bien postés et on les apercevait se fortifier ». D'après ses reconnaissances, tous ces postes se soutenaient ; Viola était appuyé par Bagnasco et Casotto ; Casotto avait en avant les postes de Pampara et Roburent qui le couvraient. Cette disposition empêchait de nous surprendre et nous procurait tout le temps nécessaire pour nous concentrer ; aussi d'Argenteau reconnaissait-il la nécessité d'attaquer tous les postes à la fois pour éviter qu'un point non menacé pût venir au secours des autres ; on n'avait de chance de succès que contre celui de la Navonera « qui pourrait être culbuté ».

Mais pour entreprendre un tel mouvement, les forces de d'Argenteau qui s'élevaient à 2.067 fusils et 382 chevaux, étaient insuffisantes, d'autant plus qu'il ne fallait plus compter sur les milices : « les villages aux environs des Français ne voulaient plus s'armer », et sur les 7.000 hommes de milice du Mondovi, en cas d'appel, il ne croyait pas que 200 rejoindraient (2).

Comme renfort, Colli ne consentait à fournir que trois bataillons (3). Le mouvement devenait donc impossible d'autant plus que le 7 d'Argenteau ne croyait plus notre force « si faible qu'il la supposait » (4).

Dans la journée du 7, d'Argenteau se rendait à Coni où il avait une entrevue avec Colli, et l'on renonçait à toute opération.

Les ordres et contre-ordres du début du mois de juin avaient cer-

(1) Argenteau, 5 juin, 10 heures avant midi, page 643.
(2) Argenteau, 6 juin, page 652.
(3) Argenteau, 7 juin, 10 heures du matin, page 657.
(4) Argenteau, 7 juin, 7 heures 1/2 du soir, page 657.

tainement fait naître des doutes dans l'esprit de Colli sur la conduite à tenir ; il avait dû les exprimer dans un rapport en date du 9 et demander des explications. Si l'on rapproche cette date de celle du bulletin où Martinel exposait la situation et les intentions de forces françaises avec tant d'exactitude, il semble que ce dernier a exercé une grande influence sur les déterminations prises à Turin.

Pour le Piémont, il s'agissait avant tout de conserver son armée. Le 4, le principal but était de soutenir Mondovi et Ceva ; le 11, au contraire, on revenait au plan d'occuper Saluces.

« Il est bon que je vous prévienne, lui répondait le roi, que mon intention est toujours que vous alliez au camp de Saluces quand l'occasion s'en présentera, c'est à dire lorsque, par la fonte des neiges, nous aurons l'ennemi à craindre par les vallées, ou lorsqu'il menacera de vous attaquer dans la position actuelle où vous ne devez pas l'attendre » (1).

Ainsi la seule menace de l'ennemi suffisait pour faire opérer la retraite.

Coni serait abandonné à ses propres forces, le corps de d'Argenteau « se soutiendrait dans sa position » ; forcé, il se replierait par Cherasco.

Le 11 juin, le corps de d'Argenteau ne s'élevait qu'à 2.590 fusils et 407 chevaux (2); afin de le renforcer, un bataillon d'Asti allait le rejoindre au Mondovi avec deux pièces de 8 qu'il avait demandées (3).

La position du général d'Argenteau, demeuré seul en pointe au milieu des forces françaises, était très aventurée ; il en sentait tout le danger et, en écrivant au roi, il lui marquait « qu'il croyait que sitôt que le Bourg serait abandonné, l'ennemi s'avancerait dans la plaine, non pour assiéger Coni, mais pour l'entourer au Mondovi... qu'il pensait qu'il serait coupé » (4).

En lui transmettant l'ordre du roi du 11 (5), Colli l'avait invité à « se former une réserve du bataillon d'Asti, des chasseurs de Canal et d'un peu de cavalerie et de tâcher, en se repliant, de gagner Coni et le camp de Saluces ». Ce conseil était très sage, mais cette réserve était insuffisante, comme l'observait d'Argenteau ; il croyait avoir 6.000 à 7.000 hommes en face de lui à Battifollo, et il montrait que son poste n'était pas partout défendable (6).

(1) Le roi à Colli, 11 juin, page 674.
(2) Argenteau, 11 juin, 9 heures du soir, page 674.
(3) Colli (ordre), 12 juin, page 678.
(4) Argenteau, 12 juin, page 678.
(5) Colli à Argenteau, 13 juin, 685.
(6) Argenteau, 14 juin, page 687.

Le même jour, un rapport rendait compte qu'il y avait aux Barricades quatre bataillons : « Aude, Isère, Montferme, Jura », huit compagnies de grenadiers et les chasseurs corses ; en outre, d'autres troupes s'étendaient jusqu'à Barcelonnette. « Toutes appartenaient à l'armée des Alpes et elles venaient de Briançon ».

De Demont, on signalait une très forte colonne dans la vallée de la Tinée ; 8.000 hommes étaient déjà à Isola et 3.000 à Molières, 4.000 hommes de ces troupes étaient constitués par des corps d'élite, grenadiers, chasseurs, 2.000 de volontaires nationaux de quatre ans de service, le reste provenant de la réquisition ; ils avaient avec eux quatre petites pièces de canon ; l'attaque sur Demont se produirait le 19 (1).

Le 13, le roi ayant reçu avis que nous avions le projet de nous avancer en force sur Borgo san Dalmazzo, renouvelait son ordre de se retirer à notre approche (2); le 15, il donnait une instruction définitive. Le général d'Argenteau garderait sa position en prenant les mesures nécessaires pour assurer sa retraite sur Cherasco ; en remplacement des régiments de Mondovi et d'Asti destinés à la garnison de Coni, Colli lui ferait passer 1.234 hommes. Avec le restant de ses forces s'élevant à 7.204 hommes, il viendrait alors prendre position, la gauche à Coni, la droite vers Saluces, couvrant ainsi les vallées de Maira et de Grana. Le roi en expliquait les avantages : « Par cette position, vous gênez le petit corps que l'ennemi pourrait faire avancer sur votre flanc droit, après avoir forcé le col del Mulo, tandis qu'il vous aurait attaqué de front dans votre position actuelle, en venant à Limon ».

D'autre part, si les Français descendaient en grande force de Limon, ils étaient forcés de tourner Coni par la gauche ; cette place servait donc de masque, elle procurait l'avantage d'être averti à temps d'une offensive française et de se retirer à Saluces où serait appelé le général Provera ; si les Français continuaient leur marche en avant, on se replierait sur le Pô sans jamais engager une affaire générale.

Les forces du général d'Argenteau appuyées sur Mondovi ne devaient pas s'élever à beaucoup plus de 3.500 hommes ; pourtant le roi attribuait à ce corps une très grande importance; il supposait que l'ennemi n'oserait jeter un corps entre Coni et Mondovi avant d'avoir forcé l'un ou l'autre des deux corps d'armée « puisqu'il s'exposerait à être pris entre deux feux ». Involontairement on se

(1) Service des renseignements piémontais, 11 juin, page 675.
(2) Le roi à Colli, 13 juin, page 684.

demande quelle aurait pu être l'influence d'un corps de 3.000 hommes sur une armée de 25.000 à 40.000 hommes débouchant brusquement entre Coni et Mondovi, comme Masséna le demandera dans toutes ses lettres. En admettant que ce corps eût alors risqué cette attaque, qu'il n'avait osé tenter au commencement du mois dans des circonstances plus favorables, c'était courir pour lui au devant d'une défaite certaine. Deux ponts, à Cardo (1) et à Villefranche, assuraient la retraite sur la rive gauche du Pô. En prévision d'une retraite sur Saluces, le dépôt de munitions de Racconigi était transporté à Carignan, et le magasin de Villafalletto, à Villefranche, Carmagnola, Carigan.

En terminant, le roi indiquait nettement à Colli quelles étaient ses intentions : « Mon but et mes efforts tendent à couvrir le plus longtemps possible la plaine du Piémont, sans risquer d'un autre côté que, par une défaite ou une déroute, je ne sois plus à même, dans un cas de malheur, de jeter une garnison dans Turin » (2).

Le même jour, un nouveau rapport de Martinel informait Colli que les forces françaises qui lui étaient opposées, étaient bien plus considérables qu'on ne l'avait admis jusque-là; il évaluait la colonne de droite (Masséna) à 14.000, celle de gauche dans la vallée de la Tinée à 11.000 et celle du centre (Tende) à 13.448. En outre on signalait un renforcement de la colonne du centre par des troupes tirées de Nice et l'apparition de la cavalerie.

Martinel insistait sur l'importance du corps appartenant à l'armée des Alpes dont parlait le rapport du 11; il était évident qu'il devait agir de concert avec l'armée d'Italie et qu'il avait occupé les Barricades dans ce but.

Après avoir mentionné les bruits qui avaient cours et d'après lesquels l'armée française portée à 180.000 hommes « forte de sa masse et soutenue par les nombreux partisans qu'elle devait trouver en deçà des monts », tenterait la conquête de l'Italie; il concluait « qu'il fallait s'attendre à une attaque prochaine et sérieuse. La grande supériorité des forces de l'ennemi, les têtes de ses colonnes rapprochées de nous à une marche de distance, leurs positions qui les mettent en mesure de nous attaquer quand ils voudront, sa cavalerie surtout qu'on fait avancer dans un pays dépourvu de fourrages prouvent que le moment approche où nous le verrons tout à coup sortir de sa léthargie apparente ». A la vérité, l'artillerie lui manquait encore, « mais on ne voyait pas, ajoutait-il, qu'elle lui fût absolument

(1) Colli (ordre), 5 juin, page 644.
(2) Le roi de Sardaigne à Colli, 15 juin, pages 692-693.

nécessaire pour une première tentative dont l'objet serait de percer notre ligne et de désunir les corps qui la composent » (1).

Les idées prêtées aux Français étaient logiques, et ce rapport témoigne d'un grand sens militaire; malheureusement, au lieu de cette idée si simple de percer ce faible rideau, la direction française, sous l'influence néfaste des états-majors, allait perdre son temps à préparer des plans...

A la suite des ordres du roi, le général Colli prescrivait à l'intendant de préparer à la Madone del Olmo un magasin pour 10.000 hommes et pour quinze jours ; à Villafalletto un magasin pour 10.000 hommes et pour huit jours, de doubler celui de Villefranche qui était déjà pour quinze ; ces magasins seraient entretenus en tout temps, un autre magasin contenant huit jours de vivres serait formé à proximité de Villefranche (2).

Le général d'Argenteau était averti que l'armée se replierait sans combattre sur le camp de Saluces, elle opérerait son mouvement au signal de trois coups de canon ; s'il était attaqué, il préviendrait de son côté par le même signal. Le premier camp serait à la Madone del Olmo où l'on resterait jusqu'à ce que l'ennemi eût forcé le général Provera à abandonner la vallée de la Vraita ; on gagnerait alors la droite du Pô.

Le 16 juin, différents renseignements venaient confirmer ceux qui avaient servi de base au rapport du 15. L'armée française était bien forte de seize demi-brigades, mais celles-ci n'étaient pas au complet, et actuellement elle n'avait pas plus de 30.000 hommes (3); le 22 juin, on apprenait qu'il y avait dans la vallée de la Stura cinq bataillons, mais que l'armée des Alpes avait été affaiblie de douze bataillons dirigés sur l'armée du Rhin ; en outre les Français travaillaient « auprès de Servagno à un chemin dont on ignorait le but mais qui, vraisemblablement, n'en avait d'autre que de parvenir au col del Mulo ou d'arriver plus aisément sur la Montagnette » (4). Ces divers avis pouvaient être l'indice d'une attaque sur Demont.

Un mouvement de notre part sur cette place menaçait directement la droite de Colli; aussi, le 18, ordonnait-il au général Christ de défendre à outrance le col del Mulo et Vinadio ; en cas de retraite, il se retirerait par le pont de l'Ola sur les hauteurs de

(1) Martinel à Colli, 15 juin, page 696.
(2) Colli (ordre), 15 juin, page 696.
(3) Service des renseignements piémontais, 16 juin, page 703.
(4) Service des renseignements piémontais, 22 juin, page 739.

Vignolo ; le major Colli lui fournirait une compagnie de renfort. Le commandant de Demont s'efforcerait, par tous les moyens possibles de tenir l'ennemi éloigné de sa place, à cet effet, il établirait de forts détachements à Vinadio et à la Madona del Olmo, et il enverrait des mineurs au pont de l'Ola « pour miner l'arc du milieu, de manière à ce qu'il puisse être détruit promptement ».

Quinze sapeurs iraient préparer la destruction du pont de Rocca Sparvera. En cas de retraite, le major Colli se dirigerait sur ce pont; il y laisserait 30 hommes « pour le garder et le détruire quand toutes les troupes seraient passées » ; six hommes demeureraient au pont de l'Ola dans le même but. Ces ponts ne seraient détruits qu'après la retraite des troupes demeurées dans la vallée de Stura et au col de Valdieri. Enfin une pièce d'artillerie serait placée sur la hauteur qui dominait le pont de Vignolo avec une garde permanente de six hommes « afin de protéger la retraite des troupes, de tirer à l'approche de l'ennemi pour l'éloigner et détruire entièrement ce pont ». Toutes ces mesures de précaution avaient pour objet de rompre les ponts de la Stura. Afin d'assurer la liaison avec le général d'Argenteau, les chasseurs de Canal avec les dragons de Stab s'établiraient en intermédiaire à Morozzo. Sur le front, il était prescrit au comte d'Ison, « après une forte résistance, de faire replier les avant-postes de sa troupe ; si elle était attaquée, de céder au nombre ». Il établirait sa troupe sur les hauteurs de Roccavion de manière à soutenir le chevalier Bonnaud ; lorsque celui-ci aurait franchi le Gesso, il le passerait à son tour, ferait abattre le pont, résisterait de nouveau au retranchement, puis se replierait sur le Bourg de Saint-Dalmas et de là sur les hauteurs de Vignolo dont il détruirait le pont (1).

Tout était donc préparé pour une retraite ; le roi donnait à Colli plein pouvoir pour agir comme il l'entendrait. « Vous savez en général mes intentions de ne pas engager une affaire générale, ni de risquer de vous laisser écraser par une force supérieure ; je vous laisse d'ailleurs en pleine liberté, soit pour le moment d'abandonner le Bourg Saint-Dalmas si l'occasion s'en présente, soit pour agir comme vous le jugerez le plus convenable selon les circonstances » (2).

Par son instruction du 15, le roi avait persisté à prescrire au général d'Argenteau de couvrir le Mondovi, même après que le gros de l'armée aurait gagné Saluces ; il recevait cet ordre au

(1) Colli (ordre), 18 juin, page 709.
(2) Le roi à Colli, 20 juin, page 731.

moment où ses troupes avancées lui signalaient un mouvement offensif de nos avant-postes, qui avaient été renforcés par 500 hommes à Pamparato et autant à Scagnello ; en conséquence il faisait prévenir les Autrichiens à Cherasco ainsi que le général Wallis, et il annonçait l'intention de résister ; « s'il était battu, il comptait de se jeter dans la haute ville de Mondovi » (1).

Le 17, Masséna ayant exécuté une reconnaissance, le bruit se répandait que Mombasilio était attaqué ainsi que Ceva (2). Le lendemain d'Argenteau apprenait qu'il ne s'agissait que d'une découverte dirigée sur Ceva, et que les troupes signalées constituaient l'escorte du général ; en outre tous les rapports lui signalaient une force d'environ 12.000 hommes en face de lui ; néanmoins il persistait dans son projet « de soutenir l'attaque s'il était attaqué et de se retirer en ville s'il était battu ». Toutefois il croyait l'ordre du roi « de défendre Mondovi et de se ménager une retraite » « presque impossible à exécuter ; car, disait-il, si je n'attends pas l'attaque, je ne défends pas Mondovi, et si je l'attends et que je sois battu, la retraite ne peut se faire sans miracle » (3).

Le 20, le roi laissait Colli libre de lui donner des instructions. Très vraisemblablement le général était d'avis que le corps de d'Argenteau devait rester en position ainsi que le sien, car le 22, le roi lui écrivait : « j'approuve très fort que vous n'abandonniez votre position actuelle qu'au moment que cela sera indispensable » (4). Au contraire, le 24, le roi tirait deux bataillons de Bourg San Dalmazzo et les dirigeait dans la vallée de la Vraita fortement menacée ; la défense du front ouest des Alpes semblait alors être devenue pour lui l'objectif principal de son armée ; il supposait que, gardant la défensive sur le front sud, nous en voulions aux vallées où l'on ne nous croyait pas en grandes forces, et il revenait sur la proposition d'occuper le camp de la Madone del Olmo. « Par là vous serez plus à portée, écrivait-il, de vous réunir et de protéger les différentes troupes qui seront employées à la défense des vallées dont vous combinerez la disposition avec le général Provera » (5).

Mais malgré ses invitations répétées, le général Colli persistait à garder son camp, détermination énergique qui rendit les services les plus signalés au Piémont en arrêtant nos projets vers Coni.

De son côté, le général d'Argenteau convaincu qu'il avait à faire

(1) Argenteau, 16 juin, page 703.
(2) Argenteau, 17 mai, page 707.
(3) Argenteau, 19 juin, page 716.
(4) Le roi à Colli, 22 juin, page 738.
(5) Le roi à Colli, 24 juin, page 747.

à des forces supérieures refusait de les éparpiller dans les différents villages ni de tenter le moindre mouvement qui pût provoquer une contre-attaque du gros; et à Dellera qui lui avait proposé de reprendre les villages qu'occupaient nos troupes de première ligne, « il répondait qu'on pouvait bien chasser l'ennemi des environs de Montaldo, de Roburent et Pamparato, mais qu'il serait ensuite impossible de se maintenir sur ces positions avec si peu d'hommes si l'on ne chassait sûrement l'ennemi des postes très avantageux qu'il occupait dans la montagne » (1); rôle auquel ne pouvaient suffire les 4.000 hommes de son corps.

II

Le marquis d'Albarey arrivait à Bruxelles le 1er mai (2); malgré l'urgence des circonstances, Thugut ne se pressait pas d'entamer la négociation pour laquelle il était envoyé ; entre temps il apprenait le mouvement de Masséna sur Garessio avec 13.000 hommes (3), aussi se décidait-il, le 10 mai, à remettre au ministre autrichien une note qui contenait les propositions piémontaises :

«... 1° Puisque les Génois disent qu'ils font tous leurs efforts pour mettre Savone en état de défense, s'ils sont de bonne foi, ne serait-il pas à propos et plus sûr que l'on insistât, afin qu'ils livrent cette place à S. M. l'Empereur. Les Français ne pourraient plus alors s'avancer par le Cairo dans le Piémont, et l'on n'aurait plus qu'à soutenir le côté de Ceva et du Mondovi ! Mais quelle que soit la détermination qu'on prenne à cet égard, ne paraît-il pas naturel que les opérations de cette armée soient dirigées par le même général qui commande celle du Piémont, afin qu'il soit dans la défense cette unité si nécessaire pour la faire avec succès ;

« 2° Les Français ayant violé le territoire de Gênes et pénétré déjà jusqu'à Ormea et Garessio, il est indispensable qu'une partie des troupes autrichiennes se porte de ce côté-là pour les empêcher de pénétrer et tourner la position des troupes du roi dans le comté de Nice, ce qui les forcerait à se replier et laisser pénétrer l'ennemi dans le Piémont. Mais ce mouvement doit naturellement être indiqué, ordonné et protégé par le commandant de l'armée du Piémont

(1) Dellera à Cravanzana, 24 juin, page 754.
(2) D'Albarey à d'Hauteville, 1er mai.
(3) D'Albarey à d'Hauteville, 8 mai.

pour avoir son plein et entier effet. On dit qu'il est indispensable qu'une partie des troupes autrichiennes se porte de ce côté-là, parce que [vu] la longue chaîne des Alpes qu'il a à défendre, malgré les efforts qu'il a faits, le roi de Sardaigne n'a plus un homme à opposer à l'ennemi dans cette partie ;

« 3° On dit qu'il ne faut pas s'embarrasser qu'ils entrent ; que, lorsqu'ils seront dans la plaine, on les battra. Si cette guerre n'avait aucun caractère particulier, la maxime pourrait être juste, mais dans une guerre qui traîne l'insurrection et la subversion après elle, pourquoi s'exposer à ces deux terribles conséquences si on peut les éviter. L'intérêt que S. M. l'Empereur a daigné témoigner au soussigné, prendre à la conservation des états du roi son maître et de l'Italie, lui fait espérer qu'il voudra bien, en soumettant à la direction du général de l'armée du Piémont l'armée qu'il y a fait passer dernièrement de la Lombardie, les mettre à l'abri de ces malheurs. On doit ajouter à ces observations que, comme la saison avance à grands pas, on ne saurait trop hâter cette détermination qui peut seule assurer le Piémont et l'Italie. Et comme on croit que le moyen le plus sûr d'arriver à ce résultat heureux serait de charger un seul homme de l'établissement du plan de campagne, ainsi que de l'exécution de ce même plan, dès qu'il aura été adopté, on fait les plus vives instances à cet égard. M. le général de Vins, tant par sa position de commandant en chef de l'armée du Piémont que par la connaissance particulière qu'il a déjà acquise de la frontière, semble à tous les titres devoir fixer le choix de S. M. l'Empereur pour obtenir le commandement général des deux armées Mais en supposant que sa nomination en cette qualité fût susceptible d'éprouver quelque obstacle, cet inconvénient cesserait d'exister si le roi exerçait les fonctions de généralissime de même que cela s'est pratiqué dans les précédentes guerres » (1).

M. d'Albarey, dans ce document, n'envisageait que la question militaire, mais il ne pouvait ignorer que jamais l'Autriche ne consentirait à confier le commandement de ses troupes au roi de Sardaigne ; en effet, avant son départ de Milan, l'archiduc l'avait invité, sous une forme dubitative, à tâcher de connaître les intentions de l'empereur en cas de maladie du général de Vins, « si l'on ne voulait pas entendre de mettre les troupes sous les ordres de vos princes ou de vos généraux » ; et il lui avait conseillé de demander le général Wallis qui, en sa qualité de frère du président du conseil

(1) Note remise à Thugut le 10 mai.

de guerre, aurait plus de facilité pour se faire écouter (1). Aussitôt, M. d'Albarey avait demandé des ordres, mais à son grand déplaisir il n'avait pas encore de réponse sur ce point si important, et les instructions qu'on lui avait promises lors de son départ ne lui étaient point encore parvenues.

Le 12, M. de Thugut venait s'entretenir avec lui ; il lui déclarait que l'Autriche approuvait le choix du général de Vins et que S. A. R. l'archiduc Ferdinand était autorisé à prêter aux Piémontais tout l'appui possible, « avec cette seule restriction de ne pas trop morceler les troupes pour avoir toujours un corps qui serve, en cas de malheur, à rallier le reste ». Si l'on se rapporte aux instructions adressées à l'archiduc (2), il semble que pour quiconque savait les lire, il y avait interdiction d'en détacher aucun corps, et quant à les porter en masse vers Turin, c'était abandonner la Lombardie à l'ennemi ; le parti de ne pas bouger adopté par l'archiduc y correspondait si bien que l'empereur l'avait approuvé (3).

La question de l'aide à fournir par le corps autrichien étant adoptée en principe, Thugut ajoutait qu'il n'en pouvait fixer les détails par suite de la maladie de de Vins, et il demandait à M. d'Albarey à qui le roi comptait confier le commandement de ses troupes au cas où elle se prolongerait. L'envoyé n'avait rien à lui répondre, il se trouvait « capot ». Du reste, Thugut s'était montré très disposé à ce que l'on pénétrât sur le territoire de la République de Gênes, ce qui concordait en effet avec les intentions de l'empereur, et il avait montré le regret qu'on ne se fût pas encore entendu, car l'Autriche « aurait employé moins de troupes sur le Rhin et pu porter l'armée d'Italie à 40.000 hommes ». Enfin il convenait « que le plan de défense comme d'attaque ne pouvait être fait que par le général qui était sur les lieux, ni exécuté par d'autres » (4).

Le 13, M. d'Albarey recevait les instructions du roi, expédiées seulement le 30 avril. « D'après l'obscurité et l'incertitude » des paroles tenues par l'archiduc, d'Hauteville se voyait dans l'impossibilité de rien prescrire de précis. Il envisageait deux hypothèses : ou « il n'était question que de rédiger en convention le second article proposé auquel le roi avait adhéré », et l'on débattrait à Milan « les arrangements relatifs aux plans à arrêter pour une combinaison de mesures entre les deux armées » ; ou l'intention de l'empereur

(1) D'Albarey à d'Hauteville, 17 avril.
(2) L'empereur à l'archiduc. Supplément, 1er avril, pages 38-43.
(3) L'empereur à l'archiduc. Supplément, 9 mai, pages 61-65.
(4) Albarey à d'Hauteville, 12 mai.

était de faire du tout une convention que l'on signerait à Bruxelles.

« Dans le premier cas, écrivait le ministre, il n'y aurait aucune difficulté de réduire en convention formelle l'engagement déjà pris par le roi dans la dite lettre à l'empereur, en expliquant dans un tel acte que cet engagement, qui sera réciproque et mutuel, servira de base à toute autre convention qu'on pourra former pour concerter ensemble les opérations de la guerre commune ; mais vous devez être attentif aux termes dans lesquels la convention, qu'on vous présentera à signer, sera conçue ; sans exiger scrupuleusement qu'elle soit conforme mot à mot à l'article proposé et accepté, dès que le sens véritable n'en sera pas altéré, ni varié à notre préjudice ; vous aurez néanmoins soin en même temps qu'il ne s'y glisse aucune expression équivoque, qui pourrait dans la suite donner lieu à des discussions ».

D'Hauteville doutait que l'Autriche eût le projet de conclure à Bruxelles ; en effet les ministres anglais l'avaient prévenu « que les cours de Vienne et de Londres étaient convenues que l'on concerterait et conclurait à Milan tous les arrangements qui auraient rapport à la défense de l'Italie ». Pourtant ce fait pouvait se produire au grand désavantage du Piémont ; d'Hauteville, n'ayant « aucune notion préalable » des intentions de l'empereur, n'était pas à même « de se former une idée suffisante » de ce qu'il convenait de « proposer et d'adopter ». Il s'en tenait donc à des indications très générales.

Cette convention, outre le premier cas déjà résolu, devrait fixer : « 1° la conduite à tenir et les plans à suivre dans la campagne présente pour la défense réciproque des deux états et de l'Italie, non moins que pour pousser en commun la guerre contre l'ennemi avec le plus de vigueur et d'avantage possible ; 2° les moyens et les forces que chacune des deux puissances devra employer et fournir avec la spécification du contingent respectif de troupes et d'artillerie ; 3° la manière dont les moyens et forces devront être employés, c'est-à-dire si les troupes devront être réunies en une seule armée, sous le commandement d'un seul et même chef, ou si l'on en formera deux armées, sous deux chefs indépendants l'un de l'autre, pour agir ensemble ou séparément, mais d'accord, suivant les plans adoptés, le besoin et les circonstances ; 4° enfin tous les autres engagements particuliers et respectifs que le développement et l'exécution des trois articles précédents peuvent exiger pour mieux remplir le but qu'on se propose ».

Rien n'avait encore été « articulé de part ni d'autre » sur plusieurs de ces points ; pour les plans de campagne et le mode d'emploi

des troupes, les situations variant chaque jour, d'Hauteville déclarait être hors d'état de fournir d'instruction ; il s'en rapportait à ce sujet à l'envoyé. La situation depuis son départ avait empiré, et il était « évident, avouait-il, que si l'empereur ne se décide pas, sans délai, d'unir ses forces à celles du roi pour empêcher l'ennemi de pénétrer dans le cœur du Piémont, ni celui-ci pourra se sauver, ni les états de l'empereur en Lombardie pourraient éviter leur totale ruine, ce qui entraînerait de suite celle de toute l'Italie, avec la prolongation, plus loin qu'on ne pense, de la cruelle guerre que nous éprouvons tous ».

D'Hauteville espérait donc que les revers éprouvés auraient déterminé l'empereur « de prendre quelque résolution efficace pour sauver son pays et l'Italie indépendamment de toute convention ».

Néanmoins si l'Autriche persistait à l'exiger, l'envoyé traiterait sur les bases suivantes :

« 1º Que chacune des parties entretiendra à ses frais propres une armée de la force qui sera fixée dans les concerts à prendre ultérieurement, suivant et en proportion des moyens respectifs, pour être employée à la défense commune des deux états, et à pousser la guerre dans la présente campagne avec le plus de succès qu'il sera possible contre l'ennemi commun ;

« 2º Que pour arriver à cette fin, les deux armées devront agir de concert et de bon accord en combinant ensemble leurs opérations, tant de défense que d'attaque, suivant que les circonstances de la guerre l'exigeront, et en conformité des plans qui seront préventivement formés de commun accord, et d'après l'avis des généraux ;

« 3º Que comme il est reconnu de toute nécessité que le premier but des opérations susdites doit être de défendre le Piémont pour empêcher que l'ennemi, en y pénétrant en force, de quel côté que ce soit, ne vienne à s'y établir, et à passer de là dans la Lombardie et de suite dans les autres Etats d'Italie ; en conséquence les deux armées devront principalement être employées d'abord à assurer la dite défense et se combiner pour agir de concert en tout ce qui peut tendre à barrer l'entrée du pays aux ennemis, et prévenir ou arrêter leur invasion tant dans le Piémont que dans la Lombardie et les autres Etats qui en peuvent être successivement menacés ;

« 4º Que le commandement suprême des dites armées combinées sera dévolu à S. M. le roi, tant qu'elles seront dans ses états et qu'elles y seront employées ;

« 5º Que pour tous les autres arrangements particuliers, dépendants ou relatifs aux points déterminés et convenus par les articles précédents, soit pour donner à ceux-ci une plus ample explication,

soit pour en régler l'exécution, S. A. R. Mgr l'archiduc de Milan, comme commandant général des troupes impériales en Lombardie, sera autorisé à traiter là-dessus, et conclure avec S. M. le roi tout concert ultérieur, ou convention successive qui pourra être jugée nécessaire, à l'effet de remplir les objets de la présente au plus grand bien et avancement de la cause commune ».

Ce n'était pourtant point des conditions impératives, car si l'on voulait les étendre sur des objets non prévus, M. d'Albarey était autorisé à les signer « pour ne pas perdre un temps précieux dans les circonstances critiques où l'on se trouvait ». Et même, pour être agréable à l'Autriche, si elle paraissait le désirer, il avait liberté d'adopter le premier membre de l'alternative proposé par l'empereur. « Le point essentiel pour nous, concluait d'Hauteville, est que l'empereur envoie des renforts de troupes suffisants et sans délai pour contenir les Français, et qu'il autorise l'archiduc et ses généraux de se joindre à nous de bonne foi dans cette besogne, laquelle ne peut s'accomplir avec succès pour ses états et pour le reste de l'Italie, si l'on ne commence par arrêter le torrent des ennemis dans le Piémont » (1).

Cette instruction, expédiée immédiatement après l'échec des 27 et 28 avril, se ressentait évidemment de la terreur où l'on avait été un moment, que les Français ne continuassent leur marche en avant ; c'était une véritable abdication à la volonté de l'Autriche.

Le 3 mai, une nouvelle dépêche faisait connaître à M. d'Albarey que, redoutant le siège de Turin, le roi avait écrit à l'archiduc pour lui exposer le danger que courrait cette capitale, et les conséquences que sa perte pourrait avoir sur le sort de l'Italie (2).

M. d'Albarey se trouvait donc dans de très mauvaises conditions pour négocier : outre que l'Autriche était la puissance prépondérante, son ministre lui ordonnait d'accepter ce qu'on lui proposerait.

Le 15 mai, M. d'Albarey remettait à Thugut une note où il lui donnait connaissance des propositions de sa cour. Après avoir rappelé qu'il était d'autant plus urgent de se mettre rapidement d'accord que l'ennemi rassemblait de grandes forces vers Briançon pour descendre par les vallées dès que la fonte des neiges le permettrait, il lui soumettait à discuter les cinq points indiqués par ses instructions.

A l'article 1er il posait « pour base la proposition faite et

(1) D'Hauteville à d'Albarey, 30 avril.
(2) D'Hauteville à d'Albarey, 3 mai.

acceptée : *que toutes les conquêtes quelconques qu'on fera sur la France du côté de l'Italie seront rendues à la paix, mais qu'il sera demandé en échange une somme considérable d'argent pour indemnité de frais de la guerre du côté de l'Italie et que cette somme tournera au profit des deux cours par portion égale* ». Le reste de la note répétait les propres termes du ministre, mais pour donner plus de poids à ses paroles, M. d'Albarey montrait en terminant les dangers que l'invasion des Français faisait courir au Piémont, et combien il était urgent de fournir le secours réclamé à l'article 3.

« A l'appui de ce qui est dit au numéro 3 ci-dessus, S. E. M. le baron de Thugut est prié d'observer que, s'il réussit à l'ennemi de descendre dans la plaine, et qu'on ne puisse le repousser avant la fin de la campagne dans les montagnes, il trouvera des moyens de subsistance pour s'y fixer l'hiver, ce qui sera sans doute fatal pour le Piémont, la Lombardie et pour toute l'Italie, et que, par contre, en le tenant dans les gorges des montagnes, non seulement on est sûr qu'il ne peut y passer l'hiver, mais qu'il est forcé de finir la campagne deux mois plus tôt et repasser les Alpes s'il ne veut s'exposer à y périr. Les dernières nouvelles qui portent que les Français, après avoir réussi à forcer les Piémontais à quitter le Saint-Bernard et se replier sur Aoste, rétrogradaient faute de subsistances, peuvent servir de preuve à ce qu'on avance dans cette observation » (1).

La négociation s'engageait sur ces propositions ; M. d'Albarey en espérait les plus heureux résultats. Thugut lui avait affirmé : « 1° que par le premier courrier passé on avait écrit à S. A. R. l'archiduc à Milan d'appuyer décidément » l'armée piémontaise « de toutes les forces qu'il pourrait, avec la seule condition », mentionnée dans la lettre précédente, « de ne pas trop morceler les troupes pour avoir toujours, en cas de malheur, un corps de réserve qui pût servir à rallier le reste ».

2° Que des renforts étaient envoyés en Italie, mais qu'on était gêné pour faire mouvoir l'armée tant qu'on n'aurait pas pris quelque position sur le territoire de Gênes capable de couvrir la Lombardie « de façon que les Français ne pussent plus venir ni par la Bocchetta ni par Acqui ».

Pour expliquer le retard que les troupes autrichiennes mettaient à entrer en action, Thugut trouvait un prétexte ingénieux ; la décision du roi, suivant qu'il adopterait l'une ou l'autre des propo-

(1) Note remise à Thugut le 15 mai.

sitions de l'empereur, « donnait nécessairement une direction différente aux opérations car, prétendait-il, dans le cas qu'on eût mis pour base la première, il est clair qu'il fallait les diriger sur les points qu'il conviendrait le plus à Sa Majesté d'avoir et de garder ; et en mettant pour base la seconde, il faut les diriger sur les points qu'on suppose que la France aura plus d'intérêt à garder ». Il est difficile d'admettre que M d'Albarey ait pris au sérieux de pareils arguments, pourtant il faisait mine d'y croire et il écrivait à d'Hauteville : « Vous voyez mieux que moi, Monsieur, qu'il n'y a qu'une distinction apparente, car il est difficile de trouver dans les conquêtes qu'on peut faire sur la France du côté de l'Italie une partie qui puisse être de l'intérêt du roi de garder, sans qu'il soit de l'intérêt de la France de la racheter. Il est évident que quel que soit le plan que l'on adoptera pour l'attaque..., il réunira nécessairement les deux objets, c'est-à-dire notre convenance de garder et la leur de racheter les conquêtes qui leur seront faites ».

D'Albarey ne prévoyait de difficultés que pour l'article 5.

Les négociations allaient montrer à l'envoyé combien était profonde l'erreur où il était tombé.

Bien que le roi, dans sa lettre du 10 avril, se fût décidé pour le second membre des propositions de l'empereur : de demander en échange des conquêtes faites sur la France une somme d'argent, Thugut paraissait tenir au premier, d'après lequel l'Autriche aurait obtenu la rétrocession d'une partie des districts du Milanais. « Après avoir convenu que l'alternative elle-même serait la base immuable de la convention dans l'un de ces deux membres », les deux négociateurs arrêtaient d'en reculer le choix jusqu'à la fin du mois d'août. Sur tous les points, M. d'Albarey était obligé de céder : l'empereur refusait d'accorder le commandement au roi ; le général de Vins et à son défaut un autre général au service de l'empereur, désigné par lui et approuvé par le roi, en serait chargé. Le ministre autrichien ne s'expliquait pas non plus sur « la quantité des forces » à employer ; il se contentait de promettre que l'empereur faisait passer 5.000 hommes en Italie. Là était en réalité le point capital de la négociation ; n'ayant pu l'obtenir, l'envoyé piémontais tentait de masquer son échec en parlant de négociations futures à entamer avec l'archiduc, investi par la convention de toute autorité pour trancher les difficultés qui viendraient à se produire, et il se consolait d'avoir été forcé de se contenter d'un vague engagement sur l'effectif des troupes, par cette considération que « si les Autrichiens visaient à ravoir quelque chose de ce qu'ils avaient cédé à

Sa Majesté ou à se refaire des frais, il fallait bien qu'ils allassent de bon aloi » (1).

Le 23 mai était signée la convention de Valenciennes. L'article 1er répétait les deux conditions mises par l'empereur à toute aide de sa part ; l'article 2 fixait la fin d'août comme le terme où les deux cours adopteraient l'une d'elles. Les articles 3, 4 et 5 traitaient la question militaire.

« Article 3. Le roi s'engage à faire les plus grands efforts et à faire agir contre l'ennemi commun le plus grand nombre de troupes possible, en usant de toutes ses facultés et de tous ses moyens ; Sa Majesté impériale emploiera de son côté en Italie des forces aussi considérables, que la grande étendue des opérations du côté de l'Allemagne et des Pays-Bas, ainsi que les besoins de ses Etats pourront le permettre, indépendamment du corps de ses troupes, qui, dès le commencement de la guerre, a été attaché à l'armée du roi, et auquel Sa Majesté sarde fera continuer les différentes fournitures dont précédemment dans le temps l'on est convenu.

« Article 4. Les deux armées agiront de concert et de bon accord dans les opérations tant défensives qu'offensives contre l'ennemi commun, suivant que les circonstances l'exigeront et, conformément aux plans formés par et d'après l'avis des généraux.

« Article 5. La conservation et la défense du Piémont étant du plus pressant intérêt, les deux armées y concourront efficacement, en se combinant sur les mesures les plus propres à empêcher que l'ennemi n'y pénètre ou ne vienne à s'y établir ; il est convenu que l'armée de Sa Majesté sarde sera spécialement chargée de défendre les montagnes et les différents passages tant du côté des Alpes que du côté de la Comtée de Nice ; que le corps d'armée de Sa Majesté impériale ne sera point éparpillé, mais se tiendra toujours rassemblé de manière à former une réserve propre à agir avec force, et à attaquer conjointement avec les troupes de Sa Majesté sarde l'ennemi dans le cas où il aurait percé en Piémont ; et que le même corps d'armée de Sa Majesté impériale commencera par les opérations quelconques nécessaires pour mettre l'ennemi dans l'impossibilité de faire des progrès ultérieurs dans la Rivière de Gênes, en pourvoyant ainsi solidement à la sûreté du Milanais, avant de se porter dans le Piémont » (2).

Par l'article 6, le commandement de toutes les troupes était confié au général de Vins, y compris celles du corps du Milanais, « tant

(1) Albarey à Hauteville, 19 mai.
(2) Convention de Valenciennes, 24 mai, Solar, III, 540.

qu'elles seront employées en Piémont aussi bien que lorsque des circonstances favorables auront permis de transporter le théâtre des opérations sur le territoire de France ». Pour tout ce qui concernait les troupes piémontaises, il relèverait du roi et pour l'armée impériale, de l'archiduc.

L'article 7 fixait qu'en cas de maladie de de Vins le commandement reviendrait à un général autrichien agréé par le roi.

L'article 8 portait que « l'archiduc, gouverneur général de la Lombardie autrichienne, sera autorisé par Sa Majesté impériale à traiter, s'entendre et se concerter immédiatement avec Sa Majesté sarde et la cour de Turin sur tous les arrangements particuliers dérivant des points déterminés par la présente convention, ainsi que sur les difficultés imprévues qui se présenteraient à l'égard de l'exécution et explication plus précise des articles précédents, pour autant, et en tout ce qui y a été statué concernant les opérations militaires et les troupes combinées qui y concourront ».

L'article 9 accordait un mois au deux puissances pour ratifier cette convention (1).

M. d'Albarey se rendait bien compte que tout dépendait de l'esprit dans lequel on l'exécuterait, et il ne se dissimulait pas que les termes de l'article 5 permettaient de l'élucider. Des deux côtés on avait cherché à se lier ; c'est ainsi qu'à l'article 3 Thugut avait voulu ajouter : « conformément à ses *engagements* avec l'empereur et autres puissances coalisées ». Devant la résistance de M. d'Albarey il n'avait pas persisté ; mais en ce qui concernait l'article 5, l'envoyé piémontais n'avait pu faire prévaloir ses vues.

« Je n'ai pas été heureux, écrivait-il, pour les deux expressions de l'article 5 qui paraissent pouvoir fournir des prétextes dans le cas où l'on ne serait point de bonne foi, car malgré que j'aie insisté constamment jusqu'à la fin, je n'ai pu obtenir que peu de chose. Le premier où il est dit : « que le *corps d'armée* de S. M. l'empereur ne sera point *éparpillé* », il y avait ensuite « *mais se tiendra rassemblé en masse pour former*, etc. », j'avais proposé d'y substituer : « *mais se tiendra toujours assez rassemblé pour former*, etc. », mais je n'ai pu obtenir que l'expression existant actuellement, laquelle ne diffère pas beaucoup, mais toujours assez pour servir à excuser le refus qu'on nous ferait d'en détacher la moindre partie si l'on veut être de mauvaise foi. La seconde, à l'endroit où il est dit : « *que le même corps d'armée de Sa Majesté Impériale*, etc. », il y avait « *commencera avant tout par les opé-*

(1) Solar, Convention de Valenciennes, 23 mai, tome III, pages 540-544.

rations quelconques nécessaires pour mettre l'ennemi dans l'impossibilité de faire de progrès, etc. », j'avais proposé de mettre : « *et qu'afin de pourvoir solidement à la sûreté du Milanais, le même corps d'armée de Sa Majesté impériale dirigera d'abord ses opérations de manière à mettre l'ennemi dans l'impossibilité de faire des progrès ultérieurs dans la Rivière de Gênes et le Piémont* ». Mais M. de Thugut se rabattant toujours sur la raison qu'il était bien juste que Sa Majesté impériale employât en premier lieu ses forces à assurer ses états, je n'ai pu obtenir que de faire effacer l'*avant tout* qui ne change rien au fond de l'expression. Essentiellement, si l'on est de bon accord, ces deux expressions n'auront aucune mauvaise influence et elles sont sujettes à toutes les modifications que les plans d'opération à combiner doivent nécessairement leur donner ; et à toutes les explications que l'article 8 laisse la faculté d'y faire de commun accord en autorisant Son Altesse Royale à s'entendre à cet égard directement avec le roi.

« C'est là à mon avis le défectueux de la convention si la malice et la mésintelligence s'en mêlent, et je vous assure que, sans les circonstances pressantes et la crainte de faire renaître la méfiance en montrant trop d'en avoir, j'aurais traîné encore pour obtenir, s'il était possible, quelque modification dans ces expressions qui nous mît à l'abri des chicanes. Mais ayant vu que M. de Thugut était inébranlable sur ce point, j'ai pensé qu'il valait mieux s'exposer au risque d'une chicane, qui peut-être n'aurait pas lieu, qu'affaiblir la confiance et bonne intelligence qu'on cherchait par cet acte à rétablir, et je me suis décidé à conclure ».

M. d'Albarey avait donc bien le droit de dire « qu'il n'avait été ni surpris, ni trompé », et que seule la nécessité l'avait forcé de signer. En outre il prévoyait que l'Autriche mettrait en avant un autre prétexte pour différer ses secours : d'après ce qu'il avait cru comprendre dans ses conversations avec Thugut, le cabinet autrichien était décidé à « s'emparer de gré ou de force de Savone sans laquelle il ne croyait pas le Milanais assuré de ce côté-là ». S'il ne pouvait réussir à obtenir cette place, le corps d'armée autrichien occuperait « une position qui les rassurât », et, n'osant découvrir la Lombardie, « ne pourrait être d'aucun secours » (1).

Ainsi après avoir perdu cinq mois à signer une convention, alors que l'invasion était aux portes de l'Italie, on aboutissait à un acte tel que l'un des négociateurs considérait déjà que son unique résultat serait d'ouvrir la voie à de nouvelles négociations.

(1) D'Albarey à d'Hauteville, 25 mai.

Le 2 juin, on était averti à Turin des conditions de cette convention. Les termes dans lesquels elle était conçue déplurent fortement. A l'article 1er, on avait vu avec étonnement que l'Autriche avait exigé l'insertion de l'alternative, alors que le roi avait choisi la seconde proposition.

Mais c'était surtout l'article 5 qui avait soulevé le plus vif mécontentement. « Le roi a pareillement observé avec peine, écrivait d'Hauteville, que l'article 5 de cette même convention paraît, en quelque manière, contradictoire dans les clauses mêmes qu'il contient ; admettant dans le premier le principe du pressant intérêt et concours des deux cours et armées à la défense du Piémont, et renvoyant ensuite dans le second le concours des Autrichiens à cette défense après qu'ils auront assuré solidement celle du Milanais par les opérations quelconques qu'ils jugeront nécessaires de faire dans la Rivière de Gênes, ce qui nous laisse absolument, et pour un temps indéfini, tout le poids de défendre le Piémont, sans que nous puissions même plus nous plaindre de leur inaction à cet égard ».

Son appréciation sur la convention, en général, était très défavorable : le ministre autrichien avait profité « avec peu de générosité » de « la critique situation » du Piémont pour « imposer les conditions qui convenaient à l'intérêt particulier et aux vues de sa cour plus qu'au bien de la chose commune ».

Pourtant le roi décidait de ratifier les conditions consenties par d'Albarey « sans laisser apercevoir le moindre mécontentement » à l'empereur ; « ce qui serait tout à fait inutile, expliquait d'Hauteville, et l'indisposerait de nouveau contre nous, en lui donnant lieu de soupçonner que nous sentons la dureté de ses procédés et le peu d'intérêt qu'il prend à notre sort » (1).

Consulté sur la convention, Revel avait été également d'avis « de s'en montrer satisfait et de le témoigner à l'archiduc le plus tôt possible, et tâcher de connaître les intentions et le sens qu'il donnait à l'article 6 sur le commandement des troupes » (2). D'ailleurs, pour la première fois, le ministère piémontais reconnaissait les services que l'Autriche lui avait rendus ; le 4 juin M. d'Hauteville écrivait à de Front qui lui avait rapporté le mécontentement de lord Grenville, lorsqu'il l'avait prévenu de l'adhésion du roi à l'alternative imposée par l'Autriche : « nous ne pouvions faire différemment, et il est probable que sans l'entrée des troupes autrichiennes dans nos états, l'armée patriote aurait immanquablement pénétré plus avant

(1) D'Hauteville à d'Albarey, 14 juin (lettre d'office).
(2) *Mémoire de Thaon de Revel*, page 218.

sur notre territoire du côté de la Rivière de Gênes. A cette considération, il faut ajouter celle que ces troupes n'ont pas peu contribué à maintenir le calme dans le pays qui menaçait d'être brouillé par la trame qu'on a découverte » (1).

On attendait avec impatience à Turin les communications de l'archiduc, car on n'avait pas supposé un seul instant que l'empereur ne l'eût pas mis au courant. Mais la moitié de juin s'écoulait sans qu'il fît la moindre ouverture ou qu'il parlât de rien ni à de Vins ni à Gherardini. Ne sachant à quelle cause attribuer ce silence, M. d'Hauteville en arrivait à croire que le prince n'était pas trop satisfait « de l'article qui déférait au général de Vins le commandement du corps de troupes impériales qui étaient ou devaient agir en Piémont, et qu'il désirait peut-être y substituer le général Wallis qui le commandait sous ses ordres » (2).

On avait chaque jour un plus grand besoin des services de l'Autriche; en conséquence, Revel se rendait le 12 auprès de l'archiduc pour négocier avec lui le concours des troupes autrichiennes.

III

Pendant toute la première quinzaine de juin, rien ne venait troubler le calme qui régnait sur toute la ligne à l'exception d'un combat insignifiant d'avant-poste (3), et l'armée française quoique « maîtresse de toutes les hauteurs et passages » ne s'aventurait pas encore dans la plaine (3). L'archiduc ne pouvait deviner qu'une telle stagnation était causée uniquement par le manque d'ordres, et il s'attendait à une brusque attaque. Tandis que les généraux Colli et d'Argenteau restés à la tête des troupes, avaient, par leurs efforts, réussi à couvrir le Piémont, le général de Vins, de Turin, ne cessait de peindre sous les plus noires couleurs (4) cette armée dont il aurait dû au moins partager le sort et les privations puisqu'il en était le chef.

Ajoutant trop de foi à ses rapports, l'archiduc écrivait à l'empereur : « Je ne finirais jamais si je voulais détailler la situation de l'armée piémontaise, absolument réduite et en nombre et entièrement découragée; il n'y a aucun compte à faire sur elle, c'est une

(1) D'Hauteville à de Front, 4 juin.
(2) D'Hauteville à d'Albarey, 14 juin.
(3) L'archiduc à l'empereur. Supplément, 3 juin, page 74 ; 7 juin, page 75.
(4) Archiduc à l'empereur. Supplément, 3 juin, page 75.

parfaite désorganisation sans chef ». Etait-ce la faute du roi si un généralissime venait déclarer qu'il quitterait Turin dès que l'ennemi approcherait? Si ce même généralissime, au moment où l'armée subissait les défaites du 27 et du 28, se déclarait incapable de continuer même à donner des conseils? Il était donc tout naturel que, depuis le jour où le général de Vins avait déclaré qu'il n'était plus en état de diriger les opérations jusqu'à ce que sa santé se fût remise, « le roi prétendît vouloir commander lui-même, consultât quelquefois oui, quelquefois non de Vins et donnât directement les ordres ».

Cet état de chose inspirait les plus noirs pressentiments à l'archiduc et il s'attendait aux pires malheurs.

« Il serait peu consolant, mais non moins vrai, si je représentais à Votre Majesté les états du roi de Sardaigne comme gardés par des faibles inexperts et entièrement découragés ainsi que les troupes (*sic*) : à la tête un roi faible qui veut faire par lui-même, employant les faibles et les petits moyens que lui fournissent ses propres talents, le prince héréditaire éloigné des affaires par la jalousie qu'on a inspirée au roi; les finances ruinées, les moyens épuisés par le mauvais emploi qu'on en a fait; les pays très mécontents du gouvernement à cause des impôts nouveaux auxquels on les assujettit. Voilà, avec les Français, en outre, sur la crête des montagnes, tout alentour, le tableau fidèle » (1).

Le 14, l'archiduc parle encore à son neveu de « l'inconcevable » inaction des Français : il suppose qu'elle a « un but » et que « la fonte des neiges qui se fait actuellement en plein décidera » de leurs projets ultérieurs (2).

La convention de Valenciennes avait été communiquée par Thugut à l'archiduc dès sa signature ; en même temps on l'avait prévenu qu'il recevrait des instructions ultérieures ; aussi lorsque Revel se présentait à Milan pour traiter des conditions, se heurtait-il au parti adopté par l'archiduc de ne pas bouger (3). Le 15, le jour même où le roi faisait connaître ses intentions au général Colli, M. d'Hauteville écrivait par son ordre à l'archiduc, et l'informait que, d'après la décision prise à Milan, le Piémont maintiendrait ses corps en position ou les ferait retirer.

« Si Sa Majesté peut se promettre, comme le général Wallis l'a toujours fait entendre, que si l'ennemi vient à percer dans la plaine

(1) Archiduc à l'Empereur. Supplément, 10 juin, page 76.
(2) Archiduc à l'Empereur. Supplément, 14 juin, page 79.
(3) *Mémoire de Thaon de Revel*, 14 juin, page 218.

d'un côté quelconque, les troupes impériales s'avanceront pour le combattre et nous secourir efficacement, ce qui serait le cas lorsque l'ennemi attaquerait le corps du général d'Argenteau ou les places de Ceva et Coni, pour lors Sa Majesté est disposée de laisser ses troupes dans la position qu'elles occupent pour s'opposer à l'ennemi.

Mais dans le cas qu'on ne puisse compter ni sur aucun appui ni secours, et que les petits corps d'armée du roi soient seuls exposés sans être soutenus, alors Sa Majesté ne pourra à moins de prendre le parti de les retirer autour de Turin et d'abandonner les places à leurs propres forces et tout le pays à la merci de l'ennemi, puisqu'il est indubitable que toutes ses troupes venant à être battues et détruites en détail par des forces infiniment supérieures, ce qu'il en résulterait pourrait à peine suffire pour jeter une faible garnison dans Turin, qui défendît au moins pour quelque temps la capitale » (1).

Revel était averti de cette démarche (2).

L'archiduc ne se laissait pas émouvoir; n'ayant pas encore reçu le courrier de l'empereur, il répondait à Turin « dans le sens ordinaire et principe qu'il avait même vu être retenu dans la nouvelle convention », c'est-à-dire que le « corps réuni et non éparpillé serait comme une espèce de réserve, qui se porterait, quand l'ennemi une fois serait entré en force, où besoin serait pour le combattre ».

D'ailleurs rien ne pressait ; du côté de la vallée d'Aoste, les Français se retiraient, et sur le front tout continuait à rester tranquille ; on disait bien que l'ennemi allait se renforcer, mais jusqu'à ce moment il n'y avait rien eu d'effectif (3).

Le 24 juin, l'archiduc recevait enfin connaissance des intentions de la cour de Vienne. Dans sa lutte contre la France, l'empereur avait eu lieu « de se convaincre de la grandeur des obstacles que probablement lui opposerait encore la férocité d'un ennemi enivré du plus dangereux fanatisme, et qui ne craignait pas de faire usage des plus étranges ressources avec toute l'énergie du désespoir ». La guerre s'étendrait probablement au delà des limites qu'on s'était fixées ; en outre la question de Pologne ne permettait pas d'employer toutes les ressources vers l'ouest. Aussi se voyait-il incapable de fournir le moindre renfort en cavalerie et en croates pour la défense de la péninsule ; il en était réduit à insister auprès

(1) D'Hauteville à l'archiduc, 15 juin, page 699.
(2) D'Hauteville à Revel, 15 juin, *Mémoire de Thaon de Revel*, page 219.
(3) Archiduc à l'Empereur, Supplément, 18 juin, page 79.

de la cour de Naples pour obtenir son contingent, et il conseillait à son oncle de négocier l'échange des 6.000 hommes d'infanterie napolitaine que lui avait proposés M. de Trevor contre de la cavalerie napolitaine. L'empereur approuvait également son neveu d'avoir refusé de permettre aux plénipotentiaires anglais de s'ingérer dans les questions relatives à la défense de l'Italie. Son langage très net montre bien qu'il avait percé le jeu de l'Angleterre qui, sous le grand mot de liberté de l'Europe, ne poursuivait partout que son propre intérêt sans courir aucun risque. Tout en tâchant de tirer les plus grands secours de l'Angleterre, disait l'instruction, « il conviendra toujours de l'éconduire, autant que faire se pourra, sans trop blesser l'orgueil britannique, dans ce système de prépondérance et de direction générale que la cour de Londres cherche à s'arroger indistinctement dans toutes les affaires pour les subordonner uniquement à l'avantage de ses propres intérêts ». Prétention d'autant plus déplacée en Italie que son concours s'était réduit à rien, et que d'ailleurs « tout décelait de sa part une opposition non équivoque » aux vues d'agrandissement que l'Autriche pourrait avoir tôt ou tard dans cette partie. En conséquence l'archiduc ne devait pas se mêler d'aplanir les difficultés entre Gênes et les Anglais, aussi bien parce que l'intervention de l'empereur n'avait pas été demandée, que pour « éviter, autant que possible, de leur fournir des prétextes pour se mêler de leur côté des affaires » de l'Autriche. Mais sur la question décisive de l'emploi de l'armée autrichienne en Italie, l'empereur ne s'expliquait pas ; il s'en remettait à la prudence de l'archiduc guidé par les conseils du général de Wallis. Il lui donnait simplement le conseil, si l'armée piémontaise était réduite à s'enfermer dans les places, de chercher à rallier à son corps d'armée une partie des troupes autrichiennes qui, jusqu'alors, avaient combattu avec l'armée du roi « et surtout une partie de la cavalerie piémontaise » avec les dragons de Stab. Tout en envisageant cette éventualité, l'empereur n'avait pas encore renoncé à s'emparer de Savone malgré l'opposition si sage du général de Wallis.

Quant au choix du général, si de Vins ne pouvait conserver le commandement, l'archiduc le remplacerait par le général de Wallis (1).

En fait l'empereur n'ordonnait rien, l'archiduc se voyait donc réduit à se « former une espèce de règle et instruction.. des principes tirés de ses ordres antérieurs et intentions communi-

(1) Instruction de l'Empreur, 13 juin, *Addenda*.

qués autrefois, et de l'énonciation de la convention même stipulée, et de quelques expressions que contenait sur ce point la lettre » de l'empereur du 19. Mais à cela ne se bornaient pas les difficultés que l'archiduc allait avoir à résoudre, la question du commandement était la plus importante de toutes. Le prince ne cachait pas à son neveu qu'il attribuait la maladie du général de Vins à l'humeur qu'il avait ressentie de la formation du corps du général de Wallis. Quoique de Vins espérât être bientôt rétabli, il n'avait pas encore repris le commandement, et le roi de Piémont adressait directement ses ordres aux différents corps. Au cas où de Vins persisterait dans sa résolution de quitter l'armée, l'archiduc demandait des instructions précises ; faudrait-il, en se basant sur l'article 7 de la convention, obtenir que le roi en chargeât le général de Wallis, « objet où il me faudra vaincre, écrivait-il en premier lieu, la répugnance de M. de Wallis, à laquelle je m'attends, de commander des troupes aussi mal organisées, aussi faibles en nombre et découragées, comme sont les Piémontais, sans aucune connaissance ni du local, ni des moyens, ni des officiers subalternes, ni de cette cour de laquelle il est si difficile d'obtenir des résolutions ». En outre « soit que M. de Vins reste ou que ce soit M. de Wallis » faudrait-il que le roi « renonçât et leur cédât le commandement » qu'il prétendait avoir exercé jusqu'alors ayant sous lui le duc d'Aoste dans la vallée de Pignerol et le duc de Montferrat dans celle d'Aoste. Toutes ces questions allaient encore exiger bien du temps. Afin de les régler, le prince comptait se rendre au quartier général d'Alexandrie et y appeler le général de Vins pour les traiter avec lui. Du reste, les Français, malgré la lettre où d'Hauteville annonçait le 15 une offensive prochaine, n'avaient pas encore bougé. Peut-être aurait-on le temps de se mettre d'accord avant leur attaque ? (1) Le 30, tous les rapports s'accordaient à dire qu'ils n'étaient pas encore en état ni en force pour rien entreprendre (2).

(1) Archiduc à l'Empereur, Supplément, 24 juin, pages 82-87.
(2) Archiduc à l'Empereur, Supplément, 30 juin, page 87.

CHAPITRE XIV

I. Opérations de la division Masséna du 1er juin au 24 juin. — II. Difficultés entre Masséna et Dumerbion. — III. Opérations sur le reste de la ligne. — IV. — Nouveau plan envoyé au comité.

I

Il avait dû être très pénible à Masséna d'être enchaîné par les ordres précis de Dumerbion, qui lui prescrivait, de ne pas porter sa ligne en avant (1) alors qu'il n'y avait à Mondovi « qu'un bien faible régiment et sans canon » (2) ; si l'on n'utilisait pas cette occasion favorable, il était à redouter que le corps autrichien, comprenant enfin les dangers qui menaçaient le Piémont, ne vînt appuyer l'armée de Colli. Mais il ne dépendait pas de Masséna de modifier les instructions du général en chef ; pour le moment, son seul rôle consistait à établir sa ligne le mieux possible.

A la suite de l'offensive du général François, sa gauche aboutissait à Fontan sur la Corsaglia ; elle était donc fort en l'air par rapport à Pijon demeuré à Carnin. Masséna s'étant rendu compte de cet inconvénient, prescrivait le 1er à Pijon « d'établir sa ligne sur la droite de manière à pouvoir correspondre avec le général François ». A cet effet, il pourrait « descendre par là de Blin en passant par Frabosa (?) » (3). L'adjudant général Sornet, qui connaissait parfaitement la position des postes à la gauche de Garessio, l'aiderait dans cette reconnaissance qui avait pour but « d'établir une communication sûre et exacte avec les postes de gauche du général François » ; à eux deux, ils « visiteraient tous les endroits » et lui adresseraient « un compte très détaillé » (4).

De son côté, le général François lui faciliterait sa marche en

(1) Voir pages CDLXXV-CDLXXVI.
(2) Masséna à Dumerbion, 1er juin, page 617.
(3) Masséna à Pijon, 1er juin, page 616.
(4) Masséna (ordres), 1er juin, page 619.

poussant quelque reconnaissance dans cette région. Afin de lui en fournir les moyens, Masséna le renforçait par quatre compagnies du 3e bataillon de la 99e et deux du 5e bataillon des Hautes-Alpes. En même temps, il lui recommandait, conformément aux intentions du général en chef, « d'être très circonspect sur ses positions », de bien retrancher ses postes et de lui fournir des nouvelles tous les jours (1).

Très vraisemblablement Masséna avait même eu le projet de pousser Pijon jusqu'à Frabosa et, lors de sa reconnaissance, il avait dû inviter François à étudier les dispositions à prendre pour enlever ce poste, car, le 2, le général lui propose de former deux colonnes : l'une, partant de Montaldo, passerait au pont de Garbo où l'ennemi avait un poste de trente hommes ; l'autre par Vigri (?) et la Madona de la Corsaglia ; tandis que quelques tirailleurs marcheraient droit sur le poste, qu'au centre une petite colonne demeurerait en observation, le reste, laissant Frabosa sur la droite, se réunirait à la colonne de Montaldo pour tourner ce village (2).

La situation de la gauche de François inspirait certainement des inquiétudes à Masséna. Dans la journée du 2, il l'avait invité de nouveau « à donner les ordres les plus sévères pour que les commandants des postes se retranchent et se tiennent sur leurs gardes » (3). Sur ces entrefaites, il recevait la dépêche de Dumerbion en date du 29 ; depuis qu'elle avait été expédiée, François avait occupé « sans ordre » des postes plus avancés « et qui le gênaient singulièrement ». Pourtant il ne jugeait pas possible de les faire évacuer ; il prescrivait à François de les revoir tous avec Fiorella et « de peser dans leur sagesse et leur expérience si les troupes n'étaient pas trop exposées, étant disséminées comme elles l'étaient ». Leur ligne de défense devait être constituée « de manière à ce qu'aucun de leurs postes ne fût dans le cas d'être tourné » (4).

Masséna avait en outre chargé l'adjudant général Bertolosi d'aller reconnaître le col de Termini et les positions à la gauche de la Corsaglia. Le mauvais temps empêchait cet officier de remplir la dernière partie de sa mission ; mais d'après les renseignements fournis par les habitants du pays, il jugeait qu'au cas où Pijon réussirait à percer par le Bocchino dell Asec et à se placer à Casera Vecchia, il y serait très exposé ; une colonne ennemie par-

(1) Masséna à François, 1er juin, page 618.
(2) François à Masséna, 2 juin, page 622.
(3) Masséna à Ballet, 2 juin, page 620.
(4) Masséna à François, 2 juin, page 621.

tant de Coni pouvant remonter le Pesio et marcher directement sur Carnin (1).

Le mouvement de Pijon lancé en pointe sur Frabosa était assez aventuré, sa ligne de retraite passait par le Boc del Assec difficilement praticable ; et, à sa droite, le général François n'était pas en état de l'appuyer. Afin de détourner l'attention des Piémontais de leur gauche et de faciliter ainsi le débouché des troupes de Carnin, Masséna arrêtait de faire enlever, le 3, sur la droite le poste de Viola ; cette opération serait facilitée par Fiorella qui exécuterait, dans la nuit, un mouvement sur la crête de droite de Pamparato, mais sans « rien hasarder » ; son seul but était d'observer ; ainsi placé, il couvrait le flanc gauche du corps chargé de l'expédition (2).

Dirigée par Masséna lui-même, elle obtenait un plein succès. La veille l'ennemi avait renforcé le poste de Viola par une centurie et une compagnie de la légion légère ; d'après une lettre du général Dellera, quatre colonnes françaises très fortes l'auraient attaqué (3) ; très vraisemblablement, une d'elles le tournait sur la gauche en marchant sur Monasterolo ; la surprise était complète, sans le brouillard pas un ennemi n'aurait échappé ; on faisait cependant 105 prisonniers dont un major, un capitaine, deux sous-lieutenants, un porte-enseigne, quatre-vingt-quatre hommes tirés de la légion légère et seize barbets ; plus de cinquante de ces derniers avaient été tués, le soldat ne faisant pas quartier (4).

A trois heures de l'après-midi, on signalait les découvertes françaises à Batiffolo et à Mombasilio, ce qui faisait craindre à Dellera que la communication avec Ceva ne fût coupée. Argenteau, à qui il ne restait que 900 hommes, appelait alors à lui le 2e bataillon d'Acqui du camp de la Torre où demeurait la cavalerie, et il demandait qu'on lui en expédiât un escadron. Sa situation était des plus difficiles ; en même temps que l'échec de la légion légère, on lui signalait un mouvement d'une colonne française vers Frabosa, où il avait envoyé le matin 400 Croates de Giulay « pour que l'ennemi ne dégarnisse Navonera et pour l'empêcher de descendre à Villanuova » (5). A 10 heures du soir, trois rapports : deux de Frabosa et un de Roccaforte, l'avertissaient qu'il y avait

(1) Bertholosi à Masséna, 3 juin, page 629.
(2) Masséna à Ballet, 2 juin, page 680.
(3) Dellera à Cravanzana, 3 juin, page 635.
(4) Masséna à Dumerbion, 3 juin page 628. Le 8 juin, il arrive à Nice 101 prisonniers dont sept officiers. Dumerbion au comité, 9 juin, page 660.
(5) Argenteau, 3 juin, page 632.

1,000 hommes en mouvement contre Frabosa ; craignant pour ses communications avec Coni, il ramenait alors le détachement de Frabosa à Villanuova (1).

La colonne annoncée dans ces rapports était celle du général Pijon. Celui-ci s'était mis en marche le 2 à 5 heures du matin et passait la nuit au bivouac ; le 3, après une marche de 9 heures dans la neige, il atteignait vers 4 heures (2) le col de Pranevese, où il rencontrait ensuite quatre postes dont deux autrichiens (?) ; après une fusillade d'une heure, l'ennemi se retirait. Plusieurs motifs empêchaient de continuer le mouvement sur Frabosa, la nuit approchait, un épais brouillard régnait et différents rapports de paysans affirmaient que ce poste était gardé par des grenadiers et plusieurs corps de milices. Pijon ramenait alors son détachement au col de Praneseve où il bivouaquait. Dans la nuit, on ne distinguait aucun feu sur les hauteurs à gauche de Frabosa ; Pijon en concluait que Frabosa était évacué, ce qui était exact, pourtant il renonçait à s'y porter. Toutes les tentatives faites pour communiquer par des signaux avec les postes du général François avaient échoué ; le brouillard empêchait de rien distinguer ; le pain manquait. Pijon prenait le parti de se rabattre sur la droite, et il venait à Casera Vecchia d'où il se liait avec le général François. Il demandait alors des ordres : devait-il s'établir sur ce point ? A son avis, l'occupation de ce poste procurait l'avantage de rendre disponibles les trois bataillons de Carnin pour appuyer la gauche de la ligne, tandis que dans leur position actuelle, ils avaient besoin de deux jours de marche avant d'y arriver en passant par le col del Assec ; la seule difficulté était d'approvisionner cette troupe (3).

Dans la journée du 4 une reconnaissance conduite par l'aide de camp du général François avait tenté d'entrer en liaison avec Pijon, mais elle n'avait pu y réussir ; elle avait passé, à ce qu'il semble, par la cime de Bausat et de Versera, puis elle appuyait à droite et venait déboucher devant le village de Fontan qu'elle n'osait attaquer ; le mauvais temps et la pluie qui n'avait cessé de tomber l'avaient empêché de rien voir (4).

Le général François aurait vivement désiré que Pijon occupât la crête de Frabosa qui couvrait sa gauche (5) ; sans rien décider,

(1) Argenteau, 3 juin, page 632.
(2) Argenteau, 4 juin, page 639.
(3) Pijon à Masséna, 5 juin, page 641.
(4) Ducos à Masséna, 4 juin, page 637.
(5) Masséna à Ballet, 5 juin, page 640. C'est du moins ainsi que nous comprenons l'expression « la crête qui couvre votre gauche ».

Masséna le maintenait sur l'emplacement où il s'était replié à la suite de sa reconnaissance, et il lui prescrivait de s'entendre avec François et Ballet jusqu'au moment où, après s'être rendu en personne sur les lieux, il déciderait par lui-même ; la crainte « de compromettre la gorge de Carnin » le retenait de pousser si en avant ce détachement quoiqu'il « ne demandât pas mieux » que de lier sa droite avec la gauche de François (1).

Une autre question rendait également indispensable sa présence dans cette partie ; la marche des avant-postes l'obligeait à appeler à lui les troupes demeurées sur les derrières pour renforcer sa première ligne ; à cet effet, il avait envoyé Bertholosi reconnaître au col de Termini si l'on ne pourrait en retirer un bataillon qui le défendait pour le placer à la gauche de Casotto ; Bertholosi le déconseillait, à moins que le poste de Frabosa Soprana ne fût tenu par nos troupes (2); avis auquel Masséna se rangeait (3).

Provisoirement, François laissait Pijon à la hauteur de ses postes de gauche et, le 6, Ballet proposait à Masséna de rassembler tout le corps de Carnin « sur le revers de la montagne qui était vis-à-vis celle de Carnetto » (4). La course de Pijon avait eu le plus heureux succès : les Piémontais avaient disparu, « on ne voyait même plus de feux la nuit ; on prétendait qu'ils s'étaient retirés sur Coni où il y avait eu une espèce d'insurrection ».

Quant aux postes de la droite, Ballet jugeait « qu'il y avait des forces suffisantes pour les garder avec sûreté, et que l'ennemi ne pouvait les tourner » ; son avis était « de les laisser comme ils étaient » (5).

Le combat insignifiant du 3 amenait un nouveau mouvement en avant du corps de Laharpe ; il était d'ailleurs nécessaire pour que la chaîne de nos avant-postes se trouvât sur la même ligne. Le 4, Carteret ayant occupé sans ordre la chapelle de Viola, Masséna allait la reconnaître « pour voir si on devait conserver ce nouveau poste » (6) ; le 5, le général Laharpe plaçait son quartier général à Priola (7); le 3e bataillon de la 56e, cantonné sur le chemin d'Ormea

(1) Masséna à Pijon, 5 juin, page 645.

(2) Bertholosi à Masséna, 5 juin, page 641. Pour cette reconnaissance, il a été impossible de préciser l'emplacement du bataillon dont il est ici question.

(3) Masséna à Bertholosi, 6 juin, page 647.

(4) Aucune carte n'indique le point de Carnetto : mais d'après le rapport de Masséna du 21 juin, il était à une heure de St-Jacques de Roburent. Il semble qu'il doit s'agir ici d'un des monts situés sur la crête passant par le col de Navonera.

(5) Ballet (reconnaissance), 6 juin, page 648.

(6) Masséna à Carteret, 4 juin, page 636.

(7) Masséna à Dumerbion, 6 juin, page 646.

à Garessio, allait le renforcer à Mursecco. Pour donner plus d'unité au commandement, les postes de Balestrino, de Saint-Bernard et de Poggiuolo étaient mis sous les ordres du chef de brigade Verne (1).

A la suite de ces divers mouvements, Masséna trouvait sa division très bien disposée, « elle tenait une ligne parfaite, à la vérité étendue, mais indispensable ».

Au premier ordre, Labarpe se porterait en trois colonnes sur le fort de Ceva; François « tomberait sur Mondovi avec avantage, marchant sur deux colonnes » ; mais les neiges interdisaient encore à Pijon d'agir.

Grâce à ses reconnaissances et aux renseignements des espions, Masséna avait pu se rendre compte de la situation de la position de Ceva. « Les ennemis, écrivait-il, ont formé un camp sur le derrière de ce fort sur la hauteur qui le domine ; je l'ai jugé de 2.000 à 2.500 hommes, défendu par plusieurs retranchements ; chose certaine, c'est qu'il y a déjà du canon. J'ai même reconnu qu'il pouvait être pris par derrière ». Caprara et Lombardie en formaient la garnison (2).

Pour le moment, toute cette région semblait dégarnie d'ennemis ; et le 7, le chef de brigade Carteret ayant dépassé Monasterolo ne signalait que de faibles postes à la Torre et à Saint-Michel, et encore d'après des renseignements d'habitants (3).

Le 8, Masséna exécutait une reconnaissance de la gauche du général François à la suite de laquelle il faisait rétrogader Pijon à Carnin, le 9, son détachement était réduit au 2ᵉ de la 99ᵉ ; le 3ᵉ de la 101ᵉ était appelé à Garessio, quatre compagnies de la 19ᵉ se rendaient à Ponte de Nava et quatre à Ormea (4). Le 8, le rassemblement de Garessio avait été renforcé par une compagnie de la 19ᵉ (5).

La retraite de Pijon et l'arrêt imposé à nos troupes par les ordres de Dumerbion donnaient à d'Argenteau toute facilité pour se remettre des craintes qu'il avait exprimées le 3 ainsi que Dellera.

Le 5, à la suite des ordres du roi, il recevait le 1ᵉʳ bataillon de Mondovi fort de 268 hommes et les dragons de stab (6); il envoyait alors une reconnaissance sur Frabosa, et faisait réoccuper ce vil-

(1) Masséna (ordres), 5 juin, page 641.
(2) Masséna à Dumerbion, 6 juin, page 646.
(3) Carterets à Labarpe, 7 juin, page 655.
(4) Masséna à Pijon, 9 juin, page 662.
(5) Masséna (Ordre), 8 juin, page 659.
(6) Argenteau, 5 juin, 4 heures du soir, page 641.

lage par un détachement composé de 50 Croates, des grenadiers de la légion et de quelques chasseurs; le centre du corps franc se plaçait entre Ceva et Mondovi, poussant des patrouilles vers Batifollo (1); la droite de sa ligne était couverte par les chasseurs de Canal, forts de 200 hommes, à Beinette, et par la compagnie de chasseurs d'Acqui, à la Chiusa (2); toutefois, il apprenait seulement le 7 que les chasseurs de Canal étaient à sa disposition; le même jour, il réclamait le 2e bataillon de Mondovi (3) qui le rejoignait le 9.

Son corps est alors cantonné : les deux régiments d'Acqui et d'Aoste à Mondovi; les deux bataillons de Mondovi campent sur la place d'armes, les dragons de Stab à Breo. Pour se conformer aux ordres du roi, qui lui prescrivent de soutenir une attaque, il adopte les dispositions suivantes : le régiment d'Aoste occupera au centre la hauteur de Li Gari, le régiment d'Acqui, à la droite, les maisons du chemin de Vico; le 1er bataillon de Mondovi, à la gauche, l'enclos des Chartreux; le 2e bataillon est en réserve; les grand'gardes « forment une chaîne depuis le chemin de Vico au jardin susdit des Chartreux; la grand'garde de chaque corps étant placée sur le terrain qu'ils doivent occuper » (2).

Deux batteries retranchées sont construites sur les premières buttes au-devant de la ville pour battre la route de Vico; d'Argenteau y place son artillerie, quatre pièces de 4, deux de 8 et un obusier. Le seul but du général était d'en imposer à l'ennemi, de lui « donner à croire qu'on aurait augmenté ses forces au besoin, autrement il n'avait pas de raison à couvrir la ville du côté le plus fort, d'étendre sa défense, lorsque ses forces exigeaient de la resserrer pour la rendre plus sûre et la faire avec moins de confusion » (4).

Masséna était prévenu le 9 de la réoccupation de Frabosa par les Piémontais; aussi recommandait-il à Pijon et à François la plus grande prudence (5). L'arrivée des bataillons de Carnin mettant des troupes à sa disposition, il envoyait à François deux compagnies du 5e bataillon des Hautes-Alpes tirées de Garessio (6), et de nouveau il lui transmettait l'ordre de Dumerbion « de ne pas se porter en avant qu'il n'en reçût l'ordre positif ».

(1) Argenteau, 5 juin, 10 heures du matin, page 643.
(2) Journal du 2e bataillon de Mondovi, page 204.
(3) Argenteau, 7 juin, page 657.
(4) Malaussena, *Journal historique*, page 87.
(5) Masséna à Pijon et à François, 9 juin, page 662.
(6) Masséna (ordre), 9 juin, page 662.

La veille, dès que Laharpe avait été informé de la reconnaissance de Carteret, il « lui avait marqué de ne faire aucun mouvement sans ordre, parce que l'intention n'était pas d'étendre davantage la ligne » (1). Masséna l'approuvait le 9, se réservant de voir, de concert avec Laharpe, les postes qu'il convenait d'occuper. Différents renseignements l'ayant averti que les ennemis avaient l'intention de se porter sur les bois par Lisio, il invitait Laharpe à se rendre à la chapelle de Viola « pour s'assurer par lui-même que les avenues des bois étaient bien gardées »; s'il avait besoin de renfort, il était autorisé à appeler à lui le bataillon de Mursecco, et en cas d'attaque le bataillon de grenadiers placé à Battifollo tournerait l'ennemi et le couperait (2). En conséquence, le 10, Laharpe portait le 3e de la 56e de Mursecco au camp de la Chapelle St-Jacques ; quant au 1er bataillon de grenadiers, il tenait à Battifollo des « positions superbes » ; mais à son avis, il était indispensable d'occuper Scagnello pour fermer la gorge qui conduisait à Lisio et à Viola. Il ne semble pas que cette proposition ait été adoptée (3).

L'attention de Masséna se portait surtout sur ses ailes ; à droite, il avait ordonné de baraquer à la Sotta 300 hommes, mais lorsque Laharpe voulut y envoyer quatre compagnies d'éclaireurs, celles-ci refusaient net, disant « que leur service n'était pas de camper, que même il n'était pas de monter la garde ; que cependant ils ne refusaient pas de la monter, mais que pour camper ils ne devaient pas le faire, et qu'ils monteraient la garde depuis Calissano ». Leur refus avait cependant une apparence de raison, puisqu'ils manquaient de marmites et de gamelles pour camper. Néanmoins Laharpe voulait, en punition, « les jeter en enfants perdus en avant de tous les postes et leur faire faire des découvertes longues et fréquentes ». Pour les remplacer, il proposait à Masséna de réduire le poste de Poggiuolo de six à quatre compagnies ; celui de Calissano de huit compagnies à quatre et de placer ces six compagnies à la Sotta ; cette disposition n'offrait aucun inconvénient, d'autant que « Bagnasco occupé, tous les postes de la gauche de Calissano étaient inutiles, et que même deux compagnies seraient suffisantes au village » (4).

Masséna, « pour la seule raison que les éclaireurs n'avaient point de marmites pour aller camper », refusait « de les jeter en avant » ; le 9, il invitait Laharpe à leur en procurer, lui-même en

(1) Laharpe à Masséna, 8 juin, page 659.
(2) Masséna à Laharpe, 9 juin, page 661.
(3) Laharpe à Masséna, 10 juin, page 670.
(4) Laharpe à Masséna, 9 juin, page 662.

chercherait à Ormea, et, dès qu'ils en seraient pourvus, ils auraient à se rendre à la Sotta. « Il n'y a point de loi qui dise que les éclaireurs doivent être baraqués et poussés aux avant-postes, écrivait-il ; c'est absolument leur place où on leur ordonne d'aller » (1). Le 10, ils obéissaient ; non sans observer, et Laharpe trouvait leur réclamation fondée, qu'ils faisaient « un service pénible lorsque la troupe était en marche, et qu'on les mettait encore dans un des postes les plus fatigants, pendant que des bataillons étaient dans des villages moins fatigués » (2).

Masséna était extrêmement bien renseigné sur le mouvement de l'ennemi ; le major de la milice génoise de Calissano « avait ordre de son gouvernement d'épier tous les mouvements des Piémontais » et ses espions le tenaient journellement au courant de ce qui se passait chez les alliés. Tous leurs rapports étaient transmis aux généraux français (3). En outre, les habitants des villages nouvellement conquis, trahissant leur armée, nous prévenaient des mouvements de leurs compatriotes (4). Aussi, le 8, Laharpe rendait-il compte qu'il n'y avait pas de Croates à Ceva, mais que ce corps était à Mondovi avec quatre canons (5). L'arrivée de d'Argenteau à Mondovi ne leur avait pas échappé ; le 10, Masséna signale « que les ennemis se renforcent du côté de Mondovi. Il y a dans ce moment, écrit-il, quatre bataillons : deux du régiment d'Aoste, un de Mondovi, un de la légion et de Croates avec quelques canons ; à Ceva, ce sont toujours les mêmes troupes » (6).

Ce rassemblement était bien faible, pourtant il faisait supposer à Masséna que l'ennemi voulait l'attaquer ; et cela, avec d'autant plus de raison, que Laharpe le prévenait le 10 « que l'ennemi faisait un mouvement qui s'apercevait depuis le matin, et qui paraissait avoir pour but ou la Sotta ou Scagnello ». Ses mesures étaient prises pour la Sotta, et il invitait Masséna à défendre le second point (7) ; celui-ci faisait tout disposer pour tourner l'ennemi sur plusieurs colonnes, mais il ne paraissait point à son grand regret (8). Néanmoins, le renforcement de l'ennemi vers Mondovi, qu'il fortifiait, lui paraissait mériter de l'attention.

(1) Masséna à Laharpe, 10 juin, page 667.
(2) Laharpe à Masséna, 10 juin, page 671.
(3) Masséna à Dumerbion, 12 juin, page 677 et Dumerbion à Masséna, 14 juin, page 685.
(4) Masséna à Dumerbion, 11 juin, page 672.
(5) Laharpe à Masséna, 8 juin, page 659.
(6) Masséna à Dumerbion, 10 juin, page 667.
(7) Laharpe à Masséna, 10 juin, page 671.
(8) Masséna à Dumerbion, 11 juin, page 672.

« Le 12, il en avertissait François et lui prescrivait de tout préparer pour tenter une surprise sur Frabosa (1) ; et il autorisait Pijon à appeler à lui les quatre compagnies de Ponte de Nava s'il ne se jugeait pas assez en force pour soutenir la gorge de Carnin « point très essentiel », car « ce serait un grand reproche à te faire, ajoutait-il, si tu étais forcé » (2).

La fonte des neiges faisait disparaître la principale défense du poste de Carnin ; en une nuit, l'ennemi, débouchant de Frabosa, pouvait « arriver sur les hauteurs de la gorge de Carnin et de Viozène, ayant le passage libre », tant que nous n'occuperions pas Frabosa. Se trouvant trop faible, Pijon se faisait joindre par les quatre compagnies de la 19e ; sept compagnies du 2e bataillon de la 99e garderaient le passage de Carnin, ayant deux postes dans la gorge de Salines et deux dans celle de Serra ; le 8e serait au poste de la Madone ; les quatre compagnies de la 19e défendraient le passage conduisant à Viozène (3).

Le détachement de Ponte de Nava était relevé par deux compagnies de la 19e tirées de Garessio et par deux de la 101e venant d'Isola Pelosa (4).

Pour le moment, Masséna différait de faire attaquer Frabosa par François; on continuerait à porter des reconnaissances sur ce point sans trop les exposer : « lorsque nos frères d'armes pourront battre l'ennemi avec certitude, écrivait-il, ils doivent le faire ; mais, comme je dis, avec certitude, sans trop se hasarder » (5).

De son côté, Argenteau avait eu avis de l'intention de Masséna de marcher sur Frabosa ; ce poste pouvait être tourné et aurait exigé de 1.000 à 1.200 hommes, aussi ordonnait-il au détachement de 150 hommes qui y était placé de se replier sur Villanuova où les chasseurs de Canal viendraient les soutenir. Le bruit courait également que Ceva était menacé (6).

Le 12, Masséna exécutait une reconnaissance sur la droite de Bagnasco ; l'ennemi perdait dans cette affaire treize barbets prisonniers (7) et une trentaine de morts (8) ; nous aurions eu trois

(1) Masséna à François, 12 juin, page 676.
(2) Masséna à Pijon, 12 juin, page 676.
(3) Pijon à Masséna, 13 juin, page 683.
(4) Masséna à Bertholosi, 13 juin, page 681.
(5) Masséna à François, 13 juin, page 680.
(6) Argenteau, 10 juin, page 671.
(7) Masséna à Dumerbion, 13 juin, page 681.
(8) *Journal du 2e bataillon de Mondovi*, page 204. Dans ce journal, on prétend, au contraire, que nous aurions subi le 12 un échec que nous aurions réparé le 14, voir page 205.

grenadiers blessés (1). Le bruit de la fusillade était entendu à Mondovi ; à 2 heures, le général d'Argenteau croyant à une attaque de Ceva se dirigeait sur cette ville avec le 2e bataillon de Mondovi et une pièce de 4 pour venir à son secours ; mais à Saint-Michel il apprenait que l'action avait lieu au Tovetti ; le bataillon rentrait alors au camp vers les 10 heures du soir (2).

A la suite de cette reconnaissance, Masséna confirmait les renseignements fournis le 10 ; soit qu'il eût reconnu Ceva lui-même, soit que ses renseignements provinssent d'espions, il mandait à Dumerbion : « Les ennemis portent de grandes forces du côté de Mondovi ; ils paraissent même négliger Ceva ; ils ont tiré les canons des forts pour les placer à de nouveaux retranchements qu'ils ont faits aux avenues du camp dont je t'ai parlé dans les miennes ». Quant au rassemblement de Mondovi, il avait « uniquement pour but » d'empêcher sa jonction avec l'armée qui marcherait sur Coni (3).

Après l'affaire du 12, Masséna avait ordonné de demeurer sur place, et, de concert avec Laharpe, il avait fixé les postes à occuper ; le 13, il lui répétait encore « en conséquence des ordres du général en chef » de ne pas étendre davantage sa ligne « en ayant lui-même senti l'importance », et de se borner « à occuper les hauteurs de Bagnasco, de manière à ce que l'ennemi ne puisse venir se loger dans le village » (4).

Dans la journée, Laharpe opérait une reconnaissance pour exécuter cet ordre, mais inutilement, et il informait Masséna qu'il n'y avait pas sur la droite de Bagnasco un point où l'on pût « établir un poste sans l'exposer à être enlevé dans la nuit » (5). De retour à Pievetta, il apprenait à son grand déplaisir que, malgré les ordres donnés, les grenadiers postés à Bagnasco s'étaient rendus maîtres de deux redoutes situées en avant de la ligne (6), et il répondait à leur chef qui lui en avait rendu compte : « Si nos grenadiers sont dans les redoutes, donne les ordres les plus sévères pour que personne ne s'en écarte, et défends que l'on aille en avant pour poursuivre l'ennemi quand même il fuirait » (7) ; en arrière, on placerait des postes intermédiaires « jusqu'à la crête la plus près de Bagnasco » pour les soutenir.

(1) Dumerbion au comité, 15 juin, page 689.
(2) *Journal du 2e bataillon de Mondovi*, pages 204-205.
(3) Masséna à Dumerbion, 12 juin, page 677.
(4) Masséna à Laharpe, 13 juin, page 682.
(5) Laharpe à Masséna, 13 juin, page 682.
(6) Pianelli à Laharpe, 13 juin, 7 heures, page 683.
(7) Laharpe à Pianelli, 13 juin, page 683.

En exécution de cet ordre, Pianelli laissait deux compagnies dans les redoutes, deux autres se tenaient prêtes à les soutenir. « Envoie des ordres, écrivait Pianelli, et ne t'inquiète pas du reste, c'est des grenadiers, commande, cela suffit » (1). Cette affaire, dont les détails manquent, avait été assez meurtrière pour les Piémontais, qui auraient perdu cinquante-trois tués (2) et neuf prisonniers : sept barbets, un soldat croate et un de Lombardie ; nous n'aurions éprouvé aucune perte. Le 14, Masséna faisait évacuer ces redoutes après qu'on les eut détruites (3), et il ordonnait de cantonner six compagnies sur la gauche de Bagnasco pour couvrir ce point.

Il ne se trouvait dans cette région que trois petites cabanes capables de contenir tout au plus une demi-compagnie chacune ; ne voulant pas camper les grenadiers, afin de ne pas exposer de tentes aux avant-postes, Laharpe était d'avis de les mettre à Battifollo d'où ils fourniraient les deux compagnies nécessaires aux avant-postes. En même temps, il prévenait Masséna qu'il n'y avait point de mouvements de troupes à Ceva, et que le corps ennemi de Cairo était toujours composé des mêmes troupes (4).

Mais Masséna trouvait qu'à Battifollo ces compagnies seraient trop éloignées, car si les postes en avant de Bagnasco étaient attaqués « il y faudrait trop de temps avant qu'il eût pu recevoir du secours », et tout en laissant Laharpe libre de décider, il lui conseillait de mettre au moins trois compagnies dans les dites cabanes (5). Le 15, Masséna se rendait sur le terrain et il en résultait une nouvelle répartition de la division Laharpe ; le 3e bataillon d'infanterie légère allait cantonner à Sainte-Juliette ; comme il avait été impossible de loger les grenadiers sur les crêtes de Sainte-Juliette à la Sotta, et qu'on n'avait pu se procurer à Bagnasco de bois pour faire des baraques, sept compagnies de grenadiers cantonnaient à Battifollo, pour fournir les postes en avant de Bagnasco, trois autres à Pievetta (6).

Tandis que Laharpe organisait sa ligne, François avait voulu se rendre compte de la possibilité de surprendre le poste ennemi de Frabosa ; ayant opéré une reconnaissance vers l'ouest, il esti-

(1) Pianelli à Laharpe, 13 juin, page 686.
(2) Masséna à Dumerbion, 23 juin, page 471.
(3) Masséna à Dumerbion, 15 juin, page 690 et Dumerbion au comité, 18 juin, page 707.
(4) Laharpe à Masséna, 14 juin, page 686.
(5) Masséna à Laharpe, 15 juin, page 690.
(6) Laharpe à Masséna, 16 juin, page 702.

mait à 500 hommes les forces adverses qui défendaient le pont de Garbo sur la Corsaglia. Les Croates avaient disposé fort habilement toute une chaîne de petits postes de six à huit hommes sur la crête et sur les petits chemins qui conduisaient à Mondovi et à Frabosa, de telle sorte qu'il était impossible « non de repousser l'ennemi parce qu'il n'était pas en force, mais de le surprendre » ; car en entendant tirer sur ses ailes, le détachement piémontais se retirerait, ce qui ne remplirait pas le but proposé, puisque l'on ne voulait pas se rendre maître du village « ne pouvant le garder pour faire un mouvement général en avant ».

En outre, le 12, François avait été informé de l'arrivée de quatre compagnies à la Torre ; comme on l'a vu, le 2e bataillon de Mondovi s'y était en effet rendu (1).

A la suite de la reconnaissance de François, d'Argenteau renforçait le poste de Frabosa par la compagnie de chasseurs de Mondovi ; la rive gauche de la Corsaglia était surveillée au Molline par un détachement composé d'Aoste et d'Acqui, à Oberti par la compagnie de chasseurs d'Oneille renforcée de 12 hommes par régiment de l'armée, à Monasterolo par 200 Croates fournissant des gardes au pont de la route de Montaldo (2).

La division de Masséna n'avait donc rien à craindre des faibles forces piémontaises ; en cas d'attaque, son chef pouvait la réunir en « moins de cinq heures de marche » « sur un même point et en masse ». Pourtant Masséna l'aurait désirée plus concentrée, mais il avait été contraint de la disposer de manière à garder « cinq gorges toutes très essentielles, voulant couvrir Garessio et être à portée d'attaquer avec avantage » Mondovi et Ceva au premier ordre (3). Remarquons de nouveau ici l'insistance avec laquelle Masséna revient sur une offensive dirigée contre ces deux points.

Le 17, Masséna exécutait une reconnaissance sur Mondovi ; il trouvait les postes de François « fort bien retranchés ». Toute une série de signaux permettaient de faire connaître rapidement une attaque de l'ennemi (4). S'étant avancé jusqu'à une lieue de Mondovi, « il avait reconnu un camp hors la ville au champ de bataille » et l'avait estimé fort de 400 tentes avec quelques pièces de canon ; tout le long de la crête de Frabosa, il avait aperçu un bataillon de Croates avec des détachements de miliciens et du régiment de Mon-

(1) François à Masséna, 14 juin, page 686.
(2) *Journal du 2e bataillon de Mondovi*, page 205.
(3) Masséna à Dumerbion, 15 juin, page 691.
(4) François (Instruction), 2 juin, page 622.

dovi. Ces données concordaient avec les renseignements fournis par les habitants de Montaldo d'après lesquels « il n'y avait dans cette place que quatre bataillons », seule force que d'Argenteau eut à sa disposition; car il ne fallait pas compter sur la population pour défendre la ville ; les documents piémontais constatent eux-mêmes l'apathie qu'elle montrait. Masséna en prévenait Dumerbion. « S'il faut en croire les différents rapports, lui mandait-il, ils ne soupirent qu'après notre arrivée dans leur pays, et tous ont juré de ne jamais prendre les armes contre nous » (1).

Très vraisemblablement, le poste piémontais de Frabosa voulait à son tour savoir ce qu'était devenu le détachement français qui avait marché sur lui, car le 17, en réponse à une lettre de Pijon, Masséna lui écrit : « J'étais bien persuadé d'avance de toute ton activité à repousser l'ennemi ; il paraît que c'est une découverte qu'ils ont faite et qu'ils ne s'en tiendront pas là » ; et il lui prescrit d'exécuter une seconde découverte dans cette région sans la pousser aussi loin que la dernière fois ; elle a pour objet de préparer toutes les dispositions à adopter lorsqu'on se portera en avant du côté du Mondovi ; et il lui renouvelle la prescription d'envoyer au loin des patrouilles pour être toujours tenu au courant des mouvements de l'ennemi (2).

Le 17, afin de compléter ces notions, Masséna allait reconnaître Ceva dont il s'approchait à deux portées de fusil ; il distinguait un camp fort considérable sur la crête qui dominait le fort ; mais à son grand étonnement aucun homme ne se montrait « de manière qu'il aurait pu arriver dans le village sans être arrêté » (3). D'autres découvertes avaient été dirigées sur la gauche vers Mombasilio ; au bruit de la fusillade, d'Argenteau faisait prendre à 4 heures les armes à son corps, en prévision d'une attaque; mais personne ne se présentant, à 10 heures du matin tout le monde rentrait au camp, et dans la journée même il apprenait que cette alarme avait été causée uniquement par la reconnaissance de Masséna Pourtant un détachement de 100 hommes allait soutenir dans la soirée le poste des Oberti, il rejoignait le 18 à midi. Le 18 au soir, d'Argenteau, voulant savoir ce qu'il y avait à Montaldo, renforçait le poste de Martini par soixante hommes de Mondovi et lui ordonnait de pousser une reconnaissance de ce côté. Dans la nuit du 18 au 19, son chef se mettait en mouvement avec son détachement fort de

(1) Masséna à Dumerbion, 17 juin, page 705.
(2) Masséna à Pijon, 17 juin, page 705.
(3) Masséna à Dumerbion, 19 juin, page 713.

cent hommes d'Aoste et d'Acqui et trente hommes de Mondovi ; il traversait la Corsaglia, passait entre nos sentinelles qui « se contentèrent de donner le qui-vive », et arrivait à proximité d'un gros camp français qu'il estimait à 1.000 hommes ; n'osant pas l'attaquer, il battait en retraite (1).

Cette tentative était insignifiante ; il semble même que les Piémontais ne montraient pas beaucoup d'activité pour alarmer notre ligne. Cependant Masséna ne cessait de recommander la plus grande vigilance et de renforcer sa première ligne ; c'est ainsi que, le 18, il envoyait quatre compagnies d'éclaireurs à François ; très vraisemblablement on avait eu avis de la reconnaissance que les Piémontais préparaient pour la soirée, car Masséna prévenait Fiorella « que les ennemis se proposaient d'attaquer quelques-uns de nos avant-postes » (2) ; Laharpe en était de même averti (3).

De Carnin, Pijon rendait également compte « que les ennemis se renforçaient beaucoup sur les hauteurs de Frabosa » (4). Son rapport concordait fort bien avec la découverte de Masséna ; aussi invitait-il Pijon à envoyer tous les jours des reconnaissances dans la gorge de Bellin « en recommandant au commandant... de se faire bien éclairer pour ne pas tomber dans quelque embuscade » (5) ; et, dans la journée, un nouvel ordre lui renouvelait la même prescription. « Si je te connaissais moins d'activité, je serais fort inquiet sur les postes que tu commandes, lui écrivait-il. Tes talents militaires me rassurent. Ordonne de fréquentes patrouilles, qu'elles se fassent avec prudence, et qu'elles ne marchent jamais sans se faire éclairer de droite et de gauche pour éviter toute surprise » (6). Une reconnaissance n'a qu'un rayon d'information extrêmement limité, aussi Masséna lui recommandait-il, ainsi qu'à Fiorella, d'avoir toujours des espions en course, et il invitait même ce dernier à en employer plusieurs « pour s'assurer s'ils lui rapportaient vrai » (7). Enfin il rappelait à François que, dans toutes ses lettres, Dumerbion se plaignait qu'on eût trop étendu la ligne de son côté et « qu'il avait beaucoup fait sans ordre ». Masséna n'en témoignait aucune inquiétude : « les superbes positions que nous occupons, écrivait-il, doivent nous garantir des événements qui pourraient n'être que funestes si l'en-

(1) *Journal* du 2e bataillon de Mondovi, page 205.
(2) Masséna à François, 18 juin, page 711.
(3) Laharpe à Masséna, 18 juin, page 711.
(4) Masséna à Dumerbion, 19 juin, page 713.
(5) Masséna à Pijon, 19 juin, page 714.
(6) Masséna à Pijon, 19 juin, page 716.
(7) Masséna à Fiorella, 19 juin, page 715.

nemi parvenait à faire une trouée », mais ce devait être un nouveau motif pour François de visiter souvent ses postes, d'ailleurs il avait assez de troupes pour ne rien craindre (1). Le 20, Masséna complétait ses dispositions en ordonnant à Verne, commandant les postes de la droite, de ne laisser passer « aucun habitant ni mulet » en avant de la ligne sans une permission signée de lui ou de l'adjudant général Vabre (2).

Les rapports reçus dans la journée du 20 confirmaient les précédents ; toutes les nouvelles s'accordaient à dire « que l'ennemi portait toutes ses forces à Mondovi et sur les hauteurs de Frabosa » (3). Argenteau avait même reçu le 18 un bataillon et quatre compagnies de Croates ; ce qui était exact puisque le bataillon d'Asti l'avait en effet rejoint le 17 (4).

De sa gauche, Masséna recevait des nouvelles rassurantes ; les patrouilles de Pijon n'avaient pas découvert d'ennemis ; mais il observait qu'entre son dernier poste de gauche et le poste extrême de droite de la 56e, il y avait au moins trois lieues, que le col de Marbergue n'était pas surveillé, et il demandait qu'un poste de cinquante hommes y fût établi (5). Masséna l'approuvait le 21 ; il l'invitait à en prévenir le commandant de col Couture et le général Macquard « pour qu'il bouchât de suite ce trou » (6).

Le 23, en conséquence de l'ordre du 17, Pijon franchissait le col del Assec et poussait jusqu'à la hauteur de Seiras sans rencontrer d'ennemi ; pour attaquer Frabosa, il proposait de réunir les troupes de Carnin à Pranevese ; là, elles se diviseraient en deux colonnes, l'une prendrait à droite de la montagne, l'autre suivrait la crête en ayant soin de surveiller la vallée de la Mandagna pour couvrir les derrières ; il serait en outre nécessaire qu'un détachement se dirigeât sur Fontan « par le revers » de la montagne et chassât les postes ennemis qui se trouvaient de ce côté (7).

Le 21, Masséna se rendait à la Chartreuse de Casotto (8), et le 22, il visitait les postes du général François ; il constatait que du côté de l'ennemi tout était tranquille, et on lui assurait « que les habitants de Mondovi avaient protesté au commandant militaire qu'ils ne prendraient jamais les armes contre la France ». Pourtant il récla-

(1) Masséna à François, 19 juin, page 716.
(2) Masséna à Verne, 20 juin, page 727.
(3) Masséna à Dumerbion, 20 juin, page 727.
(4) Argenteau, 17 juin, page 707.
(5) Pijon à Masséna, 20 juin, page 730.
(6) Masséna à Pijon, 21 juin, page 733.
(7) Pijon à Masséna, 23 juin, pages 742-743.
(8) Masséna à Dumerbion, 21 juin, page 733.

mait de nouveau du renfort ; « il tenait en échec deux points très essentiels, Ceva et Mondovi, et même une partie de la vallée de Limon », et la seule inspection de la carte suffisait pour apprécier les distances et le nombre de troupes nécessaire à la surveillance de cette étendue de terrain ; du reste le rapport de Macquard, dont le général en chef lui faisait part, qui prévenait « que les ennemis avaient fait passer des troupes du côté de Ceva » (1) confirmait les siens et prouvait qu'ils n'exagéraient rien.

Un déserteur l'ayant averti que deux compagnies de Croates étaient à Saint-Michel, il projetait de les faire enlever dans la nuit du 23 (2) ; mais n'ayant pu reconnaître ce village, il était forcé de remettre cette expédition au 24 (3) ; le 25, il prévenait qu'il y avait renoncé ; les Croates avaient poussé en avant d'eux une grande quantité de petits postes et notre approche aurait été découverte de trop loin (4).

De Loano, Masséna recevait des nouvelles assez alarmantes ; en outre on signalait à Gênes l'arrivée des généraux autrichiens Wallis et Colloredo ; aussi dans la journée envoyait-il une compagnie de sapeurs à Verne ; il lui prescrivait de retrancher Poggiuolo et tous les postes de la droite (5) ; et il avertissait Laharpe « que les ennemis se renforçaient toujours du côté de Mondovi et de Ceva » (6) ; ils auraient même manifesté l'intention d'enlever le général François.

Masséna jugeait ce projet « drôle » ; à son avis, « jamais les ennemis ne tenteraient une attaque générale, mais ils n'oublieraient pas de surprendre quelques-uns » de nos postes. La plus grande surveillance était donc nécessaire au milieu de cette population qui ne laissait ignorer à l'ennemi aucun de nos mouvements ; et il profitait de l'occasion pour renouveler la défense formelle aux troupes de dépasser les avant-postes ; les chefs en seraient responsables (7).

Ces renseignements qu'il transmettait à Dumerbion lui fournissaient une nouvelle occasion de réclamer des renforts. « Des nouvelles très sûres que je viens de recevoir me confirment que les ennemis font passer toutes leurs forces du côté de Mondovi et de

(1) Dumerbion à Masséna, 21 juin, page 732.
(2) Masséna à Dumerbion, 23 juin, page 741.
(3) Masséna à Dumerbion, 24 juin, page 746.
(4) Masséna à Dumerbion, 25 juin, page 749.
(5) Masséna à Verne, 25 juin, page 750.
(6) Masséna à Laharpe, 25 juin, page 751.
(7) Masséna à François, 25 juin, page 751.

Ceva, étant persuadés qu'il n'y a aucun mouvement dans la division du centre ». Quant à lui, il avait l'intention d'aller le lendemain à Loano, région que ses occupations l'avaient empêché de visiter (1).

Notre arrêt complet sur tout le front offrait le plus grand avantage aux Piémontais ; aussi évitaient-ils soigneusement de nous provoquer par la moindre tentative sur nos avant-postes, d'autant plus que tous les renseignements portaient nos forces à 15.000 hommes (2). D'Argenteau en profitait pour faire travailler aux fortifications de Ceva, travail pour lequel ses troupes montraient peu de bonne volonté (3) ; le 23, le mauvais temps en faisait même crouler une partie ; à ce moment les ouvrages étaient encore bien loin d'être terminés (4). Sur sa droite, il avait maintenu sa cavalerie et 140 chasseurs de Canal à Beinette pour se lier avec Colli jusqu'au moment où celui-ci se replierait sur Saluces.

II

A la fin de juin, de grandes difficultés allaient se produire entre Dumerbion et Masséna.

Depuis le début de l'expédition, toute la responsabilité était retombée sur lui, et il pouvait se vanter à juste titre d'avoir déployé la plus grande activité ; voyant tout par lui-même, étant sans cesse occupé à réparer la nonchalance des administrations et à reconnaître ses postes.

A part l'ordre plusieurs fois répété de ne pas étendre sa ligne, Dumerbion n'avait cessé d'approuver toutes ses mesures ; le 6 juin il le félicitait de la suprise du poste de Saint-Jacques-de-Viola (5).

Le 10, il lui écrivait : « Je suis bien persuadé que tous tes avant-postes sont bien placés, bien liés, bien soutenus ; mais je te répète de nouveau de ne pas les étendre davantage, puisque si tu faisais un mouvement par ta gauche il faudrait probablement en abandonner une partie, et qu'il ne faut jamais faire de marche rétrograde...

Les troupes de ta division me paraissent très bien disposées, si

(1) Masséna à Dumerbion, 25 juin, page 751.
(2) Argenteau, 20 juin, page 731 ; 23 juin, page 743 ; 25 juin, page 752.
(3) Argenteau, 19 juin, page 716.
(4) Argenteau, 23 juin, page 737.
(5) Dumerbion à Masséna, 6 juin, page 645.

elles devaient faire un mouvement en avant pour leur compte, mais je te préviens, et ceci est pour toi seul, qu'à moins de changements, nous manœuvrerons très en masse et très à portée les uns des autres » (1).

Cette dépêche ne pouvait évidemment être considérée comme un blâme.

Le 14, Dumerbion approuve le soin avec lequel il se tient au courant des mouvements de l'ennemi (2) ; le 16, il le félicite au sujet de l'escarmouche de Bagnasco, « de la manière dont il reçoit les barbets lorsqu'ils forment quelques projets sur ses avant-postes » (3).

Mais tandis que Dumerbion louait ainsi ses dispositions, Masséna apprenait par l'adjudant général Vabre, envoyé en mission à Nice, que le général en chef était mécontent que l'on eût dépassé Garessio ; il l'assurait alors que ce mouvement en avant était absolument nécessaire ; sans cela « il y aurait plus de deux mois qu'on ne saurait où donner de la tête pour les foins ». D'ailleurs sa division ne courait aucun risque, puisqu'il était facile de la rassembler en moins de cinq heures, et il prenait hautement la responsabilité de ce qui avait été fait : « Je crois donc avoir fait le tout pour le mieux, pour les intérêts du service et de la chose publique, écrivait-il. Je puis t'assurer, général, que je suis jour et nuit à cheval pour surveiller les postes que j'ai cru indispensables d'occuper avec aussi peu de forces ». A ce sujet il lui rappelait qu'il avait dans sa division 1.200 hommes non armés, deux bataillons dans la vallée d'Oneille, deux au col de Couture « à deux pas du quartier-général de la division du centre » et onze compagnies à Loano.

L'expédition de Corse n'ayant pas eu lieu par suite de la reddition de Calvi (4), les troupes qui y étaient destinées étaient rentrées à Nice ; aussi Masséna réclamait-il le 2e bataillon d'infanterie légère et la 117e qui lui appartenaient précédemment (5).

Les rapports entre le général en chef et Masséna allaient se tendre de plus en plus ; il était certainement très jaloux de ses prérogatives et exigeait qu'aucune autorité étrangère ne s'immisçât dans le commandement de sa division ; c'est ainsi que Bonaparte, ayant envoyé, sans l'en prévenir, un détachement de canonniers à Oneille, il avait demandé des explications à ce sujet au général en chef (6)

(1) Dumerbion à Masséna, 10 juin, page 666.
(2) Dumerbion à Masséna, 14 juin, page 685.
(3) Dumerbion à Masséna, 16 juin, page 699.
(4) Salicetti au Comité, 29 mai. Aulard, tome XIV, page 16.
(5) Masséna à Dumerbion, 15 juin, page 691.
(6) Masséna à Dumerbion, 1er juin, page 617.

Le 17 juin, irrité de ce que les administrations qui vivaient dans une parfaite aisance à Nice, non contentes de ne lui rien fournir, veulent contrarier toutes ses mesures au nom des règlements, il écrivait très sèchement à Dumerbion : « Mais malheureusement tout ce qu'on fait ici, qui regarde les administrations, est toujours improuvé » (1).

Le 19 juin, Dumerbion semblait satisfait des explications fournies le 15 ; il connaissait le « zèle » et « l'activité » de Masséna, et il était très avantageux de tirer des subsistances du pays ennemi. Quant à lui fournir des renforts, actuellement c'était impossible ; la 117e occupait les îles du littoral et le 2e bataillon d'infanterie légère était destiné à la gauche qui avait besoin d'être renforcée (2). Cette résolution du général en chef était d'autant plus extraordinaire que la division de Garnier, forte de près de 15.000 hommes, montait la garde pour ainsi dire devant des milices, et que même, après la prise des Barricades, elle pouvait être soutenue par une partie de l'armée des Alpes. En outre, par un ordre en date du 2 juin, Dumerbion avait mis toute la côte de Nice à Loano sous les ordres du général Villemalets (3), et cela sans en prévenir Masséna. Celui-ci apprenait le 20 à l'improviste par Hammel que Villemalets l'avait invité directement à l'instruire de tout ce qui se passait sur la côte qu'il commandait (4). Il y avait là un manque d'égards qu'un général ne pouvait et ne devait laisser passer. Masséna le relevait très vertement. « J'ai été fort surpris de cet ordre : Oneille et Loano étant compris dans ma division ; n'ayant été averti par personne que celui qui commande dans cette division doit rendre compte à un autre général divisionnaire qu'à moi » (5).

Juste au même moment, Vabre, de retour de Nice, lui répétait des paroles tenues par le général en chef ; Dumerbion s'était plaint devant cet adjudant général qu'on ne se fût pas borné à Ormea sans occuper Garessio. Ce fait était déjà étonnant au point de vue disciplinaire, et Masséna lui avouait qu'il en avait été « singulièrement surpris », mais la suite était encore plus étrange ; à en croire Vabre, Dumerbion lui aurait « fait pressentir que si l'ennemi venait à faire un mouvement et une trouée dans nos postes, Masséna pourrait courir le danger d'être traduit au tribunal répu-

(1) Masséna à Dumerbion, 17 juin, page 706.
(2) Dumerbion à Masséna, 19 juin, page 712.
(3) Dumerbion (Ordre), 2 juin (A. G.) Addenda.
(4) Masséna à Hammel, 20 juin, page 726.
(5) Masséna à Dumerbion, 20 juin, page 727.

blicain, que déjà plusieurs généraux y avaient été traduits et pour le même fait ».

Ces propos donnent occasion à une lettre admirable de Masséna dont le ton est vraiment digne du vainqueur de Zurich. En pleine terreur, il déclare qu'il n'a pas peur du tribunal révolutionnaire ; sa correspondance existe et « elle établit qu'il a rendu, jour par jour, un compte exact des mouvements de l'ennemi, de la position des troupes qu'il commande et enfin de toutes ses opérations ».

Masséna rappelle ensuite à Dumerbion les termes de ses lettres : « de mettre beaucoup de prudence dans ses mouvements, de n'occuper que des postes excellents », d'avoir ses troupes « toujours rassemblées » et « en état d'agir en masse », « de ne pas étendre davantage sa ligne » ; enfin, par l'ordre du 29, il a été autorisé à attaquer l'ennemi s'il avait certitude de le battre ; or telle a été sa conduite, et depuis l'affaire de Saorge, il a tué à l'ennemi un grand nombre d'hommes presque sans pertes.

Reste la question de l'occupation de Garessio. Masséna convient qu'il aurait été avantageux de tenir les troupes plus rassemblées, mais il a été impossible de le faire, puisqu'on avait cinq gorges à garder ; néanmoins sa division peut être concentrée en cinq heures. La nécessité de se procurer du fourrage avait contraint impérieusement d'entrer dans cette ville, et, pour en assurer la conservation, il était indispensable de former une ligne « qui nous rende maîtres des hauteurs et retienne l'ennemi dans la plaine de Piémont que nous dominons ».

Ces postes nous procurent encore un autre avantage : Masséna espère toujours que l'on va enfin déboucher en Piémont, et sa correspondance montre assez que la ligne occupée sera de la plus grande importance « si on se décide à entrer en Piémont » : actuellement ils permettent chaque jour de pousser des reconnaissances sur Ceva et Mondovi, et sous leur protection on a préparé des chemins pour le transport du canon. Le général en chef avait un moyen bien simple de se convaincre de l'état réel des choses, c'était de se rendre sur le terrain ; Masséna l'insinue : « Je me contenterai de te dire qu'il est malheureux pour moi que tu ne puisses venir juger par toi-même toutes les positions qu'occupent les troupes de la division que je commande ». Tandis que le quartier général et les états-majors sont bien tranquilles à Nice, lui n'a pas épargné sa peine ; dès lors comment pourrait-il être responsable si l'ennemi faisait une trouée. D'ailleurs, depuis plus de quinze jours, ne se plaint-il pas d'avoir 1.200 hommes non armés, et ne réclame-t-il pas

les bataillons de retour de Port-la-Montagne pour se constituer une réserve ? Sa correspondance « dictée au grand jour et souvent en présence de ses frères d'armes de tout grade » a exposé toutes ses opérations. « Tu peux et tu dois les juger, écrit Masséna, ainsi tu ne dois pas balancer à me donner des ordres en conséquence. Si donc tu gardais le silence, ou si tu ne t'expliquais que pour te laisser la faculté d'approuver ou d'improuver mes opérations d'après les événements, ma position deviendrait de jour en jour des plus difficiles. Je ne crains point d'être jamais traduit devant le tribunal révolutionnaire pour négligence ou l'oubli de mes devoirs ».

Si donc Dumerbion juge que ses troupes sont « trop disséminées, ses postes trop étendus », « qu'il y ait du danger à garder Garessio et les environs », il est de son devoir de général en chef de donner l'ordre de se replier sur Ormea ; le mouvement s'exécutera sans perdre un seul homme. Mais ce ne sera pas sans regret qu'il renoncera à tout espoir d'offensive. « Si j'en eusse cru l'ardeur de mes troupes, et que tu m'en eusses donné l'ordre, je me serais facilement rendu maître de Mondovi et de Ceva » (1).

Le 21, Masséna se rend à la Chartreuse pour visiter ses troupes ; et le même jour il expédie à Dumerbion la situation de sa division. Sur les hauteurs, à droite de Garessio (trois bataillons, six compagnies du 2e de la 21e, et six du 1er bataillon de grenadiers). Ces troupes sont placées : le 3e d'infanterie légère, à 3 heures de Garessio, en avant-postes à Sainte-Juliette ; six compagnies de grenadiers baraquées à la Sotta, à trois quarts d'heure de l'infanterie légère ; le 3e de la 101e baraqué sur les hauteurs de Calissano, à une demi-heure des grenadiers.

A une demi-heure de Garessio, quatre compagnies de la 21e baraquées à Poggiuolo ; à Saint-Bernard, distant d'une demi-heure du poste précédent, le 1er de la 21e ; à Balestrino, quatre compagnies du 2e bataillon de la 21e.

A droite de Garessio (quatre bataillons, quatre compagnies).

A Batifollo, à 3 heures 1/2 de Garessio, le 5e bataillon de grenadiers et quatre compagnies du 1er ; à un quart d'heure en arrière, cinq compagnies de la 56e ; à Prato Rotondo, le 3e de la 21e ; à Viola, le 1er de la 46e et trois compagnies de la 56e. Toutes ces troupes doivent se replier sur Prato Rotondo. En réserve, le 3e bataillon de la 19e avec le général Laharpe, à la Pievetta à portée de se rendre où le besoin s'en ferait sentir.

Le général François commande les postes de Casotto. (Quatre

(1) Masséna à Dumerbion, 20 juin, pages 728-730.

bataillons, quatre compagnies du 5e des Hautes-Alpes et six compagnies d'éclaireurs).

Un bataillon de la 99e et deux compagnies d'éclaireurs sont à la Serra de Pamparato ; le 3e des Hautes-Alpes et trois compagnies d'éclaireurs à Saint-Jacques-de-Roburent. La longue crête entre la Corsaglia et le Casotto est défendue par deux postes ; le premier au mont Carnetto (1), à une heure de Saint-Jacques-de-Roburent est gardé par sept compagnies du 3e de la 46e ; le deuxième situé à une heure du précédent, par deux compagnies du 1er de la 19e, une compagnie du 3e de la 46e et trois compagnies du 5e bataillon des Hautes-Alpes.

« Le premier de ces deux postes est pour la retraite de Fiorella ainsi que pour couvrir la naissance de la gorge de Frabosa ; le deuxième couvre les derrières d'Ormea et tient en échec la gorge de Belin et Fontan ».

En deux heures, toutes ces troupes sont en état de se porter sur Mondovi en trois colonnes.

Le général François a son quartier à la Chartreuse avec une compagnie du 5e des Hautes-Alpes ; en deux heures il peut se rendre au poste qui serait attaqué. Enfin, tous ceux-ci sont retranchés et reliés par des signaux.

A la droite, Pijon défend la gorge de Carnin avec le 2e de la 19e et quatre compagnies de la 99e ; deux compagnies de la 19e sont au Pont de Nava avec une pièce de canon « pour soutenir sa retraite, si jamais il était forcé de la faire » ; deux compagnies de la 19e occupent le col d'Ormea correspondant avec le dernier poste de François.

Ormea est gardé par deux compagnies du 1er bataillon de la 101e ; les six autres sont à Trappa, prêtes à gagner Ponte de Nava ou Saint-Bernard ; quatre compagnies du 5e des Hautes-Alpes occupent Garessio.

A Loano, Lafon commande au 3e de la 99e et à deux compagnies du 2e bataillon de la 21e.

Dans la vallée d'Oneille, Hammel a avec lui le 2e de la 46e et le 3e de la 100e (2).

Le jour même où cet exposé était expédié à Nice, le général en chef prévenait Masséna que les renseignements fournis par Mac-

(1) Il est impossible de trouver sur aucune carte la cime de Carnetto ; mais comme ce poste était situé à une heure de Saint-Jacques, son emplacement doit se trouver aux environs de la cime Pamparin ; le second poste étant à une heure des premiers était vers la cime Robert.

(2) Masséna, 21 juin, pages 734-736.

quard constataient également que les Piémontais « avaient fait passer des troupes du côté de Ceva » (1), mais il ne parlait nullement de lui fournir des renforts. Masséna l'avait averti précédemment qu'il avait « une masse de troupes disponible au premier moment pour se porter en offensive ou défensive sur tel point quelconque »; aussi se bornait-il à lui répondre : « Je me dispense de te dire que la chose est absolument nécessaire ». La dépêche, bien loin de trahir le mécontentement dont Vabre s'était fait l'écho, témoignait au contraire de la plus grande confiance en Masséna.

Le 24, après avoir reçu la première lettre de Masséna en date du 20, le ton de Dumerbion est encore amical : « Je suis fort aise, lui répond-il, que le général François ait une force imposante, et que ses positions soient excellentes, mais tu voudras bien lui défendre expressément de se porter en avant » (2). Il le prévient qu'il a invité Macquard à lui fournir un bataillon, mais s'il le reçoit, il ne le gardera pas longtemps « parce que le centre... est probablement destiné » à faire un mouvement majeur, et une partie des troupes à ses ordres « dans cette supposition, y entrera pour quelque chose ». Quant au général Villemalets, il l'a en effet chargé de tout le commandement du littoral, voulant être sûr que les batteries de la côte « sont maintenues dans le meilleur état » ; d'ailleurs il était indispensable, qu'en cas de débarquement des Anglais, un officier général « puisse se porter sans délai sur tel point quelconque pour l'en faire repentir ». Pour ce qui concerne l'ennemi, Dumerbion ne manifeste aucune inquiétude ; d'après l'état des corps ennemis, établis à Ceva et à Alexandrie, état fourni par Masséna, ils ne comptent pas plus de 9.500 hommes « cette force, étant disséminée, ne peut pas faire de grands mouvements offensifs », et si elle se rassemblait, la division du centre « a une force imposante à lui opposer ».

Le 20, dans sa seconde lettre, Masséna avait réclamé des ordres positifs ; le 25, Dumerbion ne lui adressait que des conseils et ne répondait à aucune de ses questions nettes et précises. Il observait que plusieurs de ses postes étaient à 3 heures 1/2 de Garessio, Bagnasco à quatre « et déjà bien près de Ceva »; pourtant ce n'était pas un blâme, car il ajoutait « ce n'est pas qu'il ne faille resserrer la garnison de cette place et l'inquiéter le plus possible ». Or, comment pouvait-on satisfaire à cette condition avec de l'infanterie à moins de s'en rapprocher. Surtout il critiquait l'emplacement des

(1) Dumerbion à Masséna, 21 juin, page 732.
(2) Dumerbion à Masséna, 24 juin, page 745.

postes de droite et de gauche « qui n'étaient pas en mesure avec les autres ». Saint-Bernard et Balestrino « sont assez en arrière, écrivait-il, pour que, si des troupes qui déboucheraient de la Bormida, vinssent à les attaquer, ton centre ne serait pas sans danger ».

Comme principe, ceci était peut-être exact, mais avec quelles forces l'ennemi aurait-il agi, puisque la veille Dumerbion écrivait que l'ennemi n'avait que 9.500 hommes; ce qui d'ailleurs était inexact, puisque les Autrichiens auraient facilement concentré 15.000 hommes sur notre flanc droit. D'ailleurs, du moment où l'on avait jugé bon d'entrer à Loano, ces postes étaient nécessaires pour couvrir la gauche de Lafon.

Dans ses dispositions, Masséna avait placé deux compagnies et une pièce à Ponte de Nava pour soutenir la retraite du poste de Carnin; « or, il y a une si grande différence entre les distances de Ponte de Nava à Carnin et à Battifollo, lui objectait Dumerbion, qu'un échec sur la gauche ferait éprouver un grand revers au centre »; et il le redoutait d'autant plus qu'il ne voyait pas les postes qui reliaient Fontan à Carnin. Cette remarque était d'autant plus étrange qu'on aurait ainsi encore augmenté la dissémination de la gauche de la division.

Puisque Dumerbion trouvait la situation de la droite si dangereuse, il lui suffisait, comme Masséna le lui avait indiqué, de donner ordre de la réunir à Ormea, mais il se contentait de ce vague conseil : « N'oublie pas, je t'en prie, que Ponte de Nava est, et doit toujours être la clef de ta division, et que tu dois disposer tes postes de manière à rester toujours maître de ce point pour ta retraite en quel endroit que tu sois attaqué. C'est maintenant à toi de ne rien négliger pour ne pas t'écarter de ce principe, en prenant surtout en grande considération les circonstances locales qu'un général en chef ne peut connaître par lui-même; c'est à toi à lui en rendre compte bien exactement pour qu'il en puisse saisir l'ensemble et les rapports avec les autres divisions ».

Comme on s'en souvient, dans toutes ses lettres, Masséna n'avait cessé de signaler la facilité de se rendre maître de Ceva et de Mondovi; pourtant Dumerbion lui répondait : « tu aurais dû me faire part de tes moyens, me démontrer la possibilité de la réussite de ce projet », alors il aurait pris un parti. Mais comme il supposait que « ces moyens existaient encore », il l'invitait à « les lui communiquer dans le plus grand détail ».

En terminant, il lui ordonnait de faire choisir une position entre Ormea et Vernante pour un corps de 4.000 hommes destiné « à prévenir tous les mouvements des ennemis sur Ponte de Nava ou le

col de Tende, dans la supposition où la division du centre se porterait sur Coni, et couvrir en même temps la communication de cette division avec celle du Tanaro ». En outre, il devait avoir un corps de 1.000 hommes prêt à marcher sur Coni, Limon et Vernante (1).

III

A la division Macquard, il ne se passe aucun fait digne d'être mentionné, sauf le 6 juin où, « par l'insurveillance » de son chef, un poste appartenant à la 118e se laisse enlever dans une chapelle sur la vieille route de Tende au-dessus de Limonet (2). Nous y perdons quarante fusiliers, trois caporaux et un sous-lieutenant prisonniers, un tué et deux blessés (3). Ce sont, en partie, les renseignements qu'ils fournissent (4), qui permettent à Martinel de composer son rapport du 11. Quant à une attaque sérieuse sur Tende, Colli ne pouvait y songer ; en effet, le 9, un officier de chasseurs de milice, échappé de Nice, qui avait passé par Tende, l'informait qu'il y avait à Tende 4.000 hommes, « et à la Ca sur la gauche de l'auberge en montant » un camp de 175 tentes qui, « à compter 14 hommes par tente », devait monter à 2.450 hommes ; en outre, il était prévenu que la cavalerie française commençait à se masser vers Tende, mais nulle part on ne lui signalait d'entrepôts d'artillerie (5).

A la gauche, le général Garnier avait réorganisé sa division et l'avait formée en trois colonnes.

Colonne de droite. Général Durand, quartier général à Lantosque. 3e bataillon de grenadiers, 3e de la 20e demi-brigade, 2e et 3e bataillons de la 84e, 1er bataillon de la 100e, 2e bataillon de la 101e, 2e bataillon de la 129e, compagnie franche de Grasse, une compagnie d'artillerie légère de 6 pièces de 3. Effectif, 4.937 hommes.

Son commandement s'étendait depuis Escarène jusqu'au col de Fenestre et le val de Blore par Lantosque, Belvédère et Saint-Martin.

Colonne du centre. Général Sérurier, quartier général à Isola.

(1) Dumerbion à Masséna, 23 juin, pages 747-749.
(2) Service des renseignements piémontais, 6 juin, page 651.
(3) Dumerbion au Comité de Salut public, 8 juin, page 658.
(4) Service des renseignements piémontais, 6 juin, page 650.
(5) Service des renseignements piémontais, 9 juin, page 663.

2e bataillon de la 20e, 1er et 3e bataillons de la 70e, 2e bataillon de la 83e, 1er bataillon de la 84e, 1er bataillon de la 129e, compagnie franche Carrière, une compagnie de canonniers de la 83e et quatre pièces de 3. Effectif, 4.096 hommes.

Cette ligne allait du val de Blore à Douhans, passant par Molière, la Lombarda, Saint-Anne et col Longue.

Colonne de gauche. Général Monleau, quartier général à Saint-Etienne. Un bataillon de chasseurs, 4e bataillon de grenadiers, 1er bataillon de la 83e, 3e bataillon de la 129e. Effectif. 2.075 hommes.

Elle comprenait l'espace de terrain compris entre Saint-Etienne et Pra par Saint-Dalmas-le-Sauvage ; au Pra, elle se joignait à l'armée des Alpes.

En arrière, le général Pierre commandait les places d'Entrevaux et de Colmars avec leurs dépendances. Il avait avec lui le 1er bataillon de la 20e, deux compagnies du 2e et une compagnie franche. Total, 914 hommes (1).

Dès le 30 juin, on annonçait au colonel Christ que les Français songeaient à se porter sur les Barricades ; le 2 juin, un rapport l'informait que le poste de Saint-Etienne venait d'être renforcé par 600 hommes (2). Le 5, en effet, les Barricades étaient enlevées.

D'après le plan adressé le 21 mai au Comité, l'expédition contre ce poste devait être combinée entre les deux armées, mais nulle part on ne trouve d'ordre qui la prescrive et Laporte en attribue tout l'honneur au général Vaubois : « La bouillante ardeur de la colonne de Vaubois n'a calculé ni le nombre des amis, ni le nombre des ennemis ; elle a dit : *Il nous faut les Barricades,* et les Barricades ont été en son pouvoir » (3). Pourtant, il est certain que l'armée d'Italie a secondé cette opération.

Le 4, les rapports piémontais signalent, comme débouchant de Saint-Etienne sur Bersezio par Pourriac et Ferrière, une colonne de 260 hommes, qui ne pouvait appartenir qu'à la brigade de Monleau ; le lendemain Sérurier gagne San-Bernouï avec le 2e bataillon de la 83e (4), et occupe avec 700 hommes « les hauteurs qui dominent les Planches », menaçant ainsi la retraite des défenseurs du poste.

(1) Renseignements fournis par Garnier, pages 349-350.
(2) Christ, 2 juin, page 623.
(3) Laporte au Comité, 8 juin, Aulard, tome XIV, page 223.
(4) Renseignements fournis par Garnier, page 350. Très vraisemblablement il a dû suivre le vallon de Tesina. D'après le rapport de Christ, il semble au contraire que San-Bernouï fut occupé le 4. Voir page 644.

En prévision de cette attaque, le colonel Christ fait renforcer le détachement du col du Mul par trente hommes de troupes de ligne et soixante miliciens (1).

Le 5, vers 10 heures, 300 hommes marchent de front contre les Barricades ; deux pièces sont mises en batterie à la chapelle Saint-Sébastien pour les recueillir en cas de retraite ; deux forts piquets se dirigent sur les hauteurs de gauche par Servagno où sont établis des espingardes, deux autres sur la droite vers le Beccorosso.

Le commandant des Barricades dirige 15 hommes à sa gauche au Beccorosso, 25 hommes à sa droite vers la Montagnetta et se tient avec le reste de sa troupe au retranchement.

Les colonnes des ailes françaises ayant pris pied sur les hauteurs ; leur canon de la chapelle tire cinq à six coups contre les Barricades ; au même moment, la colonne de gauche atteint un point, d'où elle fusille les retranchements, ce qui oblige les défenseurs à remonter vers les pentes de Lobiera ; de ce point, appuyés par le feu d'une espingarde, ils réussissent à arrêter encore pendant une heure les Français qui s'avancent par le fond de la vallée ; douze hommes vont renforcer le Beccorosso pour couvrir la gauche, mais les milices qui tiennent ce point l'abandonnent sans coup férir ; menacé d'être enveloppé, le détachement piémontais se retire vers 4 heures, précédé par une avant garde qui va reconnaître si le chemin des Bains de Vinadio est libre ; une arrière-garde couvre les derrières ; sa marche n'est pas inquiétée (2).

Le général Vaubois échelonne alors ses troupes de Pietra Porzio aux Barricades ; cinq cents hommes sont aux Barricades avec trois petits canons tenant un poste au Bec Rouge ; cinq ou six compagnies à Ponte Bernardo avec une forte garde sur la hauteur appelée le Château et « des gardes à droite et à gauche, principalement au pied de Pont Bernard » (3).

Les Français ne poussaient pas leur succès ; il semble même que du côté de l'armée d'Italie on avait rétrogradé, puisque Garnier mentionne au 21 juin, que deux compagnies de la 83e vont occuper le col Longue (4), ce qui n'aurait été d'aucune utilité si nous avions été à San-Bernoui.

Les deux vallons de l'Arma et de la Cadina permettaient de tourner sur la droite les positions de Vinadio et de Demont ; à

(1) Christ, 5 juin, page 644.
(2) Ceci prouve que la colonne de Serurier n'a pas dû arriver bien près des Planches, autrement elle aurait intercepté la route.
(3) Christ, 7 juin, page 657.
(4) Renseignements fournis par Garnier, page 350.

l'ouest de la crête dont ils descendent, coulent en direction perpendiculaire les deux torrents de la Madona et de la Marmora; l'un se jette dans la Stura, l'autre dans la Maira. Le général Christ décidait de tenir cette nouvelle ligne qui allait de Vinadio au col du Mul. « Sa longueur exigeait près de huit heures pour se porter d'une extrémité à l'autre, suivant les sentiers au long des vallons, et plus d'une journée pour la parcourir par les hauteurs à cause des détours à faire pour contourner les parties impraticables qui empêchent la prompte communication des postes en cas d'attaque » (1).

Aussitôt après la perte des Barricades, Christ envoyait soixante miliciens dans le vallon de l'Arma pour soutenir le col du Mul (2); le 9, le poste placé au nord de Sambuco se retire également sur le col dont la garnison s'élève, le 13, à 65 hommes de Courten et de Christ, 92 hommes de la garnison de Demont et 100 hommes de milice; un autre poste, fort de 80 hommes, était en tête du vallon de Cadina au col de Neraise (3). Le 13, le poste de Planches était rejeté après une faible résistance; les Piémontais y perdaient quatre hommes, pourtant ils le réoccupaient le 15 (4). La fonte des neiges qui rendait la rivière absolument impraticable, était vraisemblablement cause de notre retraite (5). Cependant, le 12, des déserteurs français prévenaient Colli qu'il y avait de Bersezio aux Barricades, 6 bataillons français et 8.000 hommes dans la vallée de la Tinée (6). Cet avis ainsi que l'enlèvement du poste des Planches faisaient craindre à Colli que nous n'eussions le projet de marcher contre Vinadio, par le sud et par le nord; pour s'opposer à cette manœuvre il ordonnait, le 14, de placer au col du Mul, 70 hommes de Christ, 30 de Courten et 100 milices; en cas d'attaque « on y ferait une résistance opiniâtre » et l'on se replierait sur Coni par les hauteurs au nord de la Stura. Sa droite serait couverte par le marquis Colli qui ferait occuper le village de la Marmora par la compagnie de milices de Christiani et y emploierait les paysans de Canosio et de la Marmora (7).

Conformément à cet ordre, la garde du col du Mul est complétée

(1) Malaussena, *Journal historique*, page 77.
(2) Christ, 6 juin, page 653.
(3) Christ, 7 juin, page 657. Il n'est donc pas exact, comme l'écrit M. de Malaussena, que le col ne fût occupé que le 21, page 77.
(4) Christ, du 10 au 15, page 696.
(5) Malaussena, *Journal historique*, page 77.
(6) Service des renseignements piémontais, 11 juin, page 675.
(7) Colli (ordre), 14 juin, page 687. Les officiers de ces détachements ne devaient point être relevés, ce qui provoquait de vives réclamations. Christ, 18 juin, page 711.

à 100 hommes de troupes de ligne (1); la neige qui est tombée en grande quantité est déblayée et une garde de 24 hommes est établie sur le col même (2); à sa droite, une centurie de Savoie s'installe au village de la Marmora (3).

Christiani occupe le plus haut hameau du vallon de la Marmora, mais apprenant qu'il y a 4.000 hommes dans la vallée de la Stura, il se juge trop faible et il réclame le 19, 100 hommes de renfort (4).

Le 17, les Français qui se sont installés à Sambuco, attaquent, au nombre de 400, le col de Neraise; ils sont repoussés par sa garde qui se défend en faisant rouler des pierres sur les assaillants (5).

Sur la droite, une reconnaissance de 700 hommes, partie de Pianese, pousse sur Canosio; après avoir laissé ses réserves à Pianese pour soutenir sa retraite, elle s'avance en deux colonnes sur le Preit, mais elle est repoussée par deux compagnies de milices et 160 paysans armés (6).

Divers autres indices pouvaient faire supposer que ces deux reconnaissances n'étaient que le prélude d'un mouvement contre Vinadio. Les renseignements signalaient en effet que l'on travaillait à réparer les chemins conduisant des Bains sur ce village (7) et que 7 à 800 hommes étaient à Saint-Etienne avec dix canons et 180 mulets. En prévision d'une attaque, le pont des Planches est coupé et un nouveau renfort de 40 hommes est demandé à la garnison de Demont dont la plus grande partie va garnir la ligne défensive des Piémontais; le 19 juin, le compagnie de chasseurs de Nice se rend au col du Mul (7). Le 20, 200 Français s'étant montrés au village des Planches, 70 hommes vont, le 21, renforcer le détachement de Neraise, et un nouveau poste de 40 hommes est établi à Rocca Serour (8).

L'effectif des troupes à qui était confiée la défense du col du Mul atteignait à peine le quart de ce qu'il aurait dû être. Afin de lui constituer un réduit,« on travaillait à préparer un point de défense

(1) Christ, 16 juin, page 703.
(2) Christ, 17 juin, page 707.
(3) Provera, 20 juin, page 732.
(4) Latour à Sonnaz, 19 juin, page 717.
(5) Christ, 18 juin, page 711.
(6) Service des renseignements piémontais, 24 juin, page 746.
(7) Christ, 18 juin, page 711. D'après M. Malaussena, l'occupation de Canosio et de la Marmora aurait été occasionnée par cette tentative; *Journal historique*, page 78. Ceci n'est pas exact puisque l'ordre de Colli est du 14.
(8) Christ, 19-23 juin, page 744.

resserré en retranchant les grandes roches à la réunion des deux têtes » des vallons de la Marmora et de l'Arma.

« Ressource dangereuse à mettre en usage, écrit à ce sujet M. de Malaussena, si l'on n'a des troupes sur les derrières de ces postes pour les dégager et les garantir d'être environnés, autrement ils causent la perte de ceux qui s'opiniâtreraient d'y tenir ferme » (1). Aussi, sur la nouvelle que les Français se préparent à venir au camp de Pianes, ce qui menaçait le flanc droit de la position, on se dispose « à faire remonter les troupes » vers le col (2).

De notre côté, le 21 juin, deux compagnies de la 83e, occupent définitivement le col Longne et, le 24, le général Durand établit le 3e bataillon de grenadiers au col de Fremamorta après en avoir déblayé la neige et réparé les chemins (3).

IV

Outre les observations si justes de Laporte, plusieurs motifs obligeaient de modifier le plan du 21 mai: la prise des Barricades permettait de le simplifier. En outre, le revers de Pirmasens déterminait le 1er juin, le comité à tirer de l'armée des Alpes quinze bataillons pour les diriger sur l'armée du Rhin (4) ; cet ordre parvenait le 4 juin à Grenoble ; il y excitait un vif désapointement, dont témoigne une lettre de Laporte : Tout était prêt pour attaquer; « le mot de Turin était dans toutes les bouches, mandait-il, et voilà tout à coup une armée victorieuse réduite au triste rôle de la défensive » (5).

Dumas réduisait de sa propre autorité ce secours à dix bataillons ; ils se mettaient en marche du 8 au 25 juin (6).

Le départ de ces bataillons réduisait l'effectif des troupes que

(1) Malaussena, *Journal historique*, pages 78-79.
(2) Christ, 19-23 juin, page 744.
(3) Renseignements fournis par Garnier, page 354.
(4) La lettre du comité n'a pas été conservée et la dépêche de Laporte ne fait pas mention de la date. Nous observerons à ce sujet que la note (1) du Recueil Aulard, tome XIV, page 151, est inexacte. Dans sa lettre au comité du 4 juin, Laporte ne fait pas allusion à la lettre du comité du 8 mai, qui ne détachait pas d'infanterie de l'armée des Alpes (voir cette lettre, documents annexes, page 438). Mais à l'ordre, perdu, prescrivant de diriger 15 bataillons sur l'armée du Rhin.
(5) Laporte au comité, 4 juin, Recueil Aulard, tome XIV, page 151.
(6) Dumas aux représentants, 6 juin ; au comité, 12 juin (A G).

l'armée des Alpes pouvait employer dans l'opération projetée. Pourtant dans le nouveau projet rédigé par Bonaparte, le 20 juin, on en tenait peu compte, puisqu'on voulait en tirer 16.000 hommes, chiffre inférieur seulement de 1.000 à celui du 21 mai.

Laporte avait certainement pris part aux délibérations qu'il occasionna, pourtant il est remarquable qu'il n'ait pas signé ce plan comme il avait fait pour celui du 21 mai.

Dumerbion avait-il été appelé à donner son avis ? Les documents ne permettent pas d'élucider ce point ; mais il est certain qu'il était tenu au courant, puisqu'il écrivait le 10 juin à Masséna : « Je te préviens, et ceci est pour toi tout seul, qu'à moins de changements nous manœuvrerons très en masse et très à portée les uns des autres » (1).

Après avoir indiqué les mesures à prendre pour assurer la tranquillité dans les départements et défendre les côtes, le plan fixait le rôle de chaque armée.

Comme dans le plan du 21 mai, l'armée d'Italie commençait le mouvement, celle des Alpes ne s'ébranlait que le troisième jour de l'expédition. Ses forces étaient formées en deux divisions, nommées de la Stura (trois colonnes) et de Château-Dauphin (deux colonnes).

Le troisième jour de l'attaque, la première colonne de la Stura (4.500) gagnait Sambuco ; le quatrième jour, elle débouchait devant Demont ; le cinquième jour, si la division de Château-Dauphin trouvait des obstacles, elle serait jointe par la division de Vinadio (3.000 hommes), et 1.500 hommes remplaceraient la deuxième colonne ; dans le cas contraire, 1.500 hommes de la deuxième colonne viendraient l'appuyer.

La deuxième colonne (3.000) opérerait sur sa gauche. Le troisième jour, elle atteindrait les hauteurs qui dominent la vallée de Grana ; le quatrième jour, elle occuperait un emplacement d'où elle empêcherait l'ennemi de tourner la première ; le cinquième jour, unie avec la première colonne et, si cela était nécessaire, avec une division de l'armée d'Italie, elle attaquerait les hauteurs de Valloria.

Si la division de Château-Dauphin éprouvait des obstacles, elle irait l'appuyer et menacerait les derrières de cette place ; elle serait remplacée par 1.500 hommes fournis par la première.

La troisième colonne couvrirait les derrières.

La première colonne de la division de Château-Dauphin se por-

(1) Dumerbion à Masséna, 10 juin, page 667.

terait, le troisième jour, « sur les cols qui maîtrisent la vallée de la Maira ». Le quatrième jour, sa mission était double, elle couvrirait la droite de la deuxième colonne de la Stura et la gauche de la deuxième colonne de la division de Château-Dauphin.

Le cinquième jour, si l'ennemi n'était pas en force sur le plateau de Château-Dauphin, elle en favoriserait l'occupation ; dans le cas contraire, elle se combinerait avec la deuxième de la Stura « pour envelopper le plateau et obliger l'ennemi à évacuer ».

La deuxième (4.000) atteindrait le troisième jour le plateau de Château-Dauphin; par sa position, elle assurerait la gauche de la première ; « elle se tiendra toujours sur les derrières de la première colonne, disait le projet, et se tiendra à portée de la secourir ».

Le principal rôle incombait à la division de la Stura; d'après le plan, la division de Château-Dauphin, au cas où l'ennemi résisterait énergiquement, « ne doit pas engager d'affaires sérieuses, mais se placer aussitôt sur la défensive et attendre le succès de la marche de la division de la Stura » ; elle resterait toujours « en diagonale » par rapport à celle-ci ; et n'agirait offensivement que si elle s'apercevait que l'ennemi tentait de tourner la division de la Stura par les vallées de Maira et de Grana.

Le général commandant la division de la Stura marcherait avec la première colonne ; le général commandant la division de Château-Dauphin avec la seconde.

L'armée d'Italie fournirait trois divisions dites de Vinadio (deux colonnes), de Fenetre (trois colonnes), et du Gesso (deux colonnes). Le premier jour de l'expédition, la première colonne du Gesso (14.000) gagnerait Robilante ; le deuxième, elle s'emparerait du pont de Rocca Sparvera ; « son but était de vouloir investir Coni, de chasser l'ennemi d'entre la Stura et de Gesso, de protéger la division du col de Fenetre et la droite de toutes les attaques ».

A sa droite, agirait la seconde colonne du Gesso (4.000) ; celle-ci occuperait une position intermédiaire, d'où elle ouvrirait « par la plaine » la liaison avec la division d'Oneille, couvrirait la marche des convois et assurerait les derrières de la première.

Le général commandant toute l'expédition marcherait avec la première colonne du Gesso.

Les deux premières divisions de la colonne du col de Fenetre se porteraient, le troisième jour, à Valdieri. Le quatrième jour, si la division de Vinadio s'était jointe à la colonne de la Stura, la première colonne (2.000 hommes) marcherait contre Gajola ; la seconde se tiendrait « à portée de la secourir et de couvrir sa droite ». Le

cinquième jour, la deuxième colonne (4.000) attaquerait Valloria avec la division de la Stura.

Après la réussite de l'expédition de Château Dauphin et l'investissement de Demont, cette division rejoindrait la division du Gesso.

La division de Vinadio gagnerait les Planches le troisième jour ; le quatrième jour, elle remonterait la rive droite de la Stura. Le cinquième jour, si la division de Château Dauphin n'éprouvait pas d'obstacle, la première colonne (2.000 hommes) gagnerait Gajola ; la seconde couvrirait ses derrières.

D'autres paragraphes réglaient les positions pour les subsistances, les charrois et les ambulances (1).

Au point de vue tactique, ce projet s'efforçait, comme le précédent, d'éviter toute attaque de front et de les favoriser par des attaques sur les flancs et les derrières ; le sixième jour, on amenait, suivant le cas, 16.000 hommes ou 19.000 contre Demont et 10.000 hommes ou 7.000 contre Château Dauphin. Le rôle de la division du Gesso n'était pas prévu à partir du deuxième jour ; mais comme le général en chef marchait avec elle, il était libre d'agir suivant les circonstances, ce qui était certainement le parti le plus sage.

Par contre, le projet ne parlait pas de la division de droite ; il semble pourtant qu'elle allait avoir une mission assez délicate à remplir puisqu'elle avait le corps autrichien sur son flanc droit.

Dans une note remise au comité, Robespierre jeune exposait les mesures qu'il jugeait indispensables pour assurer le succès de ce plan. Il était d'avis que les deux armées fussent réunies en une seule, disposition qui créerait l'unité de commandement ; qu'une instruction ferme fût adressée aux représentants pour leur indiquer la conduite à tenir envers le Piémont et envers les populations ; conviendrait-il ou non d'exiger une contribution de tout le pays ou seulement des habitants qui résisteraient ?

La défense de la côte était très mal assurée malgré l'arrêté du 19 janvier (2) ; dans le but de remédier à cette situation, Robespierre jeune conseillait au Comité d'appeler de Lyon à Toulon les canonniers parisiens, de donner une organisation générale aux canonniers de la côte, et d'inviter la république de Gênes à mettre la côte en état de défense de Menton jusqu'à Oneille.

Il estimait les besoins en poudre à 800.000.

(1) Plan, 20 juin, pages 718-726, page 20.
(2) Arrêté, 19 janvier, page 62.

Enfin restait à régler la question de la cavalerie; Robespierre jeune proposait de retirer 2.000 hommes envoyés dans la Vendée, et de faire passer à l'armée d'Italie 7.000 hommes « de retour d'Espagne » (1).

Il n'était pas moins difficile de se procurer des chevaux; le 18 juin, le service des charrois avait fourni une note constatant qu'il avait besoin de 6.000 chevaux (2); celui des fourrages avait prévenu que la fourniture du foin était assurée pour quatre-vingt-dix jours, en admettant que toutes les rentrées fussent effectuées; mais l'avoine, la luzerne et la paille manquaient, et l'on était forcé de recourir à l'extérieur. Gênes était en état de les fournir mais seulement avec du numéraire (3). Pour acheter des chevaux, Robespierre jeune réclamait des fonds en assignats; il demandait qu'on fît passer, de suite, à l'armée d'Italie les chevaux et les mulets promis de Versailles, et plus tard ceux de l'armée d'Espagne, « lorsqu'elle aurait chassé l'ennemi du territoire et se tiendrait sur la défensive ». Dans la note remise au comité, Robespierre ne parlait pas de la question des fourrages, ce qui prouve qu'il n'avait pas d'inquiétude à cet égard (4).

Robespierre jeune se rendait à Paris pour y faire triompher ses idées et obtenir du comité tout ce qu'il avait jugé nécessaire pour mettre l'armée d'Italie à même de prendre une offensive vigoureuse. Nul doute qu'à Nice on s'attendait à recevoir à bref délai l'ordre de passer à l'exécution du plan du 20 juin, car, le 24, Dumerbion prévenait Masséna que le centre était « probablement » destiné à faire un mouvement « majeur » (5); et, le 25, il lui prescrivait de préparer les dispositions concernant la deuxième colonne du Gesso (6).

Le même jour, de Briançon, Albitte, inquiété par les démonstrations que les Piémontais faisaient sur tout le front de l'armée des Alpes, insistait vivement pour que l'armée d'Italie passât à l'offensive; mais ses propositions qui devaient représenter les intentions

(1) La note ne dit pas si ces 7.000 hommes sont de la cavalerie ou de l'infanterie.

(2) Note, état des chevaux nécessaires aux différents services, 18 juin, page 708.

(3) Service des fourrages, 18 juin, page 708.

(4) Note, 20 juin, page 738. Malgré l'indication portée sur cette pièce, elle n'a pu être remise le 20 juin, comme l'a déjà fait observer le recueil Aulard, note 1, tome XIV, page 432. L'analyse qui est donnée de ce document capital dans le recueil Aulard est absolument inexacte.

(5) Dumerbion à Masséna, 24 juin, page 745.

(6) Dumerbion à Masséna, 25 juin, page 747.

de l'état-major de l'armée des Alpes, n'attribuaient à cette dernière qu'un rôle absolument défensif, jusqu'au moment où la marche en avant de l'armée d'Italie couvrirait les nombreux cols que gardait l'armée des Alpes (1).

Bien des motifs devaient pousser à ne pas retarder notre offensive ; à en croire les renseignements transmis par Masséna le 4 juin, la nouvelle d'une grande insurrection à Turin se confirmait : « quatre bataillons étaient partis de Coni pour se rendre à Turin », et « l'arrestation d'une centaine d'habitants à Turin avait tout à fait déchaîné le peuple contre les tyrans » (2). Le 10, il mandait que les Autrichiens « s'emparaient petit à petit du commandement de toutes les places du roi sarde » (3). Ce renseignement était également parvenu à Nice, mais considérablement augmenté, puisqu'on avait annoncé « que les troupes piémontaises allaient passer sur le Rhin et qu'elles seraient remplacées par des troupes autrichiennes » (4). Le 17 juin, Masséna parle encore du grand mécontentement qui règne dans les troupes piémontaises, surtout parmi les officiers, de ce que le roi « a donné le commandement de toutes les places à des officiers autrichiens », et de ce qu'ils sont traités en subalternes (5). D'autre part, l'opinion d'une partie de la population ne nous était pas défavorable ; il y avait donc là des causes de succès qu'il convenait de ne pas laisser échapper.

La nécessité de ne pas se laisser prévenir à Gênes était un nouveau motif d'agir.

A la suite de la prise de Saorge, M. Boccardi, qui n'avait pas encore obtenu de réponse à sa note du 25 avril (6), en remettait, le 17 mai, une nouvelle où il exprimait la ferme confiance que le gouvernement français ne tarderait pas « de donner les ordres les plus précis pour faire cesser tout passage et demeure des troupes françaises dans le territoire génois » (7).

La personne de M. Boccardi n'était pas agréable au gouvernement français, comme en témoigne la réponse de M. Buchot, à la dépêche où Tilly lui avait fait part de son opinion sur le compte de l'envoyé génois : « J'ai cru m'apercevoir que le mode de quelques-unes des représentations qu'il s'est cru obligé de m'adresser, se sentaient

(1) Albitte au comité, 20 juin (A G). Aulard, tome XIV, page 430.
(2) Masséna à Dumerbion, 6 juin, page 647.
(3) Masséna à Dumerbion, 10 juin, page 667.
(4) Dumerbion à Masséna, 13 juin, page 679.
(5) Masséna à Dumerbion, 17 juin, page 706.
(6) Boccardi, note, Supplément, 25 avril, page 101.
(7) Boccardi, note, Supplément, 17 mai, page 111.

de l'inquiétude que paraissaient inspirer quelques événements du moment, quelques circonstances particulières de notre position. J'en ai conclu qu'il n'était pas bien pénétré que, quel que soit le sort de nos armes, celui de la République de Gênes est de rester invariablement attaché à la République française; que ce système peut seul lui garantir son indépendance » (1).

En transmettant la note du 17 mai au Comité, M. Buchot l'avertissait qu'il avait cru « qu'il n'était pas sans inconvénient d'entrer en explication à cet égard », et qu'il s'était contenté de prévenir l'envoyé de Gênes qu'il lui ferait part de la réponse du gouvernement français (2).

Ceci n'était pas tout à fait exact; sa réponse, quoique évasive, était bien plus précise. Il lui disait que si l'intérêt de la France n'exigeait pas de maintenir des troupes sur le territoire génois, on s'en abstiendrait, mais que dans le cas contraire, « on ne pouvait pas présumer que le gouvernement de Gênes réclame sérieusement contre des mesures au succès desquelles il serait aussi intéressé que la France, puisque nos ennemis sont devenus les siens en ce point de respecter sa neutralité, et en usant à cet égard de violences dont il lui importe de prévenir le retour » (3).

En outre, dans une seconde note du même jour, Boccardi se plaignait d'excès commis par nos troupes sur le territoire de Mendatica (4). Robespierre jeune, à qui cette réclamation était transmise, prétendait qu'il n'y avait rien d'exact dans cette plainte; qu'à la vérité, on avait fourragé par erreur un village génois, mais qu'on ne lui avait présenté aucun mémoire pour en obtenir le payement; dès qu'il l'aurait reçu, il accorderait une indemnité. Il saisissait cette occasion pour conseiller de montrer du caractère envers ce gouvernement; il fallait « loin de chercher à le flatter ou à le gagner, exiger de lui des marques éclatantes d'estime pour la République et pour ses armes » (5). Le 30 juin, Buchot en informait M. Boccardi (6). Mais sur la véritable question de la neutralité de Gênes, à la période où nous en sommes arrivés, le Comité n'avait pas encore fait connaître sa décision.

Brusquement on apprenait à Nice le 23 juin par une dépêche de

(1) Buchot à Tilly, 9 juin (A. E. Gênes, 168).
(2) Buchot au Comité, 1er juin (A. E. Gênes, 168).
(3) Buchot à Boccardi, Supplément, 22 mai, page 112.
(4) Boccardi, note, Supplément, 17 mai, page 111.
(5) Robespierre jeune au ministre des affaires étrangères, Supplément, 16 juin, page 113.
(6) Buchot à Boccardi, Supplément, 30 juin, page 116.

Tilly l'arrivée d'un général autrichien. Tandis que M. de Girola croyait que la note du 14 mai de Tilly avait obtenu de l'effet ; celui-ci était convaincu au contraire que le gouvernement génois ne défendrait pas ses forteresses, et que, bien loin d'être uniquement causé par la curiosité, ce voyage avait un but réel, celui « de reconnaître la position de cette ville, ses forteresses, les défilés, les gorges de ses montagnes ». A en croire notre ministre, si les Autrichiens se présentaient en force, le Sénat leur livrerait Savone et Gavi « sans résistance » ; et pour s'excuser, « il alléguerait sa faiblesse et la prétendue violation que nous avions faite nous-mêmes de son territoire » (1).

Deux jours plus tard, il mandait encore que, malgré les dénégations du doge, celui-ci avait reçu le général Colloredo en audience particulière, et « qu'il était question de mal défendre Gavi et Savone que les Allemands et les Piémontais occuperaient » (2).

A la veille de tenter l'invasion de l'Italie, il importait au plus haut point d'être fixé sur la conduite à tenir envers le gouvernement génois ; à toutes les causes qui provoquaient le voyage de Robespierre à Paris, venait se joindre ce nouveau motif.

(1) Lachèze à Dumerbion, 17 juin, page 740. Transmis par Dumerbion le 23 juin.

(2) Tilly à Buchot, Supplément, 23 juin, page 114. Dans la première de ses lettres, Tilly parle de Wallis et de Colloredo ; dans la seconde, de Colloredo seul. D'autre part, la correspondance de l'archiduc ne mentionne pas le voyage de Wallis à Gênes qui paraît très douteux.

CHAPITRE XV

Organisation intérieure de la division Masséna.

Afin de ne pas interrompre l'exposé des opérations militaires, on a laissé de côté tout ce qui avait trait au service intérieur de la division Masséna (1). *Travaillant uniquement pour des militaires*, il me semble intéressant de traiter cette question à fond, pour montrer les difficultés que le commandement eut à vaincre. Pour connaître et apprécier les généraux de cette grande époque républicaine et militaire, il ne suffit pas de les voir sur les champs de bataille, mais encore dans leur action incessante auprès de leurs troupes. Ils ne s'imaginent pas que pour commander il suffit d'indiquer sous une forme vague leurs idées à un chef d'état-major ; tous leurs ordres émanant uniquement d'eux, tout est surveillé par eux. En un mot *ils commandent*.

Le commissaire ordonnateur Eyssautier, le chef d'état-major et le général en chef étaient restés à Nice, et bien qu'éloignés de plus de 80 kilomètres, prétendaient tout décider par eux-mêmes ; les moindres questions réclamaient donc des correspondances sans fin. Or le service de la transmission des dépêches était des plus mal organisé entre les deux quartiers généraux de Nice et de Garessio. Le général en chef « crie et il a raison » écrivait le 16 mai Masséna à Hammel (2), particulièrement chargé d'y veiller et d'établir des postes intermédiaires, et il lui recommandait de punir sévèrement les négligences. Pour parvenir de Garessio à Nice et réciproquement, une dépêche employait de trois à quatre jours, quelquefois six (3) ; c'est ainsi que les lettres des 12 et 13 mai où Masséna

(1) On a été forcé de prendre pour type la division Masséna, puisque les registres d'ordres des autres divisions sont perdus.
(2) Masséna à Hammel, 16 mai, page 504.
(3) Dumerbion à Masséna, 16 mai, page 503.

témoignait à Dumerbion de son désir de se porter en avant, ne lui parvenaient que le 16 (1) ; le 21 mai, il n'avait pas encore reçu une lettre de Masséna en date du 16 et du 17 (2).

Afin d'y remédier, le 28 mai, Masséna prenait le parti d'établir en permanence à la Piéve un adjoint aux adjudants généraux ; toutes les dépêches qui passeraient par cet endroit devraient lui être remises sans égard à l'heure, « et il les ferait partir sans qu'elles puissent séjourner plus d'une heure » dans cette ville (3).

On comprend donc les retards que devait éprouver la moindre question ; nous en donnerons un exemple typique. Le 13 mai, un poste français arrêtait onze mulets porteurs d'huile ; le poste assurait qu'ils étaient chargés pour Ceva ; au contraire, un Génois qui les conduisait, affirmait qu'ils l'étaient pour un pays appartenant à Gênes ; deux Génois qui les avaient dénoncés, leur avaient entendu dire : « il faut que nous partions de bonne heure pour pouvoir arriver à Ceva ce soir ». Masséna n'osait prendre sur lui de décider la prise bonne ; il en référait au général en chef et aux représentants (4). Le 19, n'en ayant pas de réponse, il s'en plaignait assez vivement à Dumerbion : « Je désirerais, général, que tu répondisses à toutes les demandes que je te fais relativement au bien du service ; ton silence me met dans l'embarras et rend toutes mes démarches incertaines ; mon devoir me prescrit de te rendre compte de toutes mes opérations, je crois m'en acquitter. Il faut à ton tour que tu aies la bonté de prononcer lorsque je t'écris » (5).

Le 22, Dumerbion lui répondait qu'il « s'imaginait qu'il avait jeté les yeux sur le règlement du 3 avril 1792 », fixant la marche à suivre pour les prises : lorsque le chef d'état-major, à qui il appartient de décider de leur validité, n'est pas présent sur les lieux, il doit en être dressé procès-verbal, et le chef d'état-major prononce sur le vu de cette pièce. En cas où, ces formalités remplies, la prise serait jugée bonne, Dumerbion ordonnait de payer aux soldats 25 livres par mulet (6).

Le 25, Masséna lui explique qu'il n'a pas cru devoir s'en rapporter à ce décret, considérant cette prise comme « un cas extraordinaire, qui ne pouvait être décidé que par le général en chef » (7).

(1) Dumerbion à Masséna, 16 mai, page 503.
(2) Dumerbion à Masséna, 21 mai, page 531.
(3) Masséna (ordres), 28 mai, page 598.
(4) Masséna à Dumerbion, 13 mai, page 481.
(5) Masséna à Dumerbion, 19 mai, page 527.
(6) Dumerbion à Masséna, 22 mai, page 543.
(7) Masséna à Dumerbion, 25 mai, page 562.

Ayant une division fort importante et dont les divers éléments étaient répandus sur une grande étendue de terrain, Masséna avait chargé l'adjudant général Monnier du détail de la division ; celui-ci avait-il correspondu directement avec Gauthier de Kerveguen ou bien encore faut-il attribuer simplement au fait d'avoir des secrétaires le motif de l'observation de Dumerbion ; toujours est-il que, le 21 mai, celui-ci lui écrivait « qu'il ne devait point y avoir d'état-major dans une division faisant partie d'une armée », et qu'en cas de dépenses extraordinaires, il devait en faire passer l'état détaillé à Nice (1) ; le général Gauthier lui adressait également une observation semblable par l'intermédiaire de Monnier (2).

Le 24, Masséna faisait connaître qu'avant son départ d'Oneille il s'était informé auprès de Monnier des motifs qui lui faisaient avoir des secrétaires (3).

Celui-ci lui avait expliqué « que c'était de l'agrément du général Gauthier qu'il les avait pris, et qu'il les lui avait payés jusqu'à présent ». Très probablement il y avait là un malentendu, et « Gauthier n'avait entendu les lui payer que dans le temps de l'expédition ». Toutefois il y avait certainement une autre cause aux observations de Gauthier, puisque le 24, Masséna répond à Monnier : « Ainsi tu peux écrire à Kerveguen que j'ai toujours su qu'il n'y avait qu'un seul état-major dans l'armée, et que tous les mouvements devaient lui être envoyés par moi et non par d'autres ». Quant à Monnier, son travail se bornait « à recevoir les différents rapports pour en faire un état général », et avec ses deux adjoints ils devaient être plus que suffisants (4).

Le 9 juin, un ordre de Masséna prescrit à tous les commandants de colonne de lui fournir un bulletin où il sera fait mention des forces des bataillons, de l'effectif et des présents sous les armes. Monnier en dressera un général qu'il signera et où seront marqués les divers mouvements survenus dans les vingt-quatre heures. A ce travail se réduisent ses fonctions (5).

Le commissaire Tripoul lui remettra de même chaque matin l'état de situation des magasins (6).

(1) Dumerbion à Masséna, 21 mai, page 531.
(2) Masséna à Gauthier, 25 mai, page 553.
(3) Masséna à Dumerbion, 25 mai, page 563.
(4) Masséna à Monnier, 24 mai, page 556.
(5) Masséna à Monnier, 9 juin, page 661. Les adjudants généraux étaient en outre chargés de signer les bons de cartouches. Masséna à Monnier, 29 mai, page 605.
(6) Masséna à Tripoul, 9 juin, page 661.

En arrivant à Ormea, Masséna avait de suite pris des dispositions pour organiser le service des subsistances ; le 9 mai, il expédiait l'ordre au commissaire Leplay de se rendre à Borgomaro pour y remplir les fonctions de commissaire ordonnateur, au commissaire Gauthier celui de venir à la Pieve (1) ; le 10, il supprimait le dépôt de Pigna et appelait le commissaire Ballet à Ormea (2). Le 12, l'emplacement de Leplay était fixé à Ormea (3) ; le 15, le commissaire Tripoul se rendait à Garessio (4) ; Pellizonne était à Oneille. Dans ces différentes mesures, le commissaire ordonnateur en chef Eyssautier aperçut une atteinte à ses droits, et il écrivit à Masséna une lettre dont « la finale » témoignait « beaucoup d'humeur ». Après lui avoir parlé des responsabilités qu'il encourrait en changeant les emplacements des commissaires, il prétendait lui dénier le droit de placer un commissaire où le bien du service le demandait. Sans lui répondre « sur le même ton » (5), Masséna maintenait hautement les pouvoirs que lui conférait son titre de général de division, en face des prétentions des agents administratifs ; et il observait que ce n'était pas, de Nice, à vingt lieues d'un corps actif dont les mouvements dépendaient de ceux de l'ennemi, qu'il pouvait se réserver une telle autorité (6). Cette prétention était d'autant plus extraordinaire que le service, étant chaque jour à la veille de manquer, exigeait à tout instant des décisions immédiates et promptes.

La concentration de la division Masséna à Ormea ne présentait, au point de vue militaire, que des avantages, mais elle amenait de grandes difficultés pour les subsistances. L'arrêté des représentants avait prescrit d'évacuer tous les vivres trouvés à Garessio et même à Ormea sur Oneille ; il en résultait que 12.000 hommes devaient être nourris par Oneille, et cela lorsqu'on manquait de mulets ; aussi Masséna réclamait-il impérieusement qu'on lui fît passer du blé à Ormea. « On a fait une grande faute....., écrivait-il, le 12, à Haller. Tu comprends aisément la difficulté qu'il y aura à livrer les subsistances nécessaires toutes fabriquées d'Oneille. Si nous avions du blé ici, nous pourrions mettre tous nos fours en activité » (7).

Faute de mulets, il était en effet impossible d'assurer le

(1) Masséna à Leplay, 9 mai, page 443.
(2) Masséna à Leplay, 10 mai, page 451.
(3) Masséna à Leplay, 12 mai, page 468.
(4) Masséna à Leplay, 15 mai, page 498.
(5) Masséna à Dumerbion, 23 mai, page 552.
(6) Masséna à Eyssautier, 23 mai, page 551.
(7) Masséna à Haller, 12 mai, page 472.

service en tirant d'Oneille du pain pour douze mille hommes, effectif de la division, chiffre qui devait bientôt s'élever à quinze mille.

La nourriture des chevaux présentait moins de difficulté, car à Garessio, on s'était emparé d'un magasin de plus de 6.000 quintaux et de beaucoup de sel (1) ; le 3 juin, Laharpe en découvrait un second de 500 quintaux (2) ; Masséna pouvait donc assurer à Eyssautier « que cette partie-là ne lui donnerait pas la moindre inquiétude cette année » (3). Pour ménager les prés, une circulaire défendait, le 18 mai, à tout militaire de la division d'y faire paître avant qu'ils ne fussent fauchés, sous peine, la première fois d'une amende de cinq livres, la seconde de dix ou d'arrêts (4).

Quant au sel, Masséna aurait été d'avis de suivre l'exemple du général Mouret et d'en faire vendre une partie pour se procurer quelques ressources. Le général en chef l'autorisait à se débarrasser de ce qui serait superflu, « mais comme cet objet regardait la comptabilité », et que les généraux ne devaient pas s'en mêler, un commissaire des guerres serait chargé de l'opération (5).

Malgré l'invitation pressante de Masséna, aucune disposition ne fut prise par les autorités administratives supérieures afin d'assurer la distribution du pain. Le 15 mai, le service était à la veille « de manquer » (6); en outre une demi-brigade députait auprès de Masséna afin de toucher le supplément de pain que la loi lui accordait (7).

Masséna, convaincu de la justesse de la réclamation qui lui était adressée, s'informait aussitôt auprès de Leplay s'il était possible d'y faire droit immédiatement ; dans le cas contraire, on le payerait comptant, en calculant depuis le jour où la distribution n'en avait pas été faite (8).

Pour assurer le service, il ordonnait à Leplay de s'entendre avec Ditte, inspecteur à Oneille, afin de constituer à la Pieve un approvisionnement de 1.200 sacs, de façon à alimenter les fours et les moulins que l'on établissait à Ormea.

Cet entrepôt étant sur le territoire génois, le consul et le commandant de cette localité élevaient une protestation ; en la transmettant à Dumerbion, Masséna lui observait qu'on ne pouvait s'en

(1) Masséna à Dumerbion, 15 mai, page 496.
(2) Laharpe à Masséna, 3 juin, page 629.
(3) Masséna à Eyssautier, 12 mai, page 470.
(4) Masséna à Monnier, 18 mai, page 517.
(5) Dumerbion à Masséna, 18 mai, page 513.
(6) Masséna à Leplay, 15 mai, page 497.
(7) Masséna au chef des postes de Cassine et de Penone, 15 mai, page 497.
(8) Masséna à Leplay, 15 mai, page 497.

passer, mais qu'on tâcherait de le rendre « moins considérable en approvisionnant directement Ormea » (1). Nous ignorons en quoi consistaient les plaintes des Génois, d'après la réponse de Dumerbion, il semble qu'on avait occupé des bâtiments par réquisition ; il ordonnait aussitôt « de payer non seulement les magasins dont nous pouvions avoir besoin, mais aussi tous les objets qu'ils pouvaient nous fournir », et insistait sur la nécessité de maintenir l'harmonie entre les deux nations et de traiter les Génois en alliés (2).

En exécution de cet ordre, Leplay ordonnait le 15 à Pellissone de diriger sur la Piève 1.200 sacs, 800 en farine et 400 en grain et de continuer à approvisionner en pain, les troupes d'Ormea jusqu'à nouvel ordre. Il fallait calculer sur le pied de 12.000 hommes, non compris les employés, en ajoutant le supplément (3) ; en même temps il écrivait à Thevenin de prendre ses dispositions pour faire conduire ce convoi à sa destination, et de tenir à la disposition de la division Masséna quatorze cents mulets à bât « propres à supporter les fatigues des montagnes » (4).

Le 18, des plaintes ayant été faites à Masséna sur la qualité du pain distribué, il ordonne de lui envoyer chaque jour de distribution un pain « afin de s'assurer par lui-même s'il est fabriqué comme il doit l'être » (5).

Très vraisemblablement, à partir du 18, on commençait à fabriquer 6.000 rations de pain à Ormea ; l'effectif des parties prenantes s'élevant alors à 14.000 hommes, Leplay en réclamait 10.000 d'Oneille, bien que le commissaire de cette place prétendît n'être en état que d'en livrer 6 à 7.000 (6) ; croyant avoir ainsi pourvu aux besoins, il en avertissait Masséna qui mettait à l'ordre de donner le supplément de pain accordé par la loi à dater du 20 mai (7).

Mais le 19, l'état d'approvisionnement de la Piève ne comporte que soixante-six sacs de farine ; de nouveau Leplay écrit à Ditte ; il le prévient que si cet approvisionnement n'est pas rendu le 22 à sa destination « il sera forcé de considérer la violation des ordres donnés à ce sujet comme un attentat à la chose publique » (8), et il

(1) Masséna à Dumerbion, 15 mai, page 496.
(2) Dumerbion à Masséna, 18 mai, page 513.
(3) Leplay à Pellissone, 15 mai, page 499.
(4) Leplay à Thevenin, 15 mai, page 500.
(5) Masséna à Leplay, 18 mai, page 515.
(6) Leplay à Pellissone, 18 mai, page 519.
(7) Masséna à Monnier, 19 mai, page 526.
(8) Leplay à Ditte, 20 mai, p. 529.

se plaint à Pellissone de cette insouciance inouïe surtout dans un moment où le général fait des dispositions » (1).

Quant aux mulets, le 23, on n'en avait encore reçu aucun, bien que Thevenin eût donné l'assurance qu'ils seraient rendus le 19 (2).

Bien loin de fournir les 7.000 rations promises, Oneille n'en expédie que 2.500 le 25. Leplay, prévoyant que le pain va lui manquer, réitère l'ordre à Pellissone de lui en expédier journellement 6.000 à 7.000 rations, et celui-ci s'étant plaint du retard avec lequel les mulets des convois lui étaient retournés il lui répond : « Tu n'ignores pas peut-être que nous avons des postes à sept et huit heures d'Ormea, et que, ne recevant à peine que les quantités de vivres nécessaires à la consommation journalière, Gauthier et moi sommes obligés de faire filer les convois quelquefois jusqu'aux avant-postes, pour ne pas faire éprouver de retard à la troupe ». D'ailleurs, qu'il requière des mulets dans le pays de Gênes à tout prix, car il lui faut pour le 26, à Ormea, un envoi de pain considérable « n'en ayant pas ici pour faire face aux distributions » (3). A Charray, inspecteur des transports à Oneille, il prescrit de faire rentrer tous les mulets placés à Pigna et à col Ardente (4). Que ce soit impossibilité d'exécuter ces ordres ou négligence, le 28, le pain n'était pas distribué à plusieurs bataillons.

Masséna ordonnait aussitôt à Leplay « de lui dénoncer ceux qui étaient chargés de nous approvisionner et qui manquaient à un devoir aussi essentiel » pour que les représentants en fissent un exemple (5). La correspondance de Leplay constatait qu'il n'avait rien négligé ; en la transmettant à Masséna, il ajoutait : « si le service manque, c'est par la faute de ceux qui, employés à Oneille, étaient chargés de fournir nos approvisionnements, à moins qu'il n'y eût impossibilité ; mais ce sera à eux de le prouver » (6). Dans les deux journées du 28 et du 29, il était parti d'Ormea pour Garessio 27.000 rations de pain dont 3.550 de biscuit ; pour le moment il ne restait plus une seule ration dans cette ville (7).

Aux avant-postes, on n'avait pas touché de pain depuis deux jours et la viande manquait également depuis plusieurs jours. L'effet de ces privations n'avait pas tardé à se faire sentir, le

(1) Leplay à Pellissone, 20 mai, page 529.
(2) Leplay à Brunet, 23 mai, page 554.
(3) Leplay à Pellissone, 25 mai, page 565.
(4) Leplay à Charray, 25 mai, page 566.
(5) Masséna à Leplay, 28 mai, page 595.
(6) Leplay à Masséna, 28 mai, page 595.
(7) Etat du pain envoyé à Garessio, 28 mai, page 596.

service s'était fait avec négligence, et une grand'garde s'était laissée surprendre (1). Cette pénurie « avait fait tenir bien des propos avec raison à ces pauvres malheureux qui n'avaient point d'autres ressources ». Masséna n'avait d'autre moyen pour remédier à cet état de choses que « d'écrire et de dénoncer » ; nous connaissons déjà sa lettre du 29 à Leplay (2). Il s'adressait aussitôt à Eyssautier, à Dumerbion, à Haller, « et il ne leur cachait pas que si le service manquait, Oneille en était la cause ». A son avis les employés d'Ormea « se donnaient bien assez de mouvement », et Maréchal y prenait « une peine incroyable » ; à Oneille, au contraire, Ditte « faisait beaucoup d'embarras et peu de besogne »; et bien que Leplay « lui écrivît souvent, il n'en faisait pas davantage ». A tous, il répétait que le manque de mulets « était pour ainsi dire, la cause de tout ». A Leplay qui lui avait communiqué les explications de Pellisone, il répondait : « Je n'y ai remarqué que de belles phrases et beaucoup d'exclamation. Beaucoup plus d'exactitude et ne rien ménager dans les circonstances serait bien plus à propos ». Pour l'aider momentanément, il lui prescrivait de mettre en réquisition tous les mulets d'Ormea (3).

De son côté, Leplay faisait part à Ditte et à Pellisone que, pour dégager sa propre responsabilité, il avait transmis à Masséna copie de toute sa correspondance avec eux, des diverses demandes qu'il leur avait adressées et « dont l'inexécution avait compromis totalement le service » (4).

Le 1er juin, une députation venait apporter à Masséna le pain qui était distribué à la troupe en remplacement du biscuit. « Tu verras s'il est possible de contraindre le soldat à le prendre », écrivait Masséna en en faisant passer un échantillon à Dumerbion, et il lui exposait le triste sort des hommes « manquant très souvent de légumes » et n'ayant pas toujours leur pain de supplément (5) ; tandis qu'à en croire ses renseignements, « le citoyen Ditte ainsi que les autres commissaires d'Oneille étaient tous les jours en fête, que ce n'était que bals et repas » (6). Dans sa détresse, il rappelait à Hammel qu'il se trouvait à portée de surveiller les administrations. Sa division manquait de tout et « Oneille en était toujours la

(1) François à Masséna, page 597.
(2) Laharpe à Masséna, 28 mai, page 597 ; Masséna à Eyssautier, à Dumerbion, à Haller, à Leplay, 29 mai, pages 602-603.
(3) Masséna à Leplay, 29 mai, page 604.
(4) Leplay à Ditte, 28 mai, page 597.
(5) Masséna à Dumerbion, 1er juin, page 618.
(6) Masséna à Eyssautier, 1er juin, page 618.

principale cause ». « Vois tout par toi-même, lui mandait-il, et ne t'en rapporte jamais à ce qu'on te dira » (1).

Aussitôt prévenu Leplay avait pris des mesures pour obvier aux abus qui pouvaient se glisser dans la fabrication du pain (2). A Oneille les charrois et les vivres se rejetaient mutuellement d'avoir laissé manquer le service. « Les vivres ne voulaient point avoir tort, les charrois disaient n'avoir rien à se reprocher » (3), leurs mulets ayant été très souvent obligés de s'en aller à vide (4). Masséna ne pouvait décider à qui en revenait la responsabilité ; un seul fait était certain : « les correspondances et la tranquillité » que ces employés disaient avoir sur leurs responsabilités « n'avaient pas donné au soldat du pain lorsqu'il en manquait. Il fallait du pain et non tant de lettres » (5). Aussi Masséna répondait-il à une plainte que Ditte lui adressait au sujet des charrois : « Quant à moi, je m'arrêterai à te dire que j'ai à me plaindre de tous les deux et que j'en ai écrit à qui de droit » (4).

A partir du 3 juin, les fours d'Ormea entraient en activité ; Leplay se contentait de 5.000 à 6.000 rations de pain jusqu'à nouvel ordre. L'effectif des parties prenantes s'élevant alors à 15.314, non compris les malades, on doit en conclure que la production journalière montait à environ 10.000 rations ; pour l'alimenter Leplay demandait chaque jour à Oneille un envoi de 180 sacs, mais il ne déclarait son service assuré que du moment « où il y aurait 1 200 sacs à la Piève » (5).

Informé de ce triste état de choses, Dumerbion montrait une vive irritation ; il parlait « de faire prononcer la loi sur les coupables », et il en témoignait son mécontentement à l'agent général des charrois et à l'administrateur général des vivres ; le 1er juin, il prévenait Masséna que des mulets partaient pour Oneille (6).

En recevant un des pains distribués le 1er juin, il traitait aussitôt cet objet essentiel avec Eyssautier, et donnait les ordres les plus précis « pour qu'à l'avenir, on ne fît jamais de pareilles fournitures », qu'on refuserait « sans difficultés, la subsistance du soldat devant toujours être de la meilleure qualité » (7).

Comme sa réponse tardait, Masséna attirait de nouveau, le 6, son

(1) Masséna à Hammel, 2 juin, page 620.
(2) Masséna à Leplay, 2 juin, page 621.
(3) Masséna à Pellissone, 4 juin, page 636.
(4) Masséna à Ditte, 4 juin, page 636.
(5) Leplay à Ditte, 3 juin, pages 630-632.
(6) Dumerbion à Masséna, 1er juin, page 613.
(7) Dumerbion à Masséna, 5 juin, page 644.

attention sur la mauvaise qualité de ce pain (1) ; il semble qu'il soupçonnait Eyssautier de n'en avoir pas parlé au général en chef ; aussi ce dernier lui affirme-t-il, le 10 juin, que les ordres sont donnés pour que les farines « soient de meilleure qualité » (2).

Ces diverses mesures ont certainement amené un résultat, car les plaintes cessent à peu près durant le mois de juin.

Le 10, Oneille ne peut expédier de blé faute de mulets (3) ; néanmoins cette interruption dans les envois n'a pas eu de conséquences bien sérieuses, puisque Masséna rend compte le même jour que s'étant rendu à Ormea « pour s'assurer des subsistances, tout va assez bien » sauf dans le service des charrois (4).

Le 12, plusieurs chefs de corps se plaignent (5) que le pain n'a pas le poids, qu'il est moisi, et qu'ils ne reçoivent pas « les légumes que la loi leur accorde » (6).

Le 16, le pain est de nouveau mauvais et les grenadiers le jettent ; à ce sujet une lettre expédiée au nom de Masséna rappelle les précautions à prendre pour éviter qu'il ne se gâte : « Il ne suffit pas que le pain soit bien confectionné, il faut encore qu'on ait l'attention de ne le mettre dans les sacs que lorsqu'il est refroidi » ; au lieu de le couvrir avec les couvertures qu'on leur donne à cet effet, les brigadiers s'en servent pour leur propre usage, et lorsque le pain arrive tout mouillé, on ne le retire pas des sacs pour le faire sécher (7).

Malgré les ordres de Dumerbion (8) la farine continue à être mauvaise ; le 17, Masséna en envoie deux paquets à Dumerbion pour le mettre à même d'en juger la qualité et d'apprécier la friponnerie des préposés ; elle est poussée à un tel point que « sur le poids du pain, il est prouvé et vérifié qu'il en manque un huitième, de manière que sur huit pains, le soldat en perd un » (9).

Quant au service des charrois, il ne s'améliore pas ; le 17 et le 18, il est cause que les envois d'Oneille n'arrivent pas (10) ; du reste les plaintes sont les mêmes dans toutes les divisions ; Dumerbion n'y peut rien ; il conseille de donner des escortes aux convois pour

(1) Masséna à Dumerbion, 6 juin, page 647.
(2) Dumerbion à Masséna, 10 juin, page 666.
(3) Masséna à Ditte, Masséna à l'inspecteur des charrois, 10 juin, page 669.
(4) Masséna à Dumerbion, 11 juin, page 672.
(5) Masséna à Lafon, 12 juin, page 675.
(6) Masséna à Leplay, 12 juin, page 675.
(7) Ordre à Leplay, 16 juin, page 700.
(8) Dumerbion à Masséna, 10 juin, page 666.
(9) Masséna à Dumerbion, 17 juin, page 741.
(10) Masséna à Ditte, 20 juin, page 726 et Masséna à Dumerbion, 21 juin, page 732.

faire marcher les muletiers, et « surtout faire servir les vaguemestres qui sont particulièrement chargés de surveiller ce service » (1).

Une autre question non moins importante était celle des hôpitaux. Le décret du 3 ventôse an II avait prescrit « qu'il y aurait à la suite des armées des hôpitaux exclusivement destinés au traitement des galeux et vénériens ». On ne devait sous aucun prétexte les garder sous la tente ou à la chambre, et les chirurgiens étaient chargés de les diriger sur ces établissements.

Le pouvoir de fixer l'emplacement de ces locaux appartenait « au commissaire ordonnateur » sur l'avis des officiers de santé en chef.

Ayant un grand nombre de galeux dans sa division et ne voulant pas délivrer de billets d'hôpital pour Nice où était établi l'hôpital, de crainte de perdre la moitié de sa division, Masséna crut pouvoir prendre sur lui dans ce cas urgent, « quoique la loi s'y opposât », de faire établir un hôpital pour les galeux à Ormea (2). Le 15, il en donnait l'ordre formel; il devait être prêt pour le 17 (3); le 19, n'ayant pas encore obtenu de réponse de Dumerbion, « il lui demandait s'il avait bien ou mal fait » (4).

Le 22, à la suite des privations supportées, beaucoup de soldats tombaient malades de flux de sang ; on redoutait une épidémie, et pour l'enrayer Masséna demandait de faire distribuer du vinaigre à la troupe (5). Dumerbion en ayant donné l'autorisation le 25 (6), la troupe le touchait a dater du 2 juin (7).

Il est bien évident que si l'état-major de l'armée, au lieu de se prélasser tranquillement, à Nice, avait été au milieu des troupes, Masséna n'aurait pas été obligé d'agir de lui-même et de se conformer, sinon à la lettre, du moins à l'esprit du décret. Mais au lieu de régulariser la création d'un hôpital à Ormea, Dumerbion se contentait de répondre le 12 : « L'article des hôpitaux regarde l'ordonnateur en chef, tu n'as pas le droit d'en établir particulièrement; d'ailleurs les règlements sur les galeux sont précis, ils doivent être traités par les chirurgiens majors des demi-brigades dans des tentes destinées à cet effet » (8).

Cette décision extraordinaire était absolument contraire au décret de la convention ; en la recevant, Masséna observait à Dumerbion

(1) Dumerbion à Masséna, 25 juin, page 748.
(2) Masséna à Dumerbion, 13 mai, page 481.
(3) Masséna à Leplay, 15 mai, page 498.
(4) Masséna à Dumerbion, 19 mai, page 527.
(5) Masséna à Dumerbion, 22 mai, page 546.
(6) Dumerbion à Masséna, 25 mai, page 561.
(7) Masséna à Leplay, 1er juin, page 616. Masséna à Monnier, 28 mai, page 595.
(8) Dumerbion à Masséna, 22 mai, page 544.

qu'il lui avait soumis cet objet avec prière d'en parler à Eyssautier. « Il savait très bien qu'il n'avait pas le droit de faire de pareils établissements » Quant à l'hôpital en lui-même, il lui citait les termes si précis du décret : que la gale ne devait point « être considérée comme une maladie légère..., que ces établissements seraient faits le plus près possible de la troupe », mais il n'y était nullement question de la faire traiter par les chirurgiens majors des corps (1). Il n'est pas difficile de trouver d'où provenait cette mauvaise volonté. Eyssautier, non content de ne rien prévoir, de ne rien fournir aux troupes actives combattantes, prétendait encore empêcher que l'on remédiât aux privations que sa nonchalance ou son incapacité faisaient souffrir aux troupes.

Irrité contre l'acte si naturel de Masséna, Eyssautier se refusait net « à ce qu'il y eût un établissement de galeux à Ormea » (2). Dumerbion, connaissant déjà les intentions de l'ordonnateur en chef, n'avait osé passer outre et lui en donner l'ordre formel. Cette décision arrivait trop tard car, le 23, Masséna avait approuvé les dispositions de Leplay pour la création de cet hôpital (3).

Sans se décourager, Masséna aussitôt qu'il en était informé, représentait au général en chef les conséquences de cette détermination : dans l'espace de vingt jours, environ 400 hommes de sa division étaient tombés malades « la plupart de flux sang ». S'il fallait les envoyer à quarante lieues à Nice, lorsqu'il conviendrait d'agir, on ne trouverait plus personne, car le nombre de ceux qui se prétendaient malades était immense. « Si l'on voulait croire les soldats, écrivait Masséna, plus des deux tiers partiraient, à ne pouvoir s'y refuser, pour se faire traiter ». Or l'expérience de la campagne dernière avait prouvé « que tous ceux qui descendaient à Nice pour de pareilles maladies ne rejoignaient leurs corps qu'après y avoir été forcés » (2).

En attendant, il renouvelait positivement à Leplay l'ordre d'établir cet hôpital (4).

Dans cette question si grave qui touchait si intimement les troupes, Dumerbion ne prenait aucune décision. Le 27, il envoyait à Masséna « copie de la lettre de la commission exécutive des secours publics relative aux galeux, et l'extrait de l'organisation du service de santé de l'armée d'Italie » (5).

(1) Masséna à Dumerbion, 25 mai, page 563.
(2) Masséna à Dumerbion, 26 mai, page 575.
(3) Masséna à Leplay, 23 mai, page 551.
(4) Masséna à Leplay, 26 mai, page 575.
(5) Dumerbion à Masséna, 27 mai, page 579.

Malheureusement nous ne possédons pas ces deux pièces ; mais, entre temps, conformément au décret du 3 ventôse, Masséna lui faisait passer un mémoire des officiers de santé de sa division où l'on voyait « que l'établissement d'Ormea était indispensable » (1).

Le même jour, de Nice, Dumerbion rappelle, qu'aux termes des règlements, les galeux doivent « être traités sous la tente ou dans les cantonnements », et qu'aucun individu ne « doit plus être envoyé sur les derrières pour cette maladie, à moins qu'elle ne soit tellement majeure qu'elle ait besoin d'un traitement particulier » (2).

Cette opinion était celle d'Eyssautier qui ne se tenait pas pour battu ; contrairement aux termes mêmes de la loi, il soutenait, malgré l'avis des officiers de santé, « qu'on pouvait choisir tel local, dans tel endroit quelconque ; que d'après les règlements, ils pouvaient être traités sous la toile, si on ne pouvait pas trouver d'endroit plus commode ».

En outre, se basant sur la lettre de la commission de secours publics et l'organisation du service de santé de l'armée d'Italie, il prétendait que le soin de soigner les galeux incombait aux chirurgiens des corps, et que ne recevant plus le traitement qu'on leur accordait autrefois, ils étaient « peut-être plus qu'indifférents » dans ce service (3).

Toutefois Masséna obtenait gain de cause ; le 4 juin, il renouvelait à Leplay ses ordres précédents (4) ; le 6, l'hôpital existait certainement et il en rendait compte à Dumerbion. « Les galeux sont traités par les officiers de santé des bataillons dans le local qui a été destiné à Ormea ; les chirurgiens des bataillons se sont arrangés entre eux pour qu'il y en ait toujours deux à Ormea » (5).

Le 16, il est ordonné à tous les corps de la division d'y envoyer leurs malades (6).

Mais les difficultés soulevées par l'opposition de l'administration n'étaient pas près de finir.

Le 11, Masséna informait Dumerbion que les malades de sa division augmentaient et que les officiers de santé lui proposaient d'organiser un hôpital à Garessio « offrant un plus beau local qu'à Ormea, pour y traiter les maladies légères » (7). Dumerbion refusait

(1) Masséna à Dumerbion et à Eyssautier, 29 mai, page 602.
(2) Dumerbion à Masséna, 29 mai, page 601.
(3) Dumerbion à Masséna, 1er juin, page 613.
(4) Masséna à Leplay, 4 juin, page 636.
(5) Masséna à Dumerbion, 6 juin, page 647.
(6) Masséna à Monnier, 16 juin, page 700.
(7) Masséna à Dumerbion, 11 juin, page 672.

d'y consentir. « Tous les règlements sont contraires à ceci, lui répondait-il, et ne permettent pas qu'on en fasse dans un avant-poste » (1). Comme on s'en souvient, à ce moment les rapports entre le général en chef et Masséna étaient assez tendus ; et il montrait l'irritation que lui causait ce refus avec d'autant plus de raison que la division Macquard était pourvue d'un établissement de ce genre à Tende (2). Sans s'expliquer sur ce point, Dumerbion maintenait sa défense ; il se contentait de l'assurer que « l'administration n'avait nullement envie d'improuver ce qui se faisait dans sa division, à moins que la chose ne soit contre la loi et les règlements » et qu'Eyssautier avait beaucoup d'amitié pour lui (3).

Pourtant on peut en douter, puisque, le 6 juin, quoique Dumerbion ait déjà « traité maintes fois avec Eyssautier la nécessité d'une petite ambulance à Loano » (4), il n'y en a point encore d'établie ; cependant ce n'était point un poste de première ligne (5).

En rencontrant dans une lettre de Masséna l'éloge de la discipline des troupes, nous nous étions réservé de rechercher jusqu'à quel point il était mérité.

La discipline militaire paraît avoir été assez bonne ; nous ne trouvons qu'un seul cas de désobéissance individuelle. Le 27 mai, un sous-lieutenant dont c'était le tour de marcher, refuse de se rendre aux éclaireurs (6) ; le 20, toute la compagnie de carabiniers, du 3e bataillon, s'insurge « prétendant ne faire d'autre service que des découvertes, chose impossible vu la faiblesse de ce bataillon ». Masséna ordonne de mettre cinq des principaux meneurs en prison à Ormea et tout le reste de la compagnie à Garessio, maintenant ainsi avec fermeté ce grand et primordial principe de toute discipline militaire : « qu'ils auraient dû d'ailleurs commencer par obéir et faire ensuite leurs réclamations, s'ils croyaient en avoir le droit ». Le bataillon n'avait point pris part à la sédition et demandait la punition des coupables (7).

Dumerbion ordonnait de les faire passer au conseil de guerre : « Je voudrais bien, répondait-il, savoir dans quelle loi cette compagnie avait trouvé qu'elle ne devait faire qu'un service de reconnaissance » (8).

(1) Dumerbion à Masséna, 14 juin, page 685.
(2) Masséna à Dumerbion, 17 juin, page 706.
(3) Dumerbion à Masséna, 21 juin, page 732.
(4) Dumerbion à Masséna, 10 juin, page 667.
(5) Masséna à Dumerbion, 6 juin, page 647.
(6) Masséna au chef du 3e bataillon de la 56e, page 580.
(7) Masséna à Dumerbion, 23 mai, page 552.
(8) Dumerbion à Masséna, 25 mai, page 579.

Le 23 mai, deux éclaireurs manquent à leur capitaine. Masséna craignit peut-être une nouvelle révolte, car en prescrivant au commandant de ce corps de les faire arrêter, il ajoute : « tu as suffisamment de forces pour étouffer toute insurrection et les faire traduire ici » (1).

Dès son arrivée à Garessio, Masséna avait réclamé qu'on lui envoyât des officiers de police militaire ; outre cette dernière affaire, d'autres cas s'étaient produits qui exigeaient leur présence à Garessio (2). Buonarotti voulant les retenir à Oneille, Masséna lui rappelle le 18 mai que leur poste est avec lui, toute la division se trouvant dans cette région (3). Le 27, comme ils n'ont pas encore rejoint, Masséna s'adresse à l'accusateur public pour qu'il le lui remplace « craignant que ses occupations ne l'aient empêché de se rendre à son invitation » (4).

Mais dans la même journée, Dumerbion l'avertit qu'un officier de police militaire part sans délai pour le rejoindre (5). Toutefois, le 1er juin, une nouvelle lettre adressée à l'officier de police militaire d'Oneille insiste encore sur l'urgence de sa présence à Ormea (6) ; le 5, il n'y est pas encore paru, et à ce moment il s'y trouve plus de trente prévenus dont plusieurs « depuis plus de vingt jours » (7).

Nous n'avons aucune indication sur la manière dont le service était exécuté. Celui des escortes paraît avoir été fait avec assez de relâchement ; à plusieurs reprises des prisonniers s'étant enfuis, le 26 mai, une circulaire rappelle aux commandants qui les mettront en route, qu'ils en sont responsables. « L'escorte doit être assez forte qu'ils ne puissent s'échapper » ; le commandement doit en être confié à des sous-officiers choisis, et ils sont eux-mêmes personnellement responsables de toute négligence (8).

Il était plus difficile d'empêcher les soldats, privés souvent de nourriture, d'aller à la maraude, et de tâcher de se procurer ce que les distributions régulières étaient incapables de leur fournir ; dès qu'ils échappaient à la surveillance immédiate de leurs chefs, les pires excès pouvaient se commettre impunément. Toutefois ils furent immédiatement et énergiquement réprimés ; le 18 avril, un

(1) Masséna à Ayron, 23 mai, page 553.
(2) Masséna aux officiers de police, 12 mai, page 469.
(3) Masséna à Buonarotti, 18 mai, page 515.
(4) Masséna à l'accusateur public, 27 mai, page 581.
(5) Dumerbion à Masséna, 27 mai, page 579.
(6) Masséna à Dumont, 1er juin, page 616.
(7) Masséna à Dumerbion, 6 juin, page 647.
(8) Circulaire, 26 mai, page 574.

homme était fusillé pour crime de viol (1) ; le 25 mai, Masséna informé que les grenadiers du 5e bataillon se livrent à des excès envers les habitants et les propriétés, en écrit sévèrement à leur chef (2) ; et le même jour, une circulaire prévient les corps que le premier qui se rendra coupable de pillage sera livré au tribunal militaire (3).

Autant que l'on en peut juger par la correspondance de Masséna et les documents piémontais, les habitants ne montraient pas trop d'enthousiasme à s'armer contre nous ; il était de la plus grande importance de ne pas les y encourager par de mauvais traitements. Le 28, le village de Pamparato, sommé de livrer ses armes, était venu prêter le serment d'obéissance ; Masséna recommandait expressément à François de veiller à sa protection en y faisant faire des patrouilles pour arrêter les maraudeurs (4) ; le 1er juin, il témoignait à Dumerbion de la discipline des troupes ; et, à l'en croire, tous les habitants « nous désiraient avec un empressement incroyable » (5). Malheureusement dans ces journées, comme on l'a vu, il avait été très difficile de fournir le pain ; quelques mauvais sujets profitèrent de la poursuite des Piémontais après l'affaire de Saint-Jacques de Viola, et il en résulta un certain désordre dont les habitants eurent à supporter les conséquences ; en outre plusieurs églises furent pillées et une femme violée et tuée.

Il était de la plus grande urgence de faire un exemple. Ces crimes ne servaient que trop à l'ennemi, « dont toute la tactique était de nous accuser d'être sans mœurs et de voler les églises » (6).

Masséna adressait aussitôt à sa division l'ordre du jour suivant :

Circulaire au 2e bataillon de grenadiers, aux éclaireurs et au 2e bataillon de la 21e qui étaient à l'affaire de la chapelle Saint-Jacques :

5 juin (A M)

J'apprends avec horreur, mes camarades, que dans la dernière affaire de la chapelle Saint-Jacques où vous vous êtes si vaillamment conduits, un monstre a eu la cruauté de violer une femme, et il a joint à ce crime horrible celui d'ôter la vie à cette malheureuse. Il est de votre honneur et de votre devoir de découvrir le scélérat

(1) Masséna (ordres), 18 avril (A M).
(2) Masséna à Reybaudi, 25 mai, page 562 et à Pianelli, 24 mai, page 556.
(3) Masséna (circulaire), 25 mai, page 564.
(4) Masséna à Dumerbion, 28 mai, page 594.
(5) Masséna à Dumerbion, 1er juin, page 617.
(6) Masséna à Dumerbion, 7 juin, page 654.

qui a cherché à déshonorer tous ses camarades, et qui est en horreur à tout honnête homme. J'ose me flatter que le coupable sera découvert et livré au glaive de la loi. N'épargnez donc rien pour que cet homme indigne cesse de vivre parmi vous et subisse le sort qu'il a si bien mérité. Cet assassinat est commis à Scagnello.

Plusieurs habitants des villages nouvellement conquis sont venus se plaindre, les larmes aux yeux, que bien des scélérats, non contents de leur ôter les seules ressources qui leur restent encore pour vivre jusqu'à la nouvelle récolte, cassent, brisent portes, fenêtres, enlèvent jusqu'aux draps de lit à de pauvres gens à qui nous ne cessons de dire que nous voulons respecter les personnes et les propriétés. Je vous demande, mes camarades, si ce sont là les principes que la Convention nationale et les représentants du peuple nous dictent; ce ne peut donc être que des désorganisateurs et des contre-révolutionnaires que tout bon républicain doit surveiller et faire arrêter pour être livrés au tribunal révolutionnaire.

Il est ordonné aux commandants des différents corps et cantonnements de ne rien oublier pour arrêter ce désordre, qui ne peut que déshonorer les armes françaises, le tout sous leur responsabilité, ils m'accuseront réception de la présente, « elle sera mise à l'ordre ».

Le vol avait pris des proportions considérables, puisque Masséna évaluait à 10.000 livres les effets d'église vendus aux Génois; il envoyait aussitôt un officier pour les leur réclamer. La responsabilité des chefs n'était pas engagée dans cette affaire de pillage; car le brouillard avait été si grand qu'ils n'avaient « pu rallier ni surveiller leurs soldats comme ils l'auraient désiré » et comme Masséna lui-même l'avait ordonné (1).

Quelque résolu que Masséna fût à sévir, tout moyen lui en manquait, puisque le juge militaire n'avait pas encore rejoint. Il s'adressait alors aux représentants, et insistait sur la nécessité de ne pas laisser un tel crime impuni, de satisfaire aux réclamations qui avaient été présentées « en faisant punir promptement et exemplairement les coupables sur les lieux; cet exemple est de la plus grande conséquence, écrivait-il, puisque les habitants du pays ont les yeux ouverts sur ces délits; ils étaient très bien disposés en notre faveur, et nous en aurions tiré le plus grand profit sans l'inconduite des malveillants ».

La visite des sacs ayant fait découvrir plusieurs coupables, Mas-

(1) Masséna à Dumerbion, 7 juin, page 654.

séna demandait la création d'une commission militaire, « seul moyen de rétablir l'ordre » (1).

Le 10, Dumerbion ordonnait de nouveau à l'accusateur public d'envoyer un officier de police militaire, et de poursuivre cette affaire avec la dernière énergie ; « nous devons prouver à l'Europe entière, écrivait-il, que les républicains français sont aussi vertueux que braves » (2).

Les recherches de l'officier envoyé aux Génois furent couronnées de succès ; l'argenterie fut retrouvée et rendue à l'église de Scagnello ; elle avait été vendue par quatre chasseurs pour 1.279 livres en numéraire à un Génois. Laharpe aurait été d'avis de le dédommager « puisqu'il n'y avait aucune défense entre les Génois et nos troupes de vendre et acheter » (3). Masséna proposa de ne pas le rembourser (4) ; « ils savaient très bien que ce ne pouvait être que des vases volés, mandait-il à Dumerbion, et des mangeurs de madone comme eux devaient être assez délicats pour ne rien acheter » (5). Dumerbion se rangea à son avis, « puisque les Génois devaient bien s'imaginer qu'elle avait été volée » ; d'ailleurs il n'avait pas le droit d'en ordonner le paiement ; si les Génois pressaient pour en être remboursés, ce dont il « doutait », il se réservait d'en parler aux représentants (6).

Le 10 juin, un juge militaire arrivait à Ormea ; d'après la loi, il n'avait qualité que pour instruire les affaires ; afin d'accélérer la répression des crimes, Masséna réclamait le 13 la création « d'un tribunal compétent », dans sa division « pour juger sans renvoyer le jugement définitif à Nice » (7).

Ce fait témoigne de l'énergie avec laquelle les chefs se sont efforcés de faire respecter les propriétés des habitants du pays. Il y a eu certainement bien des exactions ; mais il était impossible de l'empêcher avec des troupes souvent privées même de pain, leur unique ressource.

Envers les habitants, il semble que l'on n'a pas abusé du droit de réquisition, et que les services personnels étaient rémunérés. Ainsi Masséna fait payer les individus qui vont porter les lettres de Pijon au col Couture (8). Le 9 juin, il réprimande un

(1) Masséna aux représentants, page 655.
(2) Dumerbion à Masséna, 10 juin, page 666.
(3) Laharpe à Masséna, 9 juin, page 662.
(4) Masséna à Laharpe, 10 juin, page 668.
(5) Masséna à Dumerbion, 10 juin, page 667.
(6) Masséna à Dumerbion, 13 juin, page 680.
(7) Masséna à Dumerbion, 13 juin, page 681.
(8) Masséna à Pijon, 29 mai, page 605.

fonctionnaire qui a fait prendre du fourrage chez un particulier, et qui a requis des mulets de louage sans les payer (1).

Nous ignorons en quel état se trouvait l'habillement des troupes ; une seule lettre demande des souliers ; le 12 mai il n'en reste plus que 600 paires et tout le monde en a besoin (2). Il ne faudrait pas en conclure que les autres parties de l'habillement ne laissaient rien à désirer. Un fait va nous indiquer dans quel triste état devaient se trouver les vêtements; à la suite de l'affaire du 3 juin, Masséna faisait retirer, contre reçu, aux soldats de la légion piémontaise « leurs bonnes capotes » en draps (3) ; son intention était de les distribuer à ses troupes ; on les leur aurait payées à Nice ; le chef des prisonniers ayant présenté des observations contre cette disposition, Masséna en référait au général en chef (4) qui désapprouvait cette mesure. « Je crois qu'il est contre le droit des gens d'ôter aux prisonniers de guerre piémontais les capotes qui leur sont données comme uniforme, parce qu'ils déshabilleraient à leur tour les prisonniers qu'ils feraient sur nous et que nos capotes valent beaucoup mieux que les leurs » (5). En conséquence, Masséna ordonnait de les expédier à Nice (6).

En cas de besoin d'effets de campement et d'équipement, chaque demi-brigade ou corps s'adressait à un officier détaché au quartier général qui était chargé de ce service (7) ; les ustensiles de campement au contraire étaient fournis par le commissaire ordonnateur (8).

Pour réparer les armes, Masséna aurait désiré avoir dans sa division quelques armuriers (9) ; mais, le 6 juin, Dumerbion lui répond que les armuriers des bataillons doivent suffire « aux menues réparations », tout en restant à leurs corps : « Tu sens, ajoute-t-il, que des ouvriers tirés d'un atelier où la surveillance exacte ne les rend pas actifs, ne feraient rien dans les détachements » (10).

En conséquence, le 12, les chefs de corps reçoivent ordre de faire établir leurs armuriers à portée de leurs bataillons « pour faire les

(1) Masséna à Raymont, 9 juin, page 661.
(2) Masséna à Eyssautier, 12 mai, page 470.
(3) Masséna à Tripoul, 3 juin, page 628.
(4) Masséna à Dumerbion, 3 juin, page 628.
(5) Dumerbion à Masséna, 6 juin, page 644.
(6) Masséna à Tripoul, 12 juin, page 676.
(7) Masséna à Monnier, 27 mai, page 581 et Masséna à Monnier, 9 juin, page 660.
(8) Masséna à Miollis, 4 juin, page 637.
(9) Masséna à Dumerbion, 28 mai, page 594.
(10) Dumerbion à Masséna, 6 juin, page 645.

petites réparations (1). Le 12, tout en approuvant cette organisation, Dumerbion invite Masséna à rappeler aux conseils d'administration que, conformément à l'arrêté du 23 mars (2), ils sont responsables « de toutes les dégradations faites aux armes, soit par la négligence ou l'insouciance du soldat (3). »

(1) Masséna à Monnier et à Dumerbion, 12 juin, page 677.
(2) Arrêté, 23 mars, page 148.
(3) Dumerbion à Masséna, 14 juin, page 686.

ADDENDA [1]

Etat comparatif de la force et de l'organisation de l'armée du roi de Sardaigne pendant la guerre de 1742, avec sa force et son organisation dans la guerre actuelle en 1794.

(A. Co.) (2)

INFANTERIE D'ORDONNANCE NATIONALE EN 1742

Régiments	bataillons	hommes
Gardes	2	1.629
Savoie	2	1.422
Monferrat	2	1.622
Piémont	2	1.622
Saluces	2	1.622
Fusiliers	2	1.622
La Marine	1	1.018
Sicile	1	1.018
La Reine	1	1.018
Lombardie	1	1.018
Corse	1	700
Sardaigne	1	700
Corps du roi d'artillerie	3	1.371
Invalides dans les forts		2.400
Total...		18.782

INFANTERIE D'ORDONNANCE NATIONALE EN 1794

Régiments	bataillons	hommes
Gardes	2	1.029
Savoie	2	1.018
Montferrat	2	1.016
Piémont	2	1.025
Saluces	2	1 025
Aoste	2	1.025
La Marine	2	1.025
La Reine	2	1.025
Légion légère	4	2.224
Lombardie	2	1.025
Oneille	2	1.025
Sardaigne	2	1.025
Corps royal d'artillerie	4	3.000
Bataillons de grenadiers	11	5.635
Bataillons de chasseurs	2	1.025
Bataillons de grenadiers	1	600
Invalides dans les forts		3.000
Total...		26.747

(1) Ces documents nous sont parvenus ou ont été retrouvés depuis l'impression des documents annexes.

(2) Sans date.

INFANTERIE ÉTRANGÈRE EN 1742

Régiments	bataillons	hommes
Schulembourg......	3	2.113
Montfort....	2	1.419
Kalbermatten	3	2.810
Leutron...........	2	1.424
Antiger............	3	2.118
Le Roi.......	3	1.510
Sprecher...........	3	2.100
Kellez.............	2	1.400
Bauden............	2	1.400
Mayer	1	700
Total...		16.994

INFANTERIE ÉTRANGÈRE EN 1794

Régiments	bataillons	hommes
Royal allemand.....	2	1.200
Chablais......... .	2	1.025
Courten	3	2.800
Stettler	3	2.100
Christ.............	2	1.086
Schmit............	2	1.025
Peyer-im-hof.......	2	1.025
Bachmann	2	1.025
Zimmermann.......	2	1.025
Total...		12 311

INFANTERIE PROVINCIALE

Régiments	bataillons	hommes
Chablais...........	1	832
Tarentaise.........	1	832
Aoste	1	832
Nice..............	1	832
Turin.............	1	832
Verceil...	1	832
Asti.....	1	832
Mondovi...........	1	832
Pignerol...........	1	832
Casal	1	832
Total...		8.320

INFANTERIE PROVINCIALE

Régiments	bataillons	hommes
Génevois	2	1.025
Maurienne.........	2	1.025
Ivrée.	2	1.025
Turin	2	1.073
Nice	2	1.025
Mondovi...........	2	1.025
Verceil............	2	1.025
Asti...............	2	1.025
Pignerol...........	2	1.116
Casal	2	1.025
Grenadiers royaux..	2	1.031
Pionniers..........	2	1.240
Novarre	2	1.025
Tortone	2	1.025
Suze..............	2	1.025
Acqui.............	2	1.025
Total...		16.760

COMPAGNIES FRANCHES EN 1742

On fit de plus une levée de 6.050 hommes pour fournir les réserves aux bataillons provinciaux.

Les milices étaient nombreuses et sur un bon pied, celles surtout de la vallée de Luserne et des autres vallées protestantes s'étaient rendues redoutables aux ennemis sous le *nom de Barbets*.

CAVALERIE ET DRAGONS

		hommes
Savoie cavalerie ..	environ	558
Piémont royal....	»	558
Dragons d'Altesse.	»	665
Dragons de Piémont........ ..	»	657
Dragons de Sardaigne	»	217
Dragons du roi...	»	657
Dragons de la reine..........	»	657
Total...		3 969

Suivant ce tableau, l'armée en 1742 était forte de 44.491 hommes d'infanterie, y compris 1.193 officiers de compagnie, et 146 officiers d'état-major ; cette infanterie

INFANTERIE LÉGÈRE EN 1794

		hommes
Corps franc......	environ	618
Chasseurs de Nice.	»	900
Chasseurs de.....	»	338
Chasseurs de Piau et Martin......	»	300
Volontaires de Pandini...........	»	103
Milices savoyardes organisées.....	»	100
Total...		2 359

Les milices, dans la guerre présente, s'élèvent à plus de 15.000 hommes payés et nourris par le roi pendant qu'ils sont sous les armes.

CAVALERIE ET DRAGONS

		hommes
Savoie cavalerie...	environ	492
Piémont royal....	»	440
Chevau légers....	»	430
Aoste cavalerie...	»	407
Dragons de Piémont..........	»	492
Dragons de Chablais..........	»	492
Dragons du roi...	»	492
Dragons de la reine..........	»	458
Dragons de Sardaigne.........	»	350
Total...		4.053

Suivant ce tableau, en 1794, l'armée du roi devrait se trouver forte de 55.813 hommes d'infanterie, y compris 1.260 officiers de compagnies et 314 officiers d'état-

était divisée en 33 régiments et subdivisée en 52 bataillons ; dans ce compte n'entrent point 6.060 hommes levés à part pour les réserves des régiments provinciaux.

La cavalerie consistait en 3.969 hommes divisés en 7 régiments, et y compris 30 officiers d'état-major et 168 officiers de compagnies.

On ne met point ici les gardes du corps en ligne de compte, ni les gardes à pied et les gardes suisses.

Total de l'armée en 1742 : 48.460 hommes.

major. Elle a d'ailleurs un corps d'infanterie légère de 2.359 hommes, y compris 70 officiers. Les 55.813 hommes se divisent en 46 régiments et se subdivisent en 96 bataillons.

La cavalerie consiste en 4.053 hommes, y compris 40 oficiers majors et 240 officiers de compagnie.

On ne compte point ici les gardes du corps, gardes à pied, etc., ni les réserves des régiments.

Total de l'armée en 1794 : 62.230 hommes.

Il résulte de cet aperçu et de ce parallèle, que l'armée, dans sa nouvelle organisation, a 12 régiments, 44 bataillons, 178 officiers d'état-major, 314 officiers de compagnie, et en tout 13.770 hommes de plus que pendant la dernière guerre.

On a pu remarquer qu'il y avait à cette époque 4.678 hommes de troupes étrangères dans l'armée de plus qu'aujourd'hui. C'est qu'apparemment le feu roi, qui faisait la guerre avec l'argent de ses alliés, préféra de louer des troupes allemandes et suisses, qui faisaient circuler cet argent en Piémont, à fatiguer par des levées excessives la population de son pays, beaucoup moins nombreuse alors, qu'elle l'est aujourd'hui.

Cette population fournit cependant dans la dernière guerre de grandes ressources soit par les milices qui étaient bonnes et nombreuses, soit lorsque dans quelques occasions on voulut rassembler ce qu'on appelle aujourd'hui les masses.

Dans la guerre actuelle, ces rassemblements des masses n'ont été d'aucune utilité. Ces multitudes indisciplinées ont même été couvertes de ridicule et de honte, et le plus souvent elles ont été dissipées avant de paraître devant l'ennemi. Mais ne serait-il pas juste d'attribuer cet effet à leur manque complet d'organisation plutôt que leur mauvaise volonté, le mauvais esprit eût empêché ces rassemblements de se former, la mauvaise administration les a rendues inutiles ; il est à croire qu'en y portant quelque attention, en classant et en divisant ces masses, en destinant à les commander des officiers à morte paye, et pour bas officiers des demi-invalides choisis avec soin, on se procurerait sans dépense une grande ressource, surtout pour la défense des vallées et des parties montueuses du pays. Mais il serait bien important de ne pas fatiguer inutilement ces masses, de les manier avec précaution et de ne s'en servir que dans des occasions décisives.

En fouillant dans la source de tous les abus qui énervent l'armée, en employant sans retard des moyens vigoureux pour les corriger, il est à

croire qu'on parviendrait à rendre réelles et usuelles les forces considérables que le roi paye et qu'il entretient.

Sans avoir recours à des levées nouvelles, ne pourrait-on pas, par exemple, doubler les réserves des régiments en y fondant les milices, et, par là, renforcer les bataillons ou du moins les tenir toujours sur le pied du complet ? Les réserves et les hôpitaux rapprochés, autant que possible, de leurs régiments respectifs ne préviendraient-ils pas un grand nombre d'inconvénients qui résultent de leur éloignement ? Enfin ne resterait-il pas encore un grand nombre de moyens à mettre en usage, soit pour donner plus de consistance aux différents corps qui composent l'armée du roi, soit pour en bonifier l'esprit... ?

Dellera à d'Auvare

10 avril (A B 75)

« M. le général Colli a ordonné de vous faire passer la compagnie des chasseurs royaux. Elle a reçu l'avis d'aller se mettre sous vos ordres.

Les nouvelles de la Tanarda sont très bonnes. Une garde française qui était dans cette partie en a été chassée avec perte de 13 morts, un officier et huit prisonniers.

Il sera à propos que vous adressiez à M. le général Colli un rapport de votre situation, et que vous fassiez connaître vos besoins à temps pour que vous et votre brave troupe n'en souffriez pas. »

Dellera

11 avril (A B 75)

« On voit qu'il avait reçu l'ordre de faire passer 50 hommes au chevalier d'Auvare, ce qui portait sa force à 250 hommes. On voit que le bataillon de garnison était annoncé pour Marta ; il dit qu'il pensait de retirer de Marta les grenadiers royaux et Oneille. Il fait savoir que le 10, les Français avaient été chassés du Pigeonnier et à la Giandola où ils étaient venus.

Désertion des grenadiers de Courten à l'occasion de la remise des prisonniers, huit hommes et sergent et caporal. »

Minute d'ordre

(AB 123 *b*) (1)

Les compagnies de milices de Contes, soutenues par les volontaires de Pandini et une division d'Autrichiens, tâcheront de s'emparer du Muraton et, si on y réussit, on poussera jusqu'à Gio ; on doit s'y établir et se retrancher sur la Scaffa. Les chasseurs de d'Auvare, soutenus par un détachement d'Autrichiens, attaqueront, remontant les hauteurs de Nanan, Tanardo ; cette attaque doit être soutenue pour attirer l'ennemi de ce côté.

Le plus grand effort doit se faire sur Tanardo par le corps qui est au camp de Linaires.

L'avant-garde sera formée par le corps franc ; il sera soutenu par le batail-

(1) Non daté mais doit être du 18 avril.

lon de Tortone et un de Pignerol. La division de Pignerol fera l'arrière-garde et se placera en réserve sur Marta. L'autre restera dans les retranchements de Fels.

L'attaque doit se faire avant la pointe du jour, brusquement, sans tirer. Dès qu'on se sera emparé du poste, il faut d'abord s'y retrancher ; à cet objet il y aura une compagnie de pionniers qui suivra la colonne. Deux canons de montagne seront aussi chargés sur des mulets qui seront à la queue des pionniers. Cette attaque pourra être renforcée par un bataillon des troupes piémontaises.

Une colonne composée de trois compagnies de chasseurs et soutenue par un bataillon des gardes marchera par le bois de Sanson et attaquera Tanardo par son flanc droit ; cette attaque doit se faire en même temps qu'on fera l'attaque de front. On fera reconnaître le temps qu'il faut pour la marche de la troupe jusqu'à Tanardo et le chemin pour y parvenir. L'autre bataillon des gardes se portera sur la hauteur retranchée à la droite du camp.

Une autre colonne formée par les chasseurs et grenadiers royaux, une division de Belgioso et une centurie de Piémont formeront l'avant-garde qui marchera sur les hauteurs au delà du Barbon, où le sentier de Triora monte au Tanarello ; cette avant-garde sera suivie par un bataillon de Belgioso, un de Piémont et un de grenadiers royaux. Une division de Belgioso formera l'arrière-garde avec la centurie d'Asti. L'autre restera dans les retranchements du Barbon. Une division de Piémont restera à la garde du camp.

Le bataillon de grenadiers royaux marchera sur la crête de la Saccarella à la hauteur du Barbon pour le protéger et soutenir la colonne qui avance sur le Pellegrino. Une centurie de Piémont et le bataillon de Nice avec les milices menaceront, des hauteurs de Ciaggia, l'ennemi qui pourrait venir vers le Pellegrino.

Les postes Lupega et Carnin avec les milices et détachements de Tortone alarmeront l'ennemi qui est dans le bois. La colonne qui marchera au Pellegrino renversera le détachement français en s'y plaçant, s'y placera en bataille ; son objet [est] de tenir en échec le camp français qui est à Saint-Jean-de-Pra et, par là, favoriser les attaques de la Tanardo. On donnera l'ordre pour la marche des colonnes, l'heure de la marche, et les officiers d'état-major qui doivent être à la tête des colonnes.

Le corps du M. Colli marchera la nuit du 17 par le Ceriol et attaquera avant jour le poste ennemi entre le Figaret et Utelle. Les milices de Maria et Clans, commandées par Testoris, se répandront vers le col de Vial et feront des fausses attaques dans tous les villages occupés faiblement par les Français.

Sur le Var, le M. Colli fera répandre par des émissaires le bruit de cette attaque, pour attirer l'attention de l'ennemi de ce côté. Il laissera à la garde de La Bollène une cinquantaine de fusiliers avec quelques volontaires ; un nombre de 100 restera à Lantosque. Ces petits corps enverront aussi des patrouilles avant jour à fusiller l'ennemi vers Saint-Arnoult. 100 hommes suffisent pour garder la porte de Belvédère et couvrir la retraite du corps de Colli, s'il est repoussé par des forces supérieures.

Le détachement de Raus, de 200 hommes, gagnera à nuit tombante la tête de Buggier, et à la pointe du jour il enverra jusqu'à l'extrémité de cette pente pour couvrir, de haut en bas, La Bollène et le flanc droit du Tueis.

Le bataillon des grenadiers d'Andezene, soutenu par un de Montferrat, marchera 2 heures avant jour au Tueis; une demi-heure avant jour, il fera marcher en avant-garde une compagnie de grenadiers avec plusieurs bonnes milices; elle aura pour objet d'éclairer le bois de la Fraccia et se porter sur la Carmette où les deux bataillons doivent s'en emparer et s'y soutenir, si l'ennemi avance; mais pousser vers Loda s'il se retire; il faut cependant garder toujours les hauteurs et les flancs.

L'autre bataillon de Montferrat, précédé de 150 chasseurs de Canal et soutenu par un détachement de Peyer, brusquera avant jour le Maurigon et s'y retranchera. Si cependant l'ennemi se retire en désordre, l'on détachera plusieurs volontaires soutenus par un autre détachement qui les poursuivra à la Dea et Mangiabo. Il faut que le capitaine des milices de Cauvin soit détaché vers le Moulinet, soutenu aussi par un piquet de troupes de ligne qui doit alarmer la troupe ennemie et garder le flanc droit du Maurigon.

Le reste de la troupe, composé de Peyer, un bataillon d'Oneille et Turin, occupera les emplacements autour des redoutes qui seront occupées avec peu de monde.

Les chasseurs de Canal attaqueront, par la Maglia, les retranchements du col d'Agnon, et les troupes de Marta se mettront en bataille pour brider le camp de Brouis et garder cette position.

Notes de Vialardi (Traduction)

...« Le 18 avril il y eut une forte alerte causée par une reconnaissance ennemie; le 19, le bataillon de chasseurs fut envoyé à la garde de la redoute dite du « Bois Brûlé »; le 1er bataillon fut réparti en des positions diverses dont nous parlerons par la suite; dans la nuit du 25, le 2e bataillon occupa la redoute dite de Fels, avec l'intention de la défendre jusqu'à la dernière extrémité. Ce poste était confié au 2e bataillon de la garde, au régiment de Pignerol, à un bataillon autrichien; les défenseurs comptaient environ 1.700 hommes sous les ordres du comte Radicati de Marmorito. L'ennemi attaqua le 27, au nombre de plus de 6.000 hommes; la défense fut longue et désespérée; elle aurait peut-être réussi à repousser l'ennemi, si tous les défenseurs avaient été animés du courage et de la valeur du bataillon de la garde; mais les Autrichiens d'abord, puis le régiment de Pignerol, ayant pris la fuite, les tranchées restèrent faiblement garnies; elles furent emportées, et il fallut se retirer. Le bataillon eut de grosses pertes. Le chevalier Germagnano, capitaine, fut tué; le lieutenant-colonel, comte Saint-Sulpice, le marquis Moncrivello, major, furent blessés; le chevalier Bagnolo, capitaine; le comte Mussan, lieutenant; le comte Paolucci, sous-lieutenant, furent faits prisonniers avec cinq sergents et plusieurs soldats; nous eûmes trois sergents tués et plus de deux cents soldats parmi les morts, blessés ou prisonniers. Les faibles restes de ce bataillon sous les ordres du chevalier Caval-

chini, et le bataillon de chasseurs couvrirent la retraite, bien qu'à eux deux, il leur restât à peine 400 hommes.

Le 28, nous étions à la Brigue.

Le 29, au col de Geraone (1), où l'ennemi, fort de 2.000 hommes, voulut s'opposer à la retraite du reste de l'armée qui venait des positions de l'Authion avec de l'artillerie; il fallut se battre depuis 5 heures du matin jusqu'à la nuit avancée. Toujours l'ennemi fut repoussé et l'armée continua tranquillement sa retraite par le col de Tende. Par ordre du général Colli, la nuit, les deux bataillons dont il est question, se retirèrent à Tende. Dans cette journée, outre plusieurs soldats morts ou blessés, il faut citer : le chevalier Genolla, capitaine de chasseurs, tué ; le chevalier Cavalchini, capitaine, le chevalier Cigala, adjudant-major, blessés.

Pendant que le 2e bataillon défendait avec tant de courage les positions énumérées plus haut, le 1er, resté au camp de Col Ardente, soutenait lui aussi de très vigoureux assauts. Les Français, une fois la redoute de Fels emportée, voulaient à tout prix, couper la retraite de Tende, au corps d'armée qui défendait Col Ardente. Pour empêcher la réalisation du plan ennemi, le chevalier Vialardi, avec deux compagnies du reste de la garde et une du régiment de Piémont occupa la Butte Rouge; sachant qu'il aurait pu difficilement garder ce poste attaqué par trois nombreuses colonnes ennemies, sans occuper également la cime del Bosco, il envoya, pour la défendre, le chevalier de la Flechère, lieutenant, commandant une des deux compagnies de la garde. Le lieutenant de la Flechère défendit si bien la position qui lui avait été confiée, que le chevalier Vialardi avec sa compagnie et celle de Piémont, après avoir longtemps défendu la Butte Rouge, purent se retirer à la cime del Bosco, où, en plus de la compagnie Flechère, ils trouvèrent une autre compagnie de la garde, commandée par le chevalier Carcia, lieutenant, et deux du régiment autrichien de Belgioso, avec une pièce d'artillerie servie par un sergent et quelques artilleurs. La défense du chevalier Vialardi fut longue et obstinée ; mais l'ennemi possédait un avantage numérique trop grand. Vialardi demanda alors du secours au général marquis de Bellegarde qui lui envoya une compagnie du régiment de Piémont sous les ordres du chevalier Balegno, major. A l'arrivée de ce renfort, le chevalier Vialardi, à la tête de cinquante hommes, sortit de la tranchée pour repousser l'ennemi à la baïonnette ; mais noyé par le nombre, il dut retourner dans la redoute ; une colonne française très nombreuse parvint jusqu'aux pieds du retranchement et chercha à l'enlever d'assaut ; les munitions manquaient, il fallut se battre à coups de pierres, à la baïonnette ! La tranchée resta entre nos mains et les Français n'y entrèrent pas. Il aurait été préférable d'avoir du canon ; mais sa voix se taisait, soit parce que tous les artilleurs étaient morts ou blessés, soit parce que les pièces étaient hors de service, ayant trop tiré. Le chevalier Vialardi fit nettoyer l'unique canon avec de la neige fondue ; aidé du chevalier de la Flechère et d'autres soldats de la garde qui firent office

(1) Il y a ici certainement une erreur ; le 28 le régiment défendit le col de Geraone et non le 29.

d'artilleurs, il envoya des décharges à mitraille et à balles. L'ennemi fut ainsi obligé de se retirer et d'abandonner l'attaque, de sorte qu'à 2 heures du matin, par ordre du général Bellegarde, les troupes purent se retirer tranquillement et rejoindre le camp ; avec le reste de l'armée, elles se rendirent à Tende.

Pendant ce temps-là, la quatrième et dernière compagnie du 1er bataillon du régiment des gardes, sous les ordres du chevalier Montezemolo, fut, le 26 avril, envoyée défendre l'avant-poste de la Saccarella. Le marquis de Bellegarde lui avait donné ordre de tenir à n'importe quel prix ; si son cas devenait désespéré, d'allumer un feu pour lui demander du secours. Le matin du 27, il fut attaqué par une nombreuse colonne ennemie. Sa défense fut longue et obstinée ; mais s'apercevant qu'il était trois fois inférieur aux assaillants, il fit allumer le signal. Promptement secouru par une compagnie du régiment de Piémont, commandée par le chevalier Radicati, capitaine ; il put ainsi continuer à combattre pendant plus d'une heure ; puis vint le comte de Santa-Rosa, lieutenant-colonel, avec quatre compagnies de grenadiers royaux. Santa-Rosa prit le commandement et donna ordre à toutes les troupes de se retirer dans les tranchées où se trouvaient deux pièces d'artillerie sous le commandement du chevalier Filippi. Cette retraite s'exécuta en bon ordre ; l'ennemi fut contenu ; mais il ne manqua bientôt d'attaquer le réduit, il fut encore valeureusement repoussé.

Pour mieux presser l'ennemi, le comte de Santa Rosa demanda des volontaires pour faire une sortie ; le chevalier Montezemolo demanda qu'une pareille mission fût accordée comme poste d'honneur revenant de droit comme un privilège à la compagnie de la garde. Les hommes répondirent par un hourra plein de valeureux enthousiasme. Un soldat nommé Garonetti, élevant la voix, s'écria que le régiment des gardes ne devait pas seulement être préféré pour monter la garde autour du roi, en temps de paix ; mais aussi, pour en temps de guerre, montrer le chemin aux autres, dans l'attaque de l'ennemi. Pour ses paroles et aussi pour sa valeureuse conduite, il fut aussitôt nommé caporal. Les troupes se jetèrent avec furie sur l'ennemi et l'obligèrent à se retirer. Le chevalier Montezemolo, blessé au bras, ne cessa pas de combattre ; une heure après, une deuxième blessure au pied le jeta par terre ; son ordonnance, qui l'avait relevé et voulait le conduire dans la tranchée, fut tué ; l'officier dut se retirer en pareil état et tout seul. Le sergent Viretti prit alors le commandement de la compagnie ; il la dirigea valeureusement jusqu'à la nuit avancée, et l'ennemi toujours repoussé, ayant cessé ses attaques, la troupe se réunit au reste de l'armée et rejoignit le col de Tende.

Dans cette affaire de la Saccarella, outre le lieutenant Montezemolo, blessé, nous eûmes le marquis Costa, des grenadiers royaux, tué, les marquis Duvache de Bellegarde, Primo, le chevalier Barbavara, des grenadiers royaux, et le chevalier Filippi de l'artillerie, blessés, ainsi que plusieurs soldats.

La simple inspection de la carte géographique démontre que, dans ces défenses désespérées opposées aux attaques de l'ennemi sur les positions des cols de Geraone, de la Butte Rouge, de la Cima del Bosco, de Saccarella, on doit le salut de l'armée entière, soit aux détachements provenant de l'Aution,

soit à ceux venant de Colla Ardente, ceux-ci, ayant trouvé intercepté par l'ennemi le chemin du col de Tende, car leur but était uniquement de se rendre en Piémont.

Le 29 avril, le régiment des gardes se trouva concentré à San-Dalmazzo.

Le 30 à Pietrafica.

Le 9 mai à Limone sur le col de la Mala-Morte.

Le 10 à Vernante.......».

Lacroix (1) à Masséna

29 avril (9 floréal) (A M)

« Tu trouveras ci-joint une lettre du commandant Fiorella qu'il m'avait chargé de te remettre ; mais ayant appris que le poste duquel la colonne commandée par Fiorella avait été repoussée hier et était au pouvoir des Français ; vu aussi la distance qu'il y a de mon poste au lieu où tu te trouves, je crois devoir prendre le parti de t'écrire, attendu que les renseignements que je pourrais donner sur le poste deviennent inutiles. Le commandant Fiorella est dans son lit à Mendatica où je l'ai laissé ce matin. La lettre ci-jointe te donnera à peu près tous les renseignements sur notre retraite ; il suffira de te dire que je crois la perte qu'a éprouvée la demi-brigade plus considérable que ne l'a marqué Fiorella, et que la majeure partie des hommes qui ont servi à porter les blessés à Pieve doivent être en ce moment de retour, parce que le matin, lorsque le lieutenant-colonel Genissieu a reçu tes ordres, il avait fort peu de monde avec lui, attendu que chaque blessé était accompagné de quatre à cinq hommes.

La neige qui était tombée la veille de l'attaque est la principale cause de ce que le poste n'a pas été forcé ; nous y marchions jusqu'à la ceinture et beaucoup d'hommes y ont resté ensevelis. La cause de notre retraite, c'est d'avoir vu couper notre retraite par l'ennemi et aussi le grand nombre de blessés.

Depuis que j'ai quitté Fiorella, j'ai appris, et il est très sûr que les ennemis ont traité cruellement nos blessés. Le commandant du bataillon de chasseurs a été jeté en bas des rochers. Pendant la retraite, une arrière-garde qui escortait les blessés a été attaquée, mais a repoussé le détachement ennemi, et nous n'avons pas eu un blessé dans la retraite ».

Comte Vital à Dellera

28 avril, Marta (P D)

« Vos ordres sont exécutés, mon général ; depuis deux heures avant jour nous sommes disposés à bien recevoir l'ennemi qui ne se présente point ; les canons de la redoute de Marta sont partis vers minuit, et j'ai fourni 200 hommes pour les traîner. Le capitaine artilleur en voulait le double, mais toute ma troupe n'aurait pas suffi ; ce même officier d'artillerie, malgré mes ordres,

(1) Capitaine au 46e.

a brûlé les munitions de guerre et baracons de la dite redoute, ce qui ne peut à moins que d'avoir fait connaître à l'ennemi l'intention d'abandonner ces postes, et d'ailleurs il l'a rendue nulle pour une retraite ; mon bataillon n'a pas la force d'une compagnie ; celui d'Asti est à peu près dans le même cas, et je désire que la bonne volonté puisse suppléer à notre faiblesse. Je ne sais ce qui se passe hors de mon camp, et les circonstances pourraient m'engager à prendre un parti contre les intentions du général ».

Eugène Costa (1)

(A. Co.)

« Ma chère maman, j'ai été blessé à la jambe comme papa te l'aura déjà écrit et l'on m'a porté moitié en porteurs, moitié en voiture, jusqu'à Turin chez ma bonne tante Faverges qui a tous les soins imaginables pour moi.

Je vais te raconter comment l'affaire où j'ai été (blessé) est allée et ce que j'ai appris des autres postes.

... Dès le 25, les Français vinrent attaquer très chaudement une redoute qui appuyait notre droite et laquelle était occupée par le corps franc qui repoussa vigoureusement l'ennemi qui perdit beaucoup de monde. Les nôtres eurent 80 morts ou blessés. La nuit qui suivit, nous autres nous allâmes pour les attaquer avec un détachement composé des contingents de plusieurs régiments, non point pour les attaquer du côté où ils nous avaient attaqués, mais pour leur prendre la Montagne du Pellegrini. L'expédition alla très bien et nous prîmes avec la perte de trois hommes ce poste qui se replia tout de suite. Mais pris à la pointe du jour, l'ennemi vint en force pour le reprendre, ce qu'il fit après un combat très chaud de deux heures.

Nous perdîmes de morts ou de blessés une vingtaine d'hommes dont un capitaine du régiment de Piémont tué et Périn des nôtres blessé légèrement au bras. Le reste de la journée fut assez tranquille.

Le 27, à l'aube, l'ennemi attaqua tous les postes du comté de Nice, lesquels tiennent environ vingt lieues. Mon bataillon alla tout de suite au secours d'une cime très élevée appelée Saccarella et où l'on avait fait deux baracons et un bout de retranchement et placé une petite pièce de canon.

Quand nous fûmes arrivés, nous vîmes la colonne française à un tir de fusil de notre poste avancé qui mangeait et buvait pour se préparer à l'attaque. Ma compagnie fut mise en réserve, mais on ne la mit pas pour cela à l'abri, au contraire. On la mit à ventre ouvert sur le point le plus éminent. Les Français commencèrent à attaquer notre avant-poste qu'ils nous prirent tout de suite. Alors nous commençâmes à être fusillés assez vivement par l'ennemi qui courait à toutes jambes sur nous, et comme j'étais à faire ranger ma troupe, j'ai attrapé une balle dans la jambe. Je regarde et je vois mon sang qui sortait à gros bouillon de ma botte. Je fis trois ou quatre pas vers papa qui me soutint par dessous le bras.

(1) Lieutenant aux grenadiers royaux, mort à 16 ans des suites de sa blessure.

Tout de suite on me chargea à deux et on me descendit au camp où papa me fit panser.

Puis, comme les autres postes avaient plié nous ne savions comment passer. On fit avec deux bâtons de tente une civière où l'on mit deux matelas. On me porta par monts et par vaux jusqu'à la Brigue et comme on disait que l'ennemi était bien près, on continua de me porter jusqu'à Tende... »

Lafon à Masséna

Loano, 22 mai (A. M)

« Après avoir examiné avec l'adjudant général Bertholosi les postes que j'occupais ci-devant, il en est résulté que mon poste de gauche serait porté plus en avant, sur un coteau qui domine les chemins de Balestrino, et dont on peut apercevoir parfaitement les signaux qui pourraient y être faits, dont nous serons à même d'y répondre.

Le poste du centre sera toujours placé au même endroit, qu'on appelle la poudrière ; et qui placeront de même une sentinelle et un signal qui pourront aussi y répondre. Le poste de Latour est à même de voir partout, et d'avertir le commandant de la place de tous les signaux. Le poste de droite qui est du côté de Savone, sera porté à 50 hommes et sera à même de voir tous les signaux des postes extérieurs de Loano.

Je te préviens, que depuis trente-cinq jours que j'habite Loano, j'ai observé qu'il nous vient beaucoup des malades de la montagne, très souvent en mauvais état, qu'ils se multiplient aussi beaucoup dans la garnison ; il me paraît, que plus il fera chaud, plus les maladies se multiplieront. En conséquence, un petit établissement d'ambulance serait fort nécessaire, qu'ils pourraient patienter, et attendre des mulets qui nous apportent des vivres d'Oneille.

C'est à ta sagesse que je soumets ma proposition. Il n'y a rien de nouveau dans ce poste, l'adjudant général que tu as envoyé t'en rendra compte lui-même ».

Le roi à Colli

8 mai (A. B. 94)

« Après avoir reçu le rapport du 5, il fait partir immédiatement le major Marquetti pour joindre Colli et reconnaître la position à prendre, avec mission de la prendre sur le col de Tende ou plus en arrière.

Se concerte avec le général d'Argenteau.

Lorsque le bataillon de Montferrat arriva à Démont, un de Courten en sortit pour rejoindre son régiment.

Pour les changements de circonstances, il est dit de pourvoir à Démont et donner les ordres au général de Zimmermann sur la conduite qu'il doit tenir.

Cette lettre était accompagnée des positions du chevalier de R.:

1° On peut prendre les sentiers entre Vernante et Limone en soutenant, à droite, la position du vallon de la Madone ; à gauche, le col de la Croce, dans la direction des hauteurs de Pesio, du col de Pesio et du pas du Carnin ;

2° Le sentier de Roccavion et de Boves avec les collines de la Chiusa ;
3° Les hauteurs de Bourg St-Dalmas qui bordent le Gesso vers l'Eglise des Anges ».

Le Comité de Salut public aux représentants du peuple près l'armée d'Italie

19 floréal (8 mai) (A G)

« Après mûre délibération, chers collègues, il nous a paru que nous ne pouvions prendre d'autre arrêté que celui ci-joint. Le mauvais esprit qui règne dans le Mont-Blanc, ne permet pas de dégarnir le pays des forces qui s'y trouvent, sans que la possibilité n'en soit reconnue par les représentants du peuple près l'armée des Alpes. Dans l'impossibilité néanmoins de trouver ailleurs de la cavalerie que vous demandez, nous avons pris le parti de vous faire passer toute celle qui s'y trouve ; quant aux troupes à pied, il en existe une grande quantité dans les départements voisins, et nous donnons des ordres pour qu'elles se rendent au Port-de-la-Montagne. »

(Ordre)

14 prairial, 2 juin (A G)

« En vertu des ordres du général en chef Dumerbion, le général divisionnaire Villemalets prendra le commandement provisoire de la côte depuis Loano jusqu'aux Bouches-du-Rhône ; il s'assurera de l'état où se trouvent toutes les batteries, donnera des ordres pour les réparations en tout genre dont elles pourraient avoir besoin, s'assurera en même temps de celui des places de guerre répandues dans cette étendue et rendra compte au général en chef de l'armée.

Il est en conséquence ordonné à tout militaire et à tous ceux à qui il appartiendra de reconnaître et faire reconnaître le général divisionnaire Villemalets, en sa qualité de commandant provisoire de la dite côte, et de lui obéir en tout ce qu'il ordonnera pour le service de la République. »

L'Empereur à l'archiduc (1)

(K K A E)

« J'ai reçu les différents rapports et lettres que vous m'avez adressés jusqu'au 27 du mois passé inclusivement ; la multiplicité des objets qui, depuis quelque temps, ont absorbé ici mon attention et mes soins a occasionné quelque retard dans mes réponses.

En attendant que, sous peu, je me trouve à même de mettre plus de régularité dans ma correspondance avec vous, je vais traiter ici brièvement les

(1) Non datée, doit être du 13 juin. Voir la lettre de l'archiduc du 24 juin. Supplément, pages 82-87.

différents articles sur lesquels vous pouvez désirer de connaître mes intentions.

Je ne doute pas qu'il ne vous ait été rendu compte de la convention conclue avec le roi de Sardaigne dont j'avais ordonné à Thugut de faire tenir une copie au comte Wilczek, pour être mise sous vos yeux ; vous y aurez remarqué qu'il a été stipulé expressément que mes troupes, avant toute autre chose, devaient être employées à quelque opération qui pût rassurer le Milanais contre le danger d'une invasion par la Rivière de Gênes, et vous aurez facilement senti que cette stipulation se rapporterait à la supposition que vous crussiez possible d'entreprendre une expédition quelconque sur le territoire de la République :

Si de Vins, par caprice, ou par un délabrement réel de sa santé, persistait à ne plus vouloir commander l'armée, il dépendra de vous, au moyen du choix d'un autre général qui m'est réservé dans la convention, de proposer à Turin en mon nom, le comte Wallis, ou de me faire part de votre avis sur un autre arrangement à prendre ;

Dans l'article qui concerne le partage et la compensation éventuels des avantages, que des événements favorables procureraient sur la France, les deux cours se sont promis de s'occuper d'une méthode pour l'évaluation des conquêtes et qui, par conséquent, pût servir de mesure dans les rétrocessions à faire par le roi de Sardaigne du côté du Milanais ; malheureusement la position actuelle des choses ne présente guère une perspective de succès et d'acquisitions à faire sur la France du côté de l'Italie ; mais après tout, la face des affaires peut être changée par des événements imprévus, et je ne négligerai certainement aucun des moyens que le cours ultérieur des circonstances pourrait me mettre à même d'y employer ; et comme d'ailleurs il convient que des stipulations quelconques soient remplies, je désire que vous fassiez part de cet objet au comte Wilczek, et que quelqu'un d'intelligent et sur la discrétion de qui l'on puisse compter soit chargé de rassembler dans un mémoire quelques idées sur le mode d'évaluation que l'on pourrait adopter et qui, probablement, devrait être composé de différentes proportions de l'étendue, de la richesse et de la population.

Vous devez déjà avoir appris, par le conseil de guerre, et en conséquence de mes ordres à Thugut, par la voie du comte de Wilczek, la marche des quatre bataillons que je fais acheminer vers le Tirol, pour y suivre vos directions ultérieures ; je ne me ralentirai jamais dans le soin de concourir, par tout ce qui m'est humainement possible, à vos succès ; et j'ai réitéré encore, depuis peu, au conseil de guerre l'ordre pressant de pourvoir, autant que l'épuisement de la monarchie peut le permettre, à tous les besoins de mon corps d'armée d'Italie.

Je n'aurais pas hésité, d'après vos demandes, de vous envoyer des Croates, malgré la nouvelle augmentation de dépenses qui en serait résultée ; mais dégarnir entièrement les frontières de la Hongrie, pendant que les Français font, à Constantinople, les plus grands efforts pour susciter la Porte contre moi, ce serait offrir gratuitement aux Turcs l'appât d'une invasion facile dans mes états, au même moment où les événements survenus en Pologne,

présentent un nouveau point d'appui aux intrigues françaises auprès du Grand Seigneur ; je reconnais l'utilité dont il serait pour vous d'obtenir un renfort en cavalerie, et je regrette infiniment d'être dans l'impossibilité absolue de vous en fournir, soit de l'intérieur de mes états, soit de mon armée du Rhin ; tout ce que j'ai pu faire à cet égard, c'est d'enjoindre au conseil de guerre de s'entendre avec vous, sur l'augmentation que vous proposez du régiment des hulans par une cinquième division.

J'ai fait faire aussi de nouvelles représentations à la cour de Naples, pour l'engager à envoyer en Lombardie quelque cavalerie, au moins, si ses frayeurs actuelles l'empêchent d'y faire marcher le nombre entier de ses troupes, qu'avec une espèce d'ostentation elle avait promises ; et supposé que, d'après l'offre qu'Elliot vous en a faite, l'Angleterre voulût faire servir à la défense de la Lombardie les six mille Napolitains qui sont à sa disposition, vous pourriez prendre quelque arrangement avec Naples pour faire remplacer une partie de ce corps d'infanterie par un nombre proportionné de cavalerie. Peut-être trouverez-vous également le moyen d'attirer à vous les trois cents chevaux débarqués à Civita-Vecchia lesquels, ainsi que la cavalerie napolitaine, pourraient, en cas de besoin, passer par la Toscane de manière ou d'autre, si les circonstances retardaient encore l'exécution du projet, de nous mettre en possession de quelqu'endroit propre à des débarquements dans la Rivière de Gênes.

Votre conduite et votre langage envers Elliot et Trevor sont bien dignes de votre sagesse et méritent, à tous égards, les plus justes éloges.

La conjecture nous oblige, sans doute, vis-à-vis de l'Angleterre, à de grands égards ; nous devons également profiter de toutes les occasions d'en tirer des secours dans cette guerre ruineuse ; mais il conviendra toujours de l'éconduire, autant que faire se pourra, sans trop blesser l'orgueil britannique, dans ce système de prépondérance et de direction générale que la cour de Londres cherche à s'arroger indistinctement dans toutes les affaires pour les subordonner uniquement à l'avantage de ses propres intérêts ; prétention d'autant plus déplacée en Italie, que le concours de son assistance dans cette partie du théâtre de la guerre a été jusqu'ici, bien peu efficace, et que, d'ailleurs, tout décèle de sa part une opposition non équivoque à toutes les vues d'agrandissement, que tôt ou tard, de ce côté-là, notre convenance pourrait nous indiquer.

D'après ces considérations, je ne pense pas qu'il fût à propos que vous cherchassiez à intervenir dans l'accommodement des différends des Anglais avec la République de Gênes, d'abord parce qu'ils n'ont jamais requis notre entremise et parce qu'aussi il faut éviter, autant que possible, de leur fournir des prétextes pour se mêler de leur côté de nos affaires. Je suis d'ailleurs porté à croire que, dans l'état actuel des choses et dans la disposition des esprits à Gênes, toute voie de négociation serait infructueuse, et qu'on ne pourra plus compter que sur l'emploi des mesures d'un genre plus décisif ; je regrette donc fort que votre projet d'occuper Finale et la baie de Vado n'ait pas été jugé admissible sous des rapports militaires, et j'attends d'apprendre de vous, si vous n'avez pas trouvé un moyen de substituer à cette

entreprise une autre quelconque, qui remplit le même but pour la Rivière de Gênes.

Au surplus, je ne puis que vous répéter ici, que quant aux opérations contre l'ennemi, je m'en remets à votre prudence qui vous dirigera dans l'examen des localités et dans le soin de vous aider, en tout cas, de l'expérience et des avis du comte de Wallis, et d'autres militaires que vous jugerez dignes de votre confiance. Je présume que si les Piémontais, en jetant leurs troupes dans les places, étaient réduits à ne plus tenir la campagne, vous chercheriez peut-être à réunir, à votre corps d'armée, une partie de mes troupes qui, jusqu'ici, ont été réunies à l'armée sarde et surtout une partie de la cavalerie piémontaise, parmi laquelle se trouvent aussi quelques-uns de mes escadrons de mes dragons du Stab, à quoi il serait naturel que le roi de Sardaigne consentit sans répugnance, vu que d'ailleurs il ne lui resterait guère d'autre espoir de salut que dans la force de mon armée. Comme il peut survenir des cas où vous auriez besoin d'un petit train de siège, soit pour une entreprise sur Savone, soit pour quelque autre expédition, je pense qu'il serait bon que vous avisassiez d'avance à en obtenir au besoin, soit des arsenaux du roi de Sardaigne, soit de ceux du duc de Modène, si tant y a qu'il y existe des pièces de siège, dont on puisse tirer un parti quelconque, soit enfin en rassemblant ce qui pourrait s'en trouver à Mantoue ou ailleurs dans le Milanais, et en me marquant ce qui pourrait vous rester à désirer encore, pour que je puisse m'occuper d'y pourvoir pour autant qu'il sera possible.

J'approuve pleinement l'arrangement que vous avez pris avec le duc de Parme qui, pour le moins, a fait preuve de bonne volonté, puisque la modicité de ses ressources ne pouvait jamais permettre d'en attendre des secours bien abondants ; je souhaite que l'enrôlement accordé dans ses états puisse contribuer en manière quelconque à compléter mes régiments italiens, et en ce cas-là, il ne serait peut-être pas bien difficile d'étendre cette permission au delà du terme auquel elle se trouve bornée dans la convention.

Je consens à ce que Semonville et ses compagnons soient transférés en Tyrol, dès que vous le jugerez nécessaire et que vous vous êtes préalablement assuré que le transport de ces prisonniers à travers le territoire de Venise n'est sujet à aucun inconvénient ni difficulté ; je ferai connaître mes intentions en conséquence à la chancellerie d'Italie lorsqu'elle me soumettra son rapport sur cet objet.

Le marquis d'Albarey semble justifier la bonne opinion que vous aviez de ses principes et, d'après le compte que m'en a rendu Thugut, il a paru mettre dans sa négociation plus de bonne foi et de franchise qu'on n'en trouve ordinairement chez les personnes de sa nation ; je serais aise que ce fût lui que le roi chargeât de suivre ultérieurement tous les objets relatifs à la convention qui vient d'être signée et sur lesquels les deux cours seront dans le cas de se concerter.

Du reste, m'étant appliqué avec le soin le plus suivi à approfondir, pendant mon séjour ici et à l'armée, tout ce qui a rapport au véritable état des choses et aux circonstances particulières de notre guerre contre

la France, j'ai eu lieu de me convaincre de la grandeur des obstacles que probablement nous opposera encore la férocité d'un ennemi enivré du plus dangereux fanatisme, et qui ne craint pas de faire usage des plus étranges ressources avec toute l'énergie du désespoir ; je n'ai donc pas pu me dissimuler la possibilité que la guerre actuelle s'étende au-delà du terme fixé jusqu'ici par nos espérances et comme, pour le présent, jusqu'à un changement favorable dans les affaires de France, l'on ne peut admettre l'idée d'une paix qui consommerait la perte de toute l'Europe, j'ai jugé qu'il n'y avait rien de plus urgent que de m'occuper sans retard et sans relâche à presser les préparatifs pour la rigoureuse continuation de la guerre. J'ai pris, en conséquence, la résolution de retourner à Vienne pour y hâter, par ma présence, les levées ultérieurement nécessaires, en hommes et en argent ; je me propose de convoquer une diète en Hongrie, et je crois pouvoir compter, avec quelque vraisemblance, sur les secours efficaces à tirer d'un pays qui, jusqu'ici, n'a supporté qu'une partie assez médiocre du fardeau de la guerre ; je confierai à votre amitié que les troubles survenus inopinément en Pologne et l'incertitude des suites qui peuvent en résulter, m'offrent un important motif de plus pour me rapprocher du centre de mes états ; je pars donc, après avoir remédié à plusieurs abus en rétablissant l'ordre dans mes provinces de la Belgique, pour autant que le comporte la conjoncture et la complication des affaires au milieu d'une guerre acharnée.

Pour atteindre le but principal que je m'étais proposé dans mon voyage, celui de tout voir et de tout examiner par moi-même, je vais passer à mon armée du Rhin, d'où je me rendrai sans délai à Vienne.

Adieu, mon cher oncle, je serai charmé de recevoir bientôt de vos nouvelles à Vienne, je vous invite à compter pour jamais sur ma plus tendre et plus invariable amitié. »

TABLE

ERRATA

TEXTE

Page CXXXIX, ligne 6. — Supprimer le paragraphe VI.
Page CCLXXI, ligne 4. — *Lire* : Opérations à l'ouest de la Roya.
Page CCCXXXIV, ligne 26. — *Lire* : 10 heures, *au lieu de* : 11.
Page CCCXXXV, ligne 1. — *Lire* : et le principal accès défendu.
Page CDXLIX, ligne 31. — *Lire* : Le 22 mai, *au lieu de* : 22 avril.

DOCUMENTS ANNEXES

Page 17. — *Au lieu de* : Le roi de Piémont à l'Empereur, *lire* : l'Empereur au roi de Piémont.
Page 43, ligne 39. — *Lire* : pour le soutien de la religion et du trône
Page 53, ligne 30. — *Lire* : (A M), *au lieu de* : (A N).
Page 160, ligne 33. — *Lire* : les deux bataillons du 59e régiment.
Page 169, ligne 5. — *Lire* : jusqu'à la dernière montée.
Page 187, ligne 35. — *Lire* : Dellera à Cravanzana.
Page 201, ligne 21. — *Lire* : très fatigués en général sur le soir. Je suis parvenu.
Page 202, ligne 6. — *Lire* : 8 avril, *au lieu de* : 7 avril.
Page 211, ligne 23. — *Lire* : Villatalla, *au lieu de* : Villa Tana.
Page 227, ligne 1. — *Lire* : 20 germinal (9 avril), *au lieu de* : 21 germinal (10 avril).
Page 250, ligne 13. — *Lire* : le marquis Colli, *au lieu de* : le général Colli.
Page 263, ligne 29. — *Lire* : 15 avril, *au lieu de* : 16 avril.
Page 270, ligne 2. — *Lire* : Sibaire, *au lieu de* : Cibaire.
Page 293, ligne 36. — *Lire* : Monleau, *au lieu de* : Mouleau.
Page 335, ligne 35. — *Lire* : Après être venu ce matin en visiter les avant-postes.

Page 337, ligne 9. — *Lire* : 27 avril, 6 heures du matin.
Page 389, ligne 38. — *Lire* : 118e demi-brigade, *au lieu de* : 116e.
Page 420, ligne 6. — *Lire* : 16 floréal, *au lieu de* : 16 prairial.
Page 440, ligne 22. — La date primitive était 19 floréal : elle a été surchargée en 20 floréal.
Page 480, ligne 27. — *Lire* : Nice.
Page 508, ligne 16. — *Lire* : Dumerbion au Comité de Salut Public.
Page 524, ligne 7. — *Lire* : où il y a des fours.
Page 541, ligne 23. — *Lire* : Colmo, *au lieu de* : Cormo.
Page 544, ligne 42. — *Lire* : 21 mai, *au lieu de* : 21 juin.
Page 545, ligne 29. — *Lire* : mouvement, *au lieu de* : inconvénient.
Page 546, ligne 35. — *Lire* : avant son départ.
Page 578, ligne 1. — *Lire* : d'Aoste, *au lieu* d'Asti.
Page 585, ligne 18. — *Lire* : 9 prairial.
Page 635, ligne 18. — *Lire* : (P D), *au lieu de* : A B. 75.
Page 645, ligne 28. — La date primitive était 17 prairial : elle a été surchargée en 18 prairial.
Page 652, ligne 5. — *Lire* : 118e demi-brigade, *au lieu de* : 18e.
Page 657, ligne 25. — *Lire* : 80, *au lieu de* : 60.
Page 660, lignes 10 et 22. — *Lire* : 9 juin, *au lieu de* : 9 mai.
Page 662, ligne 8. — *Lire* : le rendant responsable, *au lieu de* : te.
Page 667, ligne 17. — *Lire* : avec quelques pièces de canon ; à Ceva, ce sont :
— ligne 44. — *Lire* : La Sotta, *au lieu de* : Casotto.
Page 681, ligne 23. — *Lire* : de l'exacteur de Casale.
Page 702, ligne 32. — *Lire* : sept compagnies, *au lieu de* : une.
Page 707, ligne 8. — *Lire* : Demont, *au lieu de* : Mondovi.
Page 726, ligne 27. — *Lire* : Leplay, *au lieu de* : Leclerc.
Page 744, ligne 15. — *Lire* : Pianes, *au lieu de* : Fianes.
Page 747, ligne 8. — *Lire* : 26 messidor, *au lieu de* : 6 messidor.

LAVAL. — IMPRIMERIE L. BARNÉOUD & Cie.

CM = 25/A/ 80
4 f. sketch-maps
1 f. panorama; 8 large f. maps
in pocket at end
S.M.B.